8
985

BIBLIOTHEQUE DE SCIENCES PO
1 659 262

ISSN 0007-4071

BULLETIN ANALYTIQUE DE DOCUMENTATION POLITIQUE, ÉCONOMIQUE ET SOCIALE CONTEMPORAINE

40e ANNÉE • 1985 • NUMÉRO - 7

SCIENCES PO
SALLE DE SCIENCE
ÉCONOMIQUE
11 SEP. 1985

PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

Unis, d'une sorte d'esprit « munichois ». L'opinion publique reste indifférente aux visées expansionnistes de l'URSS à travers le monde. Cependant, le courage des résistants afghans est un appel à la conscience des peuples qui ont l'ambition de demeurer libres.

c. BARRY, Michael – « Le grand Jeu afghan : vers de nouveaux partenaires ». *Politique internationale* (27), print. 85 : 45-79 ; résumés en anglais et espagnol. L'invasion soviétique en Afghanistan en décembre 79 n'a pas été, comme d'aucuns l'avaient pensé, la conclusion au « Grand jeu » commencé par les Anglais au siècle dernier lorsqu'ils étaient en Inde : grâce à la résistance afghane il n'est pas terminé et de nouveaux partenaires, Etats-Unis, Chine et Pakistan, s'y sont joints.

Afrique du Sud (Rép.)

2515. [« Süd-Afrika »] (L'Afrique du Sud). *Aus Politik und Zeitgeschichte* (12), 23 mars 85 : 3-46.

Numéro consacré à la situation politique et économique en Afrique du Sud au lendemain des accords conclus entre la RAS et l'Angola d'un part et la RAS et le Mozambique d'autre part. La nouvelle orientation de Prétoria ne vise qu'à consolider l'hégémonie blanche.

2516. AUSTIN, Dennis – « The Trinitarians : the 1983 South African Constitution ». *Government and Opposition* 20 (2), print. 85 : 185-195.

La constitution sud-africaine approuvée par référendum en 1983 traduit la nécessité de faire quelque chose tout en ne changeant rien. Instituant un mécanisme qui oblige Blancs, Métis et Indiens à coopérer mais non à s'unir, elle occulte le problème des droits civiques des Noirs, problème qui reste inscrit au niveau des préoccupations gouvernementales.

2517. « South West Africa/Namibia ». *South Africa International* 15 (3), janv. 85 : 129-182.

Numéro spécial sur la situation politique et économique de la Namibie, compte tenu des politiques des différentes forces en présence et dans la perspective d'une indépendance prochaine.

Algérie

Voir aussi : n° 2930

2518. VANDEVELDE, Hélène – « Le code algérien de la famille ». *Maghreb-Machrek* (107), mars 85 : 52-64.

Le Code de la famille adopté par la loi du 9 juin 1984 confirme le caractère patriarcal plus que conjugal de la famille algérienne. Les dispositions concernant le divorce consacrent l'inégalité juridique entre l'époux et l'épouse et le texte dans son ensemble s'adresse aux croyants musulmans davantage qu'aux citoyens.

2519. ZEGHRIB, Hocine – « Les villages de la révolution agraire : quelle solution à l'habitat rural ? ». *Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques* 21 (3), sept. 84 : 669-683.

Le village socialiste de la révolution agraire apparaît comme une entreprise volontariste participant à l'intégration sociale et visant à prolonger au niveau de l'espace des modèles culturels étrangers au monde rural algérien.

2520. BENHASSINE, Mohamed Lakhdar – « L'industrialisation en Algérie (1960-1980). Réflexion sur une expérience nationale de développement ». *Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques* 21 (3), sept. 84 : 555-584 ; tabl. ; bibliogr.

L'industrialisation demeure en Algérie un processus inachevé. Ses effets peuvent cependant être bénéfiques, si des anomalies sont corrigées. Les problèmes économiques dans les pays du Tiers-Monde sont souvent des problèmes politiques.

2521. DUCLOS, Denis ; MEYNAUD, Hélène Y. – « Les aléas de la production des matériaux de construction en Algérie : trois exemples ». *Economie et humanisme* (282), avr. 85 : 43-52.

Au début des années 80, la demande croissante de logements dûe au boom démographique et urbain a obligé le gouvernement algérien à autonomiser son industrie des matériaux de construction. Des difficultés, peu à peu surmontées, sont apparues en divers points du processus d'ajustement, dans les usines, dans les transports, dans les modes de distribution. L'observation de deux entreprises de production de ciment et d'une troisième de transport et d'approvisionnement, révèle la nécessité d'une autonomie de gestion de l'entreprise.

2522. BENDIB, Leïla – « L'évolution de l'organisation de la commercialisation des fruits et légumes depuis l'application de l'ordonnance 71-73 du 8 novembre 1971 ». *Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques* 21 (3), sept. 84 : 685-710.

La commercialisation des fruits et légumes est certainement la plus remaniée de toutes les activités agricoles ou non, en Algérie. La circulaire de 1982, intervenant après 2 ans d'un fonctionnement sans garde-fous de la distribution de fruits et légumes, vient réhabiliter les organismes publics de distribution dans leur rôle de régulateur des flux et des prix des produits agricoles.

Allemagne (Rép. démocratique)

Voir aussi : n° 2165, 2512, 2537, 2855

2523. « Zur Vervolkommnung der Tätigkeit der örtlichen Staatsorgane » (De l'accomplissement des activités des organes étatiques locaux). *Staat und Recht* 34 (3), 1985 : 192-226.

Suite d'articles sur les tâches économiques des instances étatiques locales en RDA et l'aménagement des responsabilités communales.

2524. PICAPER, Jean-Paul – « RDA : une politique étrangère à double fond ». *Politique internationale* (27), print. 85 : 225-239 ; résumés en anglais et en espagnol.

La façade pluraliste, parlementaire et mercantiliste que se donne actuellement la RDA masque une organisation néototalitaire qui mène une autre politique que celle qui lui sert de paravent, tandis que l'URSS prépare la légitimation juridique d'un occupation éventuelle de la RFA.

2525. KLIMASZEWSKY, G. ; TEICHMANN, W. – « VI. Philosophie Kongress der DDR » (Le 6e Congrès de Philosophie de la RDA). *Deutsche Zeitschrift für Philosophie* 33 (3), 1985 : 244-257.

Sur le thème de « Socialisme et paix » s'est tenu à Berlin, en octobre 1984, le 6e Congrès de Philosophie de la RDA où ont été évoqués les problèmes théoriques posés par l'humanisme dans le monde contemporain. Différents cercles de travail seront formés, mettant l'accent sur l'apport du marxisme-léninisme à la philosophie contemporaine.

2526. « Zum 4. Soziologiekongress der DDR » (Le 4e Congrès de sociologie de la RDA). *Wirtschaftswissenschaft* 33 (3), mars 85 : 321-378.

Suite de contributions présentées au 4e congrès de sociologie tenu à Berlin en 1984 sur le thème des « Forces sociales de la croissance économique, les fondements de l'efficacité économique et les conditions d'un renforcement de la rentabilité du travail ».

2527. CZAPLINSKI, Wladyslaw – « International legal aspects of relations between the GDR and the EEC – a Polish view ». *Common Market Law Review* 22 (1), mars 85 : 69-85.

Analyse des aspects légaux des relations commerciales entre RDA et RFA, considérant l'appartenance de cette dernière à la CEE : l'agrément de Berlin (1951) et le Protocole additionnel au traité de Rome donnent une position privilégiée à la RDA en tant que « territoire allemand ne faisant pas partie de la RFA ». Cet avantage est renforcé par des clauses commerciales telles que les traités en faveur des pays tiers (Convention de Vienne, 1969) ou la clause de la nation la plus favorisée. Cependant, le traité fondamental de 1972 remet en question cette situation et devrait rendre caduque le protocole additionnel de 1957.

2528. HARTWIG, Karl-Hans ; THIEME, Hans-Jörg – « Monetary goals, targets and indicators in centrally planned economies : the example of the

GDR ». *Jahrbuch der Wirtschaft Osteuropas* 11 (1), 1985 : 173-186 ; tabl. ; résumé en allemand.

Il existe une politique monétaire bien définie en RDA mais le gouvernement manque de moyens de contrôle pour atteindre ses objectifs.

Allemagne (Rép. fédérale)

Institutions et vie politiques

2529. BRAUCH, Hans Günter – « Germany and Korea : changes in the international system and implications for both divided countries : assessments and policy prospects for the 1980's ». *The Korean Journal of International Studies* 16 (1), hiv. 85 : 85-121 ; tabl. ; bibliogr.

Après la 2e guerre mondiale, le peuple allemand et le peuple coréen se sont retrouvés chacun coupé en deux. Mais, tandis que les deux Allemagnes entretiennent des rapports mutuels et font partie de l'ONU, la tension qui n'a jamais cessé de régner entre les deux Corées représentera, dans les années 80, une grave menace pour la paix.

2530. PLÖHN, Jürgen – « Die evangelische Kirche und der Streit um den Frieden » (L'Eglise évangélique et la lutte pour la paix). *Gegenwartskunde* (1), 1985 : 31-43.

Depuis 1958 il semblait admis par l'Eglise évangélique en RFA que la dissuasion nucléaire était acceptable. Son silence à ce propos semblait le confirmer. Depuis, le débat s'est amplifié et l'Eglise réclame l'abolition du système de dissuasion nucléaire. Les communautés sont divisées quant au caractère individuel ou collectif du choix à faire en matière d'acceptation ou de refus de la guerre nucléaire. Le mouvement pacifiste radical n'a pas encore, cependant, réussi à investir complètement l'Eglise évangélique allemande.

2531. WEILER, Hans – « Equal protection, legitimacy and the legalization of education : the role of the Federal Constitutional Court in West Germany ». *The review of Politics* 47 (1), janv. 85 : 66-91 ; graph.

Le Tribunal Constitutionnel fédéral allemand a contribué, par sa jurisprudence à préciser les objectifs de la politique scolaire et universitaire du pays et les relations entre l'Etat et l'enseignement. Le Tribunal entend avant tout défendre l'égalité des droits en matière d'éducation et souligner l'importance du Parlement pour fixer les grandes lignes de la politique de l'enseignement.

2532. PEINE, Franz-Joseph – « Der Funktionsvorbehalt des Berufsbeamtentums » (Le droit de réserve des fonctionnaires). *Die Verwaltung* 17 (4), 1984 : 415-438.

Etude théorique de la notion de souveraineté de la fonction publique en RFA et des conséquences qui en découlent au niveau de la « mission » de la fonction publique. De l'interprétation de cette mission dépend la signification du processus de désétatisation de certaines fonctions de l'administration en RFA.

2533. « Politisches Lernen-politische Aktion » (L'éducation politique – l'action politique). *Materialien zur politischen Bildung* 1 (1), 1er trim. 85 : 5-53.

Suite d'articles sur l'éducation politique, ses méthodes et les canaux à travers lesquels les citoyens sont « éduqués » à l'action politique.

2534. VEEN, Hans-Joachim – « The coloration of the Greens. Profiling the affluent society's New Left ». *German Comments* (5), avr. 85 : 19-32 ; tabl.

Les Verts sont sur le point de devenir le principal parti politique sur la scène allemande. Il s'agit d'un courant écologiste typiquement allemand mais qui tire sa force de l'actuelle faiblesse des autres partis. Idéaliste, il rejette la vision de classe marxiste mais recrute surtout dans la gauche du corps électoral. Méfiants à l'égard des institutions politiques de la RFA, ils sont pacifistes, anti-américains et peu préoccupés des questions économiques. Leur rôle majeur semble être de faire oublier la période de l'immédiat après-guerre à l'opinion allemande.

2535. BASOVA, I. et al. – « FRG : opasnye tendencii » (La RFA : des tendances dangereuses). *MEMO* (1), 1985 : 49-64 ; résumé en anglais.

L'aggravation de la crise économique et l'arrivée de la coalition des partis conservateurs au pouvoir ont fait de l'Allemagne fédérale un serviteur zélé des Etats-Unis. Les intérêts nationaux sont sacrifiés au nom de la solidarité atlantique. Dans le même temps, Bonn espère renforcer, grâce à l'appui des Etats-Unis, ses positions au sein de la CEE.

2536. THOMAS, Siegfried – « Aussenpolitische Opposition in der BRD 1949-1969. Entwicklungstendenzen – Gruppierungen – Wirkungen » (L'opposition à la politique extérieure en RFA, 1949-1969. Tendances, regroupements, effets). *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft* 33 (2), 1985 : 99-116.

Le Parti communiste allemand constituait le noyau central de l'opposition à la politique extérieure du gouvernement de Bonn. Le SPD est resté passif au cours de ces premières années de la RFA ou ne se limitait qu'à réclamer l'égalité des droits avec les autres nations occidentales. Le parti communiste allemand a donc milité contre la remilitarisation de la RFA, ne refusant pas, comme le SPD, les manifestations d'opposition extra-parlementaire.

2537. RÜTHER, Günter – « Discovering " the other Germany ". Reflections on a study trip to the GDR ». *German Comments* (5), avr. 85 : 45-62.

Les Allemands de l'Est et de l'Ouest savent peu de choses les uns sur les autres, ceux de l'Ouest étant beaucoup moins intéressés par leurs frères de l'Est que ces derniers ne le sont par leurs frères de l'Ouest. Néanmoins, tout voyage d'un citoyen de la RFA en RDA soulève chez ce dernier un nouvel intérêt pour l'autre moitié de l'Allemagne qui est plus que justifié, qu'il s'agisse du domaine économique, culturel ou artistique.

2538. HOLMES, Kim – « The Greens – The social democrats and the defence consensus in West Germany ». *Atlantic Quarterly* 2 (4), hiv. 84 : 365-387.

L'une des conséquences des discussions sur les forces nucléaires à moyenne portée a été de créer un vif débat en RFA sur la politique de défense, de la part du SPD et surtout des Verts, partisans du neutralisme et du désarmement unilatéral : les positions des partis et de l'opinion publique.

2539. RISSE-KAPPEN, Thomas – « Fahrplan zur Abrüstung ? Zur Doppelbeschluss-Politik der Bundesrepublik Deutschland bis 1983. » (Un plan de voyage vers le désarmement. La politique de la double décision en République fédérale allemande jusqu'en 1983). *Aus Politik und Zeitgeschichte* (14-15), 6 avr. 85 : 35-46.

La RFA avait, en vain, essayé d'influencer les rapports soviéto-américains, dans les négociations INF. Bonn ne souhaite ni la coopération ni la confrontation entre les Grands à ses dépens. Ce premier échec n'est peut-être pas définitif.

2540. BREDOW, Wilfried von – « Le mouvement pour la paix en République Fédérale d'Allemagne ». *Annales de l'Université des sciences sociales de Toulouse* 32, 1984 : 137-149.

Le mouvement pour la paix a très peu de chances de devenir un mouvement politique important en RFA. Il continuera, dans les années à venir, de représenter une minorité remarquée et irritante, mais restera un phénomène marginal de la société allemande.

2541. KIELMANSEGG, Johann, A. Von – « Gedanken zur Führung der Streitkräfte » (Réflexions sur le commandement des forces armées). *Beiträge zur Konfliktforschung* 14 (4), 4e trim. 84 : 5-34.

Les forces armées en RFA : organisation, budget, personnel, stratégie.

2542. « Stiftung und Unternehmen » (Fondation et entreprise). *Wirtschaft und Recht* 37 (1), 1985 : 3-136 ; bibliogr.

Numéro spécial sur le droit applicable aux fondations en RFA et Suisse ainsi que sur les caractéristiques économiques et financières de telles entreprises.

Situation et politique sociales

Voir aussi : n° 2550

2543. WEGNER, Erckhard – « Das garantierte Mindesteinkommen und die Marktwirtschaft » (Le revenu minimum garanti et l'économie de marché). *Leviathan* 13 (1), 1985 : 91-114 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Au lieu d'aider les pauvres, le gouvernement allemand se préoccupe des classes moyennes et de leur perte de pouvoir d'achat. Il existe bien une abondante aide sociale mais elle ne garantit pas un revenu minimum à tous. Une réglementation nouvelle dans ce sens est proposée, qui vise à surmonter les défauts de l'économie de marché et qui préconise une nouvelle politique de redistribution des revenus.

2544. « 8 mai 1945 – 40 Jahre danach » (Le 8 mai 1945 – 40 ans après). *Gewerkschaftliche Monatshefte* 36 (4), avr. 85 : 193-256.

Numéro spécial consacré à l'analyse de la reconstitution du mouvement ouvrier et syndical dans les années d'après guerre, à son évolution et au rôle des conseils d'entreprise.

2545. L'assurance-vieillesse

a. RUPPERT, W. – « Verliert die betriebliche Altersversorgung an Bedeutung ? » (L'assurance-vieillesse perd-elle sa signification ?). *IFO Schnelldienst* 38 (9), 25 mars 85 : 12-23 ; tabl.
Depuis 1981 il n'y a plus eu en RFA d'amélioration de l'assurance-vieillesse et des restrictions qualitatives et quantitatives sont même intervenues. La situation de crise économique explique cette tendance, les entreprises étant surchargées par des frais sociaux excessifs. Il faut remettre les entreprises dans une situation économique qui les rende capables d'améliorer le régime de l'assurance-vieillesse des employés.

b. « Empfehlungen der Sachverständigenkommission Alterssicherungssysteme » (Recommandations de la commission d'experts sur l'assurance vieillesse). *Finanzarchiv* 42 (2), 1984 : 193-273.
Suite des rapports sur l'assurance-vieillesse, le système des retraites en RFA et les réformes proposées par la Commission d'experts. On déplore la lenteur des réformes en souhaitant un système plus harmonisé.

2546. « Arbeit und Technik » (Travail et technique). *Die neue Gesellschaft-Frankfurter Hefte* 32 (3), 1985 : 196-239.

Suite d'articles sur l'influence des nouvelles technologies sur le monde du travail et en particulier les conséquences au niveau de la durée hebdomadaire du travail.

2547. FRANZ, Wolfgang – « An economic analysis of female work participation, education and fertility : theory and empirical evidence for the Federal Republic of Germany ». *Journal of Labor Economics* 3 (1), janv. 85 : 218-234 ; tabl. ; bibliogr.

Le taux d'emploi des jeunes femmes diminue alors que celui des femmes mariées augmente, ces phénomènes contradictoires s'expliquent par leur niveau plus élevé d'éducation et de salaires, mais aussi par des transformations familiales et démographiques.

2548. BENZ-OVERHAGE, Karin – « Die Fabrik der Zukunft. Wie werden wir morgen arbeiten ? » (L'usine du futur. Comment travaillerons-nous demain). *Blätter für deutsche und internationale Politik* 29 (10), oct. 84 : 1207-1218.

Les conceptions traditionnelles de rationalisation du travail, plus ou moins inspirées du taylorisme, conduisent en général à une détérioration des conditions de travail. De nouvelles notions (diversité, qualité, formation...) doivent être appliquées. En RFA, l'IG Metall se préoccupe de plus en plus de ces questions comme en témoigne son programme d'action intitulé « travail et technique ».

Economie et finances

2549. « L'économie de la République fédérale d'Allemagne : bilan et perspectives ». *Documents* 39 (5), déc. 84 : 28-105.

Suite d'articles consacrés à la situation économique et aux problèmes du chômage et de la compétitivité en RFA.

2550. « Wirtschaftskriminalität – innerbetriebliche Aspekte » (La criminalité économique – aspects internes à l'entreprise). *Betriebswirtschaftliche Forschung und Praxis* (1), fév. 85 : 1-70.

Numéro spécial sur la criminalité économique, la fraude, l'espionnage industriel, le vol de biens appartenant aux entreprises et aux sabotages.

2551. « Wissenschaft-Technik-Wirtschaft » (Science-technique-économie). *Politische Studien* 36 (279), fév. 85 : 24-90.

Suite d'articles consacrés à la troisième révolution industrielle dans le monde et plus particulièrement en RFA.

2552. STREECK, Wolfgang – « Co-determination : the fourth decade ». *International Yearbook of Organizational Democracy for the Study of Participation, Co-operation and Power* 2, 1984 : 391-422 ; bibliogr.

En RFA, la cogestion a entraîné des contraintes pour les employeurs surtout en matière de flexibilité de l'emploi, mais elle leur a permis aussi d'éviter les conflits avec leurs employés et d'assurer une grande stabilité à l'entreprise.

Arabie saoudite

Voir aussi : n° 2504

2553. AL-HEGELAN, Abdelrahman ; MONTE, Palmer – « Bureaucracy and development in Saudi Arabia ». *The Middle East Journal* 39 (1), hiv. 85 : 48-68.

En plus des services quotidiens, l'administration des pays du Moyen-Orient doit planifier et mettre en œuvre des programmes vitaux pour le développement économique et social. Cet aspect est particulièrement important en Arabie saoudite, pays rentier. Or, une enquête menée auprès de 231 hauts fonctionnaires (qui obtint 53,2 % de réponses) montre que l'apathie, le manque de souplesse, la lourdeur bureaucratique, le manque de contact avec les usagers entravent cette tâche. De plus, le favoritisme et les bas salaires encouragent les Saoudiens à préférer le secteur privé. Une hausse des salaires permettrait peut-être d'attirer les Saoudiens et de résoudre certains problèmes.

2554. « Saudi Arabia : banking and economy ». *The Banker* 135 (710), avr. 85 : 43-59.

Deux articles consacrés aux activités des banques et à la situation économique. Voir : WILSON, John : « Renewed optimism among Saudi banks » ; MONTAW, Caroline : « Saudi Arabia tries to diversify ».

Argentine

Voir aussi : n° 2090, 2207, 2744, 2943

2555. BARRERA, Carlos A. – « Argentine : ardua democracia ». *Nueva sociedad* (75), fév. 85 : 171-182.

Bilan contradictoire de la première année du gouvernement Alfonsin : les libertés publiques, les institutions, les partis, les syndicats, l'économie et les finances, la politique extérieure.

2556. MOST, Benjamin A. – « Latin America : the case of Argentina ». *Sage Yearbook on Politics and Public Policy* 13, 1984 : 181-211 ; tabl. ; bilbiogr.

L'Argentine offre l'exemple du caractère complexe et parfois contradictoire des politiques menées en Amérique latine, car une nouvelle coalition gouvernementale, tout en mettant en œuvre sa propre politique ne peut se libérer de la politique mise en œuvre par ses prédécesseurs.

2557. BUCHANAN, Paul G. – « State corporatism in Argentina : labor administration under Perón and Onganía ». *Latin American Research Review* 20 (1), 1985 : 61-95 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Les deux expériences corporatistes qu'a connues l'Argentine, sous Péron (1946-1955) et sous Ongania (1966-1970), malgré certaines ressemblances, ont largement

différé tant au niveau des relations avec le mouvement syndical qu'à celui du rôle et de l'organisation du ministère du travail.

2558. VILLAR, Juan Manuel – « Argentine experience in the field of illegal immigration ». *International Migration Review* 18 (3), aut. 84 : 453-473 ; tabl., carte.

Les insuffisances de la politique d'immigration argentine expliquent l'afflux de travailleurs immigrés illégaux dont le statut devrait être légalisé au plus tôt.

Australie

2559. HOCKING, Brian – « Pluralism and foreign policy : the states and the management of Australian's external relations ». *The Year Book of World Affairs* 38, 1984 : 137-153.

En Australie, depuis plusieurs années, les Etats fédérés font pression sur l'Etat fédéral pour disposer d'une certaine autonomie en matière de politique extérieure. Il semble que l'arrivée au pouvoir en 1982 d'un nouveau gouvernement travailliste permette d'améliorer les rapports entre l'Etat fédéral et les Etats fédérés.

2560. KERSTGES, Andrea – « Australische Sicherheitspolitik im Wandel. Eine europäische Enklave im asiatisch-pazifischen Raum » (La politique de sécurité australienne en mutation. Une enclave européenne dans la région asiatique et pacifique). *Aus Politik und Zeitgeschichte* (10), 9 mars 85 : 13-25.

Le Parti travailliste australien, malgré des déclarations anti-américaines et hostiles à l'ANZUS, continue de mener une politique réaliste, contrairement au parti frère néo-zélandais plus agressif dans ses revendications d'autonomie en matière de politique de sécurité et de défense. Il préconise la création d'une zone dénucléarisée dans le Pacifique. Les Etats-Unis doivent s'attendre à un relâchement du soutien de leurs alliés dans la zone.

2561. GREGORY, R.G. et al. – « Women in the Australian labor force : trends, causes and consequences ». *Journal of Labor Economics* 3 (1), janv. 85 : 293-309 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Depuis 1964 l'augmentation de l'emploi féminin peut être attribuée aux femmes mariées et pour 90 % relève du temps partiel. L'écart entre salaires masculins et féminins a diminué de 30 % de 1966 à 1982.

2562. « Regional development in Australia and New Zealand ». *The Australian and New Zealand Journal of Sociology* 20 (3), nov. 84 : 299-404.

Numéro spécial consacré aux politiques d'aménagement régional en Australie et en Nouvelle-Zélande, mettant en évidence les agents de cette politique, les aspects économiques et sociaux des projets de développement et les similitudes avec d'autres projets dans d'autres pays.

2563. LANSBURY, Russell ; PRIDEAUX, Geoffrey – « Industrial and organizational democracy : the Australian experience ». *International Yearbook of Organizational Democracy for the Study of Participation, Cooperation and Power* 2, 1984 : 495-511 ; bibliogr.

Dans les entreprises australiennes, il existe plusieurs formes de cogestion et de participation, mais les problèmes de cogestion et d'autogestion sont une préoccupation très secondaire pour les syndicats australiens.

Autriche

Voir aussi : n° 2474, 2477

2564. Les travailleurs étrangers

a. BIFFL, G. – « Structural shifts in the employment of foreign workers in Austria ». *International Migration* 23 (1), mars 85 : 45-72 ; tabl. ; résumés en espagnol et en français.

Une étude dans différentes branches du secteur industriel de la main-d'œuvre étrangère permet de constater qu'un tiers des travailleurs étrangers occupe des

emplois qui les mettent en concurrence directe avec la main-d'œuvre locale, et un autre tiers occupe des emplois complémentaires.

b. MATUSCHEK, Helga – « Ausländerpolitik in Österreich 1962-1985. Der Kampf um und gegen die ausländische Arbeitskraft » (La politique à l'égard des étrangers en Autriche, 1962-1985. La lutte pour et contre la main-d'œuvre étrangère). *Journal für Sozialforschung* 25 (2), 1985 : 159-198 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Le pays doit vivre avec les contradictions résultant de la présence de la main-d'œuvre étrangère et prendre conscience qu'il ne peut plus en profiter. Les effets de cette présence sur le marché du travail autrichien sont nombreux et résultent de la précédente politique de libéralisation de l'immigration.

Belgique

Voir aussi : n° 2474, 2477

2565. DAMAR, Michel – « La fonction publique, quatre années d'évolution ». *Courrier hebdomadaire du CRISP* (1067-1068), 25 janv. 85 : 82 p.

Les années 80 ont vu apparaître de nouvelles mesures destinées à améliorer le fonctionnement des services publics par la restructuration d'institutions et la création d'un nouveau régime de mobilité du personnel.

2566. GOVAERT, Serge – « Deux courants socialistes flamands : Links, Doorbraak ». *Courrier hebdomadaire du CRISP* (1069 et 1071), 8 fév. et 1er mars 85 : 40 et 36 p.

Links est une tendance qui se situe au sein du socialistische Partij (SP) alors que Doorbraak est dans le parti et à sa périphérie. La naissance de ces deux courants, le premier en 1960, le second en 1979, marque chaque fois une étape importante de l'histoire de la Belgique et de l'évolution du parti socialiste. Si Links s'affirme marxiste sans être dogmatique, Doorbraak se veut l'écho de l'aile progressiste et démocratique.

2567. Le problème scolaire

a. « Quel avenir pour le pacte scolaire ? ». *La revue politique (1985)* (1), 1985 : 39-48.
La paix scolaire en Belgique résultera de la bonne actualisation du Pacte scolaire qui régit les rapports entre les enseignements conventionnels et non-conventionnels.

b. « Le parti socialiste et la défense de l'enseignement ». *Socialisme* 31 (185), oct. 84 : 371-386.
Suite d'articles sur les positions du parti socialiste belge sur le pacte scolaire et son renouvellement. »

2568. ROLAND-BAYET, Jeannine – « Menaces sur les pensions : beaucoup de bruit pour rien ? » *Revue générale* (3), mars 85 : 67-78.

La « loi Mainil » du 15 mai 1984 tentant d'harmoniser les régimes de pension a suscité des débats sur leur avenir. Après une mise au point sur les différents régimes, l'évolution des charges et l'examen des alternatives envisagées – système « des 3 piliers » : pensions légales, complémentaires et assurance libre – il apparaît qu'une réforme de la réglementation s'imposera dans les années 2010.

2569. L'emploi

a. DE BRABANDER, Guido L. – « Regional differentiation of economic growth in Belgium, 1846-1977 ». *Historical Social Research* (33), janv. 85 : 42-59 ; tabl., graph. ; cartes.
Le taux de l'emploi présente de grandes différences en Belgique comme le montre une étude de l'emploi par régions entre 1846 et 1977. De grandes différences existent également par secteur industriel. Ces différences influent sur le marché du travail.

b. « De nouvelles pistes pour l'emploi ». *La revue politique (1985)* (1), 1985 : 23-37.
La politique spécifique de l'emploi doit contenir une redistribution du travail disponible, des mesures de résorption du chômage, des mesures de formation, la promotion du travail indépendant, l'adaptation de la régulation du travail.

2570. PONCELET, André-Marie – « La gestion de la dette publique ». *La revue politique (1985)* (1), 1985 : 7-22 ; tabl., graph.

La gestion de la dette publique belge pourrait s'inspirer des techniques de gestion financière employées dans le privé ou à l'étranger telles que : lancement d'emprunts à court terme, promotion de créances indexées, diffusion d'obligations à taux pondérés, système d'adjudication pour les emprunts à long terme, consolidation d'une partie de la dette, etc.

Brésil

Voir aussi : n° 2943

2571. URBAN, Greg – « Developments in the situation of Brazilian tribal populations from 1976 to 1982 ». *Latin American Research Review* 20 (1), 1985 : 7-25.

La situation des Indiens a été profondément transformée depuis 1976 par la prolifération de groupes qui les soutiennent, notamment les organisations religieuses, en s'opposant aux intérêts économiques qui cherchent à les exploiter et par la politique d'ouverture du gouvernement.

2572. SAVONNET-GUYOT, Claudette – « Brésil 1984 : La redémocratisation tranquille. Chronique d'une campagne présidentielle ». *Revue française de science politique* 35 (2), avr. 85 : 262-277 ; résumé en anglais.

Les principales étapes de la campagne présidentielle et les temps forts du retour à la norme démocratique qui ont permis l'élection à la présidence de M. Neves, candidat de l'Alliance démocratique, la mobilisation populaire contre les règles successorales imposées par la Constitution et pour une élection au suffrage universel direct et le consensus sur le candidat de l'opposition.

2573. TYLER, William G. – « A incidência regional de políticas não-espaciais de incentivos no Brasil ». *Revista brasileira de economia* 38 (3), sept. 84 : 183-204 ; tabl. ; bibliogr.

L'estimation des résultats des politiques économiques sectorielles protégeant soit le marché interne soit l'exportation montre qu'elles produisent des effets régionalement différenciés ; en 1980-1981 ces politiques ont nettement favorisé le Sud-Est et desservi le Sud et le Nord-Est.

Burkina Fasso

Voir aussi : n° 2927

2574. GIBIRILA, Deen – « Les droits des étrangers au Burkina-Fasso ». *Penant* 95 (786-787), juin 85 : 37-57.

Les étrangers et le droit public ; les étrangers et le droit privé ; les étrangers et le droit professionnel.

2575. QUERTAINMONT, Ph. – « La Chambre des comptes burkinabé ». *Revue burkinabé de droit* (7), janv. 85 : 41-52.

Une ordonnance d'octobre 1982 détermine les attributions, la composition, l'organisation et le fonctionnement de la Chambre des comptes qui, à ce jour, n'a pas encore été instituée mais dont il est urgent de prévoir la création.

Cameroun

Voir aussi : n° 1608, 2008

2576. « Le Cameroun en mutation ». *Le monde diplomatique* 32 (373), avr. 85 : 19-28.

Le soutien populaire accordé au Président Biya lors de son accession au pouvoir s'est mué en désenchantement. Pourtant l'économie est saine, l'agriculture autosuffisante, le tourisme en essor. Dans un pays marqué par un triple héritage colonial (français, anglais et allemand), les églises chrétiennes restent fortes bien qu'assoupies.

2577. MBOME, François – « La réforme constitutionnelle du 18 novembre 1983 au Cameroun ». *Le mois en Afrique* (227-228), janv. 85 : 20-36.

Cette modification fait du Premier Ministre le second personnage de l'Etat puisque c'est lui qui remplace le Président de la République en cas de vacance et lui donne, à ce titre, le droit d'organiser les élections anticipées. Par ailleurs, la réforme modifie les conditions de présentation des candidatures à la présidence de la République. Les textes de 1983, s'ils sont bienvenus, ne comblent pas totalement les vides juridiques (dévolution du pouvoir exécutif et système électoral).

2578. KAHA, Anon – « Le Procureur de la République. " Janus " de la magistrature camerounaise ». *Penant* 95 (786-787), juin 85 : 115-134.

Les prérogatives du Procureur de la République ; les contrepoids à sa toute-puissance ; contrôles non-juridictionnel.

Canada

Voir aussi : n° 2150, 2480

2579. Le processus d'amendement constitutionnel

a. REPOSO, Antonio – « Sul " rimpatrio " dell'*amending power* nell'ordinamento costituzionale canadese ». *Studi parlamentarie di politica costituzionale* 17 (63), 1er trim. 84 : 41-56.
Du British North America Act de 1867 à celui de 1949, en passant par le Statute of Westminster, et les aménagements législatifs qui y ont été apportés, l'autonomie législative du Canada par rapport au Royaume-Uni s'est progressivement élargie. Mais le pouvoir de révision constitutionnelle restait encore limité, jusqu'au Canada Act de 1982. Cependant, selon les juristes québécois, ce nouveau cadre ne reconnaît pas suffisamment les droits de chaque province fédérée.

b. KILGOUR, D.M. ; LEVESQUE, T.J. – « The Canadian constitutional amending formula : bargaining in the past and future ». *Public Choice* 44 (3), 1984 : 457-480 ; tabl.
La loi sur la Constitution de 1982 intègre dans la section 38 le processus d'amendement constitutionnel, selon lequel les propositions d'amendement doivent être acceptées par les assemblées législatives des 2/3 des Etats, représentant au moins 50 % de la population. Cette procédure favorise trois provinces, l'Ontario, la Colombie britannique et l'Alberta et encourage les alliances entre Etats.

2580. LATOUCHE, Daniel – « Jeunesse et nationalisme au Québec, une idéologie peut-elle mourir ? » *Revue française de science politique* 35 (2), avr. 85 : 236-260 ; tabl. ; résumé en anglais.

L'association de la jeunesse québécoise au nationalisme et à la revendication d'indépendance politique correspond à la coexistence de trois effets (effets de période, de cycle de vie et de génération), plus ou moins marqués selon les sous-groupes d'âge (enquête effectuée en 1979 lors de la campagne référendaire).

2581. YOUNG, R.A. et al. – « The concept of province-building : a critique ». *Canadian Journal of Political Science* 17 (4), déc. 84 : 783-818.

Malgré une augmentation de leur financement et de leur aide à l'industrie, les provinces canadiennes n'ont pas mis en œuvre des politiques économiques cohérentes et sont restées cantonnées principalement à la gestion des activités sociales traditionnelles.

2582. LANDES, Ronald G. – « The Canadian general election of 1984 ». *Parliamentary Affairs* 38 (1), hiv. 85 : 86-96.

Le scrutin s'est traduit par une victoire écrasante des conservateurs, la première depuis 25 ans, y compris dans le fief libéral qu'était le Québec. Quant au parti libéral il s'est complètement effondré, ne dispose plus de base provinciale solide (à l'ouest c'est le NOP qui a le vent en poupe) et son leadership est contesté.

2583. Les femmes dans les élections législatives

a. HUNTER, Alfred A. ; DENTON, Margaret A. – « Do female candidates " lose votes " : the experience of female candidates in the 1979 and 1980 Canadian general elections ». *The Canadian Review of Sociology and Anthropology* 21 (4), nov. 84 : 395-406 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en français.

L'échec relatif des femmes aux élections fédérales s'explique plus par l'obstruction de l'appareil des partis que par le comportement des électeurs.

b. KOHN, Walter S.G. – « Women in the Canadian House of Commons ». *The American Review of Canadian Studies* 14 (3), aut. 84 : 298-311 ; tabl. ; bibliogr.
Depuis qu'en 1921 les femmes ont pour la première fois été élues à la chambre des députés canadienne, dix-neuf élections législatives se sont déroulées au Canada jusqu'en 1983. Au cours de cette période, le nombre de députés, par législature, est passé de 235 à 282, mais le nombre total de femmes n'a été pour l'ensemble des 19 élections que de 38, dont 16 élues en 1982.

2584. La politique d'immigration

a. ROBINSON, W.G. – « Illegal immigrants in Canada : recent developments ». *International Migration Review* 18 (3), aut. 84 : 474-485 ; bibliogr.
Le Canada mène une politique d'immigration originale et efficace qui lui permet de se protéger contre une immigration illégale. Celle-ci est très réduite grâce à un contrôle frontalier efficace et à une politique d'accueil souple.

b. BASAVARATAPPA, K.G. ; VERMA, Ravi B.P. – « Asian immigrants in Canada : some findings from 1981 census ». *International Migration* 23 (1), mars 85 : 97-121 ; tabl. ; bibliogr. ; résumés en français et en espagnol.
Comparaison socio-économique et démographique des immigrés asiatiques venus au Canada en 1960-69, 170-74 et 1975-79 avec les immigrés correspondants nés au Royaume-Uni et avec la population née au Canada.

2585. « Perspectives on Canadian planning ». *Journal of the American Planning Association* 51 (1), hiv. 85 : 6-52 ; tabl. ; bibliogr.
Suite d'articles consacrés à la planification au Canada : racines historiques, organisation ; planification régionale, planification urbaine, planification économique.

2586. HAANAPPEL, Peter P.C. – « Deregulation of Canadian air transport : if it happens ». *Annals of Air and Space Law* 9, 1984 : 59-78 ; résumé en français.
La déréglementation des transports aériens annoncés le 10 mai 1984 par le ministre canadien des transports pour le Sud du Canada, s'inspire de l'expérience américaine. Elle suppose des modifications administratives et des changements législatifs ainsi que l'adaptation des petites entreprises de charters à ce nouveau système. Voir aussi, pp. 107-118 : MAGDELENAT, Jean-Louis : « La nouvelle loi canadienne sur les enquêtes d'accidents d'avions ».

2587. COX, David ; HARRIS, Richard – « Trade liberalization and industrial organization : some estimates for Canada ». *Journal of Political Economy* 93 (1), fév. 85 : 115-145 ; tabl. ; bibliogr.
L'estimation du coût du protectionnisme pour l'économie canadienne depuis 1975, à partir d'un modèle d'équilibre général incorporant les économies d'échelle, la concurrence imparfaite et la mobilité du capital, montre que le coût est sensiblement plus élevé que ne le laissent prévoir les modèles traditionnels. La libéralisation du commerce par la suppression (unilatérale ou multilatérale) des droits de douane provoquerait une rationalisation de l'industrie, bénéfique pour toute l'économie.

Chili

Voir aussi : n° 1696, 1697, 2940, 2943

2588. L'avenir politique du Chili

a. VICIANI, Orel – « La démocratie et le processus révolutionnaire ». *La nouvelle revue internationale* 28 (1), janv. 85 : 61-73.
Le rétablissement de la démocratie au Chili ne peut se faire sans la participation de la classe ouvrière, des forces de gauche et des communistes. Le projet démocratique pour l'après-Pinochet doit nécessairement tenir compte des revendications communistes.

b. MILLAS, Orlando – « Edinstvo protiv diktatury vykovyvaetsja v borbe » (L'unité contre la dictature se forge dans la lutte). *Latinskaja Amerika* (1), janv. 85 : 8-17.
Pour renverser la dictature chilienne il faut mener inlassablement la lutte dans tous les secteurs de la vie économique et politique pour aboutir à l'union de

toutes les forces antifascistes. La réactivation des masses, à l'heure actuelle, crée des conditions favorables pour la réussite de cette entreprise.

2589. FRÜHLING, Hugo – « Repressive policies and legal dissent in authoritarian regimes : Chile 1973-1981 ». *International Journal of the Sociology of Law* 12, 1984 : 351-374 ; bibliogr.

L'ampleur des mesures de répression au Chili entre 1973 et 1981 explique la multitude des interventions des avocats pour la défense des droits de l'homme. Ces interventions ont fini par contraindre le régime à modifier sa politique de répression, qui devint encore plus centralisée et plus secrète. Le régime du général Pinochet a totalement modifié la société chilienne.

2590. McCLINTOCK, Cynthia et al. – « Latin American promises and failures : Peru and Chile ». *International Yearbook of Organizational Democracy for the Study of Participation, Co-operation and Power* 2, 1984 : 443-471 ; tabl. ; bibliogr.

Etude comparative des réformes agraires, en particulier de la création des coopératives agricoles, au Chili et au Pérou depuis le début des années soixante.

2591. MASSONE, Pedro – « The Chilean income tax reform ». *Bulletin for International Fiscal Documentation* 38 (10), oct. 84 : 433-447 : tabl. ; résumés en français et en allemand.

Les principaux aspects de la réforme de l'impôt sur le revenu mise en place au Chili en janvier 84.

Chine

Institutions et vie politiques

Voir aussi : n° 2642, 2944

2592. ROSEN, Stanley – « Quangzhai's democracy movement in cultural revolution perspective ». *The China Quarterly* (101), mars 85 : 1-31.

Le mouvement démocratique qui s'est développé en Chine de 1978 à 1982 présente à Canton quelques caractéristiques uniques (plus grande tolérance des autorités, proximité de Hong Kong) mais l'expérience de Canton est identique à celle de toute la Chine : le mouvement prend ses racines dans le factionnalisme de la Révolution culturelle et dans les mouvements de critique contre Lin Piao et Confucius ; les relations entre les activistes et les autorités sont complexes, la plupart des activistes expriment leur loyauté vis-à-vis du Parti ; les autorités craignaient devantage l'organisation en elle-même que les idées exprimées.

2593. ROBINSON, Jean C. – « Of women and washing machines : employment, housework, and the reproduction of motherhood in socialist China ». *The China Quarterly* (101), mars 85 : 32-57 ; tabl.

Les décisions politiques et économiques prises depuis le 3e Plenum du 11e Comité central du PCC on renforcé l'inégalité entre les sexes en créant des conditions qui imposent aux hommes et aux femmes des rôles différents dans la production et la reproduction et en renforçant la conception traditionnelle du rôle de la femme.

2594. TAO JINGZHOU – « La Cour populaire suprême de la République populaire de Chine ». *Revue internationale de droit comparé* 37 (1), mars 85 : 107-123 ; tabl., graph. ; résumé en anglais.

L'origine des juges, les organisations internes de la Cour, ses relations avec d'autres organes d'Etat, en particulier le Parti communiste, le fonctionnement et la répartition des compétences au sein même de la Cour suprême.

2595. TEUFEL DREYER, June – « Civil-military relations in the People's Republic of China ». *Comparative Strategy* 5 (1), 1985 : 27-49.

L'étroite imbrication des pouvoirs civils et militaires en Chine rend improbable un coup d'Etat militaire et favorise plutôt des luttes entre coalitions comprenant des membres des deux institutions. Malgré de récentes mesures pour diminuer le nombre des membres du parti dans l'armée, cette fluidité se maintient et peut dérouter les politiciens américains.

2596. ENGELBORGHS-BERTELS, Marthe – « L'enseignement en République populaire de Chine ». *Mondes en développement* 12 (46), 1984 : 131-151 ; tabl., graph. ; résumés en anglais et en espagnol.

L'organisation de l'éducation nationale en Chine populaire a subi des transformations profondes en 1958 et en 1966 (les grands bonds en avant et la révolution culturelle). Depuis 1977, la structure, les méthodes et les buts de l'enseignement reviennent dans l'ensemble à la pratique de la première décennie du régime.

2597. La vie culturelle

a. « Chine : une nouvelle littérature ». *Europe (Paris)* 63 (672), avr. 85 : 3-161.
Suite d'articles et de textes consacrés au renouveau de la littérature chinoise depuis 1976 et surtout 1978 qui marque « l'ouverture » idéologique de l'ère Deng Xiaoping : renouveau de la poésie, mais naissance et remarquables succès de genres nouveaux comme la nouvelle, qui est caractéristique de la « littérature des cicatrices » telle que la nomment eux-mêmes les écrivains qui ont été victimes du mouvement « anti-droitier » de 1957-58. L'évolution actuelle s'oriente vers le roman et une variante particulière, la littérature de reportage.

b. MACKERRAS, Colin – « Vygur performing arts in comtemporary China ». *The China Quarterly* (101), mars 85 : 58-77 ; tabl.
La nationalité Vygur, l'une des treize nationalités de la région autonome du Sinkiang, est renommée pour ses arts du spectacle : chant, danse, opéra, pièces musicales.

Problèmes sociaux et économiques

2598. DIXON, John – « The People's Republic of China : politics and social welfare ». *Saga Yearbook in Politics and Public Policy* 13, 1984 : 127-148 ; tabl. ; bibliogr.

Le système chinois de distribution de ressources est le produit de l'idéologie maoïste ; il est très décentralisé, met l'accent sur l'autonomie et l'aide mutuelle et accorde une grande place aux meilleurs ouvriers et paysans et leurs familles.

2599. Les réformes économiques

a. CHEVRIER, Yves – « Les réformes en Chine ou la stratégie du contournement ». *Politique étrangère* 50 (1), print. 85 : 119-138 ; bibliogr. ; résumé en anglais.
Les premières réformes post-maoïstes ont adopté les caractéristiques d'une NEP : concessions à la paysannerie, ouverture au monde extérieur mais immobilisme du secteur industriel ; ce contraste traduisait un dualisme dans les rapports du système avec le monde urbain et rural. Depuis 1984 on assiste au contraire à une volonté de réformer le secteur industriel et urbain ce qui peut conduire à repenser le pilotage à vue mené jusqu'ici par Den Xiaoping.

b. HALPERN, Nina P. – « Learning from abroad : Chinese views of the East European economic experience : January 1977-June 1981 ». *Modern China* 11 (1), janv. 85 : 77-109 ; bibliogr.
Après la mort de Mao, les Chinois ont manifesté un certain intérêt pour les réformes économiques dans les pays socialistes de l'Europe de l'Est. Les études faites sur ce sujet en Chine constituent un facteur positif en soi, mais il est néanmoins peu probable que les dirigeants chinois y voient une source d'inspiration pour leurs éventuelles réformes économiques.

2600. L'organisation de la production agricole

a. [Document n° 1, 1984] *The China Quarterly* (101), mars 85 : 104-142.
Suite d'articles : texte et commentaires du Document n° 1, 1984 du Comité central du PCC consacré au système des responsabilités dans l'agriculture ; ses conséquences politiques et économiques.

b. WATSON, Andrew – « New structures in the organization of Chinese agriculture : a variable model ». *Pacific Affairs* 57 (4), hiv. 85 : 621-645 ; graph.
Une analyse de l'organisation de la production agricole en Chine met en évidence l'existence de trois systèmes, l'élément permanent étant constitué par la ferme collective. Les villages sont libres de leur méthode de coordination de l'agriculture et peuvent ne pas suivre les directives gouvernementales. Ce système flexible fait la satisfaction des paysans davantage stimulés dans leur travail.

c. BUTTERMAN, Louis – « Extrinsic versus intrinsic problems of agricultural cooperation : anti-incentivism in Tanzania and China ». *The Journal of Development Studies* 21 (2), janv. 85 : 175-204 ; bibliogr.

Une comparaison entre l'expérience tanzanienne et choinoise d'agriculture coopérative permet de dégager les conditions d'un travail rural efficace et les causes du manque d'incitation liées à la politique économique choisie et à la structure idéologique du pays.

Chine (Taiwan)

Voir aussi : n° 2154, 2642

2601. FA, Jyh-pin – « Legislation and constitutional interpretations on human rights in the Republic of China, 1982-1983 : an overview ». *Chinese Yearbook of International Law and Affairs* 3, 1983 : 87-103.

Un tour d'horizon des actes juridiques et des interprétations constitutionnelles portant sur les droits de l'homme en Chine (Taiwan) au cours des deux dernières années reflète l'assouplissement des normes et une meilleure défense des personnes lésées. Analyse de la législation récente en matière de censure cinématographique, d'actes médicaux et de lutte contre diverses formes de pollution.

2602. FAN, Liang Shing – « The influence of Japan on Taiwan's economy as a Newly Industrialized Country ». *Rivista internazionale di scienze economiche e commerciali* 31 (9), sept. 84 : 898-909 ; bibliogr. ; résumé en italien.

Le recensement des facteurs ayant contribué au développement économique rapide de Taiwan depuis 1945 fait ressortir le rôle particulièrement important des infrastructures mises en place par les Japonais avant 1945, de l'aide américaine après cette date, de l'existence d'une main-d'œuvre qualifiés et du succès de la politique de promotion des exportations. Mais la poursuite du développement économique de Taiwan se heurte à un certain nombre de difficultés dont les principales sont liées au problème des relations avec la RPC, à l'incertitude qu'il entretient, au fardeau des dépenses militaires qu'il entraîne.

Colombie

Voir aussi : n° 2943

2603. GARCIA GONZALEZ, Jorge – « Una corte constitucional para Colombia ». *Universitas* (67), nov. 84 : 101-128.

Propositions pour la création d'un tribunal constitutionnel à partir de l'examen des incohérences qu'entraîne la pratique actuelle du contrôle diffus de la constitutionnalité des lois.

2604. MURILLO CASTANO, Gabriel – « Effets de l'émigration et du retour des émigrés sur les pays d'origine : le cas de la Colombie ». *Revue internationale de sciences sociales* 36 (3), 1984 : 481-496 ; carte.

L'impact économique de l'émigration à l'étranger est de courte durée. La perturbation brutale des habitudes de dépendance peut avoir des effets extrêmement néfastes. Il est vital et urgent d'offrir des solutions de rechange réelles et immédiates pour combler le vide créé par l'interruption des flux migratoires.

2605. « Reorientación de la politica de parques industriales ». *Planeación y desarrollo* 16 (4), déc. 84 : 69-95 ; tabl.

L'échec des programmes de zones industrielles dans la planification colombienne du développement régional s'explique par des défauts techniques qu'une évaluation plus exacte de leurs objectifs et de leurs moyens peut corriger.

2606. MIRANDA TALERO, Alfonso – « El régimen financiero departamental ». *Universitas* (67), nov. 84 : 319-340.

La législation colombienne sur les finances locales concernant les départements, les territoires nationaux et le district de Bogota.

Congo

Voir aussi : n° 2380

2607. BRETON, Jean-Marie – « Le Congo après vingt ans de régime socialiste : principes et forces politiques ». *Penant* 95 (786-787), juin 85 : 89-106.

Présidentialisme, socialisme, cogestion et pouvoir populaire, constituent les bases politiques du régime congolais ; l'encadrement politique accentué trouve des relais indispensables dans le parti unique et les autres structures spécialisées.

2608. GUICHAOUA, André – « Développement rural et décentralisation régionale au Congo : le Plan quinquennal 1982-86 à mi-parcours ». *Le mois en Afrique* (229-230), mars 85 : 71-80 et 99-103 ; tabl.

L'objectif proclamé par le Plan congolais de régionalisation des investissements et de développement rural dans les zones « fragiles » n'a pas été atteint. Le Nord du pays et les industries de la vallée du Niari ont été privilégiés, le clivage entre les villes et les campagnes s'est accentué, et par là l'exode rural, la paysannerie parcellaire est sacrifiée. L'accumulation se produit en fait dans une zone extrêmement restreinte.

Corée

Voir aussi : n° 2529

2609. JOON YOUNG PARK – « A peace structure of contemporary Northeast Asia and the Korean Peninsula ». *The Korean Journal of International Studies* 16 (1), hiv. 85 : 39-56 ; bibliogr.

Les Etats-Unis, l'URSS, la Chine, le Japon, la Corée du Sud et la Corée du Nord, principaux pays ayant des intérêts dans le Nord-Est de l'Asie, coexistent dans la paix depuis plus de trente ans bien que de nombreux changements politiques s'y soient produits pendant cette période. Cette coexistence a été bénéfique pour les deux Corées qui, cependant, devraient adopter l'une envers l'autre une attitude plus conciliante permettant de réduire la tension entre elles.

Costa Rica

2610. BROWN, Lawrence A. ; LAWSON, Victoria A. – « Migration in Third World settings, uneven development and conventional modeling : a case study of Costa Rica ». *Annals of the Association of American Geographers* 75 (1), mars 85 : 29-47 ; tabl., cartes ; bibliogr.

Analyse du processus migratoire de 1968 à 1973 dans l'ensemble des cantons du Costa Rica afin de déterminer le rôle du facteur développement dans les mouvements de population.

2611. « Desarrollo agrario en Costa Rica ». *Revista de ciencias sociales (San José)* (27-28), oct. 84 : 9-100.

Numéro spécial sur le développement capitaliste de l'agriculture du pays notamment sur les problèmes que suscite l'analyse économique et sociale de ce développement.

Cuba

2612. HAMPSON, Fen Osler – « The divided decision-maker : American domestic politics and the Cuban crisis ». *International Security* 9 (3), hiv. 85 : 130-165.

Les considérations de politique intérieure n'influent pas toujours sur les décisions à prendre en politique extérieure bien qu'il y existe une certaine interaction. Dans la crise américano-soviétique autour de Cuba, la perception du Président Kennedy des conséquences de son action en politique intérieure a joué un rôle décisif dans le choix des moyens pour résoudre une crise du domaine de la politique extérieure.

2613. MOREJON, Blanca – « Migraciones internas en ciudad de la Habana ». *Notas de población* 12 (36), déc. 84 : 59-83 ; tabl. ; bibliogr.

La politique cubaine, depuis 1980 en particulier, vise à orienter les mouvements migratoires pour parvenir à une localisation de la population équilibrée des points de vue démographique et économique, après avoir renversé la tendance de ces mouvements qui se dirigeaient exclusivement vers la capitale.

Danemark

Voir aussi : n° 2512

2614. LEFAUCHEUX, Jean – « Le nouveau régime de relations entre le Groenland et la Communauté économique européenne ». *Revue du Marché commun* (284), fév. 85 : 81-90.

La volonté de retrait du Groenland de la Communauté était un fait sans précédent et posait nombre de problèmes, dont le principal, celui de la pêche. L'accord du 20 février 1984 a mis fin à l'application au Groenland des traités CEE et CECA, a procédé à la novation des liens juridiques entre les deux parties, a donné à cette région le statut de PTOM sauf dans le domaine de la pêche. En effet, le Groenland bénéficie du libre accès au marché communautaire pour les produits de la pêche, dans la mesure où il accorde à la Communauté l'accès aux eaux Groenlandaises.

2615. « Denmark and the Middle East ». *Middle East Economic Digest* 29 (15), 18 avr. 85, *Supplément* : 32 p.

Dossier consacré aux relations économiques entre le Danemark et les pays du Moyen-Orient. Voir notamment : « Interview with Foreign Affairs Minister Uffe Ellemann-Jensen ».

Egypte

Voir aussi : n° 2320, 2504

2616. FARGUES, Philippe – « Du Nil au Golfe. Problèmes de l'émigration égyptienne ». *Population* 40 (1), fév. 85 : 71-101 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en anglais et en espagnol.

En encourageant systématiquement l'émigration, l'Egypte a tenté de tirer parti de son fort taux de natalité et d'en faire le premier atout du développement grâce aux rentrées de devises. Cependant le marché du travail est profondément perturbé par l'émigration.

2617. RICHARDS, Alan ; MARTIN, Philip L. – « Rural wages and agricultural policy : the case of Egypt ». *Third World Planning Review* 7 (1), fév. 85 : 45-59 ; tabl., graph.

Près de 2 millions d'Egyptiens sont des travailleurs émigrés en Arabie saoudite, Irak et Libye, ce qui se traduit par un manque de main-d'œuvre rurale en Egypte. De ce fait, le gouvernement a accéléré la mécanisation de l'agriculture, politique qui risque de mettre au chômage les émigrés lors de leur retour. Il faudrait plutôt faire des efforts orientés vers la préservation des terres, plutôt que vers l'économie de main-d'œuvre.

2618. WIKAN, Unni – « Living conditions among Cairo's poor : a view from below ». *The Middle East Journal* 39 (1), hiv. 85 : 7-26 ; bibliogr.

L'étude de 19 familles pauvres du Caire de 1969 à 1982 montre que leur niveau de vie s'est amélioré. Ceci entre en contradiction avec les analyses d'experts et souligne la pondération que peuvent apporter les facteurs culturels aux approches macro-statistiques.

2619. HUSSEIN, Adel – « La normalisation économique entre l'Egypte et Israël ». *Revue d'études palestiniennes* (15), print. 85 : 69-92.

Après la signature du traité de paix, plusieurs accords de normalisation économique dans les relations entre l'Egypte et Israël ont été conclus. Depuis l'invasion du Liban, les relations se sont relâchées mais, pour Israël, qui a toujours déployé

de grands efforts pour encourager les échanges commerciaux, ce relâchement n'est qu'un fléchissement limité et provisoire.

Espagne

2620. « Elecciones generales de 1982 y consolidación de la democracia ». *Revista española de investigaciones sociológicas* (28), déc. 84 : 7-264 et 305-343.

Suite d'articles sur les élections législatives du 28 octobre 1982, en Espagne, notamment sur la signification de leurs résultats concernant l'évolution du système de partis et, au-delà, celle du régime politique.

2621. L'entrée dans le Marché Commun

a. MORÁN, Fernando – « La Spagna e la Communitá Economica Europea : una prespettiva mediterranea ». *Rivista di studi politici internazionali* 52 (1), mars 85 : 3-12.
Compte rendu d'une conférence donnée le 15 janvier 1985 par le ministre des Affaires étrangères espagnol à l'ambassade d'Espagne auprès du St-Siège : à la veille de l'élargissement de la CEE à l'Espagne et au Portugal, il devient encore plus nécessaire de mettre en place, au sein de la CEE, une réelle politique méditerranéenne qui comprendrait une coopération agricole, industrielle, scientifique et technique, et aussi de nouveaux rapports politiques avec les pays du bassin méditerranéen.

b. LARRAZ, Francisco – « España ante la Comunidad económica europea ». *Razon y fe* 211 (1037), fév. 85 : 196-201.
L'intégration européenne va poser un problème difficile mais salutaire aux comportements de l'Etat et des entreprises en exigeant une industrie compétitive.

2622. GARCIA ARROYO, Arturo – « Realidad y perspectivas de la politica cientifica en España ». *Arbor* 120 (469), janv. 85 : 59-75.

La politique espagnole de développement scientifique et technique exige une mise au jour corrigeant l'inconsistance de son organisation et de sa planification et la faiblesse de ses ressources financières.

2623. IGLESIAS, Feliciano Hernandez ; RIBOUD, Michelle – « Trends in labor force participation of Spanish women : an interpretative essay ». *Journal of Labor Economics* 3 (1), janv. 85 : 201-217 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Après une longue période de stabilité, les Espagnoles sont de plus en plus nombreuses à entrer sur le marché du travail, du fait notamment des nouvelles opportunités offertes aux femmes par la transformation des structures productives.

2624. « Diez años de política económica española, 1974-1984 ». *Información comercial española* (617-618), fév. 85 : 3-254.

Numéro consacré à une évaluation de cette politique et à l'analyse des conditions externes – la crise – et internes – la transition – de son évolution : l'inflation, la balance des paiements, le déficit public, l'emploi, l'investissement...

2625. « Política agraria ». *Nuestra bandera* (128), fév. 85 : 35-56.

Trois articles sur l'agriculture espagnole : aspects économiques et sociaux d'une politique de développement du secteur. Voir : JOVE, Salvador ; GARCIA AZCARATE, Tomás : « Reflexions sobre una política agraria de progreso » ; BARRAGAN, José : « Por qué Andalucía necesita une reforma agraria » ; « Un comunista en diálogo con la COAG ».

2626. « Spain and the Middle East ». *Middle East Economic Digest* 29 (19), 16 mai 85 : 27-46 ; tabl.

Suite d'articles consacrés aux relations commerciales et financières entre l'Espagne et les pays arabes du Moyen-Orient : les échanges, les investissements, les contrats d'équipement.

Etats-Unis

Institutions et vie politiques

Voir aussi : n° 2871, 2981

2627. LIPSET, Seymour M. ; RAAB, Earl – « The American Jews, the 1984 elections and beyond ». *The Tocqueville Review* 6 (2), aut. 84 : 401-419 ; tabl.

Les interventions du révérend Falwell lors des élections américaines ont relancé le problème des relations entre l'Eglise et l'Etat tandis que l'indifférence de Jess Jackson à l'égard des tendances antisémites aux Etats-Unis touchait gravement l'électorat juif. Cette situation explique l'importance des problèmes religieux et juif dans les élections de 1984 et permet de tirer quelques conclusions quant au comportement électoral futur des juifs américains.

2628. TODD BLOOM, Evan – « Executive claims settlement power ». *Columbia Law Review* 85 (1), janv. 85 : 155-189.

Un des pouvoirs du Président en matière de politique extérieure consiste à régler les plaintes des citoyens américains contre des gouvernements étrangers par la signature d'un accord avec les gouvernements sans que l'approbation du Sénat soit nécessaire. L'étude de l'utilisation de ce pouvoir et de ses fondements constitutionnels montre que l'exécutif dispose là d'un pouvoir discrétionnaire assez large, qui se révèle essentiel dans la conduite de la diplomatie.

2629. « Inaugurating the President ». *Presidential Studies Quarterly* 15 (1), hiv. 85 : 5-170.

Numéro spécial portant sur le rôle du Président tel qu'il a été dessiné par la Constitution dès la fin du 18e siècle et vécu depuis : la procédure et les campagnes électorales, la conduite de la politique étrangère, les arbitrages économiques, les rapports avec le législatif, les commissions, les conseillers, le problème de l'incapacité à accomplir la fonction.

2630. RAY, Bruce A. ; SMITH, Steven S. – « Committee size in the US Congress ». *Legislative Studies Quarterly* 9 (4), nov. 84 : 679-695 ; tabl. ; bibliogr.

Le nombre des commissions du Congrès a peu augmenté depuis 1947 ; en revanche le nombre des sièges dans les commissions est passé de 683 en 1947 à 1 028 en 1982. Selon Louis P. Westefield, créer de nouveaux sièges est, pour les leaders des groupes parlementaires, un moyen de s'assurer la loyauté des membres de leur groupe. Une analyse plus approfondie montre qu'en fait, cette motivation n'est pas essentielle et que les décisions des leaders sont surtout liées aux conditions politiques générales.

2631. BROWN, Lynne P. ; PEABOY, Robert L. – « Dilemmas of Party leadership : majority whips in the US House of Representatives, 1963-1982 ». *Congress and the Presidency* 11 (2), aut. 84 : 179-196 ; tabl. ; bibliogr.

En suivant la carrière de cinq leaders du Parti démocrate au Congrès des Etats-Unis, on peut mettre en évidence l'importance du rôle du « majority whip » (chef de file) et sa stratégie pour satisfaire les objectifs du parti, sa propre promotion et les aspirations des électeurs.

2632. OWENS, John – « Extreme advocacy leadership in the prereform House : Wright Patman and the house banking and currency committee ». *British Journal of Political Science* 15 (22), avr. 85 : 187-206.

L'exemple de Wright Patman montre que le modèle généralement admis du président de commission, homme de consensus, n'est pas toujours exacte, et que cette fonction peut aussi être exercée par une forte personnalité, individualiste et active.

2633. CROOK, Sara Brandes ; HIBBING, John R. – « Congressionnal reform, and party discipline : the effects of changes in the seniority system on party loyalty in the US House of Representatives ». *British Journal of Political Science* 15 (22), avr. 85 : 207-226 ; graph.

La réforme de 1971 qui a mis fin au critère d'ancienneté comme seul critère pour la présidence de commission a changé le Congrès, dans la mesure où elle a renforcé le rôle des partis et de la discipline partisane.

2634. DAVIDSON, Roger H. ; OLESZEK, Walter J. – « Changing the guard in the US Senate ». *Legislative Studies Quarterly* 9 (4), nov. 84 : 635-663 ; tabl. ; bibliogr.

Depuis l'élection de 1980, le Parti républicain dispose de la majorité au Sénat, alors que Parti démocrate continue à détenir la majorité des sièges à la Chambre des Représentants ; cette situation est très rare. Ce changement de majorité a, en fait, entraîné peu de modifications dans l'organisation du Sénat, l'activité des commissions et la procédure législative.

2635. WILLIAMS, Philips – « Party realignment in the United States and Britain ». *British Journal of Political Science* 15 (1), janv. 85 : 97-115 ; bibliogr.

Bilan des recherches récentes consacrées aux partis politiques aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, dans la perspective de la théorie du réalignement, définie pour la première fois en 1955 par V.O. Key.

2636. HASENFELD, Yehiskel ; CHEUNG, Paul P.L. – « The juvenile court as a people-processing organization : a political economy perspective ». *American Journal of Sociology* 90 (4), janv. 85 : 801-824 ; tabl. ; bibliogr.

Les décisions d'emprisonnement prises par les tribunaux pour enfants dépendent plus de facteurs externes (crise économique, idéologie sécuritaire) que des facteurs internes (idéologies des juges, conditions de travail, type d'organisation).

2637. VINCENS, Simone J. – « L'évolution de la presse franco-américaine aux Etats-Unis ». *Contemporary French Civilization* 9 (1), hiv. 85 : 1-17.

La presse américaine francophone, qui se voulait l'expression des particularismes de la communauté d'ascendance française, a connu son apogée dans les années 1910. L'assimilation étant aujourd'hui presque totale, elle ne subsiste que de façon très clairsemée.

2638. « Controversies : Kirkpatrick and her critics ». *Society* 22 (3), avr. 85 : 3-30 ; bibliogr.

Suite d'articles : en matière de politique extérieure, la morale américaine est-elle la même que la morale soviétique ? Le point de vue de Jeane Kirkpatrick qui affirme la supériorité morale des Etats-Unis ; les critiques de ce point de vue.

2639. BLACKWILL, Robert D. – « Quatre dilemmes de la politique américaine à l'égard de l'Union soviétique ». *Politique étrangère* 50 (1), print. 85 : 199-214 ; résumé en anglais.

Face à la puissance militaire de l'URSS, la politique américaine peut se résumer en quatre questions : comment équilibrer les dépenses militaires qui s'imposent avec la croissance intérieure, comment répondre aux exigences de la sécurité nationale, dans le cadre de l'Alliance, ou, comment et à quel prix contenir l'URSS dans le Tiers-Monde, comment faire face à l'inquiétude du peuple américain ?

2640. NEUMANN, Robert G. – « America's diplomatic initiative in the Middle East ». *The Year Book of World Affairs* 38, 1984 : 121-136.

Dans un premier temps, le Président Reagan a accordé la priorité au renforcement de la position stratégique américaine au Moyen-Orient, faisant passer au second plan le problème palestinien. Puis, progressivement, il a compris qu'il s'aliénait ainsi les pays arabes modérés et, surtout après l'invasion du Liban, a replacé le règlement des problèmes palestiniens au premier plan.

2641. BANISADR, Abol Hassan – « L'ambassade impériale et la révolution ». *Peuples méditerranéens – Mediterranean Peoples* (29), déc. 84 : 91-103.

Les documents trouvés à l'ambassade américaine à Téhéran en novembre 1979 révèlent les choix politiques opérés par Washington au moment de la chute du Shah. Les responsables américains décident assez vite de soutenir Khomeiny « comme pouvoir utile et antisoviétique » quitte, à long terme, à affaiblir le régime actuel au profit d'une droite laïque et pro-occidentale.

2642. LASATER, Martin L. – « Future fighter sales to Taiwan ».*Comparative Strategy* 5 (1), 1985 : 51-73.

La double orientation de la politique menée par les Etats-Unis envers la Chine depuis 1969 – développement des relations avec la République Populaire et maintien de bons rapports avec Taiwan – est menacée par une éventuelle vente de bombardiers à Taiwan dans le cadre de l'accord de 1979, ce qui remet en question le communiqué commun signé avec la Chine populaire en 1982. Pour maintenir l'équilibre, il est recommandé de permettre à Taiwan la construction de bombardiers F-5G tout en minimisant l'effet négatif de cette décision sur Pékin.

2643. « Tribunal des peuples sur les interventions américaines au Nicaragua ». *Contradictions* (43), 1985 : 158 p.

Numéro spécial reproduisant l'essentiel des textes présentés à la session d'octobre 1984 (à Bruxelles) du Tribunal permanent des peuples qui dénoncent l'offensive à la fois militaire, idéologique et économique menée par l'administration Reagan contre le régime de Managua. Tout se passe comme si, contrairement à ce qu'affirme la propagande américaine, on attaquait le Nicaragua pour qu'il ne soit pas démocratique, qu'il redevienne une dictature et devienne satellite de l'URSS.

2644. L'initiative de défense stratégique

a. PLATONOV, A. – « La militarisation de l'espace cosmique : une menace suspendue sur l'humanité ». *La vie internationale* (2), fév. 85 : 32-42.
La propagande américaine présente l'initiative de défense stratégique, préparatoire à la « guerre des étoiles », comme un moyen de prévenir un conflit nucléaire. Or, de l'avis même des responsables américains les plans de l'administration Reagan auront pour effet de stimuler la rivalité entre les deux Grands et donc d'accroître les dangers d'affrontement.

b. RICHTER, Claus – « Strategische Verteidigungsinitiative (SDI). Kriegsführung oder Kriegsverhinderung ? (L'initiative de défense stratégique. Gestion ou prévention des guerres ?) *Aus Politik und Zeitgeschichte* (14-15), 6 avr. 85 : 3-14.
L'imprécision de la notion de « guerre des étoiles » et la militarisation de l'espace sont à l'origine d'une inquiétude croissante de l'opinion mal informée devant un débat confus sur les nouvelles technologies de la défense préconisées par les Etats-Unis. L'IDS n'est encore qu'un programme de recherche face auquel les Européens demeurent incapables d'adopter une attitude commune.

c. HOZIN, G. – « Osvoenie kosmosa i obščestvennoe soznanie v SŠA » (La conquête de l'espace et la concurrence sociale aux Etats-Unis). *MEMO* 28 (3), mars 85 : 40-50.
Le gouvernement essaie de redonner confiance au peuple américain, et montrer la vitalité du système capitaliste, en lançant les programmes liés à la guerre des étoiles, mais l'opinion publique est plus sensible au risque de guerre, et au coût fabuleux des investissements nécessaires qu'à cette démonstration de force. »

d LUCENTINI, Mauro – « Gli Stati Uniti et la ripresa dei negoziati sul disarmo ». *Affari esteri* 17 (65), hiv. 85 : 3-12.
L'initiative de défense stratégique anti-missiles (Star Wars), si elle ne suscite plus les réserves techniques du monde scientifique américain, doit à présent affronter les problèmes politiques liés à sa mise en œuvre : les rapports avec l'URSS, au moment de la reprise de négociations sur le désarmement, et l'évolution politique intérieure en seront les points délicats.

2645. ZAMOŠKIN, Ju. A. – « Jadernaja opasnost'i faktor straha » (Le danger nucléaire et le facteur de la peur). *SŠA* (3), mars 85 : 3-15.

La peur de la guerre nucléaire qui a remplacé le sentiment d'invulnérabilité longtemps dominant dans l'opinion publique américaine engendre des attitudes et des prises de position politiques diverses aux Etats-Unis. Elle peut, comme l'espère l'administration Reagan, conduire de nombreux Américains à soutenir des programmes militaristes, mais elle peut également favoriser la diffusion du pacifisme.

2646. Environnement familial et résultats scolaires

a. « School effectiveness ». *Social Policy* 15 (2), aut. 84 : 2-53.
Numéro spécial consacré au « mouvement pour l'efficacité des écoles » qui s'est développé aux Etats-Unis dans les années soixante-dix autour de personnalités comme George Weber et Ronald Edmonds. Pour les tenants de ce mouvement, l'environnement familial et social des enfants des milieux défavorisés n'exclut

pas de bons résultats scolaires si l'enseignement est de qualité. Les expériences en cours dans sept districts scolaires urbains montrent la validité des thèses de ce mouvement.

b. ALWIN, Duane F. ; THORNTON, Arland – « Family origins and the schooling process : early versus late influence of parental characteristics ». *American Sociological Review* 49 (6), déc. 84 : 784-802 ; tabl., graph. ; bibliogr.
L'étude des relations entre caractéristiques socio-économiques des familles et résultats scolaires des enfants sur une période de dix-huit ans, démontre que ces caractéristiques ont une plus forte influence en début de scolarité.

2647. « Values, resources and politics in America's schools ». *Daedalus* 113 (4), aut. 84 : 1-287.

Numéro spécial consacré au débat scolaire aux Etats-Unis, aujourd'hui où l'on discute davantage des méthodes pédagogiques que des fins ultimes de l'éducation. Quelques propositions de réformes sont avancées.

Situation et politique sociales

2648. JACKMAN, Mary R. ; MUHA, Michael J. – « Education and integroup attitudes : moral enlightment, superficial democratic commitment, or ideological refinement ? ». *American Sociological Review* 49 (6), déc. 84 : 751-769 ; tabl. ; bibliogr.

Contrairement à l'idée reçue selon laquelle l'éducation créerait des attitudes plus démocratiques, une série de 1 914 entretiens démontre que les membres les plus éduqués de la classe dominante justifient la domination de celle-ci.

2649. ROTHMAN, Stanley ; LICHTER, S. Robert – « Personality, ideology and world view : a comparison of media and business elites ». *British Journal of Political Science* 15 (1), janv. 85 : 29-49.

Une enquête a été menée auprès des dirigeants et des cadres de quatre grandes entreprises américaines et auprès de journalistes travaillant pour les journaux américains les plus influents. Les journalistes apparaissent plus libéraux et plus ouverts que les cadres d'entreprise ; ils attachent une importance primordiale au pouvoir, alors que pour les cadres, l'essentiel, c'est la réussite.

2650. McLANAHAN, Sara – « Family structure and the reproduction of poverty ». *American Journal of Sociology* 90 (4), janv. 85 : 873-901 ; tabl. ; bibliogr.

Vivre dans un foyer dirigé par une femme augmente les risques de pauvreté à la suite de mauvais résultats scolaires, mais pas à cause de l'absence du père en soi. Pour les Blancs les faibles revenus féminins et la détresse psychologique liée à la rupture familiale sont les facteurs déterminants alors que pour les Noirs la situation est plus complexe.

2651. THORNTON, Arland – « Changing attitudes toward separation and divorce : causes and consequences ». *American Journal of Sociology* 90 (4), janv. 85 : 856-872 ; tabl. ; bibliogr.

De 1962 à 1980, les attitudes face au divorce se sont profondément modifées dans le sens d'une plus grande approbation. Si l'attitude par rapport au divorce n'influe pas sur la stabilité maritale, l'expérience de la dissolution conjugale transforme les attitudes vis-à-vis de cette dernière.

2652. GOLDFIELD, Michael – « The causes of US trade union decline and their future prospects ». *Research in Political Economy* 7, 1984 : 81-159 ; tabl., graph. ; bibliogr.

La puissance des syndicats américains ne cesse de décroître. Mais toute tentative d'explication de ce phénomène exige une grande prudence car les changements de la structure économique ne suffisent pas à expliquer un processus qui est plus aisément compréhensible si l'on prend en considération l'évolution des relations de classe et les rapports entre l'Etat, les milieux capitalistes et les syndicats.

2653. Le droit de la négociation collective

a. WEILER, Paul – « Striking a new balance : freedom of contract and the prospects for union representation ». *Harvard Law Review* 98 (2), déc. 84 : 351-420 ; tabl.
Le déclin de la syndicalisation dans le secteur privé aux Etats-Unis s'explique en grande partie par l'opposition croissante des chefs d'entreprise à la négociation

collective. A cet égard, le loi sur les relations du travail ne protège pas suffisamment les syndicats lors de la négociation de la première convention collective.

b. HUNT, Janest C. et al. – « State employee bargaining legislation ». *Journal of Labor Research* 6 (1), hiv. 85 : 63-75 ; tabl. ; bibliogr.
Le droit de négociation dans la fonction publique aux Etats-Unis situé sur une échelle allant de la prohibition à l'obligation de négocier, reflète les situations respectives de l'intérêt public et de l'intérêt privé dans ce domaine et l'influence du syndicalisme et des coalitions politiques.

2654. LEONARD, Jonathan S. – « The impact of affirmative action on employment ». *Journal of Labor Economics* 2 (4), oct. 84 : 439-463 ; tabl. ; bibliogr.

Des données relatives à 68 000 entreprises pour les années 1974 et 1980 montrent que la politique de lutte contre les pratiques discriminatoires en matière d'emploi a eu un succès certain au niveau de l'emploi des femmes et des membres des minorités : différentes variables doivent être distinguées pour apprécier la part de l'amélioration de la situation de ces travailleurs qui est imputable à la politique anti-discriminatoire.

2655. VIMONT, Claude – « La reprise de l'emploi aux Etats-Unis : quels enseignements en tirer ». *Chroniques d'actualité de la SEDEIS* 32 (3), mars 85 : 105-115 ; tabl.

Depuis 1982, l'économie américaine a créé 1,8 million d'emplois dans les industries de technologies nouvelles mais aussi dans les industries anciennes modernisées. L'augmentation des effectifs est plus forte pour les emplois qualifiés que non-qualifiés, les ouvriers non qualifiés et jeunes sans formation connaissent un taux de chômage élevé, par contre la situation de l'emploi féminin s'est améliorée.

2656. L'inégalité dans les salaires

a. O'NEILL, June – « The trend in the male-female wage gap in the United States ». *Journal of Labor Economics* 3 (1), janv. 85 : 91-116 ; tabl., graph ; bibliogr.
L'écart entre les salaires masculins et féminins, au détriment de ces derniers, était de 31 % en 1955, de 35-37 % dans les années 1960 et de 33 % en 1982. L'augmentation du taux d'activité féminine s'est accompagnée d'une diminution des qualifications des travailleuses.

b. CAIN, Glen G. – « Welfare economics of policies toward women ». *Journal of Labor Economics* 3 (1), janv. 85 : 375-396 ; tabl. ; bibliogr.
Aux Etats-Unis, les moindres salaires féminins, à productivité égale, sont un héritage du passé plus que l'effet de pratiques discriminatoires des syndicats ou des hommes. Une politique de discrimination positive en faveur des femmes serait conforme à un idéal égalitaire.

2657. GREIDER, Thomas ; KRANNICH, Richard S. – « Neighboring patterns, social support and rapid growth : a comparison analysis from three Western communities ». *Sociological Perspectives* 28 (1), janv. 85 : 51-70 ; tabl. ; bibliogr.

La croissance démographique dans les petites villes américaines s'accompagne bien d'un certain déclin des relations sociales avec le voisinage, mais non pas d'une véritable détérioration de ces relations.

2658. L'immigration

a. BEAN, Frank et al. – « The sociodemographic characteristics of Mexican immigrant status groups : implications for studying indocumented Mexicans ». *International Migration Review* 18 (3), aut. 84 : 672-691 ; tabl. ; bibliogr.
Selon des estimations de 1984, les 2/3 des Mexicains vivant aux Etats-Unis sont entrés illégalement. Une étude socio-démographique de cette population met en évidence l'hétérogénéité de la situation de chacun de ses membres, sa jeunesse, son manque d'éducation et de connaissance de la langue anglaise ainsi que sa forte concentration.

b. GRASMUCK, Sherri – « Immigration, ethnic stratification and native working class discipline : comparisons of documented and indocumented Dominicans ». *International Migration Review* 18 (3), aut. 84 : 692-713 ; tabl. ; bibliogr.
Le secteur professionnel et l'organisation de la main-d'œuvre immigrée illégale d'origine dominicaine, aux Etats-Unis sont identiques avec ceux de la main-d'œuvre immigrée légalement. Sa fonction n'est donc pas tellement économique mais politique. Elle sert de « levier » vis-à-vis de la main-d'œuvre autochtone.

2659. DASHEFSKY, Arnold et al. – « American emigration : similarities and differences among migrants to Australia and Israel ». *Comparative Social Research* 7, 1984 : 337-347 ; tabl. ; bibliogr.

La mobilité de la population américaine est un phénomène connu. Ceux qui partent en Australie ne s'intègrent pas aussi facilement que ceux qui choisissent d'aller en Israël. Nombreux sont ceux, parmi les premiers, qui reviennent aux Etats-Unis. Les seconds, aspirant à un mode de vie plus juif restent sur place, en majorité.

Economie et finances

Voir aussi : n° 2896, 2910, 2941

2660. « The Fortune 500 special report ». *Fortune International* 111 (9), 29 avr. 85 : 144-201 ; tabl.

Les 500 premières entreprises américaines en 1984 : malgré la croissance, la force du dollar a empêché leurs profits d'augmenter. Classement de ces entreprises selon leur chiffre d'affaires, leurs bénéfices, le nombre de salaires et les salaires distribués.

2661. THIRTLE, Colin D. – « Induced innovation in United States field crops, 1939-78 ». *Journal of Agricultural Economics* 36 (1), janv. 85 : 1-14 ; tabl., graph. ; bibliogr.

La production de céréales aux Etats-Unis s'est considérablement développée au cours des quarante dernières années, grâce à l'emploi massif d'engrais et de nouvelles machines. Cet exemple permet d'illustrer la théorie microéconomique de l'innovation induite et de reformuler les thèses de Hayami et Ruttan dans ce domaine.

2662. La compétitivité de l'industrie

a. CABOT LODGE, George ; CRUM, William C. – « US competitiveness : the policy tangle ». *Harvard Business Review* 63 (1), fév. 85 : 34-52.
Le manque de compétitivité de l'industrie américaine est dû à une trop grande intervention de l'Etat qui a favorisé le protectionnisme ; le remède est dans un retour total au libre marché accompagné d'une nouvelle responsabilisation du citoyen qui implique le refus de l'Etat comme remède universel.

b. THUROW, Lester – « Revitalizing American industry : managing in a competitive world economy ». *California Management Review* 27 (1), aut. 84 : 9-41 ; tabl. ; bibliogr.
La compétitivité des industries américaines s'est émoussée à mesure que s'est réduite leur avance technologique et que se sont alourdis leurs coûts. La restauration de la compétitivité nécessite de nombreuses modifications des pratiques de gestion des entreprises ainsi que des conceptions des rapports entre encadrement et ouvriers et employés qui prévalent en leur sein. Une productivité améliorée pourrait résulter de l'adoption de rémunérations proportionnelles aux rendements, d'un développement de la concertation dans l'entreprise.

2663. La politique industrielle

a. ALLEN, Christopher S. ; RISHIKOF, Harvey – « Tale thrice told : a review of industrial policy proposals ». *Journal of Policy Analysis and Management* 4 (2), hiv. 85 : 234-249.
Une critique des différentes propositions de politique industrielle pour les Etats-Unis et notamment de celles de L. Thurow doit aboutir à une prise de conscience des fins véritables de celles-ci (la croissance économique et une équitable redistribution des revenus) et des grandes différences de l'état de chaque secteur de l'économie.

b. SOLO, Robert – « Industrial policy ». *Journal of Economic Issues* 18 (3), sept. 84 : 697-714.
La politique anti-trust a été longtemps la seule politique industrielle aux Etats-Unis. Mise en œuvre par des autorités ne disposant pas des moyens d'en apprécier toutes les conséquences économiques, ses effets sur la productivité et l'innovation semblent avoir été globalement négatifs. Cette politique n'a en outre apporté aucune solution aux difficultés des entreprises les moins compétitives. La crise de certaines industries traditionnelles, l'érosion de la suprématie technologique américaine rendent plus nécessaire que jamais la mise en œuvre d'une véritable politique industrielle.

c. JUNNE, Gerd – « Das amerikanische Rüstungsprogramm : ein Substitut für Industrie politik ». (Le programme d'armement américain : un substitut pour la politique industrielle). *Leviathan* 13 (1), 1985 : 23-37 ; tabl.
Le gouvernement américain a relancé le programme de construction d'armement qui est pourtant de peu d'utilité pour relancer l'économie américaine. Cette politique qui favorise l'industrie des armements n'est qu'un « ersatz », le gouvernement étant incapable de mettre au point une véritable politique industrielle.

2664. HAGENS, John B. ; RUSSELL, R. Robert – « Testing for the effectiveness of wage-price controls : an application to the Carter program ». *The American Economic Review* 75 (1), mars 85 : 191-207 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Présentation d'un modèle d'équation salaires-prix pour mesurer l'efficacité de la politique des revenus menée par le gouvernement Carter de 1978 à 1980.

2665. L'expansion internationale du capitalisme américain

a. BERBEROGLU, Berch – « The nature and contradictions of US transnational expansion abroad since World War II ». *Research in Political Economy* 7, 1984 : 1-35 ; tabl. ; bibliogr.
Si l'on mesure l'engagement économique international des Etats-Unis entre 1950 et 1980, on peut mettre en évidence les zones géographiques priopritaires ainsi que les implications politiques et sociales et les contradictions résultant de l'internationalisation de l'économie américaine. Cette expansion capitaliste crée les conditions mêmes d'une plus grande cohésion du monde ouvrier.

b. DOMINIQUE, Victor – « Aspects économiques de l'impérialisme américain aujourd'hui ». *Recherches internationales* (15), mars 85 : 67-82 ; résumés en anglais et en espagnol.
L'impérialisme américain a évolué avec les diverses phases du capitalisme monopoliste d'Etat. Ses armes économiques se sont basées sur la mondialisation du capital : dollar dominant, flottement des monnaies, inversion des mouvements de capitaux, rôle du FMI. Si ce système assujetit les travailleurs américains et ses partenaires à l'extérieur, ses moyens sont néanmoins fragiles et soumis aux aléas de la conjoncture et de l'économie libérale. L'impérialisme américain est toutefois le chef de file du capitalisme mondial.

2666. PROKUDIN, E.V. – « Kongress i amerikano-sovetskaja torgovlja » (Le Congrès et le commerce américano-soviétique). *SSÁ* (3), mars 85 : 74-81.

L'attitude du Congrès vis-à-vis du commerce avec l'URSS n'a pas fondamentalement évolué depuis la dernière décennie. En dépit de quelques interventions en faveur d'une politique commerciale plus souple, le Congrès a, dans l'ensemble, fait obstacle à la normalisation des relations commerciales entre l'URSS et les Etats-Unis.

2667. KAREKEN, John H. – « Bank regulation and the effectiveness of open market operations ». *Brookings Papers on Economic Activity* (2), 1984 : 405-455 ; tabl.

La Réserve fédérale contrôle mieux que jamais les variations du PNB nominal, grâce aux opérations de marché public (open market), qui constituent le principal instrument de stabilisation conjoncturelle. Cependant l'instabilité croissante de l'activité bancaire rend son action plus difficile.

2668. SMITH, R.G. ; GOODHART, C.A.E. – « The relationship between exchange rate movements and monetary surprises : results for the United Kingdom and the United States compared and contrasted ». *The Manchester School of Economic and Social Studies* 53 (1), mars 85 : 2-22 ; tabl. ; graph. ; bibliogr.

Si l'on compare les réactions du dollar et de la livre sterling aux mesures de politique monétaire aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne l'on constate l'intervention d'un facteur temps variable quand les mesures sont annoncées de Londres ou de New York, dans ce dernier cas les réactions sont moins rapides. En outre, les réactions ne sont pas identiques dans le temps.

2669. SOLOMON, Ezra ; MURCHISON, David C. – « The misalignment of the US dollar and the Japanese yen : the problem and its solution ». *California Management Review* 27 (1), aut. 84 : 42-58.

Les déséquilibres commerciaux croissants des Etats-Unis au cours des dernières années ont été aggravés par la surévaluation du dollar, notamment par rapport au yen. Cette surévaluation, liée à un afflux important de capitaux aux Etats-Unis, est également due aux mesures de contrôle des changes prises par les autorités monétaires japonaises; Les Etats-Unis devraient adopter une politique active axée sur le contrôle des flux de capitaux et s'appuyant sur une coopération américano-japonaise, dont les premiers résultats se sont récemment manifestés.

2670. BLANCHARD, Olivier J. ; SUMMERS, Lawrence H. – « Perspectives on high world real interest rates ». *Brookings Papers on Economic Activity* (2), 1984 : 273-334 ; tabl., graph.

Dans les années quatre-vingt, les taux d'intérêt ont atteint des records historiques aux Etats-Unis, dépassant de plus de 6 points le taux d'inflation. Ils pourraient baisser, si le déficit budgétaire américain diminuait, si les pays européens acceptaient une dépréciation de leurs monnaies ou si la reprise économique fléchissait.

2671. HARTMAN, David G. – « Tax policy and foreign direct investment in the United States ». *National Tax Journal* 37 (4), déc. 84 : 475-487 ; tabl. ; bibliogr.

Les investissements étrangers aux Etats-Unis sont fortement influencés par les réformes de la politique fiscale intérieure. Les réformes fiscales récentes, incluant des incitations fiscales à l'investissement par une réduction de l'impôt sur les sociétés se sont déjà traduites par un accroissement des investissements étrangers.

France

Institutions et vie politiques

Voir aussi : n° 2716, 2718

2672. SCHONFELD, William – « French socialism in power : change and continuity ». *The Tocqueville Review* 6 (2), aut. 8 : 343-359.

Un historique du socialisme français dans l'opposition permet de comprendre l'organisation du pouvoir socialiste à l'heure où il détient le pouvoir. Le comportement des cadres socialistes n'a pas évolué et la centralisation des décisions, entre les mains du Président de la République, comme elle l'était entre les mains du premier secrétaire du parti, reste de rigueur.

2673. VIARGUES, Robert – « Trentième anniversaire des tribunaux administratifs ». *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger* 101 (1), fév. 85 : 157-179.

La profonde mutation interne des tribunaux administratifs au cours de la décennie écoulée n'a guère affecté leur fonctionnement, ni leurs rapports avec l'extérieur, ce qui a accentué le décalage par rapport aux besoins de la société.

2674. « Les communes et le management ». *Politiques et management public* (4), déc. 84 : 7-168.

Numéro consacré au développement des nouvelles démarches et méthodes de gestion dans les communes : gestion du personnel, rôle des fonctionnaires et des élus locaux, finances locales : recettes et dépenses ; rôle de l'informatique dans la gestion et la communication. Voir : UHALDEBORDE, Jean-Michel (n° 2730) ; COHEN, José (n° 2728); CHAVAS, Hervé et al. (n° 2676), HERTZOG, Robert (n° 2675).

2675. HERTZOG, Robert – « L'informatique et les communes françaises ». *Politiques et management public* (4), déc. 84 : 117-146 ; bibliogr. ; résumé en anglais.

L'informatisation de la gestion des villes est bien avancée alors que les petites communes n'ont pas encore accès à cette technique. La faveur générale des communes va à un système informatique en propre et à une coopération intercommunale. L'informatique qui est un des facteurs de la modernisation de la gestion communale doit désormais servir à améliorer la communication au sein de la commune par le branchement sur des réseaux d'information ou de documentation.

2676. CHAVAS, Hervé et al. – « De l'administration à la gestion du personnel communal ». *Politiques et management public* 4, déc. 84 : 93-115 ; résumé en anglais.

La « fonction personnel » dans l'administration communale est souvent encore balbutiante. Cependant les lois du 26 janvier et du 12 juillet 1984 mettent l'accent sur l'importance des problèmes de statut et des problèmes institutionnels dans la gestion communale. La gestion du personnel doit donc se préoccuper de la maîtrise des effectifs, de l'évolution des structures et des hommes, de la motivation du personnel et de l'information.

2677. « Les commandes publiques ». *Revue française d'administration publique* (33), mars 85 : 7-104 ; tabl.

Suite d'articles consacrés à quelques thèmes théoriques et pratiques que font naître la préparation, la conclusion et l'exécution des commandes publiques à l'époque actuelle : le groupement des achats ; la définition des rapports entre maître d'ouvrage, maître d'œuvre et entreprises ; la négociation des marchés industriels ; l'amélioration de la qualité ; l'application des accords internationaux et, au compte rendu d'une table ronde, tenue en décembre 1984.

2678. « Les sondages ». *Pouvoirs* (33), 1985 : 3-139 ; tabl., graph. ; résumés en anglais.

Numéro spécial. L'obsession très française des sondages a, selon certains auteurs, des avantages si l'on sait en éviter les pièges, en revanche pour Bourdieu elle ne fait que refléter la naïveté des politiciens et des journalistes. Pourtant la commission des sondages, établie en 1977, en vérifie la qualité et l'objectivité. Les sondages servent désormais tant aux hommes politiques qu'aux partis pour leur marketing politique. Sept instituts de sondage répondent à diverses questions. Voir notamment : LE GALL, Gérard : « Réflexions sur le parti socialiste et les sondages » ; BOY, Daniel et al. : « Le marketing politique : de la conviction à la séduction ».

2679. BASHEVKIN, Sylvia B. – « Changing patterns of politicization and partisanship among women in France ». *British Journal of Political Science* 15 (1), janv. 85 : 75-96 ; tabl. ; bibliogr.

D'après un ensemble de données électorales et de sondages portant sur la période 1951-1978, on constate, à partir de 1958, une politisation croissante des femmes avec de 1968 à 1978, une préférence de plus en plus marquée pour la gauche ; ce changement concerne toutes les femmes, y compris celles qui ne travaillent pas à l'extérieur.

2680. « Les guerres franco-françaises ». *Vingtième siècle. Revue d'histoire* (5), mars 85 : 1-153 ; résumés en anglais.

Numéro spécial consacré à la division des Français dont l'histoire politique est interprétée en termes d'antagonismes ; en s'interrogeant sur les phénomènes de récurrence et de remémoration, cette étude pose comme hypothèse que les crises, profondes comme des failles géologiques, se mettent à rejouer périodiquement. Voir notamment : DROZ, Bernard (n° 2735) ; MAYEUR, Jean-Marc (n° 2697) ; REMOND, René (n° 2681).

2681. REMOND, René – « Les progrès du consensus ». *Vingtième siècle. Revue d'histoire* (5), mars 85 : 123-132 ; résumé en anglais.

La France est généralement citée comme exemple d'une société où les dissentiments surtout politiques prennent le pas sur l'acceptation de la règle commune, avec la division réputée insurmontable entre droite et gauche et l'héritage de conflits transmis de générations en générations. Il semble pourtant que le dernier siècle en dépit ou à cause des crises qui ont secoué la communauté nationale a dégagé les éléments d'un consensus minimal.

2682. LINDENBERG, Daniel – « Les droites vues de gauche ». *Les temps modernes* 41 (465), avr. 85 : 1893-1902.

Depuis 1789 la gauche a eu du mal à identifier son adversaire qui a subi des évolutions diverses. La gauche n'exorcisera le « mythe de l'adversaire » qu'en opérant des coupures y compris en son propre sein : démocratie ou régime censitaire, égalité ou coexistance de corps ou communautés privilégiées, liberté garantie par la loi ou libertés néoféodales.

2683. Droite et nouvelle droite

a. « La tentation autoritaire en France ». *Les temps modernes* 41 (465), avr. 85 : 1773-1902.

Suite d'articles consacrés à l'évolution des droites en France liée à la crise économique et à l'arrivée de la gauche au pouvoir : la droite, la nouvelle droite et l'extrême-droite, la gauche devant l'adversaire. Voir notamment : HONORÉ, Jean-Pual (n° 2868) ; YSMAL, Colette (n° 2687) ; LINDENBERG, Daniel (n° 2682).

b. DOUGLAS, Allen – « La Nouvelle Droite ». GRECE and the revival of radical rightist throught in contemporary France ». *The Tocqueville Review* 6 (2), aut. 84 : 361-387.

La Nouvelle Droite française, qui se réclame d'un anti-christianisme évident, ne constitue pas une totale innovation dans la vie politique française, elle a des antécédents dans la pensée de Renan et de Maurras, avec lesquels elle ne partage cependant pas l'anti-germanisme. L'anti-sémitisme du GRECE n'est pas non plus aussi primaire que dans les précédents mouvements d'extrême-droite en France. L'usage fait des médias lui donne également une influence inhabituelle.

2684. VAUDOUR-FAGUET, Bernard – « Ecologie et écologismes : la fin du voyage ». *Les temps modernes* 41 (465), avr. 85 : 1925-1946.

La vague écologiste, qui s'était greffée sur une forte aspiration contemporaine, s'achève dans l'indifférence générale ; de 1960 à 1980 s'est accompli tout le cycle de la panoplie doctrinale écologique : naissance, apogée, déclin.

2685. LAZAR, Marc – « Le mineur de fond : un exemple de l'identité du PCF ». *Revue française de science politique* 35 (2), avr. 85 : 190-205 ; résumé en anglais.

Les bassins houillers et leurs travailleurs, constituent un des paradigmes de l'identité du PCF, formé au lendemain de la guerre. Les mineurs incarnent la structure tridimensionnelle (ouvrière, nationale et révolutionnaire) de l'identité communiste, modèle qui perdure et évolue en fonction de la stratégie du PCF.

2686. « Le 25e Congrès : les contradictions du PCF ». *Revue politique et parlementaire* 87 (914), fév. 85 : 5-71.

Suite d'articles consacrés au Parti communiste français. Durant le 25e Congrès, la contestation, sans précédent, à laquelle a dû faire face le PCF, est révélatrice de son déclin. Le refus de la politique gouvernementale actuelle conduit le Parti à se marginaliser et à se couper de sa base, très favorable à l'union de la gauche. Le Parti communiste italien éclaire ce phénomène. Voir : LAVAU, Georges : « Le parti communiste, un congrès de survie » ; LEGALL, Gérard : « Radiographie de l'image du PCF : double divorce avec la société et les sympathisants » ; PLATONE, François : « Les communistes au gouvernement une expérience " complexe et contradictoire " » ; FISZBIN, Henri : « Il y a encore des communistes à gauche » ; MARCOU, Lilly : « Le parti communiste français et le mouvement communiste international » ; GUERRA, Adriano : « Le PCF dans le miroir du PCI ».

2687. YSMAL, Colette – « Un colosse aux pieds d'argile : le RPR ». *Les temps modernes* 41 (465), avr. 85 : 1872-1892.

La composition de la base militante et de l'électorat du RPR est, autant que son organisation, élément de sa puissance et du leadership qu'il exerce. Elle lui permet de faire une synthèse des couches sociales modernistes et des groupes les plus conservateurs qui sera peut-être réussie au niveau électoral, mais pas à l'épreuve des faits.

2688. HONORÉ, Jean-Paul – « Jean-Marie Le Pen et le Front National ». *Les temps modernes* 41 (465), avr. 85 : 1843-1871.

Jean-Marie Le Pen se défend d'être raciste. L'analyse de ses écrits et discours permet d'affirmer que le racisme n'est pas affaire de doctrines et de manifestes : il se traduit aussi par des réactions irrationnelles convulsives que le discours politique entretient lorsqu'il se fait équivoque, ou lorsqu'il assure la circulation des préjugés les plus vulgaires.

2689. LOUGHLIN, John – « The elections to the Corsican Regional Assembly, August 1984 ». *Government and Opposition* 20 (2), print. 85 : 240-250.

Cette deuxième élection depuis la mise en place des nouvelles institutions en renforce la légitimité et canalise l'expression politique. Ballon d'essai pour le

reste de la France, ces élections démontrent l'incapacité de la gauche à poursuivre une démarche unitaire et la réticence de la droite traditionnelle à s'allier au Front National. Paradoxalement le succès de la loi de décentralisation en Corse devrait en différer l'application en métropole.

2690. ORTOLLAND, André – « La justice. Ses moyens financiers. Ses actions ». *Notes et études documentaires* (3), 1985 : 5-160 ; tabl., graph.

Numéro spécial : synthèse des moyens et bilan financier de l'institution judiciaire : évolution du budget de la justice par rapport à celle du budget de l'État, poids budgétaires des missions spécifiques, incidence financière des grandes réformes. Le service public judiciaire a davantage changé dans les vingt-cinq dernières années que de 1800 à 1958. Il devient plus accessible et se modernise.

2691. PINSSEAU, Hubert – « L'organisation judiciaire de la France ». *Notes et études documentaires* (2), 1985 : 7-140 ; tabl., carte.

Numéro spécial. Le pouvoir politique s'efforce peu à peu de moderniser et de donner au pays un ensemble de juridictions et de services appropriés aux besoins de tous ordres exprimés par les justiciables. Description des mécanismes et évolutions des organismes juridicitionnels, juridictions et ministère public, du personnel judiciaire, magistrats, fonctionnaires et auxiliaires de justice et du ministère et de l'administration de la justice en France.

2692. « Best-sellers ». *Le débat* (34), mars 85 : 48-94.

Deux articles sur ce produit culturel nouveau, le « best-seller » qui comble une attente de l'opinion en même temps qu'il la révèle. Voir : LAPIERRE, Dominique : « Le tour du best-seller en cinq livres » ; CLOSETS, François de : « Existe-t-il un art du best-seller ? »

2693. GNESOTTO, Nicole ; KODMANI-DARWISH, Bassma – « Les relations franco-turques ». *Politique étrangère* 50 (1), print. 85 : 173-185 ; résumé en anglais.

Les relations bilatérales franco-turques sont extrêmement tendues en raison des différents entre les deux pays sur les problèmes des droits de l'homme et de la question arménienne. Il existe cependant une convergence de vues sur l'OTAN et le problème de Moyen-Orient.

2694. DECROUX, Paul – « La Convention franco-marocaine du 10 août 1981 relative au statut des personnes et de la famille et à la coopération judiciaire ». *Journal du droit international* 112 (1), mars 85 : 49-101.

La Convention franco-marocaine du 10 août 1981 concerne essentiellement les familles disloquées et les conflits de lois relatifs au divorce et aux obligations alimentaires. Le problème des enfants déplacés a pour la France été la raison principale de cet accord. Les dispositions et la portée de cette convention.

2695. CROUZATIER, Jean-Marie – « Les mouvements pacifistes et l'opinion publique en France : état des forces en 1983 ». *Annales de l'Université des sciences sociales de Toulouse* 32, 1984 : 125-136.

En dépit d'un environnement favorable, les idées pacifistes suscitent une indifférence quasi générale en France. L'attitude des Français devant la guerre relève de la passivité plus que de l'enthousiasme, qu'il soit guerrier ou pacifiste.

2696. PANCRACIO, Jean-Paul – « Le nouveau statut des objecteurs de conscience ». *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger* 101 (1), fév. 85 : 103-156.

La loi du 8 juillet 1983 illustre un tournant dans les rapports entre la République, son armée et les libertés publiques. Si les textes font sortir l'objection d'un encadrement juridique qui l'étouffait, ils maintiennent des contraintes particulières. Les bénéficiaires du droit créé devront être agréés par l'autorité ministérielle et soumis à des obligations strictes.

2697. MAYEUR, Jean-Marie – « La guerre scolaire : ancienne ou nouvelle histoire ». *Vingtième siècle. Revue d'histoire* (5), mars 85 : 101-109 ; résumé en anglais.

L'importance des manifestations du printemps 84 et le déchaînement des passions autour de la guerre scolaire ont montré l'importance des symboles et de la psychologie, la « question scolaire » étant la seule rescapée de la « question

religieuse ». Ce détour de trois années en apparence perdues (81-84), n'aura pas été intuile pour exorciser les démons venus d'une longue histoire.

2698. FITZE, André – « Le financement par l'Etat des universités ». *Revue française de finances politiques* (9), 1985 : 209-220 ; tabl., graph.

Les subventions allouées par l'Etat aux universités au titre de l'infrastructure immobilière ne sont nullement assurées et fluctuent au gré des politiques financières. Les subventions liées aux dépenses d'activité (enseignement, recherche, formation professionnelle) ont fortement augmenté en 1982 mais stagnent depuis 1983. Les ressources propres des universités (droits d'inscription, taxe d'apprentissage) sont difficiles à prévoir et stagnent ou régressent.

2699. « Fonctions des intellectuels ». *Raison présente* (73), 1er trim. 85 : 3-53.

Suite d'articles consacrés au rôle des intellectuels dans la société française actuelle, aux rapports entre les intellectuels et le pouvoir, entre les intellectuels et les médias et entre les intellectuels et les idéologies. Voir notamment : SPIRE, Antoine : « Les intellectuels, le pouvoir et les médias » ; BROUZENG, Paul : « Les intellectuels et le pouvoir dans l'entreprise ».

Situation et politique sociales

Voir aussi : n° 2717, 2963

2700. UGOCHUKWU, Françoise – « La pauvreté en France : quelques données ». *Contemporary French Civilization* 9 (1), hiv. 85 : 76-90.

En France, la population touchée par la pauvreté est de plus en plus diverse (chômeurs, femmes chefs de famille, personnes âgées, handicapés, prêtres, réfugiés, etc.) et de plus en plus jeune en moyenne. Le gouvernement, en luttant contre le chômage et l'analphabétisme, et les organismes privés qui proposent des aides ont avant tout pour but de permettre aux pauvres de retrouver une place dans la société.

2701. LANDIER, Hubert – « Les babyboomers ». *Futuribles* (87), avr. 85 : 45-58 ; tabl., graph.

Les babyboomers représentent la génération qui a accédé à la vie adulte au moment où s'opérait le passage à la France moderne et qui s'est opposée à tout ce qui constituait le système de valeurs de ses aînés. Les soixante-huitards ont maintenant entre 35 et 40 ans et les changements intervenus avec leur arrivée au pouvoir, dans la vie politique comme dans les entreprises reflètent les relations entre les générations.

2702. « Accidents de travail et maladies professionnelles ». *Liaisons sociales. Législation sociale* (5624), 28 mars 85 : 151 p.

Etat actuel de la législation dans ce domaine : assujetissement et personnes protégées, institutions préventives, le risque professionnel, la « réparation », le contentieux. En annexe tableau des maladies professionnelles.

2703. BUTAUD, Gilles et al. – « Les funambules du travail : pratiques de l'inspection du travail ». *Droit social* (4), avr. 85 : 271-280.

L'inspecteur du travail doit à la fois veiller au respect des droits des salariés et de leurs représentants, à l'application des règles de solidarité collective mais il ne peut ignorer les intérêts économiques de l'entreprise. Il a une fonction d'arbitrage, d'investigation et de révélation, d'application du droit, de médiation et d'incitation.

2704. La flexibilité de l'emploi

a. BANDT, Jacques de – « La flexibilité : nouvelle politique miracle ». *Economie et humanisme* (282), avr. 85 : 67-73.
L'idée que la flexibilité a rendu l'économie américaine performante et que ce sont leurs rigidités qui handicapent les pays européens, masque les multiples réalités du problème. La flexibilité en prônant la déréglementation permet effectivement de créer des espaces d'initiatives pour les entreprises, mais également des possibilités de liberté supplémentaires par rapport à la législation du travail et de rejeter ainsi le poids des ajustements sur les travailleurs.

b. CABUROT, Guy – « Flexibilité de l'emploi et droit du travail ». *Le droit ouvrier* (441), avr. 85 : 115-120.

La flexibilité, qui constitue une offensive globale du patronat contre l'intérêt des travailleurs, se situe dans la continuité de la politique patronale liée aux difficultés de la gestion capitaliste ; au nom de la modernité et de la lutte contre le chômage, c'est le droit du travail qui est bafoué.

c. « Autour des flexibilités ». *Liaisons sociales – Documents* (42), 22 avr. 85 : 10 p.
Compte rendu du deuxième colloque de *Liaisons sociales* (16 avril 1985) consacré à ce thème et à ses diverses acceptions, à l'état de la législation française du travail en regard de ce problème, le point de vue des confédérations syndicales.

2705. RIBOUD, Michelle – « An analysis of women's labor force participation in France : cross-section estimates and time-series evidence ». *Journal of Labor Economics* 3 (1), janv. 85 : 177-200 ; tabl., graph. ; bibliogr.

L'augmentation du taux d'activité féminine est largement due au maintien des femmes mariées dans leur emploi, lui-même lié à la diminution de l'écart de salaires entre les femmes et les hommes et au taux de chômage.

2706. Conséquences sociales des nouvelles technologies

a. ALTER, Norbert – « Bureautique, un bilan socio-économique inattendu ». *Futuribles* (87), avr. 85 : 59-74.
L'automatisation des tâches de bureau – la bureautique – se traduit moins par un accroissement de la productivité que par un gain en efficacité du travail ainsi que d'une modification des tâches, de l'environnement organisationnel et du produit collectif.

b. « Rencontre : technologies et revendications ». *Le peuple* (1187), 31 janv. 85 : 13-37.
Compte-rendu de la journée organisée par la CGT à Bobigny le 13 décembre 1984 sur les réponses à apporter face à l'enjeu des nouvelles techniques. Sous couvert de modernisation, le patronat veut imposer des mesures contraires aux intérêts des travailleurs qui doivent repenser la signification du progrès technique pour en faire un moyen d'amélioration des conditions de travail.

2707. La formation professionnelle

a. NALLET, Jean-François – « La réforme de la formation professionnelle continue, 1981-1985 ». *Actualité de la formation permanente* (74), fév. 85 : 19-56.
Depuis 1981, le gouvernement a travaillé à l'amélioration des textes de 1970 et 1971 en intégrant les nouvelles données relatives à l'application des lois de la décentralisation, des lois Auroux et des lois sur l'égalité professionnelle des hommes et des femmes. L'accord du 26 octobre 1983 sur la formation professionnelle des jeunes, la loi du 24 février 1984 et les diverses mesures prises depuis pour associer la formation à la lutte contre le chômage caractérisent les années 1983-85. Voir à la suite, pp. 57-134 : les textes législatifs, réglementaires et contractuels.

b. « Formation professionnelle ». *Après-demain* (273), avr. 85 : 2-40 ; bibliogr.
Numéro consacré au bilan de l'action gouvernementale depuis 1981 et aux perspectives de la formation profesionnelle : la relance des dispositifs de formation, surtout en faveur des jeunes, se heurte à la montée du chômage et à l'accélération des mutations technologiques. Points de vue des grandes centrales syndicales.

2708. TAFFIN, Claude – « Accession à la propriété et urbanisation ». *E & [et] S* (175), mars 85 : 55-67 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en anglais et en espagnol.

Plus d'un ménage sur deux est désormais propriétaire de son logement et près de la moitié habite une maison individuelle, dont on construit actuellement deux fois plus que d'appartements. Grâce à un crédit facilité par les pouvoirs publics, les nouveaux accédants ont en moyenne 35 ans.

2709. DESPLANQUES, Guy – « Fécondité et milieu social ». *E & (et) S* (175), mars 1985 : 21-38 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en anglais et en espagnol.

Parmi les couples mariés dont la descendance est complète en 1982, ceux où le mari est ouvrier ou agriculteur ont le plus d'enfants, ceux des catégories moyennes, indépendants, professions, intermédiaires en ont le moins ; la fécondité est supérieure chez les cadres et professions libérales.

2710. « La cohabiation pluri-ethnique ». *Espaces et sociétés* (45), déc. 84 : 5-181.

Numéro spécial consacré aux problèmes de la coexistence entre groupes de cultures différentes sur un même espace urbain, à leur interaction à la fois pratique et

symbolique. La cohabitation est vécue très différemment selon les quartiers, la perception de l'altérité y est très diversifiée : analyse de cas à Paris et en région parisienne et lyonnaise. Le « problème » de la coexistence n'est-il pas celui de l'identité française, de la crise qu'elle connaît et du refus de l'analyser ?

2711. « The employment market and immigrants in an irregular situation : lessons from the recent legalization exercise in France ». *International Migration Review* 18 (3), aut. 84 : 558-578 ; tabl.

Une étude de la population immigrée en France et des récentes dispositions prises à son égard met en évidence la situation particulière des Algériens, des jeunes et des femmes. Voir aussi : WIHTOL de WENDEN, Catherine ; COSTA-LASCOUX, Jacqueline : « Immigration reform in France and the United States : reflections and documentation ».

Economie et finances

Voir aussi : n° 2683, 2895, 2910

2712. GUENGANT, Alain – « Les finances des administrations publiques centrale et locales dans le système élargi de comptabilité nationale ». *Revue française de finances publiques* (9), 1985 : 183-208 ; tabl., graph.

Le champ couvert par les administrations publiques centrale et locales dans le système élargi de comptabilité nationale ; les procédures de valorisation de la production des biens et services publics, les méthodes de comptabilisation des impôts.

2713. CAPUL, Jean-Yves – « Transferts de patrimoine dus à l'inflation : 1971-1979 ». *Observations et diagnostics économiques* (11), avr. 85 : 177-195 ; tabl., graph. ; résumés en anglais.

Pour la décennie 1971-79 au cours de laquelle l'inflation a été variable mais assez forte en moyenne, il apparaît que les ménages ont été les grands perdants tandis que les secteurs emprunteurs – entreprises et administrations publiques – ont bénéficié de gains de pouvoir d'achat.

2714. ANYADIKE-DANES, Michael Keith – « Déficit budgétaire, solde extérieur et politique macroéconomique : un modèle simple appliqué en France ». *Observations et diagnostics économiques* (11), avr. 85 : 153-164 : tabl., graph. ; résumé en anglais.

Un modèle de détermination du revenu, de la dépense et de l'accumulation d'actifs financiers permet de comprendre la relation entre la politique expansionniste adoptée en 1982 et la détérioration de la balance commerciale et les pressions à la baisse du franc. Voir à la suite, pp. 163-170 MUET, Pierre-Alain : « Commentaires sur l'article précédent » et, pp. 171-175 ANYADIKE-DANES, Michael Keith : « Réponse aux commentaires.

2715. TURPIN, Dominique – « La " réformette " du Conseil économique et social ». *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger* 101 (1), fév. 85 : 15-35.

La loi organique du 27 juin 1984 modifie la représentativité du Conseil économique et social sur un plan qualitatif et quantitatif, sans que l'on puisse parler de bouleversement, et ne risque guère d'améliorer le rôle du CES dans le fonctionnement des institutions de la V° République.

2716. MULLER, Pierre – « Un schéma d'analyse des politiques sectorielles ». *Revue française de science politique* 35 (2), avr. 85 : 165-188 ; résumé en anglais.

Reléguant au second plan les logiques territoriales, les politiques publiques s'organisent autour de trois questions principales : l'élaboration du référentiel normatif, le rôle des médiateurs et le problème de l'autonomie des politiques à l'égard de la reproduction sociale. Les difficultés actuelles peuvent s'analyser comme une crise des régulations sectorielles et une crise de la sectorialité.

2717. BRUNET, Andrée ; GERMAIN, Michel – « L'information des actionnaires et du comité d'entreprise dans les sociétés anonymes depuis les lois du 28 octobre 1982, du 1er mars 1984 et du 25 janvier 1985 ». *Revue des sociétés* 103 (1), mars 85 : 1-54.

Alors que l'information économique du comité d'entreprise a été accrue par les dernières lois, celle des actionnaires n'a pas été modifée. Le comité d'entreprise peut demander beaucoup d'informations et participer aux mécanismes qui contrôlent la production d'informations ; situation sans inconvénient majeur quand la société est saine mais source de graves problèmes quand la situation se détériore.

2718. COUSSIRAT-COUSTÈRE, Vincent – « Les aides locales aux entreprises face au droit communautaire ». *L'actualité juridique. Droit administratif* (4), 20 avr. 85 : 171-186.

La décentralisation économique qui entraîne la capacité des collectivités locales à aider les entreprises ne peut être totale en ce sens que c'est toujours l'Etat qui répond de la compatibilité entre les mesures nationales et le contenu des articles 92 à 94 du traité CEE. Les aides locales peuvent entraîner des conséquences sur la concurrence telle qu'elle est définie dans le marché CEE. Il appartient au Conseil constitutionnel d'étudier ces problèmes et à la Comission de la CEE d'examiner les différents régimes d'aide.

2719. TEYNIER, E. – « La règle de droit de la faillite et le sort économique des entreprises défaillantes ». *Revue trimestrielle de droit commercial et le droit économique* 38 (1), mars 85 : 57-80.

Depuis la loi de 1967, l'analyse des pratiques observées et des décisions rendues en application des règles qui concernent l'ouverture et les premiers temps des procédures de concours, dans le cas des entreprises défaillantes, fait ressortir la prééminence des critères de choix fondés sur l'opportunité économique. Au moment de la cession de l'entreprise, on assiste à des tentatives d'intégrer dans la sphère juridique, fut-ce contre la loi, cette procédure ou certains de ses éléments industriels en tant que modalité de sauvetage à part entière.

2720. « Valeur et rentabilité des biens fonciers agricoles ». *Documents du Centre d'étude des revenus et des coûts* (74), 1er trim. 85 : 162 p. .; tabl., graph.

La valeur et la rentabilité des biens fonciers agricoles donnés en fermage par les propriétaires fonciers ont été marquées ces dernières années par une détérioration de cette forme de placement. Le rendement global s'apprécie à partir de la valeur vénale à l'hectare de la terre et du montant du fermage, de la fiscalité foncière et des placements fonciers faits par les propriétaires.

2721. « Coopérations, mouvements coopératifs dans l'agriculture et l'agro-alimentaire ». *Nouvelles campagnes* (31-32), mars 85 : 291 p.

Numéro spécial consacré aux contributions présentées lors du colloque organisé à Rennes les 15-16 juin 1984 par « Nouvelles campagnes ». Les interventions des représentants des forces syndicales et des acteurs économioques et sociaux de l'agriculture et de l'agro-alimentaire reflètent l'état actuel des débats du mouvement coopératif et permettent d'apprécier la grande diversité des situations locales et des réalisations coopératives.

2722. CHEVALIER, Bernard – « L'agriculture rationnelle et la qualité des produits ». *Journal officiel de la République française. Avis et rapports du Conseil économique et social* (3), 4 avr. 85 : 109 p., tabl., graph., cartes.

Seule une agriculture rationnelle permet une production de produits alimentaires de qualité : il est nécessaire de vérifier cette qualité non seulement à ce premier stade, mais aussi à ceux de la distribution et de la consommation. La réglementation alimentaire et les contrôles sont particulièrement élaborés en France.

2723. GAUDRY, Olivier – « La situation financière des entreprises industrielles en 1983 ». *Bulletin du Crédit national* (45), 4e trim. 84 : 4-21 ; tabl., graph.

En dépit d'une reprise à l'étranger, l'activité 1983 de l'industrie française, contrariée par la politique restrictive menée à l'intérieur, est restée faible ; les entreprises ont adapté les moyens de production à la faible croissance et la réduction de l'emploi s'est poursuivie à un rythme élevé.

2724. FAYOLLE, Jacky – « Le mouvement des prix en 1984 : description et analyse ». *Revue de la concurrence et de la consommation* (29), 1er trim. 85 : 16-28 ; tabl., graph.

La diminution de la hausse des prix en 1984 est la suite du blocage des prix et salaires décidé en juin 1982. Elle est surtout importante pour les services, les prix alimentaires et, dans une moindre mesure, pour les produits industriels.

2725. LAE, Jean-François ; MURARD, Numa – « Formes de consommation populaire ». *Les temps modernes* 41 (465), avr. 85 : 1910-1924.

Dans les situations de pauvreté économique, ce n'est pas la seule utilité qui détermine la demande d'un objet mais aussi l'état général des alliances, des rapports de force et d'amitié, des réputations de chacun ; il n'y a pas de rapport mécanique entre l'utilité et la valeur, pas plus qu'une seule et unique mesure pour apprécier des ensembles d'échanges.

2726. MALLARD, Aline – « Les contrats d'exportation des firmes françaises avec l'URSS ». *Le courrier des pays de l'Est* (293), mars 85 : 22-61 ; tabl.

D'après diverses publications on recense entre 1980 et 1984, 369 contrats d'exportation entre la France et l'URSS pour des usines clefs en main ou pour la livraison de produits dans des domaines tels que l'industrie chimique, l'informatique et les instruments de mesure. Dans l'ensemble, on observe une faiblesse de la présence des PME sur le marché soviétique par rapport à leur importance dans l'économie française. Tableaux présentant chaque contrat, son montant, l'entreprise concernée et la source d'information.

2727. GUENGANT, Alain – « L'efficacité des politiques de redistribution territoriale des ressources publiques en France ». *Cahiers économiques de Bretagne* 30 (1), avr. 85 : 26-47 ; tabl.

L'évaluation des politiques de péréquation territoriale des ressources publiques en France se heurte à de multiples problèmes. Le premier obstacle réside dans la rareté et la difficulté de rassembler des informations fiables sur les inégalités financières intercommunales. Le second obstacle se situe au plan de la méthode. Les conclusions élaborées jusqu'à présent sont donc sujettes à révision.

2728. COHEN, José – « Quel sens donner à une politique tarifaire des communes ? » *Politiques et management public* 2 (4), déc. 84 : 39-69 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Même si les tarifs tiennent une place peu importante dans l'ensemble du budget communal, ils ont un rôle important puisqu'ils permettent au citoyen de prendre la mesure des services municipaux et aux communes de mener des politiques sélectives dans une perspective sociale. C'est pourquoi une meilleure présentation et publicité des tarifs et la suppression des limitations pesant sur leur évolution permettraient une amélioration de la gestion communale.

2729. « L'entreprise et l'impôt ». *Revue française de finances publiques* (9), 1985 : 1-182 ; tabl., graph ; bibliogr.

Suite d'articles consacrés aux charges fiscales des entreprises : s'il est juste et équitable que les entreprises financent une partie de l'appareil de protection sociale par l'impôt, il est contestable d'attendre d'elles qu'elles contribuent à la réduction des inégalités sociales ou à la solidarité nationale.

2730. UHALDEBORDE, Jean-Michel – « Les politiques fiscales des communes : marges de manœuvres et manœuvres à la marge ». *Politiques et management public* 2 (4), déc. 84 : 7-37 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Entre 1960 et 1980, les politiques fiscales des communes ont été dynamiques mais nécessairement sommaires en raison des contraintes institutionnelles qui interdisaient toute redistribution volontariste de la charge fiscale entre les diverses contributions directes locales. La loi du 10 janvier 1980 et l'évolution du contexte économique placent désormais les communes devant l'obligation de la réduction du déficit public et la diminution des prélèvements obligatoires. La loi de décentralisation qui confie un certain nombre de nouvelles charges aux communes est peu diserte sur leur financement.

2731. La politique du crédit et ses répercussions sur les banques

a. RIBOUD, Jacques – « Les ambiguïtés de la politique bancaire ». *Revue politique et parlementaire* 87 (914), fév. 85 : 80-90.

Conformément à la doctrine monétariste en vigueur en France depuis 1977, la croissance de la masse monétaire est limitée par l'obligation imposée à chaque

banque de posséder des réserves gelées à la banque centrale et surtout depuis 1985 par un désencadrement qui permet de ralentir la distribution du crédit en obligeant les banques à reconstituer leurs fonds propres ; cette politique est un retour au capitalisme qui témoigne d'un renoncement à l'objectif des nationalisations : assurer une conjugaison harmonieuse des deux grandes fonctions assumées par le système bancaire, celle d'émetteur de monnaie et celle de distributeur de crédit.

b. RIST, Marcel – « Le banquier et le nouveau régime de contrôle du crédit institué en décembre 1984 ». *Observations et diagnostics économiques* (11), avr. 85 : 137-152 ; tabl. ; graph. ; résumé en anglais.
Contrairement au précédent, le régime de l'encadrement du crédit institué en décembre 1984 a été doté d'une grande efficacité grâce aux possibilités de restriction de crédit qu'il donne aux autorités. Mais sur d'autres points, en particulier par les coûts qu'il impose aux banques en cas de développement excessif, il est identique au précédent. Si la disparition des anciennes « normes » est une simplification administrative importante et d'une certaine portée psychologique, elle ne transforme pas radicalement le système.

2732. STERDYNIAK, Henri ; VASSEUR, Christian – « Encadrement du crédit et politique monétaire ». *Observations et diagnostics économiques* (11), avr. 85 : 105-186 ; tabl., graph. ; résumé en anglais.

Depuis 1973 l'encadrement du crédit a été l'instrument principal d'une politique visant à ralentir le rythme de progression de la masse monétaire pour lutter contre l'inflation. Mais il apparaît qu'il n'y a pas nécessairement de lien automatique entre l'évolution de la masse monétaire et la rigueur de la politique monétaire pas plus qu'entre politique monétaire et inflation. Le système mis en place en 1973 s'est compliqué et bureaucratisé, mais il a cependant amené le développement des marchés financiers, ce qui a tourné les objectifs initiaux. En augmentant les taux d'intérêt, l'encadrement du crédit a augmenté les charges des banques, il a eu un effet particulièrement net sur les stocks, a incité les entreprises à gonfler leurs prix et a résister aux revendications salariales.

2733. LASCOUMES, P. – « La COB : entre magistrature économique et gestion du droit des affaires ». *Déviance et société* 9 (1), mars 85 : 1-30 ; tabl. ; bibliogr. ; résumés en anglais, allemand et néerlandais.

La Commission des opérations de bourse est à la fois arbitre, expert, conseil, organe réglementaire et agent de police administrative. C'est donc une entité juridique hybride aux pouvoirs relevant du législatif, de l'éxécutif et du judiciaire. D'autre part ses finalités sont en redéfinition constante et l'on peut y voir un exemple idéal de formes nouvelles de gouvernement et de mutation de la normativité.

Outre-Mer

2734. ROY, Maurice-Pierre – « La Communauté économique européenne et les départements français d'Outre-Mer ». *Revue française d'administration publique* (33), mars 85 : 115-133 ; tabl.

La mise en œuvre d'une politique communautaire d'aide aux PVD a pesé sur l'économie des DOM et plus particulièrement sur leurs échanges extérieurs. Une tentative de bilan de 25 ans de relations CEE-DOM laisse apparaître une intégration progressive des DOM à la Communauté, la modestie des interventions financières européennes et l'insuffisante protection communautaire des intérêts économiques des DOM face à la concurrence du Tiers-Monde.

2735. DROZ, Bernard – « Le cas très singulier de la guerre d'Algérie ». *Vingtième sicèle. Revue d'histoire* (5), mars 85 : 81-90 ; résumé en anglais.

La guerre d'Algérie, unique exemple d'un épisode de la décolonisation qui ait pris l'ampleur d'un drame national, est devenue un conflit passionnel mais non pas une guerre civile, comme celle qui a ravagé le peuple algérien après l'indépendance.

2736. « L'information durant la guerre de libération ». *Dossiers documentaires* (42), 1984 : 148 p.

Alors que le pouvoir colonial usait de l'arme de la censure, de la saisie et du procès pour tuer toute expression du nationalisme algérien, l'information algérienne

a réalisé après le premier novembre 1954 un bond qualitatif, faisant de la presse un des principaux organes de cohésion entre le peuple et le FLN. En août 1956 la Charte de la Soumman exprimait l'importance du rôle des moyens d'information et de propagande dans l'action armée et créait les commissaires politiques chargés de former le peuple.

Ghana

2737. WOODE, Samuel N. – « Re-structuring of the ministerial organisation in Ghana ». *Cahiers africains d'administration publique* (23), 1984 : 39-57 ; tabl. ; résumé en français.

La commission Kyiamah chargée de la réorganisation des services ministériels du Ghana en mai 1982, a présenté un certain nombre de recommandations précédentes chargées de proposer des réformes de la fonction publique, mais elle se prononce pour des innovations plus importantes et radicales.

2738. OSEI-KWAME, Peter ; TAYLOR, Peter J. – « A politics of failure : the political geography of ghanaian elections, 1954-1979 ». *Annals of the Association of American Geographers* 74 (4), déc. 84 : 574-589 ; tabl., graph., cartes ; bibliogr.

La géographie électorale du Ghana est particulièrement sensible au paradoxe de la situation politique : Etat fort et grande instabilité, qui se reflète dans une succession de coups d'Etat. Le mythe du parti de masse se traduit par l'ascension et le déclin des partis politiques, de tendance centralisatrice et libérale.

2739. EKWELIE, Sylvanus A. ; EDOGAUGWUOJU, Dympna – « Ownership patterns of Ghanian newspapers : an historical perspective ». *Gazette* 35 (1), 1985 : 49-59 ; tabl.

L'histoire de la presse ghanéenne fait apparaître trois phases : liberté maximale et grande effervescence patriotique, politisation d'une presse initialement d'inspiration religieuse, puis monopole gouvernemental et disparition des journaux privés.

Grande-Bretagne

Institutions et vie politiques

Voir aussi : n° 2635

2740. Gouvernement et opinion publique

a. HUDSON, John – « The relationship between government popularity and approval for the Government's record in the United Kingdom ». *British Journal of Political Science* 15 (22), avr. 85 : 165-186 ; tabl., graph.
Des analyses par sondage permettent d'affirmer que le rapport entre la popularité d'un gouvernement et l'approbation de sa politique n'est pas proportionnel et qu'il existe des cycles électoraux qui inversent et polarisent à la fois les soutiens politiques.

b. HUSBANDS, C. – « Government popularity and the unemployment issue, 1966-1983 ». *Sociology* 19 (1), fév. 85 : 1-18 ; tabl. ; bibliogr.
Jusqu'en 1974, la liaison directe entre taux de chômage et popularité du gouvernement exprimait une certaine convivialité sociale, qui a été brisée lors du gouvernement travailliste de 1974-1979. Depuis le lien chômage-popularité vient du caractère massif du chômage.

c. SHELL, Donald R. – « The House of Lords and the Thatcher government ». *Parliamentary Affairs* 38 (1), hiv. 85 : 16-32.
Les rapports entre la Chambre des Lords et le gouvernement conservateur de Madame Thatcher ne sont pas aussi idylliques qu'on pouvait l'attendre. Ce dernier a subi plusieurs défaites (la plus connue relative au LCC) récemment. Le paradoxe veut que la Chambre non élue soit plus influente que celles des Communes et, par son caractère plus modéré, plus proche en réalité de l'opinion britannique moyenne.

2741. BURCH, Martin ; MORAN, Michael – « The changing British political elite, 1945-1983 : MPs and cabinet ministers ». *Parliamentary Affairs* 38 (1), hiv. 85 : 1-15 ; tabl.

Depuis quelques années la sociologie des parlementaires et ministres britanniques évolues lentement. Les conservateurs ont un recrutement plus ouvert que par le passé et le poids de la classe dirigeante traditionnelle s'amenuise mais les mécanismes d'exclusion restent très puissants. Chez les travaillistes la « méritocratie » issue des couches moyennes tout à fait hégémonique dans les années 60 perd un peu de son importance et l'accession de N. Kinnock à la tête du Labour symbolise l'arrêt du déclin politique que connaissait l'élite issue de la classe ouvrière.

2742. FRANKLIN, Mark N. – « Assessing the rise of issue voting in British elections since 1964 ». *Electoral Studies* 4 (1), avr. 85 : 37-56 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Une analyse de l'évolution du comportement électoral des Britanniques depuis 1964 met en évidence la tendance à la disparition d'un comportement de classe au profit de choix liés aux problèmes et enjeux électoraux eux-mêmes.

2743. HARGROVE, Charles – *« Le Times ». Revue des deux mondes (1982)* (3 et 4) mars et avr. 85 : 535-547 et 73-83.

Le 1er janvier 1985, *The Times* fêtait son bicentenaire. Institution sans précédent dans l'histoire du journalisme mondial, ses premiers « scoops » datent du XVIIIe siècle... Aujourd'hui, il a compris la nécessité d'évoluer pour échapper au rôle de « journal-musée ». Ce changement est délicat et le journal s'est surtout, indéniablement, « popularisé », bien que son prestige se maintienne.

2744. [La guerre des Falklands]. *The Year Book of World Affairs* 38, 1984 :59-119.

Suite d'articles. Voir : GREENWOOD, David : « The fleet, the Falklands and the future » ; CONNELL-SMITH, Gordon : « Latin American and the Falklands conflict » ; GREEN, Leslie C. : « The Falklands, the law and the war ».

2745. EDMONDS, Martin – « Les mouvements pacifistes dans l'Europe contemporaine. L'expérience britannique ». *Annales de l'Université des sciences sociales de Toulouse* 32, 1984 : 151-174.

Le mouvement pacifiste en Grande-Bretagne ne doit être ni sous-estimé ni surestimé. Sa principale force réside dans son aptitude à maintenir en permanence le problème de la paix et de la guerre à l'esprit de l'opinion publique. Son avenir paraît cependant peu brillant.

2746. « Education and youth ». *New Community* 12 (1), hiv. 85 : 1-74 ; tabl. ; bibliogr.

Suite d'articles sur l'évolution du système d'éducation trop anglo-centriste en Grande-Bretagne, le problème de l'égalité des chances des jeunes devant l'éducation et sur l'attitude des différentes communautés ethniques à son égard.

2747. PRICE, Geoffrey – « Universities today : between the corporate state and the market ». *Universities Quarterly* 39 (1), hiv. 85 : 43-58 ; bibliogr.

La polarisation des universités britanniques entre 1945 et 1979 sur leur efficacité économique a beaucoup nui aux fonctions sociales générales de l'université. Dans un monde irrationnel, celle-ci doit rester ouverte, servir au bien commun et instruire les jeunes sur l'utilité du dialogue. Elle doit enseigner la sagesse et ne pas se concentrer sur son utilité immédiate. Voir aussi, pp. 5-15 : MARKUS, Thomas A. : « Universities and the market ».

Situation et politique sociales

2748. HUGHES, Gordon ; McCORMICK, Barry – « An empirical analysis of on – the – job search and job mobility ». *The Manchester School of Economic and Social Studies* 53 (1), mars 85 : 76-95 ; tabl. ; bibliogr.

Un tour d'horizon des études consacrées aux problèmes de la recherche d'un emploi et de la mobilité professionnelle en Grande-Bretagne met en évidence le coût de cette mobilité supportée par le chercheur d'emploi et les facteurs qui stimulent ou freinent sa mobilité.

2749. GREENHALGH, Christine A. ; STEWART, Mark B. – « The occupational status and mobility of British men and women ». *Oxford Economic Papers* 37 (1), mars 85 : 40-71 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Le statut professionnel et la mobilité des hommes et des femmes sont sensiblement différents en Grande-Bretagne, les hommes atteignant un statut plus élevé. Les femmes seules travaillant à temps plein sont moins désavantagées que les femmes mariées, ce qui indique que seules les femmes disposées à travailler aux mêmes conditions que les hommes peuvent espérer atteindre un statut identique au leur.

2750. JOSHI, Heather E. et al. – « Why are more women working in Britain ? » *Journal of Labor Economics* 3 (1), janv. 85 : 147-176 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Le taux d'activité féminine est passé de 31 % en 1931 à 58 % en 1981, ce qui s'explique en partie par la hausse des salaires réels mais surtout par la façon nouvelle dont les femmes se voient. Toutefois, la plupart de ces nouveaux emplois sont à temps partiel.

2751. HOWE, L.E.A. – « The " deserving " and the " undeserving " : practice in an urban, local social security office ». *Journal of Social Policy* 14 (1), janv. 85 : 49-72 ; bibliogr.

L'observation, pendant trois mois, d'un bureau de chômage en Irlande du Nord, indique que les agents ne mettent pas en œuvre toutes les décisions ministérielles relatives à l'allocation chômage et qu'ils établissent en fait une distinction entre ceux qui « méritent » cette allocation et les autres.

2752. L'immigration

a. COUPER, Kristin ; SANTAMARIA, Ulysses – « An elusive concept : the changing definition of illegal immigrant in the practice of immigration control in the United Kingdom ». *International Migration Review* 18 (3), aut. 84 : 437-452.
Le contrôle de l'immigration s'est intensifié en Grande-Bretagne, dans les ports mais aussi à l'intérieur du territoire, s'accompagnant d'un développement de la machine administrative. Cet effort correspond à l'état actuel de l'opinion en Grande-Bretagne.

b. COHEN, Gaynor – « Ethnicity in a middle-class London suburb ». *New Community* 12 (1), hiv. 85 : 89-100.
Même s'ils appartiennent à la classe moyenne, les immigrés sont relativement peu intégrés à la société britannique, ne serait-ce que parce qu'ils cultivent activement leurs traditions et cherchent à préserver leur spécificité. Une étude des Asiatiques de la banlieue londonienne met en évidence le grand nombre de leurs associations, qu'elles soient fondées sur l'ethnie ou la religion.

2753. NUTLEY, S.D. – « Planning options for the improvement of rural accessibility : use of the time-space approach ». *Regional Studies (New York)* 19 (1), fév. 85 : 37-50 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en français et en allemand.

L'approche espace-temps des problèmes de développement rural aide à résoudre celui d'un meilleur accès aux zones rurales sur la base de l'exemple d'une zone d'expérimentation au Pays de Galles. Différentes solutions de transports conventionnels et non-conventionnels sont envisagées et combinées, avec appréciation des avantages sociaux dans chaque cas.

2754. WHITBY, Martin et al. – « Rural development symposium ». *Journal of Agricultural Economics* 36 (1), janv. 85 : 77-106 ; tabl. ; bibliogr.

Les zones rurales en Grande-Bretagne sont caractérisées par une croissance démographique très irrégulière et parmi les problèmes de leur aménagmeent, celui de la distribution des services sociaux est le plus crucial.

Economie et finances

Voir aussi : n° 2668

2755. HARVEY, Brian – « Private solutions to public problems ? » *Journal of General Management* 10 (2), hiv. 84 : 19-39.

La crise économique en Grande-Bretagne a mis au premier plan les stratégies de relance où l'initiative privée est revalorisée, ce qui implique des modifications de la gestion.

2756. BONNETT, Jim – « The electronic office ». *Management Today* mars 85 : 27 p. ; tabl., graph.

Suite d'articles sur l'automation dans l'entreprise en Grande-Bretagne aujourd'hui et sur les problèmes de production et de communication qu'elle résoud ou soulève.

2757. LUND, P.J. ; DERRY, B.J. – « Household food consumption : the influence of household characteristics ». *Journal of Agricultural Economics* 36 (1), janv. 85 : 41-58 ; tabl. ; bibliogr.

A l'aide d'une enquête du National Food Survey, menée en 1982 en Grande-Bretagne, on a pu établir différents profils de consommateurs en fonction des différents types de ménages, de leur composition et de leur statut socio-économique. Ces variables sont essentielles pour définir les différents comportements des foyers en matière de consommation alimentaire.

2758. SERRE, Jean-Marin ; COBHAM, David – « La politique monétaire au Royaume-Uni depuis 1979 ». *Eurépargne* 14 (3 et 4), mars et avr. 85 : 19-22 et 18-23 ; tabl.

On observe en Grande-Bretagne un cycle décennal dans les réformes du contrôle monétaire depuis 1951. Les réformes des années 80 s'inscrivent dans cette évolution. Un vif débat s'est développé ces dernières années sur la possibilité et l'opportunité d'un contrôle de la masse monétaire par la base ; le gouvernement conservateur n'a pas adhéré à cette proposition, mais le débat semble relancé depuis l'élection de mai 1983.

2759. « Foreign banks in London ». *Euromoney*, avr. 85 : 168-192.

Suite d'articles consacrés aux banques étrangères en Grande-Bretagne. Voir notamment : « Foreign banks : who they are and where they're from ».

Outre-Mer

2760. Hong Kong, place commerciale et financière

a. BAKER, Hugh D.R. – « " Greatness thrust upon them " : Hong Kong before and after the British ».*Asian Affairs (London)* 16 (1), fév. 85 : 46-53.
Après un siècle d'existence, Hong Kong est devenue une place économique et financière importante dans le monde. Sa restitution, en 1997, à la Chine pourrait signifier la fin de sa grande époque malgré la promesse chinoise de n'apporter aucun changement important pendant 50 ans, car la création en chine, à Shenzhen, en 1979 d'une zone économique spéciale constitue un danger pour Hong Kong.

b. JAA, Y.C. – « Hong Kong's future as financial centre ». *The Three Banks Review* (145), mars 85 : 35-53 ; tabl. ; bibliogr.
La transformation de Hong Kong, petit entrepôt commercial en grand centre financier international, est un succès de l'histoire économique moderne. La crise de 1982-83 due aux incertitudes de son avenir a été surmontée. La stabilité économique de cette enclave dépend de la confiance qu'inspirera l'accord sino-britannique.

c. « Hong Kong ». *Euromoney* avr. 85 : 151-166.
Suite d'articles consacrés à l'avenir de Hong Kong comme centre commercial et financier international après la signature de l'accord sino-britannique sur la rétrocession du territoire à la Chine en 1997.

d « China's trader : a survey ». *The Economist* 295 (7393), 17 mai 85 *Supplément* : 26 p., tabl., graph.
Dossier consacré à Hong Kong.

2761. La politique du logement à Hong Kong

a. KEUNG, John K. – « Government intervention and housing policy in Hong Kong : a structural analysis ». *Third World Planning Review* 7 (1), fév. 85 : 23-44 ; cartes.
La théorie de Drakakis-Smith sur la politique de l'habitat dans le Tiers-Monde rompt avec les politiques traditionnelles du logement et peut éclairer, malgré ses lacunes, la politique du logement à Hong Kong, qui relève de considérations empiriques et correspond avant tout aux nécessités structurelles.

b. ANTIER, Gilles – « Mythes et réalités de la gestion urbaine à Hong Kong ». *Revue française d'administration publique* (33), mars 85 : 105-113 ; tabl., carte.

Avec une production annuelle de 60 000 logements et la réalisation en cours de six villes nouvelles, Hong Kong se trouve confronté aux mêmes problèmes de gestion du développement urbain que d'autres grandes métropoles. Mais l'échelle restreinte de la colonie permet d'avoir une appréciation quasiment globale de ces problèmes.

Grèce

2762. POLLIS, Adamantia – « Socialist transformation in Greece ». *Telos* (61), aut. 84 : 101-111.

Le PASOK ne voulait pas donner le pouvoir aux masses mais moderniser la société d'une façon démocratique et pour cela transformer radicalement l'administration. Il désirait aussi lutter contre la nature semi-périphérique de l'économie grecque et sa dépendance envers l'Occident. La crise internationale et le maintien des classes dominantes ont empêché le succès de ces objectifs.

2763. EFSTRATIOU, Pavlos-Michael – « Die Raumplanung in Griechenland » (L'aménagement du territoire en Grèce). *Die Verwaltung* 17 (3), 1984 : 355-375.

Le cadre juridique de la politique de l'aménagement du territoire en Grèce est bien moins structuré qu'en RFA et présente d'évidentes faiblesses si on en examine le détail. Le ministère de l'Aménagement du territoire joue un rôle clé, illustrant le caractère centralisé de cette politique, malgré l'assouplissement de la législation en 1979 et 1983.

2764. APOSTOLAKIS, Bobby E. – « The plethora of antitheses in empirical interpretations of money demand functions ». *Rivista internazionale di scienze economiche e commerciali* 31 (10-11), nov. 84 : 976-991 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en italien.

Depuis 1973, la plupart des modèles ont surestimé dans leurs prévisions la demande de monnaie. Différentes variables peuvent être introduites dans les fonctions de demande de monnaie les plus courantes pour tenter de rendre compte de leur instabilité : innovations financières ou incertitude liée à l'inflation. Des données relatives à la grèce pour les années 1953-1981 permettent de tester différentes fonctions pour un pays qui n'est ni réellement un pays industrialisé ni un pays en voie de développement.

2765. PETROCHILOS, George A. – « Foreign banks in Greece ». *National Westminster Bank Quarterly Review* fév. 85 : 57-69 ; tabl.

Fin 1983 près de 21 banques étrangères étaient installées en Grèce et il est vraisemblable que leur nombre va croître dans l'avenir. Une analyse du cadre juridique et économique de leurs activités ainsi que des rapports entretenus avec le système bancaire grec met en évidence leur rôle moteur sur le plan financier et dans la dissémination des innovations. Au niveau de l'emploi, cependant, leur rôle demeure mineur.

Guyane

2766. HOPE, Kempe Ronald – « Electoral politics and political development in post-independence Guyana ». *Electoral Studies* 4 (1), avr. 85 : 57-68.

Le PNC (People's National Congress) est au pouvoir en Guyane (ex-colonie britannique) depuis 1970, inamovible semble-t-il, quelles que soient les issues des élections, grâce à d'abondantes fraudes électorales. Celles-ci sont tolérées par les Américains et les Britanniques tant que le gouvernement ne se situe pas à gauche. Les dirigeants se maintiennent au pouvoir grâce à leur pouvoir charismatique et à une habile exploitation des clivages ethniques.

2767. SIDELL, Scott R. – « Exploring the effects of the tied development loans on the foreign exchange and liquidity performance of developing countries : the case of Guyana ». *Inter-American Economic Affairs* 38 (3), hiv. 84 : 3-48 ; tabl. ; bibliogr.

De nombreux prêts des pays développés vers les pays moins développés doivent être consacrés à des investissements spécifiques déterminés par les pays prêteurs. L'étude des effets de ces contraintes sur le change et les liquidités est illustrée par l'exemple de la Guyane. Un aperçu de l'histoire économique et politique de ce pays permet de restituer le développement des emprunts dans son contexte. Quatre hypothèses sont élaborées et testées à travers l'examen des chiffres concernant les prêts venant pour la plupart d'entre eux d'organismes officiels.

Hongrie

Voir aussi : n° 2474, 2500

2768. ACZEL, György – « Aspects of cultural policy ». *The New Hungarian Quarterly* 26 (97), print. 85 : 14-32.

Un bilan de la politique culturelle du gouvernement hongrois depuis 1945 met en évidence le tournant marqué par les années 1956-1958 et les efforts pour rattraper le retard culturel en libéralisant le système social.

2769. COMPTON, P.A. – « Rising mortality in Hungary ». *Population Studies* 39 (1), mars 85 : 71-86 ; tabl., graph.

Le taux de mortalité hongrois augmente depuis le milieu des années 1960 parce que la population vieillit mais surtout parce que le taux de mortalité des hommes de 30-59 ans s'accroît. Les principales causes de mortalité sont les maladies de cœur et cérébrovasculaires, ainsi que le cancer.

2770. La réforme économique

a. CSABA, Laszlo – « Le nouveau souffle de la réforme économique hongroise ». *Le courrier des pays de l'Est* (293), mars 85 : 3-21 ; bibliogr.
L'application progressive de la réforme économique hongroise de 1968 basée sur une plus large autonomie des entreprises a permis au pays de redresser sa balance commerciale mais l'environnement économique international actuel rend difficile la multiplication des échanges avec l'Ouest d'autant plus que l'URSS est toujours plus exigeante quant aux livraisons de produits Est-Européens. Pour les économistes hongrois, la poursuite du progrès économique implique une nouvelle décentralisation du système bancaire, de l'industrie et du commerce et surtout une réorientation des capitaux vers les secteurs les plus actifs.

b. WASS von CZEGE, Andreas – « Ungarns Wirtschafts-reformen : Kurskorrektur und entstehende Spannungsfelder » (Les réformes économiques hongroises : les rectifications de l'orientation et les tensions qui en résultent). *Südosteuropa. Zeitschrift für Gegenwartsforschung* 34 (2), 1985 : 83-95.
Compte-tenu de la prise de conscience des lacunes du « Nouveau mécanisme économique » adopté en Hongrie en 1968, le gouvernement a lancé une nouvelle politique proche du système d'économie de marché qui témoigne d'une sorte de politique de dénationalisation, d'un rôle accru des organes élus (et en particulier du Parlement) mais qui fait également apparaître des problèmes nouveaux : très fortes différenciations des revenus, contradictions entre l'idéologie sociale marxiste officielle et la pratique économique et sociale.

c. MOLNAR, Thomas – « Hongrie : le jeu subtil de Budapest ». *Politique internationale* (27), print. 85 : 249-255 ; résumés en anglais et en espagnol.
Plus que la Pologne ou la Roumanie, la Hongrie manifeste tant en économie qu'en politique étrangère un anticonformisme toléré par Moscou et semble convaincue que l'Europe progresse vers une convergence des intérêts entre l'Est et l'Ouest. Marginalisation de la Hongrie ou desserrement de l'étau soviétique ? Le problème est posé.

2771. SÁGHY, Vilmos – « A szocialista vállalatok irányításának mechanizmusáról » (Le mécanisme d'orientation des entreprises socialistes). *Közgazdasági Szemle* 31 (10), oct. 84 : 1154-1167 ; tabl. ; bibliogr.

La forme optimale de management d'entreprise en Hongrie est celle qui privilégie l'efficacité à long terme et l'accroissement de la compétitivité, non celle qui conduit à la maximisation du revenu immédiat. Peut-être une distinction entre organes de direction et organes de surveillance sur le modèle capitaliste permettrait-elle d'aider à surmonter les contradictions susceptibles d'apparaître.

Inde

Voir aussi : n° 2100, 2470, 2944

2772. « L'Inde : séduction et tumulte ». *Autrement. Série monde* (13), mai 85 : 230 p. ; tabl., cartes.

Numéro consacré à l'Inde sous ses divers aspects et ses fantastiques mutations. Témoignages sur l'hindouisme, la situation sociale, les problèmes de l'unité, la démographie.

2773. ETIENNE, Gilbert – « D'Indira à Rajiv Gandhi ». *Politique étrangère* 50 (1), print. 85 : 139-153 ; tabl. ; résumé en anglais.

Alors que le système politique indien subit une inquiétante érosion sous la poussée de politiciens médiocres, de la corruption et de la violence, la politique économique pragmatique du gouvernement donne des résultats encourageants et le pays s'ouvre sur l'extérieur. Le nouveau Premier ministre se trouve donc face à des difficultés considérables mais surmontables.

2774. ROTHERMUND, Dietmar – « Indien 1985 : eine innenpolitische Bilanz » (Inde 1985 : un bilan de la politique intérieure). *Aus Politik und Zeitgeschichte* (10), 9 mars 85 : 3-12.

Le manque d'expérience mais aussi d'ambitions politiques personnelles ont facilité l'élection de Rajiv Gandhi. Sa tâche essentielle est à présent de consolider le système fédéral indien menacé par les revendications autonomistes et religieuses des Sikhs. Une relance économique faciliterait la solution des problèmes politiques.

2775. Les minorités

a. SINGH BRAR, Jasmail – « Tenant movement in Pepsu ». *Punjab Journal of Politics* 8 (2), déc. 84 : 83-101 ; tabl.
L'agitation rurale dans le Pepsu (composé du Patiala et des Etats de l'Est du Punjab) a une tradition ancienne et a été longtemps alimentée par les erreurs stratégiques des colonisateurs britanniques. Le mouvement des petits propriétaires ruraux s'est poursuivi après l'indépendance et s'est caractérisé par une solide organisation qui peu à peu a été contrôlée par les communistes.

b. LATHAM, Martin – « The Sikhs ». *The Round Table* (293), janv. 85 : 21-99.
Installés dans l'Etat indien de Punjab, les Sikhs sont politiquement divisés, les uns collaborant avec le gouvernement central, les autres luttant pour les « droits des Sikhs » ou même pour la sécession. Pour rétablir l'ordre, le gouvernement central a parfois été obligé d'intervenir militairement, comme en 1984, à Amritsar, où de graves désordres, au cours desquels des centaines de Sikhs perdirent la vie, furent sévèrement réprimés.

2776. Education et stratification sociale

a. MASKIELL, Michelle – « Social change and social control : college educated Punjabi women 1913 to 1960 ». *Modern Asian Studies* 19 (1), fév. 85 : 55-83.
L'éducation est bien le facteur de changement social le plus efficace comme le montre l'évolution du rôle de la femme en Inde entre 1913 et 1960, du fait des modifications de la politique scolaire et universitaire. L'histoire du College Kinnaid (Penjab) et de la situation des étudiants chrétiens, hindous et musulmans illustre cette évolution.

b. MANOHAR RAO, M.J. ; DATTA, Ramesh C. – « Human capital and hierarchy ». *Economics of Education Review* 4 (1), 1985 : 67-76 ; tabl. ; bibliogr.
L'expérience scolaire sert de mécanisme de transition vers la vie professionnelle et l'on a pu construire un modèle d'analyse d'appréciation de la hiérarchie professionnelle par les employés d'une grande entreprise privée en Inde qui met précisément en évidence l'influence de l'expérience scolaire.

2777. KALIRAJAN, K.P. ; SHAND, R.T. – « Types of education and agricultural productivity : a quantitative analysis of Tamil Nadu rice farming ». *The Journal of Development Studies* 21 (2), janv. 85 : 232-243 ; tabl.

L'éducation formelle des paysans cultivant le riz en Inde importe moins dans l'adaptation aux techniques modernes et leur utilisation que l'éducation informelle indépendante et plus efficace.

2778. WALKER, Thomas S. ; KSHIRSAGAR, K.G. – « The village impact of machine threshing and implications for technology development in

the semi-arid tropics of peninsular India ». *The Journal of Development Studies* 21 (2), janv. 85 : 215-231 ; tabl., graph. ; bibliogr.

La mécanisation de l'agriculture dans la région semi-aride de la péninsule indienne n'en a pas considérablement diminué les coûts, ni nui à l'emploi. Cette étude effectuée entre 1975 et 1980 doit permettre de tirer un certain nombre de conclusions concernant les investissements publics en matière de mécanisation.

Indonésie

Voir aussi : n° 2470

2779. La répartition de la population

a. JONES, Gavin W. – « Links between urbanization and sectoral shifts in employment in Java ». *Bulletin of Indonesian Economic Studies* 20 (3), déc. 84 : 120-157 ; tabl., cartes ; bibliogr.
Selon le recensement de 1980, la population urbaine représente 24 % de la population de Java. Si une politique d'urbanisation appropriée n'est pas appliquée, la population urbaine de cette île d'Indonésie risque de s'accroître très rapidement en raison du développement économique du pays, qui entraînera un déplacement de son centre de gravité, de l'agriculture vers l'industrie.

b. VAN DER WIJST, Tom – « Transmigration in Indonesia : an evaluation of a population redistribution policy ». *Population Research and Policy Review* 4 (1), fév. 85 : 1-30 ; tabl., carte ; bibliogr.
Un tableau des migrations de populations en Indonésie depuis 1969 fait apparaître l'impuissance du gouvernement à réaliser ses objectifs de redistribution de la population. Souvent les fins politiques l'ont emporté sur les objectifs économiques.

2780. BOOTH, Anne – « Survey of recent developments ». *Bulletin of Indonesian Economic Studies* 20 (3), déc. 84 : 1-35 ; tabl., graph. ; bibliogr.

les derniers mois de 1984 ont été marqués en Indonésie par une recrudescence du nombre d'attentats terroristes et un arrêt de la reprise économique amorcée en 1983, après la récession de 1982. Mais, grâce à l'augmentation de la production agricole en 1984, le taux d'accroissement du PNB, soit 4 % en termes réels, déjà obtenu en 1983, pourra être assuré en 1984 également.

2781. « Indonesia' 85 ». *Far Eastern Economic Review* 127 (5), 7 fév. 85 : 43-62 ; tabl., cartes.

Dossier sur l'état actuel de l'industrialisation de l'Indonésie et les principaux secteurs économiques en progression.

2782. MUBYARTO – « Social and economic justice ». *Bulletin of Indonesian Economic Studies* 20 (3), déc. 84 : 36-54 ; tabl. ; bibliogr.

Depuis son indépendance, l'Indonésie a eu recours à plusieurs systèmes de régulation de son économie pour, d'une part, assurer le développement de celle-ci et, d'autre part, faire disparaître la disparité entre les revenus ruraux et les revenus urbains. Malgré les efforts faits par les autorités, les économistes indonésiens s'intéressent bien davantage à la croissance économique du pays qu'à la justice sociale.

Irak

2783. « Crimes de guerre iraniens : le massacre des prisonniers de guerre irakiens ». *Proche-Orient et Tiers-Monde* 4 (14), janv. 85 : 54 p.

Dossier sur les sévices que les Iraniens font subir aux prisonniers de guerre irakiens. Approuvée et même dirigée par Khomeiny, cette violation manifeste des droits de l'homme a pour but l'extermination des prisonniers irakiens. Les réactions de la Croix-Rouge.

2784. SPRINGBORG, Robert – « Food production in the Arab States : the application of the Australian dry land mode 1 ». *Journal of Arab Affairs* 3 (2), aut. 84 : 205-242.

Les changements climatiques et la dégradation des sols pèsent lourdement sur l'agriculture des pays arabes ; l'Irak offre un exemple typique d'agriculture exten-

sive, aux potentialités encore insuffisamment exploitées et au rendement encore insuffisant bien que ce secteur soit devenu prioritaire.

Iran

Voir aussi : n° 1321, 1912, 1913, 2469, 2641, 2783, 2856

2785. « Iran 84 ». *Peuples méditerranéens – Mediterranean Peoples* (29), déc. 84 : 3-163.

Numéro spécial consacré à une analyse de la société et de l'Etat iraniens cinq ans après le renversement du Shah : comment une révolution authentique s'est transformée entre contre-révolution despotique et cléricale ? Que signifie l'islamisation de la société ? La continuité des symboles a-t-elle voilé le retournement de la révolution ? Voir notamment : EFTEKHARI, Nirou : (n° 2788) ; BANI-SADR, Abol Hassen : (n° 2641) ; BASSRI, Hassan ; HOURCADE, Bernard : (n° 2787).

2786. AGAEV, S.L. – « Zigzagi iranskoj revoljucii » (Les zigzags de la révolution iranienne). *Voprosy istorii* 59 (1), janv. 85 : 43-59.

La révolution de 1979 a consacré en Iran la victoire des forces anti-impérialistes et anti-monarchistes : elle est peu à peu submergée par le pouvoir religieux et laisse la place à une contre-révolution bourgeoise qui laisse clairement apparaître ses buts véritables, depuis février-mars 1983.

2787. BASSRI, Hassan ; HOURCADE, Bernard – « L'expérience conseilliste ». *Peuples méditerranéens – Mediterranean Peoples* (29), déc. 84 : 41-52.

Au cours des derniers mois de l'ancien régime et de la période du gouvernement Bazargan, l'Iran a vu fleurir les expériences autogestionnaires : conseil de quartier, d'usine, d'école, de villages, voire de régions ethniques. Analyse d'une expérience de ce type dans un quartier de la banlieue de Téhéran : période de démocratie directe puis conflit entre « gauchistes » et « islamiques » ceux-ci l'emportant et permettant au pouvoir d'encadrer à nouveau la société.

2788. EFTEKHARI, Nirou – « L'économie : continuité d'une crise ». *Peuples méditerranéens – Mediterranean Peoples* (29), déc. 84 : 53-83 ; bibliogr.

La révolution iranienne était avant tout une révolte contre l'asservissement de la société à des forces étrangères. Or cinq ans après on constate que l'économie reste polarisée sur la rente pétrolière, la dépendance à l'égard de l'extérieur (en particulier Etats-Unis et Israël) s'est accrue, l'agriculture et l'industrie sont en déclin, le chômage est grandissant et le régime n'a aucun projet économique si ce n'est la poursuite de la guerre avec l'Irak. Voir à la suite, pp. 85-90 ; AL MAWASSIF, Zein : « Spéculation et marché noir ; l'Etat au quotidien ».

Irlande

2789. « Equality of opportunity in Irish schools ». *The Economic and Social Review* 16 (2), janv. 85 : 77-156.

Numéro spécial consacré au système scolaire irlandais, au respect du principe de l'égalité des chances dans celui-ci et à l'« efficacité sociale » de l'enseignement. Voir notamment : LYNCH, Kathleen : « An analysis of some presuppositions underlying the concepts of meritocracy and ability as presented in Greaney and Kellaghan's study » ; RAFTERY, Adrian E. ; HOUT, Michael : « Does Irish education approach the meritocratic ideal ? A logistic approach » ; GREANEY, Vincent ; KELLAGHAN, Thomas : « Factors related to level of educational attainment in Ireland ».

2790. RUANE, Frances P. ; JOHN, A. Andrew – « Government intervention and the cost of capital to Irish manufacturing industry ». *The Economic and Social Review* 16 (1), oct. 84 : 31-50 ; tabl.

Les interventions gouvernementales dans l'industrie manufacturière en Irlande entre 1958 et 1962 destinées à relancer l'emploi ont contribué à réduire le coût du capital mais à accroître le coût du travail ce qui s'est répercuté de façon dramatique sur les prix.

Israël

Voir aussi : n° 1659, 2504, 2508, 2619

2791. SHAFIR, Gashon – « Changing nationalism and Israel's " open frontiers " on the West Bank ». *Theory and Society* 13 (6), nov. 84 : 803-827 ; tabl.

L'expansion territoriale qui a eu lieu au moment de l'arrivée parmi les dirigeants du parti travailliste d'une génération née en Israël, a produit l'émergence d'un nationalisme intégral, dont la fondation du Gush Emunim en 1974 a marqué un nouveau stade.

2792. GORDON, Haim ; DEMAREST, Jan – « From dialogue to responsibility : bridging conflict resolution and peace education ». *Research in Social Movements, Conflits and Change* 7, 1984 : 269-283.

En Israël c'est un travail pédagogique qu'il faut entreprendre pour instaurer la confiance entre Juifs et Arabes, en se fondant sur les études théoriques et les analyses psycho-sociologiques qui mettent en évidence les possibilités de dialogue et de création d'un climat de confiance telles que l'Education for Peace Project le présuppose aux Etats-Unis.

2793. PERETZ, Don ; SMOOHA, Sammy – « Israel's eleventh Knesseth election ». *The Middle East Journal* 39 (1), hiv. 85 : 86-103.

Les élections de 1984 ont renforcé la profonde division entre partisans du Likoud et du parti travailliste, malgré la prolifération de petits partis. Les grands enjeux nationaux – crise économique, relations israélo-arabes, divisions religieuses, dépendent cependant des forces internationales et de la montée des sentiments nationalistes et conservateurs au sein de la population ; or ces facteurs échappent au contrôle des deux grands partis.

2794. STELLMAN, Henri – « Israel : the 1984 election and after ». *Parliamentary Affairs* 38 (1), hiv. 85 : 73-85.

Les élections de l'été 1984 ont été marquées à la fois par le calme inattendu de la campagne, l'absence de victoire d'un bloc sur l'autre et aussi par une double poussée aux deux extrêmes et des partis religieux, d'autant plus remarquable que la participation a été très élevée.

2795. LADOR-LEDERER, J. – « The Eichmann case revisited ». *Israel Yearbook on Human Rights* (14), 1984 : 54-79.

Le procès Eichmann a la particularité de s'être déroulé dans la juridiction de la communauté victime. A la différence du procès de Nuremberg dont le but était de faire reconnaître des crimes contre l'humanité et d'en prévenir de nouveaux, le procès de Jérusalem devait aider à maîtriser un traumatisme.

2796. CHAFETS, Ze'ev – « Press and government in Israel ». *Israel Yearbook on Human Rights* (14), 1984 : 134-147.

La liberté de la presse se porte bien en Israël et supporte la comparaison avec celle des démocraties occidentales, ce qui est remarquable dans un pays entouré d'ennemis. Les mesures adoptées par ailleurs pour assurer la sécurité du pays ont permis l'existence d'une des presses les plus agressives et les plus hostiles aux gouvernements en place.

2797. LA PRADELLE, Gérard de – « Prisonniers d'Israël au Liban : les droits de la défense ». *Revue d'études palestiniennes* (15), print. 85 : 41-68.

Texte intégral de l'arrêt fondamental prononcé par la Cour Suprême d'Israël le 13 juillet 1983 portant sur le régime juridique de l'incarcération des civils et des combattants sur les territoires libanais occupés par Israël.

2798. BEN-PORATH, Yoram ; GRONAU, Reuben – « Jewish mothers goes to work : trends in the labor force participation of women in Israel, 1955-1980 ». *Journal of Labor Economics* 3 (1), janv. 85 : 310-327 ; tabl. ; bibliogr.

L'emploi féminin augmente depuis 1955 avec une accélération depuis 1970, et cela essentiellement à cause de l'amélioration du niveau scolaire. Les femmes mères travaillent de plus en plus mais souvent à temps partiel.

Italie

Institutions et vie politiques

2799. GUIZZI, Vincenzo – « Craxi's Italy ». *Government and Opposition* 20 (2), print. 85 : 166-177.

En dépit de difficultés économiques et sociales persistantes, le bilan du gouvernement Craxi est positif. Le programme gouvernemental de réforme des institutions, partiellement mis en place avec la création d'un comité spécial de réforme constitutionnelle, est ajourné en raison de la nécessité de réformer et de moraliser conjointement les partis politiques.

2800. DE VERGOTTINI, Giuseppe – « Politica estera e interventi del Presidente della Republica ». *Quaderni costituzionali* 4 (3), déc. 84 : 493-523.

La Constitution italienne ne reconnaît formellement aucun pouvoir particulier au Président de la République en matière de politique extérieure : il ne doit que ratifier les décisions prises par le gouvernement et par le Parlement. La pratique montre toutefois que ne sont pas exclues des interventions, souvent sous forme de déclarations, visant au contrôle et à l'équilibre de la politique internationale du pays.

2801. MASSAI, Alesandro – « Parlamento e politica estera : l'Italia ». *Quaderni costituzionali* 4 (3), déc. 84 : 559-603.

En matière de politique extérieure, le Parlement italien a manifesté une volonté de dépasser un rôle purement formel de contrôle et d'approbation des traités, pour intervenir dans la conduite politique des relations internationales du pays, encouragé par le gouvernement. Cette évolution est positive, dans la mesure où les traités jouent un rôle moindre aujourd'hui dans les relations internationales, et où l'article 80 de la Constitution tend à minimiser le poids du Parlement dans ces questions.

2802. DE VERGOTTINI, Giuseppe – « Les investigations des Commissions parlementaires en Italie ». *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger* 101 (1), fév. 85 : 37-51.

Si les Commissions d'enquête représentant la modalité la plus incisive qui permette au Parlement italien de se procurer les informations nécessaires pour exercer les fonctions politiques et législatives, le panorama des Commissions parlementaires est particulièrement complexe. Aux Commissions prévues par la Constitution, spécifiées par la discipline des réglements parlementaires, il faut ajouter celles définies par la législation et qui ne sont pas prévues par la Constitution.

2803. DELLA MEA, Luciano – « L'oggi di domani. C'era gia una volta l'alternativa democratica. Primo e secondo omaggio a Berlinguer ». *Il ponte* 40 (6) et 41 (1), déc. 84 et fév. 85 : 42-69 et 21-34.

Réflexion sur le rôle symbolique de Berlinguer pour la culture politique italienne. Il a incarné plus que tout autre depuis 1945 une Italie profondément démocratique, pluraliste, absolument laïque à partir d'un choix moral essentiel.

2804. « Le istituzioni della politica estera ». *Quaderni costitutionali* 4 (3), déc. 84 : 437-673.

Numéro spécial, consacré à la formation de la politique extérieure italienne dont le cadre institutionnel complexe est caractérisé par de délicates questions d'équilibre entre les pouvoirs, et parfois par des violations de la Constitution, notamment pour la ratification des accords internationaux ; voir aussi : De Vergottini : (n° 2799) ; Massai : (n° 2800) ; Manservisi : (n° 2814) ; Garavoglia : (n° 2957).

2805. ROSSI, Sergio A. ; ILARI, Virgilio – « Le mouvement pacifiste, l'opinion publique et la question nucléaire en Italie ». *Annales de l'Université des sciences sociales de Toulouse* 32, 1984 : 175-190.

Les perspectives politiques du mouvement pacifiste en Italie ne se présentent pas de façon encourageante tout au moins à court et moyen terme. Le mouvement pacifiste et anti-nucléaire semble répondre assez bien aux aspirations de globalisme, de moralisme et de réformisme des jeunes,

2806. NICEFORO, Orazio – « La questione della scuola non statale dalla Costituente ad oggi ». *Sucola e città* 36 (2), 28 fév. 85 : 75-86.

Après s'être battue pendant la période constituante pour imposer le pluralisme scolaire, conçu comme garantie pour l'école catholique, la DC propose en 1984 une loi qui voudrait en étendre encore les privilèges.

2807. MARCHETTI, Aldo ; ROSITI, Franco – « I nuovi mecenati. Le spese culturali di otto regioni italiane nel 1982 ». *Ikon* 9, 1984 : 9-127 ; résumé en anglais.

Enquête sur la politique culturelle de 8 régions italiennes et les éléments qui motivent l'accord de subventions : taille de la ville, statut légal des organisateurs, dépenses d'infrastructure ou actions ponctuelles, genres concernés. Les résultats révèlent globalement une nette prépondérance des organismes publics dans l'attribution des crédits. Une différence apparaît dans leur utilisation entre les métropoles régionales, où ils financent des activités (théâtre, etc...) et les municipalités de moindre importance où ils sont essentiellement consacrés à la maintenance des infrastructures.

Situation et politique sociales

2808. FERRERA, Maurizio – « Efficacia ed equità delle politiche sociali italiane : una valutazione d'insieme ». *Rivista trimestrale di scienza della amministrazione* 31 (3), 1984 : 33-67 ; tabl., graph.

Le bilan des politiques sociales italiennes depuis 1945 est assez contrasté : malgré d'indéniables succès notamment dans les domaines de la santé et de la garantie des revenus, elles n'ont pu totament éliminer la pauvreté ; mais surtout, des inégalités notables subsistent dans le traitement des différents groupes sociaux, en termes de prestation, de prélèvements, et d'accès à l'éducation.

2809. ASCOLI, Ugo – « Welfare e azione volontaria ». *Stato e mercato* (13), avr. 85 : 111-157 ; bibliogr.

Le débat sur l'issue à la crise du Welfare State devrait, en Italie, s'inspirer de l'expérience des pays anglo-saxons (Australie, Grande-Bretagne, Etats-Unis). En effet, le secteur volontaire formel, notion beaucoup plus utile que celle de « tiers secteur », s'y développe et est complémentaire du privé traditionnel ou du public. Il faudrait mieux connaître ce type d'activité en Italie et y redéfinir une politique qui garantisse une gestion pluraliste du Welfare.

2810. COLOMBINO, Ugo ; DE STAVOLA, Bianca – « A model of female labor supply in Italy using cohort data ». *Journal of Labor Economics* 3 (1), janv. 85 : 275-292 ; tabl. ; bibliogr.

L'augmentation du niveau éducatif des femmes et de leurs salaires à partir de 1971 explique que leur participation au marché du travail se soit accrue. Cependant elle reste déterminée par des effets économiques contradictoires.

2811. PIRAINO, Andrea – « Appunto sulla condizione giuridica degli " stranieri " nell'ordinamento italiano ». *Rivista trimestrale di diritto pubblico* (4), 1984 : 989-1009.

En Italie, le statut des immigrés – à l'exception des ressortissants des pays de la CEE – est double, donc ambigü : les droits individuels leur sont reconnus par la Constitution, au même titre qu'aux nationaux ; mais le système législatif leur impose surtout des devoirs et en fait des « sujets » distincts des « citoyens ». La résolution de cette contradiction entre deux systèmes passe par un système tiers, le système social, et plus particulièrement par les organisations politiques, qui pourraient accueillir de plein droit les immigrés et promouvoir leur participation à la vie politique du pays.

Economie et finances

2812. BAGNASCO, Arnaldo – « La costruzione sociale del mercato : strategie di impresa e esperimenti di scala in Italia ». *Stato e mercato* (13), avr. 85 : 9-45 ; bibliogr.

Analyse d'une formation socio-économique spécifique, celle que constituent les régions centrale et Nord-orientale de l'Italie, centrée sur les petites et moyennes entreprises n'ayant rompu ni avec l'artisanat ni avec la société rurale. De plus

l'appartenance de ces régions à des sous-cultures prégnantes (catholique et communiste) a favorisé l'intégration sociale. Ces deux cas témoignent que les systèmes sociaux contemporains sont de plus en plus complexes et articulent plusieurs modes de régulation socio-économique. Voir aussi p. 87-110 CELLA, Gian Primo – « Reciprocità, redistribuzione, scambio. Note su Karl Polanyi ».

2813. DEL GADO, Eduardo – « L'industria aerospaziale : il caso italiano e il contesto internazionale ». *Rassegna economica* 48 (6), déc. 84 : 1271-1299 ; tabl.

Une analyse de la production et du marché mondial de l'aérospatiale, de l'offre et du développement industriel, des problèmes particuliers dans la perspective de la coopération internationale met en évidence le retard italien, principalement dû à l'absence de tout soutien des pouvoirs publics. Pour y remédier, des mesures de politique économique doivent intervenir pour financer et encourager la production, la commercialisation et la recherche dans le secteur.

2814. PERRUCCI, Antonio – « Il settore chimico italiano nel contesto internazionale degli anni settanta ». *Rassegna economica* 48 (6), déc. 84 : 1301-1318 ; tabl., graph.

Bilan du secteur chimique italien dans la période 1970-1981 : sa place au niveau international, ses performances propres, sa position dans la spécialisation internationale qui met en évidence une inadéquation entre les produits les plus demandés et ceux fournis par le marché italien.

2815. MANSERVISI, Stefano – « Le istituzioni della politica economica estera ». *Quaderni costituzionali* 4 (3), déc. 84 : 525-558.

Les organes ministériels italiens chargés de la politique économique extérieure, bien que multiples et en couvrant potentiellement tous les domaines, ne dessinent pas un véritable système : compétence mal définies, coordination compromise par les rivalités politiques, manque d'un ministère responsable des orientations d'ensemble nuisent à l'efficacité des politiques concernant un secteur vital de l'économie du pays.

2816. QUINN, William T. – « The current account and macroeconomic adjustment : the Italian experience ». *Review of Economic Conditions in Italy* (3), déc. 84 : 317-344 ; graph. ; bibliogr.

Le rétablissement en Italie de l'équilibre extérieur après les chocs pétroliers a entraîné divers ajustements : augmentation du poids des exportations par rapport au PNB, baisse importante des investissements privés, faible ajustement de la consommation privée et maintien d'un taux d'épargne élevé, persistance des déficits budgétaires.

2817. SAINI, Krishan G. – « Economic policy management in Italy ». *Review of Economic Conditions in Italy* (3), déc. 84 : 345-363 ; tabl. ; bibliogr.

La politique monétaire a assumé presque exclusivement la charge de la régulation conjoncturelle dans l'économie italienne des années 1970-80. Un bref bilan des conditions héritées des années précédentes, et des chocs subis depuis le milieu des années 1970, permet d'apprécier le poids de cette charge. La persistance d'un déficit élevé des comptes publics a systématiquement empêché que soient atteints les objectifs intermédiaires de la politique monétaire.

2818. BARBIERI, Luisa ; FORTUNA, Claudio – « Banca d'Italia e Tesoro : innovazione o continuità nel comportamento delle variabili monetarie dopo il " divorzio " ? ». *Rivista di politica economica* 75 (1), janv. 85 : 5-44 ; bibliogr.

Les décisions prises depuis quelques années ont visé à séparer nettement le rôle de la banque d'Italie et celui du Trésor. En réalité, cette dissociation n'a joué qu'un rôle limité dans la politique monétaire, n'a pas entraîné de diversification de procédures de création monétaire et a curieusement entraîné une plus grande stabilité des taux d'intérêt.

2819. DE BENEDITTI, Carlo – « L'investimento negli anni ottanta ». *Rivista di politica economica* 75 (1), janv. 85 ; 47-66.

Au cours des années 70, l'appareil de production italien a pris un sérieux retard qui ne peut être comblé que par une reprise vigoureuse des investissements

productifs. La politique économique doit désormais plus nettement les favoriser, ainsi que la mobilité et l'innovation technologique.

2820. FLENDA, Carlo – « The internationalization of banking and its economic advantages ». *Review of Economic Conditions in Italy* (3), déc. 84 : 365-387 ; tabl.

L'examen des conditions dans lesquelles les banques des principales économies développées ont internationalisé leurs opérations et se sont implantées à l'étranger indique par comparaison que les banques italiennes ont des caractéristiques propices à leur développement international. L'internationalisation des opérations reste toutefois fortement influencée et en partie restreinte par des dispositions réglementaires, mais aussi par certains facteurs économiques.

Malaisie

2821. CHAHNAZARIAN, Anouch – « Marriage and ethnicity in West Malaysia ». *Comparative Social Research* 7, 1984 : 231-255 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Les changements dans les usages nuptiaux en Malaisie sont significatifs de l'évolution socio-culturelle et démographique actuelle, évolution variable selon qu'il s'agit de la communauté chinoise, indienne ou malaise, encore que les différences se réduisent. Les comportements nuptiaux sont sur le point de devenir de plus en plus homogènes et l'âge du mariage tend à devenir le même pour l'homme et la femme.

2822. YEE, Yuen L. ; LOGNWORTH, John W. – « Biases in research : the case of rubber growing in Malaysia ». *Journal of Agricultural Economics* 36 (1), janv. 85 : 15-29 ; tabl. ; bibliogr.

Les efforts pour accroître la productivité du capital plutôt que celle du travail dans l'industrie du caoutchouc en Malaisie expliquent la situation actuelle dans ce secteur. On peut tirer de cet exemple un certain nombre de conclusions, en matière d'efficacité de la recherche agricole appliquée.

Mexique

Voir aussi : n° 2658, 2943

2823. CLAWSON, David L. – « Religious allegiance and economic development in rural Latin America ». *Journal of Interamerican Studies and World Affairs* 26 (4), nov. 84 : 499-524 ; tabl., carte ; bibliogr.

L'histoire religieuse d'une petite communauté rurale mexicaine et les entretiens avec des habitants (33 protestants, 193 catholiques) montrent une corrélation entre l'affiliation religieuse et la réceptivité aux nouvelles techniques agricoles, mais cette corrélation n'est pas due à la doctrine elle-même.

2824. CAMP, Roderic – « The political technocrat in Mexico and the survival of the political system ». *Latin American Research Review* 20 (1), 1985 : 97-118 ; tabl.

Les membres des cabinets ministériels étaient choisis dans les années 1920 et 1930 parmi des politiciens élus, dans les années 1940 à 1960 parmi l'élite administrative reconvertie dans la politique, alors que les technocrates dominent désormais.

2825. HECTOR, Cary – « La gauche mexicaine aujourd'hui (un survol approximatif et prospectif) ». *Amérique latine* (21), mars 85 : 63-74.

La gauche mexicaine, secouée de tensions progressistes mais aussi de réflexes régressifs se répartit en plusieurs composants : la gauche intellectuelle, la gauche des mouvements sociaux à la recherche d'autonomie et d'indépendance et la gauche des partis politiques toujours en quête d'unité et d'alternative au système de domination actuel.

2826. ROITMAN, Benito – « El empleo en México hacia 1988 : proyecciones y perspectivas ». *Investigación económica* 43 (168), juin 84 : 231-256 ; tabl.

Analyse prospective de l'évolution globale et sectorielle de l'emploi et évaluation des effets du plan de développement 1983-1988 sur cette évolution.

2827. GIBSON, Bill et al. – « Ventajas comparativas y autosuficiencia alimentaria : una comparación en un modelo de equilibrio general con dos especificaciones de precios ». *Investigación económica* 43 (168), juin 84 : 45-81 ; tabl. ; bibliogr.

Evaluation des effets à court terme sur la distribution des revenus et sur le déficit interne et externe d'une politique agricole mexicaine ayant comme fondement, soit l'autosuffisance soit les avantages comparatifs.

Nigeria

2828. OLOWU, Dele – « Development administration in Africa : a critical appraisal of administrative reforms in Nigeria ». *Cahiers africains d'administration publique* (23), 1984 : 88-104 ; tabl. ; résumé en français.

L'administration du Nigeria, typique d'une administration d'un pays en voie de développement, se caractérise par les insuffisances des réformes entreprises jusqu'ici, la croissance incontrôlée des institutions administratives et leur faible niveau de productivité.

2829. OKOLO, Julius Eureka – « Nigeria's military capabilities ». *The Journal of Social, Political and Economic Studies* 9 (4), hiv. 84 : 413-436.

Le Nigeria est considéré comme la première puissance militaire d'Afrique noire et mène une politique de renforcement de son armée pour faire face à d'éventuels troubles à ses frontières et à ses engagements dans le cadre du pacte de défense mutuelle signé par les Etats de la CEAO. Néanmoins, cette puissance est surestimée : malgré sa primarité en nombre par rapport aux autres Etats d'Afrique noire, l'armée nigériane est insuffisamment encadrée et équipée et des efforts budgétaires doivent être accomplis.

2830. OFFIONG, Daniel A. – « Organized labour in the second republic of Nigeria ». *Africa (Roma)* 39 (4), déc. 84 : 571-593 ; tabl. ; résumés en italien et en français.

Entre 1979 et 1983, l'action des organisations syndicales nigérianes a été guidée par la volonté de réduire les disparités entre la bourgeoisie nationale au pouvoir, insolemment prospère, et les travailleurs maintenus dans une extrême indigence. Malgré la modération dont elles ont fait preuve, la politique économique laxiste et corrompue du gouvernement Shagari a amené le pays au bord de la banqueroute, et rendu inévitable le coup d'Etat du 31 décembre 1983.

2831. ADEPOJU, Aderanti – « Illegals and expulsions in Africa : the Nigerian experience ». *International Migration Review* 18 (3), aut. 84 : 426-436 ; bibliogr.

L'absence de frontières hermétiques, leur caractère arbitraire, la faiblesse du système administratif douanier et l'insuffisance de la législation en matière d'immigration en Afrique, expliquent l'ampleur des mouvements migratoires illégaux et la difficulté de leur contrôle.

Portugal

Voir aussi : n° 1176

2832. BARROSO, José Durão – « Capacidade de adaptação e incapacidade de decisão. O Estado e articulação política dos interesses sociais desde 1974 ». *Análise social* 20 (4), 1984 : 453-465 ; résumé en français.

Analyse des rapports entre l'Etat et la société civile qui sous-tendent au Portugal l'instauration et la consolidation de la démocratie.

Roumanie

2833. IONITĂ, J. Gheorghe – « România socialistă în anul celui de-al XIII-lea congres al partidului comunist român » (La Roumanie socialiste à la veille du XIIIe congrès du parti communiste roumain). *Revista de istorie* 37 (11 et 12), nov. et déc. 84 ; 1051-1065 et 1177-1194.

Les grandes réalisations obtenues dans tous les domaines pendant les années du socialisme sont le fruit du travail plein d'abnégation de la classe ouvrière, des efforts considérables, matériels et humains, du peuple sous la direction du parti pour le progrès économique et social du pays.

2834. GOMA, Paul – « Roumanie : le mythe de l'originalité ». *Politique internationale* (27), print. 85 : 205-216 ; résumés en anglais et en espagnol.

Le mythe de l'indépendance de la Roumanie a été soigneusement entretenu par Moscou et la tolérance qu'elle a montré vis-à-vis de « l'originalité roumaine » n'est que la preuve de sa main mise sur le pays.

2835. Le XIIIe Congrès du PC

a. GHERMANI, Dionisie – « Der XIII. Parteitag der RKP. Die personellen Veränderungen » (Le 13e Congrès du Parti communiste roumain. Les changements de personnes). *Südosteuropa. Zeitschrift für Gegenwartsforschung* 34 (2), 1985 : 114-120.

Le 13e Congrès du PC roumain a vu le renouvellement du Comité central et l'arrivée de nouvelles personnalités au Bureau permanent. Ceausescu ne craint aucun rival et maintient sa famille aux postes-clés.

b. « Congresul al XIII lea al partidului comunist român-eveniment de insemnătate istorică în dezvoltarea socialistă a patriei » (Le XIIIe Congrès du parti communiste roumain-événement de portée historique dans le développement socialiste de la patrie). *Revista de istorie* 37 (12), déc. 84 : 1157-1167.

Les réunions des organisations du parti ont débattu des modalités selon lesquelles les organes du parti accomplissent leur propre rôle dans la direction de toute l'activité politique, économique, sociale et éducative, en adoptant les mesures adéquates menant à l'accroissement de leur compétence d'organisation politique et éducative.

2836. WATTS, Larry – « Romanian autonomy and military policy ». *Südosteuropa. Zeitschrift für Gegenwartsforschung* 34 (2), 1985 : 67-82.

La Roumanie bénéficie d'une relative autonomie politique et économique au sein du Pacte de Varsovie qui affecte également sa contribution très faible au système militaire puisqu'elle n'a d'ailleurs aucune frontière avec un pays non-communiste. Moscou tolère donc pour cette raison cet esprit d'indépendance qui va de pair avec un très grand dynamisme diplomatique au sein des pays balkaniques. La Roumanie ne possède aucune force armée étrangère sur son territoire et n'envoie pas de force armée aux manœuvres du Pacte de Varsovie. En militant pour le consensus politique entre les pays socialistes, elle évite une pression militaire et espère épargner à son pays des épreuves comme celles de 1956 ou 1968.

2837. SURPAT, Gheorghe – « Industrializarea-temelia progresului multilateral al României » (L'industrialisation : fondement du progrès multiformle de la Roumanie). *Revista de istorie* 37 (11), nov. 84 : 1067-1080.

Le congrès du P.C.R. de 1948 a arrêté l'industrialisation socialiste du pays comme une ligne directive. L'accomplissement de la nationalisation des moyens de production, la suppression de la propriété capitaliste ont déclenché la politique d'industrialisation. La répartition équilibrée des forces de production sur tout le territoire a conduit au développement économique et social de tous les départements et agglomérations du pays. La Roumanie est devenue un pays industriel-agraire.

URSS

Institutions et vie politiques

Voir aussi : n° 2514, 2638, 2639, 2834

2838. La politique vis-à-vis des populations musulmanes

a. SHAMS-UD-DIN – « Russian policy towards Islam and Muslims : an overview ». *Journal – Institute of Muslim Minority Affairs* 5 (2), juil. 84 : 321-335 ; bibliogr.

Les autorités russes ont dans une certaine mesure facilité le développement culturel des populations musulmanes de l'URSS et encouragé leur entrée au parti communiste, mais leur politique envers l'Islam a toujours été plus ou moins dure. La propagande anti-religieuse, qui n'a jamais cessé, n'a pas eu d'effet auprès de la population, tandis que les mouvements clandestins sufi et muridiste se sont développés et renforcés.

b. BRYAN, Fanny E. – « Anti-religious activities in the Chechen-Ingush Republic of the USSR and the survival of Islam ». *Central Asian Survey* 3 (2), 1984 : 99-115 ; tabl. ; bibliogr.
La République Autonome des Tchéchènes-Ingouches a toujours été considérée comme un bastion de l'Islam en URSS et c'est pourquoi la propagande anti-religieuse n'y a pratiquement eu aucun succès malgré tous les efforts déployés par les autorités soviétiques. En 1979, sa population s'élevait à 1 155 000 personnes, dont 66,5 % musulmans, en majorité membres des confréries soufistes.

c. BENNIGSEN, Alexandre – « URSS : le poids de l'Islam ». *Politique internationale* (27), print. 85 : 129-137 ; résumés en anglais et en espagnol.
Les cinq années d'enlisement en Afghanistan n'ont guère amélioré les relations de l'URSS avec ses populations musulmanes qui se sentent solidaires des Moudjahidins afghans, découvrent que le « grand frère » russe n'est pas invincible et que l'Islam, présenté comme relique décadente d'un passé révolu se révèle plus populaire et mobilisateur que le marxisme-léninisme.

2839. BURG, Steven L. – « Muslim cadres and Soviet political development : reflections form a comparative perspective ». *World Politics* 37 (1), oct. 84 : 24-47.

La participation politique accrue de cadres autochtones en Asie centrale modifie les caractéristiques des institutions soviétiques où le poids des cadres russes tend donc à diminuer. Le gouvernement central paraît s'accomoder de cette évolution qui peut conduire malgré tout, à long terme, à une instabilité politique accrue du fait de la recrudescence des revendications des populations locales, comme le montre l'exemple de la Yougoslavie.

2840. GELARD, Patrick – « De Brejnev à Tchernenko et les dix-huit mois de Iouri Andropov ». *Pouvoirs* (33), 1985 : 141-152.

Alors que Brejnev a été dix-huit ans à la tête du Parti communiste, Andropov n'y est resté que dix-huit mois. Il a essayé d'impulser des changements mais ceux-ci n'ont été finalement que peu significatifs. Les doubles disparitions de Brejnev et d'Andropov ont précisé les règles qui président au choix des secrétaires généraux du Parti.

2841. FRENZKE, Dietrich – « Die sowjetischen Definitionen des Völkerrechts im Widerstreit von Ideologie und Wissenschaft » (Les définitions soviétiques du droit international dans le conflit entre l'idéologie et la science). *Recht in Ost und West* 29 (1), janv. 85 : 7-21.

La conception soviétique du droit international et son évolution historique, en cinq grandes périodes : 1917-1945, 1946-1956, 1956-1963, 1964-1979, depuis 1970.

2842. BLANC, Henri – « The Soviet Union, Eastern Europe and the West's response ». *Atlantic Quarterly* 2 (4), hiv. 84 : 405-417.

Malgré la permanence des liens idéologiques, institutionnels, politiques et économiques, il existe une instabilité certaine dans les rapports entre l'URSS et l'Europe de l'Est ; la politique de l'Ouest devrait tendre à éviter un renforcement de la main-mise de Moscou sur ces pays et des crises comme celle de Pologne.

2843. L'occupation de l'Afghanistan

a. RASHID, Abdul – « An Afghan resistance commander looks at the war and its strategic implications ». *Strategic Review* 13 (1), hiv. 85 : 30-39.
L'invasion de l'Afghanistan a été une erreur stratégique pour l'URSS, particulièrement si on tient compte de ses objectifs et de sa position au sein du monde musulman. Car, à mesure que la lutte de ses forces armées contre la résistance se poursuit, la menace d'une guerre sainte contre le communisme se précise, avec toutes les conséquences qu'elle pourrait avoir sur le plan international.

b. HYMAN, Anthony – « Afghanistan under sowjetischer Besetzung » (L'Afghanistan sous l'occupation soviétique). *Europa Archiv* 39 (24), 25 déc. 84 : 741-752.
La stratégie de l'Union soviétique en Afghanistan n'est pas seulement militaire. Les Soviétiques s'efforcent également, tout en poursuivant la lutte armée contre

la résistance, de mettre en place des structures politiques stables, autour du Parti communiste, d'alphabétiser la population et de développer l'économie afghane, qui produit principalement du gaz naturel et du coton à des coûts assez bas, ce qui peut servir les intérêts de l'économie soviétique.

2844. CLEMENT, Peter – « Moscow and Nicaragua : two sides of Soviet policy ». *Comparative Strategy* 5 (1), 1985 : 75-91.

La politique de Moscou vis-à-vis du régime sandiniste montre une double volonté : soutenir le pouvoir de Managua sans provoquer de mesures de rétorsion américaines envers lui ou Cuba. Dans ce but, l'aide militaire est discrète – l'expérience cubaine a d'autre part montré que le soutien à ces régions périphériques de la sphère d'influence soviétique est très coûteuse – mais la récente décision de livrer du pétrole induirait à penser que Moscou a choisi la voie pragmatique du soutien économique à Managua.

2845. TOMILIN, Ju – « Predotvraščenie jadernoj opasnosti pervoočerednaja zadača (La prévention du danger nucléaire est une tâche primordiale). *MÊMO* 28 (3), mars 85 : 18-28.

L'Union soviétique a proposé un ensemble de mesures lors de la 39e session de l'Assemblée générale des Nations Unies visant à limiter les dangers de la guerre nucléaire. Elle propose également la création de zones libres dans le monde et souhaite l'interdiction des armes chimiques.

2846. TECKENBERG, Wolfgang – « Organisation und Funktion sowjetischer Soziologie. Erforschung oder Leitung der Gesellschaft ? (Organisation et fonction de la sociologie soviétique : exploration ou gestion de la société ?) *Beiträge zur Konfliktforschung* 14 (4), 4e trim. 84 : 35-58 ; tabl.

La sociologie n'est pas encore une discipline universitaire à part entière en URSS. Des recherches sociologiques sont cependant menées dans divers instituts de l'Académie des sciences et dans d'autres institutions de recherche. Trop souvent encore, elles sont faites pour le compte d'entreprises ou d'organisations du Parti.

2847. CHMIELEWSKI, Pawel – « Problemy walki zwiazku radzieckiego o pokoj i bezpiecznstwo narodow w radzieckiej historiografi lat siedemdziesatych » (Les problèmes de la lutte de l'Union soviétique pour la paix et la sécurité des nations dans l'historiographie soviétique des années 70). *Acta Universitatis Lodziensis. Politologia* 12, 1984 : 59-74.

La lutte pour la paix, la sécurité et la collaboration internationale est l'un des thèmes les plus souvent soulevés par les historiens de l'Union Soviétique. Les années 70 ont apporté une croissance des éditions consacrées à ce sujet : des livres, des brochures, des catalogues.

Problèmes sociaux et économiques

Voir aussi : n° 2666, 2726

2848. KRAWCHENKO, Bohdan – « Workers and bosses in the USSR : aspects of their relationship ». *Research in Political Economy* 7, 1984 : 269-283 ; bibliogr.

Il existe une agitation ouvrière en URSS qui est coordonnée par des syndicats illégaux et n'est pas seulement alimentée par les difficultés économiques conjoncturelles. Dans ce système socialiste qui nie les classes, il existe néanmoins un monde ouvrier atomisé, agité et où les problèmes de nationalités ne sont pas à négliger. Le gouvernement n'arrive qu'avec peine à contrôler le monde ouvrier.

2849. NECHEMIAS, Carol ; BAHRY, Donna – « The Soviet Union : consumer sector ». *Sage Yearbook in Politics and Public Policy* 13, 1984 : 101-126 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Après avoir, pendant des années, sacrifié les conditions de vie des citoyens au bénéfice de l'industrie lourde et de la défense, l'URSS a entrepris d'élever le niveau de vie du pays sur deux points en particulier : la nourriture et le logement.

2850. OFER, Gus ; WINOKUR, Aaron – « Work, and family roles of Soviet women : historical trends and cross-section analysis ». *Journal of Labor Economics* 3 (1), janv. 85 : 328-354 ; tabl. ; bibliogr.

Le niveau exceptionnellement élevé de l'emploi féminin soviétique ne s'explique pas seulement par des raisons économiques mais aussi par diverses pressions exercées par les autorités. Cependant les salaires des femmes n'augmentent pas et il n'y a pas de partage des tâches domestiques.

2851. YANITSKY, Oleg ; ZAÏONTCHKOVSKAYA, Zhanna – « L'étude des migrants ruraux dans les villes par la sociologie soviétique ». *Revue internationale des sciences sociales* 36 (3), 1984 : 497-514 ; tabl., carte.

Les migrations de ruraux vers les villes et les processus d'adaptation qui y sont liés contribuent à l'homogénéisation de la société soviétique, au développement de sa culture matérielle et intellectuelle, à la formation d'un mode de vie unique et à l'accélération du progrès social.

2852. CROSNIER, Marie-Agnès – « L'économique soviétique au ralenti ». *Le courrier des pays de l'Est* (292), fév. 85 : 39-60 ; tabl. ; bibliogr.

En URSS, les dirigeants se rallient à la nécessité d'une « réorganisation du mécanisme économique » en raison des mauvais résultats économiques de 1984 dus à la résurgence des récoltes catastrophiques, des défaillances des systèmes d'approvisionnement et de transport et du ralentissement de l'investissement, phénomènes qui compromettent la réalisation du XIe plan quinquennal. L'une des réformes essentielles proposées est d'accorder une autonomie plus grande aux entreprises.

2853. Le rôle du progrès technique

a. RAPP, Friedriech – « Soviet-Marxist philosophy of technology ». *Studies in Soviet Thought* 29 (2), fév. 85 : 139-150.
Le matérialisme historique fait du progrès technique l'un des principaux moyens pour établir la société communiste ; de ce fait, les publications soviétiques sur les enjeux technologiques et leur nouveauté sont nombreuses, même si elles insistent surtout sur les problèmes pratiques soulevés, ce qui élude le risque de « déviation » qu'entraînerait une trop forte importance donnée à l'élément intellectuel, pourtant présent dans toute recherche. Comme dans les autres pays industrialisés, les problèmes humains sont aussi pris en compte.

b. GATOVSKIJ, L. – « Êkonomičeskie voprosy uskorenija naučno-tehničeskogo progressa » (Questions économiques concernant l'accélération du progrès scientifique et technique). *Voprosy ekonomiki* 56 (2), fév. 85 : 3-14.
L'accélération du progrès technique n'est pas un phénomène conjoncturel. Elle se développe sur des bases nouvelles, suivant les besoins actuels de l'économie nationale ; elle implique à la fois l'amélioration permanente des objectifs dans le cadre du plan et l'augmentation des droits et responsabilités des entreprises.

2854. KERNEN, Beat – « The production and application of mineral fertilizer in the Soviet Union ». *Jahrbuch der Wirstschaft Osteuropas* 11 (1), 1985 : 1987-205 ; tabl., graph. ; résumé en allemand.

La rentabilité de l'agriculture soviétique est étroitement liée aux aléas de la productivité de l'industrie chimique. L'URSS possède la matière première pour fabriquer des engrais mais ne mène pas une politique de fertilisation des sols adéquate.

2855. DEBARDELEBEN, Joan T. – « Esoteric policy debate : nuclear safety issues in the Soviet Union and German Democratic Republic ». *British Journal of Political Science* 15 (22), avr. 85 : 227-253.

Malgré les informations en provenance de l'Ouest sur les dangers de l'énergie nucléaire, aucun débat public ne s'est fait jour en URSS et en RDA sur ce sujet ; depuis 1975, quelques publications scientifiques ou officielles et les médias ont abordé le sujet, mais de façon limitée et ésotérique.

2856. DRACE-FRANCIS, C.D.S. – « Irano-Soviet economic relations, 1962-83 ». *Asian Affairs (London)* 16 (1), fév. 85 : 54-68 ; bibliogr.

De 1962 à 1983, malgré la politique pro-américaine du Shah, l'Iran a été lié à l'URSS par une coopération économique axée sur trois points : assistance aux projets de développement, exportation de gaz et de pétrole iraniens vers l'URSS, développement du commerce entre les deux pays.

2857. GARBUZOV, V.F. – « Sovetskij bjudžet v rešenii strategičeskih social'no ekonomičeskih zadač zaveršajuščego goda pjabiletki » (Le budget sovié-

tique et la solution des objectifs stratégiques socio-économiques de l'année fiscale du quinquennat). *Finansy SSSR* 59 (1), janv. 85 : 3-16.

Il faut consolider les résultats acquis au cours de l'actuel plan quinquennal, persévérer sur la voie de l'intensification de la production, et la mobilisation des réserves disponibles.

Venezuela

Voir aussi : n° 2943

2858. VAN ROY, Ralph – « Undocumented migration to Venezuela ». *International Migration Review* 18 (3), aut. 84 : 541-557 ; tabl. ; bibliogr.

Grâce aux nouvelles dispositions législatives de 1980, la plupart des immigrés entré illégalement au Venezuela ont régularisé leur situation et il apparaît qu'il y en avait moins que prévu.

2859. GRAYSON, George W. – « Venezuela and the Puerto Ordaz agreement ». *Inter-American Economic Affairs* 38 (3), hiv. 84 : 49-73 ; tabl.

Un premier programme de coopération économique entre les pays d'Amérique centrale et des Caraïbes a été présenté à Puerto Ordaz en 1974. Cet accord proposé par Perez, président du Venezuela, devait permettre à 5 pays d'Amérique centrale et à Panama d'acheter du pétrole au Venezuela à un prix intéressant. Ces six pays, auxquels se sont joints la Jamaïque et la République dominicaine ont su profiter de ce programme mais malgré ses avantages, des difficultés économiques en ont empêché le succès.

II
RELATIONS INTERNATIONALES ET ETUDES COMPARATIVES

Etudes politiques

Problèmes intérieurs

2860. DAHL, Robert A. – « Polyarchy, pluralism and scale ». *Scandinavian Political Studies* 7 (4), déc. 84 : 225-240.

Les notions de polyarchie, de pluralisme et d'échelle servent à définir différents types de régimes politiques mais dans une perspective historique, en passant de la dimension de l'organisation politique de la cité et en aboutissant au niveau de l'Etat-nation.

2861. PLANTEY, Alaion – « Le terrorisme contre les droits de l'homme ». *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger* 101 (1), fév. 85 : 5-13.

L'internationalisation du terrorisme met en cause chaque Etat non seulement dans la protection de son ordre et de son appareil internes, dans le maintien des libertés et de la sûreté de ses citoyens, mais aussi dans ses relations avec les autres Etats.

2862. [Communication and information]. *Progress in Communication Sciences* 5, 1984 : 1-298 ; tabl. ; bibliogr.

Numéro consacré aux progrès des sciences et techniques de la communication qui influent sur le rôle et la philosophie de l'information. Les processus décisionnels dans la vie politique et certains types de comportements peuvent s'en trouver modifiés, comme par exemple en matière de santé, grâce aux campagnes d'information.

2863. AUBA, Jean ; LECLERCQ, Jean-Michel – « Les enseignants dans les sociétés modernes – Une même interrogation ». *Notes et études documentaires* (25), 1984 : 3-136 ; tabl. ; bibliogr.

Numéro spécial consacré au système éducatif et au rôle des enseignants dans les pays industrialisés. La situation administrative des enseignants (modalités de recrutement, obligations de service, profils de carrière) ; les caractéristiques du groupe (âge, origine, rémunération, charges de travail, garanties d'emploi, attitudes politiques et syndicales) ; les incidences des évolutions socio-économiques sur le travail des enseignants et le contenu de leur formation.

2864. PATRIZIO, Gabriele – « Della totalità alla geografia variabile ». *Politica internazionale* 13 (2), fév. 85 : 5-17.

Les théories des relations internationales ont glissé, depuis une trentaine d'années, de modèles rigides opposant deux blocs à des systèmes plus souples prenant en compte la multiplicité des forces et des acteurs. Pourtant, les deux théories récentes les mieux ancrées : l'école néoréaliste et le « world system theory » tendent encore à opposer deux pôles alors qu'il serait plus juste d'envisager plusieurs systèmes juxtaposés : les états, les nationalités et les réalités transnationales.

2865. [« Soziologie »]. *Soziale Welt* 35 (4), 1984 : 379-526 ; bibliogr.

Suite d'articles consacrés à l'utilisation des sciences sociales et de la sociologie dans la pratique sociale et la vie politique ainsi qu'à la coopération entre les milieux scientifiques et les milieux politiques.

Problèmes internationaux

2866. GONNOT, Pierre-Charles – « L'influence des capacités militaires d'action extérieure sur la situation hors d'Europe. *Défense nationale* 41, mars 85 : 43-57.

Depuis une vingtaine d'années, l'URSS et les Etats-Unis ont développé leurs capacités militaires d'action extérieure et se sont donné les moyens d'exercer sur la situation géostratégique mondiale une influence favorable à la réalisation de leurs projets politiques. En agissant de la même façon, la France, ancienne grande puissance coloniale, possède les attributs militaires indispensables à une grande puissance actuelle. Elle peut conserver une place privilégiée dans le concert des relations internationales et avoir l'initiative d'actions destinées à sauvegarder la paix et la sécurité internationales.

2867. « Die Folgen des zweiten Weltkrieges » (Les conséquences de la deuxième guerre mondiale). *Archiv des Völkerrechts* 23 (1-2), 1985 : 1-219.

Suite d'articles mettant en évidence les conséquences territoriales, politiques, juridiques mais aussi économiques de la deuxième guerre mondiale pour l'Allemagne, les puissances alliées, l'Autriche et le Japon.

2868. « Ost-West-Konflikt und Friedenssicherung » (Le conflit Est-Ouest et la défense de la paix). *Neue politische Literatur Beihefte* (1), 1985 : 1-141 ; bibliogr.

Numéro spécial consacré aux travaux de recherches historiques et politiques sur les nouvelles formes du conflit Est-Ouest compte tenu de l'évolution des stratégies de l'URSS et des Etats-Unis et de l'étroite imbrication des problèmes économiques et politiques.

2869. BARRE, Raymond – « De la modération en politique extérieure ». *Politique internationale* (27), print. 85 : 7-33 ; résumés en anglais et en espagnol.

L'ancien Premier ministre s'entretient avec Patrick Wajsman des problèmes qui marquent aujourd'hui la vie internationale ; relations Est-Ouest, nature du pouvoir soviétique, destin historique du communisme, situation au Moyen-Orient, place de l'Europe et rôle de la France dans la politique internationale.

2870. DANSET, Dorothée – « Dix sommets économiques pour un bloc ». *Recherches internationales* (15), mars 85 : 49-65 ; résumés en anglais et en espagnol.

Le bilan des dix sommets des pays les plus riches qui se sont tenus depuis 1975 montre combien ils sont révélateurs de l'économie internationale : problèmes monétaires, pétroliers et gestion concertée de la crise y sont envisagés. Toutefois, ces sommets dérivent vers des soucis géostratégiques. La volonté des pays participants de maintenir les privilèges du capital fait obstacle à la mise en œuvre de nouvelles relations internationales.

2871. L'IDS

a. GENESTE, Marc – « Le désarmement sélectif par les armes ? » *Politique internationale* (27), print. 85 : 301-311 ; résumés en anglais et en espagnol.

L'Initiative de Défense Stratégique de Reagan n'a pas eu l'écho qu'elle méritait. Il s'agit pourtant de choisir à long terme entre un système de sécurité internationale fondé sur l'équilibre de la terreur nucléaire et un autre système qui rendrait toute guerre impossible, grâce aux projets technologiques favorisant la défense qui, peuvent rendre obsolètes les armes traditionnelles.

b. CARTIGNY, Claude – « L'espace, le bouclier et l'épée ». *Recherches internationales* (15), mars 85 : 7-48 ; résumés en anglais et en espagnol.
Bien que les limites à l'utilisation militaire de l'espace aient été fixées par 3 traités, l'administration Reagan a décidé de bafouer ces traités en réactivant la défense stratégique, c'est-à-dire la défense anti-missiles. Or, la « guerre des étoiles » pourrait avoir des conséquences déstabilisatrices et dangereuses, ce qui n'est pas sans inquiéter l'URSS et les petites puissances nucléaires.

2872. La prolifération nucléaire

a. OGUS, Arnold – « La prolifération nucléaire, une partie de cache-cache ». *Défense nationale* 41, mars 85 : 113-124 ; tabl.
La prolifération nucléaire représente l'une des données du monde actuel, qu'elle se présente ouvertement ou insidieusement. Il est difficile de s'attaquer à ses causes multiples et souvent complexes mais il est possible d'envisager la meilleure manière d'en limiter les conséquences.

b. POLYSTRATU, Nicolas – « Ombre, alibi ou paravent ? » *Défense nationale* 41, mars 85 ; 29-41.
Les problèmes d'armement et de prolifération nucléaire sont devenus la préoccupation majeure des hommes du XXe siècle. Il devient vital pour « l'humanité de se penser comme une ». L'arme nucléaire oblige la communauté humaine à se poser la question de sa survie, mais elle peut être, par l'effort de pensée collectif, la chance de cette survie.

c. VELIHOV, E. ; KOKOSIN, A. – « Jadernoe oruzie i dilemmy meždunarodnoj bezopasnosti » (L'arme nucléaire et les dilemmes de la sécurité internationale). *MEMO* 28 (4), avr. 85 : 33-43.
L'accumulation d'arsenaux nucléaires est telle qu'à l'heure actuelle, les concepts de stabilité, et de limitation effective des armements changent de signification. Il n'est pas possible d'envisager la guerre nucléaire limitée comme l'assurent les stratèges occidentaux.

2873. Les négociations de Genève

a. BARNABY, Frank ; WINDASS, Stan – « Nuclear weapon developments and the Geneva talks ». *The Year Book of World Affairs* 38, 1984 : 277-294 ; tabl.
Tableau comparatif des forces nucléaires soviétiques et américaines et bilan et perspectives des négociations de Genève.

b. FAVALE, Marco – « Prospettive Est-Ovest : viste dalle radici ». *Affari esteri* 17 (65), hiv. 85 ; 13-25.
Les négociations de Genève sur les armements, dans la situation actuelle des rapports de force Est-Ouest et des positions stratégiques et politiques des super-grands, ne peuvent avoir que des résultats limités. En tous cas, il faut éviter qu'elles ne débouchent sur des décisions qui compromettraient les développements d'une défense européenne.

c. LÜBKEMEIER, Eckhard – « Rückblick und Ausblick auf Genf. Zur Wiederaufnahme der Rüstungskontrollverhandlungeng zwischen den Vereinigten Staaten und der Sowjetunion » (Bilan et perspectives sur Genève. La reprise des négociations sur le contrôle des armements entre les Etats-Unis et l'URSS). *Aus Politik und Zeitgeschichte* (14-15), 6 avr. 85 : 15-33.
Tout en relançant leur programme de recherches militaire, les Etats-Unis ont repris les négociations sur le désarmement à Genève. L'URSS rejette leur conception du réarmement défensif et du désarmement offensif. Un accord ne pourra intervenir que si les parties s'entendent sur la limite entre armes offensives et défensives.

Organisation internationale

2874. HABA, Enrique P. – « Droits de l'homme, concepts mouvants, idéologies ». *Archives de philosophie du droit* 29, 1984 : 323-339.

Les droits de l'homme sont le plus souvent exprimés à l'aide de concepts indéterminés, leurs interprètes peuvent donc utiliser les mêmes termes dans

des buts opposés. On peut cependant diviser les termes employés pour parler des droits de l'homme en trois catégories : ceux qui permettent effectivement la réalisation des droits de l'homme (dignité, etc.), ceux qui les entravent (ordre public, ordre social), et ceux qui peuvent être utilisés dans un sens ou dans un autre (bien commun).

2875. Le droit de la mer

a. DUPUY, René-Jean – « Le nouveau droit de la mer et le nouvel ordre international ». *Regards ENSPTT* (1), oct. 84 : 9-45 ; bibliogr.
Les dispositions de la convention de décembre 1982, point final de la conférence sur le droit de la mer, vont-elles dans le sens d'un nouvel ordre économique international ? Incontestablement mais cette convention n'est pas encore signée par d'importants pays (Etats-Unis, RFA, Grande-Bretagne) ce qui bloque l'application de ce nouveau droit. Débat à la suite de cet exposé.

b. VANIN, I. ; GOLUBKOV, V. – « Konvencija BON po morskomu pravu - vremja važnyh rešenij » (La Convention de l'ONU surle droit de la mer : l'heure des décisions importantes). *MEMO* (1), 1985 : 37-48 ; résumé en anglais.
La Convention de l'ONU sur le droit de la mer est un document juridique international capital pour l'utilisation des ressources de la mer dans l'intérêt de l'humanité tout entière. Un nombre croissant de pays occidentaux deviennent conscients du fait que la soumission aveugle à la politique de l'administration Reagan est contraire à leurs propres intérêts politiques et économiques.

2876. SAMUELSON, William F. – « Dividing coastal waters ». *The Journal of Conflict Resolution* 29 (1), mars 85 : 83-111 ; tabl., graph., cartes ; bibliogr.

La plupart des litiges côtiers pour la délimitation des zones économiques ont été, jusqu'à présent, réglés cas par cas, de sorte qu'il n'existe encore aucune législation générale sur la propriété maritime. Il est malgré tout possible d'établir un certain nombre de principes toujours applicables dans le partage des zones économiques.

2877. L'espace : utilisation, militarisation, droit

a. « Outer space and international law ». *Revue roumaine d'études internationales* 18 (6), déc. 84 : 511-538.
Suite d'articles sur la conquête de l'espace et ses retombées militaires et sur la nécessité de procéder à une révision du droit de l'espace qui en interdise la militarisation.

b. GORBIEL, Andrzej – « Zakres pojecia i podmiotowosci miedzynarodowego prawa kosmicznego » (L'étendue du concept et la subjectivité du droit international cosmique). *Acta Universitas Lodziensis. Politologia* 12, 1984 : 165-179.
Les normes juridiques concernant les activités spatiales des Etats sont très complexes. Le terme « droit cosmique » est la dénomination la plus précise. Les sujets du droit cosmique international ne peuvent être que les États et les organisations internationales.

c. WELCK, Stephan von – « Weltraumnutzung als politisches Konfliktpotential » (L'utilisation de l'espace : une source de conflit politique). *Europa Archiv* 39 (24), 25 déc. 84 : 729-740.
Le développement des utilisations civiles et militaires de l'espace risque de susciter ou d'attiser les conflits politiques entre l'Est et l'Ouest et entre pays riches et pays pauvres. Des tentatives pour contrôler ces utilisations ont lieu depuis quelques années au niveau international, aussi bien dans le cadre des SALT que dans celui de l'Union internationale des télécommunications.

d. BOCKSTIEGEL, Karl-Heing – « Proposed draft convention on the settlement of space law disputes ». *Journal of Space Law* 12 (2), aut. 84 : 136-162.
Lors de sa 60e Conférence, en août-septembre 1982, l'Association pour le droit international a mis au point un projet d'accord pour la solution pacifique des différends en droit aérien. Ce projet s'inspire étroitement d'un accord analogue au droit de la mer (1982-83) et de la Convention européenne pour la solution pacifique des différends de 1957.

2878. « Comparative resource allocation : politics, performance and policy priorities ». *Sage Yearbook in Politics and Public Policy* 13, 1984 : 7-247 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Numéro spécial consacré à une comparaison de la redistribution de ressources par l'Etat dans le monde. Voir notamment : NECHEMIAS, Carol ; BAHRY, Donna : (n° 2848) ; DIXON John : (n° 2598) ; ROTSCHILD, Donald : (n° 2926) ; MONTGOMERY John D. : (n° 2918).

2879. TUDYKA, Kurt P. – « Unions and employers' associations ». *International Yearbook of Organizational Democracy for the Study of Participation, Co-operation and Power* 2, 1984 : 137-151.

La création et l'évolution des confédérations syndicales internationales et des associations patronales internationales.

2880. NEALE, Margaret A. ; BAZERMAN, Max H. – « Perspectives for understanding negociation : viewing negociation as a judgmental process ». *The Journal of Conflict Resolution* 29 (1), mars 85 : 33-53 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Les processus de négociations dans les relations du travail font l'objet de différentes approches qui n'expliquent pas toujours les raisons profondes d'échec éventuels. Pour combler cette lacune, il faut envisager la négociation comme un processus décisionnel.

2881. SCHARPF, Fritz W. – « Beschäftigungspolitische Strategien in der Krise » (Les stratégies de politique de l'emploi dans la crise). *Leviathan* 13 (1), 1985 : 1-22.

Le problème de l'emploi s'aggrave dans les pays de l'OCDE, incapables de mettre au point une stratégie de l'emploi adaptée à la crise économique généralisée. Une analyse des priorités dans la politique économique des principaux membres de l'OCDE met en évidence l'impossibilité de retour au plein emploi dans le cadre des structures et relations économiques existantes. Il ne reste plus qu'à redéfinir une nouvelle politique de redistribution des revenus.

2882. « Trends in women's work, education and family building. Proceedings of the conference, Chelwood Gate, Sussex, England May 31 - June 3, 1983 ». *Journal of Labor Economics* 3 (1), janv. 85 : 396 p. ; tabl., graph. ; bibliogr.

Numéro spécial. La participation féminine accrue au marché du travail des pays industrialisés entre 1960 et 1980 s'explique par l'augmentation des salaires réels et de l'éducation bien que l'élasticité des réponses à ces phénomènes varie selon les pays. Voir notamment : O'NEILL, June : (n° 2656) ; JOSHI, Healter E. et al. : (n° 2750) ; RIBOUD, Michelle : (n° 2705) ; IGLESIAS, Feliciano Hernandez ; RIBOUD, Michelle : (n° 2623) ; FRANZ, Wolfgang : (n° 2547) ; COLOMBINO, Ugo ; DE STAVOLA, Bianca : (n° 2810) ; GREGORY, R.G. et al. (n° 2561) ; BENPORATH, Yoram ; GRONAU, Rueten : (n° 2798) ; OFER, Gus ; WINOKUR, Aron : (n° 2850) ; CAIN, Glen G. : (n° 2656).

2883. MARSHALL, Adriano – « Les travailleurs immigrés et le marché du travail : une analyse comparative ». *Revue internationale des sciences sociales* 36 (3), 1984 : 531-549 ; tabl.

L'immigration favorise la croissance et la demande de main-d'œuvre étrangère, contribuant ainsi à la survivance de techniques de production dépassées dans des secteurs d'activité sensibles au facteur travail.

2884. Les problèmes démographiques

a. « Miti e realta della questione demografica ». *Politica internazionale* 13 (2), fév. 85 : 65-124 ; bibliogr.
Suite d'articles consacrés aux problèmes de population et de développement, à l'occasion de la 2e conférence internationale sur la population qui a eu lieu à Mexico en 1984. Voir : GOLINI, Antonio : « Convergenza di abiettivi alla Conferenza mondiale sulle popolazione » ; CHASTELAND, Jean-Pierre : « Le

politiche della popolazione nei paesi in via di sviluppo » ; BAIROCH, Paul : « L'explosione urbana nel Terzo mondo ».

b. « Démographie : le pire n'est pas sûr ». *Projet* (192), avr. 85 : 7-67 ; tabl., graph.
Suite d'articles montrant l'enjeu politique qu'est devenue la démographie : dans les pays développés, la dénatalité, avec ses conséquences sociales, militaires et culturelles, inquiète alors que les pays du Tiers-Monde mettent en œuvre des politiques de limitation des naissances.

c. Démography : development, theory and policy ». *Comparative Sociale Research* 7, 1984 : 3-472 ; tabl., graph. ; bibliogr.
Numéro consacré aux différents aspects de la mobilité démographique et aux politiques démographiques. Des recherches sur la fertilité et les migrations mettent en évidence certains éléments explicatifs du développement et de la dépendance dans le Tiers-Monde ainsi que le contexte institutionnel et social des changements démographiques dans les pays industrialisés. Voir notamment : CUTRIGHT, Philip ; ADAMS, Richard : (n° 2947) ; SCHOEN, Robert ; BAJ, John : (n° 2961) ; CHAHNAZARIAN, Anouch : (n° 2821) ; SINGLE MANN, Joachim : (n° 2915) ; DASHEFSKY, Arnold et al. : (n° 2659).

2885. « La migration ». *Revue internationale des sciences sociales* 36 (3), 1984 : 433-568 ; tabl., cartes.

Numéro spécial consacré aux tendances mondiales des migrations internationales, aux flux régionaux et nationaux et à l'adaptation des migrants. Voir notamment : ADEPOJU, Aderanti : (n° 2929) ; MUILLOCASTANO, Gabriel : (n° 2603) ; YANITSKY, Olig ; ZAÏONTCHKOVSKAYA, Zhanna : (n° 2851) ; GÖPALL Altar : (n° 2963) ; MARSHALL, Adriana : (n° 2883).

2886. « Irregular migration : an international perspective ». *International Migration Review* 18 (3), aut. 84 : 409-873 ; tabl. ; bibliogr.

Numéro spécial consacré à la situation de la population immigrée illégalement dans le monde, à la législation qui lui est appliquée et à sa fonction économique, sociale et culturelle spécifique. Voir notamment : VILLAR, Jean-Manuel : (n° 2558) ; BEAN, Franck et al. : (n° 2658) ; GRAMUCK, Sherri : (n° 2658) ; COUPER, Kristin ; SANTAMARIA, Ulysses : (n° 2752) ; ROBINSON, W.G. : (n° 2584) ; VAN ROY, Ralph : (n° 2858) ; « The employment marker and immigrants in an irregular situation : lessons from the recent legalization exercice in France » : (n° 2711) ; ADEPOJU, Aderanti : (n° 2831).

2887. SHACKNOVE, Andrew E. – « Who is a refugee ? » *Ethics* 95 (2), janv. 85 : 274-284.

Bien que le concept de réfugié semble clair – personne ayant franchi une frontière par crainte de persécution –, il donne lieu à des interprétations variées et reste à définir concrètement. A partir des définitions élaborées par l'ONU, qui privilégie la notion de persécution, et l'OUA, qui introduit l'agression extérieure comme source de celle-ci, trois critères permettent d'attribuer le statut de réfugié : la privation des droits fondamentaux, l'impossibilité d'avoir recours au gouvernement national, l'accès aux organisations d'assistance internationales.

Etudes économiques

Problèmes intérieurs

2888. ŠAPIRO, A.I. – « Protivorečija meždunarodnogo gosudarstvenno-monopolističeskogo regulirovanija ēkonomiki » (Les contradictions de la régulation monopoliste internationale d'Etat de l'économie). *SŠA* (3), mars 85 : 28-39.

Les contradictions interimpérialistes, anciennes ou nouvelles, économiques ou politiques, restent l'une des principales lois du développement capitaliste. Les tentatives de l'impérialisme américain de créer un centre dirigeant transnational des processus économiques sont, de ce fait, vouées à l'échec.

2889. KOBRIN, Stephen J. – « Diffusion as an explanation of oil nationalization : or the domino effect rides again ». *The Journal of Conflict Resolution* 29 (1), mars 85 : 3-32 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Les nationalisations de compagnies pétrolières ont eu un effet de « démonstration » révélateur du rapport de forces entre les pays hôtes et les compagnies pétrolières. L'étude des nationalisations effectuées en Afrique du Nord en 1971 montre toutefois que les structures économiques n'ont pas été affectées par les sanctions des pays industrialisés. Ceci n'était pas le cas en 1951 en Iran.

2890. LEVIN, Sharon G. – « Mergers and corporate control ». *Rivista internazionale di scienze economiche e commerciali* 31 (10-11), nov. 84 : 1023-1090 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en italien.

La relation entre type de contrôle des grandes entreprises (d'après Katz : par une institution financière, par des gestionnaires ou par des propriétaires) et caractéristiques des fusions ou absorptions repose sur différents éléments qui peuvent être résumés en distinguant les motivations sous-jacentes à chaque type de contrôle. Différents tests réalisés sur la base de données concernant 111 grandes sociétés ne permettent pas de conclure à l'existence d'une telle relation.

2891. « International perspectives on organizational democracy ». *International Yearbook of Organizational Democracy for the Study of Participation, Co-operation and Power* 2, 1984 : 1-590.

Numéro consacré à la participation dans l'entreprise, dans le monde. Voir notamment : PIPKORN, Jörn : (n° 2972) ; NEGANDHI, Anant : (n° 2894) ; BEYME, Klaus von : (n° 2893) ; TUDYKA, Kurt P. : (n° 2879) ; THORSRUD, Einar : (n° 2989) ; STREECK, Wolfgang : (n° 2552) ; McCLINTOCK, Cynthia et al. : (n° 2590) ; LANSBURY, Russel ; PRIDEAUY, Geoffrey : (n° 2563).

2892. RYBCZYNSKI, Tad M. – « Industrial finance system in Europe, US and Japan ». *Journal of Economic Behavior and Organization* 5 (4), déc. 84 : 275-286 ; bibliogr.

Le financement externe des entreprises aux Etats-Unis, en Europe et au Japon présente des différences notables selon les pays. Ces différences peuvent être éclairées par la mise en évidence et une tentative d'explication des spécificité globales des systèmes financiers nationaux. L'évolution de ces systèmes peut enfin être étudiée dans une perspective schumpétérienne en évaluant leur aptitude à assurer une réallocation des ressources efficace, favorisant l'innovation et la croissance.

2893. BEYME, Klaus von – « Unions and multinational companies ». *International Yearbook of Organizational Democracy for the Study of Participation, Co-operation and Power* 2, 1984 : 115-135 ; tabl. ; bibliogr.

L'attitude des syndicats des pays industrialisés face aux entreprises multinationales.

2894. NEGANDHI, Anant – « Interaction between multinational corporations and host countries : power, conflict and democratization in decision making ». *International Yearbook of Organizational Democracy for the Study of Participation, Co-operation and Power* 2, 1984 : 87-113 ; tabl.

Selon une enquête portant sur 124 entreprises multinationales opérant dans six pays en développement (Brésil, Inde, Malaisie, Pérou, Singapour et Thaïlande) et 120 entreprises multinationales opérant dans sept pays industrialisés : Japon, Belgique, France, RFA, Grande-Bretagne et Etats-Unis), les processus de rationalisation propres aux entreprises multinationales conduisent en général à une centralisation des processus de décision et des tensions avec les syndicats des pays où elles opèrent.

2895. « Les futurs alimentaires et énergétiques des biotechnologies ». *Economies et sociétés* 18 (9), sept. 84 : 3-355.

Numéro spécial consacré aux conditions et aux chances de développement des biotechniques dans la production agricole et industrielle : prospective

technologique et conflits d'intérêts que l'irruption de ces techniques nouvelles provoque par des remises en cause des systèmes productifs nationaux et de leurs interrelations.

2896. « Les régions de tradition industrielle et leur conversion ». *Revue d'économie régionale et urbaine* (4), 1984 : 599-666 ; tabl., graph. ; résumé en anglais.

Suite d'articles consacrés aux difficultés des régions de tradition industrielle en Europe occidentale et aux Etats-Unis et aux voies de leur redressement. Voir notamment : L'exemple de la région Nord-Pas-de-Calais.

2897. « Localisation et transports ». *Revue économique* 36 (1), janv. 85 : 5-223 ; graph. ; bibliogr. ; résumés en anglais.

Numéro spécial constitué de certaines communications émises lors d'un colloque organisé sur le thème « Modèles économiques de la localisation et des transports ». La recherche théorique en économie spatiale (économie des transports, économie urbaine et économie de la localisation) est un cadre précieux de réflexion pour les décisions et les choix en matière d'infrastructures.

2898. KOLM, Serge-Christophe – « Pétrole : le tentacule caché ». *Review. A Journal of the Fernand Braudel Center for the Study of Economies, Historical Systems and Civilizations* 7 (3), hiv. 85 : 319-334 ; résumé en anglais.

Ce sont les politiques déflationnistes des pays industrialisés et non la hausse du prix du pétrole qui ont provoqué la crise économioque de 1974. La baisse des prix du pétrole en 1983 a été voulue par les oligopoles des grandes compagnies pétrolières occidentales.

2899. BEHN, Robert D. – « Cutback budgeting ». *Journal of Policy Analysis and Management* 4 (2), hiv. 85 : 155-177.

Les négociations pour effectuer des réductions budgétaires diffèrent beaucoup des négociations budgétaires en période de croissance. Il existe néanmoins un certain nombre de procédures facilitant les réductions de budget, même si les conflits sont souvent inévitables.

2900. TARSCHYS, Daniel – « Good cuts, bad cuts : the need for expenditure analysis in decremental budgeting ». *Scandinavian Political Studies* 7 (4), déc. 84 : 241-259 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Quatre types de politiques d'austérité sont proposées pour freiner la hausse budgétaire, leurs effets sont analysés sur l'économie, tant dans le secteur de l'emploi que dans celui de la santé et dans le domaine des échanges extérieurs.

2901. GUESS, Georges ; KOFORD, Kenneth – « Inflation, recession and the federal budget deficit (or blaming economic problems on a statistical mirage) ». *Policy Sciences* 17 (4), déc. 84 : 385-402 ; tabl. ; bibliogr.

Le modèle de Granger sert à déterminer les liens existants entre le déficit budgétaire et l'inflation, l'évolution du PNB et celle des investissements privés dans les principaux pays de l'OCDE entre 1949 et 1981. Ce n'est pas le déficit qui est la cause de l'inflation mais l'inflation et la récession qui sont à l'origine du déficit budgétaire.

2902. GAVIN, Brigid – « A GATT for international banking ? » *Journal of World Trade Law* 19 (2), avr. 85 : 121-135 ; tabl., graph.

Il serait envisageable de réglementer les activités bancaires internationales comme on le fait pour le commerce international dans le cadre du GATT. Un recensement de ces activités et une analyse de l'expérience des banques étrangères dans les pays de l'OCDE mettent en évidence les possibilités offertes par une éventuelle réglementation.

2903. « Bank market studies : a review and evaluation ». *Journal of Money, Credit and Banking* 16 (4), nov. 84 : 571-712.

Suite d'articles consacrés à l'analyse de l'activité bancaire. Recensement et évaluation des principaux travaux réalisés jusqu'à présent, mise en évidence des champs d'investigation laissés ouverts à leur suite. Trois grandes orientations de recherche sont distinguées : l'analyse et la modélisation de la

gestion des banques et de ses conditions, celles des relations entre structures de marché et conditions d'activité, et enfin l'étude des opérations internationales.

2904. « The world is their oyster. International investment banking. A survey ». *The Economist* 294 (7385), 16 mars 85 : 84 p., tabl., graph.

Suite d'articles consacrés aux banques d'affaires confrontées à une compétition internationale de plus en plus grande. Le marché est entre les mains d'un petit nombre de très grandes banques qui ont tous les atouts pour réussir. Exposées à une forte concurrence, les autres banques d'affaires essaient de trouver une spécialité. Elles doivent développer leur esprit d'entreprise et leur imagination si elles veulent conserver une place sur le marché.

Problèmes internationaux

2905. PARTSCH, Karl-Josef – « The final act of Helsinki and non-discrimination in international economic relations ». *Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht* 45 (1), 1985 : 1-24.

Une analyse de l'Acte final d'Helsinki montre que le terme de non-discrimination n'apparaît pas en liaison avec les relations économiques et le développement du commerce international. L'extension de la clause de la nation la plus favorisée, n'est envisagée que comme une « possibilité ». L'« égalité » est entendue dans un sens juridique et l'ensemble des principes concernant la coopération économique laissent l'Etat maître de toutes ses initiatives.

2906. BENZ, Steven F. – « Trade liberalization and the global service economy ». *Journal of World Trade Law* 19 (2), avr. 85 : 95-120.

Analyse des problèmes actuels du commerce international des services et des moyens de promotion, à travers le GATT, d'une politique de libéralisation des échanges dans ce secteur.

2907. POULAIN, Michèle – « La clause compromissoire et l'arbitrage socialiste dans le commerce Est-Ouest ». *Le courrier des pays de l'Est* (292), févr. 85 : 60-81 ; tabl.

Les difficultés issues de l'exécution des contrats signés avec les pays de l'Est se cristallisent sur certaines questions : défectuosité des conditions de stockage, retard dans la fourniture de matériel... Les problèmes se règlent souvent à l'amiable mais l'arbitrage par la chambre de commerce internationale ou les cours est-européennes pour le commerce extérieur existent d'où l'importance de la rédaction de la clause compromissoire lors de la signature du contrat. Présentation des diverses formes d'arbitrage.

2908. CARREAU, Dominique – « Le rééchelonnement de la dette extérieure des Etats ». *Journal du droit international* 112 (1), mars 85 : 5-48.

Les opérations de rééchelonnement passées ont montré que toutes les dettes d'un Etat ne faisaient pas l'objet d'un réaménagement : les dettes à l'égard des organisations intergouvernementales, à très court terme, commerciales et obligatoires ont dans la pratique été exclues. Les opérations connaissent une distinction essentielle en fonction de la qualité des créanciers selon qu'il s'agit d'Etats ou de personnes privées, en fait les banques commerciales. Il en résulte ainsi une double négociation : entre Etats pour les dettes publiques (les réaménagements s'étant déroulés pour l'essentiel sous les auspices du Club de Paris), avec les banques pour les dettes privées.

Produits et marchés

2909. BIRD, P.J.W.N. – « Commodities as a hedge against inflation ». *Applied Economics* 16 (6), déc. 84 : 855-867 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Sur la période 1959-1980, par rapport à d'autres actifs, les matières premières – négociées sur les marchés de Londres – paraissent avoir offert une protection

contre l'inflation d'une efficacité moyenne. Parmi les matières premières, l'étain semble avoir constitué la meilleure réserve de valeur.

2910. L'industrie automobile

a. « L'internationalisation de l'industrie automobile ». *Cahiers IREP-développement* (6), 1984 : 114 p. ; tabl.
Numéro spécial consacré aux mutations que traverse actuellement l'industrie automobile, analysées par le groupe d'études et de recherches permanent sur l'industrie et les salariés de l'automobile. Depuis les années 1960-1970 on assiste à un mouvement d'internationalisation de la production automobile. De nombreux programmes ont été réalisés mais tous n'ont pas toujours atteints leur but. Les exemples du Maroc, de la Tunisie, du Japon et de la France permettent de montrer le degré d'internationalisation de l'industrie automobile dans ces pays.

b. « Another turn of the wheel. A survey of the world's motor industry ». *The Economist* 294 (7383), 2 mars 85 : 18 p. ; graph.
Suite d'articles consacrés à la compétition dans l'industrie automobile au niveau international. Les marchés des principaux pays producteurs (Etats-Unis, Japon et Europe) ne suffisent pas à absorber toute la production. Les principales firmes essaient donc de trouver de débouchés dans les pays en voie de développement.

Développement et assistance internationale

Voir aussi : n° 2979

2911. « Une bête à abattre : le tiers-mondisme ». *Le monde diplomatique* 32 (374), mai 85 : 1 et 13-35.

Les attaques se font particulièrement virulentes contre de prétendus « tiers-mondistes » dont les thèses seraient responsables du sous-développement, des violations des droits de l'homme, etc... En fait derrière cette idéologie, se profile la concurrence industrielle et commerciale entre les Etats-Unis, l'Europe et les pays du Tiers-Monde.

2912. BHANSALI, Krish – « Cultural decolonization through the new international information order ». *Punjab Journal of Politics* 8 (2), déc. 84 : 1-22.

Le nouvel ordre international de l'information devra achever la décolonisation culturelle en l'absence de laquelle les pays du Tiers-Monde ne seront jamais totalement indépendants. Le Tiers-Monde doit avoir ses propres agences de presse.

2913. KARP, Aaron – « Ballistic missiles in the Third World ». *International Security* 9 (3), hiv. 85 : 166-195 ; tabl.

Parmi les pays du Tiers-Monde, l'Inde a déjà effectué une expérience nucléaire tandis que certains autres poursuivent leurs recherches ou sont sur le point de produire des armes nucléaires. Le jour où ces pays possèderont des missiles ballistiques porteurs d'armes nucléaires, la situation internationale deviendra très grave car l'équilibre de la terreur sera devenu bien plus menaçant qu'à présent.

2914. L'enseignement

a. « Education et développement. Problématique, coût, financement, cultures ». *Mondes en développement* 12 (46), 1984 : 3-205 ; tabl., graph. ; résumés en français, en anglais et en espagnol.
Numéro spécial consacré à l'évolution des rapports entre éducation et développement, au financement, aux coûts et à l'organisation de l'éducation dans les PVD et aux rapports entre culture et développement. Voir notamment : ENGELBORGHS-BERTELS, Marthe : (n° 2596) ; URQUIDI, Victor : (n° 2939).

b. ZACHARIAH, Mathew – « Lumps of clay and growing plants : dominant metaphors of the role of education in the Third World, 1950-1980 ». *Comparative Education Review* 29 (1), fév. 85 : 1-21.
La politique de l'enseignement a joué un rôle variable dans l'ensemble du processus politique dans les pays du Tiers-Monde devenus indépendants. La

bureaucratisation et la perte de l'autonomie des établissements sont deux maux dont souffrent la plupart des systèmes scolaires et universitaires du Tiers-Monde.

2915. SINGLEMANN, Joachim – « Migration and the growth of metropolitan areas of the Third World ». *Comparative Social Research* 7, 1984 : 315-335 ; tabl. ; bibliogr.

Le phénomène de croissance urbaine dans les zones métropolitaines du Tiers-Monde est beaucoup plus important que pour les autres régions urbaines. En outre, dans les régions métropolitaines, l'on assiste à une croissance continue, alors que dans les autres zones urbaines, la fréquence et le sens des migrations varient. Pour freiner la croissance des zones métropolitaines, il ne faut pas interdire leur accès, mais accroître l'attrait des autres villes et créer des emplois dans les campagnes.

2916. KUNZMANN, Klaus R. ; DERICIOGLU, K. Taylor – « Environmental education and training in developing countries : a report ». *Third World Planning Review* 7 (1), fév. 85 : 61-72.

Les projets de développement doivent respecter l'environnement et toute éducation des responsables de tels projets doit attirer l'attention sur la sauvegarde de l'environnement. Analyse des travaux des institutions internationales et européennes concernées par l'éducation pour la sauvegarde de l'environnement. Voir à la suite : pp. 73-78, MASER, Ian : « The transfer or development experience : a review ».

2917. VAN DIJK, Pieter – « The right to development and human rights. A matter of equality and priority ». *Israel Yearbook on Human Rights* (14), 1984 : 221-248.

Une législation précise sur le droit au développement aurait l'avantage de donner une dimension juridique aux problèmes économiques sociaux, culturels et politiques, d'insister sur le lien entre développement et droits de l'homme, de déterminer ce qui relève des relations internationales ou du droit de chaque Etat.

2918. MONTGOMERY, John D. – « Inferences from Third World experience : public participation and water allocation ». *Sage Yearbook on Politics and Public Policy* 13, 1984 : 213-236 ; tabl. ; bibliogr.

Dans le Tiers-Monde, la gestion des ressources en eau, et plus particulièrement de l'irrigation gagne à être faite avec la participation de tous les agriculteurs intéressés.

2919. RAMCHARAN, B.G. – « Equality and discrimination in international economic law (XII) : the proposed global system of trade preferences among developing countries ». *The Yearbook of World Affairs* 38, 1984 : 199-215.

Un nouveau régime de préférences commerciales est un cours d'élaboration : le système global des préférences commerciales entre les pays en développement ; il s'agit d'un « sous-système » du GATT et du schéma généralisé des préférences commerciales. Ce nouveau système, fondé sur les principes de solidarité et d'aide mutuelle, devait permettre de remédier en partie aux inégalités dont sont victimes les pays en développement.

2920. EWING, A.F. – « Why freer trade in services is in the interest of developing countries ». *Journal of World Trade Law* 19 (2), avr. 85 : 147-169.

Les pays en voie de développement gagneraient à ce que le commerce international des services soit libéralisés, comme le propose le Brésil, pour l'informatique en particulier. Le CNUCED a réalisé une étude soulignant la contribution des services au développement et avec le Canada et les Etats-Unis préconise une relance des négociations dans ce domaine.

2921. BROOKINS, Oscar T. – « Monetary studies of less-developed economies : a review and survey ». *Rivista internazionale di scienze economiche e commerciali* 31 (10-11), nov. 84 : 1121-1133 ; résumé en italien.

Une analyse en profondeur des phénomènes monétaires dans les pays en voie de développement peut être riche d'enseignements. C'est ce qu'atteste un bref survol des travaux menés dans cette direction, surtout consacrés à l'estimation des fonctions de demande de monnaie. Adekunle a mis en évidence la spécificité de la demande de monnaie dans les P.V.D. Wallich a évalué l'impact des variables monétaires sur le taux de croissance du revenu national.

Etudes régionales

Afrique

2922. HEBGA-BADA, Hegba – « Mimétisme et développement ou de la nécessité d'un tribalisme éclairé en Afrique noire ». *Présence africaine* (131), 3e trim. 84 : 115-143.

La critique adressée par les Occidentaux au tribalisme africain ne se justifie guère ; au contraire, les Africains devraient se ressourcer à leurs traditions pour élaborer un mode de développement qui leur soit propre.

2923. ADAMOLEKUN, Lapido ; LALEYE, O.M. – « L'impact du modèle administratif britannique en Afrique de l'Ouest » *Cahiers africains d'administration publique* (23), 1984 : 29-38 ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Le système administratif britannique n'a pas été intégralement transplanté en Afrique occidentale, de nombreux autres facteurs ont déterminé la structure de l'administration publique des ex-colonies britanniques. Un système administratif typiquement africain est en train de naître.

2924. SLINN, P.E. – « The South African development co-ordination Conference ». *The Year Book of World Affairs* 38, 1984 : 183-197.

La Conférence de coordination du développement sud-africain qui s'est ouverte à Arusha, en Tanzanie, en juillet 1979, réunit l'Angola, le Botswana, le Lesotho, le Malawi, le Mozambique, le Swaziland, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbawe. Après dix ans d'activité, le bilan des efforts de coopération est plutôt positif, en particulier dans le domaine de l'énergie et du commerce extérieur.

2925. EL OUALI, Abdelhamid – « L'uti possidetis » ou le non sens du « principe de base » de l'OUA pour le règlement des différends territoriaux ». *Le mois en Afrique* (227-228), janv. 85 : 3-19.

Le principe de « l'uti possidetis » auquel se réfère l'OUA en matière de litiges frontaliers est un non sens juridique et fondamentalement ambigu puisqu'il peut renvoyer à des limites définies par le droit ou par la force. En outre la pratique du droit international enseigne que ce principe n'est consacré ni directement ni même indirectement.

2926. ROTHCHILD, Donald – « Middle Africa : hegemonial exchange and resource allocation ». *Sage Yearbook on Politics and Public Policy* 13, 1984 : 151-180 ; tabl. ; bibliogr.

Dans la situation de pénurie qui est celle des pays africains, la distribution de ressources par l'Etat est une source de conflits entre celui-ci et les groupes ethniques qui le constituent ; aussi cette répartition doit-elle suivre une règle très stricte de proportionnalité entre tribus.

2927. « Aspects du syndicalisme en Afrique ». *Présence africaine* (131), 3e trim. 84 : 3-34 ; bibliogr.

Trois articles. Les syndicats africains ont joué un rôle important dans la lutte pour l'indépendance. Par la suite, alors que la Haute-Volta maintient un pluralisme syndical, la plupart des autres pays connaissent un syndicalisme unifié intégré au parti unique.

2928. GOULD, W.T.S. – « International migration of skilled labour within Africa : a bibliographical review ». *International Migration* 23 (1), mars 85 : 5-27 ; bibliogr. ; résumés en espagnol et en français.

Il existe aujourd'hui en Afrique une migration de main-d'œuvre qualifiée à l'intérieur de l'Afrique pour plusieurs raisons : diminution des possibilités de migration qualifiée à l'étranger, différenciation économique croissante au sein de l'Afrique, disparité entre l'offre et la demande de main-d'œuvre qualifiée. Peu d'études systématiques existent sur ce sujet.

2929. ADEPOJU, Aderanti – « Les relations entre migrationis internes et migrations internationales : le cas de l'Afrique ». *Revue internationale des sciences sociales* 36 (3), 1984 : 467-480.

Dans les pays africains, les immigrants, nationaux ou étrangers, se font concurrence pour les rares emplois salariés disponibles. Il est indispensable que tous les pays traditionnellement fournisseurs de main d'œuvre appliquent une stratégie de développement axée sur l'emploi.

2930. « L'organisation régionale du Maghreb ». *Bulletin de l'Association de géographes français* 62 (1), avr. 85 : 1-56 ; tabl., cartes ; bibliogr.

Suite d'articles consacrés à l'analyse régionale de l'Algérie et du Maroc. En deux décennies, les espaces algérien et marocain ont été profondément transformés, entraînant de sensibles modifications dans la distribution géographique des populations. L'impact du remodelage agraire, l'urbanisation, l'industrialisation, les nouveaux découpages administratifs en Algérie, permettent de définir de nouveaux ensembles régionaux.

2931. KODJO, Edem – « La dimension sociale du développement en Afrique ». *Futuribles* (86), mars 85 : 65-79 ; tabl.

Après l'échec des stratégies internationales de développement fondées sur un modèle universel, la stratégie de Monrovia pour un développement endogène et autocentré du continent africain donne une dimension sociale au Plan d'action de Lagos adopté lors du sommet économique de l'OUA en mai 1980 : lutter contre la pauvreté consiste à assurer aux populations le travail leur permettant de mener des activités productives destinées à améliorer leur existence et leur espace géographique.

2932. SENGHOR, Jeggan C. – « Administrative reform for planning and plan implementation in Africa : requirements for the 1980's ». *Cahiers africains d'administration publique* (23), 1984 : 13-25 ; résumé en français.

Le processus de planification utilisé dans certains pays africains freine l'exécution des plans et attire l'attention sur l'urgence des réformes administratives et de la réorganisation de la fonction publique. Les expériences nationales de réformes administrative et de planification n'ont pas résolu les problèmes existants.

Amérique

Voir aussi : n° 2859

2933. DIX, Robert H. – « Incumbency and electoral turnover in Latin America ». *Journal of Interamerican Studies and World Affairs* 26 (4), nov. 84 : 435-448 ; tabl. ; bibliogr.

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, les retournements électoraux, c'est-à-dire la défaite des présidents en exercice lors d'élections libres dans certains pays d'Amérique latine, ont été la règle. Ce qui montre la faiblesse du pouvoir présidentiel (en dépit des apparences) et l'émergence de classes sociales davantage mobilisées sur le plan politique et donc plus revendicatrices.

2934. « Muslims in Latin America : a survey ». *Journal-Institute of Muslim Minority Affairs* 5 (2), juil. 84 : 456-467 ; tabl. ; bibliogr.

Deux articles sur la population musulmane d'Amérique latine originaire d'Afrique, d'Europe et d'Asie. Dans certains pays comme le Brésil, les musulmans ont été complètement assimilés, tandis que dans d'autres, comme

la Guyane, le Surinam et les Caraïbes, les musulmans ont préservé leur propre identité, mais aucune organisation purement religieuse n'existe pour l'Amérique latine.

2935. « Les gauches d'Amérique latine : histoires et horizons ». *Amérique latine* (21), mars 85 : 27-90.

Suite d'articles sur la diversité des gauches en Amérique latine : leur sources et leurs pratiques, les révolutions réussies et les échecs multiples. Voir notamment : SIDICARDO, Ricardo : (n° 2936) ; HECTOR, Cary : (n° 2824).

2936. SIDICARDO, Ricardo : « Transformation et diversité des gauches latino-américaines ». *Amérique latine* (21), mars 85 : 45-55.

De 1945 à aujourd'hui, les gauches d'Amérique latine ont connu une évolution complexe et remplie de ruptures et de renaissances. Trois étapes : la première, jusqu'à la fin des années 50 est celle de l'apogée puis du déclin de partis communistes, la seconde, jusqu'au début des années 70, marquée par la révolution cubaine est celle de la radicalisation des idéologies et des pratiques des partis ; la dernière est celle de la diversification des projets et de leurs réalisations.

2937. « Symposium : Latin American culture in the sixties ». *Bulletin of Latin American Research* 3 (2), 1984 : 47-115.

Suite d'articles consacrés à la culture latino-américaine dans les années soixante et à ses différents modes d'expression : littérature, cinéma, chanson.

2938. « Cambios en la estructura social ». *Pensamiento ibero-americano* (6), déc. 84 : -236.

Numéro consacré à l'analyse des mutations sociales intervenues en Amérique latine depuis les années cinquante, évaluées en fonction des changements économiques et politiques qu'exige la solution de la crise des modèles de développement aujourd'hui en vigueur dans la région.

2939. URQUIDI, Victor – « Problèmes fondamentaux des perspectives de développement en Amérique latine ». *Mondes en développement* 12 (46), 1984 : 163-189 ; résumé en anglais et en espagnol.

En Amérique latine, les grands problèmes de développement n'ont pas été résolus. Il est indispensable de définir de nouvelles politiques économiques et sociales pour faire face à des nouveaux problèmes structurels nationaux et internationaux.

2940. Les facteurs de la crise économique

a. McEWAN, Arthur – « The current crisis in Latin America and the international economy ». *Monthly Review* 36 (9), fév. 85 : 1-18.
La crise économique en Amérique latine fait partie de la crise internationale qui frappe simultanément le centre et la périphérie du monde capitaliste. Ainsi, la « crise de l'endettement » des pays latino-américains est une crise qui n'affecte pas uniquement les finances, mais qui agit négativement sur la production et sur l'emploi.

b. FLESHSIG, Steffen – « Neokonservative Wirtschaftstheorie und – praxis im Südkegel Lateinamerikas » (La théorie économique néo-conservatrice et la pratique dans l'hémisphère latino-américain du Sud). *Wirtschaftswissenschaft* 33 (2), fév. 85 : 204-221 ; résumés en russe et anglais.
Le système économique capitaliste qui domine dans la partie méridionale de l'Amérique latione ne crée que chômage et inflation et ne profite qu'à une minorité comme le montre l'exemple du Chili. Le capital étranger exploite à outrance ces pays.

2941. MELLER, Patrício – « Remuneração e emprego das filiais manufatureiras norte-americanas na América latina ». *Revista brasileira de economica* 38 (3), sept. 84 : 253-274 ; tabl. ; bibliogr.

La présence des filiales des entreprises des Etats-Unis n'entraîne aucun changement significatif dans les niveaux de l'emploi et de salaires des pays latino-américains ; cette constatation, résultat de l'analyse du secteur manufacturier en 1966-1970, ne permet pas toutefois, par son caractère partiel, de juger bonne ou mauvaise leur présence dans la région.

2942. « Le marché des céréales et l'Amérique latine ». *Etudes économiques – Banque Sudameris* (4), 1984 : 31 p. ; tabl.

En dépit d'une forte production de certaines céréales (blé en Argentine, maïs au Brésil), l'Amérique latine est fortement importatrice de céréales. Le marché latino-américain est à cet égard révélateur des contradictions du marché mondial marqué à la fois par une situation d'excédents dans les pays développés et de pénurie ou de dépendance pour l'écoulement des produits dans les pays en développement.

2943. L'endettement extérieur

a. FFRENCH-DAVIS, Ricardo – « Debito estero e alternative di sviluppo in America latina ». *Politica internazionale* 13 (2), fév. 85 : 51-73 ; tabl. ; bibliogr.
L'endettement des pays d'Amérique latine provient de l'évolution du marché financier mondial : croyant que les trois facteurs favorables présents dans les années 70 – abondance des fonds, facilités d'accès au crédit et taux d'intérêt bas – seraient durables, ces pays ont largement accru leur dépendance envers le crédit international. La crise actuelle pourrait être résolue par les ajustements effectués par le FMI et les banques, mais des réformes de structures sont nécesaires, dans les pays endettés.

b. DIAZ-ALEJANDRO, Carlos F. – « Latin American debt : I don't think we are in Kansas anymore ». *Brookings Papers on Economic Activity* (2), 1984 : 335-403 ; tabl.
L'endettement des pays latino-américains s'est considérablement aggravé depuis 1980. L'analyse de l'évolution économique de six d'entre eux : Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Mexique et Venezuela, montre que la crise a touché aussi bien les pays exportateurs que les pays importateurs de pétrole et entraîné dans tous ces pays, quelles que soient les mesures économiques prises, une fuite des capitaux et une baisse des investissements.

Asie

2944. VERCEIL, Claude – « Les trois âges de l'Asie contemporaine : l'évolution des réalités et des images ». *Défense nationale* 41, janv. fév. et mars 85 : 87-99, 75-87 et 77-92 ; tabl. ; bibliogr.

En 1950, entre les réalités politiques, démographiques et économiques de ce continent et les interprétations que l'on en a fait en Occident – privilégiant certains aspects, en ignorant d'autres – l'écart a été parfois très important. A partir des années 65, les images répandues en Occident sont celles d'un Japon au développement « anormal » et inquiètant et d'une Inde ancrée dans une irrémédiable misère. Pour la Chine coexistent trois images : celle réaliste d'un pays du Tiers-Monde, celle menaçante d'une Chine agressive et conquérante et celle mythique d'une communauté égalitaire qui a su assurer un niveau de vie décent à toute sa population. Plus tard, avec la maîtrise de la croissance démographique, la révolution verte et la fin de la guerre du Vietnam, l'Asie a pris une confiance en elle-même qu'elle n'avait pas en 1965. Cette confiance repose sur les succès économiques, sur la pérennité de l'engagement américain, sur l'absence d'un sentiment de forte menace. L'Asie a changé son mode de relation avec le reste du monde, refuse les idéologies importées, s'ouvre davantage sur l'Occident, notamment sur les Etats-Unis.

2945. THANAT KHOMAN – « Indivisibility of North Asia's and Southeast Asia's peace and stability ». *The Korean Journal of International Studies* 16 (1), hiv. 85 : 7-26.

La situation créée par l'URSS dans le Nord de l'Asie et par le Vietnam dans le Sud-Est asiatique, exige que les pays non communistes de ces deux régions coordonnent leur politique et leur action afin qu'y soient assurées la paix et la sécurité. La conclusion d'une alliance militaire n'est pas nécessaire, mais une consultation et une concertation semblables à celles qui ont lieu au sein de l'ASEAN seraient suffisantes.

2946. « Peace and stability in Northeast Asia ». *The Korean Journal of International Studies* 16 (1), hiv. 85 : 3-135.

Numéro spécial consacré à la XIVe Conférence internationale sur la paix et la stabilité en Asie du Nord-Est, tenue à Séoul en octobre 1984. Voir

notamment : THANAT KHOMAN : (n° 2945) ; SOON CHO : (n° 2949) ; JOON YOUNG PARK : (n° 2609) ; BAYCH, Hans Günter : (n° 2529).

2947. CUTRIGHT, Philipps ; ADAMS, Richard – « Economic dependency and fertility in Asia and Latin America, 1960-1980 ». *Comparative Social Research* 7, 1984 : 111-132 ; tabl. ; bibliogr.

Le taux de fertilité des pays en voie de développement d'Asie et d'Amérique latine n'est pas lié au niveau de dépendance économique. Remise en cause des thèses de Nolan et White.

2948. ISAEV, M. – « Strany Indokitaja : po puti social'nogo progressa » (Les pays de l'Indochine : sur la voie du progrès social). *MEMO* 28 (4), avr. 85 : 53-65.

Grâce à l'aide de l'URSS, des autres pays socialistes et de l'ensemble des pays non-alignés, les trois pays de la péninsule indochinoise avancent sur la route de la reconstruction et du progrès social.

2949. SOON CHO – « The economic future of the Northeast Asian region ». *The Korean Journal of International Studies* 16 (1), hiv. 85 : 27-38.

L'économie hautement développée du Japon, celle des pays nouvellement industrialisés : la Corée du Sud, Taiwan et Hong Kong, ou l'économie en développement des pays socialistes : la Chine et la Corée du Nord, ont mieux résisté à la récession des années 70 et 80 que l'économie des autres pays. Néanmoins, l'avenir économique du Nord-Est asiatique dépend du maintien de la paix et de la sécurité dans cette région du monde.

2950. YOUNG, A.G.B. – « The transference of technology to, from and within South East Asia ». *Asian Affairs (London)* 16 (1), fév. 85 : 5-19.

Le pays du Sud-Est asiatique sont différemment intéressés par le transfert de la technologie. Tandis que Singapour et Brunei, dont le nombre d'habitants n'est pas élevé, ont besoin d'un équipement sophistiqué, l'Indonésie, la Malaisie, la Thaïlande et les Philippines, pays à forte population et secteur agricole important, préfèrent une technologie plus simple mais qui leur permet d'absorber une main-d'œuvre trop abondante.

2951. « Shipping '85 : is it on the rocks ? ». *Far Eastern Economic Review* 127 (6), 24 fév. 85 : 43-62 ; tabl.

Dossier sur l'industrie des constructions navales en Asie et le rôle des transports maritimes pour le développement économique des Etats d'Asie.

2952. TERJUNG, W.H. et al. – « Potential paddy rice yields for rainfed and irrigated agriculture in China and Korea ». *Annals of the Association of American Geographers* 75 (1), mars 85 : 83-101 ; tabl., graph., cartes ; bibliogr.

A partir d'un modèle tenant compte du climat et de l'irrigation, on peut prévoir la production de riz pour une région, et par conséquent, pour une population donnée.

Communauté atlantique

2953. « Imperialistische Aktivitäten zur Ausweitung des NATO-Aktionsraumes. Motive, Probleme, Konsequenzen » (Les activités impérialistes pour étendre le champ d'action de l'OTAN. Motifs, problèmes et conséquences). *IPW Forschungshefte* (1), 1985 : 4-128 ; résumés en russe, anglais, français et espagnol.

Numéro consacré aux efforts de l'OTAN pour englober davantage ses membres et étendre son influence sur le Moyen-Orient.

2954. ADRAGNA, Steven P. – « Technology and the defense of Europe ». *The Journal of Social, Political and Economic Studies* 9 (4), hiv. 84 : 387-403 ; bibliogr.

De récents progrès technologiques ont « dramatiquement » accru les performances des armes conventionnelles. Le problème de leur utilisation est au centre des préoccupations de l'OTAN : elle pourrait permettre d'accentuer la force de dissuasion vis-à-vis d'une éventuelle attaque du Pacte de Varsovie en évitant le recours à un usage précoce des armes nucléaires.

2955. MEARSHEIMER, John J. – « Nuclear weapons and deterrence in Europe ». *International Security* 9 (3), hiv. 85 : 19-46.

L'OTAN perdrait un très important moyen de dissuasion en abandonnant la politique de première frappe car même si elle arrivait à mettre sur pied d'énormes forces conventionnelles, celles-ci n'auraient pas la même puissance dissuasive. L'abandon de cette politique augmenterait le danger d'un conflit armé, étant donné que dans une guerre conventionnelle, la menace nucléaire ne disparaît pas pour autant.

Europe occidentale

Voir aussi : n° 2842, 2896, 2910, 2983

2956. SCHOFIELD, Norman ; LAVER, Michael – « Bargaining theory and portfolio pay-offs in European coalition governments 1945-83 ». *British Journal of Political Science* 15 (22), avr. 85 : 143-164.

Examen de la répartition des postes ministériels au sein des gouvernements de 12 pays européens depuis la guerre selon plusieurs théories.

2957. GARAVOGLIA, Guido – « Parlamento e politica estera : un esama comparato ». *Quaderni costituzionali* 4 (3), déc. 84 : 605-659.

Les Constitutions des pays européens font en général de la politique extérieure un « domaine réservé » de l'exécutif. Si les Parlements peuvent examiner les grandes orientations gouvernementales en la matière, et si les gouvernements ont à répondre de leur action devant eux, ils n'ont en revanche aucune initiative dans ce domaine.

2958. GRABENDORFF, Wolf – « The Central American crisis : is there a role for Western Europe ? ». *Atlantic Quarterly* 2 (4), hiv. 84 : 389-404.

L'intérêt que suscite en Europe la crise de l'Amérique centrale devrait conduire les pays européens à formuler un ensemble d'objectifs internes (pluralisme politique, économie mixte, non-alignement), régionaux (entente au sein d'un sub-système local) et internationaux (consortium d'aide...) susceptibles d'apporter la paix dans cette région.

2959. GRANT, Richard L. – « The influence of the Assembly of the Western security policy ». *Atlantic Quarterly* 2 (4), hiv. 84 : 301-317.

Ces deux assemblées interparlementaires peuvent jouer un rôle important dans la politique de l'OTAN en matière de sécurité car elles sont l'expression de l'opinion publique des pays européens.

2960. Le mouvement pacifiste

a. « Pacifisme, neutralisme et opinion publique en Europe occidentale ». *Annales de l'Université des sciences sociales de Toulouse* 32, 1984 : 109-197.
Compte rendu de la table ronde organisée par le Centre d'études et de recherches sur l'armée tenue à Toulouse le 22 et 23 mars 1983 et consacrée à la situation actuelle et aux perspectives d'avenir du mouvement pacifiste et neutraliste dans le monde atlantique et méditerranéen. Voir : CROUZATIER, Jean-Marie : (n° 2695) ; BREDOW, Wilfried von : (n° 2540) ; EDMONDS, Martin : (n° 2745) ; ROSSI, Sergio A. ; ILARI, Virgilio : (n° 2805).

b. HARLAMOV, Ju F. – « Antivoennoe deviženie v bor'be za bez'jadernuju Europu » (Le mouvement pacifiste dans la lutte pour une Europe dénucléarisée). *Voprosy istorii* 59 (2), fév. 85 : 3-20.
Le mouvement contre la menace nucléaire s'est considérablement développé au cours des dernières années en Europe. Il est redevenu une force politique avec laquelle les gouvernements doivent compter.

2961. SCHOEN, Robert ; BAJ, John – « Cohort marriage and divorce in five Western countries ». *Comparative Social Research* 7, 1984 : 197-229 ; graph. ; bibliogr.

Les couples se forment de plus en plus jeunes mais divorcent de plus en plus. Si l'on compare le comportement nuptial dans cinq pays d'Europe, entre 1888 et 1975, on constate que de profonds changements sont intervenus et que des divergences demeurent entre la Suisse, la Belgique, la Suède et la Grande-Bretagne. Le travail accru des femmes modifie le rôle socio-économique et partant, familial, de l'homme. La division traditionnelle du travail au sein de la famille s'en trouve réduite, le taux de divorces devant se maintenir. Une comparaison avec les Etats-Unis est instructive.

2962. MÜLLER-JENTSCH, Walther – « Trade unions as intermediary organizations ». *Economic and Industrial Democracy* 6 (1), fév. 85 : 3-32 ; bibliogr.

La position des syndicats a évolué en Europe occidentale depuis le XIXe siècle tandis que se modifiait leur structure interne et que s'institutionnalisaient les conflits sociaux. On peut établir une typologie du syndicalisme et dégager trois variantes de politique syndicale.

2963. GÖKALP, Altan – « Enfants de migrants en Europe occidentale : socialisation différentielle et problématique multiculturelle ». *Revue internationale des sciences sociales* 36 (3), 1984 : 515-529.

L'interculturalité fera ses vrais premiers pas en France et dans d'autres pays d'Europe occidentale le jour où la socialisation « différentielle » de l'enfant du migrant, source d'inadaptations futures, sera intégrée aux politiques sociales, culturelles et éducatives.

2964. FOULD, Roderick C. – « Measuring the transformation of European economies : income, health and welfare ». *Historical Social Research* (33), janv. 85 : 25-41 ; tabl., graph.

La seule connaissance de l'évolution du revenu national ne suffit pas pour apprécier le dynamisme des économies européennes. Il faut également prendre en considération les statistiques concernant l'état de santé de la population ainsi que celles concernant la consommation des différentes catégories sociales.

Europe communautaire

Voir aussi : n° 2527, 2614, 2621, 2734

2965. RÜDIG, Wolfgang – « The Greens in Europe : ecological parties and the European elections of 1984 ». *Parliamentary Affairs* 38 (1), hiv. 85 : 56-72.

Les mouvements écologistes sont extraordinairement variés en Europe occidentale. Influence électorale, tendances idéologiques, rapport avec la gauche classique, politique économique, rôle accordé à la lutte proprement écologique, sur tous ces thèmes le panorama est bariolé.

2966. DRUESNE, Gérard – « Le droit communautaire en 1984 ». *L'actualité juridique. Droit administratif* (4), avr. 85 : 187-201.

Tableau d'ensemble : les règlements, les directives et les décisions du Conseil des ministres ou de la Commission, les actes adoptés par le Parlement européen, les arrêts rendus par la Cour de justice.

2967. L'Union européenne

a. JACQUE, Jean-Paul – « The draft treaty establishing the European Union ». *Common Market Law Review* 22 (1), mars 85 : 19-42.
En adoptant, le 14 février 1984, le projet de traité établissant l'Union européenne, le Parlement européen a franchi une étape dans la réforme des institutions européennes, indispensable pour surmonter la crise actuelle. Ce traité, qui remplacerait ceux actuellement en vigueur, prévoit la coopération et « l'action commune » des Etats membres sans que l'Union européenne se substitue à eux, les changements institutionnels prévoient la mise en place d'un « Conseil de l'Union », prenant la suite de l'actuel conseil des ministres,

une évolution vers un « parlementarisme rationnel », la simplification des pouvoirs législatifs et réglementaires.

b. KOOPMANS, Tim – « Europe and its lawyers in 1984 ». *Common Market Law Review* 22 (1), mars 85 : 9-18.
Le projet de traité établissant l'Union européenne, élaboré par le parlement européen, intéresse grandement les juristes puisqu'il renforce le pouvoir judiciaire et élargit l'accès de la Cour de justice européenne. La faiblesse des structures politiques de la CEE explique cette importance donnée au judiciaire mais les juristes ne pourront continuer indéfiniment à combler les vides politiques et légaux.

c. CHABAN-DELMAS, Jacques – « Union politique et économique de l'Europe ». *Revue des deux mondes (1982)* (3), mars 85 : 513-517.
Les relations privilégiées entre la France et la RFA devraient pouvoir relancer l'union européenne sans laquelle il ne peut y avoir ni solution du problème allemand, ni maîtrise de notre destin, ni sauvegarde de nos spécificités.

2968. JONGEN, François – « Le Conseil européen ». *Courrier hebdomadaire du CRISP* (1072), 15 mars 85 : 55 p.

Institué en décembre 1974, le Conseil européen s'est réuni à partir de mars 1975 et ses réunions ont été peu à peu légitimées par une série de textes. Malheureusement le bilan est plus négatif que positif, les réunions ayant été le plus souvent synonymes de piétinements ou d'échecs.

2969. LODGE, Juliet – « Euro-elections and the European Parliament : the dilemma over turnout and powers ». *Parliamentary Affairs* 38 (1), hiv. 85 : 40-55.

Les élections européennes de 1984 ont-elles été le « désastre » dont on a parlé ? La participation n'a pas été exceptionnellement basse, d'autant que l'enjeu n'était guère dramatique ; la mobilisation est difficile sur les thèmes européens. Mais le problème existe de la capacité pour les institutions de la CEE de lutter contre le désenchantement apparu chez les mieux disposés à son égard ; l'Union européenne en est-elle le moyen ?

2970. DAUSES, M.A. – « La jurisprudence de la Cour de justice en matière de libre circulation des marchandises dans la Communauté européenne ». *Revue trimestrielle de droit commercial et de droit économique* 38 (1), mars 85 : 1-36.

A travers sa jurisprudence, la Cour de justice a créé les conditions juridiques permettant l'instauration d'un marché commun présentant des caractéristiques analogues à celles du marché intérieur. Elle y est parvenue au moyen des principes de base : effet direct et primauté du droit communautaire spécifiques à la Communauté. Mais la Cour n'ayant pas de pouvoir législatif, ne peut que signaler les insuffisances actuelles du droit communautaire sans pouvoir le modifier elle-même.

2971. « L'allocation universelle ». *La revue nouvelle* 81 (4), avr. 85 : 339-464.

Numéro spécial : différents types d'analyses et de propositions sont opposés à la crise : à côté des positions néolibérales, l'allocation universelle se présente comme une alternative à la défense inconditionnelle de l'Etat-providence : elle consisterait à verser chaque mois à chaque citoyen une somme suffisante pour couvrir les besoins d'un individu vivant seul, quelle que soit sa situation et serait financée par un impôt progressif sur les autres revenus, ceci parallèlement à une dérégulation du marché du travail : l'idée, l'état de la question dans plusieurs pays européens, le débat.

2972. PIPKORN, Jörn – « Employee participation in the European Community : progress and pitfalls ». *International Yearbook of Organizational Democracy for the Study of Participation, Co-operation and Power* 2, 1984 : 49-70 ; bibliogr.

A partir de 1974, le Conseil de la CEE a préconisé, dans plusieurs directives, la participation des employés à la gestion de l'entreprise dans tous les pays-membres. Faute de consensus, l'harmonisation des législations nationales s'est limitée à quelques cas spécifiques.

2973. La troisième convention de Lomé

a. « La nouvelle Convention de Lomé ». *Objectif Europe* (26-27), déc. 84 : 2-70 ; tabl.
Suite d'articles consacrés à la troisième Convention de Lomé, signée le 6 décembre 1984, et qui est une réalisation majeure de la coopération Nord-Sud. Troisième essai de coopération économique et sociale entre la CEE et les partenaires ACP, cette Convention s'efforce également d'améliorer la condition féminine et le niveau culturel dans les pays concernés.

b. LIVI, Giovanni – « Continuità e innovazioni di Lomé III ». *Politica internazionale* 13 (2), fév. 85 : 27-35 ; tabl.
La troisième Convention de Lomé, signée en décembre 1984, est le seul accord récent entre pays industrialisés et pays en voie de développement. Elle met en jeu des moyens financiers importants – 8,5 millions d'ECU – et privilégie certaines priorités : autosuffisance alimentaire et développement rural, utilisation des ressources locales, concentration des aides sur un ou deux secteurs productifs.

c. CHABOT, Jean-Luc – « L'assemblée consultative ACP-CEE ». *Revue du Marché commun* (285), mars 85 : 154-164.
Evolution et rôle de l'assemblée, créée en 1975 et composée en nombre égal de membres du Parlement européen pour la Communauté, de parlementaires ou de représentants désignés pour les ACP. Cette assemblée qui peut être qualifiée de décolonisatrice soucieuse du développement, de parlementaire et de communautaire instauratrice de rapports privilégiés, constitue une novation dans les rapports internationaux, malgré le manque d'audace et de générosité de son contenu financier.

2974. TRIULZI, Umberto – « Risultati e prospettive del Sistema monetario europeo ». *Rivista di politica economica* 75 (2), fév. 85 : 131-176 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Le SME a produit des résultats positifs en matière de stabilisation des taux de changes entre les monnaies participantes, mais peut-être insuffisants en termes de convergence des politiques économiques et monétaires nationales et de promotion de l'ECU comme monnaie de réserve et instrument de régulation économico-financière. Les progrès en direction de l'union monétaire ont été davantage le fait des initiatives dues au marché et aux opérateurs privés.

Europe orientale

Voir aussi : n° 2842

2975. [« Le Pacte de Varsovie »]. *Politique internationale* (27), print. 85 : 185-255 ; résumés en anglais et en espagnol.

Dossier : trente ans après la signature du Pacte de Varsovie, quelle est la situation politique, idéologique et militaire, quel péril fait-il planer sur le vieux continent, quelle dose de désatellisation tolère-t-il ? Voir notamment : GOMA, Paul : (n° 2834) ; PICAPER, Jean-Paul : (n° 2524) ; MOLNAR, Thomas : (n° 2770).

2976. « Rohstoff-und Materialsicherung durch Gewährleistung der Materialökonomie in einer neuen Qualität. Konsequenzen für die Leitung und Planung » (L'approvisionnement en matières premières et biens matériels d'une qualité nouvelle. Les conséquences pour la gestion et la planification). *Wissenschaftliche Zeitschrift der Hochschule für Ökonomie* 30 (1), 1985 : 21-62 ; tabl. ; bibliogr. ; résumés en anglais et russe.

Suite d'articles sur les nouvelles méthodes de planification et de gestion dans le secteur des matières premières ainsi que sur les conséquences qui en découlent au niveau de l'approvisionnement des combinats.

2977. ARISTOV, G. – « Puti obespečenija platežesposobnogo sprosa naselenija (opyj evropejskih stran SEV) » (Les moyens de satisfaction de la demande solvable de la population (expérience des pays membres du CAEM). *Vroposy ekonomiki* 56 (2), fév. 85 : 98-107.

Afin de faire face à l'élévation de la demande solvable des populations, les gouvernements ont été amenés à améliorer la législation concernant les caisses d'épargne afin de les rendre plus attirantes, d'augmenter les importations, et bien entendu de développer les productions nationales.

2978. Le Comecon

a. « Inside Comecon. A survey ». *The Economist* 295 (7390), 20 avr. 85 : 18 p., graph., carte.
Suite d'articles consacrés au Comecon. Les méthodes utilisées depuis sa création sont devenues inadéquates. A moins que la politique de l'URSS à l'égard des autres pays du Comecon ne change et qu'une réorganisation du système ne soit envisagée, l'économie des pays du Comecon prendra du retard face à l'économie mondiale.

b. NILOL'SKIJ, A. – « Vaznejsaja ovonova socialističeskoj ěkonomičeskoj integracii » (La base essentielle de l'intégration économique socialiste). *MEMO* 28 (3), mars 85 : 29-39.
La coopération se développe avec succès dans le cadre du Comecon. De nombreux programmes ont été mis au point pour les années 80 et doivent permettre le développement harmonieux des forces productrices des différents pays membres.

c. HAUPT, Hans-Georg ; NEUMANN, Renate – « Ökonomische Interessen der Mitgliedsländer des RGW im Prozess der sozialistischen ökonomischen Integration – Einflussfaktoren, Stabilität und Dynamik » (Les intérêts économiques des Etats-membres du Comecon dans le processus de l'intégration économique socialiste. Les facteurs qui influent, la stabilité et la dynamique). *Wirtschaftswissenschaft* 33 (2), fév. 85 : 161-176 ; tabl. ; résumés en anglais et en russe.
L'intégration économique ne cesse de croître entre les pays du Comecon dont les intérêts sont confrontés et conciliés en vue d'intensifier le processus de production et relever le niveau de productivité des économies des Etats-membres.

2979. PINEYE, Daniel – « Evolution dans les relations économiques Est-Sud ». *Le courrier des pays de l'Est* (292), fév. 85 : 3-39 ; tabl., graph.

L'étude des relations économiques des sept pays d'Europe de l'Est avec les pays en développement est extrêmement complexe du fait de la grave insuffisance de données concernant l'aide ou le commerce. Malgré cet handicap, on observe que dans la recherche de partenaires, les critères économiques priment sur les critères politiques ; sont privilégiés les pays membres de l'OPEP, les pays communistes en développement. Contrairement à une idée répandue, l'Europe centrale dispose d'une marge de manœuvre dans le cadre des relations commerciales.

2980. VAN BRABANT, Jozef M. – « Eastern European exchange rates and exchange policies ». *Jahrbuch der Wirtschaft Osteuropas* 11 (1), 1985 : 123-173 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en allemand.

Les changements intervenus dans la politique du taux de change entre les pays du Comecon ont eu des effets précis tant au niveau macro-économique qu'au niveau des entreprises elles-mêmes. Il est possible de comparer ces effets (en économie planifiée) avec les effets des mêmes mesures en économie capitaliste.

Pacifique

2981. La coopération économique dans le bassin du Pacifique

a. SERVOISE, René – « Le Pacifique, nouveau " Nouveau Monde ". *Politique étrangère* 50 (1), hiv. 85 : 101-117 ; graph., carte ; bibliogr. ; résumé en anglais.
Les Etats-Unis et le Japon, face à face sur les deux rives du Pacifique, entraînent un certain nombre de pays de cette zone dans un développement rapide. La communauté Pacifique, fondée sur l'importance des échanges internes, est en train de naître.

b. KIRBY, Stuart – « Toward economic cooperation in the Pacific basin ». *Asian Affairs (London)* 16 (1), fév. 85 : 36-45 ; bibliogr.
Les événements politiques et le développement économique dans le bassin du Pacifique au cours de ces dernières décennies, ont eu pour conséquence la création en 1967 de l'ASEAN et aussi le lancement de différents projets sur la constitution d'une communauté économique du Pacifique. Les richesses naturelles, les besoins de la population et les intérêts communs justifiaient l'organisation d'une coopération économique dans cette région. L'ASEAN et la PEC (Pacific Economic Community) sont parvenues à créer entre leurs membres une véritable coopération économique, fonctionnant efficacement et ils œuvrent au renforcement de cette communauté.

Pays arabes et Moyen-Orient

Voir aussi : n° 2615, 2626

2982. RISI, Cosimo – « Il Consiglio di cooperazione del Golfo : la CEE del mondo arabo ? ». *Rivista di diritto europeo* 34 (3), sept. 84 : 172-184.

Le Conseil de coopération du Golfe réunit depuis 1981 les Etats arabes riverains du Golfe persique, à l'exception de l'Irak et des deux Yémen. La Charte d'Abou Dhabi expose des objectifs de coopération et d'intégration ambitieux, mais encore lointains, et l'accord économique unifié trace des lignes concrètes de collaboration. Mais au total, on est encore loin de voir le Conseil de la CEE du monde arabe.

2983. BELAID, Sadok – « Dix ans de dialogue euro-arabe : un essai d'évaluation ». *Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques* 21 (3), sept. 84 : 585-622.

L'impact économique du dialogue euro-arabe est assez limité. Jusqu'ici, il n'a pas réussi à jeter les bases d'une nouvelle division internationale du travail et encore moins à opérer un réel « transfert de pouvoir économique » inter-régional. L'année 80 semble cependant marquer un tournant.

2984. ROUSSILLON, Alain – « Les " nouveaux fondamentalistes " en colloque. " Authenticité et modernité " : les défis de l'identité dans le monde arabe ». *Maghreb Machrek* (107), mars 85 : 5-22.

Le colloque tenu au Caire en septembre 1984 sur l'héritage et les défis de la modernité dans la Patrie arabe montre d'abord la réintroduction de l'Egypte dans l'ensemble arabe par le biais des intellectuels. Ensuite, le sentiment de la crise de pensée arabe ou musulmane a été le principal consensus qui a fait accepter aux intervenants de courants très différents de se réunir.

2985. KHADER, Bichara – « Le monde arabe à l'horizon 2000 ». *Futuribles* (87), avr. 85 : 23-44 ; tabl., graph.

Le bilan alarmant de la situation du monde arabe (démographie galopante, agriculture défaillante, industries anciennes, capacité de formation limitée) ne doit pas faire oublier que des potentialités existent et qu'il est possible de mener des actions concrètes de façon à infléchir la tendance actuelle.

2986. CHUBIN, Shahram – « Oil and the Persian Gulf : a continuing problem ». *Atlantic Quarterly* 2 (4), hiv. 84 : 319-335.

La région du Golfe Persique, avec ses réserves de pétrole, restera dans les années prochaines une zone stratégique essentielle pour les pays occidentaux sur le plan économique et sur le plan politique.

2987. « Arab banking and finance ». *Middle East Economic Digest* 29 (17), 2 mai 85 *Supplément* : 28 p. ; tabl.

Supplément : les activités des banques des pays arabes ; les progrès de la technologie bancaire.

2988. TANA, Fabio – « Il nuovo corso del movimento palestinese ». *Politica internazionale* 13 (2), fév. 85 : 36-45.

La 17e session du Conseil national palestinien marque la fin de la période « post-Liban » et de l'obsession unitaire. Après la perte de l'appareil politico-

administratif que l'OLP avait mis en place à Beyrouth, l'idéal nationaliste d'Arafat s'est écroulé et deux tendances apparaissent qui lui sont hostiles : l'Alliance nationale liée à la Syrie et l'Alliance démocratique de Habache et Hawatmeb.

Scandinavie

2989. THORSRUD, Einar – « The Scandinavian model : strategies of organizational democratization in Norway ». *International Yearbook of Organizational Democracy for the Study of Participation Co-operation and Power* 2, 1984 : 337-370 ; tabl. ; bibliogr.

Bilan du modèle scandinave de démocratie industrielle, après trente ans d'expériences, de réformes et de projets.

ISSN 0007-4071

BULLETIN ANALYTIQUE DE DOCUMENTATION POLITIQUE, ÉCONOMIQUE ET SOCIALE CONTEMPORAINE

40e ANNÉE • 1985 • NUMÉRO - 8-9

25 OCT. 1985
FONDATION NATIONALE
des SCIENCES POLITIQUES
SALLE DE SCIENCE
ÉCONOMIQUE

PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

Publié mensuellement par la

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

sous la direction de Jean MEYRIAT
avec le concours
du Centre National de la Recherche Scientifique

RÉDACTION

27, rue Saint-Guillaume, PARIS VIIe — 260-39-60

Prière d'envoyer à cette adresse
toute correspondance concernant la rédaction et les échanges,
ainsi que les périodiques en service de presse
Rédacteur en chef:
Nicole RICHARD

Rédacteurs:
Béatrice AUZOUY, Nadine DADA,
Claudine EVEN, Marie FERRAZZINI,
Arlette GAUTIER, Juan JORNET,
Sylvie JOSSET, Sylvie Le MOAL,
Corinne Le ROCH, Michèle MAUSSION,
Bruno MENON, Geneviève MILLON,
Jean-Claude MOURET, Françoise PORTENSEIGNE,
Jacqueline PORTIER, Sylvie THORÉ

VENTES ET ABONNEMENTS

PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

27, rue Saint-Guillaume, 75341 PARIS Cedex 07 FRANCE
Tél. 260-39-60 — C.C.P. PARIS 2467022 B

TARIF DES ABONNEMENTS 1985

FRANCE		*ÉTRANGER*	
Tarif normal institutions	*Tarif réduit* particuliers	*Tarif normal* institutions	*Tarif réduit* particuliers
500 F	265 F	525 F	290 F

Prix du numéro: 55 F

BULLETIN ANALYTIQUE DE
DOCUMENTATION
POLITIQUE, ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
CONTEMPORAINE

40e ANNÉE • 1985 • NUMÉRO – 8-9

Ce numéro est une sélection des articles des périodiques analysés entre le 21 mai et le 20 juillet 1985 par le Centre de Documentation contemporaine.

I
PROBLÈMES NATIONAUX

Afghanistan

Voir aussi : n° 3418

2990. ROY, Olivier – « Etat et société en Afghanistan ». *Modes populaires d'action politique* (4), mars 85 : 51-69 ; bibliogr.

Tout en étant complètement opposés, le monde de l'Etat et celui de la société sont en interaction constante, soit par l'expansion de l'appareil d'Etat, soit par son taraudage par les clientèles privées soit par la révolution culturelle décrétée par le pouvoir, soit par l'insurrection des campagnes. Et l'invasion soviétique en créant un niveau supplémentaire d'étatisme n'a fait qu'accroître cet état de fait. Article paru également dans *Revue française de science politique* 35 (3), juin 85 : 402-423.

2991. FOUCHER, Michel – « Géopolitique de la question afghane ». *Hérodote* (35), 4e trim. 84 : 157-176 ; tabl., cartes.

L'Afghanistan est une des rares intersections entre l'ensemble spatial sous contrôle soviétique et l'ensemble des Etats musulmans. Et ce qui est en jeu est précisément la lutte d'influence que se livrent les forces politico-idéologiques des deux ensembles, en raison de l'échec d'une révolution progressive nationale et autonome.

© Fondation nationale des Sciences politiques, 1985

Afrique du Sud

Voir aussi : n° 3035

2992. POSEL, Deborah – « Language, legitimation and control : the South African State after 1978 ». *Social Dynamics* 10 (1), juin 85 : 1-16.

L'évolution du langage étatique en Afrique du Sud traduit une évolution des valeurs de référence et une nouvelle perception des relations entre Blancs et Noirs. Les nouvelles formes du discours politique tentent ainsi de légitimer un nouveau style de politique technocratique qui n'a d'autre objectif que de mieux asseoir le contrôle de l'armée et du grand capital sur le pays.

2993. GOLDING, Marcel – « Workers in the State sector : the case of the civil administration ». *South African Labour Bulletin* 10 (5), avr. 85 : 41-56 ; tabl.

Les trois principaux syndicats de la fonction publique en Afrique du Sud acceptent la stratégie du gouvernement, conservatrice et bureaucratique, en matière de relations du travail et de la politique sociale, position contestée par une fraction du mouvement syndical.

2994. Les relations avec les autres Etats africains

a. NJOCK, G. Edward – « For an open dialogue with South Africa by African leaders ». *International Journal on World Peace* 2 (1), hiv. 85 : 46-67.
La puissance économique et politique de la République d'Afrique du Sud exige de la part des autre Etats africains l'acceptation d'un dialogue réaliste, dans un climat de confiance et de respect. Il faut, pour cela, éviter les interférences étrangères et proposer des solutions acceptables pour tous.

b. DAVIES, Robert ; O'MEARA, Dan – « Total strategy in Southern Africa : an analysis of South Africa regional policy since 1978. *Journal of Southern African Studies* 11 (2), avr. 85 : 183-211.
Depuis 1978 l'Afrique du Sud s'est engagée dans une stratégie de coopération régionale avec ses voisins dont les véritables buts sont en fait de maintenir en Afrique australe, son hégémonie politique et économique et de tenter de se faire accepter sur la scène internationale malgé l'apartheid.

2995. MACHLALELA, L.N. – « Dramatic growth of the democratic trade union movement ». *The African Communist* (101), 2e trim. 85 : 51-62.

Le mouvement ouvrier sud-africain ne cesse de se développer ; il comprend 43 % de Noirs, 33 % de Blancs et 22 % d'Indiens. Il reste encore 4 millions d'ouvriers à syndiquer mais d'ores et déjà, le patronat a en face de lui un puissant mouvement qui veut faire réviser la législation du travail telle qu'elle a émergé du Wiehahn Report de mai 1979.

2996. RICARDI DE SAINT-PAUL, Marc – « L'imbroglio namibien : les chances de la négociation ». *Revue internationale de stratégie* (24), 1er trim. 85 : 49-63.

Dossier-bilan sur la Namibie : le contexte – crise générale en Afrique australe – ; les efforts de l'ONU ; la position américaine et la politique de « l'engagement constructif » menée par Reagan ; les forces politiques présentes en Namibie et l'effort des partis internes pour proposer, par la création de la conférence multipartite, une alternative à la SWAPO ; les négociations entre Afrique du Sud et Angola, leur échec et l'achoppement sur la présence cubaine en Angola ; la conférence « mort-née » de Lusaka en 1984.

Allemagne (Rép. démocratique)

Voir aussi : n° 3007

2997. « Zum 40. Jahrestag des Sieges über den Hitlerfaschismus und der Befreiung des deutschen Volkes » (A l'occasion du 40e anniversaire de la victoire sur le fascisme hitlérien et de la libération du peuple allemand). *Staat und Recht* 34 (4), 1985 : 259-281.

Suite d'articles sur la signification historique du 8 mai 1945 pour la RDA et sur l'évolution socio-économique allemande sous la direction des forces socialistes.

2998. LEMKE, Christiane – « Women and politics in East Germany ». *Socialist Review* 15 (81), juin 85 : 121-134.

La politique allemande affirme l'égalité des sexes dans le travail et assure des bénéfices aux mères, c'est pourquoi le taux de travail féminin est un des plus élevés du monde. Ces transformations n'ont pas eu d'impact dans le monde politique où les Allemandes de l'Est restent sous-représentées.

2999. « Auf dem Wege zum XI. Parteitag der SED » (Sur le chemin du 11e Congrès du Parti du SED). *Der nationale Demokrat* (4-5), 1985 : 3-31.

Suite d'articles dressant un bilan de l'évolution politique et sociale de la RDA, à la veille du 11e Congrès du parti SED et mettant en évidence les aspects de la victoire du socialisme sur le fascisme.

3000. « Zentrale Arbeitskonferenz des Ministeriums für Hoch– und Fachschulwesen zur Konzeption für die Gestaltung der Aus– und Weiterbildung der Ingenieure und Ökonomen in der DDR » (Conférence centrale de travail du ministère pour l'enseignement supérieur et professionnel pour la conception de la formation et de la formation continue des ingénieurs et économistes en RDA). *Das Hochschulwesen* 33 (3 et 4), mars et avr. 85 : 57-82 et 89-126.

Présentation des rapports et discussions. Les lignes directrices de la formation des ingénieurs et économistes en RDA et des exigences de la recherche et de l'enseignement.

3001. EISENMANN, Peter – « Die angepasste sozialistische Persönlichkeit. Jugend und Arbeit in der DDR heute ». (La personnalité socialiste adaptée. La jeunesse et le travail en RDA aujourd'hui). *Politische Studien* 36 (280), avr. 85 : 179-189.

La conception socialiste de la société implique en RDA une participation sociopolitique obligatoire des jeunes formés selon des règles marxistes-léninistes strictes, en vue de faire d'eux des citoyens actifs se conformant, sur le plan professionnel, aux exigences économiques nationales du moment et s'orientant donc exclusivement vers des professions dont l'Etat a besoin.

3002. PETIT, Benoît – « La réforme des prix agricoles en République Démocratique Allemande : entre une recherche d'efficacité empirique et le maintien des postulats théoriques ». *Revue d'études comparatives Est-Ouest* 16 (1), 1985 : 85-106 ; résumé en anglais.

A l'occasion de la réforme des prix agricoles en RDA, on peut s'interroger sur les fonctions des prix dans une économie socialiste : mesure, incitation, répartition. Les prix sont en effet des instruments de mesure ; ils stimulent plus ou moins l'activité économique ; ils servent à répartir les revenus. Quant à la spéculation et au rôle des banques, ils semblent très sous-estimés dans la littérature est-allemande.

Allemagne (Rép. fédérale)

Institutions et vie politiques

Voir aussi : n° 3578

3003. SPIECKER, Manfred – « Katholische Kirche und Deutsche Frage ». (L'Eglise catholique et la question allemande). *Jahrbuch für christliche Sozialwissenschaften* (26), 1985 : 123-149.

La liberté est la valeur fondamentale des catholiques allemands. Ils refusent une réunification des deux Allemagnes si elle doit porter atteinte à cette liberté. Ils ne désirent la réunification que dans le cadre d'une union de paix européenne.

3004. « Allemagne : histoire et actualité ». *Le débat* (35), mai 85 : 4-60.

Suite d'articles consacrés à décrire l'Allemagne contemporaine. Voir notamment : SCHMIDT, Helmut : « Un trajet d'Allemand » ; CLEMENT, Alain : « Bonn, passé présent » ; VON THADDEN, Rudolf : « L'histoire de l'Eglise, une histoire de la société ? La leçon d'Ernst Troeltsch ».

3005. Le gouvernement Kohl

a. HUWE, Klaus – « Les incertitudes politiques à mi-parcours ». *Documents* 40 (2), avr. 85 : 12-22.
A la fin de la première moitié de son mandat, le gouvernement chrétien libéral, malgré de relatifs succès économiques, doit faire face à une remontée du SPD et à une certaine détérioration du climat politique qui passe par le développement de certaines affaires « à scandale » et une impopularité croissante de Helmut Kohl. Si le chancelier n'a aucun intérêt actuellement à favoriser le retour des sociaux-démocrates au pouvoir, il existe toutefois plus de points de convergence entre les deux grands partis, SPD et CDU, qu'entre les Verts et chacun d'entre eux.

b. HERRMANN, Ludolf – « Halbzeit für Kohl ». (La mi-temps pour Kohl). *Die politische Meinung* 30 (218 et 219), fév. et avr. 85 : 12-23 et 16-26.
A la mi-temps du gouvernement Kohl, on ne peut pas encore parler de « tournant », mais de profonds changements sont déjà intervenus tant en matière de relations extérieures que de politique économique intérieure. Cette orientation repose sur une évolution du système des valeurs dans la société ouest-allemande.

3006. SCHÖNE, Giselha – « Etre terroriste de père en fils ? La troisième génération ». *Documents* 40 (2), avr. 85 : 50-62.

Jusqu'en 1977 (affaire Schleyer) des contacts très suivis avaient existé entre la RAF et les terroristes arabes. Mais on avait ignoré jusqu'en 1984 l'existence d'une réelle collaboration de la RAF avec des groupes terroristes européens. La première génération, celle de Baader et de Meinhof, agissait par idéologie et avait recours à des moyens de propagande démagogiques et ingénieux. La deuxième génération a opéré sans inspirer la moindre sympathie. Quant à la troisième, contrairement aux autres, on ne sait pas qui elle est, qui la compose, qui sont ses chefs, ni ce qui la fait agir. Déconcertante, la nouvelle RAF est d'autant plus dangereuse.

3007. ASMUS, Ronald D. – « The dialectics of detente and discord : the Moscow – East Berlin – Bonn triangle ». *Orbis* 28 (4), hiv. 85 : 743-774.

En 1984, le report à une date indéterminée de la visite de E. Honecker en RFA, sous la pression de l'URSS, traduit les divergences entre l'URSS et la RDA sur un problème ancien (les relations inter-allemandes), sur le droit d'un pays frère à développer sa propre conception de l'intérêt national et sur les réactions des pays membres du Pacte de Varsovie au déploiement des euromissiles en Europe.

3008. La politique de sécurité

a. KLEIN, Jean – « La République fédérale, la sécurité et le désarmement ». *Documents* 40 (2), avr. 85 : 29-43 ; tabl.
La politique de désarmement de la RFA est étroitement conditionnée par sa situation géographique, son appartenance à l'Alliance atlantique et les vicissitudes du dialogue Est-Ouest. La RFA s'est d'abord prévalue de la solidarité atlantique puis elle a mis l'accent sur le désarmement en Europe, sans se désintéresser de la dimension universelle du problème. Le gouvernement de Bonn, qui sur ce sujet a toujours bénéficié d'un large appui populaire, a fait de nombreuses propositions concrètes pour favoriser la recherche d'une solution aux questions du désarmement.

b. SCHMIDT, Peter ; JUNG, Matthias – « Military detente in Central Europe ». *Armed Forces and Society* 11 (2), hiv. 85 : 199-220 ; bibliogr.
Une enquête faite en RFA parmi les personnalités concernées par la politique actuelle de sécurité extérieure du pays a révélé qu'une large majorité d'entre elles soutiennent cette politique. D'autre part, l'idée de détente est mieux perçue que celle des négociations MBFR de Vienne, qui selon un certain nombre de ces personnalités, ne servent à rien.

3009. SCHMIDT, Peter – « Public opinion and security policy in the Federal Republic of Germany ». *Orbis* 28 (4), hiv. 85 : 729-742 ; tabl.

L'étude de différents sondages montre que l'opinion publique allemande reste favorable aux principes fondamentaux qui sous-tendent la défense atlantique (l'URSS comme menace militaire, relations étroites avec les Etats-Unis, dissuasion). Le danger existe néanmoins qu'un fossé se creuse entre la RFA et ses alliés et parmi eux, les Etats-Unis et la France, dû à une différence de degré dans la croyance en ces principes.

3010. PRAIS, S.J. ; WAGNER, Karin – « Schooling standards in England and Germany : some summary comparisons bearing on economic performance ». *National Institute Economic Review* (112), mai 85 : 53-72 ; tabl.

Le système scolaire allemand, en particulier dans le domaine de l'enseignement professionnel, est mieux adapté aux exigences industrielles que le système scolaire anglais. Cette différence se fait largement sentir dans la qualification de la main-d'œuvre.

Situation et politique sociales

Voir aussi : n° 3118, 3494

3011. OECHSLE, Mechtild ; ZOLL, Rainer – « Ils ont une autre mentalité, leur place n'est pas ici. La classe ouvrière en Allemagne et le racisme ». *Les temps modernes* 41 (466), mai 85 : 2095-2119.

Une série d'entretiens, étalés sur plusieurs années, révèle la tentation de la classe ouvrière de donner une explication réductrice à la crise économique et de désigner les étrangers comme « boucs-émissaires ». Elle fait mentir le dogme selon lequel le racisme est étranger à la classe ouvrière et ne concerne que la petite bourgeoisie.

3012. « Chancen für die Jugend » (Les chances pour la jeunesse). *Politische Studien* 36 (280), avr. 85 : 116-178 ; tabl., graph.

Suite d'articles sur la situation des jeunes en RFA, leurs perspectives professionnelles et spirituelles, leur position dans le débat politique et les modalités selon lesquelles ils abordent le monde des adultes.

3013. ERD, Rainier ; SCHERRER, Christoph – « Unions-caught between structural competition and temporary solidarity : a critique of contemporary marxist analysis of trade unions in Germany ». *British Journal of Industrial Relations* 23 (1), mars 85 : 115-131 ; bibliogr.

L'analyse marxiste ne permet pas de comprendre la spécificité des syndicats ouest-allemands, qui ne sont ni révolutionnaires, ni marginaux, mais dont la stratégie est une réponse originale à un certain type de capitalisme.

3014. « Arbeit darf nicht krank machen ! » (Le travail ne doit pas rendre malade). *WSI Mitteilungen* 38 (4), avr. 85 : 173-250 ; tabl.

Numéro spécial sur la politique de la santé en RFA, les conditions de travail, la sécurité et les recherches pour mieux protéger les travailleurs.

Economie et finances

Voir aussi : n° 3435, 3554

3015. « Wissenschaft, Technik, Wirtschaft » (La science, la technique et l'économie). *Politische Studien* 36 (279), fév. 85 : 24-87.

Numéro spécial sur le progrès technologique : ses répercussions et les exigences de la recherche scientifique.

3016. HAX, Herbert – « Economic aspects of bankruptcy law ». *Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft* 141 (1), mars 85 : 80-98 ; bibliogr.

La législation sur les faillites, les banqueroutes et la liquidation d'entreprises en RFA doit être envisagée dans son ensemble, compte tenu de ses aspects négatifs et positifs sur le reste de l'économie. Les critiques de la législation actuelle imposent une comparaison entre les différentes propositions de réforme.

3017. GURDON, Michael A. – « Equity participation by employees : the growing debate in West Germany ». *Industrial Relations* 24 (1), hiv. 85 : 113-129 ; tabl. ; bibliogr.

L'actionnariat des employés pourrait constituer en RFA une solution à la crise des relations industrielles et améliorer la situation financière des entreprises. Elle est peu mise en pratique actuellement car la mentalité des employés ne s'y prête guère et que le gouvernement n'a pas adopté de mesures d'incitation fiscale.

3018. TODD, Douglas – « Productive performance in West German manufacturing industry 1970-80 : a Farrell frontier characterisation ». *The Journal of Industrial Economics* 33 (3), mars 85 : 295-316 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Les performances de l'industrie manufacturière allemande depuis la guerre sont remarquables mais sa croissance la plus rapide a eu lieu pendant la période de reconstruction. Depuis 1970, La croissance de la production industrielle s'est ralentie, le secteur industriel ayant dû absorber les deux chocs pétroliers.

3019. « West Germany and the Middle East ». *Middle East Economic Digest* 29 (21), 30 mai 85 *Supplément* : 44 p.

Dossier consacré aux relations commerciales et financières entre la RFA et les pays arabes du Moyen-Orient.

Argentine

3020. MONETA, Carlos J. – « Fuerzas armadas y gobierno constitucional después de Malvinas : hacia una nueva relación civil-militar ». *Estudios internacionales* 18 (69), mars 85 : 110-171.

L'analyse des questions posées en Argentine par l'insertion des militaires dans le système démocratique montre l'urgence d'un débat politique sur la formation professionnelle et l'éducation civique que les forces armées devraient dispenser.

3021. RAMACCIOTTI, Osvaldo R. ; LAGUINGE, Luis Alberto – « Hacia un sistema de planeamiento metropolitano ». *Revista interamericana de planificación* 19 (73), mars 85 : 140-159 ; graph., carte.

Rapport sur une expérience de planification participative à Cordoba, Argentine, en 1979-1983.

3022. BELMARTINO, S. ; BLOCH, C. – « Politiques de santé et bien-être social en Argentine : essai d'interprétation globale ». *Science sociales et santé* 3 (1), fév. 85 : 81-102 ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Les forces armées venues au pouvoir en 1976 ont mis en place un Etat minimal qui néglige complètement les besoins liés au maintien et à la reproduction de la force de travail et exclut les couches populaires des œuvres sociales. Voir à la suite, p. 103-107 et 109-115 ; BRONFMAN, Mario : « Une interprétation trop globale » ; TISSIER Patrick : « Pourquoi l'expérience monétariste en Argentine ? ».

3023. CHUDNOVSKY, Daniel – « La difusión de tecnologias de punta en la Argentina : el caso de las máquinas herramientas con control numérico, el CAD/CAM y los robots » *Desarrollo económico* 24 (96), mars 85 : 483-515 ; tabl. ; bibliogr.

Dossier sur l'introduction et sur les possibilités de développement de l'automation dans l'industrie argentine en particulier les machines outils à contrôle numérique.

Australie

Voir aussi : n° 3604

3024. L'EPAC

a. SINGLETON, Gwynneth – « The economic planning advisory council : the reality of consensus ». *Politics* 20 (1), mai 85 : 12-25 ; bibliogr.
La création de l'EPAC (Economic Planning Advisory Council) répondait au besoin d'accroître la participation locale à la planification du développement économique. Il s'agissait d'institutionnaliser la présence des groupes d'intérêts afin de dégager un consensus politique. L'EPAC a ainsi pu devenir un instrument de mobilisation de l'opinion et de création d'un nouveau type de liens entre le gouvernement et les groupes d'intérêts.

b. STEWART, Randal G. – « The politics of the accord : does corporatism explain it ? » *Politics* 20 (1), mai 85 : 26-35.
Les arbitrages dans les conflits du travail survenus en 1983-1984 ont permis de mettre en évidence la logique propre des différents syndicats, des négociateurs

du gouvernement et des milieux industriels. Le « corporatisme partial » de l'EPAC (Economic Planning Advisory Council) a bénéficié aux dirigeants des entreprises d'une façon disproportionnée sans tenir compte des chômeurs et malgré le dynamisme de l'ACTU.

3025. « Israel-Australia. High technology and trade ». *The Israel Economist* mars et avr. 85 : 59 et 26 p. ; tabl.

Suite d'articles sur les relations économiques entre Israel et l'Australie et le rôle joué par les technologies de pointe dans leurs échanges.

Belgique

Voir aussi : n° 3458

3026. RAES, Jean – « La Belgique face à la crise ». *Etudes* mai 85 : 601-611.

Les effets de la crise de la société industrielle en Belgique ont été atténués ou ralentis. Mais les Belges y entrent maintenant de plain-pied : conscients du blocage de leur société, ils se débattent dans un sentiment grandissant d'insécurité, deviennent plus vulnérables à des tentatives fascisantes au moment où des tentatives de subversion par attentats se manifestent sur leur territoire jusqu'ici préservé. Pour éviter sinistrose, violence ou autodéfense, les Belges doivent miser sur la solidarité.

3027. « Cent ans de socialisme belge ». *Contradictions* (44), 1985 : 156 p. ; bibliogr.

Numéro spécial consacré à l'histoire et à une analyse critique de la pratique du mouvement socialiste et ouvrier belge, de la création du POB à la politique des réformes de structures adoptées dans les années soixante par la FGTB.

3028. TULKENS, Françoise – « La réforme du code pénal : quelle entreprise ? » *La revue nouvelle* 81 (5-6), juin 85 : 473-485.

En 1976, une commission a été créée pour réviser le code pénal belge. Les premières observations concernant les orientations de la réforme laissent percevoir une extension du champ de la répression même si dans certains secteurs ce mouvement s'accompagne d'une certaine dépénalisation.

3029. VAN APELDOORN, Robert – « Les télévisions locales et communautaires ». *Courrier hebdomadaire du CRISP* (1075-1076), 12 avr. 85 : 82 p. ; tabl., carte.

Les TVC vont recevoir un statut définitif maintenant que leur place est reconnue par tous les partis politiques ; caractéristiques des programmes et de l'audience principale TVC.

3030. DE GROOF, J. – « Les pouvoirs publics et l'enseignement subventionné ». *Documents CEPESS* 23 (3-4), 1984 : 232 p.

L'article 17 de la Constitution belge et les missions des pouvoirs publics dans le domaine de l'enseignement ; le cadre légal des établissements d'enseignement subventionnés et reconnus ; les conditions de subventionnement ; le régime relatif à la promulgation des diplômes ; la législation linguistique ; les problèmes qui se posent à ces établissements dans le cadre de la liberté pédagogique.

3031. VAN HECKE, Etienne – « L'agriculture belge ». *Courrier hebdomadaire du CRISP* (1073/1074), 29 mars 85 : 3-66 ; tabl., cartes.

Revenu, production agricole, consommation, structure des exploitations, exploitations, main-d'œuvre, consommation de produits de l'agriculture.

Bolivie

Voir aussi : n° 3534

3032. « La Bolivie ». *Cahiers du monde hispanique et luso-brésilien* (44), 1985 : 1-200.

Numéro spécial : histoire, système politique, problèmes indien et régional, littérature, musique, cinéma, recherches en sciences sociales. Voir notamment :

LAVAUD, Jean-Pierre : « Pour une interprétation de l'instabilité politique en Bolivie (1952-1980) » ; FLORES, Gonzalo ; LAZERNA, Roberto : « Movimientos regionales en Bolivia ».

3033. RIVADENEIRA PRADA, Raúl – « Partidos politicos, partidos taxi y partidos fantasma ». *Nueva sociedad* (74 et 75), oct. 84 et fév. 85 : 75-95 et 151-170 ; tabl.

Tableau des partis et mouvements politiques – trois cent vingt cinq – en Bolivie de 1958 à 1983.

Botswana

Voir aussi : n° 2025

3034. « Botswana ». *Le courrier* (90), avr. 85 : 12-28 ; carte.

Dossier : la situation politique économique, alimentaire, la santé, la faune, les relations avec les pays voisins et la CEE. Voir notamment : « Faire honneur aux principes : interview du Dr Quett Nasiré, Président du Botswana ». ; « Navigation tranquille dans les eaux agitées ».

3035. MASIRE, Q. K. J. – « Botswana foreign policy perspectives ». *Development Dialogue* (1-2), 1984 : 141-147.

Le Botswana tente de mener une politique extérieure respectueuse de quatre principes : sauvegarde de la démocratie, promotion du développement économique, unité et indépendance. Le dialogue avec l'Afrique du Sud demeure difficile, les contacts se limitent au plan économique dans le cadre du Customs Union Agreement.

3036. FORTMAN, Louise – « Seasonal dimensions of rural social organisation ». *The Journal of Development Studies* 21 (3), avr. 85 : 377-389 ; tabl. ; graph. ; bibliogr.

L'influence des saisons (climat, migrations, observances religieuses) est très forte sur l'organisation rurale. Une étude menée au Botswana montre cependant qu'elle peut être tempérée par une bonne adaptation de l'organisation rurale aux cycles de production agricole et par l'apport d'aides extérieures.

Brésil

Voir aussi : n° 3533

3037. Politique extérieure et relations économiques

a. ROETT, Riordan – « Brazil and the United States : beyond the debt crisis ». *Journal of Interamerican Studies and World Affairs* 27 (1), fév. 85 : 1-15 ; bibliogr.
Si la position du Brésil dans le monde reste guidée par l'idée que le pays appartient à la fois au Tiers-Monde et au monde occidental, sans être lié exclusivement aux Etats-Unis, la question de l'endettement est maintenant au centre de sa politique extérieure. Ainsi le pays apporte-t-il un soutien vigoureux aux différentes initiatives de ses voisins pour régler la dette et tente d'accroître ses échanges commerciaux avec le reste du monde.

b. COLLINS, Paul D. – « Brazil in Africa : perspectives on economic co-operation among developing countries ». *Development Policy Review* 3 (1), mai 85 : 21-48 ; bibliogr.
La coopération Sud-Sud a parfois été préconisée comme un instrument facilitant la réalisation du Nouvel Ordre Economique International. Cependant, l'extension des liens économiques entre le Brésil et certains pays d'Afrique a néanmoins été qualifiée dans certains milieux de « produit du sous-impérialisme », reflet de la position de subordonné du Brésil, face aux pays développés d'Europe et aux Etats-Unis.

c. ARAKELIAN, Françoise A. – « Commerce et coopération entre le Brésil et la Communauté économique européenne ». *Notes et études documentaires* (1), 1985 *Problèmes d'Amérique latine* (75), 1er trim. 85 : 74-95 ; tabl.
Les relations économiques entre la CEE, ses Etats-membres et le Brésil, se sont beaucoup développées depuis le début des années soixante-dix. Les partenaires ont pris conscience de la complémentarité de leurs économies et établi des accords :

le premier, pour la période de 1973 à 1982 est un accord commercial de type non préférentiel, l'autre en vigueur depuis octobre 1982, est un accord cadre de coopération économique et commerciale.

3038. SACHS, Céline – « Les politiques du logement et de la gestion urbaine au Brésil ». *Notes et études documentaires* (1), 1985 *Problèmes d'Amérique latine* (75), 1er trim. 85 : 97-120 ; tabl. ; bibliogr.

La politique du logement des vingt dernières années à échoué, en grande partie à cause des dysfonctionnements du système centralisé, perceptibles au travers des rapports entre le secteur privé, entre l'Etat et la société. Cependant, le système mis en place en 1966, qui repose essentiellement sur l'épargne forcée des travailleurs, a favorisé l'accession des classes moyennes à la propriété par le biais de l'auto-construction spontanée. En outre, des initiatives locales ont vu le jour.

3039. La politique de la santé

a. [Médecine et société au Brésil]. *Revista de administracáo publica* 19 (1), mars 85 : 1-157.
Numéro spécial : aspects socio-économiques d'une réorientation de la politique de la santé visant à corriger son caractère inégalitaire.

b. POZ, Mario Roberto Dal et al. – « Cuidados básicos de la salud en la ciudad de Niterói : una experiencia de planeación de la salud a nivel local ». *Revista interamericana de planificación* 19 (73), mars 85 : 176-192 ; tabl., graph., cartes.
Le programme municipal de santé dans la périphérie de cette ville de la région métropolitaine de Rio de Janeiro.

Cameroun

3040. JOLIVALD, Francis – « Cameroun 1985 – Atouts et handicaps ». *Etudes* avr. 85 : 437-449 ; carte ; tabl.

Deux ans après le départ de M. Ahidjo, le Cameroun demeure, en Afrique noire, une oasis de stabilité qui a résisté aux secousses de la succession. Les atouts de ce pays ne sont pas négligeables tant sur les plans économique, financier et humain et si la politique suit, les moyens existent de faire face à certains grands problèmes dont notamment celui qui risque de devenir bientôt explosif : le chômage des jeunes.

3041. MBEMBE, J. A. – « La palabre de l'indépendance : les ordres du discours nationaliste au Cameroun (1948-1958) ». *Modes populaires d'action politique* (4), mars 85 : 99-129 ; bibliogr.

On peut analyser le discours nationaliste au Cameroun entre 1948 et 1958, en particulier celui de l'UPC (Union des Populations du Cameroun) pour mettre en évidence toutes ses résonances : époque coloniale, liens avec les communistes, le symbolique et le religieux, l'histoire, le juridique, l'étranger, etc. Article paru également dans *Revue française de science politique* 35 (3), juin 85 : 459-487.

Canada

Voir aussi : n° 3119, 3458

3042. ABELE, Frances ; DICKERSON, Mark O. – « The 1982 plebiscite on division of the Northwest territories : regional government and federal policy ? » *Canadian Public Policy* 11 (1), mars 85 : 1-15 ; tabl., cartes ; résumé en français.

Le plébiscite de 1982 sur les Territoires du Nord-Ouest canadien montre que l'attitude des communautés Inuit de l'Arctique oriental sont compatibles avec les grands objectifs des groupes autochtones d'un contrôle accru sur leurs propres affaires. Le gouvernement fédéral conseille donc un rapide report de la division des Territoires.

3043. CHORNEY, Harold ; HANSEN, Philip – « Neo-conservatism, social democracy and " province building " : the experience of Manitoba ». *The Canadian Review of Sociology and Anthropology* 22 (1), fév. 85 : 1-29 ; tabl.

La crise économique a provoqué l'émergence du néo-conservatisme et déclenché une crise de la démocratie sociale canadienne. La province du Manitoba est un exemple révélateur de ces évolutions.

3044. JOHNSTON, Richard – « The reproduction of the religious cleavage in Canadian elections ». *Canadian Journal of Political Science* 18 (1), mars 85 : 99-113 ; résumé en français.

Le clivage entre catholiques et protestants est l'un des aspects les plus frappants du choix d'un parti par les Canadiens, et ce fait ne peut s'expliquer seulement par la socialisation familiale, mais est dû à l'intervention des forces sociales extérieures à la famille.

3045. GOLDSMITH, Andrew – « Political policing in Canada : the report of the Mc Donald Commission and the security intelligence services Act 1984 ». *Public Law* print. 85 : 39-50.

Le rapport de la Commission Mc Donald (Août 1981) a révélé des irrégularités dans les activités liées à la sécurité intérieure de la police montée canadienne. La loi sur les services de sécurité intérieure adoptée en 1984 a tenu compte dans une certaine mesure des recommandations de ce rapport, en créant des services secrets autonomes.

3046. LANG, Graeme – « Regional variations in worksharing : the case of New-Foundland ». *Canadian Public Policy* 11 (1), mars 85 : 54-63 ; bibliogr. ; résumé en français.

Le travail à temps partagé subventionné par l'Assurance-chômage a rallié employeurs et employés au Canada. Ce programme est appliqué de façon variable selon les provinces et en particulier il l'est insuffisamment en Terre-Neuve, malgré le fort taux de chômage de cette province. Certains chefs syndicaux ont néanmoins eu des initiatives originales et le système pourrait être plus bénéfique qu'on le croit d'habitude.

3047. SUŠČENKO, V. V. – « Gosudarstvennoe predprinimatel'stvo v Kanade » (Les entreprises d'Etat au Canada). *SŠA* (4), avr. 85 : 35-46 ; tabl.

L'extension du secteur public dans l'économie canadienne, sous le gouvernement des libéraux, a contribué au renforcement des positions du capital financier national. La sphère d'influence du Canada s'est élargie, de ce fait, tant à l'échelle du continent qu'à l'échelle mondiale. Les projets de privatisation de certaines entreprises, annoncés par les conservateurs, risquent de provoquer les effets inverses.

3048. TREDDENICK, John M. – « The arms race and military keynesianism ». *Canadian Public Policy* 11 (1), mars 85 : 77-92 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en français.

L'augmentation récente des dépenses militaires du Canada s'explique davantage par des impératifs de la sécurité nationale. Mais la confusion entre objectifs économiques et besoins de la sécurité nationale, pourrait compromettre les uns et les autres.

3049. GREGORY, Allan W. ; RAYNAULD, Jacques – « An econometric model of Canadian monetary policy over the 1970s ». *Journal of Money, Credit and Banking* 17 (1), fév. 85 : 43-58 ; tabl. ; bibliogr.

L'émergence de la Banque centrale comme partenaire essentiel du processus de décision caractérise la politique monétaire du Canada pendant les années soixante-dix. Celle-ci fixe le taux d'intérêt nominal, l'offre de monnaie étant déterminée par la demande.

3050. JOHNSTON, William A. – « Class and economic nationalism : attitudes toward foreign investment ». *The Canadian Journal of Sociology* 10 (1), hiv. 85 : 23-36 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en français.

L'élite canadienne à une attitude très favorable à l'égard des investissements étrangers, alors que les milieux syndicaux sont plus réservés. L'origine des compagnies et l'affiliation des syndicats n'influent pas sur ces prises de positions. Il existe cependant un lien subtil entre classe sociale et nationalisme.

Chili

3051. USMANOV, S. M. – « Bor'ba cilijskogo naroda protiv diktatury i problema i edinstva oppozicii » (La lutte du peuple chilien contre la dictature et le problème de l'union de l'opposition). *Latinskaja Amerika* (2), fév. 85 : 47-55.

La volonté générale du peuple chilien d'en finir, le plus rapidement possible, avec le régime Pinochet, conduit l'opposition chrétienne-démocrate « modérée » à radicaliser ses positions. Du fait de son poids dans les différentes couches de la société, la démocratie chrétienne est un élément essentiel du bloc des forces antidictatoriales.

3052. La politique économique

a. NAVARO, Léonardo – « La dictadura militar en Chile y el capitalismo monopolista de Estado ». *Economica y desarrollo* (84), fév. 85 : 112-135 ; tabl.
Analyse de la politique économique en vigueur dans le pays depuis 1974 précisant le sens – et les résultats – des interventions de l'Etat en faveur du capital financier – national et étranger.

b. ALVAREZ, U. V. – « La faillite économique de la dictature fasciste chilienne ». *Recherches internationales* (14), déc. 84 : 83-94 ; tabl. ; résumés en anglais et en espagnol.
L'application du modèle économique ultra-libéral, fondé sur les principes de l'Ecole de Chicago, a eu des conséquences économiques et sociales dramatiques au Chili. Elle est également à l'origine de la crise politique actuelle de la dictature.

c. EDWARDS, Sebastian – « Stabilization with liberalization : an evaluation of ten years of Chile's experiment with free-market policies, 1973-1983 ». *Economic Development and Cultural Change* 33 (2), janv. 85 : 223-254 ; tabl.
De 1973 à 1981, le Chili est passé d'une économie fermée et centralisée à une économie ouverte et libérale. Grâce à la politique économique menée par le gouvernement militaire, cette période a été marquée par des succès économiques : ralentissement de l'inflation, réduction du déficit budgétaire, retour à la liberté des prix, relance de l'économie jusqu'à la crise de 1982-83.

Chine

Institutions et vie politiques

3053. « Chine : le nouveau cours ». *Le débat* (35), mai 85 : 140-178.

La Chine vit actuellement une sorte de « nouvelle révolution » qui lie son développement à celui de l'ensemble de la planète ; les conséquences sur sa politique étrangère.

3054. NOUMOFF, S. J. – « Mao and socialist transition ». *China Report* 20 (6), déc. 84 : 3-13.

La principale contribution de Mao à la théorie et à la pratique de la transition socialiste concerne les étapes de la transformation révolutionnaire et les liens entre les forces de production et les rapports de production dans une société semi-féodale et semi-coloniale. Mais depuis sa mort, les théoriciens du parti ne sont plus entièrement d'accord avec les idées de Mao sur ces deux points.

3055. HONIG, Emily – « Socialist revolution and women's liberation in China – A review article ». *The Journal of Asian Studies* 44 (2), fév. 85 : 329-336 ; bibliogr.

L'opinion favorable qui prévalait en Occident sur la libération de la femme en Chine communiste, est devenue plus critique depuis une dizaine d'années. De nouvelles études ont montré que malgré son programme, le parti communiste a toujours tenu compte de la nécessité de préserver l'unité patriarcale et la structure traditionnelle de la famille afin de ne pas s'aliéner la paysannerie.

3056. ROSEN, Stanley – « Prosperity, privatisation and China's youth ». *Problems of Communism* 34 (2), avr. 85 : 1-28 ; tabl.

La Ligue communiste de la jeunesse chinoise, bien qu'indépendante en théorie, suit la politique de la jeunesse élaborée par le parti communiste et a pour mission

principale de recruter les membres du parti et de favoriser la socialisation politique de ses adhérents. L'étude de ses activités depuis 1978 montre son incapacité à concilier les ordres du Parti et les désirs des jeunes, d'où ses nombreuses contradictions.

Economie et finances

3057. BLECHER, Marc – « Inequality and socialism in rural China : a conceptual note ». *World Development* 13 (1), janv. 85 : 115-121 ; tabl. ; bibliogr.

Le système socialiste chinois maintient certaines inégalités que l'idéologie officielle tente de justifier. Les inégalités de développement dans les campagnes, entre les différents villages, font néanmoins l'objet d'efforts du gouvernement pour y remédier.

3058. HUAN XIANG – « The new technological revolution and China's response ». *Social Sciences in China* 6 (1), 1985 : 64-77.

La Chine devra rattraper le plus tôt possible son retard dans la révolution technologique mondiale. Ses efforts doivent porter en premier lieu sur la microélectronique, y compris les ordinateurs, et sur la bio-technologie, mais en même temps son système de gestion de l'économie devra être modifié, sa planification unifiée sous la direction de l'Etat et une « Silicon Valley » créée dans le pays. Traduit de : *Zhongguo Shehui Kexue* (4), 1984.

3059. WU AN CHIA – « Restructuration économique de la Chine continentale : une perspective politique ». *Etudes et documents (Taïpei)* avr. 85 : 6-25.

Par de nombreux points, la récente réforme économique chinoise ressemble à la NEP adoptée en 1921 par Lénine et est la reconnaissance que les dirigeants chinois ont compris, après plusieurs dizaines d'années, que le communisme n'est pas applicable à la Chine.

3060. BHAT, Taranath – « Sino – Indian economic relations : an overview ». *China Report* 20 (6), déc. 84 : 15-29 ; tabl.

Les échanges commerciaux entre la Chine et l'Inde sont gouvernés par leurs rapports politiques mutuels. Bons dans l'ensemble jusqu'en 1959 leurs rapports commerciaux bilatéraux ont perdu de leur importance puis leurs rapports politiques étant devenus très mauvais, le commerce entre les deux pays a été interrompu pendant une quinzaine d'années pour reprendre à partir de 1977 et se développer ensuite.

3061. GELATT, Timothy A. ; POMP, Richard D. – « Tax aspects of doing business with the People's Republic of China ». *Columbia Journal of Transnational Law* 22 (3), 1984 : 421-504.

Depuis 1979, la Chine dispose d'un système fiscal cohérent concernant la taxation des entreprises étrangères. Ce système comporte plusieurs types d'impôts : l'impôt sur les revenus des personnes, la taxe industrielle et commerciale, l'impôt sur les revenus des entreprises étrangères, la taxe immobilière et les taxes sur les transports, notamment les transports maritimes.

Chypre

Voir aussi : n° 1629, 3530

3062. BRUCE, Leigh H. – « Cyprus : a last chance ». *Foreign Policy (New York)* (58), print. 85 : 115-133.

Le sommet de janvier 1985 réunissant les Chypriotes grecs et turcs aux Nations-Unies a été un échec mais il a démontré combien l'engagement des Etats-Unis était nécessaire pour régler le problème de Chypre et pour restaurer les intérêts de l'Otan dans cette région méditerranéenne.

3063. « Le problème chypriote ». *Bulletin-Equipe de recherche sur la Turquie* (1), oct. 84 : 1-68.

Numéro spécial sur la proclamation de la République turque du Nord de Chypre : aspects culturels, politiques et diplomatiques de la lutte pour l'indépendance.

Colombie

3064. SOLAUN, Mauricio ; VELEZ, Eduardo – « Racial terminology and discriminatory integration in Latin America ». *Research in Race and Ethnic Relations* 4, 1985 : 139-159 ; tabl. ; bibliogr.

Une enquête effectuée en Colombie confirme l'idée généralement répandue d'une relativement grande stabilité des relations inter-raciales en Amérique latine. Il y existe en effet une « nomenclature raciale » qui facilite l'intégration raciale. Il y a à la fois discrimination et acceptation totale des nons-Blancs.

3065. « Coyuntura económica 1984 y bases del programa macro-economico 1985-1986 ». *Revista de planeación y desarrollo* 17 (1), mars 85 : 3-36 ; tabl., graph.

Analyse prospective, sectorielle, de l'économie colombienne à partir d'un bilan des premiers résultats du plan de redressement.

3066. « Utilización de capacidad instalada en la industría manufacturera colombiana ». *Revista de planeación y desarrollo* 17 (1), mars 85 : 91-183 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Estimation des variations du taux d'utilisation des capacités de production dans différentes branches de l'industrie mécanique en 1970-1982 et analyse des caractéristiques et des causes de la baisse actuelle de ce taux.

3067. AGHON, B., Gabriel et al. – « La ley de 1983. Primeros resultados ». *Revista de planeación y desarrollo* 17 (1), mars 85 : 59-90 ; tabl.

Les résultats – positifs dans l'ensemble – de la réforme de la fiscalité locale en Colombie selon une enquête auprès des administrations départementales et municipales.

Corée du Nord

3068. KIM YOUN – SOO – « Economic cooperation between North Korea and COMECON member nations ». *Vantage Point* 8 (2 et 3), fév. et mars 85 : 1-11 et 1-11 ; tabl. ; bibliogr.

La Corée du Nord ne fait pas partie du COMECON (CAEM), ni ne coopère économiquement avec cet organisme en tant que tel, par crainte pour son indépendance, mais entretient avec tous ses membres des rapports économiques, sur la base d'accords bilatéraux de commerce et d'assistance, depuis 1953. Ces rapports n'ont pas toujours été sans nuages, notamment avec l'URSS. Cependant, une demande d'adhésion au CAEM n'est pas à exclure, parce qu'elle pourrait faciliter le règlement du problème de son endettement.

3069. YOUNG CHOI – « The North Korean military buildup and its impact on North Korean military strategy in the 1980s ». *Asian Survey* 25 (3), mars 85 : 341-355.

La Corée du Nord a doublé son potentiel militaire depuis la fin des années 60, formé des commandos et renouvelé sa stratégie, provoquant ainsi dans la péninsule un regain de tension qui oblige les Américains à y maintenir leurs forces.

Corée du Sud

3070. CHARDONNET, Jean – « La progression économique de la Corée du Sud face au marasme mondial ». *Géographie et recherche* (54), mai 85 : 49-78.

Dans un contexte de crise mondiale, la Corée du Sud poursuit sa croissance économique. Les objectifs du gouvernement : stabilisation de l'économie, augmentation modérée de la production et amélioration de l'équilibre économique ont été réalisés. Les principaux volets de la politique économique étaient les investissements et la politique énergétique. Ces bons résultats, dus essentiellement à l'industrie, ne doivent cependant pas cacher certaines faiblesses, notamment celle du commerce extérieur.

3071. « Korea in Africa ». *Africa. An International Business, Economic and Political Monthly* (165), mai 85 : 45-62 ; tabl.

Dossier consacré aux relations économiques entre la Corée du Sud et l'Afrique.

Côte d'Ivoire

3072. « Ivory Coast : does oil hold the key ? » *OPEC Bulletin* 16 (3), avr. 85 : 34-43 et 79.

Les premiers forages en Côte d'Ivoire ont eu lieu en 1957-59, peu avant la décolonisation, tandis que le premier accord avec un consortium international n'a été signé qu'en 1970, en même temps qu'a été établie la Société nationale d'opérations pétrolières de la Côte d'Ivoire. Les gisements actuellement exploités sont celui de « Bélier », près d'Abidjan, et celui d'« Espoir », dans le Golfe de Guinée.

3073. DIENOT, Josy – « Les devises touristiques : bénéfice ou leurre pour la Côte d'Ivoire ». *Cahiers d'Outre-Mer* 38 (149), mars 85 : 65-80 ; tabl., carte ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Le problème du tourisme dans les PVD est bien illustré par le cas de la Côte d'Ivoire. En effet, si les recettes brutes sont très importantes, les recettes nettes sont infimes : les productions nationales étant insuffisantes pour approvisionner les hôtels, d'où l'augmentation des importations, le développement du tourisme des PVD apparaît comme un leurre...

Egypte

Voir aussi : n° 3534, 3607

3074. CARRE, Olivier – « Problèmes géopolitiques de l'Egypte ». *Hérodote* (36), mars 85 : 62-82.

Tant sur le versant de l'Océan Indien que sur le versant méditerranéen, l'Egypte actuelle exerce activement sa position géographique de « nation du milieu », le Caire se trouvant le centre de tous les courants qui marquent l'histoire contemporaine de l'Orient arabe : appartenance nationale étatique, appartenance arabe, appartenance islamique.

3075. KEPEL, Gilles – « Les Oulémas, l'intelligentsia et les islamistes en Egypte ». *Modes populaires d'action politique* (4), mars 85 : 70-88 ; bibliogr.

En Egypte, le statut d'intelligentsia appartient à deux groupes rivaux, les clercs (Oulémas) et le mouvement islamiste : les clercs tentent de conquérir le monopole en attaquant la qualification des islamistes à faire œuvre intellectuelle et ces derniers font un procès aux Oulémas dénonçant notamment leur subordination aux pouvoirs publics. Article paru également dans *Revue française de science politique* 35 (3), juin 85 : 424-445.

3076. WEINBAUM, Marvin G. – « Egypt's Infitah and the politics of US economic assistance ». *Middle Eastern Studies* 21 (2), avr. 85 : 206-222 ; bibliogr.

Après la politique économique très étatique de Nasser, Sadate a entrepris une politique d'ouverture – L'Infitah – attirant les capitaux étrangers et l'assistance américaine. Mubarak, de façon moins radicale, pour ménager ses voisins arabes, poursuit la même politique.

Espagne

Voir aussi : n° 3458, 3579, 3584

3077. DELLA PORTA, Donatella ; MATTINA, Liborio – « I movimenti politici a base etnica : il caso basco ». *Rivista italiano di scienza politica* 15 (1), avr. 85 : 35-67 ; résumé en anglais.

L'émergence du nationalisme basque a coïncidé avec les périodes de développement industriel ; s'il constituait la réaction d'une périphérie essentiellement rurale

menacée par l'industrialisation et l'urbanisation, il fut aussi favorisé par l'existence d'une communauté culturelle fortement soudée. L'ETA, qui sous Franco ne se différenciait guère d'autres mouvements clandestins, radicalisa son opposition armée au pouvoir de Madrid pendant la transition démocratique, principalement par refus d'une solution négociée qui eût réduit son influence.

3078. PRIETO, Fernando – « Le parti socialiste au pouvoir en Espagne ». *Etudes* avr. 85 : 451-462.

Avant de devenir le parti du gouvernement, depuis deux ans, le parti socialiste espagnol officialisé depuis 1977, a connu un long passé d'exil et de clandestinité. Le 30e Congrès tenu à Madrid en décembre 1984, a permis de reconsidérer l'identité et le rôle du parti, qui a entamé une phase décisive de son histoire. Un fort courant de gauche socialiste existe au sein du parti bien qu'il soit encore resté prudent. Les dirigeants du parti savent que la grande majorité de l'électorat espagnol est pragmatiquement de centre-gauche et son évolution le portera à prendre des attitudes plus conservatrices.

3079. L'adhésion de l'Espagne à la CEE

a. « España y la CEE ». *Información comercial española* (620), avr. 85 : 7-95.
Suite d'articles sur les relations entre l'Espagne et la CEE et sur les problèmes particuliers des politiques bancaire et financière de la CEE et du contrôle des changes.

b. MOLINA DEL POZO, Carlos F. – « La participatión de las comunidades autónomas en la toma de decisiones comunitarias ». *Revista de estudios políticos* (43), fév. 85 : 83-105.
Examen des questions juridiques et politiques que suscite l'adhésion de l'Espagne à la CEE en ce qui concerne la participation des régions autonomes au processus communautaire.

3080. PALLARES, Enrique – « El fracaso escolar ». *Razón y fe* 211 (1041), mai 85 : 505-519.

Réflexions sur les motifs et sur la prévention de l'échec scolaire : les responsabilités de la société, du système éducatif et de la famille face au problème.

3081. [La libéralisation du marché espagnol du blé]. *Revista de estudios agrosociales* 34 (130), mars 85 : 15-114 et 159-218 ; résumés en français.

Suite d'articles concernant la loi du 29 mai 1984 sur la production et la commercialisation du blé.

3082. GARCIA DORY, Miguel A. ; MARTINEZ VICENTE, Silvio – « Razas autoctonas frente a piensos importados ». *Arbor* 120 (472), avr. 85 : 55-77 ; tabl. ; bibliogr.

Résultats d'une recherche socio-économique sur l'élevage en Espagne montrant les avantages que la promotion de l'élevage extensif entraînerait pour les producteurs, les consommateurs et pour l'équilibre de la balance des paiements.

3083. « Reconversión industrial ». *Boletin de estudios económicos* 39 (123), et 40 (124), déc. 84 et avr. 85 : 461-550 et 7-143.

Suite d'articles sur la reconversion industrielle en Espagne : les modalités du processus, ses conséquences pour l'emploi et les difficultés qu'il suscite aux niveaux régional, et sectoriel.

3084. « Comercio internacional de servicios ». *Información comercial española* (620), avr. 85 : 97-168.

Suite d'articles sur les tendances actuelles du commerce international des services et sur la position de l'Espagne dans ce marché.

Etats-Unis

Institutions et vie politiques

Voir aussi : n° 3234, 3462, 3464, 3470, 3475, 3476, 3478, 3481, 3488, 3559, 3562, 3572, 3578, 3580, 3581

3085. « The mediated ministry ». *Journal of Communication* 35 (1), hiv. 85 : 89-156.

Suite d'articles : l'impact de la religion médiatisée ; le contenu des programmes télévisés ; le contenu des programmes télévisés religieux ; leur adaptation aux

classes sociales concernées ; la télévision religieuse comme substitut de la fréquentation culturelle ; les media religieux et la piété populaire.

3086. « Les catholiques noirs aux Etats-Unis ». *La documentation catholique* (1897), 2 juin 85 : 577-597.

Deux articles sur le nombre, les caractéristiques sociales et le rôle des laïcs dans la communauté catholique noire aux Etats-Unis.

3087. « Ethnicity and race in the USA : toward the twenty-first century ». *Ethnic and Racial Studies* 8 (1), janv. 85 : 1-180 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Numéro spécial : la situation des groupes ethniques varie beaucoup aux Etats-Unis et leurs frontières sont mouvantes. Cependant, le modèle ethnique permet plutôt de comprendre l'expérience des groupes d'origine européenne et celle de certains immigrants asiatiques alors que le modèle minoritaire définit la situation de catégories discriminées, tels les Noirs, les Hispaniques et les Indiens.

3088. L'administration municipale

a. SVARA, James H. – « Dichotomy and duality : reconceptualizing the relationship between policy and administration in council-manager cities ». *Public Administration Review* 45 (1), fév. 85 : 221-232 ; graph.
L'imprécision des fonctions attribuées aux fonctionnaires élus et aux fonctionnaires nommés dans les villes aux Etats-Unis explique l'ambiguïté de leurs rapports. L'on a pu dégager différents modèles de gestion urbaine en Caroline du Nord selon les différents types de relations existant entre les fonctionnaires.

b. ABNEY, Glenn ; LAUTH, Thomas P. – « Interest group influence in city policy-making : the views of administration ». *The Western Political Quarterly* 38 (1), mars 85 : 148-161 ; tabl. ; bibliogr.
Aux Etats-Unis, les groupes d'intérêt ont une influence plus ou moins importante sur la politique municipale. Selon une série d'interviews de fonctionnaires municipaux, cette influence est beaucoup plus sensible sur le conseil municipal que sur l'administration municipale.

3089. Les votes à la Chambre des Représentants

a. WELCH, Susan – « Are women more liberal than men in the US Congress ? » *Legislative Studies Quarterly* 10 (1), fév. 85 : 125-134 ; tabl. ; bibliogr.
Selon une étude des votes à la Chambre des Représentants, de 1972 à 1980, les femmes sont, dans l'ensemble, plus libérales que les hommes, mais ce décalage tend à s'estomper et il est négligeable chez les démocrates du Nord.

b. Mc CORMICK, James M. – « Congressional voting on the nuclear freeze resolutions ». *American Politics Quarterly* 13 (1), janv. 85 : 122-136 ; tabl. ; bibliogr.
Selon une étude portant sur les votes des Représentants au Congrès à propos de la réduction ou de l'arrêt de la fabrication d'armes nucléaires en 1982-1983, le comportement des Représentants sur ces questions s'explique plus par l'idéologie et la position vis à vis du Président des Etats-Unis que par l'appartenance à un parti ou l'origine géographique.

3090. COTTER, Patrick R. – « The decline in partisanship : a test of four explanations ». *American Politics Quarterly* 13 (1), janv. 85 : 51-77 ; tabl. ; bibliogr.

Aux Etats-Unis, le nombre des électeurs affiliés à un parti a sensiblement décliné au cours des dernières années ; des facteurs régionaux ou démographiques expliquent en partie ce déclin, mais la cause la plus générale semble être l'impression chez de nombreux électeurs qu'il n'y a pas de différences profondes entre les partis et que l'élection de tel ou tel parti entraîne peu de changements dans la société ou dans leur situation personnelle.

3091. La nouvelle droite chrétienne

a. GOLDING, Gordon – « La nouvelle droite chrétienne aux Etats-Unis : l'exemple de la majorité morale ». *Autres temps* (5), print. 85 : 43-57 ; bibliogr.
Née dans les années 1980, la Majorité morale a regroupé des personnes jugeant J. Carter trop à gauche et désirant un Président conservateur. Soutenant R. Reagan, ils militent pour des valeurs traditionnelles telles que la famille, la libre-entreprise, la moralité, le patriotisme et ont un rôle non négligeable dans la vie politique.

b. DURHAM, Martin – « Family, morality and the New Right ». *Parliamentary Affairs* 38 (2), print. 85 : 180-191.

Analyse comparée, aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, du rôle joué par les thèmes moralistes dans la résurgence du néo-conservatisme. La « majorité morale » est beaucoup plus organisée et unie aux Etats-Unis ; en outre, dans la droite américaine, la thématique proprement moraliste est beaucoup plus marquante que chez son homologue britannique (famille, religion, sexualité...).

3092. Le comportement électoral

a. COLEMAN, Stephen – « The human brain, social conformity, and presidential elections ». *The Journal of Mathematical Sociology* 11 (2), 1985 : 95-130 ; tabl., graph. ; bibliogr.
L'étude des élections présidentielles américaines de 1904 à 1980 fait apparaître le pouvoir du conformisme social dans les décisions de vote, autant en ce qui concerne la participation électorale que le choix d'un candidat.

b. ZIPP, John F. – « Perceived representativeness and voting : an assessment of the impact of " choices " vs " echoes " ». *The American Political Science Review* 79 (1), mars 85 : 50-61 ; tabl. ; bibliogr.
L'abstentionnisme croissant observé depuis 1960 lors des élections présidentielles ne s'explique pas tant par des critères individuels que par l'écart croissant entre les intérêts des électeurs et ceux des candidats.

3093. NORRIS, Pippa – « The gender gap in Britain and America ». *Parliamentary Affairs* 38 (2), print. 85 : 192-201.

L'image traditionnelle de la femme conservatrice est devenue totalement fausse. En Grande Bretagne et surtout aux Etats-Unis les femmes sont depuis quelques années plus favorables à la gauche que les hommes (alors que dans les pays européens on assiste à une similitude croissante du comportement entre les sexes).

3094. Les élections de novembre 1984

a. « The 1984 US elections ». *PS* 18 (1), hiv. 85 : 28-68 ; tabl.
Suite d'articles consacrés aux différents aspects des élections de 1984.

b. « Is it really realignment ? » *Public Opinion* 7 (6), janv. 85 : 2-19 et 58-63 ; tabl.
Suite d'articles : les élections de 1984 traduisent-elles un réalignement politique de l'opinion ?

c. MARMOR, Theodore R. – « The lessons of Mondale's defeat ». *The Political Quarterly* 56 (2), juin 85 : 153-166.
Les élections présidentielles de 1984 ont démontré qu'il était plus important aux Etats-Unis de savoir vendre son image et des slogans que d'avoir des idées et un programme politique. Les Démocrates souhaitent-ils entrer dans ce jeu qui n'empêche pas la situation des villes américaines de s'aggraver et la pauvreté de s'étendre ?

3095. La Cour Suprême

a. CALDEIRA, Gregory A. – « The transmission of legal precedent : a study of state Supreme Courts ». *The American Political Science Review* 79 (1), mars 85 : 178-194 ; tabl., graph. ; bibliogr.
Dans bien des cas les décisions rendues par les Cours Suprêmes d'Etat s'appuient ou se réfèrent à des décisions rendues dans des cas similaires par d'autres Cours. Cette forme de communication s'articule autour des caractéristiques de chaque Cour Suprême, des distances entre elles, de leurs liens culturels et des similitudes de juridiction.

b. SPAETH, Harold J. ; ALTFELD, Michael F. – « Influence relationship within the Supreme Court : a comparison of the Warren and Burger Courts ». *The Western Political Quarterly* 38 (1), mars 85 : 70-83 ; tabl., graph. ; bibliogr.
Etude comparative des rapports d'influence entre les juges de la Cour Suprême, sous la présidence Warren et sous la présidence Burger.

3096. « Our crowded prisons ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science* (478), mars 85 : 9-182.

Numéro spécial : le surpeuplement des prisons et les conditions de détention désastreuses qui sont le résultat de la politique judiciaire du pays sont source de dilemmes pour les magistrats, puisque l'administration s'est montrée jusqu'à présent inefficace. Des solutions nouvelles sont proposées, qui constituent non pas dans la construction de prisons, mais dans une réforme pénale et du régime des peines.

3097. WHEELER, John – « Coming to grips with Vietnam ». *Foreign Affairs* 63 (4), print. 85 : 747-758.

La guerre du Vietnam a profondément bouleversé les soldats de 20 ans qui furent envoyés là-bas et qui sont aujourd'hui des hommes mûrs : elle les a séparés des autres hommes restés aux Etats-Unis, des femmes dont les mouvements de libération devinrent très actifs, et d'eux-mêmes en raison du choc moral vécu.

3098. ANDERSON, John W. – « The economic, legal and scientific implications of direct broadcast satellites ». *Communications and the Law* 7 (1), fév. 85 : 3-25.

La DBS, télévision directe par satellite, va être généralisée en septembre 1986 mais elle pose un grand nombre de problèmes juridiques et commerciaux. Une grande rivalité s'instaure aux Etats-Unis entre les réseaux ABC, NBC, CBS.

3099. LARSON, David L. – « The Reagan rejection of the UN Convention ». *Ocean Development and International Law* 14 (4), 1985 : 337-361 ; bibliogr.

La décision de l'Administration Reagan de signer l'acte final de la 3e conférence sur le droit de la mer, tout en refusant de signer la Convention elle-même ou de participer au travail de la commission préparatoire montre qu'aux Etats-Unis existe actuellement une opinion publique nationaliste et isolationniste.

3100. BERTRAND, Claude-Jean – « L'impérialisme culturel américain, un mythe ? » *Esprit* (5), mai 85 : 63-76.

Il n'y a pas de véritable impérialisme culturel américain, au sens d'une coalition politico-industrielle ayant pour but une conversion du globe à l'américanisme. Quant à la forte influence culturelle des Etats-Unis, elle a des aspects positifs, comme les valeurs individualistes, et est souvent réinterprétée par les pays qui la subissent.

3101. GOMANE, Jean-Pierre – « L'anticolonialisme dans la politique étrangère des Etats-Unis, spécialement dans le Pacifique : un point de vue européen ». *L'Afrique et l'Asie modernes* (145), été 85 : 19-32.

Les Etats-Unis ont bâti leur suprématie sans recours délibéré à la domination coloniale. Ce sentiment anticolonialiste trouve sans doute ses racines dans l'origine-même des Etats-Unis, colonie révoltée. L'évolution récente a cependant orienté la politique extérieure américaine vers un intérêt croissant pour le Pacifique et l'Asie, à tel point que ces zones peuvent paraître des enjeux plus importants que l'Atlantique et l'Europe.

3102. RUGGIE, John Gerard – « The United States and the United Nations : toward a new realism ». *International Organization* 39 (2), print. 85 : 343-356.

Les Américains sont en général déçus par le rôle que jouent les Nations-Unies au niveau du maintien de la paix internationale et de la sécurité. Beaucoup de critiques concernent aussi la stucture administrative des Nations-Unies dont la bureaucratie est jugée inefficace et les institutions spécialisées trop politisées.

3103. GELMAN, Harry – « Rise and fall of detente ». *Problems of Communism* 34 (2), avr. 85 : 51-72.

L'examen des facteurs qui ont contribué à la détente des relations américano-soviétiques dans les années 1970 puis à leur dégradation progressive jusqu'à leur niveau le plus bas en 1984 montre d'abord l'incompatibilité des intérêts fondamentaux des deux puissances. Cependant, la tension atteinte depuis l'invasion soviétique en Afghanistan pourrait être restreinte si les Occidentaux poussent leurs gouvernements en ce sens et si les opportunités d'intervenir dans le Tiers-Monde continuent de manquer aux Soviétiques.

3104. FROMKIN, David ; CHACE, James : « What are the lessons of Vietnam ? » *Foreign Affairs* 63 (4), print. 85 : 722-746.

La guerre du Vietnam est l'épisode le plus tragique de l'histoire américaine de ce siècle : et ce qui rend cette expérience encore plus dramatique pour le peuple américain, c'est qu'il ne peut en tirer aucune leçon, puisque cette guerre ne fut pas vue de la même manière par tous.

3105. Les relations avec l'Amérique latine

a. LAGOS, Gustavo ; PLAZA, Oscar – « La actual política exterior norteamericana y su proyección en America latina ». *Estudios internacionales* 18 (69), mars 85 : 63-80 ; bibliogr.
Le retour à la guerre froide, choisi par l'administration Reagan comme solution à la crise de l'hégémonie des Etats-Unis, ne pouvait que se manifester d'abord en Amérique latine où ce choix devait également prouver ses coûts et son inconsistance.

b. « América latina – Estados Unidos : la agenda política ». *Cuadernos semestrales* (15), 1er sem. 85 : 11-381.
Suite d'articles et de documents sur les relations des pays latino-américains avec les Etats-Unis : comment envisager leur évolution pendant la deuxième moitié de la décennie ? Voir notamment : AGUILAR ZINSER, Adolfo ; PARADES, Carlos Federico : (n° 3562) ; PORTALES, Carlos : (n° 3561) ; JIMENEZ CABRERA, Edgar : (n° 3558).

3106. Les relations avec l'Amérique centrale

a. « Four more years : a symposium on Central America and the second Reagan term ». *NACLA Report on the Amecas* 19 (1), fév. 85 : 15-55.
Suite d'articles consacrés à la politique menée par Reagan en Amérique centrale et dans les Caraïbes : l'intérêt stratégique de cette région pour les Etats-Unis, le Savador et le Nicaragua, les perspectives d'évolution des conflits et de l'intervention américaine sous le second mandat de Reagan.

b. BALORA, Enrique A. – « Central America on the Reagan watch : rethoric and reality ». *Journal of Interamerican Studies and World Affairs* 27 (1), fév. 85 : 35-62 ; tabl. ; bibliogr.
Durant son premier mandat, Reagan a mené une politique contradictoire en Amérique centrale, car il s'est davantage attaché à contrecarrer les initiatives menaçant la sécurité de la région qu'à renforcer son économie et ses tentatives démocratiques. Le deuxième mandat du président américain ne risque guère d'apporter une solution aux problèmes de l'Amérique centrale. Voir à la suite, p. 145-159 : DALY HAYES, Margaret : « Prescriptions and results : policy recommendations for Central America in 1984 ».

3107. RUCZ, Claude – « L'indication des mesures conservatoires par la Cour internationale de justice dans l'affaire des activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci ». *Revue générale de droit international public* 89 (1), 1985 : 83-111.

En réponse aux opérations militaires des Etats-Unis qui avaient atteint en mars 1984 une ampleur accrue, le Nicaragua a introduit le 9 avril, auprès de la Cour internationale, une action en responsabilité contre les Etats-Unis, se fondant sur la violation de l'interdiction du recours à la force, du principe de non-intervention et de la liberté des mers. En même temps, il introduisait une demande en indication de mesures conservatoires. La Cour internationale a estimé être compétente dans cette affaire et que les circonstances exigeaient l'indication des mesures conservatoires.

3108. DOMINGUEZ, Jorge I. – « US-Cuban relations in the 1980's : issues and policies ». *Journal of Interamerican Studies and World Affairs* 27 (1), fév. 85 : 17-34 ; bibliogr.

Les Etats-Unis devraient cesser leur hostilité contre Cuba puisqu'il est maintenant bien entendu que le régime de Castro ne changera pas et que d'autre part, si Cuba reste dépendant de l'Union soviétique, il s'est également engagé dans d'autres pays du monde. Des relations plus cordiales entre ces deux voisins géographiques éviteraient donc à leurs alliés respectifs de craindre une guerre mondiale.

3109. L'Initiative de défense stratégique

a. GENESTE, Marc – « L'initiative de défense stratégique et l'Arms Control ». *Défense nationale* 41, mai 85 : 9-22 ; graph.
L'IDS et l'appellation de « guerre des étoiles » ont créé de nombreux malentendus. Mais l'Europe doit participer au projet Reagan et à cette stratégie fondée sur la défense et non sur la terreur.

b. GENESTE, Marc – « Strategic defense and the shield of Europe ». *Strategic Review* 13 (2), print. 85 : 37-43.
Le concept américain d'initiative de défense stratégique (IDS) est, dans son ensemble, compatible avec la défense de l'Europe, mais l'utilité et la nécessité

de l'IDS doivent être mieux expliquées par les Américains aux Européens. Ce bouclier stratégique ne doit pas être constitué au détriment d'armes nucléaires tactiques modernisées qui sont indispensables à la défense de l'Europe.

c. TORNETTA, Vicenzo – « Il dibattito sulle « guerre stellari ». *Rivista di studi politici internazionali* 52 (2), juin 85 : 179-194.
Le président Reagan, dans son discours du 23 mars 1983 a lancé le concept de « guerre des étoiles » et ouvert un débat complexe ; la notion d'un système défensif parfait rompt en effet celle d'« équilibre de la terreur » qui prévalait et pose de nombreux problèmes : faisabilité technologique, intégration dans le cadre des traités SALT et ABM, réaction des partenaires européens.

d. BRUCKMANN, Wolfgang ; ENGELS, Dieter – « SDI – worum geht es wirklich ? Eine Expertenrunde » (IDS – de quoi s'agit-il en réalité ? Une table-ronde entre experts). *Blätter für deutsche und internationale Politik* 30 (5), mai 85 : 534-561.
L'Initiative de défense stratégique de Reagan est plus qu'un programme de recherches militaires et il est faux d'affirmer qu'il ne vise qu'à combler un retard causé par l'avance stratégique soviétique. Il s'agit d'une nouvelle menace pour l'Europe et d'un défi que le mouvement pacifiste doit relever.

3110. STEIN, Robert M. et al. – « The fiscal impact of the US military assistance program, 1967-1976 ». *The Western Political Quarterly* 38 (1), mars 85 : 27-43 ; tabl., graph. ; bibliogr.
L'aide financière militaire accordée par les Etats-Unis à ses alliés, de 1967 à 1976, n'a pas été toujours utilisée par les pays bénéficiaires à des fins militaires. En l'absence de conflit, ceux-ci ont souvent préféré injecter ces crédits dans l'économie, principalement dans le secteur privé et non dans le secteur public.

Situation et politique sociales

Voir aussi : n° 3267, 3500

3111. La classe ouvrière

a. FORM, William ; PUTMAN, George – « Economic clivages in the American working class ». *The British Journal of Sociology* 36 (1), mars 85 : 1-33 ; tabl. ; bibliogr.
On peut réaliser une étude sociologique de la classe ouvrière, selon les critères économiques tels que propriété, secteur économique, qualification ; on obtient alors une classification selon cinq niveaux : travailleurs indépendants, ouvriers qualifiés, ouvriers non-qualifiés travaillant dans les secteurs économiques centraux, ouvriers non qualifiés dans les secteurs économiques périphériques et ceux qui travaillent dans la marginalité.

b. RUSSELL, Raymond – « Using ownership to control : making workers owners in the contemporary United States » *Politics and Society* 13 (3), 1984 : 253-294 ; tabl.
Un essai de définition de l'ouvrier américain montre la disparition de la distinction entre propriétaire et salarié, notamment avec l'extension du système du partage des profits. Mais les rapports de classe entre employés et dirigeants d'entreprises ne sont pas fondamentalement changés.

3112. FITZPATRICK, Kevin M. ; LOGAN, John R. – « The aging of the suburbs, 1960-1980 ». *American Sociological Review* 50 (1), fév. 85 : 106-117 ; tabl. ; bibliogr.
Aux Etats-Unis, le vieillissement de la population résidant dans les banlieues s'est accentué au cours des vingt dernières années : les personnes âgées de plus de 65 ans représentaient, en 1960, 25,6 % de la population, et 39,4 % en 1980 ; cette tendance est particulièrement sensible dans les banlieues à croissance démographique lente, où les Blancs sont en majorité et où le niveau de vie est plus élevé.

3113. [Trade-Unions]. *Journal of Labor Research* 6 (2), print. 85 : 127-227 ; tabl. ; bibliogr.
Numéro spécial consacré aux activités des syndicats ; leur rôle dans le développement économique américain, leurs bases idéologiques et leur influence sur la législation du travail dans certains secteurs, comme par exemple dans l'industrie minière.

3114. BARTEL, Ann P. ; GLENN THOMAS, Lacy – « Direct and indirect effects of regulation : a new look at OSHA's impact ». *The Journal of Law and Economics* 28 (1), avr. 85 : 1-25 ; tabl.

La loi sur la sécurité et la santé du travail (OSHA) ne semble pas avoir eu d'impact significatif sur la réduction du nombre des accidents du travail. L'hypothèse de l'inefficacité de la réglementation, parce qu'elle se concentre essentiellement sur les normes de l'équipement en capital, se révèle globalement correcte.

3115. HODSON, Randy ; SULLIVAN, Teresa A. – « Totem or tyrant ? Monopoly, regional and local sector effects an worker commitment ». *Social Forces* 63 (3), mars 85 : 716-731 ; tabl. ; bibliogr.

Selon une enquête menée en 1975 auprès de 4493 salariés du secteur privé, c'est dans les entreprises ayant une activité locale et non dans les grandes entreprises que l'on rencontre le plus grand nombre de salariés satisfaits de leur travail.

3116. Discrimination sexuelle et ethnique dans l'emploi

a. « Human capital and culture : analyses of variations in labor market performances ». *The American Economic Review* 75 (2), mai 85 : *Papers and Proceedings* : 245-261 ; tabl. ; bibliogr.
Trois articles sur la discrimination au niveau de l'emploi selon la culture, le sexe ou la race.

b. BELLER, Andrea H. – « Changes in the sex composition of US occupations 1960-1981 ». *The Journal of Human Ressources* 20 (2), print. 85 : 235-250 ; tabl. ; bibliogr.
La ségrégation professionnelle entre les hommes et les femmes a diminué aux Etats-Unis plus rapidement dans les années 70 que dans les années 60. Ceci s'explique par l'arrivée des femmes dans des emplois traditionnellement masculins, mais aussi par leur accession à des postes de gestion, ce qui a créé de grands bouleversements dans les entreprises. Les travaux de force restent masculins et les travaux de bureaux restent pour la plupart aussi féminins.

c. « Is gender equality advancing in the work place ? » *The American Economic Review* 75 (2), mai 85 *Papers and Proceedings* : 262-278 ; tabl. ; bibliogr.
Quatre articles sur les discriminations dont sont victimes les femmes sur le marché du travail.

d. RIBLETT WILKIE, Jane – « The decline of occupational segregation between Black and White women ». *Research in Race and Ethnic Relations* 4, 1985 : 67-88 ; tabl. ; bibliogr.
Le statut des femmes noires se rapproche de plus en plus de celui des femmes blanches aux Etats-Unis où la ségrégation raciale en matière professionnelle est en voie de disparition.

3117. BOYLE, Robin – « The Urban Development Action Grant ». *Policy and Politics* 13 (2), avr. 85 : 179-190 ; tabl.

Les programmes de rénovation urbaine entrepris aux Etat-Unis (UDAG) en 1977 l'étaient en majorité en vue de relancer les activités commerciales de certaines zones urbaines défavorisées et d'attirer des fonds privés sur des investissements mis en train par le gouvernement. Cette innovation américaine fut réadaptée en Grande-Bretagne.

3118. KATZ, Stephen ; MAYER, Margit – « Gimme shelter : self help housing struggles with and against the State in New York city and West Berlin ». *International Journal of Urban and Regional Research* 9 (1), mars 85 : 15-46 ; tabl. ; bibliogr. ; résumés en français, en allemand et en espagnol.

Les deux procédés d'« autoconstruction », celui du mouvement réformiste autogestionnaire de New York et celui du mouvement « rénovation-squatting » à Berlin-ouest sont deux exemples d'un nouveau type de relations entre l'Etat capitaliste et les nouveaux mouvements sociaux. La solution autonome des problèmes matériels de logement, le « self-help », est une critique de l'économie de marché, du marché du travail, et une solution partielle à une crise fiscale et une crise du logement.

3119. « Community development and planning in North America ». *Community Development Journal* 20 (2), avr. 85 : 78-128 ; bibliogr.

Numéro spécial consacré aux organisations communautaires dans les villes des Etats-Unis et du Canada : les années soixante-dix ont vu l'émergence d'un « nouveau populisme », les habitants prenant en charge leurs besoins propres au niveau de leur communauté. Les expériences de Detroit, Houston, Vancouver.

3120. Répartition ethnique de la population urbaine

a. FREY, William H. – « Mover destination selectivity and the changing suburbanization of metropolitan Whites and Blacks ». *Demography* 22 (2), mai 85 : 223-243 ; tabl., graph. ; bibliogr.
La répartition de la population urbaine blanche et noire aux Etats-Unis a varié entre 1955 et 1980, mais l'on constate que l'actuelle migration des Noirs vers la périphérie des villes est analogue à celle des Blancs des années 50 et concerne à peu près les mêmes catégories socio-économiques.

b. HWANG, Sean-Shong et al – « The effects of race and socioeconomic status on residential segregation in Texas, 1970-1980 ». *Social Forces* 63 (2), mars 85 : 732-747 ; tabl. ; bibliogr.
Selon une étude portant sur 27 grandes villes du Texas de 1970 à 1980, les changements intervenus dans le statut socio-économique des Blancs, des Noirs et des Hispaniques, n'ont eu que peu d'effet sur la ségrégation en matière d'habitat ; d'autres facteurs apparaissent plus importants : l'ancienneté de la ville, la croissance démographique, la position de la minorité par rapport au reste de la population.

3121. Evolution de la population urbaine

a. RICHTER, Kerry – « Nonmetropolitan growth in the late 1970s : the end of the turnaround ? » *Demography* 22 (2), mai 85 : 245-263 ; tabl., graph., cartes ; bibliogr.
L'évolution démographique de la population américaine au cours des 20 dernières années a été marquée par un afflux de nouveaux résidents dans la plupart des petites communautés urbaines. Celles-ci ont donc connu une nette reprise économique entraînant une hausse de l'emploi et des revenus des ménages. Un ralentissement de ce mouvement est apparu à la fin des années 70, ses causes en sont diverses (saturation des zones d'« accueil », changements des valeurs dans la société post-industrielle).

b. BALLARD, Patricia L. ; FUGUITT, Glenn V. – « The changing small town settlement structure in the United States, 1900-1980 ». *Rural Sociology* 50 (1), print. 85 : 99-113 ; graph. ; bibliogr.
L'on peut distinguer quatre phases dans le processus de croissance urbaine aux Etats-Unis, les années 1930-1940 et 1960-1980 étant caractérisées par un ralentissement de la croissance urbaine, la déconcentration et la revalorisation des villages.

3122. « Health-care competition ». *Contemporary Policy Issues* 3(2), hiv. 85 : 42-103 ; tabl. ; bibliogr.

Suite d'articles sur la situation hospitalière aux Etats-Unis, les systèmes d'assurance-maladie et l'application des règles de l'économie de marché dans le domaine de la santé.

Economie et finances

Voir aussi : n° 3228, 3505

3123. PASURKA, Carl A. – « Environmental control costs and US effective rates of protection ». *Public Finance Quarterly* 13 (2), avr. 85 : 161-182 ; bibliogr.

Les coûts de la protection de l'environnement qui depuis 1972 reposent sur le pollueur ne constituent pas une charge trop importante au regard de la compétitivité des produits américains sur les marchés étrangers.

3124. SCHMID, A. Allan – « Intellectual property rights in bio-technology and computer-technology ». *Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft* 141 (1), mars 85 : 127-141 ; bibliogr.

Un nouveau droit sur les brevets est en élaboration aux Etats-Unis compte tenu des progrès dans certaines technologies de pointe comme la biotechnologie et l'informatique.

3125. « Aspects du Sud aujourd'hui ». *Revue française d'études américaines* 10 (23), fév. 85 : 9-161 ; résumés en français et anglais.

Numéro spécial. L'industrialisation, l'urbanisation, la révolution de l'ordinateur, la progression des droits civiques et du niveau de vie ont fait apparaître une

théorie de la disparition de l'identité sudiste sur le plan politique et littéraire. Mais cette théorie reste contestée.

3126. SCHOR, Juliet B. – « The economics and politics of full employment ». *Socialist Review* 15 (81), juin 85 : 65-92.

Le plein emploi est un objectif économique atteignable malgré les transformations structurelles en cours qui ne conduisent nullement de façon obligatoire à une désindustrialisation. De plus c'est un objectif qui devrait permettre l'union politique des minorités, des femmes et des ouvriers.

3127. La politique économique de Reagan

a. GREEN, Pete – « Contradictions of the American boom ». *International Socialism* 2 (26), print. 85 : 3-53.
La rapidité de la reprise américaine en 1983 est surprenante mais repose, en partie, sur une relance du secteur de l'armement et le maintien de bas salaires dans un contexte de déclin du mouvement syndical. Il s'y ajoute une politique de libéralisation économique qui n'est qu'apparente, de très stricts contrôles étant maintenus sur les échanges extérieurs et l'emprise des grandes entreprises n'étant nullement réduite, ce qui ne permet donc pas une relance de la concurrence intérieure.

b. STEINBERG, Bruce – « Le reaganisme et l'économie américaine dans les années quatre-vingts ». *Critiques de l'économie politique* (31), juin 85 : 5-24.
La politique de l'administration Reagan favorise, sur fond d'interventionnisme croissant, le développement d'une économie duale où l'écart ne cesse de se creuser entre les secteurs en expansion (haute technologie, production militaire, services aux entreprises) et les autres. La société américaine n'a jamais été aussi inégalitaire depuis 1945. En outre l'expansion vigoureuse récente pourrait être de courte durée, en particulier à cause de la dépendance nouvelle que connaissent les Etats-Unis à l'égard des marchés des changes extérieurs.

3128. RICHARD, Jacques – « Panorama de l'évolution des théories des organisations et des critères de gestion aux Etats-Unis ». *La pensée* (224), avr. 85 : 65-77.

Trois grands courants ont dominé aux Etats-Unis depuis 1940 en matière de stratégie et d'organisation des entreprises : le courant rationaliste, le courant social et le courant politique. Un nouveau courant doctrinal semble se dessiner illustré par l'ouvrage de Peters et Watermann « Le Prix de l'excellence ». On y retrouve en fait toutes les caractéristiques de la gestion capitaliste traditionnelle.

3129. DILLMAN, Don A. – « The social impacts of information technologies in rural North America ». *Rural Sociology* 50 (1), print. 85 : 1-26 ; tabl. ; bibliogr.

Les technologies modernes de l'information vont aussi modifier le milieu rural aux Etats-Unis et introduire de profonds changements sociaux : au-delà des modifications de l'organisation de l'économie rurale, quel va être l'attrait de la « ferme électronique » de demain ? et comment tirer au mieux parti de la masse d'informations pour l'exploitation des sols ?

3130. GROTH, Philip G. – « Energy development and security and supply-side ideology : oligopoly, monopoly, and imperfect competition make fossil fuel regulation a necessity ». *The American Journal of Economics and Sociology* 44 (2), avr. 85 : 155-168 ; tabl., graph.

La politique énergétique américaine consiste essentiellement en une manipulation de l'offre et du prix de l'énergie. Si ses objectifs doivent être d'économiser les ressources, de réduire la dépendance extérieure et de contrôler les sources de l'inflation, elle devrait agir à la fois sur l'offre et la demande, ce qui suppose une intervention de l'Etat.

3131. « The consequences of deregulation in the transportation and telecommunications sectors ». *The American Economic Review* 75 (2), mai 85 *Papers and Proceedings* : 46-61 ; tabl. ; bibliogr.

Suite d'articles sur les conséquences aux Etats-Unis de la déréglementation introduite dans le secteur des transports et dans celui des télécommunications.

3132. YAN AW, Bee ; ROBERTS, Mark J. – « The role of imports from the newly-industrializing countries in US production ». *The Review of Economics and Statistics* 67 (1), fev. 85 : 108-117 ; tabl. ; bibliogr.

Les importations américaines en provenance des nouveaux pays industrialisés sont complémentaires avec les importations en provenance des autres pays industrialisés pour la période 1960-1980. L'effet de substitution résultant d'un accroissement des tarifs douaniers sur les importations entraînerait une baisse du volume global de l'emploi.

3133. « US-Arab banking and investment ». *American-Arab Affairs* (11), hiv. 85 : 1-100.

Suite d'articles-exposés faits lors du symposium organisé en septembre 1984, à New York, par la Chambre de Commerce américano-arabe, consacrés aux rapports bancaires entre les Etats-Unis et les pays arabes, ainsi qu'à leurs investissements réciproques.

3134. FEENSTRA, Robert C. – « Automobile prices and protection : the US-Japan trade restraint ». *Journal of Policy Modeling* 7 (1), print. 85 : 49-68 ; tabl. ; bibliogr.

La politique de restriction des entrées de voitures japonaises sur le marché américain n'a pas été bénéfique pour le consommateur des Etats-Unis pour deux raisons : les prix de ces voitures ont augmenté parce que les modèles devenaient luxueux, et la dépréciation du yen par rapport au dollar n'a pas été répercutée sur les prix.

3135. MAMAKALIS, Markos J. – « A North South dilemma : the need and limits of conditionalities in the Americas ». *Journal of Interamerican Studies and World Affairs* 27 (1), fév. 85 : 103-121 ; bibliogr.

L'endettement dramatique des pays latino-américains résulte pour une bonne part des conditions dans lesquelles s'est élaborée la politique économique des Etats-Unis dans la région.

3136. NEW FARMER, Richard S. – « Economic policy toward the Caribbean basin : the balance sheet ». *Journal of Interamerican Studies and World Affairs* 27 (1), fév. 85 : 63-89 ; tabl. ; bibliogr.

La politique économique des Etats-Unis envers les Caraïbes présente un double aspect : des mesures spécifiques prises en 1982 pour favoriser les investissements dans la région et fournir une assistance économique et des initiatives relevant de la politique macro-économique générale qui attestent de l'intégration du Bassin dans l'économie américaine. Ces dernières mesures ont eu le plus d'effet sur l'économie carribbéenne mais la réussite de la politique américaine sera totale si Washington parvient à résoudre les conflits régionaux.

3137. KELMAN, Steven – « The Grace commission : how much waste in government ». *The Public Interest* (78), hiv. 85 : 62-82.

La « Grace Commission » est chargée du contrôle financier du secteur public et de l'étude des économies budgétaires réalisables dans l'administration américaine. Une étude du rapport de cette commission permet de dégager les causes du gaspillage (structurelles et budgétaires) mais aussi son caractère tout relatif.

3138. Le budget

a. « The federal budget ». *International Currency Review* 16 (4), fév. 85 : 3-192 ; tabl., graph.
Numéro spécial consacré au budget des Etats-Unis : les différentes phases de son élaboration ; les dépenses militaires ; le déficit ; les administrations et agences concernées ; le Trésor.

b. « The 1984 budget ». *Seting National Priorities* 1984 : 1-248 ; tabl.
Numéro spécial consacré au budget américain pour 1984, sa signification quant à l'expansion économique du pays et, en particulier à travers la volonté de réduire les déficits publics, aux choix de l'administration Reagan qu'il révèle dans les divers secteurs : politiques fiscale, militaire, de protection sociale, de la santé, de l'emploi.

3139. STUBBING, Richard – « The defense program : build up or binge ? » *Foreign Affairs* 63 (4), print. 85 : 848-872.

La politique militaire de Reagan, qui a consisté de 1981 à 1985 à augmenter de façon très importante les dépenses militaires, a été une erreur : elle n'a pas amélioré la sécurité des Américains et surtout aucun contrôle n'a été fait sur

les options stratégiques, les besoins réels en personnel et les marchés passés par l'armée.

3140. SZANTON, Peter L. – « OMB's defense cop-out ». *Foreign Policy (New York)* (58), print. 85 : 99-114.

Le rôle de l'Office of Management and Budget (OMB) est essentiellement d'établir le budget général de la défense et de le répartir entre les différentes administrations. Le mauvais fonctionnement de ce Bureau, qui ne parvient pas à « discipliner » le budget du ministère de la défense, est la cause de nombreuses imperfections de la défense nationale américaine depuis ces deux dernières décennies.

3141. La réforme fiscale

a. MINARIK, Joseph J. – « Tax reform at the crossroads ». *Challenge* 28 (1), avr. 85 : 2-11.
Reagan veut attacher son nom à une réforme fiscale caractérisée par une simplification des procédures administratives et une réduction du poids de l'imposition qui favoriserait les investissements privés ; les obstacles sont le déficit budgétaire et la multitude des intérêts en jeu.

b. « What tax reform means ». *Business Week* (229), 17 juin 85 : 70-84 ; tabl.
La réforme fiscale envisagée par Reagan est plus qu'un réaménagement des tranches d'impôt : elle entraînera une restructuration globale de l'économie.

3142. « Proceedings of the university of San Diego corporate tax conference ». *San Diego Law Review* 22 (1), fév. 85 : 1-345.

Suite d'articles consacrés à la fiscalité des entreprises aux Etats-Unis : la législation actuelle et les divers projets de réforme.

3143. DARRAT, Ali F. – « Inflation and federal budget deficits : some empirical results ». *Public Finance Quarterly* 13 (2), avr. 85 : 206-215 ; bibliogr.

La croissance monétaire et les déficits du budget fédéral ont eu une influence significative sur l'inflation dans les années soixante et soixante-dix. L'impact des déficits est plus déterminant que celui de la croissance monétaire.

3144. « Monetary policy and open market operations in 1984 ». *Federal Reserve Bank of New York Quarterly Review* 10 (1), print. 85 : 36-56 ; tabl., graph.

L'obectif de la politique monétaire en 1984 était d'assurer une croissance économique soutenue et de progresser vers la stabilité des prix. L'évolution de la masse monétaire a été maintenue conformément aux objectifs de croissance. Les déséquilibres structurels (déficit budgétaire, hausse du dollar) se sont maintenus.

3145. La déréglementation du secteur bancaire

a. JACQUILLAT, Bertrand ; AZERAD, Robert – « Etats-Unis : le système bancaire à l'heure de la déréglementation ». *Revue française de gestion* (50), fév. 85 : 46-58 ; résumé en anglais.
La déréglementation du système bancaire américain est née de la conjonction de trois facteurs : l'existence d'un secteur non réglementé offrant des services similaires à ceux des banques, le développement de nouveaux produits financiers et la progression de l'inflation. Toutefois, ce mouvement de déréglementation comporte des contradictions et pose notamment des problèmes de contrôle au niveau des agences financières (Reserve fédérale et Federal Deposit Insurance Corporation).

b. « The deregulation of banking in the United States ». *The American Economic Review* 75 (2), mai 85 *Papers and Proceedings* : 97-113 ; bibliogr.
Suite d'articles sur les conséquences de la loi sur le contrôle monétaire de 1980 et sur ses impacts sur la réforme monétaire, la spéculation et les taux d'intérêt.

3146. Les nouveaux instruments financiers

a. VITTAS, Dimitri – « How far is the US ahead in financial innovation ? » *The Banker* 135 (711), mai 85 : 47-53.
Les établissements financiers américains ont développé de nouveaux instruments financiers qui ont pu être adaptés sur les marchés internationaux. Cependant, dans certains domaines, en raison d'une réglementation trop restrictive, les Etats-Unis accusent un retard par rapport à d'autres pays.

b. LEVASSEUR, Michel ; SIMON, Yves – « Gestion de portefeuille ; l'innovation de la décennie aux Etats-Unis : les contrats à terme sur indice boursier ». *Revue française de gestion* (50), fév. 85 : 27-34 ; résumé en anglais.

L'introduction de marchés à terme d'indices boursiers aux Etats-Unis remporte un grand succès. Elle permet aux gérants de portefeuilles de spéculer et de protéger leurs titres contre les fortes baisses à la Bourse.

c. MAHONEY, Parick I. ; WHITE, Alice P. – « The thrift industry in transition ». *Federal Reserve Bulletin* 71 (3), mars 85 : 137-156 ; tabl., graph.
Le climat économique des années quatre-vingt a entraîné de profondes modifications dans les structures des institutions et des produits d'épargne.

Ethiopie

Voir aussi : n° 3548

3147. AHMAR, Moonis – « The Eritrean struggle for emancipation ». *Pakistan Horizon* 37 (3), 3e trim. 84 : 49-64.
La résistance armée contre l'annexion de l'Erythrée par l'Ethiopie, en 1962, n'a jamais cessé malgré une véritable guerre menée contre elle par l'armée éthiopienne. La question érythréenne ne pourrait être résolue que par l'organisation d'un plébiscite supervisé par les Nations Unies afin que le peuple puisse se prononcer pour le maintien du statu quo ou pour l'indépendance.

3148. « Tigray : drought, famine and war ». *Horn of Africa* 6 (4), 1984 : 2-63.
Numéro spécial consacré à la sécheresse et à la famine dans la province éthiopienne du Tigré, ainsi qu'à la guerre que la population de cette partie de l'Ethiopie mène contre le gouvernement central.

Finlande

Voir aussi : n° 2072, 2477, 2512

3149. CARMONA, Robert – « Lettre de Finlande ». *Défense nationale* 41, avr. 85 : 71-95 ; carte.
Avec une neutralité surveillée et une souveraineté limitée, la Finlande maintient depuis plus de trente ans une démocratie à l'occidentale, pluraliste, originale et dynamique. La spécificité de sa défense réside dans son environnement géographique et stratégique et dans la manière dont les forces armées tentent de s'y adapter. Le large consensus de la population et les qualités exceptionnelles du soldat finlandais contribuent largement à renforcer la crédibilité de cette politique et, dans une marge de manœuvre très étroite, de cette stratégie de l'équilibre.

3150. GOULD, Raija – « Chômage et invalidité : quelques aspects sociologiques de l'élimination du marché du travail ». *Revue internationale de Sécurité sociale* 38 (1), 1985 : 21-41 : tabl., graph.
Bien que le système finlandais de Sécurité sociale essaie de distinguer nettement chômeurs et exclus du marché de l'emploi pour cause d'incapacité physique, il est souvent difficile d'établir une barrière aussi nette entre ces deux situations.

3151. KOISTINEN, Pertti – « On the sociological determinants of technological development of Finnish industry ». *Acta sociologica* 28 (1), 1985 : 3-20 ; tabl., graph. ; bibliogr.
Le développement technologique finlandais repose sur un certain nombre de facteurs parmi lesquels, les relations avec la Suède et l'URSS jouent un rôle majeur. Plusieurs données sociologiques expliquent la spécificité des choix technologiques ; la situation économique internationale explique quant à elle le manque d'autonomie de ce développement.

France

Institutions et vie politiques

Voir aussi : n° 3458

3152. « Dossier : les idéaux de la République ». *Revue politique et parlementaire* (915), avr. 85 : 8-128.
Suites d'articles. Des intellectuels français s'interrogent sur le sens actuel des idéaux de la République : liberté-égalité-fraternité. Dès 1783-1793 la société

française se reconnait dans une symbolique exprimée par les termes de liberté et d'égalité, valeurs réalisées ensuite dans la démocratie libérale et sociale et actuellement menacées par la résurgence de l'extrême droite.

3153. « Les catholiques du Front National ». *La lettre* (319), mai 85 : 1-18.

Dossier : dans ce surgissement de l'extrême droite qui montre des signes de connivence avec la droite classique, les intégristes catholiques tiennent une place non négligeable, se manifestant dans les colonnes de « Présent », le quotidien catholique du Front National et, contre les évêques de France, se tournant vers Jean-Paul II.

3154. BAUBEROT, Jean – « Le protestantisme français trois cents ans après la révocation de l'Edit de Nantes. Auto-révocation ou nouveau souffle ? ». *Vingtième siècle. Revue d'histoire »* (6), juin 85 : 39-52.

Si la communauté protestante a souffert d'un phénomène de dilution, à la suite des mouvements favorables à l'œcuménisme et à la laïcité dans lesquels elle a eu un rôle éminent, elle semble maintenant trouver un nouveau souffle dû en particulier au regain du courant évangéliste et à une conversion massive des Tziganes.

3155. Les musulmans

a. BENJELLOUN-OLLIVIER, Nadia – « Le problème de l'intégrisme musulman en France ». *Hérodote* (35), 4e trim. 84 : 131-149.
La France est concernée au tout premier chef par le problème de l'intégrisme islamique en raison de la présence sur son sol d'une communauté musulmane nombreuse. Le réveil islamique et la prise de parole des musulmans en France se traduisent par l'augmentation du nombre des lieux de culte et l'ouverture d'écoles coraniques. A côté de l'islam institutionnel et orthodoxe, certaines manifestations sont porteuses de ferments extrémistes qui peuvent avoir de lourdes conséquences sur la vie politique et sociale française.

b. « Population musulmane et communauté islamique ». *Esprit* (6), juin 85 : 173-236.
Suite d'articles qui visent à écouter la parole des 2,5 millions de musulmans vivant en France, que celle-ci s'exprime dans le cadre de la radio, d'une salle de prières, d'un foyer de travailleurs immigrés, d'un cercle mouride sénégalais ou dans le cadre de l'entreprise.

3156. CHAUDET, Jean-Pierre – « Aspects juridiques de la cohabitation entre le président de la République et une majorité parlementaire hostile ». *Revue des deux mondes (1982)* (5), mai 85 : 288-301.

La cohabitation amputerait la fonction présidentielle de nombreux pouvoirs ; cependant certains d'entre eux seraient sauvegardés (les veto, les secteurs privilégiés, les décisions régaliennes). Juridiquement, la cohabitation est possible, mais difficile.

3157. IMBERT, Jean – « Les droits de l'homme en France ». *Notes et études documentaires* (6), 1985 : 3-144 ; bibliogr.

Numéro spécial. La notion de droits de l'homme se réfère à des concepts abstraits (liberté, égalité, sûreté, etc.) et représente un idéal proposé aux gouvernements. Depuis1789, la France a réalisé des progrès sensibles dans la reconnaissance de la personnalité humaine et dans l'expression de cet idéal dans sa législation. L'étude du droit de l'homme à la liberté physique, à la liberté de pensée et du droit de l'homme à la vie collective permet de montrer comment la plupart des principes fondamentaux de la « Déclaration des droits de l'homme et du citoyen » ont été traduits en règles juridiques.

3158. Le régionalisme

a. « Régionalisme, indépendantisme ». *NRS* (74), avr. 85 : 2-83.
Numéro spécial consacré à la réflexion des socialistes français sur les problèmes de la défense et de la promotion des identités régionales et des cultures minoritaires. Les effets de la loi de décentralisation, analyse de la situation en Alsace, Bretagne, Pays-Basque, dans les départements et territoires d'Outre-mer. La gauche doit redéfinir le contenu de la Nation, dont l'unité démocratique ne serait plus l'uniformité.

b. KEATING, Michael – « The rise and decline of micronationalism in mainland France ». *Political Studies* 33 (1), mars 85 : 1-18.

Des mouvements « micronationalistes » se sont développés en France, après la guerre, sur des revendications culturelles, économiques et politiques ; d'abord purement locales, leurs actions sont devenues nationales et à partir de 1970, les partis de gauche ont fait bon accueil à ces régionalismes : exemples de la Bretagne et du Languedoc.

3159. PY, Roselyne – « Le secrétariat général du gouvernement ». *Notes et études documentaires* (4), 1985 : 5-128 ; tabl.

Numéro spécial. Le secrétariat général du gouvernement, qui célèbre le cinquantenaire de sa création, occupe, dans l'organigramme des institutions administratives françaises, une place privilégiée tant sur le plan structurel qu'en raison de ses fonctions. Première structure administrative instituée auprès du gouvernement, le Secrétariat général est un organe essentiel dans la coordination des travaux du gouvernement, il est en rapport quotidien avec tous les organes législatifs, politiques et administratifs de la nation.

3160. « La décentralisation en marche ». *Les cahiers français* (220), avr. 85 : 2-72 et 32 p. ; tabl., graph.

Numéro faisant le point, au début 1985, sur l'application de la réforme des collectivités locales de 1982 : application sur le terrain (département, région...), descriptions et commentaires des dispositions législatives (transfert des compétences, statut des élus locaux, des fonctionnaires territoriaux...), les statuts particuliers de la Corse, DOM, Paris, Lyon et Marseille.

3161. La gauche et le pouvoir

a. FRANK, Robert – « La gauche sait-elle gérer la France ? (1936-1937/1981-1984) ». *Vingtième siècle. Revue d'histoire* (6), juin 85 : 3-21 ; tabl., graph.
François Mitterrand est-il en train d'accréditer l'image laissée par le Front Populaire selon laquelle la gauche ne saurait gérer que des mythes ? Si dans les deux cas la volonté de changement correspondant à des aspirations populaires a précipité les réformes, la gauche socialiste entend aujourd'hui prouver qu'elle est aussi capable de gérer et d'introduire la notion d'équilibre économique dans son patrimoine culturel.

b. WILSON, Frank L. – « Socialism in France : a failure of politics not a failure of policy ». *Parliamentary Affairs* 38 (2), print. 85 : 163-179.
Si on doit parler d'échec du gouvernement socialiste en France, il se situe plus au niveau du dire que du faire. La presque totalité des décisions prises depuis 1981est admise par l'opinion mais la communication passe mal entre gouvernants et gouvernés. Les raisons sont à rechercher dans l'institution présidentielle de la Ve République qui isole le chef de l'Etat et dans le fait que les militants (voire nombre de députés) socialistes n'ont pas assimilé le paragmatisme gouvernemental.

c. LAUBER, Volkmar – « Reinventing French socialism : economic policy, ideology, political strategy ». *Parliamentary Affairs* 38 (2), print. 85 : 150-162.
Le choix stratégique de F. Mitterrand et de L. Fabius qui consiste en l'abandon de l'union de la gauche et de la politique économique de 1981, l'ouverture aux suffrages centristes et la récupération de certaines options de la « deuxième gauche » sans le substrat idélologique qui la fonde est très risqué. Les électeurs seront-ils aussi flexibles que le parti socialiste ?

d. FERRY, Jean-Marc – « Modernisation et consensus ». *Esprit* (5), mai 85 : 13-28.
La modernisation préconisée par le gouvernement est un phénomène complexe que l'on ne saurait réduire au seul aspect du développement économique. Elle doit être perçue comme rationalisation de la réalité sociale au sens large et inclure développement politique lié à l'extension du droit moderne, et développement culturel dans son double projet pédagogique et d'autonomie.

3162. LAURENTIN, André ; RETEL, Jacques – « Que nous apprennent les sondages d'opinion ? » *Les temps modernes* 41 (467), juin 85 : 2149-2197.

La vogue des sondages d'opinion ne cesse de croître grâce à une connivence entre les spécialistes et le public qui s'établit au moyen d'une parure scientifique et technique, sans que leur remise en question périodique ne rencontre d'écho. Pourtant l'opinion n'est pas un concept : elle se difffuse dans et par les mouvements et l'« opinion publique » est un moyen de phagocyter les opinions.

3163. « Le " nous " politique ». *Mots* (10), mars 85 : 5-228.

Numéro spécial analysant l'usage et le rôle du « nous » dans le langage politique ; ce mot est tout à la fois révélateur du lien social de la constitution du sujet parlant en sujet politique et de son idéologie et moyen d'expression d'exclusion à l'égard de ceux qui ne sont pas englobés par ce « nous ». Des exemples pris dans des discours historiques et actuels illustrent cet usage du « nous ». Voir notamment : LABBÉ, Dominique : n° 3164.

3164. LABBE, Dominique – « Nous les communistes ». *Mots* (10), mars 85 : 133-146 ; résumé en anglais.

Le dépouillement des résolutions politiques des congrès du PCF pendant vingt ans (1961-1979), dévoile un des codes qui se trouve à la source du discours communiste : « nous les communistes, sommes le parti de la classe ouvrière ». Selon que l'accent est mis sur l'un ou l'autre terme, le visage du discours change profondément : avec « parti » il est institutionnel et unitaire, avec « nous » et « classe ouvrière », il devient fusionnel et sectaire.

3165. SARRMEA, J. – « Géographie électorale de la France ». *L'information géographique* 49 (3), 1985 : 95-108 ; tabl., cartes.

Etablissement de cartes électorales : implantation des partis, composition sociale du corps électoral à partir des données religieuses, économiques et démographiques à l'occasion des élections européennes de juin 1984.

3166. MICHELAT, Guy ; SIMON, Michel – « Déterminations socio-économiques, organisations symboliques et comportement électoral ». *Revue française de sociologie* 26 (1), mars 85 : 32-69 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en anglais, en allemand et en espagnol.

Le vote varie nettement plus sous l'effet du degré d'appartenance aux groupes catholique et ouvrier (ou indépendant) que sous celui des variables plus indicatrices des disponibilités économiques des individus que sont le patrimoine et le revenu.

3167. DUBOURG-LAVROFF, Enia – « La représentation politique des Français établis hors de France ». *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger* (2), avr. 85 : 361-406.

Les Français établis hors de France bénéficiaient d'une représentation parlementaire (6 sénateurs) et extra-parlementaire (Conseil Supérieur des Français à l'étranger). La réforme de 1982, âprement discutée car chargée d'une dimension politique vise, en l'élargissant à 12 sénateurs et en démocratisant le mode d'élection, à donner une légitimité plus forte à cette représentation politique.

3168. La représentation proportionnelle

a. MENDEL-RICHE, François – « Le projet de représentation proportionnelle ». *Regards sur l'actualité* (111), mai 85 : 33-44 ; tabl.
Présentation des modalités du scrutin proportionnel, à la plus forte moyenne dans le cadre départemental tel qu'il se dégage du projet de réforme électorale présenté par le gouvernement les 3 et 10 avril 1985 et de ses conséquences probables sur le jeu politique français.

b. DEBRE, Michel – « La tradition française du truquage électoral ». *Revue des deux mondes (1982)* (5), mai 85 : 265-275.
Depuis 1958, le scrutin uninominal à deux tours a su dégager des majorités au Parlement, la bipolarisation étant accentuée en 1962 par l'élection au suffrage universel du président de la République. La seule erreur fut de ne pas réexaminer les limites des circonscriptions en fonction de l'évolution démographique. L'idée de revenir à la proportionnelle est un truquage, car les socialistes savent qu'elle détruit le bon fonctionnement de la démocratie.

c. DUCOLONE, Guy – « Réforme électorale : pour que chaque voix compte pour une ». *Cahiers du communisme* 61 (6), juin 85 : 48-54 ; tabl.
Le scrutin actuel cumule une triple injustice au niveau des circonscriptions, des électeurs et du pluralisme politique. Le seul mode de scrutin honnête, juste et démocratique est la proportionnelle intégrale.

d. HARMEL, Claude – « Le PCF et la représentation proportionnelle ». *Est et Ouest* 3 (18), mai 85 : 12-15.
Les communistes se sont toujours déclaré favorables à la représentation proportionnelle, parce que c'est le mode de scrutin le plus juste, celui qui permet l'expression du pluralisme, et qui place l'élu en dépendance à l'égard du Parti.

3169. « Les nouvelles données du droit de l'extradition ». *Revue française de droit administratif* (2), avr. 85 : 143-201.

Suite d'articles consacrés à l'extradition qui, née comme une institution du droit international public, n'a jamais perdu ce caractère, même si la collaboration répressive entre les Etats évolue. A cet égard, l'intervention de la justice constitue un élément essentiel : contrôle du Conseil d'Etat et de la Cour de Cassation qui précisent les règles applicables aux étrangers et notamment aux réfugiés politiques et visent à concilier les intérêts des individus et les exigences de la sécurité publique.

3170. TIBERGHIEN, Frédéric – « La protection des réfugiés en France ». *Revue administrative* 38 (224), avr. 85 : 115-125.

La politique d'accueil des réfugiés comporte deux volets : une procédure libérale de détermination du statut et l'institution de garanties associées à la possession de ce statut et d'autre part, une politique d'insertion sociale des réfugiés. Mais ce dispositif est aujourd'hui en crise en raison de l'accroissement et de la diversité des demandes d'admission au statut de réfugiés et de la crise économique qui rend aléatoire l'insertion sociale.

3171. La loi sur la presse

a. LEGRES, Jean – « Le régime de la presse française ». *Etudes* avr. 85 : 463-469.

La loi du 23 octobre 1984 sur la presse ne répond ni au souhait des pouvoirs publics ni aux craintes de l'opposition. Son efficacité peut être réelle mais sa portée est limitée, en raison des bouleversements de grande ampleur qui vont se produire dans le monde des medias. A ce titre, elle parait quelque peu insuffisante et anachronique.

b. HUBAC, Sylvie ; SCHOETTL, Jean Eric – « La situation des groupes de presse à la suite de la décision des 10 et 11 octobre du Conseil constitutionnel et de la promulgation de la loi du 23 octobre 1984 ». *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé* (1), mars 85 : 3-14.

Le Conseil constitutionnel, en considérant qu'il ne lui appartenait pas de déterminer dans quelle mesure le législateur aurait entendu prononcer l'abrogation de l'article 9 de l'ordonnance de 1944 au vu de la déclaration de non conformité à la Constitution des articles 13 et 29 de la loi et en abrogeant l'article 40, a laissé coexister deux législations qui se superposent plus qu'elles ne se complètent.

3172. PUCHEU, René – « " *Libération* ", un nouveau style de presse ». *Etudes* juin 85 : 747-757.

Passé des confins de la contre-culture et de la marge au leadership de l'élite dirigeante et de l'intelligentsia, l'aventure historique de *Libération* constitue un épisode remarquable de l'évolution culturelle d'une génération et de la société française. *Libération* a bénéficié au départ de quatre chances : affaiblissement du gauchisme, parrainage d'une unité de choix (Sartre, Foucault, Clavel), béance dans la presse de l'époque et insatisfaction de nombreux journalistes, tentés par le journalisme d'investigation. De soubresauts en adaptations, de *Libération I* à *Libération III*, le journal de Serge July a accompagné l'itinéraire d'une génération.

3173. DELCROS, Bertrand – « Le cadre juridique de la télédistribution en France ». *L'actualité juridique. Droit administratif* (5), 20 mai 85 : 243-253.

Défini par les lois du 1er août et du 31 décembre 1984 et par le décret du 18 janvier 1985, le cadre juridique du plan câble ne reconnait qu'une initiative juridique limitée aux collectivités territoriales par le biais des sociétés locales d'économie mixte et donne un monopole de fait à l'Etat.

3174. LAIRD, Robbin – « Points de vue soviétiques sur la politique de sécurité française ». *Stratégique* (26), 2e trim. 85 : 55-93.

Les analyses soviétiques estiment que depuis la création par la France d'une force nucléaire indépendante, la politique initiale du Général de Gaulle a été graduellement modifiée dans un sens de plus en plus atlantiste. Les forces nucléaires françaises sont perçues comme opérationnellement indépendantes de l'OTAN (mais politiquement dépendantes de l'Alliance), alors que les forces classiques sont considérées comme dépendantes politiquement et opérationnellement des forces de l'OTAN en Europe. Dans l'ensemble, les analyses soviétiques s'intéressent plus à l'impact politique de la politique française de sécurité qu'à ses aspects militaires.

3175. ANDRIEU, Jean – « Projet de loi-programme sur l'enseignement technologique et professionnel ». *Journal officiel de la République française. Avis et rapports du Conseil économique et social* (6), 28 juin 85 : 14 p.

La technologie doit désormais faire partie de l'enseignement « classique » ; quant aux filières techniques et professionnelles, il convient de repenser leur contenu et d'améliorer leurs débouchés.

3176. PIERROT, Alain – « L'école française et ses étrangers ». *Esprit* (6), juin 85 : 143-155.

Il existe de plus en plus de mesures spécifiques pour les enfants d'immigrés dans le milieu scolaire. Or ceux-ci n'ont souvent pas plus de difficultés que les Français de même milieu social et le relativisme culturel mène à l'apartheid. En fait il faut rendre la réalité pédagogique plus conforme à son projet universaliste.

3177. CORNETTE, Joël ; LUC, Jean-Noël – « Bac-génération'84 : l'enseignement du temps présent en terminale ». *Vingtième siècle. Revue d'histoire* (6), juin 85 : 103-130.

Un décret de mars 1982 a fixé les programmes d'histoire de terminale, de 1939 à nos jours : une enquête menée auprès des professeurs d'histoire, pour savoir comment avait été vécu dans les lycées l'enseignement du nouveau programme, révèle le grand intérêt qu'y portent maîtres et élèves, nullement gênés par le « manque de recul et d'objectivité » que dénonçait une partie de l'opinion et fait apparaître le regard que porte la génération 84 sur son temps : mort des mythes et déclin des idéologies.

3178. CORPET, Olivier – « Les charmes discrets de la sociologie : Bourdieu, Touraine, Morin ». *Etudes* mai 85 : 641-654.

Radioscopie de la sociologie française en 1985 à l'heure où trois de ses mandarins ont publié chacun un ouvrage significatif de sa méthode et de ses convictions.

3179. VINCENT, Gérard – « Beaubourg An VIII ». *Vingtième siècle. Revue d'histoire* (6), juin 85 : 53-65.

Le Centre Pompidou, dont l'esthétique est très controversée, a-t-il rempli les missions qui lui étaient assignées : accession des masses à la culture, décloisonnement des activités culturelles, conservation de la spécificité culturelle du quartier ? Il apparaît surtout comme la preuve qu'une décision n'atteint jamais précisément son but.

Situation et politique sociales

Voir aussi : n° 3493, 3494

3180. VIANES, André – « Les politiques sociales : l'ère du soupçon ? » *Revue française des affaires sociales* 39 (1), mars 85 : 7-27 ; tabl., graph.

Les incertitudes de l'opinion portent à la fois sur la légitimité de l'effort contributif demandé et sur l'efficacité des dépenses publiques. Or, il ne faut pas prendre les impasses libérales pour des solutions : un renouveau de l'Etat est indispensable.

3181. GIRARD, Alain ; STOETZEL, Jean – « Les Français et les valeurs du temps présent ». *Revue française de sociologie* 26 (1), mars 85 : 3-31 ; tabl. ; bibliogr. ; résumés en anglais, en allemand et en espagnol.

Une enquête menée en 1981 montre la diversité des attitudes des Français quant à la morale et à la religion, à la famille, au travail et à la politique. Les Français sont légèrement plus individualistes et plus à gauche que les autres européens.

3182. « Le vieillissement de la société ». *Futuribles* (88), mai 85 : 5-130 ; tabl., graph.

Numéro spécial consacré au vieillissement démographique : l'allongement de la période de la retraite et ses conséquences psychologiques, sociales et économiques ; la diversité des situations.

3183. « Un débat syndical ». *CFDT aujourd'hui* (73), juin 85 : 1-79.

Numéro spécial consacré à la crise et à la confrontation interne que connait la CFDT. Si le consensus se fait sur la modernisation et sur la priorité à donner à l'emploi, le débat porte sur l'attitude à adopter, sur l'efficacité entre la loi et le contractuel et sur les problèmes d'identité que pose l'intervention du syndicat.

3184. EMSELLEM, Frédéric – « L'émancipation du capital sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Analyse du discours d'Edmond Maire ». *Cahiers pour l'analyse concrète* (16), mars 85 : 13-29.

Une idée générale inspire et sous-tend le discours d'Edmond Maire : on ne peut transformer la société, il reste à se soumettre au régime social capitaliste. Le « réalisme » d'Edmond Maire est un « réalisme » subjectiviste.

3185. LAUNOIS, R. et al – « Les réseaux de soins coordonnés (RSC) : propositions pour une réforme profonde du système de santé ». *Revue française des affaires sociales* 39 (1), mars 85 : 37-61 ; bibliogr.

Le remboursement actuel des soins médicaux à partir de coûts rétrospectifs est inflationniste. Les tarifs de remboursement prospectifs représentant des espoirs limités, il est nécessaire de moderniser l'appareil des soins par la création de RSC, de promouvoir une médecine globale et d'introduire un financement a priori par capita.

3186. « Regards sur les prestations familiales ». *Droit social* (5), mai 85 : 329-447 ; tabl., graph.

Numéro consacré à l'étude de la structure générale du système des prestations familiales et du transfert de revenus qu'elles opèrent et à l'analyse des réformes apportées par les lois du 22 décembre 1984 et du 4 janvier 1985.

3187. BEAUDEUX, Pierre ; GURVIEZ, Jean-Noël – « Salaires des cadres 1985 ». *L'expansion* (263), 20 juin 85 : 109-161 ; tabl., graph.

L'enquête réalisée par « *L'expansion-Entreprises* » en 1984-1985, permet de suivre l'évolution des salaires des cadres et de saisir les nouvelles tendances de la politique salariale des entreprises. Une certaine priorité a été donnée à la flexibilité afin de moduler les rémunérations en fonction des performances des individus. Analyse du marché de l'emploi selon des profils de postes.

3188. DEPARDIEU, Daniel ; LOLLIVIER, Stefan – « Les facteurs de l'absentéisme ». *E & (et) S* (176), avr. 85 : 15-26 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en anglais et en espagnol.

Les salariés s'absentent plus souvent lorsqu'ils sont peu qualifiés, lorsqu'ils ont une faible ancienneté, lorsqu'ils travaillent dans une grande entreprise. Curieusement, les salariés mal indemnisés en cas d'absence et ceux payés au rendement sont plus fréquemment absents.

3189. DUBOIS, Pierre – « Quindici anni di nuove forme di organizzazione del lavoro in Francia ». *Economia & [e] lavoro* 19 (1), mars 85 : 37-49 ; résumé en anglais.

L'histoire récente des relations industrielles en France s'articule autour de trois périodes : de 1968 à 1975, l'expansion favorise le rôle des syndicats dans la réorganisation du travail ; de 1975 à 1981, la crise contraint les organisations ouvrières qui s'affaiblissent, à restreindre leur champ d'action à la défense de l'emploi et du pouvoir d'achat ; avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, l'ensemble des acteurs sociaux se trouve impliqué dans l'émergence du droit d'expression du travailleur et la redéfinition des relations au sein des entreprises.

3190. PUIG, Jean-Pierre et al. – « Prospettive dell'occupazione a medio termine e politiche occupazionali in Francia ». *Economie & [e] lavoro* 19 (1), mars 85 : 97-119 ; tabl., graph.

Pendant le neuvième plan, la croissance française sera inférieure à l'expansion de la productivité du travail. La diminution du niveau de l'activité, et donc de l'emploi, nécessitera des mesures portant sur la durée du travail, l'insertion professionnelle des jeunes, mais aussi sur la flexibilité des salaires et des contrats de travail quoique ces dernières soient à manier avec prudence.

3191. Les aides à la création d'emplois

a. « Aides à l'emploi ». *Liaisons sociales. Législation sociale* (5653), 6 juin 85 : 134 p.

Numéro spécial consacré aux diverses mesures relevant de la politique de l'emploi et agissant sur le volume de la main-d'œuvre, le coût du travail ou l'ajustement de l'offre et de la demande de main-d'œuvre : aides au partage du travail, à la cessation anticipée d'activité, au développement régional, à l'insertion et à la réinsertion professionnelle.

b. DECRESSAC, Françoise et al. – « Initiative locale et développement économique ». *Regards sur l'actualité* (110), avr. 85 : 3-26.

Dossier : le mouvement d'initiatives locales pour la création d'emplois et d'activités apparaît et se développe sur fond de crise économique. Il s'apparente plus à un mouvement socio-culturel qu'à un phénomène économique classique. Chronologie des mesures prises par le gouvernement en faveur de l'emploi, de la formation et de la création d'activités depuis 1981 ; les différents acteurs de l'initiative locale et les montages financiers mis à leur disposition ; bilan des programmes d'aides à la création d'emplois d'utilité collective et d'initiative locales qui se sont succédé depuis 1979.

3192. « L'enquête du CEREQ sur les 16-18 ans ». *Formation emploi* (9), mars 85 : 48-93 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Suite d'articles. Analyse des résultats d'une enquête de juillet 1984 sur les programmes d'insertion sociale et de qualification professionnelle des jeunes de 16 à 18 ans mis en place en 1982. Origines sociales et scolaires des jeunes accueillis, situation après leur passage dans les stages et critique de l'outil statistique utilisé.

3193. VILLENEUVE-GOKALP, Catherine – « Incidences des charges familiales sur l'organisation du travail professionnel des femmes ». *Population* 40 (2), avr. 85 : 267-298 ; tabl. ; résumés en anglais et en espagnol.

Une enquête auprès de 4 000 femmes ayant un ou plusieurs enfants de moins de 16 ans à charge montre que les vacances scolaires et le congé du mercredi sont les moments où les exigences familiales posent le plus de problèmes.

3194. RONGERE, Pierre – « Droit et pratique du licenciement ». *Regards sur l'actualité* (110), avr. 85 : 27-39 ; tabl.

Depuis le Code civil de 1804 et jusqu'en 1973, le droit du licenciement était avant tout gouverné par le principe de la libre rupture des contrats conclus sans détermination de durée. La loi du 13 juillet 1973 limite la liberté de l'employeur par des conditions de forme et de fond ; celle du 3 janvier 1975 réorganise le contrôle administratif de l'emploi. A l'heure de la « flexibilité » de l'emploi, il est intéressant de dresser un bilan de l'application de ces textes. Une première constatation : l'accroissement des licenciements économiques qui ont représenté près de 55 % des licenciements en 1984.

3195. MARCHAND, Olivier ; MARTIN-LE GOFF, Elisabeth – « 200 000 emplois à nouveau perdus en 1984 ». *E & (et) S* (176), avr. 85 : 3-14 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en anglais et en espagnol.

La baisse des effectifs se poursuit au même rythme dans l'industrie et le bâtiment ; elle est loin d'être compensée par les créations nettes d'emploi qui continuent à s'effectuer. La croissance de la population active reprend.

3196. « L'enjeu de la qualification ». *Echange et projets* (52), juin 85 : 5-21.

Réflexions du groupe de travail de la revue : l'arrivée sur le marché du travail de nombreux jeunes sans formation et l'insuffisance de qualification de nombreuses catégories de main-d'œuvre face à l'apparition de nouveaux métiers font de la qualification un investissement prioritaire de l'entreprise, un droit et un devoir de chaque individu et un objectif essentiel du système de formation.

3197. SEIGNEUR, Frédéric – « Projets d'urbanisme de la ville de Paris ». *Regards sur l'actualité* (109), mars 85 : 3-21 ; cartes.

La municipalité en place depuis 1977 mène une vigoureuse politique de l'architecture et de l'urbanisme. Certaines réalisations de la ville sont ambitieuses et représentatives : la sauvegarde du Marais et du VIIe arrondissement, l'achèvement des Halles, la construction du Palais omnisports de Bercy, de la dalle Montparnasse, de la ZAC Guilleminot-Vercingétorix. Les retombées urbanistiques et humaines du plan programme de l'Est parisien seront peut-être les plus importantes.

3198. « Développement social des quartiers ». *Les annales de la recherche urbaine* (26), avr. 85 : 3-111 ; résumés en anglais et en espagnol.

Numéro spécial consacré à la nouvelle politique urbaine visant à favoriser les populations des quartiers dégradés. La prise de conscience par les habitants de leur possibilité d'action grâce à des réalisations concrètes est la condition du développement social et le levier essentiel dans la recherche de nouvelles modalités d'insertion. Il faut aider les habitants à découvrir la cité comme communauté.

Telle est la politique que propose la Commission nationale pour le développement social des quartiers, créée en 1981. Plusieurs expériences ont anticipé cette nouvelle politique comme par exemple la réhabilitation du Petit Séminaire à Marseille, la Cité Prod'homme à Dreux ou la Cité d'urgence de Cleunay. Les mêmes préoccupations guident les réalisations effectuées en Grande-Bretagne et en Inde.

3199. « La population française de A à Z ». *Les cahiers français* (219), fév. 85 : 2-72 et 40 p. ; tabl., graph., cartes ; bibliogr.

Suite d'articles consacrés à la population de la France (structure, répartition géographique, évolution...), à la famille (structure, évolution, politique), aux problèmes économiques liés à la démographie (population active, les étrangers, vieillissement de la population).

3200. THUMERELLE, Pierre-Jean – « La population du Nord-Pas de Calais après 20 ans de crise ». *De Franse Nederlanden* 10, 1985 : 127-144 ; tabl. ; résumé en flamand.

La persistance d'une crise économique profonde depuis vingt ans a un double effet apparemment contradictoire sur la population régionale : d'une part, elle tend à en figer les structures socio-démographiques et les comportements, d'autre part elle tend à en modifier la structure par âge. En fait, la première conséquence est à court terme, la seconde à long terme.

3201. DRAPIER, Monique – « La loi relative à l'interruption volontaire de grossesse, dix ans après : histoire d'un compromis ». *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger* (2), avr. 85 : 443-481.

Ultime recours en 1975, l'avortement est devenu insensiblement un droit, mais qui n'est pas légalement protégé dans tous ses aspects. Quant aux problèmes posés (respect de tout être humain au commencement de la vie, nature juridique de l'embryon, droits fondamentaux du père, de la mère, de l'enfant), ils sont mal résolus et les décisions des plus hautes juridictions sont insatisfaisantes.

3202. « Français/immigrés ». *Esprit* (6), juin 85 : 255 p. ; bibliogr.

Le rapport des Français aux immigrés est marqué par l'incertitude, la méfiance politique et les hésitations juridiques, même au sein de la gauche alors que la dérive culturaliste ne peut apporter de solutions. Les immigrés eux-mêmes hésitent entre la revendication identitaire et la volonté publique, s'interrogent sur la possibilité de l'intégration, notamment pour les Musulmans. Voir notamment : Bruschi, Christian : (n° 3203) Pierrot, Alain : (n° 3176) ; « Population musulmane et communauté islamique » (n° 3155) ; « Islam et entreprise » (n° 3216).

3203. BRUSCHI, Christian – « Le droit et l'insertion des immigrés ». *Esprit* (6), juin 85 : 49-63.

Le gouvernement de gauche a mené une politique de l'immigration, différente de celle de la droite, grâce à la carte unique qui met un terme à la précarité de la situation des immigrés. Toutefois les pratiques administratives jouent un rôle important et souvent négatif.

3204. DELPIERRE, Martine – « Les mutations spatiales dans la crise : nouveaux tropismes et renversement du rapport production immédiate/production médiate ». *Revue française des affaires sociales* 39 (1), mars 85 : 77-98 ; bibliogr.

Le recensement de 1982 marque l'apparition d'un nouveau modèle migratoire : les migrants ne se déplacent pas vers les régions plus riches ou à faible chômage. Ce phénomène procède d'une modification du rapport entre production immédiate (matérielle) et production médiate, liée aux nouvelles technologies.

3205. DESPLANQUES, Guy – « Modes de garde et scolarisation des jeunes enfants ». *E & (et) S* (176), avr. 85 : 27-40 ; tabl., graph., cartes ; bibliogr. ; résumés en anglais et en espagnol.

Les solutions adoptées par les parents pour la garde des enfants dépendent de multiples facteurs : équipements en écoles et en crèches, milieu social, ressources, traditions familiales et régionales. Dans les milieux populaires, les enfants sont scolarisés dès que possible.

Economie et finances

Voir aussi : n° 3505, 3584

3206. L'innovation

a. « Entreprendre et innover ». *Enseignement et gestion* print. 85 : 166 p.
Compte-rendu du colloque organisé à Grenoble le 4 décembre 1984 par la Fondation nationale pour la gestion des entreprises. La nécessité de l'innovation dans la gestion de l'entreprise et dans la recherche industrielle ; le rôle de la formation dans cette évolution ; les nouvelles techniques – en particulier l'informatique – et leur rapport à un renouvellement de la gestion et du processus de production de l'entreprise.

b. BIENAYME, Alain – « Dynamique de l'innovation ». *Chroniques d'actualité de la SEDEIS* 32 (5), mai 85 : 185-202.
L'innovation conditionne aujourd'hui notre croissance d'autant plus que des études dégagent le concept de multiplicateur d'innovations sur la base d'effets d'entrainement recensés. Il en résulte une critique des conceptions de l'aide publique à l'innovation et notamment la nécessité d'une contribution des groupes nationalisés à la création d'entreprises nouvelles.

3207. SCHABERT, Tilo – « The decentralization and the new urban policy in France ». *Urban Law and Policy* 7 (1), mars 85 : 57-74 ; bibliogr.

La France n'est plus un pays centralisé à outrance grâce à une décentralisation des structures gouvernementales et à la renaissance d'une civilisation urbaine dépôlarisée. Cette révolution silencieuse a été introduite par la nouvelle politique urbaine liée au « projet Defferre ».

3208. PONTIER, Jean-Marie – « Les contrats de plan entre l'Etat et les régions ». *L'actualité juridique. Droit administratif* (6), 20 juin 85 : 331-346.

Conclu entre l'Etat et la région, le contrat de plan tel qu'il est prévu dans la loi du 29 juillet 1982, implique l'établissement de relations avec d'autres personnes et fixe les conditions financières de son exécution. Le contrat de plan est l'aboutissement d'une politique de planification économique ébauchée depuis plus de vingt ans, planification marquée aujourd'hui par la décentralisation, il s'inscrit également dans la recherche de relations contractuelles entre l'Etat et les autres personnes publiques.

3209. Quelle politique économique ?

a. « Crise ». *Cahiers du communisme* 61 (6), juin 85 : 4-29.
Deux articles. Sous les effets de la politique du gouvernement socialiste et des orientations patronales, la crise s'aggrave, le chômage s'accroît et les salaires baissent. Une autre politique est possible comme le propose le PCF.

b. GIRAUD, André ; PLASSARD, Jacques – « Une politique économique pour la France ». *Chroniques d'actualité de la SEDEIS* 32 (5), mai 85 : 162-171.
Une politique économique efficace nécessite le rétablissement de la compétitivité des entreprises : réduction de leurs endettements, multiplication de leurs fonds propres, plus grande flexibilité des licenciements et de la durée du travail, retrait des réglementations étatiques et organisation efficace de la formation professionnelle.

c. THERET, Bruno – « Vices publics, bénéfices privés. Les propositions économiques électorales des néo-libéraux français ». *Critiques de l'économie politique* (31), juin 85 : 77-134 ; bibliogr.
Le discours économique libéral actuel repose sur trois principes essentiels : liberté, inégalité, flexibilité qui coordonnent la source primordiale de l'« efficacité ». On distingue chez les auteurs concernés deux tendances, l'une beaucoup plus idéologique et radicale, l'autre plus réaliste qui n'oublie pas que la vocation de l'homme politique est d'administrer l'Etat. Mais ce discours très peu rationnel met la réalité entre parenthèses. Il dénote surtout dans une partie de la classe dominante française une volonté de rompre avec l'Etat et le mode de régulation sociale actuels.

3210. KOMINKOVA, Zora – « Makroekonomické prognozovanie v praxi štátnomonopolistického regulovania vo Francúzsku » (Les prévisions macroéconomiques dans la pratique de régulation monopoliste d'Etat en France). *Ekonomicky časopis* 33 (2), 1985 : 173-183.

L'expérience française d'utilisation des prévisions économiques dans la planification indicative d'Etat, tenant compte des incertitudes de l'évolution de l'économie mondiale ainsi que des limites propres aux différents modèles, est intéressante à plus d'un titre, pour les économies socialistes.

3211. DUSSAUGE, Pierre – « L'industrie d'armement : formation des prix, évolution des coûts et performances économiques ». *Défense nationale* 42, mai 85 : 49-66.

L'industrie d'armement en France, comme à une moindre échelle aux Etats-Unis, correspond très imparfaitement à un système d'économie de marché. Par sa politique d'achat et sa politique industrielle, l'Etat français tend à organiser la disparition de toute concurrence franco-française dans ce secteur. Une concurrence généralisée diminuerait sans nul doute les coûts, lourds en raison de l'évolution technologique, mais elle n'est pas envisageable. Cependant, l'Etat a une approche trop sectorielle de l'industrie de l'armement, il lui faudrait prendre en compte le portefeuille d'activités ou la stratégie des entreprises ayant des activités dans l'armement.

3212. « Où en sont les nationalisations ? » *Analyses & [et] documents économiques* (15), avr. 85 : 22-42 ; tabl.

De plus en plus le secteur public est détourné de la mission qui devrait être la sienne. Sa situation se caractérise contradictoirement par une dénationalisation et une étatisation rampantes qui font fi des promesses et des possibilités de démocratisation.

3213. BURDEAU, Geneviève – « La contribution des nationalisations françaises de 1982 au droit international des nationalisations ». *Revue générale de droit international public* 89 (1), 1985 : 5-28.

Réalisées d'une part par voie législative, et d'autre part par la prise de participation par voie de négociation, les nationalisations de 1982 ont, au regard du droit international, posé question lorsqu'il s'agissait de prises de participation comme dans le cas de Matra et de la CGCT, filiale d'ITT. Se sont posés également le problème de la non-discrimination en regard du droit international et celui de l'effet extraterritorial des nationalisations, dans le cas de filiales situées à l'étranger (St Gobain, banques).

3214. « Création d'entreprise ». *Liaisons sociales. Législation sociale* (9483), 17 mai 85 : 126 p.

Numéro spécial, à la fois juridique et pratique, consacré à la phase préalable à la création d'entreprise : choix de la forme juridique et implications de ce choix, procédures pour constituer une société, pour obtenir une aide destinée aux créateurs, les montages financiers.

3215. La participation des salariés dans l'industrie sidérurgique

a. GROUX, Guy ; LEVY, Catherine – « Mobilisation collective et productivité économique : le cas des " cercles de qualité " dans la sidérurgie ». *Revue française de sociologie* 26 (1), mars 85 : 70-95 ; résumés en anglais, en allemand et en espagnol.
Les cercles de qualité correspondent à une stratégie sociale de gestion de la main d'œuvre qui permet au patronat de répondre plus efficacement aux conditions actuelles de la crise économique car elle met en œuvre des politiques d'intéressement des salariés à la productivité.

b. BARISI, Giusto – « Implications des salariés et enjeux de la participation dans les processus de restructuration. L'exemple de trois entreprises sidérurgiques ». *Travail et emploi* (23), mars 85 : 67-78 ; tabl.
L'examen des formes diverses de participation des salariés dans trois entreprises sidérurgiques en période de mutations technologiques en France et en Italie permet d'analyser les enjeux qui y sont liés. Ceux-ci diffèrent en fonction de l'audience, de l'implantation et des stratégies des organisations des salariés.

3216. « Islam et entreprise ». *Esprit* (6), juin 85 : 207-236.

Trois articles. L'Islam est un enjeu important dans les rapports sociaux qui se font jour dans l'entreprise. Pour certains dirigeants, d'ailleurs minoritaires, l'Islam peut-être un facteur de régulation sociale ; pour certains syndicats inversement le contrôle du fait islamique est de bonne politique pour contrer la direction.

3217. « La gestion des ressources humaines ». *Revue française de gestion* (51), mai 85 : 18-67 ; tabl. ; bibliogr. ; résumés en anglais.

Dossier consacré aux nouvelles politiques à mettre en œuvre pour bien gérer les ressources humaines en France et au Japon. Voir : NOHARA, Hirvatsu : n° 3328.

3218. L'expression des salariés

a. BUÉ, Jennifer – « L'expression des salariés avant la loi du 4 août 1982. Les expériences d'initiatives patronale ». *Travail et emploi* (23), mars 85 : 55-65 ; tabl.
Dans les années 1970, des groupes d'expression d'initiative patronale ont été introduits dans les entreprises. Leurs objectifs sont à la fois politiques et économiques. La co-existence entre ces groupes d'initiative patronale et les groupes d'expression issus des lois Auroux semble assez difficile, car leur finalité est différente : amélioration de la productivité d'une part, amélioration des conditions de travail d'autre part.

b. VOLKOFF, Serge – « Expression des salariés. Bilan statistique de 3 000 accords ». *Travail et emploi* (23), mars 85 : 79-86 ; tabl., graph.
L'examen de 3 000 accords passés entre les employeurs et les organisations syndicales, définissant les modalités d'exercice du droit d'expression, permet de dégager des modalités d'expression variables d'un secteur à l'autre ainsi que le taux de présence et d'acceptation des syndicats.

3219. MARGERIN, Jacques – « Comptabilité analytique : un outil de gestion efficace ». *Revue française de gestion* (51), mai 85 : 94-106 ; tabl. ; résumé en anglais.

La comptabilité analytique ne peut être un outil efficace de contrôle de gestion et d'aide à la prise de décision que si elle est conçue comme moyen de communication à la fois vertical et latéral. Etude réalisée à partir d'une enquête auprès de quarante-cinq entreprises.

3220. JALLAIS, Alain – « Après la loi du 1er août 1984 : l'évolution du contrôle des structures ». *Revue de droit rural* (131 et 132), fév. et mars 85 : 53-65 et 99-120.

La nouvelle loi concernant le contrôle des structures des exploitations agricoles modifie celle du 4 juillet 1980. Au niveau des priorités nationales, elle permet de favoriser l'installation d'agriculteurs, de maintenir et d'agrandir les exploitations existantes et de déterminer les conditions d'accès à la profession agricole de personnes issues d'autres catégories socio-professionnelles. En ce qui concerne les adaptations régionales, elle requiert l'élaboration d'un schéma directeur départemental. Toutefois, le législateur ne définit pas les notions de structure, d'exploitation et d'exploitant auxquelles il se réfère dans les textes ni les moyens de contrôle des cumuls.

3221. MESSECA, Elie – « 1980-1983 : de grandes différences selon les secteurs et les entreprises dans l'industrie ». *E & [et] S* (177), mai 85 : 11-21 ; tabl., graph. ; résumés en anglais et en espagnol.

La forte diminution du taux de marge des entreprises industrielles s'est interrompue en 1983, particulièrement pour les grandes entreprises. L'amélioration de la situation ne touche cependant pas tous les secteurs et encore moins toutes les entreprises d'un même secteur.

3222. « Les restructurations de l'industrie française ». *Revue d'économie industrielle* (31), 1er trim. 85 : 266 p. ; tabl., graph. ; bibliogr.

Numéro spécial : la compétition internationale rend nécessaire une restructuration ample et rapide de l'industrie française dans des domaines aussi divers que l'agro-alimentaire, l'automobile, le textile, la pharmacie, la chimie, les matériaux, la sidérurgie, l'aérospatiale, le nucléaire, la machine outil.

3223. BALASSA, Bela – « La politique industrielle socialiste ». *Commentaire* 8 (30) été 85 : 579-588.

La politique industrielle socialiste trop ambitieuse dans des domaines en déclin (charbon, sidérurgie, chantiers navals) a entraîné un accroissement des charges salariales et sociales et accru les difficultés d'ajustement. Les firmes nationalisées, politiquement exposées, n'ont jamais joué le rôle d'instruments privilégiés d'une politique industrielle efficace, comme le prétendait Chevènement.

3224. ZARIFIAN, Philippe – « La politique industrielle dans la sidérurgie française de 1977 à 1983 : le jeu de l'échec ». *Cahier – Centre de recherche sur les mutations des sociétés industrielles* (9), sept. 84 : 5-107 ; tabl.

La dégradation du secteur sidérurgique français, dans le cadre de l'alternance politique, est le signe d'un mouvement de désappropriation capitaliste, issu lui-même de l'incapacité du pouvoir économique et politique à tirer les implications sociales de l'évolution des conditions de production de l'acier. Le virage de la qualité a dû être pris trop brusquement pour en maîtriser les conséquences, et l'a été trop tard pour opérer l'adaptation au marché mondial.

3225. CANCEILL, Geneviève – « L'effet redistributif de l'impôt direct et des prestations familiales ». *E & [et] S* (177), mai 85 : 23-39 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en anglais et en espagnol.

Le bilan des transferts et impôts est favorable aux familles nombreuses et aux ouvriers. Les qualités redistributrices des différents transferts sont loin d'être homogènes.

3226. Les revenus des ménages

a. GOMBERT, Monique – « Les revenus des ménages par catégorie sociale en 1979 ». *E & [et] S* (177), mai 85 : 41-54 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en anglais et en allemand.
Les disparités de revenus sont importantes entre les catégories sociales, elles sont renforcées par les revenus du patrimoine et diminuées par les prestations sociales. De 1970 à 1979 elles se sont légèrement atténuées entre les catégories extrêmes, salariés agricoles et professions indépendantes.

b. LOLLIVIER, Stefan – « Une évaluation récente des revenus fiscaux des ménages ». *E & [et] S* (177), mai 85 : 55-61 ; tabl. ; bibliogr. ; résumés en anglais et en espagnol.
De 1979 à 1983 les disparités entre les revenus moyens des différentes catégories de ménage se réduisent sous l'effet des réductions des écarts individuels de rémunération mais aussi parce que le nombre des ménages évolue de manière différente dans chaque catégorie. Cependant la hiérarchie de 1979 est conservée.

3227. « Mères de famille : coûts et revenus de l'activité professionnelle ». *Documents du Centre d'étude des revenus et des coûts* (75), 2e trim. 85 : 163 p. ; tabl., graph. ; bibliogr.

Le bilan financier pour la famille de l'activité professionnelle de la mère apparaît positif mais variable selon les cas de figure : élevé lorsque la mère n'a aucun frais à engager pour faire garder les enfants, limité lorsque les frais de garde sont élevés et que les deux salaires sont modestes ou moyens. Le comportement d'activité des mères de famille est en conséquence sensible à ce bilan : il diminue avec le nombre d'enfants et varie selon la catégorie socio-professionnelle du mari.

3228. DEMARET, Paul – « L'extraterritorialité des lois et les relations transatlantiques : une question de droit ou de diplomatie ? ». *Revue trimestrielle de droit européen* 21 (1), mars 85 : 1-39.

L'application extraterritoriale des lois de caratère économique est de plus en plus fréquente, reflet de l'internationalisation de la vie économique. La prévention ou la solution des conflits entre Etats en matière d'extraterritorialité passe par le droit et la diplomatie. A court terme, les diplomates doivent prendre le relai des tribunaux et des législateurs. Mais à plus long terme, la solution des conflits passe par la coordination et l'harmonisation des lois économiques et des lois de procédure des Etats-Unis et des Etats européens.

3229. La lutte contre l'inflation

a. ULLMO, Bernard – « La France et l'inflation ». *Regards sur l'actualité* (111), mai 85 : 3-21 ; tabl., graph.
Au-delà des résultats bruts, il faut analyser l'inflation sur la longue période, la nature de ses « méfaits », ses mécanismes, les modalités et les résultats de la lutte menée contre elle. Le ralentissement du rythme d'inflation est réel. Quant à la prétendue incapacité de la France de réduire son différentiel d'inflation avec les pays étrangers, c'est un argument polémique. La politique

menée depuis juin 82 et surtout mars 83, a réduit les obstacles à la désinflation qui pèsent sur l'économie française ; les comportements, les politiques monétaires et budgétaires du passé auraient entraîné un taux d'inflation d'environ 3 points au-dessus du rythme actuel.

b. MAURY, M. ; LE GROUEC, T. – « La mesure de l'écart d'inflation entre la France et l'étranger ». *Bulletin trimestriel de la Banque de France* (54), mars 85 : 33-43 ; tabl., graph.
Fondements, choix et résultats sur la période 1974-1984 de la méthodologie mise au point pour évaluer l'écart d'inflation entre la France et ses principaux partenaires commerciaux.

3230. RIVES-LANGE, Jean-Louis ; OHL, Daniel – « Monopole bancaire et liberté : la loi du 24.01.1984 permet-elle d'effectuer des opérations de banque sans être établissement de crédit ? ». *Banque* (450), mai 85 : 439-450.

Tout en préservant le monopole bancaire, la nouvelle loi a accru la marge de liberté laissée aux autres opérateurs en ce domaine, notamment aux groupes de sociétés.

Outre-Mer

3231. DECKKER, Paul de – « Indépendances et dépendances dans le pacifique insulaire ». *Vingtième siècle. Revue d'histoire* (6), juin 85 : 23-37 ; bibliogr.

La situation en Nouvelle Calédonie ne peut-être détachée du mouvement des dépendances et des indépendances qui a saisi le Pacifique insulaire depuis 1945. Une revue de la position actuelle des îles et des systèmes d'influence laisse présager le règlement à l'échelle mondiale des situations difficiles.

3232. NEGRIN, Jean-Paul – « Le contrôle de légalité des actes des collectivités locales dans les départements d'Outre-Mer ». *Revue française de droit administratif* (2), avr. 85 : 228-241 ; tabl.

Le nouveau contrôle des actes des collectivités locales, dans le cadre de la loi du 2 mars 1982, devrait permettre d'assurer une soumission au droit aussi satisfaisante que l'ancienne tutelle à condition que le contrôle juridictionnel soit déclenché et qu'il n'intervienne pas trop tard. Conditions qui semblent avoir été remplies tant du côté des commissaires de la République que de celui des tribunaux administratifs.

3233. « Antillaises ». *Nouvelles questions féministes* (9-10), print. 85 : 5-147.

Doublement dépendantes, en tant que femmes et en tant que noires, ne disposant de surcroît que d'une citoyenneté au rabais, les Antillaises ont, dès le 17e siècle donné lieu à une prolifération de mythes. Ainsi le travail des femmes est, pour une large part, non reconnu en tant que tel et elles n'ont aucun pouvoir sur les décisions qui les touchent de plus près. Mais les femmes refusent désormais les familles nombreuses dont elles ont pratiquement seules la charge. Les plus pauvres économiquement et culturellement réalisent difficilement leur aspiration au mariage, d'ailleurs ce dernier est loin de résoudre tous les problèmes.

3234. TØNNESSON, Stein – « The longest wars : Indochina, 1945-1975 ». *Journal of Peace Research* 22 (1), 1985 : 9-29 ; bibliogr.

Un accès facilité aux archives françaises sur la guerre du Vietnam éclaire d'un jour nouveau l'action de la France mais aussi celle des Etats-Unis au Vietnam. Il apparaît que la responsabilité du Haut commissaire français à Saïgon est grande dans le déclenchement du conflit, ainsi que celle de Bidault. L'armée voulut par la suite ignorer les tentatives de négociations de L. Blum, celui-ci ne réussissant pas à venir à bout des sentiments nationalistes des Français.

Grande-Bretagne

Institutions et vie politiques

Voir aussi : n° 3010, 3093, 3458, 3462

3235. SANTAMARIA, Ulysses ; COUPER, Kristin – « The making of the multi-racial society in the United Kingdom : strategies and perspectives ». *Social Science Information* 24 (1), mars 85 : 145-159 ; bibliogr.

Bien que les immigrants du Commonwealth aient des droits civiques, ils n'en souffrent pas moins de multiples discriminations, notamment au niveau de l'emploi. Ils s'organisent contre cet état de fait.

3236. SHELL, Donald – « The British Constitution in 1984 ». *Parliamentary Affairs* 38 (2), print. 85 : 131-149.

On a pu dire, il y a quelques années, que la forme du régime politique britannique était celle de la « dictature élective ». Si cette formule est excessive, elle n'a jamais été aussi proche de la vérité qu'aujourd'hui, où le pouvoir de Mme Thatcher est exceptionnellement fort, où le Parlement apparait comme « gênant » mais aussi où le consensus politique et social se lacère.

3237. O'HEARN, Denis – « Again on discrimination in the North of Ireland : a reply to the rejoinder ». *The British Journal of Sociology* 36 (1), mars 85 : 94-101 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Contrairement à la thèse de C. Hewitt, les années 1960-70 ont été marquées en Irlande par une discrimination très nette à l'égard des catholiques. Voir à la suite pp. 101-105 : HEWITT, Christopher : « Catholic grievances and violence in Northern Ireland ».

3238. FINDLAY, Mark – « " Criminalization " and the detention of " political prisoners " – an Irish perspective ». *Contemporary Crises* 9 (1), mars 85 : 1-17.

En Irlande du Nord comme en République d'Irlande, les gouvernements ont choisi de « criminaliser » les activités terroristes, plutôt que de chercher des remèdes au désordre social et politique. Aux procédures criminelles courantes ont été intégrées des procédures exceptionnelles, au détriment de la justice et des droits de l'homme.

3239. DICKSON, A. ; YOUNG, R. – « Social policy and local government : urban deprivation in Strathclyde Region ». *The International Journal of Sociology and Social Policy* 5 (1), 1985 : 79-94.

Les gouvernements locaux en Grande-Bretagne ont de grandes difficultés financières pour continuer à assurer les services existants, mais ils en ont encore davantage quand il s'agit d'innover ou de réorganiser. Ceci fut le cas de la région de Strathclyde dont la réorganisation depuis 1974 a connu bien des vicissitudes. Le bilan de la politique sociale et urbaine amorcée reste décevant en raison de l'imprécision des objectifs et des difficultés financières.

3240. MILIBAND, Ralph – « The new revisionism in Britain ». *New Left Review* (150), avr. 85 : 5-26.

Critique du courant « néo-révisionniste » qui se développe au sein de la gauche britannique, surtout depuis la victoire de Mme Thatcher. Ce courant, très marqué par l'A. Gorz d'« Adieu au Prolétariat », rompt avec une logique proprement socialiste, sans toutefois tomber dans l'hystérie anticommuniste à la mode chez les intellectuels parisiens.

3241. FREEMAN, M.D.A. – « Law and order in 1984 ». *Current Legal Problems* 37, 1984 : 175-231 ; tabl.

Le gouvernement Thatcher s'est particulièrement préoccupé des problèmes de sécurité intérieure et d'ordre public ; il a augmenté les crédits en personnel et en matériel de la police et des prisons et a fait voter, en 1984, le Police and Criminal Evidence Act, pierre angulaire de cette nouvelle politique de l'ordre public.

3242. REINER, Robert – « A watershed in policing ». *The Political Quarterly* 56 (2), juin 85 : 122-131.

La tension du climat social en Grande-Bretagne a été l'occasion d'accroître les pouvoirs de la police sur proposition de la Royal Commission on Criminal Procedure. Les conséquences de cette politique telles qu'elles se sont révélées pendant la grève des mineurs ont été de détruire les bonnes relations qu'entretenait le peuple avec la police, ainsi que l'image de marque de la police britannique.

3243. GRACE, Tony – « The Trade Union press in Britain ». *Media, Culture and Society* 7 (2), avr. 85 : 233-255 ; tabl.

La presse syndicale britannique est très variée et ne reflète pas toujours les positions des syndicats. C'est l'éditeur le grand responsable et plus la publication est polémique, moins elle traite des véritables problèmes politiques. L'abondance des publications syndicales pose réellement le problème de leurs fins et de leur efficacité.

3244. ALLEN, Peter – « *Socialist Worker*, paper with a purpose ». *Media, Culture and Society* 7 (2), avr. 85 : 205-232 ; bibliogr.

Le *Socialist Worker* est la publication du Socialist Workers Party britannique, créé en 1950. Profondément anti-travailliste, ce périodique a pris des positions qui ont créé un véritable malaise au sein de l'Internationale Socialiste. Il n'a pas réussi à devenir *le* journal de la classe ouvrière britannique mais son influence est plus grande que ne le laisse penser sa faible diffusion. L'adhésion aux principes léninistes explique la souplesse d'adaptation aux circonstances de ce périodique.

3245. CRICK, Bernard – « *The Observer* ». *The Political Quarterly* 56 (2), juin 85 : 132-141.

L'analyse du contenu de l'*Observer* montre que, s'il diffère de ses rivaux sur le marché des journaux du dimanche, ce n'est qu'une question de degré et non de nature : la politique conçue comme spectacle pour amateurs éclairés, comme somme de plaisir et de stimulation pour la satisfaction momentanée de ceux qui gouvernent l'électorat ou influencent le marché.

3246. RANSON, Stewart – « Contradictions in the government of educational change ». *Political Studies* 33 (1), mars 85 : 56-72.

Depuis 1975, le ministère de l'Education et des Sciences est intervenu pour restructurer l'enseignement, en fonction des nouvelles données économiques et sociales ; en dépit de nombreuses divergences sur la stratégie, une politique a pu être mise sur pied, qui met l'accent sur la préparation à une profession et la rationalisation des ressources.

3247. « L'Angleterre à contre-courant ». *Esprit* (7), juil. 85 : 1-87 ; bibliogr.

Derrière l'image mythique de Thatcher une nouvelle Angleterre s'invente dans le domaine culturel : renaissance du cinéma anglais, travail de la tradition vernaculaire en photographie et en peinture, rôle de l'humour dans le cabaret et le rock, synthèse de tradition et d'innovation dans le très vivant domaine musical.

Situation et politique sociales

Voir aussi : n° 3494

3248. SIVANANDAN, A. – « RAT and the degradation of black struggle ». *Race & (and) Class* 26 (4), print. 85 : 1-33.

Des stratégies comme celles de la « Formation à la conscience contre le racisme » (RAT) conduisent à affirmer l'ethnicité aux dépens de la conscience de classe. Elles correspondent aux volontés de l'Etat anglais et aux intérêts de certains travailleurs sociaux noirs.

3249. MURPHY, M.J. – « Marital breakdown and socio-economic status : a reappraisal of the evidence from recent British sources ». *The British Journal of Sociology* 36 (1), mars 85 : 81-93 ; tabl. ; bibliogr.

Etude du rapport entre la fréquence des divorces et le statut socio-économique dans la population britannique actuelle.

3250. BAIN, G.S. ; ELIAS, P. – « Trade Union membership in Great Britain : an individual level analysis ». *British Journal of Industrial Relations* 23 (1), mars 85 : 71-92 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Selon une étude comparative de la syndicalisation en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, la syndicalisation est influencée non seulement par les facteurs personnels, mais aussi et surtout, par les caractéristiques de l'emploi, de l'entreprise, de la région et du secteur d'activité.

3251. Le syndicat des mineurs (NUM)

a. CAMPBELL, Adrian ; WARNER, Malcolm – « Leadership in the miners' union : Arthur Scargill's rise to power ». *Journal of General Management* 10 (3), print. 85 : 4-22.
C'est la personnalité d'Arthur Scargill, président de la National Union of Mineworkers qui explique la tournure prise par la grève des mineurs de 1984-85 en Grande-Bretagne. Le style de sa direction a été fortement contesté et, à l'avenir, le contrôle du syndicat en sera plus difficile. Etude de la carrière de A. Scargill.

b. CAMPBELL, Adrian ; WARNER, Malcolm – « Changes in the balance of power in the British Mineworkers'Union : an analysis of national top-office elections 1974-1984 ». *British Journal of Industrial Relations* 23 (1), mars 85 : 1-24 ; tabl. ; bibliogr.
Les élections au comité directeur du Syndicat britannique des mineurs ne sont pas simplement le reflet des changements survenus dans l'industrie minière et des élections nationales ; on retrouve dans ces élections le clivage droite/gauche, mais il n'est pas essentiel dans la mesure où les leaders syndicaux n'ont plus la même influence sur la base que par le passé.

3252. COLEMAN, William D. ; GRANT, Wyn P. – « Regional differentiation of business interest associations : a comparison of Canada and the United Kingdom ». *Canadian Journal of Political Science* 18 (1), mars 85 : 3-29 ; tabl., graph. ; résumé en français.

Analyse de la cohésion et du rôle des groupes de pression économiques selon trois variables : le fait que l'Etat soit fédéral ou non, la structure du secteur industriel représenté par l'association et le régime des relations industrielles : l'exemple du Canada et de la Grande-Bretagne pour les industries alimentaires, chimiques et du bâtiment.

3253. SZYSZCZAK, Erika – Pay inequalities and equal value claims ». *The Modern Law Review* 48 (2), mars 85 : 139-157.

La loi sur l'égalité des salaires de 1970 a été amendée pour tenir compte d'une réglementation de la Cour européenne de justice qui, au-delà du principe « à travail égal, salaire égal », impose celui de « à travail de valeur égale, salaire égal ». Cependant la manière dont ce concept a été introduit dans la loi et son interprétation par le gouvernement, soulèvent des doutes quant à son efficacité.

3254. La politique urbaine

a. « " Leveraging " urban development : a comparison of urban policy directions and programme impact in the United States and Britain ». *Policy and Politics* 13 (2), avr. 85 : 175-209 ; tabl., graph. ; bibliogr.
Suite de rapports présentés à l'occasion d'un colloque sur la politique urbaine tenu à l'université de Strathclyde en 1984, mettant en évidence le développement du processus de privatisation de nombreux services publics, en particulier, dans les zones urbaines défavorisées anglaises. Le modèle américain d'« Urban development Action Grant » en Grande-Bretagne. Voir BOYLE, Robin (n° 3117).

b. LLOYD, M.G. ; BOTHAM, R.W. – « The ideology and implementation of entreprise zones in Britain ». *Urban Law and Policy* 7 (1), mars 85 : 33-55 ; tabl. ; bibliogr.
En 1980, le gouvernement conservateur a lancé le programme d'« entreprises zones » pour lutter contre le déclin de certaines zones urbaines en Grande-Bretagne et y promouvoir les implantations d'entreprises. Son intervention fut énergique, mais dans le respect des règles du marché. Bilan de cette politique parfois riche en contradictions.

c. HOME, Robert Keith – « British planning law and the politics of inner city renewal : the case of Coin Street ». *Urban Law and Policy* 7 (1), mars 85 : 75-87.
La rénovation entreprise dans Coin Street à Londres met en évidence le rôle des « community groups » qui ont lancé différents programmes de restauration,

l'arbitrage exercé par le gouvernement ainsi que le processus d'enquête préalable effectué avant le choix d'un projet.

3255. La politique du logement

a. WHITEHEAD, C.M.E. et al. – « Prospects and strategies for housing in the private rented sector ». *Journal of Social Policy* 14 (2), avr. 85 : 151-174 ; bibliogr.
Il est probable qu'en Grande-Bretagne, le secteur privé locatif va continuer à décliner, à cause, principalement, du décalage entre l'offre et la demande de logements. Une amélioration serait possible, non grâce à des contrôles accrus ni en laissant libre cours aux lois du marché, mais en favorisant les arrangements contractuels.

b. HOWENSTINE, E.J. – « Selling public housing to individuals and cooperatives : lessons from foreign experience ». *Urban Law and Policy* 7 (1), mars 85 : 1-31 ; tabl. ; bibliogr.
La vente aux particuliers des logements construits sur les fonds publics en Grande-Bretagne a donné lieu à de nombreuses polémiques et est devenu un sujet politique. Différentes leçons peuvent être tirées de cette expérience qui fait apparaître une nette diminution de la qualité du stock des logements dans les habitations construites par le gouvernement, style HLM en France.

Economie et finances

Voir aussi : n° 3505

3256. LOWE, Julian – « Science parks in the UK ». *Lloyds Bank Review* (156), avr. 85 : 31-42.

Un grand mouvement de relance de la recherche scientifique et technique amorcé aux Etats-Unis gagne la Grande-Bretagne, dans l'espoir de permettre d'accélérer la sortie de la crise. Les universités britanniques se rééquipent dans ce but mais des problèmes administratifs, institutionnels et financiers se posent ainsi que des problèmes de gestion de ces nouveaux « parcs scientifiques ».

3257. MISTRAL, Jacques – « Assainissement ou déclin de l'économie britannique ? » *Critiques de l'économie politique* (31), juin 85 : 25-62 ; bibliogr.

La crise dramatique à laquelle l'économie britannique a dû faire face pendant les années 70 résulte de la superposition de trois déséquilibres de temporalité différents : la perte du rôle mondialement dominant dès les années 20, l'inadaptation du régime de croissance après la guerre et, plus récemment, les nouvelles caractéristiques du cycle. Les aspects positifs de la gestion de Mme Thatcher (production et inflation) démentent formellement les thèses monétaristes et libérales.

3258. MACINNES, John – « Conjuring up consultation : the role and extent of joint consultation in post-war private manufacturing industry ». *British Journal of Industrial Relations* 23 (1), mars 85 : 93-113 ; tabl. ; bibliogr.

Selon plusieurs études récentes, les comités consultatifs, réunissant employeurs et employés, créés depuis la fin de la guerre, n'ont qu'un rôle marginal dans les entreprises privées et ne peuvent constituer la base d'un véritable système de cogestion.

3259. WRIGHT, Robert V. – « Corporate insolvency : an analysis of English and Canadian corporate salvage reform proposal ». *International and Comparative Law Quarterly* 34 (1), janv. 85 : 25-48.

Le Canada et la Grande-Bretagne révisent actuellement leurs législations sur les faillites d'entreprise. Comparaison entre la législation actuelle dans les pays, les différentes étapes de la réforme et le contenu des nouvelles dispositions.

3260. FERNER, Anthony – « Political constraints and management strategies : the case of working practices in British Rail ». *British Journal of Industrial Relations* 23 (1), mars 85 : 47-70 ; bibliogr.

Les mesures prises, fin 1979, par les chemins de fer britanniques pour relancer la productivité se sont heurtées à la résistance des syndicats, en particulier

à l'ASLEF, le syndicat des conducteurs de train, qui a déclenché une grande grève en 1982. La direction a pris, délibérément, ce risque ; le choix apparaît bon, dans la mesure où les efforts de productivité vont permettre de nouveaux investissements.

3261. CUNLIFFE, S. Alex – « British economic aid policy and international human rights : a comparative analysis of conservative and labour policies in the 1970's ». *Political Studies* 33 (1), mars 85 : 101-112 ; tabl.

Les contraintes politiques économiques et historiques pesant sur les relations de la Grande-Bretagne avec le Tiers-Monde sont si fortes que l'idéologie des gouvernements en place ne les modifie guère ; tout au plus, M. Heath a-t-il mis l'accent en 1970 sur la défense des intérêts britanniques et M. Wilson en 1974 sur les droits de l'homme.

3262. ROSENBERG, David – « The language of role : treasurers in UK local governments ». *Policy and Politics* 13 (2), avr. 85 : 155-174.

Le vocabulaire des responsables financiers dans les services gouvernementaux locaux britanniques est à la fois pragmatique et symbolique et l'on peut, à travers lui, saisir les difficultés de relations qui existent entre ces financiers et certaines autorités politiques. Une étude des fonctions traditionnelles des Trésoriers explique également ces difficultés.

3263. TERRY, Nicholas G. – « The " big bang" at the Stock exchange ». *Lloyds Bank Review* (156), avr. 85 : 16-30 ; tabl.

La réorganisation du marché des actions à la Bourse de Londres est imminente car le gouvernement souhaite y accroître la participation des particuliers qui, au cours de ces dernières années, a décliné. Analyse des perspectives de réformes du célèbre Stock Exchange.

Grèce

Voir aussi : n° 3579

3264. La Grèce et l'Occident

a. DIMITRAS, Panayote E. – « Greece : a new danger ». *Foreign Policy (New York)* (58), print. 85 : 134-150.
Malgré des liens historiques très forts entre la Grèce et l'Occident, il existe dans la culture grecque un sentiment anti-occidental que l'attitude bienveillante des pays occidentaux, notamment des Etats-Unis, envers la dictature militaire et leur neutralité face à l'invasion turque en Chypre ont ravivé. Le PASOK, depuis 1981, mène une politique neutraliste mais il est poussé par sa gauche à se retirer de l'OTAN. Ses partenaires occidentaux doivent s'efforcer, pour l'en empêcher, de trouver une issue favorable au conflit avec la Turquie.

b. DOBRATZ, Betty A. – « Greece and its relations with the West : a case study in international conflict ». *The International Journal of Sociology and Social Policy* 5 (1), 1985 : 1-18 ; tabl.
C'est avec difficulté que la Grèce cherche à mener une politique extérieure indépendante des Etats-Unis tout en demeurant au sein de l'OTAN ; Papandreou cherche à regrouper le pays derrière lui, mais une politique extérieure dynamique risque d'être payée cher sur le plan politique intérieur. Le PASOK ne peut aller trop vite.

3265. STAMATOUKOS, G. – « The relationship between agricultural co-operatives and the agricultural Bank of Greece ». *Yearbook of Agricultural Cooperation* 1984 : 23-36 ; tabl.

C'est la confédération pan-hellène de l'Union des coopératives agricoles (PASEGES) qui coiffe l'ensemble du système coopératif agricole en Grèce. Celui-ci sert surtout à aider les agriculteurs sur le plan financier et à faciliter l'écoulement de leurs productions. Les fermes coopératives reçoivent des crédits de la Banque centrale agricole (ABG) dans le cadre du programme agricole du gouvernement.

Haïti

3266. GODARD, Henry – « Port-au-Prince (Haïti). Les " quartiers " et les mutations récentes du tissu urbain ». *Cahiers d'Outre-Mer* 38 (149), mars 85 : 5-24 ; tabl., graph., cartes ; bibliogr. ; résumé en anglais.

La croissance urbaine sans précédent de la ville de Port-au-Prince durant la dernière décennie a provoqué une extension spatiale de l'agglomération aussi bien dans les zones d'habitat misérable que dans celles des catégories moyennes. Ces zones se sont toutes trouvées atteintes par la densification et la dégradation du tissu urbain existant. Toutes ces mutations de l'organisation de l'espace reflètent les très grandes inégalités de la société haïtienne.

3267. PLUMMER, Gayle – « Haitian migrants and backyard imperialism ». *Race & [and] Class* 26 (4), print. 85 : 35-43.

Après avoir servi de réserve de main-d'oeuvre agraire pour Cuba et la République dominicaine, les Haïtiens servent désormais de réserve de main d'oeuvre industrielle pour les Etats-Unis où ils subissent néanmoins des politiques punitives, telle l'incarcération dans des camps.

Hongrie

3268. LOMAX, Bill – « La rivoluzione ungherese del 1956 e le origini del regime di Kadar ». *Il ponte* 41 (2), avr. 85 : 60-82.

Les origines du régime de Janos Kadar sont à resituer dans le contexte de la déstalinisation de l'Europe orientale : la substitution de Nagy à Ràkosi, le nouveau cours réformiste de sa politique, la chute de Malenkov entraînant son limogeage, les hésitations de Moscou, l'insurrection de 1956 et l'intervention soviétique.

3269. TOHIN, F. – « VNR – po puti socialističeskogo sozida-nija » (La République populaire de Hongrie sur la voie de l'édification socialiste). *MEMO* (5), 1985 : 74-84.

En quarante ans, le peuple hongrois a parcouru, grâce à un soutien désintéressé de l'URSS et des autres pays frères, un chemin historique considérable. Ses réalisations sont une contribution importante au patrimoine du socialisme réel.

3270. TAMAS, Gáspár Miklós – « L'a-moralité du Kadarisme ». *Esprit* (5), mai 85 : 56-62.

L'Etat modérément totalitaire essaie de faire passer son pouvoir et la hiérarchie définie par lui pour naturels. Il a abandonné toute éthique politique au profit de l'habileté politique et fait du mépris de l'égalité un élément de bon ton. Il est donc essentiel que l'opposition propose une réforme morale.

3271. VARGA, Gy. – « The long run development of Hungarian industry ». *Acta oeconomica* 32 (1-2), 1984 : 91-112 ; tabl.

Les principaux points faibles de l'industrie hongroise sont actuellement l'importance des capacités de production non-convertibles, l'apparition d'« îlots techniques » et sa forte consommation en énergie. Il importe donc de définir des priorités de modernisation et de créer les conditions d'une politique orientée vers le marché.

3272. LAKY, T. – « Small enterprises in Hungary : myth and reality ». *Acta oeconomica* 32 (1-2), 1984 : 39-63 ; tabl. ; bibliogr.

Parallèlement aux producteurs individuels de biens et de services, de petites unités économiques peuvent également se créer en Hongrie depuis le 1er janvier 1982 sous la forme de la participation. L'analyse de celles-ci est intéressante du point de vue de leurs membres ainsi que des facteurs socio-économiques susceptibles de restreindre leur rôle.

3273. OROS, I. – « Small-scale agricultural production in Hungary ». *Acta oeconomica* 32 (1-2), 1984 : 65-90 ; tabl.

Le recensement agricole de 1981 en Hongrie, comparé aux données de celui de 1972, permet d'évaluer le rôle joué par les petits producteurs, membres

des coopératives et des fermes d'Etat ou personnes non-employées à plein temps dans l'agriculture, sur leurs lopins individuels dans les succès récemment enregistrés par l'agriculture hongroise.

3274. HARTFORD, Kathleen – « Hungarian agriculture : a model for the socialist world ? » *World Development* 13 (1), janv. 85 : 123-150 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Les résultats économiques et sociaux de la nouvelle politique agricole hongroise en font un exemple pour les autres pays d'Europe de l'Est, bien que le modèle paraisse peu transférable. L'autonomie accrue des coopératives agricoles, les nouvelles structures de diffusion de la technologie et le nouveau système de planification ont donné des résultats encourageants.

3275. JUHÁSZ, Janos – « Developments in the structure and forms of Hungary's agricultural co-operatives » *Yearbook of Agricultural Co-operation* 1984 : 151-163 ; tabl.

Il existe différentes sortes de coopératives agricoles en Hongrie selon qu'il s'agit de simples regroupements de familles rurales, de coopératives spécialisées par produits ou d'associations de producteurs. Leur fonctionnement varie selon le type d'activité, l'objectif et la taille des fermes incorporées.

3276. HERCZEF, András – « Változások a magyar energiagazdál-kodásban » (Transformations dans la gestion des sources d'énergie en Hongrie). *Statisztikai szemle* 63 (1), janv. 85 : 51-71 ; tabl. ; résumés en russe et en anglais.

A la suite des politiques mises en oeuvre en Hongrie, l'utilisation d'énergie est en diminution après avoir augmenté de 20 % au cours des trois premières années du Ve Plan. Des progrès sont toutefois encore à accomplir.

3277. CSIKOS-NAGY, B. – « Further development of the Hungarian price system ». *Acta oeconomica* 32 (1-2), 1984 : 21-37 ; bibliogr.

Une nouvelle étape de la politique économique hongroise est actuellement en cours de préparation. Dans ce cadre, la politique des prix revêt une importance particulière : elle a fait l'objet des études d'un groupe de travail qui a remis son rapport au printemps 1983 sur la base de l'expérience acquise au cours des 25 dernières années.

3278. DRECHSLER, Laszlo ; HORWATH, Piroska – « The measurement of total consumption in Hungary ». *The Review of Income and Wealth* 31 (2), juin 85 : 171-187 ; tabl.

Faut-il tenir compte des subventions dans le calcul de la consommation de la population hongroise ? Ce n'est là qu'une des questions que l'on peut poser pour apprécier les données à inclure dans l'évaluation statistique de la consommation, en même temps que celles concernant les différents services, selon qu'ils sont publics ou « privés ».

3279. FRIEDLÄNDER, Michael – « Ungarns Aussenhandel, Beziehungen zum GATT, dem IWF und der Weltbank » (Le commerce extérieur de la Hongrie. Les relations avec le GATT, le FMI et la Banque mondiale). *Südosteuropa. Zeitschrift für Gegenwartsforschung* 33 (10), 1984 : 570-586 ; tabl.

Depuis 1975, la Hongrie connaît un déficit commercial important. Elle s'efforce de redresser sa situation financière en participant de plus en plus aux organismes économiques et financiers internationaux : GATT (depuis 1973), FMI (depuis mai 1982), Banque mondiale (depuis juillet 1982).

Inde

Voir aussi : n° 3060, 3569

3280. L'Inde après Indira Gandhi

a. KREISBERG, Paul H. – « India after Indira ». *Foreign Affairs* 63 (4), print. 85 : 873-891.

L'Inde a fait preuve d'une remarquable stabilité au moment de l'assassinat d'I. Gandhi et de sa succession par son fils Rajiv, qui, depuis son accession

au pouvoir, conduit judicieusement son pays vers la modernisation, tout en faisant face aux graves problèmes actuels de l'Inde.

b. HATCH, John – « Rajiv's new India ». *Contemporary Review* 246 (1 431), avr. 85 : 180-185.
En succédant à sa mère au poste de Premier Ministre de l'Inde, Rajiv Gandhi a su procéder à un « changement dans la continuité » qui lui a été très profitable. Il a remporté une victoire écrasante aux élections grâce à une campagne habilement menée, contre la corruption et pour le rajeunissement des cadres, mais de grandes difficultés existent toujours, notamment avec les Sikhs.

c. « L'India del dopo-Indira : Rajiv assicura la continuita ». *Politica internazionale* 13 (5), mai 85 : 63-109.
Dossier consacré à l'Inde de l'après-Indira : « grandeur et incertitude ». Les forces centrifuges qui menacent l'unité indienne ; la fragmentation du système politique ; le rôle prépondérant du parti du Congrès ; bilan de la politique extérieure.

3281. KOVAR, Jindrich – « Složitý vývoj indické republiky » (Le développement complexe de la République indiennne). *Mezinárodní vztahy* 20 (3), 1985 : 39-52 ; résumés en russe et en anglais.

L'Inde continue à subir le lourd héritage du passé précolonial et surtout colonial. La majorité des problèmes socio-économiques attendent toujours leur solution. La victoire du Parti du Congrès aux élections de décembre 1984 crée une situation favorable pour surmonter la crise actuelle.

3282. WADE, Robert – « The market for public office : why the Indian State is not better at development ». *World Development* 13 (4), avr. 85 : 467-497 ; graph. ; bibliogr.

La mobilité inter-ministérielle en Inde crée une sorte de marché de l'emploi interne à la fonction publique qui favorise la corruption, freine la mise en application des programmes gouvernementaux et l'efficacité de tous les services publics. Ce processus est en partie responsable de la mauvaise politique du développement indien.

3283. RAMESH THAKUR – « India and overseas Indians : the case of Fidji ». *Asian Survey* 25 (3), mars 85 : 356-370.

La position de l'Inde vis à vis des îles Fidji est délicate : elle tient à manifester son intérêt pour un pays dont la moitié de la population est d'origine indienne, mais elle ne veut pas risquer d'être accusée d'ingérence.

3284. SATHYAMURTHY, T.U. – « La recherche sur le développement et les sciences sociales en Inde ». *Revue internationale des sciences sociales* 36 (4), 1984 : 709-734.

Le développement de la recherche en sciences sociales en Inde depuis l'indépendance : une première phase (1947-1960) marquée par un rôle moteur des universités et des ITT (Indian Institutes of Technology), relayés ensuite (de 1960 à 1970) par une action du gouvernement central pour créer des centres de recherches ; depuis 1970, diversification et croissance se poursuivent, en essayant de contribuer concrètement à l'évolution socio-économique et politique du pays.

3285. RAZA, Ali – « Sventstura i osobennosti rabočego Klassa Indii » (Structure et caractéristiques de la classe ouvrière en Inde). *Narody Azii i Afriki* (2), avr. 85 : 57-68.

La structure de la classe ouvrière est très diversifiée en Inde – son hétérogénéité s'explique, à la fois par les systèmes de castes, les facteurs régionaux, et le degré de conscience politique. On constate néanmoins, un processus d'intégration socio-économique à l'intérieur de cette classe qui se développe à l'heure actuelle.

3286. GWIN, Catherine ; VEIT, Lawrence A. – « The Indian miracle ». *Foreign Policy (New York)* (58), print. 85 : 79-98.

La situation économique de l'Inde s'est nettement améliorée ces dix dernières années dans tous les secteurs, mais certains problèmes subsistent comme la mauvaise utilisation des ressources naturelles, les investissements, la force croissante des syndicats, les inégalités sociales et les risques posés par les

mouvements séparatistes. Ces difficultés peuvent être surmontées par un accroissement notable du commerce extérieur, en particulier avec les Etats-Unis qui y ont tout intérêt.

3287. CABLE, Vincent ; WESTON, Ann – « Wages, labour conditions and the welfare of the artisan ». *Development Policy Review* 3 (1), mai 85 : 63-88 ; tabl.

Le salaire des artisans travaillant en Inde généralement à la pièce dépend d'un grand nombre de facteurs et varie selon le produit, la région, la saison de l'année et bien d'autres facteurs. Les conditions de travail, particulièrement celles des enfants, sont très pénibles, mais les conditions de vie s'améliorent peu à peu, bien que trop lentement.

3288. HOWELL, John – « Government services and small farmers ». *Development Policy Review* 3 (1), mai 85 : 89-102 ; tabl.

Les services que peut offrir le gouvernement dans un pays pauvre dont les masses paysannes arriérées ne sont pas capables de profiter vont le plus souvent aux paysans riches, comme en Inde, qui seuls tirent les bénéfices provenant des crédits, de l'irrigation ou des fournitures d'engrais. D'autre part, les organismes d'Etat ne sont pas toujours à la hauteur et de grandes quantités d'engrais et de matériel périssent sans être utilisés.

Indonésie

Voir aussi : n° 3570, 3573

3289. RAILLON, François – « Les musulmans indonésiens ». *Hérodote* (35), 4e trim. 84 : 111-130 ; tabl., cartes.

Bien que 87 % de la population indonésienne soit musulmane, l'Islam indonésien n'a pas nécessairement la force que le nombre semble lui prêter, car, situé à la périphérie du monde musulman, il est aussi à la périphérie de la politique indonésienne.

3290. BLANADET, Raymond – « Kalimantan-Jengah. L'ouverture d'une nouvelle province indonésienne à la transmigration ». *Bulletin de l'Association des géographes français* 62 (2), juil. 85 : 166-183 ; tabl., cartes ; résumé en anglais.

Le programme de transmigration en cours prévoit le développement prioritaire des hautes terres, habitées actuellement par les Dayak, en plantant partiellement des lots en hévéas. Ce programme transforme la vie des Dayak et pose un problème de conservation des sols.

3291. PARIKH, A. et al. – « An econometric model of the monetary sector in Indonesia ». *The Journal of Development Studies* 21 (3), avr. 85 : 406-421 ; tabl. ; bibliogr.

Grâce à l'étude des relations causales entre les prix et les mouvements de la masse monétaire, on a pu établir un modèle économétrique de l'évolution du secteur monétaire indonésien entre 1969 et 1980.

Irak

3292. « Special Report : Republic of Iraq ». *Journal of Defense and Diplomacy* 3 (2), fév. 85 : 28-37 ; tabl., graph., carte.

Un dossier complet sur la situation politique et économique de l'Irak met en évidence la persistance d'une situation conflictuelle avec l'Iran et l'évolution du rapport de forces interne : l'armée semble avoir pris possession du pays mais l'unanimité nationale est inexistante et le déclin économique et commercial du pays va en s'aggravant.

3293. « Iraq : INOC ». *OPEC Bulletin* 16 (2), mars 85 : 20-33 et 80 ; tabl., carte.

La nationalisation de l'industrie pétrolière en Irak a été terminée en 1975 et aucune concession n'a plus été accordée depuis à une compagnie étrangère.

Mais, dès 1961, une loi, entrée en vigueur en 1964 avec la création de la Iraq National Oil Company (INOC), avait restitué au gouvernement le droit de procéder à la prospection sur 99,5 % des superficies, sur lesquelles le droit de prospecter avait été accordé aux compagnies étrangères.

Iran

3294. HOURCADE, Bernard – « Iran : révolution islamique ou Tiers-mondiste ». *Hérodote* (36), 1er trim. 85 : 138-158.

La révolution islamique a permis à l'Iran de tourner le dos aux grandes puissances pour rejoindre le camp des non-alignés, mais surtout de faire écran aux revendications sociales des jeunes générations, liées à la poussée démographique et à l'urbanisation que connaissent les pays du Tiers-Monde. Une culture traditionnelle mythifiée a permis l'expression de problèmes sociaux mais le régime iranien ne semble pas être en mesure de réaliser la synthèse entre les deux révolutions.

3295. MEHRCHID – « Ali Shariati : une théologie de la libération ». *Sou'al* (5), avr. 85 : 97-110.

Dix ans avant la chute du Shah, le délabrement idéologique et culturel de la population iranienne a fait naître une conscience sociale axée sur la sauvegarde de l'identité nationale : c'est là qu'a pris naissance le shiisme révolutionnaire, dont l'un des fondateurs fut Ali Shariati, prônant le salut par le retour à l'Islam pour contrer l'Occident et le marxisme, au besoin par la révolution.

3296. AFSHAR, Haleh – « The legal social and political position of women in Iran ». *International Journal of the Sociology of Law* 13 (1), fév. 85 : 47-60 ; bibliogr.

Le système théocratique actuellement en vigueur en Iran aliène la femme et anéantit tous les efforts de libéralisation et d'émancipation effectués depuis le début du siècle. Bilan de cette lutte et tableau des alternatives qui se présentent aujourd'hui aux femmes en Iran.

3297. SAMARBAKHSH, Gassem – « L'Etat de non-droit et l'Etat sans parti en Iran ». *L'Afrique et l'Asie modernes* (145), été 85 : 67-84.

Analyse du système partisan iranien depuis le début du siècle et particulièrement de 1953 à nos jours : contrairement à l'opinion largement répandue, le régime islamique n'est pas issu d'un parti unique (Le PRI, parti de la République islamique), mais plutôt de l'édification de celui-ci par plusieurs groupes. L'Iran n'a en fait connu une « vie partisane » qu'entre 1942 et 1953, 1979 et 1982 ; depuis 1953, l'Etat iranien, sous ses deux formes successives, monarchique puis islamique, est un Etat de type « sans parti », la survivance d'une vie partisane clandestine provoquant la répression.

3298. « Islamic Republic of Iran : NIOC ». *OPEC Bulletin* 16 (3), avr. 85 : 18-32 et 76-78.

La nationalisation de l'Anglo Iranian Oil Company a eu lieu en 1951 et la création de la National Iranian Oil C° (NIOC) un an plus tard. Mais, en 1953, le Shah a signé un nouvel accord avec un consortium de compagnies multinationales. Avec la proclamation de la République islamique, cet accord a été dénoncé en 1979 et la NIOC chargée à nouveau du contrôle des opérations de l'industrie pétrolière en Iran.

Israël

Voir aussi : n° 3025, 3337, 3530, 3533, 3534, 3607

3299. USLANER, Eric M. – « Casework and institutional design redeeming promises in the Promised Land ». *Legislative Studies Quarterly* 10 (1), fév. 85 : 35-52 ; bibliogr.

Selon une enquête menée en 1981-1982, auprès de 21 membres de la Knesset, ayant la réputation de consacrer une grande part de leur temps aux cas

individuels, ce type d'activité tend à se développer, à long terme, à cause de l'affaiblissement des partis, mais aussi à cause des bénéfices électoraux que les députés en retirent.

3300. WOLPIN, Jacob ; BURKE, Ronald J. – « Relationship between absenteeism and turnover : a function of the measure ? ». *Personnel Psychology* 38 (1), print. 85 : 57-74 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Selon les instruments de mesure utilisés, les effets de l'absentéisme sur le chiffre d'affaire d'une entreprise varient. Les effets réels ne peuvent être mesurés qu'en tenant compte d'autres facteurs comme le temps, la localisation de l'entreprise et les caractéristiques des individus.

Italie

Institutions et vie politiques

3301. CAZZOLA, Franco – « Appunti per lo studio della democrazia in Italia ». *Teoria politica* 1 (2), 1985 : 23-42

Les paradoxes des sociétés démocratiques – plus de démocratie implique une demande croissante de démocratie, mais aussi plus de bureaucratie et de technocratie pour la garantir et l'administrer – conduisent à un Etat dual, qui conserve la démocratie comme valeur phare, mais la vide de son sens, confisquant le pouvoir aux citoyens après avoir instauré une culture de crise qui fait des règles démocratiques un luxe. Ce dernier processus passe en Italie par une théâtralisation du politique et par l'élargissement du « décisionnisme », cependant qu'en coulisses jouent d'autres mécanismes de pouvoir.

3302. NANETTI, Raffaella Y. – « Neighbourhood institutions and policy outputs : the Italian case ». *International Journal of Urban and Regional Research* 9 (1), mars 85 : 113-135 ; tabl. ; résumés en français, allemand et espagnol.

Il existe en Italie depuis dix ans un système de conseils de quartier élus dont le fonctionnement varie d'une ville à l'autre comme le montre une étude comparative. Les différences concernent les compétences accordées à ces organismes, le nombre des conseillers et la fréquence des réunions du conseil ainsi que le travail des commissions de citoyens.

3303. « Il ruolo del capo dello Stato in Italia : continuità e innovazione ». *Quaderni costituzionali* 5 (1), avr. 85 : 5-152.

Suite d'articles consacrés à l'évolution du rôle du Président de la République dans le dispositif institutionnel et dans la vie politique italienne, évolution accélérée par la personnalité de Sandro Pertini. Sa position charnière entre garantie de l'unité de la majorité et incarnation de l'unité nationale ; sa fonction d'arbitrage, malgré son caractère de neutralité ; ses messages et déclarations, canal principal de son action ; démission, suppléance et intérim ; rééligibilité ; pouvoir de nomination de sénateurs à vie.

3304. INGRAO, Pietro – « Crisi e riforma del parlamento ». *Democrazia e diritto* 25 (2), avr. 85 : 35-66.

Dans le cadre de l'actuel débat sur la réforme des institutions, le renouveau du système parlementaire pose le problème de la représentation politique de demandes et d'intérêts différents. Plusieurs scenarios sont possibles dont certains, l'adoption du monocamérisme par exemple, demanderont également une révision constitutionnelle.

3305. PAVSIČ, Rita – « Esiste una tendenza all'omogeneizzazione territoriale nei partiti italiani ? ». *Rivista italiana di scienza politica* 15 (1), avr. 85 : 69-97 ; graph. ; résumé en anglais.

Parmi les partis politiques italiens, seuls la DC et la MSI ont manifesté depuis 1953 une homogénéisation de la distribution territoriale de leur base électorale. PSI, PSDI, PLI et PRI ont vu leur implantation géographique se déplacer, du Nord vers le Sud pour les premiers, et à l'inverse pour les derniers. Seul le PCI a maintenu ses positions, et les a même renforcées dans ses bastions traditionnels.

3306. CATANZARO, Raimondo – « Enforced entrepreneurs and survivors : how the mafia has adapted to change ». *The British Journal of Sociology* 36 (1) mars 85 : 34-57 ; bibliogr.

La persistance de la mafia dérive de sa faculté d'adaptation sociale ; loin d'être figée, elle est capable d'associer l'ancien et le moderne, la violence privée et celle de l'Etat, la lutte pour les ressources économiques du marché et l'absence de moyens de régulation autres que la violence.

3307. « The evolution of the major factors influencing international politics and Italy's options for the 1980s ». *The International Spectator* 19 (3-4), déc. 84 : 171-189.

Rapport de l'Istituto Affari Internazionali sur les facteurs déterminants la politique extérieure italienne et son évolution depuis 1945. La position italienne repose traditionnellement sur 3 piliers : l'alliance atlantique, la CEE, le système économique et financier du monde occidental (FMI, GATT) ; sa dépendance vis-à-vis de ses alliés est très forte. L'évolution et les risques de régression du système occidental, cependant, ébranlent cette fidélité soumise et peuvent encourager une rupture avec les alliés actuels.

3308. ROSSI, Marcello – « Secondaria superiore : si alla riforma, no a questa riforma ». *Il ponte* 41 (2), avr. 85 : 44-59.

Le projet de loi italien portant réforme des études secondaires veut les unifier, mais l'institution du tronc commun camoufle une réalité de la sélection qui ne rompt pas avec le système existant.

3309. « Per un nuovo assetto dell'Università ». *Scuola e città* 36 (3), 31 mars 85 : 126-137.

Texte issu des travaux de conseil universitaire national italien des 14-16 février 1985 : bilan de la réforme portant suppression des facultés et introduisant les « aires disciplinaires » organisées en collèges. Bien assimilée, celle-ci pourra aboutir à une meilleure coordination entre les enseignements, et entre ceux-ci et la recherche.

Situation et politique sociales

3310. DALLA ZUANA, Gianpiero – « Contributo all'analisi del voto giovanile. Un sondaggio postelettorale a Padova nel 1983 ». *Quaderni dell'osservatorio elettorale* (14), janv. 85 : 57-88 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en français et en anglais.

Un sondage post-électoral réalisé parmi les jeunes de Padoue met en évidence le taux élevé de mobilité du vote des jeunes, le déplacement vers le vote laïque des jeunes catholiques non engagés politiquement, la forte influence de la tradition familiale sur le vote à gauche, les relations entre volontariat et vote politique.

3311. « L'ipotesi riformista ». *Quaderni del circolo Rosselli* 5 (1), mars 85 : 7-125.

Numéro spécial consacré au compte-rendu du colloque tenu à Florence les 5 et 6 janvier 1985, sur le réformisme dans la gauche italienne. Deux volets : les perspectives du réformisme dans le cadre de la région toscane à la veille des élections administratives ; le réformisme syndical dans son évolution historique, et dans son adaptation à l'émergence de nouvelles couches sociales.

3312. « Sindacato e metropoli : il caso di Milano ». *Prospettiva sindacale* 16 (55), mars 85 : 3-207.

Numéro spécial consacré aux problèmes posés à l'action syndicale dans le double contexte de l'évolution des relations industrielles en Italie – perte d'influence des syndicats, personnalisation des rapports de travail, interaction avec les pouvoirs publics – et les mutations sociales et économiques qui bouleversent la métropole lombarde – accès à la dimension européenne, tertiarisation avancée, précarisation de l'emploi, recul de la composante ouvrière.

3313. « A proposito di sviluppo regionale ». *Rivista geografica italiana* 91 (3), sept. 84 : 371-415 ; résumés en anglais et en français.

Deux articles sur le développement économique régional en Italie. Pour Maria Tinacci Mossello, la région doit être considérée comme un système socio-territorial intégré qui a un rôle primordial à jouer dans l'économie du pays, notamment en ce qui concerne la gestion des ressources et l'environnement. Pour Attilio Celant, les poches de sous-développement existant dans les pays industrialisés, comme l'Italie du Sud, sont encore défavorisées par l'internationalisation de l'économie : division internationale du travail et intégration régionale (en l'occurrence, européenne).

3314. ZOPPI, Sergio – « Contributo alle definizione di nuove politiche per il Mezzogiorno ». *Nuovi quaderni del Meridione* 22 (87-88), déc. 84 : 149-160.

Après le développement des années 50, les politiques méridionalistes sont aujourd'hui en crise : la nécessité de relancer l'aide au Mezzogiorno, non plus comme une « politique extraordinaire » mais comme un investissement dans une région demandant des transferts de technologie, un effort dans le domaine de l'éducation et la mise en valeur de son identité.

3315. Problèmes de l'épargne

a. FERRARI, Camillo – « Il risparmio per l'oggi e per il domani : problemi di formazione, di remunerazione, di investimento ». *Bancaria* 41 (1), janv. 85 : 32-44 ; tabl. ; résumés en français et en anglais.
En Italie, au cours de la dernière décennie, le processus de formation de l'épargne s'est ralenti, en termes réels et par rapport au revenu national. Les positions déficitaires de l'Etat et des entreprises ont créé un courant de destruction de l'épargne, et de formation d'épargne négative. Pour satisfaire les besoins futurs en capital, il convient de garantir à l'épargne des familles des conditions de sécurité et de rémunération adéquates, et de permettre une diversification opportune des choix de portefeuille.

b. LOPES, Antonio – « Scelte di portafoglio delle famiglie, finanziamento del tesoro ed aspettative inflazionistiche in Italia (1979-1983) ». *Studi economici* 40 (1), 1985 : 29-70 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumé en anglais.
Les forts taux d'inflation italiens des années 1979 à 1983 ont conduit les familles à préférer l'épargne liquide et à orienter leurs investissements vers les titres gouvernementaux à court terme, pour limiter leur perte de richesse financière. Les émissions accrues de titres publics apparaissent ainsi comme une conséquence plus que comme une cause de l'inflation.

Japon

Voir aussi : n° 2602, 2668, 2909, 2981, 3134

3316. « New media : the impact on Japan's broadcasting system ». *Studies of Broadcasting* 21, mars 85 : 5-149 ; tabl., graph.

Numéro spécial consacré au développement du système des télécommunications du Japon et aux répercussions juridiques et économiques de ces progrès techniques.

3317. « Vers un nouveau Japon ». *Politique étrangère* 50 (1), print. 85 : 23-100 ; tabl. ; bibliogr. ; résumés en anglais.

Suite d'articles consacrés au rôle contrasté du Japon sur la scène mondiale, rôle important du fait de sa puissance commerciale, mais réduit du fait de son alignement sur les principales positions américaines. Voir notamment : BERTRICAU, A. : (n° 3318) ; DUPUIS, Marc (n° 3325) ; LEHMANN, Jean-Pierre (n° 3329).

3318. BERTRICAU, A. – « Japon, sécurité nationale et influence internationale ». *Politique étrangère* 50 (1), print. 85 : 23-34 ; résumé en anglais.

Le Japon est progressivement passé, au cours des dernières années, du pacifisme à l'acceptation de la dissuasion nucléaire comme élément du maintien

de la paix et ceci en raison à la fois d'une certaine défiance vis-à-vis des Etats-Unis depuis le rétablissement des relations Etats-Unis – Chine et de la mutation de la société japonaise où une partie de la classe politique n'a pas connu les événements de 1939-45.

3319. « La socialité japonaise ». *Sciences sociales du Japon contemporain* (7), mars 85 : 154 p. ; résumés en anglais.

Compte rendu de la journée organisée à Paris en novembre 84 sur ce thème par la Société française de sociologie. Les différents aspects de la société japonaise, son évolution, la place du traditionnel et du contemporain, et la sociologie de l'entreprise japonaise.

3320. MOSK, Carl ; NAKATA, Yoshi-Iumi – « The age-wage profile and structural change in the Japanese labor market for males, 1964-1982 ». *The Journal of Human Resources* 20 (1), hiv. 85 : 100-116 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Les changements démographiques survenus au Japon entre 1964 et 1982 ont affecté le marché de l'emploi et la structure salariale. Le marché du travail japonais présente ainsi aujourd'hui une structure duale déterminée par l'âge de la main-d'oeuvre (actuellement engagée dans un processus de vieillissement) et par la formation universitaire et technique des demandeurs d'emplois.

3321. BESTOR, Theodore C. – « Tradition and Japanese social organization : institutional development in a Tokyo neighborhood ». *Ethnology* 24 (2), avr. 85 : 121-135 ; tabl.

L'exemple d'un quartier de la banlieue de Tokyo permet de constater la complexité et la richesse de la vie sociale véhiculée par les institutions locales et les réseaux divers, sociaux, politiques et économiques.

3322. PRINDLE, Peter H. – « Peasant-worker households and community-based organizations in rural Japan ». *Modern Asian Studies* 19 (2), avr. 85 : 279-297 ; tabl. ; bibliogr.

Les organisations communautaires traditionnelles dans les milieux ruraux au Japon ont faibli depuis une trentaine d'années, mais elles se sont néanmoins maintenues. Par contre, le nombre de coopératives a augmenté particulièrement parmi les foyers de paysans-ouvriers, pour compenser la pénurie de la main-d'oeuvre au village et répondre aux besoins d'une agriculture moderne.

3323. SUMI, Kazvo ; HANAYAMA, Ken – « Existing institutional arrangements and implications for management of Tokyo Bay ». *Natural Resources Journal* 25 (1), janv. 85 : 167-193 ; tabl., cartes.

L'importance économique de la baie de Tokyo explique le grand nombre d'autorités et d'institutions concernées par sa « gestion ». Les problèmes de circulation, de pollution et d'urbanisation des zones côtières exigent une politique mieux coordonnée, à l'aide d'institutions fonctionnant en pleine harmonie.

3324. SCHMIEGELOW, Michèle – « Cutting across doctrines : positive adjustment in Japan ». *International Organization* 39 (2), print. 85 : 261-296 ; tabl.

L'évolution rapide de l'économie japonaise, ses structures économiques spécifiques en politique intérieure comme en politique extérieure, rendent difficile toute comparaison avec les théories élaborées pour les économies des pays occidentaux. Le Japon est notamment le seul pays à avoir utilisé le modèle d'ajustements anticipatoires proposé par l'OCDE, suggérant des processus d'internationalisation des facteurs globaux et d'externalisation des facteurs domestiques. Cette politique conduit les Occidentaux à reconsidérer leur compréhension des théories en relations internationales et en politique économique.

3325. Le progrès technologique

a. « Science and technology in Japan ». *New Scientist* (1448), 21 mars 85 : 30-61 ; graph.
Suite d'articles : le secteur industriel au Japon finance 75 % de la recherche-développement et tend de plus en plus à suppléer les universités et le gouvernement dans la recherche pure en y investissant massivement.

b. DUPUIS, Marc – « Le Japon, puissance technologique, présent et futur ». *Politique étrangère* 50 (1), print. 85 : 55-69 ; résumé en anglais.
L'atout technologique principal du Japon est la maîtrise qu'il a acquise en microélectronique et qui aura de multiples retombées dans l'ensemble du champ industriel ; son handicap principal est le retard qu'il a pris dans l'exploitation de l'espace et son étroite dépendance vis-à-vis des Etats-Unis.

3326. MOURGUES, Sophie de – « Japon : l'enjeu du plan technopolis ». *Revue française de gestion* (51), mai 85 : 122-135 ; tabl., carte ; résumé en anglais.

La mise en place du plan technopolis élaboré en 1983 par le MITI est prévue pour 1990. Créé pour développer des pôles de développement technologique spécialisés dans les disciplines de pointe, ce plan sera financé essentiellement par des capitaux privés. Une intégration des structures fondamentales et une bonne cohésion de l'ensemble des quatorze technopoles sont nécessaires pour la réussite de ce plan.

3327. INUMARU, Kazuo F. – « Le relazioni industriali e l'incentivazione del lavoro in Giappone ». *Economia & [e] lavoro* 19 (1), mars 85 : 5-35 ; tabl., graph. ; résumé en anglais.

L'évolution des relations industrielles au Japon est bien sûr le produit d'idiosyncrasies culturelles et historiques, mais aussi d'une volonté de dépasser les incitations purement économiques par la recherche du consensus, manifestée aussi bien dans les structures éducatives que dans les stratégies des entreprises et dans leurs politiques du personnel. Le passage par la modernisation industrielle, par le contrôle statistique de la qualité, pour aboutir aux cercles de qualité témoigne de cette volonté.

3328. NOHARA, Hiroatsu – « Les nouvelles politiques salariales des entreprises japonaises ». *Revue française de gestion* (51), mai 85 : 36-48 ; tabl. ; résumé en anglais.

Les nouvelles données socio-démographiques, économiques et technologiques au Japon provoquent des déséquilibres au niveau de la gestion de la main d'œuvre. Les entreprises doivent donc réviser leurs politiques salariales en introduisant notamment une flexibilité et un système de formation et sélection adaptés aux nouveaux enjeux.

3329. LEHMANN, Jean-Pierre – « Internationalisation de l'économie japonaise ». *Politique étrangère* 50 (1), print. 85 : 35-54 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

L'internationalisation de l'économie japonaise s'opère par l'intermédiaire de ses multinationales et par les investissements directs des entreprises japonaises à l'étranger et est fondée sur la production d'innovations technologiques. Cette confrontation économique, entre le Japon et les pays occidentaux, risque d'avoir des conséquences sur la société japonaise qui a évolué moins vite que l'économie.

3330. NEMETZ, P.N. et al. – « Japan's energy strategy at the crossroads ». *Pacific Affairs* 57 (4), hiv. 85 : 553-576 ; graph.

La stratégie énergétique du Japon, à la fois agressive et défensive, permet au pays de s'adapter aux changements du contexte économique international, la demande d'énergie devant demeurer stable dans l'avenir immédiat. Une troisième crise pétrolière ne fera qu'accélérer un mouvement de recherche de sources d'énergie alternatives déjà amorcé.

3331. BROOKS, William L. ; ORR, Robert M. Jr. – « Japan's foreign economic assistance ». *Asian Survey* 25 (3), mars 85 : 322-339 ; tabl.

Le programme japonais d'assistance économique s'est considérablement développé depuis 1950. D'abord destiné à stimuler les exportations, il s'emploie maintenant à assurer la stabilité économique des PVD, tout en renforçant la puissance économique du Japon ainsi que son influence diplomatique.

3332. ARAKI, Motoaki – « Trends in Japan's direct investment abroad for F.Y. 1983 ». *Exim Review* 5 (2), mars 85 : 37-68 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Le Japon a atteint un record en matière d'investissements à l'étranger dans les secteurs électronique et automobile en 1983 alors qu'il a atteint un niveau

très bas dans les investissements destinés à l'exploitation des ressources naturelles. Tendances et localisation de ces investissements.

Kenya

Voir aussi : n° 3534, 3546

3333. BOURMAUD, Daniel – « Elections et autoritarisme ; la crise de la régulation politique au Kenya ». *Revue française de science politique* 35 (2), avr. 85 : 206-234 ; tabl. ; résumé en anglais.

L'autoritarisme relatif qui jusqu'ici permettait de conjuguer et les spécificités locales et la logique de l'Etat central par le biais du parti unique avec pluralités de candidatures, risque de se révéler inefficace du fait d'une forte expansion du milieu urbain et de la baisse corrélative de la participation électorale. Cette dérégulation tend à renforcer l'autoritarisme du régime.

3334. L'éducation

a. GOMES, Melba – « Family size and educational attainment in Kenya ». *Population and Development Review* 10 (4), déc. 84 : 647-660 ; tabl., graph. ; résumés en anglais et en espagnol.
Quelle que soit la taille de la famille, les parents Kenyans favorisent l'éducation de leurs enfants aînés. Cependant le désavantage des plus jeunes est diminué dans les familles de plus de sept enfants.

b. SIFUNA, Daniel – « Indigenous education in Nomadic communities : a survey of the Samburu, Rendille, Gabra and Boran of Northern Kenya ». *Présence africaine* (131) 3e trim. 84 : 66-88 ; tabl., carte.
Ces quatre groupes ethniques ont su conserver leur tradition indigène d'éducation, caractérisée par le fonctionnalisme, la pérennité et la soumission de l'individu au clan. Cependant certaines différences existent aussi.

c. LILLIS, Kevin M. – « Processes of secondary curriculum innovation in Kenya ». *Comparative Education Review* 29 (1), fév. 85 : 80-96.
La réforme de l'enseignement secondaire entreprise au Kenya au lendemain de son indépendance s'est déroulée dans un contexte sociopolitique et économique spécifique mais avait pour but d'assurer la continuité des formes d'éducation occidentales.

Liban

3335. « Libano : disgregazione o riscatto ». *Politica internazionale* 13 (3-4), avr. 85 : 45-138.

Dossier sur le Liban : après 10 années de guerre civile et d'interventions extérieures, le processus engagé ne peut plus être considéré comme une césure entre deux phases historiques. Il s'agirait plutôt d'une tension endémique constituant en fait une phase historique distincte. Cette suite d'articles propose un essai d'interprétation « à plusieurs voies » de ce phénomène. Voir : RUSSO, Giampaolo : n° 3338.

3336. CORM, Georges – « Les maronites et le pouvoir économique au Liban ». *Esprit* (5), mai 85 : 77-88.

Les malaises communautaires qui alimentent le conflit libanais ne sont pas au premier chef ceux des communautés entre elles, mais au contraire ceux régnant à l'intérieur de chaque communauté. Ainsi, le parti phalangiste conquiert des assises économiques pour la communauté maronite qui est extrêmement stratifiée.

3337. « Contre l'occupation israélienne : la résistance nationale libanaise ». *Revue d'études palestiniennes* 16, été 85 : 3-120.

Suite d'articles sur la résistance nationale libanaise après l'invasion israélienne de septembre 1982 : comment elle a débuté, la place du Sud dans la guerre civile libanaise, la couleur chiite de la mobilisation populaire et la contribution palestinienne. Interviews de plusieurs personnalités libanaises, et revue de presse israélienne.

3338. La situation économique

a. « Liban, le diagnostic de la Banque centrale ». *Syrie et monde arabe* 30 (370), nov. 84 : 12-73 ; tabl.
En 1983 l'économie libanaise n'est pas parvenue à se redresser, en raison des événements politiques. Baisse de la production, du commerce extérieur, difficultés monétaires et déficit budgétaire important caractérisent cette année.

b. RUSSO, Giampaolo – « Come l'economia ha superato la prova ». *Politica internazionale* 13 (3-4), avr. 85 : 114-124 ; tabl., graph.
Malgré 10 années de guerre civile, destructions, interventions étrangères, l'économie libanaise, mue par un solide secteur tertiaire, ne s'est pas effondrée. Banques et intermédiaires financiers ont continué à fonctionner et se sont même adaptés par la création d'une zone franche et d'un système d'assurances contre les risques de guerre. Cependant, une certaine vulnérabilité commence à apparaître, accentuée par les besoins financiers requis par la reconstruction de Beyrouth.

Libye

3339. BLEUCHOT, Hervé ; MONASTARI, Taoufik – « La logique unitaire libyenne et les mobiles du colonel Kadhafi ». *Hérodote* (36), mars 85 : 83-104.

Les nombreuses tentatives de fusion avec les Etats voisins relèvent, pour le colonel Kadhafi, d'une même logique, l'unité arabe pour détruire Israël ; toutefois arabisme, socialisme et démocratie, essentiels pour lui, prennent le pas sur la solidarité islamique et expliquent l'ambiguïté de sa politique étrangère.

Mexique

3340. CARR, Barry – « Mexican communism, 1968-1981 : Eurocommunism in the Americas ». *Journal of Latin American Studies* 17 (1), mai 85 : 201-228.

Après dix ans de débats internes le parti communiste mexicain s'est dissous en 1981. Cette évolution s'explique plus par l'adaptation aux réalités changeantes de la société et de la politique, et par les réactions au changement stratégique du parti dominant, que par l'influence de l'eurocommunisme.

3341. MAHAN, Elisabeth – « Mexican broadcasting : reassessing the industry-state relationship ». *Journal of Communication* 35 (1), hiv. 85 : 60-75 ; bibliogr.

Bien que les structures légales, dans le domaine de la radio télévision, orientent les relations Etat-industries vers une nette dominance de l'Etat mexicain, celui-ci ne tire pas plein avantage de cette situation et la firme Televisa, géant mexicain du secteur, apparaît comme le gagnant de la confrontation avec l'état.

3342. Evolution de la population

a. COSIO, Maria-Eugenia – « La politique de population au Mexique ». *Sciences sociales et santé* 3 (1), fév. 85 : 35-46 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en anglais.
La réduction de la fécondité au Mexique provient d'une nuptialité plus tardive chez les jeunes filles et d'un contrôle de la fécondité dans le mariage. Les moyens les plus utilisés sont la pilule et surtout la stérilisation féminine.

b. BRACHET-MARQUEZ, Viviane – « Le planning familial au Mexique. Processus de formation d'une politique publique ». *Sciences sociales et santé* 3 (1), fév. 85 : 9-34 ; bibliogr.
Le choix d'une politique anti-natalité au Mexique à partir de 1972 n'a pas dépendu de la naissance d'une question sociale mais a été impulsé par un groupe de professionnels et d'universitaires. Le planning a été ajouté aux autres éléments de la politique de santé.

3343. La politique de la santé

a. « Le programme national de solidarité sociale par la coopération communautaire IMSS-COPLAMAR : programme de soins aux groupes ruraux marginalisés du Mexique ». *Revue internationale de Sécurité sociale* 38 (1), 1985 : 68-81 ; tabl.
Depuis 1973 et plus particulièrement depuis 1979 le Mexique mène une action énergique en faveur de la santé des groupes ruraux marginalisés, en s'appuyant sur la participation communautaire.

b. MERCER, Hugo – « Hôpitaux et pratique médicale dans la ville de Mexico ». *Sciences sociales et santé* 3 (1), fév. 85 : 47-61 ; tabl., graph. ; résumé en anglais.
L'établissement successif de divers types d'hôpitaux dans la ville de Mexico correspond à la cristallisation de modèles médicaux spécifiques qui représentent un moyen de légitimation pour les secteurs sociaux dominants. Voir à la suite, p. 63-80 : SORIA, Victor M. : « Formes institutionnelles de l'hôpital et pratique médicale en Argentine ».

3344. POOL, John C. ; STAMOS, Stephen C. – « The uneasy calm : Third World debt-the case of Mexico ». *Monthly Review* 36 (10), mars 85 : 7-19 ; tabl., graph.

A partir de 1967, le Mexique s'est endetté à l'étranger pour financer un vaste programme de développement dont les dépenses auraient dû être couvertes par les revenus provenant des ventes de pétrole. L'aggravation de la récession mondiale et la baisse du prix du pétrole ont fait que le Mexique, qui n'a pas pu rembourser sa dette, a dû s'adresser au FMI, obtenant un rééchelonnement ; mais les mesures d'austérité qu'il a dû prendre peuvent s'avérer dangereuses sur le plan social.

Mozambique

Voir aussi : n° 2515, 3546, 3552

3345. CHAABOUNI, Larbi – « Mozambique : la révolution assiégée ». *Révolution africaine* (1100), 3 avr. 85 : 16 p., tabl.

Le Mozambique a consenti de gros efforts pour annihiler les séquelles coloniales et construire une société plus égalitaire, cependant le taux de croissance économique ne suit pas l'évolution démographique et les attaques perpétuelles de maquisards armés par l'Afrique du Sud sont un puissant facteur de déstabilisation.

3346. WARDMAN, Anna : « The cooperative movement in Chokwe, Mozambique ». *Journal of African Studies* 11 (2), avr. 85 : 295-304 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Le Mozambique indépendant a dû faire face à la crise économique et particulièrement agricole laissée par le colonialisme ; les fermes d'Etat et les fermes familiales ne peuvent faire face aux besoins du pays, et les coopératives mises sur pied par le FRELIMO ont du mal à innover et à atteindre les objectifs espérés.

Nicaragua

Voir aussi : n° 2643, 2843, 3107

3347. Le mouvement sandiniste

a. VILAS, Carlos M. – « El sujeto social de la insurrección popular ». *Latin American Research Review* 20 (1), 1985 : 119-147 ; tabl. ; bibliogr.
Les particularités des contradictions de classe au Nicaragua expliquent le rôle important que les étudiants, les artisans, les ouvriers et les employés ont joué dans l'insurrection et dans l'évolution du Front sandiniste de libération nationale.

b. PAYNE, Douglas W. – « The « mantos » of Sandinist deception ». *Strategic Review* 13 (2), print. 85 : 9-20 ; bibliogr.
L'histoire du mouvement sandiniste montre clairement comment une petite « avant-garde » dévouée de marxistes-léninistes a délibéremment trompé un

peuple pour cacher son identité et usurper une révolution populaire et démocratique. C'est aussi à la suite de toute une série de tromperies que cette « avant-garde » s'est emparée du pouvoir au Nicaragua.

c. BURIN DES ROSIERS, Philippe – « Nicaragua : la porte étroite de la démocratie ». *Intervention* (11), mars 85 : 47-53.
La révolution sandiniste se veut à la fois nationaliste, marxiste et chrétienne. La société et l'économie nicaraguayennes sont traversées de multiples contradictions. Leur équilibre est précaire et le parti dominant est écartelé entre un léninisme orthodoxe et une volonté de maintenir un cadre démocratique « bourgeois ». Le dialogue politique doit être maintenu pour éviter la guerre civile ouverte et le totalitarisme ; les démocraties occidentales devraient aider à ce dialogue.

3348. SAUL, John S. – « Nicaragua under fire ». *Monthly Review* 36 (10), mars 85 : 47-54.

Au Nicaragua, les « contras » ne constituent pas un grand danger militaire pour le régime sandiniste, étant donné que leurs activités ne représentent que l'un des aspects de la stratégie de Reagan qui mène contre ce pays une véritable guerre économique pour le miner. Pour ce qui est de la demande des partis d'opposition de bénéficier de plus de liberté, ce n'est là qu'une provocation démagogique dont les fils mènent à Washington.

3349. La réforme agraire

a. AUSTIN, James et al. – « The role of the revolutionary State in the Nigerian food system ». *World Development* 13 (1), janv. 85 : 15-40 ; tabl. ; bibliogr.
Le gouvernement sandiniste a opéré une restructuration de l'agriculture nicaraguayenne dans le cadre d'un système mixte : régulation du marché par l'Etat, coopératives et propriété privée coexistent. Cette hétérogénéité a provoqué des impairs en politique agricole mais a contribué à une augmentation significative de la production et de la consommation. Le problème actuel est le maintien de cette approche pragmatique malgré le coût de l'agression économique et militaire extérieure.

b. « Réforme agraire ». *Nicaragua aujourd'hui* (9-10), janv. 85 : 9-32 ; bibliogr.
Dossier consacré à la redistribution des terres aux paysans nicaraguayens, aux structures de production mises en place à partir de 1981, aux expériences d'autogestion et aux problèmes technologiques posés.

Nigeria

Voir aussi : n° 3530, 3546

3350. OTHMAN, Shehu – « Classes, crises and coup : the demise of Shagari's regime ». *African Affairs* 83 (333), oct. 84 : 441-461.

Le 31 décembre 1983, un coup d'Etat militaire au Nigeria a mis fin au gouvernement civil du Président Shagari. Désormais, les capitalistes peuvent agir plus librement, mais des contradictions considérables subsistent toujours ainsi qu'une lutte constante entre classes, fractions, sections et groupes ethniques pour s'approprier les maigres ressources du pays.

3351. NICOLAS, Guy – « Le carrefour géopolitique nigérian et les axes islamiques sahélo-guinéens ». *Hérodote* (35), 4e trim. 84 : 54-79 ; cartes.

L'Afrique sub-saharienne et notamment l'aire sahélo-guinéenne sont traversées d'axes islamiques qui se recoupent ou s'opposent induisant des situations très diverses et parfois explosives. Le Nigeria, situé au carrefour de plusieurs ensembles géopolitiques africains, de divers axes d'influence ou de rayonnement, constitue, du fait de sa masse et de l'importance de sa population musulmane, un des principaux foyers islamiques sub-sahariens.

3352. UKAEGBU, Chikwendu Christian – « Are Nigerian scientists and engineers effectively utilized ? Issues on the deployment of scientific and technological labor for national development ». *World Development* 13 (4), avr. 85 : 499-512 ; tabl. ; bibliogr.

Il est possible de mesurer quantitativement l'utilisation de la main-d'œuvre d'un pays, faisant ainsi apparaître, pour certains secteurs la sous-utilisation

des compétences scientifiques et techniques. Vérification de ces données, dans cinq Etats au Nigeria.

Norvège

Voir aussi : n° 386, 387, 388, 1095, 2477, 2512

3353. LAFFERTY, William M. – « Postmaterialism in a social democratic State : an analysis of the distinctness and congruity of the Inglehart value syndrome in Norway ». *Comparative Political Studies* 17 (4), janv. 85 : 411-430 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Le cas de la Norvège permet d'illustrer la théorie de Ronald Inglehart sur les valeurs post-matérialistes dans la société occidentale de l'après-guerre. On constate souvent un lien entre les idées de gauche et les valeurs post-matérialistes, comme la protection de l'environnement, sans qu'il y ait pour autant adéquation entre le clivage droite-gauche et la dichotomie matérialisme/post-matérialisme.

Pays-Bas

3354. LIGNEAU, Philippe – « La nouvelle politique de réduction des dépenses de santé aux Pays-Bas ». *Revue de droit sanitaire et social* 21 (1), mars 85 : 1-14.

Jusqu'en 1979, l'organisation du système de santé et de son financement aux Pays-Bas était confiée au corps médical, aux hôpitaux et aux organismes d'assurance-maladie, sans rôle moteur des pouvoirs publics. Les lois du 20.11.1980 et du 8.9.1982 marquent une orientation nouvelle qui accroît les prérogatives du pouvoir central, des provinces et des communes. Les choix effectués en matière de financement, rationalisation des équipements et contrôle du prix des soins, font l'objet d'une étude particulière.

3355. Les relations industrielles

a. ALBEDA, W. – « Les tendances récentes de la négociation collective aux Pays-Bas ». *Revue internationale du travail* 124 (1), fév. 85 : 55-67.
La crise économique qui frappe très durement l'économie hollandaise et la politique d'austérité ont conduit à la rupture du consensus et à la disparition de la paix sociale traditionnelle dans ce pays. Mais dans le même temps, les conseils d'entreprises ont vu leurs pouvoirs renforcés. La coopération tripartite est-elle définitivement enterrée ?

b. « Le système néerlandais de relations professionnelles ». *Sociologie du travail* 27 (1), 1985 : 1-16 ; bibliogr. ; résumé en anglais.
Le caractère corporatiste des relations professionnelles aux Pays-Bas de 1950 à 1970 a généré un « compromis institutionnel » où la question du contrôle du procès de travail a été transférée du centre de la négociation formelle vers la périphérie, en particulier vers de petits syndicats de métier exclus de toute participation au système de négociation formelle. Ceci explique l'accroissement des adhésions à ces petits syndicats alors que les grandes fédérations syndicales ont vu le nombre de leurs adhérents décliner jusqu'en 1970.

3356. TRIBALAT, Michèle – « L'immigration des étrangers aux Pays-Bas ». *Population* 40 (2), avr. 85 : 299-334 ; tabl., graph. ; résumés en anglais et en espagnol.

La population étrangère n'a longtemps représenté guère plus de 1 % de la population totale et était surtout composée de Belges et d'Allemands. Depuis quinze ans, une forte immigration turque et marocaine et la sédentarisation de ces étrangers grâce à la politique de regroupement familiale ont fortement accru la proportion d'étrangers.

3357. GOELLER, Bruse F. et al. – « Planning the Netherlands' water resources ». *Interfaces* 15 (1), fév. 85 : 3-33 ; tabl. ; bibliogr.

La nouvelle politique d'approvisionnement en eau des Pays-Bas a permis d'effectuer des millions de dollars d'économies et de réduire la pollution des

eaux. La politique néerlandaise a été, par la suite, reprise par divers autres pays qui en ont apprécié l'efficacité.

3358. ADAM, Nigel et al. – « Amsterdam stock exchange ». *Euromoney* mai 85 *Supplément* 34 p. ; graph.

Le marché boursier d'Amsterdam : organisation, transaction, législation sur les émissions en bourse.

Pérou

3359. McCLINTOCK, Cynthia – « Why peasants rebel : the case of Peru's Sendero Luminoso ». *World Politics* 37 (1), oct. 84 : 48-84 ; tabl., carte.

Le mouvement révolutionnaire Sentier lumineux témoigne de la prise de conscience politique nouvelle des classes paysannes alors qu'une réforme agraire a déjà eu lieu. Son inefficacité et la crise permanente du monde rural expliquent la résurgence de ce mouvement de guerilla rural.

3360. La réforme agraire

a. MOSLEY, Paul – « Achievements and contradictions of the Peruvian agrarian reform : a regional perspective ». *The Journal of Development Studies* 21 (3), avr. 85 : 440-448 ; tabl., carte ; bibliogr.
En essayant d'imposer une réforme agraire d'inspiration collectiviste, le gouvernement militaire a, paradoxalement, stimulé la renaissance d'un capitalisme rural, alors qu'il ne visait que la destruction de l'ordre oligarchique ancien. Si les communes paysannes ont réussi dans certaines zones, le capitalisme paysan souligne les inégalités des revenus dans un milieu rural particulièrement vulnérable aux mouvements des prix agricoles.

b. HOPKINS, Diane E. – « The Peruvian agrarian reform : dissent from below ». *Human Organization* 44 (1), print. 85 : 18-32 ; bibliogr.
Les réactions des deux communautés quechua de la région de Cuzco à la réforme agraire de 1969 traduisent l'opposition entre le mode de production capitaliste qui caractérise cette réforme et le mode de production non-capitaliste et archaïque qui est celui de ces deux communautés.

c. CARTER, M.R. – « Resource allocation and use under collective rights and labour management in Peruvian coartal agriculture ». *The Economic Journal* 94 (376), déc. 84 : 826-846 ; tabl. ; bibliogr.
Les coopératives agricoles instituées par la réforme agraire semblent obtenir une moindre productivité que les exploitations privées comparables. Mais la composition différente des cultures, l'hétérogénéité des résultats de ces entreprises, l'insuffisance des données conduisent à la prudence lorsqu'il s'agit d'évaluer la viabilité de la propriété et de la gestion collectives des terres au Pérou.

Philippines

Voir aussi : n° 3573

3361. CHARENTENAY, Pierre de – « Philippines, cap sur l'après Marcos ». *Etudes* juin 85 : 725-736.

Depuis l'assassinat du sénateur Aquino le 21 août 1983 la citadelle Marcos est menacée de plusieurs côtés : une opposition légale qui pourra bientôt remporter les élections, une guérilla puissante comme une armée et une Eglise de plus en plus libre dans sa critique. Ces trois ennemis du régime ont surgi d'une situation économique qui a fait perdre toute crédibilité au président Marcos. Selon l'évolution du procès Aquino le président Marcos peut éventuellement aller au bout de son mandat et les élections de 1986, puis 1987, permettre le passage à un régime démocratique.

3362. SMART, John E. et al. – « Filipino workers in the Middle East : social profile and policy implications ». *International Migration* 23 (1), mars 85 : 29-43 ; tabl. ; bibliogr. ; résumés en espagnol et en français.

Par les emplois créés et l'amélioration du niveau de vie, l'emploi outremer a des effets bénéfiques sur les travailleurs philippins, mais il suscite deux

types de problèmes : les risques de dépendance d'un marché du travail étranger et les charges dues à la diversité des profils de ces salariés.

Pologne

3363. RUNCIMAN, W.G. – « Contradictions of state socialism : the case of Poland ». *The Sociological Review* 33 (1), fév. 85 : 1-21.

Les sociologues britanniques n'ont pas réussi à donner une image complète et juste de la société polonaise ; ils négligent trop souvent la dimension purement politique, au profit des aspects idéologiques et économiques. Cela explique notamment qu'ils n'aient pu prévoir les événements des années quatre-vingt.

3364. OUSZOWY, Vitold – « Pozycja obywatela w prawie finanso-wym PRL » (La position du citoyen dans le droit financier de la Pologne Populaire). *Acta Universitatis Lodziensis Edia iuridica* 17, 1984 : 3-193 ; tabl. ; résumé en français.

Les droits constitutionnels, administratifs et civils jouent un rôle essentiel dans la régularisation de la position de citoyen dans le droit financier de la Pologne Populaire. Ces droits diffèrent entre eux et chaque droit définit différemment la position du citoyen comme sujet de la relation juridique et financière. Les droits et les devoirs instrumentaux que possède le citoyen visent à sa protection juridique et financière.

3365. ANTONOWICZ-BAUER, Lucyna – « The Tatars in Poland ». *Journal-Institute of Muslim Minority Affairs* 5 (2), juil. 84 : 345-359.

On estime à 2 000 le nombre de Tatars vivant en Pologne, alors qu'en 1936 ce nombre était de 6 000. Ils sont sunnites, mais se déclarent comme Polonais d'origine Tatare et ils ont oublié leur langue, vivant en parfaite harmonie avec la population de la région du Nord-Est de la Pologne où ils sont installés.

3366. FRENTZEL-ZA GORSKA, Janina – « The dominant political culture in Poland ». *Politics* 20 (1), mai 85 : 82-98 ; tabl. ; bibliogr.

La culture politique en Pologne se caractérise, depuis 1945, par un effort permanent d'adaptation par l'opposition au système du pouvoir en place. Différentes phases peuvent être distinguées : l'année 1981 consacre un tournant décisif pour une population profondément marquée aujourd'hui par le style politique du mouvement « Solidarité » et par les répercussions de la proclamation de l'état de guerre.

3367. ZAWADZKA, Barbara – « O dalsza demogracje prawa wyborczego » (doswiadczenia i wnioski) » [Pour une nouvelle démocratisation du droit électoral (expériences et conclusions)]. *Panstwo i prawo* 40 (2), fév. 85 : 12-27 ; résumés en anglais, en russe et en français.

Les changements à apporter à la loi électorale doivent accroître le caractère démocratique des élections socialistes. Le mode de présentation des candidats, le nombre des candidats figurant sur les bulletins de vote et la disposition de ces bulletins, le mode de scrutin, peuvent être modifiés.

3368. NOWAK, Edward – « Wychowanie ideowopolityczne w Zwiazku Mlodziezy Wiejskiej » (L'éducation idéo-politique de l'Union de la Jeunesse Rurale). *Acta Universitatis Lodziensis Politologia* 12, 1984 : 145-165.

L'Union de la Jeunesse Rurale a été créé en Pologne en 1958. Le programme de l'Union a pour but l'éducation idéo-politique qui facilite le développement socialiste dans l'agriculture, et prépare la jeunesse rurale aux changements socio-économiques du pays.

3369. OKOLSKI, Marek – « L'accroissement de la mortalité durant les années récentes en Pologne ». *Cahiers de sociologie et de démographie médicales* 25 (1), mars 85 : 33-54 ; tabl., graph. ; bibliogr.

La croissance extraordinaire de la mortalité des femmes et encore davantage des hommes polonais peut s'expliquer en partie par la détérioration de

l'environnement naturel, l'inefficacité du système de santé, la malnutrition, la consommation croissante de tabac et d'alcool, les difficultés de la vie quotidienne et les pathologies sociales.

3370. MALINOWSKI, Ryszard – « Reforma gospodarcza a struktury administracji centralnej » (La réforme économique et les structures de l'administration centrale). *Panstwo i prawo* 40 (1), janv. 85 : 3-14 ; résumés en anglais, en russe et en français.

Les principes de base de la réforme économique prévoyaient un rôle accru des organes d'état-major et fonctionnels (ministères) : ils devaient gagner une position pilote dans l'économie en tant qu'auteurs d'instruments économiques qui devaient devenir un moyen fondamental d'action exercée par les organes centraux sur les organismes économiques.

3371. GWIAZDA, Adam – « Poland's trade with the West : past trends and future prospects ». *Coexistence* 22 (1), avr. 85 : 79-90 ; tabl.

Malgré de grands efforts commerciaux, la Pologne manque de moyens financiers pour permettre un véritable essor de ses échanges extérieurs. Un tableau de sa situation économique internationale permet de mesurer l'impact des sanctions économiques imposées au cours de l'hiver 1981-82 et la réalité de la reprise à la suite de la libéralisation des échanges en juillet 1984.

Portugal

Voir aussi : n° 3579, 3584

3372. GALLAGHER, Tom – « Democracy in Portugal since the 1974 revolution ». *Parliamentary Affairs* 38 (2), print. 85 : 202-218.

Le bilan de l'expérience démocratique au Portugal est contesté : la légitimité du régime est fortement enracinée (beaucoup plus que ne l'était la République de 1910), la coupure politique Nord/Sud s'est atténuée, les rapports avec l'Eglise catholique sont heureux, les « retornados » n'ont pas constitué un pôle d'extrême-droite. En revanche, la situation économique est très préoccupante et l'adhésion à la CEE ne devrait guère l'améliorer, le rôle politique des militaires n'a pas disparu, de même que le risque d'affrontement avec les civils.

3373. GASPAR, Jorge – « Le elezioni nel Portogallo democratico (1975-1983) ». *Quaderni dell'osservatorio elettorale* (14), janv. 85 : 89-127 ; tabl., graph., cartes ; bibliogr. ; résumés en français et en anglais.

Analyse des résultats électoraux pour les dix consultations qui ont eu lieu au Portugal de 1975 à 1983.

3374. SANTOS, José A. – « Portugal : from empire to nation-State ». *The Fletcher Forum* 9 (1), hiv. 85 : 125-154.

Après une domination de six cents ans, le Portugal a perdu, en 1974, son empire colonial en Afrique, mais à présent il joue un rôle nouveau sur ce continent précisément dans ses anciennes colonies. Ce rôle ne pouvant être qu'utile pour l'Alliance Atlantique, l'OTAN a tout intérêt à soutenir le Portugal dans la réalisation de ses objectifs en Afrique.

Roumanie

3375. MASSON, Danièle – « Discours et pratiques de l'Etat vis-à-vis de la paysannerie à travers la presse officielle en Roumanie ». *Revue d'études comparatives Est-Ouest* 16 (1), 1985 : 107-120 ; résumé en anglais.

Depuis la collectivisation de la terre en 1962, l'Etat roumain n'a pas cessé de harceler la paysannerie en voulant homogénéiser les classes sociales. La presse officielle éclaire bien la tentative du régime de réinterpréter un héritage paysan destiné à fonder la légitimité et la continuité de l'Etat.

3376. LHOMEL, Edith – « L'économie roumaine en 1984 : des résultats équivoques ». *Le courrier des pays de l'Est* (294), avr. 85 : 61-66 ; tabl.

En Roumanie les résultats économiques officiels de 1984 extrêmement positifs sont contredits par le commentaire qui les accompagne et mentionne de graves lacunes dans la réalisation des objectifs du plan, la critique essentielle portant sur le montant trop élevé des importations d'énergie. Le gouvernement roumain montre malgré cela une fidélité absolue aux dogmes économiques et a cessé sa collaboration avec le Fonds monétaire international.

Salvador

Voir aussi : n° 1219, 1324, 1788

3377. STECENKO, A.K. – « Političeskie ambicii HDP Salvarora » (Les ambitions politiques du parti démocrate chrétien du Salvador). *Latinskaja Amerika* (2), fév. 85 : 16-26.

Désireuse de se démarquer de l'extrême droite, la démocratie chrétienne salvadorienne affiche une volonté de dialogue mais penche, dans le quotidien, pour la répression. Le rôle des Etats-Unis, eux-mêmes indécis sur le choix du partenaire privilégié au Salvador, est décisif dans cette situation.

3378. MAITRE, H. Joachim – « The subsiding war in El Salvador ». *Strategic Review* 13 (1), hiv. 85 : 22-29 ; tabl. ; bibliogr.

Au Salvador, l'activité des guérilleros se limite essentiellement aux opérations terroristes car le soutien populaire leur fait défaut. Cependant, malgré les succès des forces armées, dus en partie à l'assistance militaire des Etats-Unis qui fournissent des armes et des instructeurs, les guérillas ne pourront être définitivement vaincues que lorsqu'elles auront été coupées de leurs bases à Cuba et au Nicaragua.

Singapour

Voir aussi : n° 2470, 3570

3379. QUAH, Jon S.T. – « The public policy making process in Singapore ». *The Asian Journal of Public Administration* 6 (2), déc. 84 : 108-126.

Le Premier Ministre et le gouvernement jouent un rôle déterminant dans la formulation des politiques publiques à Singapour et l'appareil bureaucratique de l'Etat est particulièrement efficace pour mettre en oeuvre les décisions de l'exécutif. Les élites participent à la formulation des politiques, directement et indirectement, mais les syndicats et les intellectuels indépendants n'ont pas de rôle actif. L'évaluation des politiques publiques reste peu développée.

3380. PUGH, Cedric – « Public policy, welfare and the Singaporean economy ». *Annales de l'économie publique, sociale et coopérative* 72 (4), déc. 84 : 433-455 ; graph. ; bibliogr. ; résumés en français et en allemand.

De 1963 à nos jours, la politique économique des pouvoirs publics, à Singapour, a su assurer le développement et la croissance dans le pays. Dans ce régime « pré-démocratique », les relations industrielles ont évolué car, du point de vue social, le pouvoir a étouffé les syndicats et son réformisme socio-démocratique originel s'est transformé en un système d'inégalité « méritocratique ».

Suède

3381. LUNDBERG, Erik – « The rise and fall of the Swedish model ». *The Journal of Economic Literature* 23 (1), mars 85 : 1-36 ; tabl. ; bibliogr.

De 1930 à 1970, le « modèle suédois » a été considéré comme un succès sur le plan du développement économique et social d'une économie mixte. A

partir de 1970, la crise économique a révélé les défaillances structurelles de ce modèle. La disparition du consensus politique montre qu'il n'y aura pas de retour à l'ancienne conception du Welfare State.

3382. NILSSON, Thora – « Les ménages en Suède, 1960-1980 ». *Population* 40 (2), avr. 85 : 223-247 ; tabl., graph. ; résumés en anglais et en espagnol.

De 1960 à 1980, les ménages d'isolés et les familles monoparentales ont nettement augmenté, mais les familles nucléaires restent la forme dominante. Le déclin de la nuptialité a un effet plus apparent que réel dans la mesure où les ménages de cohabitants sont plus stables lorsqu'ils ont des enfants.

3383. SJÖBERG, Björn – « La réforme de la Sécurité sociale en Suède ». *Revue internationale du travail* 124 (1), fév. 85 : 69-80.

Depuis 1975 le besoin s'est fait sentir de simplifier, rendre plus cohérent et plus transparent le système de protection sociale suédois qui résultait d'une multitude de décisions sectorielles très mal articulées. Des mesures allant dans le sens souhaité ont déjà été prises mais ce n'est qu'une première étape.

3384. ROSE, R.S. – « Vertical mobility and the naturalized Swede : a research note on racism five years later ». *Contemporary Crises* 9 (1), mars 85 : 75-80 ; tabl.

Sur le plan des principes, toute discrimination à l'égard des immigrés est illégale en Suède. En fait, cependant, les Suédois et les immigrés ne sont pas égaux devant l'emploi et les immigrés sont pour la plupart cantonnés dans des tâches subalternes et moins bien rémunérées.

3385. PREMFORS, Rune – « Coping with budget deficits in Sweden ». *Scandinavian Political Studies* 7 (4), déc. 84 : 261-284 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Depuis la fin des années 70, le déficit budgétaire suédois n'a cessé de croître. Le gouvernement a adopté trois stratégies anti-inflationnistes, l'immobilisme actuel s'explique par la crise généralisée et les contradictions entre les différents intérêts en présence.

Syrie

Voir aussi : n° 3607

3386. MANNA – « Histoire des Frères musulmans en Syrie ». *Sou'al* (5), avr. 85 : 67-82 ; bibliogr.

Fondés dans les années 1931, les Frères musulmans sont devenus une force socio-politique vers 1950 ; ils entrent dans la clandestinité en 1963, ce qui fractionne le mouvement en plusieurs tendances ; puis après des massacres et une répression ininterrompue le régime syrien est parvenu récemment à bout du mouvement islamique.

Tanzanie

Voir aussi : n° 2600, 3534, 3552

3387. OMARI, C.K. – « Christian-muslim relations in Tanzania : the socio-political dimension ». *Journal – Institute of Muslim Minority Affairs* 5 (2), juil. 84 : 373-390 ; tabl. ; bibliogr.

Selon les estimations, les chiffres officiels n'existant pas, les chrétiens représentent 44 % de la population en Tanzanie, les musulmans 32 % et les autres confessions traditionnelles 32 %. Les rapports entre ces trois groupes sont ceux de tolérance à tous les niveaux, la Tanzanie étant un Etat laïc, avec un parti unique qui compte des représentants de toutes les confessions.

3388. MOSER, Rupert R. – « Der Rückgang von Matriorientierung : die Mwera in Süd-Tansania » (L'abandon du matriarcat : les Mwera de

Tanzanie du Sud). *Genève-Afrique* 22 (2), 1984 : 87-102 ; tabl., graph. ; résumés en anglais et français.

Différentes institutions sociales illustrent les formes, les mécanismes et les résultats du déclin de l'orientation matrilinéaire dans la culture Mwera en Tanzanie du Sud. C'est ainsi que disparaissent les mariages entre cousins, que la ligne maternelle est affaiblie par la présence croissante d'hommes dans les foyers. Le statut des femmes et la solidarité féminine s'en trouvent diminués.

3389. SINGH, Ajit – « The present crisis of the Tanzanian economy : notes on the economics and politics of devaluation ». *Africa Development* 9 (2), mai 84 : 28-43 ; bibliogr. ; résumé en français.

Le FMI prescrit à la Tanzanie de dévaluer sa monnaie pour résoudre ses problèmes économiques, comme il le fait lorsqu'il accorde de l'aide aux autres pays en voie de développement en crise. Une analyse de la situation tanzanienne milite contre cette solution qui aurait de nombreuses incidences négatives sur l'inflation et la répartition des revenus.

Tchécoslovaquie

3390. BROZ, Ivan – « K bilanci zahraniční politiky ČSSR » (A propos du bilan de la politique extérieure de la Tchécoslovaquie). *Mezinárodní vztahy* 20 (3), 1985 : 3-16.

La politique extérieure tchécoslovaque a contribué activement, durant l'année 1984, à la défense de la paix, à la diminution des risques de guerre et au développement de la coopération internationale constructive.

3391. EVANSON, Robert K. – « Regime and working class in Czechoslovakia, 1948-1968 ». *Soviet Studies* 37 (2), avr. 85 : 248-268.

Avant la prise du pouvoir par le Parti communiste, la classe ouvrière tchécoslovaque possédait déjà une conscience de classe relativement forte, ce qui lui a permis de résister, de façon passive, aux pressions et aux contrôles du pouvoir politique. Aucun mouvement syndical « libre » n'a cependant pu émerger, comme en Pologne, et les deux révoltes de 1953 et de 1968 n'ont pas réussi à ébranler le pouvoir politique, qui a utilisé tous les moyens économiques et répressifs pour empêcher la classe ouvrière de s'exprimer librement.

3392. KUCERA, Milan – « Reprodukce a struktura bytového fondu v CSSR » (Reproduction et structure du fonds de logements en Tchécoslovaquie). *Statistika* (3), 1985 : 107-119 ; tabl.

Les années 1970-1980 constituent la période la plus favorable depuis 1945 tant du point de vue du renouvellement des logements que du point de vue de l'amélioration de leur taille et de leur équipement.

3393. JEŽDIK, Vaćlav ; ŠULC, Jaroslav – « Čtyřicet let plánovitého rozvoje ekonomiky ČSSR » (40 ans de développement planifié de l'économie tchécoslovaque). *Statistika* (4), 1985 : 145-161 ; tabl.

L'économie tchécoslovaque a connu, depuis 1945, d'importantes transformations qui ont contribué à l'accroissement du potentiel économique de la Tchécoslovaquie, à l'augmentation du niveau de vie et à la consolidation des acquis sociaux.

3394. OSCHLIES, Wolf – « Gravierende Umweltprobleme in der Tschechoslowakei » (L'aggravation des problèmes d'environnement en Tchécoslovaquie). *Osteuropa* 35 (2), fév. 85 : 99-116.

Le manque de ressources énergétiques et la détérioration de l'environnement due à une industrialisation rapide préoccupent de plus en plus les Tchécoslovaques. Deux régions sont particulièrement touchées par les nuisances : la Bohème Moravie et la Slovaquie, dont les forêts sont menacées par la pollution et l'industrialisation.

3395. « Desiaty celoštátny zjazd JRD » (Le 20e congrès des coopératives agricoles unifiées). *Ekonomicky časopis* 33 (1), 1985 : 3-73 ; tabl. ; résumés en russe et en anglais.

Suite d'articles consacrée au bilan de 35 années d'édification de l'agriculture socialiste en Tchécoslovaquie.

Thaïlande

Voir aussi : n° 3573

3396. FISTIE, Pierre – « Les crises politiques de l'année 1984 en Thaïlande : vers un nouvel équilibre des forces internes ? » *Défense nationale* 41, mars 85 : 93-112.

La crise provoquée par la dévaluation du baht a été révélatrice de la capacité de cohésion de la coalition gouvernementale et de la diminution des possibilités d'intervention de l'armée. Autrement dit, la démocratie thaïlandaise tend à se consolider mais ne semble pas encore pouvoir fonctionner sans un leader charismatique tel que le Premier Ministre Prem.

3397. KRAUS, Werner – « Islam in Thailand ». *Journal-Institute of Muslim Minority Affairs* 5 (2), juil. 84 : 410-425 ; bibliogr.

Les musulmans, qui forment un groupe minoritaire en Thaïlande, vivent dans le Sud du pays et sont, sur le plan ethnique et culturel, des Malais. C'est pourquoi la Malaisie porte un grand intérêt à cette minorité installée de l'autre côté de la frontière et dont une certaine partie réclame une autonomie très large tandis qu'un « mouvement de libération » est partisan de la création d'un Etat indépendant.

3398. ANDERSON, Kristine L. ; LONDON, Bruce – « Modernization, elites, and the distribution of educational resources in Thailand ». *Social Forces* 63 (3), mars 85 : 775-794 ; tabl. ; bibliogr.

Certains considèrent que l'éducation favorise le développement économique et culturel et profite à l'ensemble de la population ; d'autres, en revanche, pensent qu'elle ne profite qu'à une petite élite. Une étude portant sur la Thaïlande depuis 1970 montre que ces deux jugements sont compatibles et complémentaires.

Togo

3399. TOULABOR, C.M. – « L'énonciation du pouvoir et de la richesse chez les jeunes " conjoncturés " de Lomé (Togo) ». *Modes populaires d'action politique* (4), mars 85 : 89-98 ; bibliogr.

Au Togo, de nombreux jeunes sont victimes du chômage et de ce fait sont des « laissés pour compte » dans la société ; constituant une force politique potentielle importante, souhaitant une révolte, ils n'osent pas s'organiser et ils se tiennent à l'écart de la politique : la peur du régime, le rapport aîné/cadet, le rapport à l'argent, la notion de destin, peuvent expliquer cette apathie. Article paru également dans *Revue française de science politique* 35 (3), juin 85 : 446-458.

Tunisie

Voir aussi : n° 2909

3400. « Le mouvement de la tendance islamique ». *Sou'al* (5), avr. 85 : 167-214.

Né dans les années 70, ce mouvement s'est développé parallèlement à la décomposition des groupes marxistes universitaires. Il est rapidement devenu une force organisée, active qui en appelle à l'islam pour transformer la société et qui, de ce fait, se heurte à l'Etat et encourt sa violence.

Turquie

Voir aussi : n° 2692, 3603, 3607

3401. BULAK, Adnau – « La Turquie puissance méditerranéenne ». *La revue des deux mondes (1982)* (4), avr. 85 : 24-35.

Depuis l'intervention de l'armée en 1980, rendue nécessaire par la caducité du régime en place, la Turquie a entrepris de restaurer l'autorité de l'Etat : nouvelle Constitution en 1982, retour du pouvoir aux civils. Mais il lui faut encore affronter des problèmes internes – terrorisme, question arménienne – et externes – maintien de ses engagements européens alors que sa situation géographique entre l'Ouest et le Proche Orient la place à proximité d'une zone de conflits.

3402. DANILOV, V.I. – « Političeskaja bor'ba v Turcii-osnovnye napravlenija : osobennosti » (La lutte politique en Turquie : tendances essentielles et caractéristiques). *Voprosy istorii* 59 (5), mai 85 : 69-88.

Au cours de cette période, la Turquie a connu un système où coexistaient différents partis politiques ayant des bases sociales et des intérêts divergents. A trois reprises, l'armée est intervenue afin de sauver le régime et lui permettre de se consolider au cours de « périodes de transition ».

3403. BIRTEK, Faruk – « The rise and fall of Etatism in Turkey, 1932-1950 : the uncertain road in the restructuring of a semiperipheral economy ». *Review. A Journal of the Fernand Braudel Center for the Study of Economies, Historical Systems and Civilizations* 7 (3), hiv. 85 : 407-438 ; tabl. ; bibliogr.

L'opposition des propriétaires terriens à la réforme foncière et celle du secteur urbain néo-libéral ont conduit à l'abandon de l'interventionnisme économique de l'Etat turc.

3404. TURAN, Ilter – « Changing horses in midstream : party changers in the Turkish National Assembly ». *Legislative Studies Quarterly* 10 (1), fév. 85 : 21-34 ; tabl. ; bibliogr.

Sur les 2 795 députés élus à l'Assemblée nationale turque depuis 1946, 445, soit environ 1/6, ont changé de parti en cours de législature. Cette pratique, qui sert la carrière politique du député, contribue largement à miner le système politique de la Turquie.

3405. « The new challenge for corporate Turkey ». *Euromoney* avr. 85 : *Supplément* : 49 p. ; tabl.

Dossier consacré à l'économie turque : la politique économique du gouvernement Oral, la situation des entreprises, les investissements étrangers, les banques, la lutte contre l'inflation, le marché financier, le secteur de la publicité.

URSS

Institutions et vie politiques

Voir aussi : n° 3007, 3103, 3471, 3475, 3481, 3488, 3611

3406. KULIKOVA, G.B. – « Soveršenstvovanie sovetskoj demokratii na etape razvitogo socializma » (Le perfectionnement de la démocratie soviétique à l'étape du socialisme développé). *Voprosy istorii* 59 (5), mai 85 : 3-21.

La participation des citoyens aux affaires publiques se développe à tous les niveaux ; elle est le témoin des progrès réalisés par la démocratie à l'étape actuelle.

3407. CROUZATIER, Jean-Marie – « Analyses occidentales du régime soviétique ». *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger* (2), avr. 85 : 339-360.

Cette revue des études publiées sur l'URSS depuis cinq ans vise à montrer les divergences d'analyse entre les auteurs et les courants : divergences concernant la nature du régime, les fonctions du régime et son évolution prévisible, qui elles-mêmes dévoilent en creux l'image que les Occidentaux se font d'eux-mêmes.

3408. GILL, Graeme – « Institutionalisation and revolution : rules and Soviet political system ». *Soviet Studies* 37 (2), avr. 85 : 212-226.

Tout un ensemble de règles normatives et formelles ainsi que de conventions informelles sous-tend le système politique soviétique et assure sa stabilité. Cet aspect du système est trop souvent négligé par les politologues, qui s'intéressent davantage au personnel politique.

3409. M. Gorbatchev

a. HYLAND, William G. – « The Gorbatchev succession ». *Foreign Affairs* 63 (4), print. 85 : 800-819.
Avec Gorbatchev, une nouvelle génération est parvenue au pouvoir en URSS, proposant prospérité et réforme à l'intérieur, paix et sécurité à l'extérieur. Il reste à voir si la vitalité saura se traduire en réalisations politiques positives.

b. GUILLEREZ, Bernard – « Quelle politique après Tchernenko ? » *Défense nationale* 41, mai 85 : 137-142.
L'arrivée de M. Gorbatchev suscite un certain nombre de questions dont la réponse est parfois prématurée : jeune dirigeant et première personnalité post stalinienne, M. Gorbatchev dispose du temps nécessaire à l'action.

c. LORRAIN, Pierre – « Les clans autour de Gorbatchev ». *Perspectives (Paris, 1982)* (32), juin 85 : 39-43.
La régularité avec laquelle se sont déroulées les successions au cours des trois dernières années (Andropov, Tchernenko, Gorbatchev) constitue une nouveauté dans le régime soviétique et un signe de maturité. Les instances dirigeantes soviétiques se renouvellent par cooptation, ce qui implique un certain clientélisme qui débouche sur un système de « clans ».

d. PUAUX, François – « Au Kremlin : seul l'homme change ». *Revue des deux mondes (1982)* (5), mai 85 : 402-410.
Les débuts du « règne » de Gorbatchev, qui est un pur produit de l'appareil du PCUS, illustre la continuité pesante de la machine soviétique. Il ne faut attendre aucun changement important, ni en politique intérieure ni en politique étrangère.

3410. MARČENKO, M.N. – « Social'no-političeskaja sistema razvitogo socializma : elementno-strukturnaja harakteristika » (Le système socio-politique du socialisme développé : caractéristique élémentaire et structurelle). *Vestnik moskovskogo Universiteta. Serija pravo* (2), avr. 85 : 3-12.

Les éléments du système politique de la société socialiste sont les institutions envisagées dans leurs interrelations complexes, dans leurs rapports avec les normes sociales et dans leur unité avec les idées, les théories et les opinions politiques qui se trouvent à l'origine de leur existence.

3411. BOKOV, H.H. – « Vzaimosvjaz internacional'nogo : ateističeskogo vospitanija v nolovijah razvitogo socializma » (Interaction entre l'éducation internationale et l'éducation athée dans les conditions du socialisme développé). *Voprosy filosofii* 38 (4), avr. 85 : 42-53.

Il subsiste dans certaines régions d'Asie Centrale, des éléments religieux et nationalistes, qui tendent à occulter les réalités de l'époque actuelle et maintiennent artificiellement les oppositions et luttes d'intérêt entre les peuples. Ils doivent être combattus avec plus d'efficacité.

3412. La politique des nationalités

a. MOSES, Joel C. – « Regionalism in Soviet politics : continuity as a source of change ». *Soviet Studies* 37 (2), avr. 85 : 184-211 ; tabl.
Il semble que Brejnev ait encouragé un certain développement du régionalisme en URSS, et pas seulement au profit de sa région d'origine, l'Ukraine. Les cadres provinciaux du Parti ont réussi à se dégager un peu de la tutelle de Moscou et à formuler des politiques plus autonomes, qui tiennent compte des spécificités régionales.

b. BILINSKY, Andreas – « Zur Nationalitätenpolitik und zum Nationalitätenrecht in der UdSSR » (La politique des nationalités et le droit des nationalités en URSS). *Recht in Ost und West* 29 (2), mars 85 : 73-84.
Staline fut le premier architecte de la politique des nationalités de l'URSS. Un historique de celle-ci et une analyse de la doctrine socialiste concernant les minorités nationales et leur rôle dans la communauté socialiste mettent en évidence la permanence du chauvinisme « grand russien », les atermoiements de la politique d'assimilation scolaire et l'impasse dans laquelle aboutissent les efforts de russification.

3413. LAMPERT, Nick – « Petitioners and patrons : citizens complaints in the Soviet system ». *Coexistence* 22 (1), avr. 85 : 59-78.

Grâce à un système de pétitions, les citoyens soviétiques disposent d'un moyen d'exprimer leur mécontentement à l'encontre de l'administration. Les difficultés que les souscripteurs de pétitions rencontrent mettent à jour les tensions existant au sein de la bureaucratie soviétique et le rôle de la presse pour exprimer les critiques de la base, tout comme en Occident.

3414. « Dela hozjajstvennye, metody političeskie za leninskij stil'partijnogo rukovodstva ékonomičeskim i social'nym razvitiem trudovyh kollektivov » (Affaires économiques, méthodes politiques. Pour un style léniniste de direction par le Parti du développement économique et social des collectifs de travail). *Voprosy istorii KPSS* (3), mars 85 : 28-47.

Suite d'articles consacrés aux activités des organisations de base du PCUS, destinées à mobiliser les travailleurs en vue de réaliser les décisions du Parti dans le domaine économique.

3415. KASACK, Wolfgang – « Die sowjetische literarische Zensur » (La censure littéraire soviétique). *Osteuropa* 35 (2), fév. 85 : 71-86.

La censure littéraire en URSS est à la fois puissante et secrète. Officiellement, elle vise uniquement à protéger les secrets militaires et d'Etat ; en fait, le Parti peut empêcher la parution de tout ouvrage qui lui déplaît.

3416. La politique extérieure

a. CALZINI, Pado – « Modelli di interpretazione della politica estera sovietica ». *Il mulino* 34 (2), avr. 85 : 298-316 ; bibliogr.
L'accession de l'URSS au rang de superpuissance, surtout sensible depuis l'action de Brejnev, a soulevé un débat d'interprétation sur sa politique extérieure. Deux principaux modèles s'affrontent : le premier, qui met en exergue la singularité des institutions soviétiques, les accuse de générer une aggressivité intrinsèque ; le second, plus opportuniste, voit l'URSS comme un régime autoritaire susceptible d'évoluer vers l'établissement de rapports « réciproquement acceptables » avec l'Ouest.

b. AUDIGER, Pierre – « La politique extérieure de l'Union soviétique : on ne les voit pas marcher mais ils cheminent quand même ». *Commentaire* 8 (30), été 85 : 556-564.
La politique expansionniste soviétique enregistre ces dernières années quelques reculs : en Europe, l'influence américaine est encore prépondérante, en Afrique, l'URSS se contente de consolider ses acquis, au Moyen-Orient, les Russes ont du mal à tirer profit de l'effacement des Etats-Unis et en Afghanistan, la normalisation est lente. Des problèmes de succession, des erreurs de calcul, l'attitude de dirigeants tels que Reagan, Thatcher ou Mitterrand, peuvent expliquer cette situation, mais l'URSS conserve des atouts et l'arrivée d'un homme jeune comme Gorbatchev peut raviver l'impérialisme soviétique.

3417. GATI, Charles – « Soviet empire : alive but not well ». *Problems of Communism* 34 (2), avr. 85 : 73-86 ; tabl.

Désapprouvant la politique extérieure et la politique économique de l'Union soviétique, les pays du Pacte de Varsovie menés par la Hongrie, la RDA et la Roumanie cherchent à se rapprocher de l'Ouest par une économie davantage tournée vers la satisfaction du consommateur et une politique répondant aux aspirations des diverses nationalités. Les relations de l'URSS avec ses alliés entrent ainsi dans une nouvelle phase mais l'empire soviétique, même menacé dans sa conception de « cohésion du bloc », reste bien vivant.

3418. METGE, Pierre – « L'URSS en Afghanistan ; de la coopération à l'occupation : 1947-1984 ». *Cahiers d'études stratégiques* (7), déc. 84 : 186 p. ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en anglais.

L'engagement militaire soviétique de décembre 1979 en Afghanistan est le produit inévitable d'un processus qui, de coopération économique et militaire en intervention dans la vie politique, a conduit l'URSS à se ranger aux côtés d'un régime dont elle avait favorisé l'accession au pouvoir. La cause immédiate en est l'échec de ce régime. Le bilan à ce jour est particulièrement lourd et négatif pour l'URSS qui a mal évalué la résistance intérieure.

3419. COLLINS, Robert F. – « Soviet influence in Sub-Saharan Africa ». *Military Review* 65 (4), avr. 85 : 46-57.

Les objectifs de l'URSS en Afrique noire n'ont pas varié depuis l'ère Brejnev, mais sa stratégie a dû être adaptée au début des années quatre-vingt, en fonction des réalités propres à chaque pays.

3420. CLEMENT, Peter – « Moscow and Southern Africa ». *Problems of Communism* 34 (2), avr. 85 : 29-50.

Les relations de l'Union soviétique avec l'Afrique méridionale sont essentiellement guidées par des considérations de prestige et de rivalité avec les Etats-Unis et les pays occidentaux. Le rapprochement des pays africains avec l'Ouest et la République sud-africaine, ces dernières années, affaiblissent la position de Moscou qui doit redéfinir ses enjeux dans le Tiers-Monde.

3421. PAPARELLA, Ivo – « Les organes politiques des forces armées soviétiques ». *Défense nationale* 41, avr. 85 : 59-70.

Chargés essentiellement auparavant de surveiller les cadres non communistes, les organes politiques au sein des forces armées soviétiques assurent maintenant avant tout l'unité de la ligne politique sans être hiérarchiquement au même niveau que les commandants opérationnels. La surveillance de l'armée au sens strict du terme est effectuée par l'autocensure de chacun et par le KGB. Les militaires expriment toujours une pensée proche de celle des « durs » du parti mais ils sont partisans du pouvoir légitime et il n'y a pas lieu de penser qu'il puisse exister de conflits entre dirigeants du parti et de l'armée.

3422. SMIRNOV, S.N. – « Nekotorye tendencii razvitija meždisciplinarnyh processov v sovremennoj nauke » (Certaines tendances de développement des processus interdisciplinaires dans la science contemporaine). *Voprosy filosofii* (3), 1985 : 74-84 ; résumés en anglais.

La formation de la science interdisciplinaire de l'avenir est déterminée tant par la nature profonde de la connaissance scientifique actuelle que par les lois socio-économiques du développement de la société. L'intégration de la science et de la production constitue le pilier de la politique scientifique et technique du PCUS.

Situation et politique sociales

3423. YANOV, Alexandre – « L'homme malade de l'Europe, diagnostic de l'empire russe ». *Esprit* (5), mai 85 : 31-39.

L'URSS oscille perpétuellement entre réforme et révolution, mais sans avoir de stratégie réformiste. L'occident devrait compter sur sa supériorité intellectuelle et non sur la compétition militaire pour faire accoucher l'URSS de ses possibilités réformistes.

3424. YANOWITCH, Murray – « Work in the Soviet Union : attitudes and issues ». *International Journal of Politics* 14 (3-4), hiv. 85 : 1-196 ; tabl. ; bibliogr.

Numéro spécial consacré à l'expérience du travail et la perception qu'en ont les intéressés en URSS ainsi qu'au rôle des salariés dans l'organisation du travail.

3425. KONJAHIN, L.G. – « Nadzor i kontrol'profsojuzov za sobljudeniem zakonodatel'stva ob ohrane truda » (Contrôle exercé par les syndicats sur l'observation de la législation relative à la protection du travail). *Vestnik moskovskogo Universiteta. Serija pravo* (1), fév. 85 : 16-24.

Le contrôle sur l'observation de la législation du travail constitue une partie intégrante de la fonction de défense des intérêts des travailleurs exercée par les syndicats soviétiques. Pour effectuer le contrôle, les syndicats sont investis d'un pouvoir d'Etat et de prérogatives communes à toutes les organisations sociales.

3426. NAUMOV, V.P. – « Brigada na sovremennau etape » (La brigade à l'étape actuelle). *Rabočij klass i sovremennyj mir* (1), fév. 85 : 17-25.

La brigade est une forme d'organisation du travail particulièrement efficace et responsabilisante, très bien adaptée aux impératifs d'intensification de l'économie soviétique à l'heure actuelle. Elle doit être encouragée dans tous les secteurs à condition toutefois de résoudre, au préalable, tous les problèmes théoriques qui s'y rattachent.

3427. SHABAD, Theodore – « Population trends of Soviet cities, 1970-1984 ». *Soviet Geography* 26 (2), fév. 85 : 109-153 ; tabl.

La mise à jour des statistiques démographiques pour l'URSS permet d'apprécier l'ampleur du développement urbain, le caractère parfois peu compact des implantations urbaines devant être gardé à l'esprit.

Economie et finances

Voir aussi : n° 3518

3428. KOSTROV, G.K. – « Social'no-pravovye sredstva bor'by protiv netrudovyh dohodov » (Les moyens socio-juridiques de la lutte contre les revenus ne provenant pas du travail). *Sovetskoe gosudarstvo i pravo* (4), avr. 85 : 12-19 ; résumé en anglais.

Les chances de réussite d'une politique économique dépendent tout autant de la connaissance exacte des lois économiques du socialisme que de la connaissance de certains comportements déviants qui persistent dans la société socialiste. Le parasitisme social, sous toutes ses formes, doit être plus sévèrement combattu en URSS.

3429. STAHL, Josyane – « Les problèmes de la protection de l'environnement en URSS : discours et prises de position ». *Revue d'études comparatives Est-Ouest* 16 (1), 1985 : 43-65 ; résumé en anglais.

Sous N. Krouchtchev, le problème de l'environnement n'était pas suffisamment pris au sérieux pour influer sur les mesures économiques. Depuis 1974, on assiste à une contradiction : les pouvoirs publics prennent conscience de l'importance du milieu environnant et de sa protection ; cependant, parallèlement, certains dirigeants affichent un optimisme forcené qui se répercute dans les médias (littérature et discours officiels surtout).

3430. GRISIN, V. – « Na peredovye rubeži nauki i tehniki » (A la pointe de la science et de la technique). *Kommunist (Moskva)* (3), fév. 85 : 24-37.

L'accélération du progrès scientifique et technique en URSS nécessite des efforts dans trois directions principales : perfectionnement général de la production, développement actif de la recherche, renforcement permanent de l'union de la science et de la pratique.

3431. GAWRONSKI, Irène – « Les aménagements du système de planification en URSS sous Andropov et Černenko ». *Revue d'études comparatives Est-Ouest* 16 (1), 1985 : 21-42 ; résumés en anglais.

Les réformes économiques d'Andropov comportent trois volets : la loi sur le collectif des travailleurs, la résolution sur les expériences économiques et la résolution sur l'accélération du progrès technique. En fait, c'est une véritable reprise en main de l'économie : l'organisation du travail en brigades est repensée dans le sens d'une « recollectivisation » et d'un remodelage de l'homme soviétique.

3432. SLIDER, Darrell – « Reforming the work place : the 1983 Soviet law on labour collectives ». *Soviet Studies* 37 (2), avr. 85 : 173-183.

La loi de 1983 sur les collectifs de travail vise essentiellement à accroître leur rôle dans les entreprises et les autres organisations ; ces collectifs qui regroupent les employés sont ainsi appelés à participer à la gestion et à la planification des entreprises. Mais cette législation nouvelle est trop imprécise et il n'est pas sûr qu'elle donne suite à des réformes importantes.

3433. GIROUX, Alain – « La maitrise de l'eau en URSS : un défi pour l'an 2000 ». *Le courrier des pays de l'Est* (294), avr. 85 : 3-28 ; cartes ; bibliogr.

Le développement de l'irrigation représente la partie la plus importante du programme de bonification des sols adopté en octobre 1984 et portant sur la période 1986-2000. Pour satisfaire les besoins en eau l'URSS prévoit le détournement d'une partie du débit des fleuves soviétiques vers les régions déficitaires du sud, mais beaucoup de scientifiques craignent les conséquences de ces projets sur l'environnement et soulignent que la maitrise de l'eau passe d'abord par une meilleure utilisation des ressources (recyclage des eaux, amélioration de l'irrigation) et une lutte efficace contre le gaspillage (taxe sur l'eau).

3434. BRENDEL, Gerhard ; DUBROWSKY, Hans-Joachim – « Zur Rolle der UdSSR in den internationalen Wirtschaftsbeziehungen nach dem zweiten Weltkrieg » (Le rôle de l'URSS dans les relations économiques internationales après la seconde guerre mondiale). *Wirtschaftswissenschaft* 33 (5), mai 85 : 641-659 ; résumé en anglais et en russe.

Depuis 1945 les relations économiques entre l'URSS et ses voisins d'Europe centrale n'ont cessé de s'intensifier tandis que les liens avec les pays du Tiers-Monde se resserraient, permettant ainsi de renforcer la lutte anti-impérialiste. Si les liens avec les pays capitalistes ont récemment repris de l'importance c'est pour faciliter la coexistence pacifique.

3435. DEKORSY, Silvia – « Les contrats d'exportations ouest-allemands avec l'URSS ». *Le courrier des pays de l'Est* (294), avr. 85 : 29-61 ; tabl.

L'URSS se caractérise par une progression constante et rapide des échanges depuis 1970, la RFA étant le premier partenaire occidental de l'URSS mais depuis 1979 et surtout 1981 la RFA a rejoint le camp des pays débiteurs commerciaux de l'URSS. Présentation de la structure des échanges, essentiellement produits énergétiques contre produits finis, et description détaillée des contrats d'exportation signés depuis 1980.

3436. MEURS, D. ; CHARPENTIER, P. – « Projection économique de l'URSS en Asie du Sud-Ouest ». *Cahiers d'études stratégiques* (8), janv. 85 : 106 p. ; tabl., cartes ; bibliogr.

Les relations économiques et commerciales de l'URSS avec les pays de l'Asie du Sud-Ouest (Turquie, Iran, Péninsule arabique et Corne de l'Afrique) depuis 1970 se caractérisent par de faibles relations commerciales, par l'importance du commerce des armes et des équipements militaires, et par un début de coopération économique. Il apparait que l'URSS recherche de plus en plus à s'engager sur des opérations dont elle retire un avantage économique.

3437. BACH, Quintin V.S. – « A note on Soviet statistics on their economic aid ». *Soviet Studies* 37 (2), avr. 85 : 269-275.

Selon le gouvernement soviétique, l'aide économique apportée par l'URSS aux pays en développement a représenté en moyenne 1 % de son PNB, au cours de la période 1976-1980. En fait, on peut estimer l'aide soviétique à environ 0,29 % de son PNB, compte tenu des difficultés d'évaluation, dues à la non-convertibilité du rouble et au caractère non financier d'une grande partie de cette aide.

Uruguay

Voir aussi : n° 40, 350, 785

3438. VIDAL RUCABADO, Luis – « El gran desafío uruguayo. Hacia la vía democrática bajo el espíritu de unidad ». *Vision (México)* 64 (4), 25 fév. 85 : 6-15.

Entretien avec J.M. Sanguinetti, Président élu de l'Uruguay : la reconstruction de la démocratie, la participation des partis, la politique extérieure et les relations économiques internationales...

3439. AGUIAR, César A. – « Uruguay : escenas políticas y subsistemas electorales ». *Desarrollo económico* 24 (96), mars 85 : 517-541 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Les clivages politiques et sociaux sont déterminés par la dualité des temps politiques. Si dans les périodes électorales le pouvoir politique est assigné et reconnu, il est sans cesse remis en question dans les périodes « interélectorales ». La consolidation de la démocratie dépendra de la faculté de dépasser cette dualité.

Vietnam

3440. LA PIRA, Gaetano – « Il Vietnam dieci anni dopo : la faticosa conquista della pace ». *Politica internazionale* 13 (5), mai 85 : 27-37.

Dix ans après, le mythe révolutionnaire vietnamien s'est éteint pour faire place à une réalité contradictoire et de nombreux problèmes concrets : l'isolement international a conduit le pays à se tourner vers l'URSS, au prix d'un raidissement chinois ; l'occupation du Kampuchéa a créé de lourdes charges et il semble que les dirigeants vietnamiens se tournent à présent vers une politique plus souple, mais il existe des divergences au sein du PC vietnamien, entre innovateurs et intransigeants.

3441. BERESFORD, Mélanie – « Household and collective in Vietnam agriculture ». *Journal of Contemporary Asia* 15 (1), 1985 : 5-36 ; tabl. ; bibliogr.

Les problèmes de l'agriculture collectivisée au Vietnam – manque de productivité, faible motivation des agriculteurs, meilleur rendement des lopins privés – ne peuvent s'expliquer uniquement par l'existence parallèle d'une agriculture familiale.

3442. WHITE, Christine – « Agricultural planning, pricing policy and cooperatives in Vietnam ». *World Development* 13 (1), janv. 85 : 97-114 ; tabl. ; bibliogr.

Ce sont les coopératives agricoles qui, au Vietnam, ont réussi à contraindre le gouvernement à amorcer une nouvelle politique agricole, plus stimulante et aussi plus rentable pour les cultivateurs. Un nouveau système de fixation des prix agricoles a été introduit.

Yougoslavie

Voir aussi : n° 3603

3443. HAFNER, Vinko – « Savez komunista, komunisti i komunizam » (La Ligue des communistes, les communistes et le communisme). *Socijalizam* 28 (2), 1985 : 222-241.

Le nombre de membres de la Ligue des communistes yougoslaves a augmenté très rapidement pour dépasser à présent le chiffre de 2 millions. Mais il est nécessaire de faire une distinction entre " membres " et " communiste " car si la LCY traverse à présent une " crise idéologique et morale ", c'est parce que le dévouement d'une partie de ses membres à l'idée du communisme a faibli.

3444. LUKIC, Rénéo – « La dissuasion populaire yougoslave ». *Cahiers d'études stratégiques* (5), janv. 85 : 46 p. ; carte ; bibliogr.

Avec la conception de la défense populaire généralisée, la Yougoslavie semble avoir atteint un degré satisfaisant de sécurité, et dispose de tous les moyens qui lui permettent d'incorporer, en temps de paix, la société civile dans le dispositif de défense. L'organisation de la défense territoriale comporte des solutions originales mais difficilement imitables parce qu'étroitement liées aux institutions politiques.

3445. « Sociologija i društvena praksa » (La sociologie et la pratique sociale). *Sociologija* 27 (2), juin 85 : 1-216.

Numéro spécial consacré aux rapports entre la sociologie, l'idéologie et la pratique sociale en Yougoslavie.

3446. VRCAN, Srdan – « Omladina, religija i crkva ovdje i sada » (La jeunesse, la religion et l'Eglise ici et maintenant). *Socijalizam* 28 (2), 1985 : 258-276.

La crise économique et sociale que traverse la Yougoslavie frappe particulièrement les jeunes qui envisagent leur avenir avec beaucoup d'inquiétude. Un grand nombre d'entre eux se détournent de la Ligue des communistes qui dirige le pays et vont chercher la réponse aux questions qui les préoccupent soit chez les protagonistes du chauvinisme et du nationalisme, soit dans la religion, ceci d'autant plus que toutes les confessions sont redevenues très actives.

3447. BRERA, Paolo A. – « L'économie yougoslave face au programme de stabilisation ». *Revue d'études comparatives Est-Ouest* 16 (1), 1985 : 121-152 ; tabl. ; résumé en anglais.

La décennie 1970-1980 fut celle du travail associé en Yougoslavie. Dès 1979, les premiers symptômes de la crise économique se faisaient jour. C'est alors qu'un programme de stabilisation renverse les structures économiques antérieures. Le problème est de savoir s'il s'agit d'une véritable crise de l'autogestion ou d'un passage à vide provisoire.

3448. CRESPI REGHIZZI, Gabriele – « La riforma della legge sugli investimenti di capitale straniero in imprese jugoslave ». *Est-Ovest* 16 (1), 1985 : 19-30.

La loi du 27 novembre 1984 libéralise les contrats de joint ventures entre organisations du travail associé et investisseurs étrangers : elle abroge le plafond de 49 % et le plancher de 10 %, antérieurement fixés pour les participations étrangères, et autorise le recours au crédit pour ces projets. Mais elle maintient l'exclusion de certains secteurs, et n'est pas toujours allée assez loin, notamment en ce qui concerne les procédures d'approbation des contrats.

Zaïre

3449. PAIN, Marc – « Kinshasa, symbole d'une Afrique urbaine ». *Cahiers d'Outre-Mer* 38 (149), mars 85 : 25-51 ; tabl., cartes ; résumé en anglais.

L'extraordinaire croissance de Kinshasa (3 millions d'habitants) a fait l'objet de nombreux projets d'urbanisme ou tentatives d'aménagement. Si ces interventions ont échoué, on ne peut cependant parler d'urbanisation sauvage : le citadin cherche son cadre de vie dans trois espaces : l'espace historique, l'espace socio-économique et l'espace d'usage.

3450. KANKONDE, Mukadi – « Approches d'analyse économique des projets agricoles de développement rural dans les pays en voie de développement : le cas du Zaïre ». *Les cahiers du CEDAF* (1-2), juin 85 : 236 p. ; tabl., graph. ; bibliogr.

Une agriculture traditionnelle, une agriculture paysanne et une agriculture capitaliste coexistent au Zaïre, différenciées par les techniques utilisées, les moyens mis en œuvre et la productivité. Les différents projets de modernisation et de développement rural ont jusqu'ici échoué, du fait soit de leur aspect partiel soit de leur non-compatibilité avec la réalité rurale.

Zambie

3451. MOMBA, Jotham C. – « Peasant differentiation and rural party politics in colonial Zambia ». *Journal of Southern African Studies* 11 (2), avr. 85 : 281-294.

Les facteurs ethniques et organisationnels ne peuvent à eux seuls rendre compte de la participation des paysans à la politique nationaliste ; il faut

faire intervenir les différenciations entre plusieurs types d'agriculteurs (riches paysans influents notamment) pour expliquer la variété des attitudes.

3452. STROM GAARD, Peter – « A subsistence society under pressure : the Bemba of Northern Zambia ». *Africa (London)* 55 (1), 1985 : 39-59 ; graph., carte. ; bibliogr. ; résumé en français.

Dans la région Bemba de Zambie du Nord le système de culture en rotation « chitemene » est en voie de désintégration sous la pression d'une population croissante et d'une diminution des ressources forestières. Cela a pour conséquence une désintégration du modèle de famille traditionnelle et l'utilisation de nouveaux systèmes agricoles.

Zimbabwe

Voir aussi : n° 3546

3453. HAMPSON, Joe – « Elderly people and social welfare in Zimbabwe ». *Ageing and Society* 5 (1), mars 85 : 39-67.

Le modèle occidental d'assurance vieillesse est totalement inadapté au problème des personnes âgées dans le Tiers-Monde, comme le montre le cas des personnes âgées du Zimbabwe en région urbaine.

3454. MUNSLOW, Barry – « Prospects for the socialist transition of agriculture in Zimbabwe ». *World Development* 13 (1), janv. 85 : 41-58 ; tabl. ; bibliogr.

Le problème rural demeure la préoccupation politique majeure du gouvernement socialiste du Zimbabwe où l'implantation de coopératives agricoles se fait avec difficulté. Les sols demeurent insuffisamment exploités et la masse rurale manque de dynamisme politique pour se prendre en charge.

3455. VICKERY, Kenneth P. – « Saving settlers : maize control in Northern Rhodesia ». *Journal of Southern African Studies* 11 (2), avr. 85 : 212-234 ; tabl.

Les fermiers blancs ont utilisé la scène politique pour parvenir à leurs fins, sur le plan économique : les contrôles sur le maïs furent une législation défensive qui leur a permis de survivre au détriment des exploitations locales.

II
RELATIONS INTERNATIONALES ET ÉTUDES COMPARATIVES

Etudes politiques

Problèmes intérieurs

3456. Les fondements du pouvoir politique

a. CUBERTAFOND, Bernard – « Théocraties ». *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger* (2), avr. 85 : 277-338.
La théocratie si elle manque de réalité concrète, participe néanmoins au mythe fondateur et entretient des liens avec tout pouvoir, y compris profane par la présence de certaines formes de sacerdotalisme.

b. PASQUINO, Gianfranco – « Secolarizzazione e trasformazioni della politica ». *Il mulino* 34 (299), juin 85 : 374-391.
L'autorité politique, privée de fondements religieux ou idéologiques, doit trouver d'autres modes de légitimation, dans l'émergence d'une éthique collective et la constitution de nouveaux comportements collectifs, qui seules permettront à la démocratie d'éviter les écueils de la bureaucratie, de la technocratie, du leadership charismatique et du primat des groupes d'intérêt.

c. TAPIA-VALDES, Jorge A. – « Security crisis and institutionalized militarism ». *Praxis International* 4 (4), janv. 85 : 378-399.
Les régimes politiques fondés sur la doctrine de la sécurité nationale se caractérisent par leur acceptation formelle du contrôle permanent des forces armées sur le processus politique, qu'on peut appeler « militarisme institutionalisé » et que l'on retrouve dans les pays les plus développés du Tiers-Monde.

d. LUBBE, Herman – « Mehrheit statt Wahrheit. Die Vorzüge der Formaldemokratie gegenüber moralischem Rigorismus ». (La majorité au lieu de la vérité. Les avantages de la démocratie formelle par rapport au rigorisme moral). *Die politische Meinung* 30 (219), avr. 85 : 33-43.
Réflexions sur les fondements idéologiques et psychologiques des régimes totalitaires et sur les différences qui les opposent aux régimes démocratiques. Mais dans ces derniers, jusqu'où va le droit à la résistance et quelles sont les limites de la règle de la majorité ?

3457. STERPELLONE, Alfonso – « Sul micronazionalismo ». *La comunità internazionale* 39 (3 et 4), 3e et 4e trim. 84 : 353-374 et 557-608.

Le micronationalisme, ou nationalisme local, qui se développe à la fois contre la doctrine de l'Etat-nation moderne et contre celle des systèmes pluri ou supra nationaux, est un phénomène particulièrement vivace en Afrique, où il s'agit d'un nationalisme tribal ou ethique, et au Moyen et au Proche Orient, où il repose sur des bases confessionnelles, notamment au Liban.
Ces micronationalismes créent des situations explosives, tant sur le plan international que sur le plan intérieur : les problèmes kurde et arménien – exemples d'ethnies dispersées sur plusieurs Etats – les luttes implacables entre les divers groupes du sous continent indien, dont la division après colonisation n'a rien réglé, la question des nationalités dans les grands Etats socialistes, les guérillas de sécession en Afrique, les indépendantismes régionaux en Europe ou au Canada, et même la question palestinienne, témoignent de l'ampleur du phénomène.

3458. RUDOLPH, Joseph R. ; THOMPSON, Robert J. – « Ethnoterritorial movements and the policy process. Accomodating nationalist demands in the developed world ». *Comparative Politics* 17 (3), avr. 85 : 291-311 ; tabl.

Etude des politiques gouvernementales adoptées en Belgique, Grande-Bretagne, Canada, Danemark, Espagne, Suisse et France, à l'égard des mouvements autonomistes au cours des années 60 à 70.

3459. « La preuve devant le juge ». *Revue juridique et politique* 39 (1-2), mars 85 : 6-814 ; bibliogr.

Les travaux du XVIIe Congrès de l'Intitut International de Droit à l'expression Française tenu à Bruxelles et à Luxembourg du 31 septembre au 6 octobre 1984 et consacré à la preuve devant le juge dans certain nombre de pays.

3460. Le nouvel ordre international de l'information

a. KAŠLEV, Ju. B. – « Informacionnyj imperializm » (L'impérialisme de l'information). *Latinskaja Amerika* (3), mars 85 : 14-27.
L'impérialisme de l'information est une forme particulière de lutte pour la survie du capitalisme agonisant. Les pays en voie de développement principales victimes des médias capitalistes tout-puissants, mènent un combat juste pour un nouvel ordre international de l'information.

b. PALVIC, Breda – « Le non-alignement face à l'âge de l'information ». *Développement et progrès socio-économique* 8 (27), sept. 84 : 114-130.
L'instauration du nouvel ordre économique international va de pair avec l'instauration du nouvel ordre international de l'information. Face au défi de l'information, les pays non-alignés doivent resserrer leurs rangs en vue d'une coopération efficace.

3461. ORSELLO, Gianpiero – « Le nuove tecnologie dell'informazione e la tutela dei diritti dell'homo ». *Affari sociali internazionali* 13 (2), 1985 : 9-40.

La liberté d'expression et d'information fait partie des droits de l'homme : toutes les conventions internationales dans ce domaine y font référence. Analyse de différents textes, en particulier du projet de traité instituant l'union européenne.

3462. « The working-class press ». *Media Culture and Society* 7 (2), avr. 85 : 131-255 ; tabl. ; bibliogr.

Numéro spécial sur la presse ouvrière : ses origines, son évolution, sa structure et son rôle dans la vie politique aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et dans l'Allemagne de Weimar. Voir : ALLEN, Peter (n° 3244) ; GRACE, Tony (n° 3243).

3463. BEHR, Roy L. ; IYENGAR, Shanto – « Television news, real-world cues and changes in the public agenda ». *The Public Opinion Quarterly* 49 (1), print. 85 : 38-57 ; tabl. ; bibliogr.

Ce sont les informations télévisées qui créent les centres d'intérêt chez le public, ce n'est pas lui qui impose ses centres d'intérêt à la télévision. Si les événements sont frappants, ils monopolisent l'intérêt du public. Ce qui entraîne alors une couverture encore plus forte de ces mêmes événements.

3464. La crise de l'UNESCO

a. SENARCLENS, Pierre de – « La crise de l'UNESCO ». *Commentaire* 8 (30), été 85 : 628-640.
La crise de l'UNESCO, marquée par le retrait des Etats-Unis, reflète celle des principes à vocation universelle comme la démocratie de type laïque fondée sur la séparation des pouvoirs, le respect du droit et la prépondérance des valeurs individualistes. Voir à la suite, pp. 639-641 : HERSCH, Jeanne : « Comment j'ai composé l'anthologie de la liberté ».

b. « L'UNESCO en questions ». *Problèmes politiques et sociaux* (514), 14 juin 85 : 3-40.
Dossier. Les racines de la crise de l'UNESCO, devenues pour certains symboles de gaspillage et d'inefficacité, sont profondes et anciennes. Le débat occasionné par le retrait américain est vif et contient de multiples facettes.

c. « The United States and UNESCO ». *Strategy for Peace* 25, 1984 : 47-58.
La volonté de retrait des Etats-Unis de l'UNESCO repose sur les motivations idéologiques, les critères financiers n'étant qu'accessoires. Une réforme en profondeur de l'organisation pourra seule la sauver, les membres fondateurs en ayant perdu tout contrôle. L'imminent retrait américain constitue une secousse bénéfique, mais pourra faire l'objet d'une reconsidération si l'organisation évolue.

3465. « L'épistémologie des sciences sociales ». *Revue internationale des sciences sociales* 36 (4), 1984 : 597-759.
Numéro spécial consacré à « l'auto-examen » des sciences sociales : l'univers social peut-il être étudié scientifiquement ? La valeur marchande des sciences sociales ; l'analyse épistémologique de quelques disciplines ; le milieu des sciences sociales. Voir : SATHIAMURTHY, T.U (n° 3284).

3466. COBALTI, Antonio – « Ricerca sulla pace ed educazione alla pace ». *Scuola e città* 36 (4), 30 avr. 85 : 147-168 ; bibliogr.
Bilan de l'activité du mouvement de la recherche sur la paix, né dans les années 50, et du mouvement de l'éducation à la paix qui s'y est greffé dans les années 70.

3467. La science politique

a. FARNETI, Paolo – « Dimensioni della scienza politica ». *Teoria politica* 1 (2), 1985 : 76-115.
Comme les autres sciences sociales, la science politique a évolué avec son objet ; plus encore, au-delà des transformations du politique, celles sur les problématiques et sur les paradigmes de la discipline. Des deux axes de convergence qui la traversent, rapport entre société civile et société politique, et rapport entre cette dernière et les institutions, c'est le premier qui semble dominer actuellement la scène scientifique, au détriment de l'« imagination institutionnelle », pourtant nécessaire.

b. BAYART, Jean-François – « L'énonciation du politique ». *Revue française de science politique* 35 (3), juin 85 : 343-373 ; résumé en anglais.
La science politique a pris un retard considérable dans l'exploration des problématiques « par le bas » comparativement aux acquis dans ce domaine par l'historiographie ou l'anthropologie. Il convient donc de dépasser les analyses binaires classiques et de raisonner en termes d'énonciation du politique.

3468. L'évolution de la pensée sociologique

a. OFFE, Claus – « Le travail comme catégorie de la sociologie ». *Les temps modernes* 41 (466), mai 85 : 2058-2093 ; bibliogr.
Dans les traditions classiques de la sociologie marxiste ou bourgeoise, le travail est considéré comme élément constitutif et centre de la société. Cependant l'analyse du caractère multiforme du travail fait apparaître une série de doutes quant à l'hypothèse que la catégorie du travail prend une position centrale dans la détermination des structures et des développements sociaux.

b. JAHIEL, N. – « Nauka i buržuaznaja sociologičeskaja mysl' (Ot normativnoj k interpretivnoj sociologii nauki) » (La science et la pensée sociologique bourgeoise. De la sociologie de la science normative à la sociologie de la science interprétative). *Voprosy filosofii* (3), 1985 : 64-73 ; résumé en anglais.
L'apparition de la sociologie interprétative de la science en Occident signifie incontestablement un progrès par rapport à la sociologie normative. Cependant,

son évolution actuelle confirme, de nouveau, les limites de la pensée sociologique bourgeoise.

3469. La culture contemporaine

a. « Marxism and the arts ». *Political Affair* 64 (3), mars 85 : 2-40.
Numéro spécial consacré à la vie culturelle dans les pays capitalistes et les pays socialistes.

b. KUZELEVA, G.I. – « Massovaja kul'tura » i ce social'noekonomičeskie osnovanija (La « culture de masse » et ses fondements socio-économiques). *Vestnik moskoskogo Universiteta. Serija filosofija* (1), fév. 85 : 35-44.
La « culture de masse », en tant qu'appendice institutionnel des monopoles et expression idéologique des objectifs de classe de la bourgeoisie apparaît comme un levier puissant de la conccurence marchande monopoliste.

c. « Spécial issue on debates in contemporary culture ». *Telos* (62), hiv. 85 : 3-168.
Suite d'articles traitant de différents aspects de la culture contemporaine – modernisme, post-modernisme, théorie esthétique d'Adorno...

3470. « Opéra ». *Autrement. Série mutations* (71), juin 85 : 262 P.

L'opéra demeure le mode d'expression culturelle le plus raffiné de l'Occident. Présentation de l'opéra-mythe avec ses divas, ses décors, ses temples lyriques, son « merveilleux » ; mais aussi description des coulisses et des « petits métiers » qui gravitent autour de lui (machinistes, souffleurs, choristes, figurants,...) ; enfin, l'opéra face aux nouvelles technologies (télévision, compact-disc, vidéo).

Problèmes internationaux

3471. « Die sowjetische globale Strategie und die deutsch-deutschen Beziehungen » (La stratégie globale soviétique et les relations inter-allemandes). *Deutsche Studien* 23 (89), mars 85 : 3-97 ; tabl., carte, graph. ; bibliogr.

Numéro spécial. Depuis la fin de l'ère Brejnev on peut constater un changement des rapports de forces, dû au progrès technologique des Etats-Unis. La politique extérieure de l'URSS est dans une période de transition (changements de dirigeants et retard technologique) qui exige une coopération avec l'Ouest. Les Etats-Unis accordent de l'importance à l'Est de l'Asie, c'est pourquoi le Japon devrait être plus intégré dans le système de l'Ouest. Quant à l'Europe, elle devrait renforcer ses forces conventionnelles.

3472. MALOV, Ju. K. ; DANKIN, D.M. – « Kritika buržnaznyh fal' sifikacij internacional'nogo sotrudničestva bratskih partij » (La critique des falsifications bourgeoises de la coopération internationale des partis frères).. *Voprosy istorii KPSS* (3), mars 85 : 74-87.

Le déchaînement de la propagande bourgeoise de tendance néoconservatrice à l'égard des pays de la communauté socialiste répond à un seul objectif : camoufler, sous une avalanche de mensonges et de mythes, l'agressivité croissante de l'impérialisme.

3473. MOON, Bruce E. – « Consensus or compliance ? Foreign policy change and external dependence ». *International Organization* 39 (2), print. 85 : 297-329 ; tabl.

La théorie selon laquelle le rapport entre un Etat faible et un Etat dominant en politique extérieure ne peut être qu'un rapport de soumission, doit être révisée car elle n'étudie pas la logique du modèle de négociations et du système de dépendance. En analysant à nouveau les données, on s'aperçoit que la dépendance transforme le système politique des nations dépendantes entraînant un accord forcé plutôt qu'une soumission. De plus, le changement de politique extérieure semble centré plus sur un changement de régime intérieur que sur des négociations avec un acteur extérieur.

3474. La diplomatie, instrument de la politique étrangère

a. PLANTEY, Alain – « Une diplomatie au service de la défense ». *Stratégique* (26), 2e trim. 85 : 7-42.

La diplomatie doit être considérée comme l'un des instruments de la politique de défense, dans l'analyse des périls qui menacent un pays et l'articulation des ripostes à opposer à ces menaces.

b. FERRARIS, Luigi Vittorio – « Il rapporto diplomatico quale strumento di politica estera ». *La comunità internazionale* 39 (4), 4e trim. 84 : 537-550.
Ni l'avènement de la diplomatie directe, ni l'explosion de l'information et des médias n'ôtent à la pertinence des rapports et notes diplomatiques dans les relations internationales : la position particulière des diplomates en fait des outils précieux d'aide à la décision en politique étrangère.

3475. FRYE, Alton – « Strategic synthesis ». *Foreign Policy (New York)* (58) print. 85 : 3-27.

Les Etats-Unis et l'URSS doivent adopter une nouvelle stratégie lors des prochaines négociations sur le contrôle des armements : il faudrait arriver à concilier l'avance technologique américaine et la plus grande production soviétique pour que les deux pays échappent au mouvement actuel de la dissuasion mutuelle par la plus grande force.

3476. La militarisation de l'espace

a. « Dialogue sur la défense à partir de l'espace ». *Géopolitique* (9), print. 85 : 6-28 ; graph.
Dialogue entre James Abrahamson, responsable américain du projet de défense spatiale et Pierre Gallois sur le projet d'Initiative de défense stratégique, la coopération entre les Etats-Unis et l'Europe occidentale, les enjeux économiques et politiques de la défense spatiale.

b. « Pas un pas de plus dans l'escalade ». *Cahiers du communisme* 61 (6), juin 85 : 58-67.
Deux articles. Avec les projets américains et européens de militarisation de l'espace, un pas supplémentaire serait encore franchi dans la course aux armements. Une mobilisation des pacifistes est nécessaire pour empêcher à tout prix une guerre des étoiles.

3477. « Le mouvement pour le désarmement et la paix ». *Revue internationale d'action communautaire* 12 (52), aut. 84 : 3-218 ; résumés en anglais et en espagnol.

Numéro spécial consacré à l'émergence, au cours des années 80 en Occident, d'un nouveau mouvement pour le désarmement et la paix, à ses orientations tactiques et stratégiques, à ses liens avec le non-alignement, le féminisme, les groupes luttant à l'Est pour les droits de l'homme et le Tiers-Monde.

3478. « La sauvegarde de la paix, problème clé de l'époque contemporaine ». *Sciences sociales-Académie des sciences de l'URSS* (2), 1985 : 32-82.

Suite d'articles sur la nécessité d'une riposte pacifiste à la politique militaire expansionniste des Etats-Unis, caractérisée aujourd'hui par l'IDS qui fait courir au monde des risques de guerre nucléaire.

3479. WIESELTIER, Leon – « When deterrence fails ». *Foreign Affairs* 63 (4), print. 85 : 827-847.

La dissuasion nucléaire fait l'objet de nombreuses critiques émanant de la droite et de la gauche, pour des raisons morales, idéologiques et stratégiques, mais surtout pour la simple raison qu'elle peut échouer.

3480. KAISER, Karl – « Kernwaffen als Faktor der internationalen Politik » (Les armes nucléaires, facteur de la politique internationale). *Europa Archiv* 40 (9), 10 mai 85 : 253-264.

L'arme nucléaire est devenue inutilisable ce qui remet au premier plan la question du contrôle des armements nucléaires pour laquelle les négociations stagnent tour à tour à cause des hésitations soviétiques et américaines. Il faut, à tout prix, pour sauvegarder la défense européenne, stabiliser le système de disuasion en Europe.

3481. SPECTOR, Léonard S. – « Silent spread ». *Foreign Policv (New York)* (58), print. 85 : 53-78.

Malgré les mesures prises au niveau international sur la non-prolifération des armes nucléaires, le nombre de pays capables de produire ces armes n'a

cessé d'augmenter. Pour inverser cette tendance, il faudrait que les grandes puissances (Etats-Unis, URSS et leurs alliés) accordent une plus grande priorité à la non-prolifération et que les règlements soient plus dissuasifs qu'aujourd'hui.

Problèmes idéologiques

3482. L'attentat contre le Pape

a. BRODHEAD, Frank et aL – « The Bulgarian connection revisited ». *Covert Action Information Bulletin* (23), print. 85 : 3-38.
La « piste bulgare » dans la tentative d'assassinat contre Jean-Paul II est un exemple parfait de campagne de désinformation menée par l'administration Reagan.

b. MELADY, Thomas P. ; KIKOSKI, John F. – « The attempted assassination of the Pope ». *Orbis* 28 (4), hiv. 85 : 775-801.
L'examen des circonstances qui ont conduit à la tentative d'assassinat du Pape et des acteurs (individus et Etats) de cette tentative fait apparaître la nécessité d'une enquête publique conduite par une commission sous les auspices de l'ONU, pour examiner la thèse du complot, et l'éventuelle responsabilité de la Bulgarie et du KGB.

3483. HERR, Theodor – « Die Enzyklika " Laborem exercens " und das Ringen der katholischen Sozialbewegung um Gesellschaftsreform » (L'encyclique " Laborem exercens " et la lutte du mouvement social catholique pour une réforme de la société). *Jahrbuch für Christliche Sozialwissenschaften* (26), 1985 : 149-169.

« Laborem exercens » ne propose pas de changements fondamentaux du système économique, elle propose, sur un plan assez général, un cadre de travail qui garantit la dignité de l'homme travailleur (priorité du travail vis-à-vis du capital), les thèses sont appliquables dans tous les systèmes politiques (socialisme, capitalisme...). Voir à la suite, pp. 171-182 : SCHNEIDER, Lothar : « Spiritualität der Arbeit im Horizont von Schöpfung und Auferstehung. Gedanken zur Interpretation der Sozialenzyklika Laborem exercens » (Spiritualité du travail dans la perspective de la création et de la résurrection. Réflexions sur l'interprétation de l'encyclique sociale laborem exercens).

3484. L'islam

a. « Géopolitique des Islams. I. Les Islams périphériques. II. Les centres de l'Islam ». *Hérodote* (35 et 36), 4e trim. 84 et 1er trim. 85 : 3-176 et 3-158 ; tabl. ; cartes.
Numéros consacrés aux Islams : périphériques d'abord qui correspondent aux expansions de l'Islam qui se sont opérées depuis la fin du Moyen Age et aux Etats où les musulmans sont en situation minoritaire, soit qu'il s'agisse d'Etats où l'Islam n'est la religion que d'une partie de la population, soit qu'il s'agisse d'Etats à majorité musulmane, mais qui sont entourés par des Etats non musulmans. Enfin, dans les Islams périphériques, il faut aussi ranger les minorités formées par les Musulmans émigrés dans les pays d'Europe occidentale. Pour ce qui est des Islams centraux, le renouveau se manifeste dans une région enlisée dans les conflits et marquée par la diversité des idéologies politiques qui se réclament de l'Islam. Voir : FOUCHER, Michel (n° 2991) ; BENSELLOUN-OLLIVIER, Nadia (n° 3155) ; RAILLON, François (n° 3289) ; NICOLAS, Guy (n° 3351) ; GRAFF, Violette (n° 3569) ; BLEUCHOT, Hervé (n° 3339) ; CARRE, Olivier (n° 3074) ; HOURCADE, Bernard (n° 3294).

b. « L'Islamisme aujourd'hui ». *Sou'al* (5), avr. 85 : 221 p.
L'islamisme, idéologisation de l'Islam, connait un renouveau dans de nombreux pays, exprimant le désarroi des générations nouvelles, et facteur de déstabilisation sans projet de société crédible . Voir : MANNA (n° 3386) ; MERCHID (n° 3295) ; « Le mouvement de la tendance islamique (n° 3400).

3485. LIHACEV, B. – « Vaznaja mezdunarod naja vstreca » (Une rencontre internationale importante). *Kommunist (Moskva)* (2), janv. 85 : 89-99.

La rencontre en décembre 1984 à Prague de représentants de 91 partis communistes et ouvriers constitue un événement majeur dans la vie du

mouvement communiste mondial. Elle marque un pas décisif dans l'affermissement de la volonté des communistes de résoudre pacifiquement les problèmes de notre temps.

Organisation internationale

Voir aussi : n° 3102

3486. REMOND GOUILLOUD, Martine – « Liberté des mers et défense ». *Défense nationale* 41, mai 85 : 35-48.

Malgré les restrictions imposées à la liberté des mers par le droit, notamment par le traité si difficilement élaboré en 1982 de Montego Bay, malgré les limitations imposées par la force et notamment les conflits comme celui du Golfe ou toutes les velléités de certains Etats de s'approprier une vaste étendue maritime, rien en définitive, n'a affecté fondamentalement le « dernier espace de liberté sur la planète ».

3487. BREWER, William C. Jr. – « The prospect for deep seabed mining in a divided world ». *Ocean Development and International Law* 14 (4), 1985 : 363-381.

L'exploitation minière des fonds marins n'aura lieu que si le régime juridique adopté par la Convention sur le droit de la mer est favorable aux compagnies qui exploiteront les modules polymétalliques et à leurs banques.

3488. Mc NEILL, John H. – « US-USSR nuclear negociations : the process and the lawyer ». *American Journal of International Law* 79 (1), janv. 85 : 52-67.

Les négociations entre l'URSS et les Etats-Unis sur l'armement nucléaire sont un exemple de mécanisme efficace pour le règlement des problèmes internationaux ; malgré des faiblesses, l'ensemble du processus – travaux internes, représentation administrative, liens entre les délégations et leur capitale, fondement politique des négociations, rôle du juriste international – s'est révélé efficace.

Etudes sociales

3489. MURPHY, Raymond – « Exploitation or exclusion ? ». *Sociology* 19 (2), mai 85 : 225-243 ; bibliogr.

La théorie marxienne de l'exploitation ne rend pas compte des phénomènes actuels, notamment ceux du sous-développement. En fait l'exploitation n'est qu'une des formes du processus plus large d'exclusion au sens wébérien du terme.

3490. GAHENAARS, Aldi J.M. ; VAN PRAAG, Bernard M.S. – « A synthesis of poverty line definitions ». *The Review of Income and Wealth* 31 (2), juin 85 : 139-154 ; tabl., graph. ; bibliogr.

La pauvreté n'est ni « absolue » ni « relative », elle dépend de la perception de la pauvreté dans une société. La « ligne de pauvreté » est plus élevée dans les pays à niveau de vie plus élevé. Encore faut-il définir la « ligne de pauvreté », celle-ci étant particulièrement élastique, en Europe notamment.

3491. « Materialism, post-materialism, and changing value orientations ». *Comparative Political Studies* 17 (4), janv. 85 : 411-532 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Numéro spécial consacré aux valeurs matérialistes dans les sociétés industrielles. Analyse et critiques des thèses de Ronald Inglehart sur les liens entre droite et gauche d'une part, matérialisme et post-matérialisme de l'autre. Voir : LAFFERTY, William M : (n° 3353) ; SAVAGE, James : (n° 3582) ; BÖLTKEN, Ferdinand ; JACODZINSKI, Wolfgang : (n° 3588).

3492. SIGG, Roland – « Sociologie et Sécurité sociale : un nouveau départ ». *Revue internationale de Sécurité sociale* 38 (1), 1985 : 3-20.

Vingt ans de réflexion sociologique en Sécurité sociale ont donné des résultats insuffisants, malgré les développements récents dans les champs sociaux de la santé, la vieillesse, la famille et la pauvreté. Mais la sociologie devrait aussi se préoccuper de l'évaluation des programmes, du fonctionnement et de l'évolution de l'institution ainsi que de sa définition sociologique.

3493. LE NET, Michel ; WERQUIN, Jean – « Le volontariat. Aspects sociaux, économiques et politiques en France et dans le monde ». *Notes et études documentaires* (5), 1985 : 5-128 ; tabl. ; bibliogr.

Numéro spécial. Avec la crise et le chômage, le volontariat revêt une dimension inconnue jusqu'à présent. Par comparaison avec ce qui se passe à l'étranger et notamment aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et au Canada, la France marque un retard sensible sur l'intérêt porté au volontariat, même si le IXe Plan l'officialise et qu'il représente un apport économique de 50 milliards de francs, soit 1 % du PNB. Au niveau européen, le Conseil de l'Europe ébauche les grandes lignes de ce que pourrait être une politique nationale du volontariat.

3494. ARTUS, Patrick – « L'indexation des salaires : une optique de stabilisation macro-économique ». *Revue économique* 36 (2), mars 85 : 291-320 ; tabl. ; bibliogr., résumé en anglais.

Le degré d'indexation des salaires peut être pris comme un instrument de la politique économique qui permet de limiter la fluctuation de certains objectifs comme la production, la balance commerciale et les prix. La comparaison des degrés optimaux et des degrés estimés permet de voir à quels chocs les différentes grandeurs économiques sont le plus sensibles pour la France, la RFA et le Royaume-Uni et donc de juger de leur dépendance, vis-à-vis des perturbations extérieures et des changements de politique économique.

3495. GASPARD, M. et al – « Onze pays industrialisés et dix ans d'expériences : le partage du travail en question ». *Travail et emploi* (23), mars 85 : 9-20 ; graph.

Le bilan d'expériences concernant l'aménagement et la réduction du temps de travail dans onze pays industrialisés de l'OCDE laisse apparaître une certaine convergence dans la diversité des expériences nationales. La réduction des durées moyennes s'opère chaque fois qu'elle s'accompagne d'un aménagement du temps de travail mais a tendance à se bloquer lorsque les salariés ou les employeurs les refusent.

3496. FERRI, Piero – « Domanda di lavoro e produttività : scenari a confronto ». *Economia & (e) lavoro* 19 (1), mars 85 : 51-60 ; tabl. ; résumé en anglais.

Qu'ils soient normatifs, extrapolés, ou innovateurs les différents scénarios de l'avenir de l'emploi doivent tenir compte de l'évolution de la division internationale du travail. Les incertitudes quant à ces présupposés conduisent à une certaine prudence dans l'évaluation des mutations quantitatives, mais des changements qualitatifs interviendront à coup sûr. Ces prévisions sont optimistes pour les Etats-Unis mais pessimistes pour des pays comme la Grande-Bretagne ou l'Italie.

3497. « Active labor market policies : lessons from abroad ». *Industrial Relations* 24 (1), hiv. 85 : 1-89 ; tabl. ; graph. ; bibliogr.

Suite d'articles : dans certains pays industrialisés, les gouvernements ne se contentent pas d'une gestion passive du chômage et mettent en œuvre des politiques de l'emploi, en agissant directement sur l'offre et la demande de main-d'œuvre et en encourageant la mobilité. L'exemple de la Suède.

3498. ANSELME, Michael ; WEISZ, Robert – « Good jobs and bad : a differentiated structuring of the labor market ». *Acta sociologica* 28 (1), 1985 : 35-53 ; bibliogr.

L'étude du marché du travail ne doit pas perdre de vue sa dimension socio-historique et privilégier la seule approche économique. Il faut saisir les profils de carrières et expliquer l'évolution du marché de l'emploi par la conjonction de multiples facteurs économiques, politiques, institutionnels, sociaux.

3499. Les réfugiés

a. KEGLEY, Charles W. – « The refugee asylum problem and world peace efforts ». *International Journal on World Peace* 1 (1), aut. 84 : 45-55.

Malgré la gravité croissante du problème des réfugiés dans le monde, il n'existe aucune coordination des politiques à leur égard tant à l'échelle étatique qu'à l'échelle internationale, tant du point de vue individuel que du point de vue global.

b. HARREL-BOND, Barbara – « Humanitarianism in a straitjacket ». *African Affairs* 84 (334), janv. 85 : 3-13 ; bibliogr.
Après la 2e guerre mondiale, les millions de réfugiés en Europe étaient des blancs, anti-communistes que les Etats non-communistes ont pu héberger et absorber. Mais, de nos jours, il s'agit de réfugiés noirs et africains que les Etats d'Afrique qui les accueillent n'arrivent pas à absorber parce que souvent plus pauvres que ceux que les réfugiés ont fui, ce qui rend la tâche des organisations humanitaires encore plus difficile.

3500. PROTTAS, Jeffrey M. – « Organ procurement in Europe and the United States ». *Milbank Memorial Fund Quarterly* 63 (1), hiv. 85 : 94-126 ; tabl. ; bibliogr.

Les progrès des techniques médicales en matière de transplantations d'organes créent de nouveaux problèmes d'organisation car il faut mettre au point un vaste réseau pour répondre aux demandes d'organes. En Europe ce réseau est très centralisé, aux Etats-Unis il est décentralisé. Une uniformisation de ces réseaux serait très profitable.

Etudes économiques

Problèmes intérieurs

3501. PRYOR, Frederic L. – « Growth and fluctuations of production in OECD and East European countries ». *World Politics* 37 (2), janv. 85 : 204-237 ; tabl. ; bibliogr.

Une étude de la croissance économique dans les pays capitalistes de l'OCDE et dans les pays d'Europe de l'Est révèle que cette croissance subit les mêmes types de fluctuations.

3502. « Symposium on coastal zone management ». *Natural Resources Journal* 25 (1), janv. 85 : 1-242.

Numéro spécial consacré à la gestion des grandes zones côtières et aux problèmes écologiques et institutionnels qui se posent aux autorités des pays concernés. Différents systèmes de gestion sont comparés. Voir : SUMI, Zazvo ; HANAYAMA, Ken (n° 3323) ; VALENCIIA, Mark J. ; BAKAR JAAFAR, Abu (n° 3570) ; GURUSWAMY, Lakshman (n° 3586).

3503. SELAN, Valerio – « Tecnologia contro occupazione : una problematica distorta ». *Rivista di politica economica* 75 (4), avr. 85 : 427-453.

La vision de l'innovation technologique comme destructrice d'emplois est incorrecte : l'innovation actuelle n'est pas substantiellement différente de celle qui a accompagné les précédentes révolutions industrielles, et qui ont eu sur l'emploi des effets positifs. Mais sa rapidité et sa productivité supposent des adaptations rapides et cohérentes des entreprises, afin de créer un cercle vertueux permettant l'expansion, sans que le secteur public joue un rôle contre-productif.

3504. PASCALLON, Pierre ; PASSEMARD, Michel – « Monétarisme et théorie monétaire hayekienne ». *Eurépargne* 14 (1 et 2), janv. et fév. 85 : 1-11 et 17-26 ; tabl.

Hayek et Friedman s'accordent sur les principes de base du monétarisme : les politiques monétaires « activistes » sont responsables de la crise, et seule une politique monétaire « orthodoxe », c'est-à-dire restrictive et focalisée sur la stabilité, permettra d'en sortir. Mais malgré les ressemblances entre les deux approches, il est certain que les deux analyses monétaires de Friedman et de Hayek sont loin de se recouvrir, tant pour ce qui concerne leur soubassement que leur contenu et leurs conclusions. Il y a chez Friedman

volonté de neutraliser au mieux la politique monétaire, alors que Hayek affiche clairement son désir de la voir disparaître.

3505. « Les politiques économiques néo-libérales. Des pratiques anglo-saxonnes aux projets de la droite ». *Critiques de l'économie politique* (31), juin 85 : 3-134.

Numéro spécial : quelle est la nature du néo-libéralisme dans la droite française ? Les pratiques gouvernementales britannique et américaine permettent-elles d'y répondre ? Elles font pour le moins apparaître le décalage entre le discours et la réalité. Le néo-libéralisme peut-il vraiment constituer une issue à la crise actuelle ? Il conduirait en tout état de cause à une exacerbation sauvage de toutes les inégalités. Voir : THERET, Bruno (n° 3209) ; MISTRAL, Jacques (n° 3257) ; STEINBERG, Bruce (n° 3127).

3506. PARSON, Don – « Plan and counterplan : notes on moving beyond the crisis in planning theory ». *Contemporary Crises* 9 (1), mars 85 : 55-74.

La théorie marxiste de la planification comme la théorie libérale sont actuellement en crise. En fait, ni l'une ni l'autre n'ont su tenir compte de la profonde transformation de la classe ouvrière et de ses objectifs depuis le début des années soixante.

3507. LEPAGE, Henri – « L'analyse économique et la théorie du droit de propriété ». *Droits* (1), 1985 : 91-105.

Si la propriété privée est devenue le pilier sur lequel se sont construits les succès et réalisations de la civilisation occidentale, ceci est dû à son efficacité : c'est en effet le système qui, à l'expérience, s'est révélé le plus efficace pour résoudre les problèmes de vie et de survie que le caractère fini des ressources – la rareté – impose aux hommes.

3508. PORTES, Alejandro – « Neformal'nyj sektor ékonomiki : suščnost' i osobennosti » (Le secteur informel de l'économie : essence et particularités). *Latinskaja Amerika* (3), mars 85 : 84-94.

La coexistence au sein des économies capitalistes, en particulier périphériques, du secteur formel et du secteur informel est aussi ancienne que le capitalisme. Qu'il soit perçu comme une survivance du passé ou comme un phénomène nouveau le secteur informel ne peut être étudié séparément du reste de l'économie capitaliste.

3509. SAUNDERS, Peter ; KLAU, Friedrich – « Le rôle du secteur public : causes et conséquences de l'élargissement du secteur public ». *Revue économique de l'OCDE* (4), print. 85 : 11-256 ; tabl., graph. ; bibliogr.

L'activité du secteur public, qu'elle soit budgétaire ou extra-budgétaire, a connu dans les pays de l'OCDE une croissance spectaculaire entre 1960 et 1982. Les facteurs démographiques, l'élargissement du champ couvert par les programmes, l'accroissement du niveau réel des prestations ou des services rendus, en réponse à des pressions économiques, sociales, et politiques, expliquent cette progression, qui a été à partir des années 70 bien plus rapide que la croissance des économies. S'il est délicat de définir un niveau optimum d'intervention à partir d'une analyse coûts-avantages de l'ensemble des programmes publics, c'est-à-dire un équilibre entre équité et efficacité, l'accent mis récemment sur cette dernière permet d'apprécier un certain nombre d'effets pervers, et d'incidences économiques négatives de ces interventions : l'alourdissement des besoins en financement et la pression fiscale élevée ne sont pas sans conséquences sur les marchés du travail et des capitaux, et entravent la souplesse des politiques budgétaires. Il importe de déterminer si l'effet d'équité des redistributions ainsi opérées compense et justifie des finances publiques en crise.

3510. GOFFEE, Robert ; SCASE, Richard – « Proprietorial control in family firms : some functions of " quasi organic " management systems ». *Journal of Management Studies* 22 (1), janv. 85 : 53-68 ; bibliogr.

Il existe une structure de gestion « quasi organique » dans les entreprises de type familial. Les méthodes de décision et de gestion y sont cependant comparables aux autres entreprises, bien qu'elles aient un certain nombre de caractéristiques propres qu'il serait intéressant d'approfondir.

3511. STOREY, John – « The means of management control ». *Sociology* 19 (2), mai 85 : 193-211 ; graph. ; bibliogr.

Contrairement à ce qu'affirment les théories sociologiques du contrôle du travail, celui-ci est instable et dynamique, il se reconstitue à différents niveaux et selon des nouveaux circuits, en fonction des besoins de l'entreprise. Ces caractéristiques sont à la fois une force et une faiblesse.

3512. DIANI, Marco – « Informatique et données sociales d'entreprise ». *Revue française des affaires sociales* 39 (1), mars 85 : 99-111 ; tabl. ; bibliogr.

L'étude approfondie des systèmes de traitement informatique des données sociales d'entreprise doit se situer à trois niveaux : l'utilisation technique de l'informatique, la mise au point d'indicateurs pertinents, l'expérimentation de l'invention des procédures de gestion de ces informations sociales.

3513. SWEPSTON, Lee ; PLANT, Roger – « Les normes internationales et la protection des droits fonciers des populations aborigènes et tribales ». *Revue internationale du travail* 124 (1), fév. 85 : 101-117.

Le droit à la terre et aux ressources naturelles qui lui sont liées est essentiel à la survie des populations aborigènes. Or celui-ci est souvent remis en question ou donne lieu à d'interminables procès. Les normes actuelles du BIT sont insuffisantes, elles doivent être adaptées aux besoins actuels exprimés par les populations concernées.

3514. GUINCHARD, Philippe – « Prix relatifs et désindustrialisation ». *Revue économique* 36 (2), mars 85 : 367-382 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Le niveau d'industrialisation d'un pays, qui mesure la part de la valeur ajoutée industrielle dans le PIB, dépend des prix relatifs internes. Ceux-ci peuvent varier fortement d'un pays à l'autre. En utilisant les taux de change de parité par poste du projet Kravis de l'ONU, on peut estimer une norme mondiale qui permet de comparer des taux réels d'industrialisation dans 28 pays différents.

3515. LA BRUSLERIE, Hubert de – « Le marché des obligations internationales et ses perspectives ». *Banque* (450 et 451), mai et juin 85 : 451-460 et 561-568.

Le marché des obligations internationales est caractérisé par une explosion quantitative, par l'intégration croissante des différents compartiments des marchés primaires, et par une globalisation mondiale des marchés secondaires. La tendance actuelle est à la globalisation dans l'analyse et dans la prise de positions sur les marchés mondiaux d'obligations, comme en témoignent l'activité du marché secondaire euro-obligataire et son succès.

Problèmes internationaux

3516. NAU, Henry R. ; LESTER, James P. – « Technological cooperation and nation-state ». *The Western Political Quarterly* 38 (1), mars 85 : 44-69 ; tabl. ; bibliogr.

Selon plusieurs études, les Etats-nations puissants (en termes de PNB et de recherche-développement) seraient peu enclins à la coopération internationale. L'analyse de données concernant 20 pays occidentaux de 1973 à 1977 conduit à infirmer complètement cette opinion.

3517. Le protectionnisme

a. « The new protectionism and the threat to world welfare ». *Journal of Policy Modeling* 7 (1), print. 85 : 1-217 ; tabl., graph. ; bibliogr.
Numéro spécial sur la pratique actuelle du protectionisme et ses répercussions. Voir : FEENSTRA, Robert C (n° 3134).

b. STRANGE, Susan – « Protectionism and world politics ». *International Organization* 39 (2), print. 85 : 233-259 ; tabl.
Le protectionnisme est considéré, notamment par les économistes libéraux, comme un obstacle au développement du Tiers-Monde et au redressement de l'économie mondiale. Loin d'être une menace pour l'ordre économique

internationnal, comme le laissent entendre les responsables du FMI et du GATT, les accords commerciaux bilatéraux entre les Etats et les entreprises ont conservé un taux de croissance soutenu malgré la confusion qui règne sur le marché financier international.

3518. Le commerce Est-Ouest

a. AEPPEL, Timothy – « The evolution of multilateral export controls : a critical study of the CoCom regime ». *The Fletcher Forum* 9 (51), hiv. 85 : 105-124 ; tabl.
Pour protéger les acquisitions de leurs technologies avancées, certains pays, dont la plupart sont menbres de l'OTAN ont crée le Comité de coordination sur le contrôle des exportations (CoCom), afin de contrôler plus efficacement leurs exportations vers les pays communistes. Mais l'efficacité du CoCom est moins grande que prévu par suite des interprétations différentes que les pays membres ont de son rôle.

b. [Commerce Est-Ouest]. *Commentaire* 8 (30), été 85 : 565-579.
Deux articles. Le commerce avec l'Union soviétique est profitable aux économies occidentales mais engendre une dépendance financière et politique inquiétante d'autant plus que les moyens de pression dont l'Ouest dispose sur ces pays totalitaires est faible. Voir : FROMENT-MEURICE, Henri : « Commerce Est-Ouest : mythes et réalités » ; DEBOUZY, Olivier : « Faut-il en finir avec le commerce Est-Ouest ? ».

3519. KIRKPATRICK, Colin ; ONIS, Ziya – « Industrialisation as a structural determinant of inflation performance in IMF stabilisation programmes in less developed countries ». *The Journal of Development Studies* 21 (3), avr. 85 : 347-361 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Le succès du programme anti-inflation du FMI pour les pays en voie de développement dépend des caractéristiques et de la structure particulière de chaque économie.

3520. Le système monétaire international

a. « Variations sur l'or, le dollar et le système monétaire international ». *Géopolitique* (9), print. 85 : 44-96 ; tabl.
Suite d'articles consacrés au système monétaire international : son évolution depuis 1944, le rôle de l'or, du dollar et de l'ECU, le problème de la dette.

b. « Les relations monétaires internationales ». *Economie et finances agricoles* fév. 85 : 3-28.
Suite d'articles sur le déséquilibre qui caractérise aujourd'hui les relations monétaires internationales ; leur évolution depuis les accords de Bretton Woods ; le rôle du dollar, celui des organisations monétaires, la place de l'ECU et du yen dans le système.

3521. L'endettement international

a. STEWART, Frances – « The international debt situation and North-South relations ». *World Development* 13 (2), fév. 85 : 191-204 ; tabl. ; bibliogr.
L'endettement des pays du Sud est un phénomène inévitable lié à leur forte demande de crédits. Différentes solutions sont envisageables pour réduire cet endettement et modifier la position des pays débiteurs dans les négociations.

b. « Perspective on the external debt situation ». The *American Economic Review* 75 (2), mai 85 *Papers and Proceedings* : 185-195 ; tabl. ; bibliogr.
Deux articles sur l'endettement international depuis août 1982, date à laquelle le Mexique a ajourné ses remboursements. Exemple, notamment, de l'Amérique latine.

c. LOXLEY, John – « Regulation and restructuring : responses to the international financial crisis ». *Contemporary Crises* 9 (2), mai 85 : 103-125 ; tabl.
En 1983, Henry Kissinger et Helmut Schmidt ont, chacun de leur côté, fait des propositions pour remédier à la crise financière internationale. Pour eux, l'essentiel est d'éviter que les difficultés financières des pays en développement les plus endettés ne se répercutent sur les pays capitalistes ; ils ne proposent aucune mesure nouvelle pour résoudre les problèmes internes de ces pays et soutiennent les stratégies du FMI et de la BIRD, malgré leurs résultats négatifs.

Produits et marchés

3522. INSEL, Barbara – « A world awash in grain ». *Foreign Affairs* 63 (4), print 85 : 892-911 ; tabl.

La situation mondiale en ce qui concerne les céréales est la suivante : production en croissance, compétition accrue pour les marchés, baisse des prix. L'agriculture d'un pays a cessé d'être un problème politique intérieur pour devenir un problème politique international, et il faut bien que les agriculteurs américains ou européens s'accommodent de cette situation.

3523. DESPRAIRIES, Pierre – « Faut-il ralentir les investissements d'exploration et de production pétrolières ? » *Défense nationale* 41, mai 85 : 67-84 ; tabl., graph.

Le renouvellement des réserves pétrolières impose une mutation à notre industrie. La nécessité de recourir de plus en plus au pétrole marin, celle de tirer le maximum des petits gisements sont désormais des contraintes universelles et permanentes de la nature. Le maintien à haut niveau des industries parapétrolières et des industries de pointe dans les domaines de la géophysique, du forage, de la production et des équipements annexes est nécessaire ; les gouvernements doivent avoir un rôle d'encouragement.

3524. AHRARI, Mohammed E. – « OPEC and the hyperpluralism of the oil market in the 1980s ». *International Affairs* 61 (2), print. 85 : 263-277 ; tabl.

L'OPEP n'avait pas pour vocation de devenir un cartel. La stratégie de cartellisation adoptée en 1982-84 n'est qu'une ultime tentative de gérer le prix du pétrole. Elle est d'ailleurs vouée à l'échec du fait du conflit Iran-Irak.

3525. JONES, Daniel T. – « The internationalisation of the automobile industry ». *Journal of General Management* 10 (3), print. 85 : 23-44 ; tabl.

Une étude du MIT sur l'avenir de l'industrie automobile souligne son internationalisation accrue dans l'avenir et la modification de la position de l'industrie automobile européenne sur le marché international.

Développement et assistance internationale

Voir aussi : n° 3261, 3331, 3437, 3460, 3521, 3594, 3595, 3598

3526. Les pays non-alignés

a. BROUTENTS, K. – « Le mouvement de non-alignement dans le monde contemporain ». *Sciences sociales-Académie des sciences de l'URSS* (2), 1985 : 164-184.

Au nombre de 25 au moment de la conférence de Bandung en 1955, les pays non-alignés sont aujourd'hui 101 ; en même temps que leur accroissement numérique, s'est opéré une modification du caractère de ce mouvement qui reflète de plus en plus les exigences et les problèmes du Tiers-Monde.

b. RUBINSTEIN, Alvin Z. – « Does nonalignment have a future ? ». *The Nonaligned World* 2 (3), sept. 84 : 389-399.

A ses débuts, le mouvement des non-alignés était très strict sur les conditions d'entrée, mais avec le temps et les changements sur le plan internationnal, il est devenu bien plus souple de sorte que parmi ses membres actuels, on trouve des pays membres d'alliances militaires avec l'un ou l'autre des deux Super Grands. C'est pourquoi au lieu de contribuer à la diminution des tensions internationales, ce mouvement les aggrave souvent.

3527. PAPISCA, Antonio – « Sviluppo e partecipazione nella prospettiva di un nuovo ordine internazionale democratico ». *Aggiornamenti sociali* 36 (5), mai 85 : 371-386.

Actuellement, les politiques pour le développement sont le fait de sujets politiques extérieurs (pays industrialisés, OIG, ONG), les politiques de développement celui de sujets politiques nationaux, les processus de développement impliquant des sujets sociaux agissant au niveau local. Un nouvel

ordre international démocratique doit détourner ces flux verticaux, aux effets aliénants, pour promouvoir une solidarité interpersonnelle et transnationale, et une réelle participation au développement.

3528. « Tiers-Mondisme : un mythe chasse l'autre, demeurent la misère et l'oppression ». *Politique aujourd'hui* (9), avr. 85 : 34-101.

Suite d'articles sur la crise que traverse aujourd'hui le tiers-mondisme : en réaction à une certaine démagogie et à des erreurs d'interprétation dans l'approche des problèmes du Tiers-Monde, a succédé une idéologie anti-tiers-mondisme qui, sous couvert de réalisme, cache une vision de droite. Le colloque du club « Liberté sans frontière » organisé en janvier dernier sur le thème « Le tiers-mondisme en question » en est une illustration. Seules une analyse des causes politiques et structurelles du sous-développement et une approche nouvelle de la coopération internationale, permettront d'exorciser, et la mauvaise conscience d'une partie de la gauche, et le triomphalisme d'une partie de la droite.

3529. GASIOROWSKI, Mark J. – « The structure of Third World economic interdependence ». *International Organization* 39 (2), print. 85 : 331-356 ; tabl.

Les pays les moins développés sont plus impliqués dans des relations économiques interdépendantes que les pays développés. L'interdépendance verticale et assymétrique des pays les moins développés les oblige à négocier avec les pays développés et entraîne une relation de domination. Le faible niveau d'interaction entre les pays les moins développés montre qu'il n'existe pas de technique de négociation commune et de coopération pour diminuer leur dépendance par rapport aux pays développés.

3530. ANKER, Richard ; HEIN, Catherine – « Pourquoi les employeurs des villes du Tiers-Monde préfèrent engager des hommes ». *Revue internationale du travail* 124 (1), fév. 85 : 81-99 ; bibliogr.

Dans l'ensemble des pays concernés on constate que, parmi les professions non agricoles, les femmes sont concentrées dans un petit nombre de secteurs (services, secteur hospitalier, enseignement). Une enquête effectuée auprès des employeurs de divers pays (Ghana, Nigeria, Ile Maurice, Chypre, Inde, Sri Lanka) montre que ceux-ci considèrent que les femmes sont plus coûteuses et moins productives que les hommes. Ils sont en outre prisonniers de l'image sociale associée aux tâches qui « conviennent » ou non aux femmes.

3531. ELDAR, R. – « Quality assessment and assurance in hospitals of developing countries ». *Public Administration and Development* 5 (1), mars 85 : 13-24 ; bibliogr.

Un contrôle de la qualité des services hospitaliers devrait être introduit dans les pays du Tiers-Monde, mais il pose un problème au niveau des institutions concernées dans ces pays car elles sont réticentes à se voir contrôlées. L'on peut établir les lignes directrices pour mettre au point ces programmes de contrôle.

3532. « Focus : environment and development ». *Socialist Affairs* (1), 1985 : 8-27 et 55-60 ; tabl., graph.

Les problèmes écologiques concernent le Tiers-Monde avec l'érosion des sols et la disparition des forêts (par exemple en Indonésie). Les pauvres et les femmes, qui collectent l'eau et les ressources alimentaires, sont les plus touchés par la dégradation de l'environnement.

3533. « Microelectronics, international competition and development strategies : the unavoidable issues ». *World Development* 13 (3), mars 85 : 263-463.

Numéro spécial consacré au rôle des technologies de pointe et en particulier de l'électronique dans le développement des pays du Tiers-Monde. L'informatique fait son apparition dans de nombreux secteurs industriels et pose un problème de diffusion des technologies et de réorganisation des structures industrielles. Exemples notamment du Brésil et de l'Inde.

3534. Les entreprises publiques

a. JONES, Leroy P. – « Public enterprise for whom ? Perverse distributional consequences of public operational decisions ». *Economic Development and Culturel Change* 33 (2), janv. 85 : 333-347 ; tabl.

Etude du rôle et de la stratégie des entreprises publiques dans plusieurs pays en développement (Egypte, Bolivie, Bangladesh, Pakistan...).

b. « Public enterprises and development ». *Vierteljahresberichte – Forschungsinstitut der Friedrich-Ebert-Stiftung* (98), déc. 84 : 331-422 ; tabl. ; bibliogr.
Numéro spécial consacré aux entreprises publiques dans les pays en développement, notamment au Kenya, en Inde, en Tanzanie, au Sri Lanka et en Amérique latine.

3535. SISAYE, Seleshi ; STOMMES, Eileen – « Green revolution as a planned intervention strategy for agricultural development : a systems perspective ». *Public Administration and Development* 5 (1), mars 85 : 39-55 ; bibliogr.

La « révolution verte » qui a eu lieu dans les pays en voie de développement pour y accroître les productions céréalières et réduire leur dépendance alimentaire a été conduite selon différentes stratégies, passant d'une stratégie rigide à des stratégies plus souples, mettant l'accent sur l'infrastructure plutôt que sur la diversification des variétés céréalières.

3536. CORNIA, Giovanni Andrea – « Farm size, land yields and the agricultural production function : an analysis for fifteen developing countries ». *World Development* 13 (4), avr. 85 : 513-534 ; tabl., graph. ; bibliogr.

L'analyse des systèmes de production agricole de 15 pays en voie de développement met en évidence la nécessité des réformes agraires pour améliorer la production et diminuer le niveau de pauvreté du milieu rural.

3537. FEDER, Gershon et al. – « Adoption of agricultural innovations in developing countries : a survey ». *Economic Development and Cultural Change* 33 (2), janv. 85 : 255-298 ; bibliogr.

Bilan des études théoriques et pratiques consacrées à l'introduction d'innovations techniques dans l'agriculture des pays en développement.

3538. « La pêche : l'autre ressource ». *Actuel développement* (66), juin 85 : 32-60.

Suite d'articles. La pêche est une ressource essentielle pour les pays en développement mais elle est menacée. Il devient nécessaire de réglementer ou de réguler la pêche.

3539. DAWSON, Anthony – « Défense de l'aide alimentaire et réponse à certaines critiques ». *Revue internationale du travail* 124 (1), fév. 85 : 17-33.

L'aide alimentaire au Tiers-Monde fait l'objet de nombreuses critiques : peu efficace, elle accroît la dépendance, ne sert qu'à écouler des excédents, n'a pas d'effet d'entraînement... En réalité si cette aide n'est pas exempte de défauts, elle reste indispensable et offre des perspectives de développement plutôt moins inégalitaires que l'aide financière.

3540. ANGELINI, Arnoldo Marie – « Per una piu estesa utilizzazione delle risorse indroelettriche nel Terzo Mondo et in particolare in Africa ». *Rivista di studi politici internazionali* 52 (2), juin 85 : 201-222 ; tabl.

La conférence des Nations Unies tenue à Nairobi en 1981, a désigné l'énergie hydro-électrique comme élément moteur pour résoudre les problèmes énergétiques des PVD. Leurs ressources dans ce secteur sont importantes, mais sous-exploitées (1,7 % du potentiel africain seulement est utilisé). Grâce à la coopération internationale, une meilleure exploitation permettra de substituer cette source d'énergie, plus écologique, au pétrole.

3541. SAKURAI, Makoto – « Industrialization in developing countries and industrial adjustment of industrialized countries ». *Exim Review* 5 (2), mars 85 : 2-36 ; tabl., graph. ; bibliogr.

C'est l'industrialisation des pays en voie de développement qui, au cours des vingt dernières années, a permis leur développement et modifié leur structure économique et sociale. La promotion des exportations a accéléré le processus mais des ajustements structurels s'imposent ainsi qu'une attitude plus compréhensive de la part des pays industrialisés qui ont encore un rôle à jouer.

3542. ANDERSON, Dennis ; KHAMBATA, Farida – « Financing smallscale industry and agriculture in developing countries : the merits and limitations of " commercial " policies ». *Economic Development and Cultural Change* 33 (2), janv. 85 : 349-371 ; graph.

Un assouplissement des contrôles administratifs est une condition nécessaire mais non suffisante d'un meilleur financement du développement industriel et agricole des pays en développement ; il faut également partager équitablement les risques et les coûts entre le secteur privé et le secteur public.

3543. L'endettement

a. « Endettement et développement ». *Collection des travaux du séminaire Decta III* 5, 1984 : 329 p.

Numéro consacré à une analyse des causes et du coût de la dette extérieure pour les pays en développement ; le rôle des banques privées et du FMI ; les problèmes du remboursement de cette dette et de la dépendance dans laquelle elle place les pays débiteurs.

b. WOOI, Robert E. – « Making sense of the debt crisis ». *Socialist Review* 15 (81), juin 85 : 7-33.

L'endettement du Tiers-Monde n'est pas tant une crise financière qu'une tentative, largement réussie, de faire payer aux pays en développement la crise mondiale et de réimposer l'hégémonie capitaliste. Cependant les pays débiteurs commencent à s'organiser contre les exigences exorbitantes du FMI.

3544. KONIG, Klaus – « Development policy and international administrative relations : the aspect of education and training ». *Public Administration and Development* 5 (1), mars 85 : 57-72 ; bibliogr.

L'aide culturelle, la coopération inter-universitaire et la formation de techniciens des pays industrialisés constituent un domaine délicat dans les relations Nord-Sud, au lendemain de processus de décolonisation parfois douloureux. Le cas de l'aide de l'école d'études administratives de Splyer (RFA) en association avec la fondation allemande pour le développement international sert d'illustration.

3545. L'aide internationale

a. MOSLEY, Paul – « The political economy of foreign aid : a model of the market for a public good ». *Economic Development and Cultural Change* 33 (2), janv. 85 : 373-393 ; tabl.

Analyse de l'aide accordée aux pays en développement, à partir du postulat selon lequel l'aide extérieure serait un bien public pour lequel il y aurait un marché.

b. SCHNEIDER, Friedrich ; FREY, Bruno S. – « Economic and political determinants of foreign direct investment ». *World Development* 13 (2), fév. 85 : 161-175 ; tabl. ; bibliogr.

Les investissements étrangers s'orientent le plus aisément vers les pays du Tiers-Monde où le déficit de la balance des paiements est le moins grave. Cette constatation, établie à l'aide d'un modèle permettant d'expliquer les flux d'investissements dans le Tiers-Monde, rend compte de la situation actuelle de l'aide internationale. L'instabilité politique et une aide rivale de la part des pays communistes, dissuadent les pays occidentaux d'investir.

c. STANOVNIK, Janez – « A reconstruction of multilateral economic cooperation through self-reliance ». *Public Entreprise* 5 (2), fév. 85 : 127-137.

La grande dépression des années 70 n'est pas encore achevée, elle a pratiquement stoppé l'effort de développement des pays du Tiers-Monde, à l'exception de certains pays d'Asie. Aucun élan n'est donné pour un effort à l'échelle de l'ONU. Dans ce contexte, les pays pauvres ne peuvent que compter sur eux-mêmes. La coopération multilatérale entre les pays du Sud doit repartir sur des bases nouvelles sous la direction d'entreprises publiques dynamiques.

Etudes régionales

Afrique

Voir aussi : n° 2994, 3071, 3339, 3351, 3374, 3419, 3420, 3457, 3499

3546. « The end of the UN decade : what advances for African women ? » *Africa Report* 30 (2), avr. 85 : 4-32 et 59-75.

Bien que les Africaines participent activement à la vie économique et que l'ONU ait décidé de les intégrer dans le développement économique, la réalité est très en deçà des discours, même dans les pays qui se sont libérés. Exemples du Nigeria, du Kenya, du Zimbabwe et du Mozambique.

3547. MIDIOHOUAN, G.O. et al. – « Deux ou trois choses sur " Jeune Afrique " ». *Peuples noirs-peuples africains* 8 (44), avr. 85 : 11-34.

Alors que *Jeune Afrique* est devenu le moyen d'information privilégié d'une large couche de la population instruite africaine, cet hebdomadaire est à la solde des chefs d'Etat réactionnaires et des intérêts français.

3548. CALCHI NOVATI, Giampaolo – « Nazioni, esperienze rivoluzionarie e conflitti locali nel Corno d'Africa ». *Politica internazionale* 13 (5), mai 85 : 51-62.

L'Ethiopie est l'axe central de la politique de la Corne africaine : les effets déstabilisateurs de la révolution de 1974, les différents mouvements autonomistes, dont celui de la population somalienne de l'Ogaden, les revendications d'indépendance de l'Erythrée, font de cette région une zone particulièrement instable dans laquelle une intervention militaire, toujours à craindre, n'apporterait aucune solution.

3549. KAUFMANN, Otto – « Internationale Aspekte der sozialen Sicherheit in den francophonen Ländern südlich der Sahara ». (Les aspects internationaux de la sécurité sociale dans les pays francophones au sud du Sahara). *Verfassung und Recht in Übersee* 18 (1), 1er trim. 85 : 25-36 ; résumé en anglais.

Les systèmes de sécurité sociale en Afrique varient selon qu'il s'agit de pays francophones ex-français ou ex-belges. Le manque de coordination des systèmes est frappant et une harmonisation s'impose en conformité avec les règles de l'OIT ainsi que les conventions OCAM et CEPGL.

3550. SAFILIOS-ROTHSCHILD, Constantina – « The persistence of women's invisibility in agriculture : the theoretical and policy lessons from Lesotho and Sierra Leone ». *Economic Development and Cultural Change* 33 (2), janv. 85 : 299-317.

En Afrique sub-saharienne, les femmes sont le plus souvent ignorées des statistiques relatives aux exploitations et aux activités agricoles ; bien que leur rôle soit essentiel, il est passé sous silence, comme l'illustrent le cas du Lesotho et celui de la Sierra Leone ; les efforts réalisés pour les intégrer dans les coopératives et les faire participer aux programmes de développement doivent être poursuivis.

3551. RONDINELLI, Dennis A. – « Population distribution and economic development in Africa : the need for urbanization policies ». *Population Research and Policy Review* 4 (2), juin 85 : 173-196 ; tabl. ; bibliogr.

Le développement de l'Afrique passe par une planification et une orientation des investissements destinées à permettre une meilleure distribution de la population et la création de villes moyennes.

3552. BARKER, Jonathan – « Gaps in the debates about agriculture in Senegal, Tanzania and Mozambique ». *World Development* 13 (1), janv. 85 : 59-76 ; bibliogr.

Alors que le Sénégal, la Tanzanie et le Mozambique sont des Etats relativement stables politiquement, les secteurs agricoles y souffrent de

déficiences graves, les changements structurels n'ayant pas été assimilés et les coopératives agricoles n'ayant pas encore trouvé leur vraie place dans le système social.

3553. MACKINTOSH, Maureen – « Economic tactics : commercial policy and the socialization of African agriculture ». *World Development* 13 (1), janv. 85 : 77-96 ; bibliogr.

Certains Etats africains socialistes tentent d'intervenir sur le marché national des produits agricoles et de contrôler le système des prix. Mais de telles tentatives sont vaines si elles ne vont pas de pair avec une politique commerciale active fondée sur une modification des institutions commerciales et une décentralisation des pouvoirs de contrôle sur les marchés.

3554. BELOTTEAU, Jacques – « Le riz, difficultés et espoirs africains ». *Afrique contemporaine* 24 (134), juin 85 : 35-43 ; tabl. ; bibliogr.

Les efforts consentis au cours des dernières années pour développer la production rizicole en Afrique de l'Ouest n'ont pas toujours été aussi payants qu'ils auraient dû l'être. Certains pays ont réussi à maintenir une production élevée, d'autres ont vu cette productions'affaiblir. Priorité de l'exportation, sécheresse et augmentation des besoins du fait de la croissance urbaine seraient les trois causes principales de ce recul.

3555. BUTTOUD, Gérard ; KOVAME, Amani J. – « L'évolution du commerce international des bois africains ». *Afrique contemporaine* 24 (134), juin 85 : 3-20 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Le commerce du bois illustre bien certaines difficultés économiques de l'Afrique et certains mécanismes globaux de dépendance économique. Pour une meilleure valorisation des ressources forestières africaines, un changement radical des comportements économiques des importateurs et des exportateurs est nécessaire afin de ne plus considérer la forêt comme un réservoir inépuisable. L'industrialisation mériterait aussi d'être repensée.

Amérique

Voir aussi : n° 3105, 3106, 3135, 3136, 3521, 3534

3556. REMMER, Kara L. – « Redemocratization and the impact of authoritarian rule in Latin America ». *Comparative Politics* 17 (3), avr. 85 : 253-275 ; tabl.

Depuis une dizaine d'années, le phénomène de redémocratisation des régimes politiques latino-américains démontre que les régimes autoritaires génèrent le changement politique plus qu'ils ne le gèlent et contribuent à restructurer les clivages politiques et à favoriser l'émergence des nouvelles forces politiques.

3557. BUERGENTHAL, Thomas – « The advisory practice of the inter-American Human Rights Court ». *American Journal of International Law* 79 (1), janv. 85 : 1-27.

Le bilan de la tâche accomplie par cet organe consultatif qui unit, depuis 1979, les Etats d'Amérique dans la défense des droits de l'homme.

3558. La social-démocratie

a. JIMENEZ CABRERA, Edgar – « La estrategia socialdemócrata en América latina ». *Cuadernos semestrales* (15), 1er sem ; 85 : 235-252.
La portée et les limites de l'alternative socialdémocrate en Amérique latine : historique des activités de l'Internationale socialiste dans la région depuis 1976 et examen des engagements idéologiques et politiques qui sous-tendent leur évolution.

b. SMIRNOVA, N. Ju. – « Socintern i latinoamerikanskaja social-demokratija » (L'Internationale socialiste et la social-démocratie latino-américaines). *Latinskaja Amerika* (3), mars 85 : 28-42.
Le rôle de la social-démocratie sur le continent latino-américain est le résultat d'un ensemble de facteurs internes et externes, parmi lesquels l'existence de l'Internationale socialiste paraît déterminant. Malgré certaines divergences idéologiques profondes entre les sociaux-démocrates et les communistes, une

coopération fructueuse entre les deux forces politiques est possible et existe déjà dans certains pays.

3559. STROK, I.N. – « Protivoborstvo v Central'noj Amerike : politika SŠA i osvoboditel'nyj process » (La résistance en Amérique centrale : politique des Etats-Unis et processus de libération). *Latinskaja Amerika* (2), fév. 85 : 5-15.

Le mouvement révolutionnaire populaire qui touche la quasi-totalité des pays d'Amérique centrale est le résultat de conflits sociaux internes aigus. La révolution nicaraguayenne a donné un nouveau souffle à la lutte de libération nationale dans cette région qui est devenue, depuis longtemps, un maillon fragile du système impérialiste nord-américain.

3560. KHILNANI, Niranjan M. – « Latin America in the non-aligned movement ». *Foreign Affairs Reports* 33 (6), juin 85 : 33-48 ; bibliogr.

Les pays latino-américains se sont tous déclarés favorables au mouvement des non-alignés ou y ont adhéré bien que leurs problèmes soient différents de ceux des autres pays membres. De son côté, ce mouvement a constamment assuré les pays latino-américains de son soutien, tant à l'ONU que, d'une manière générale, sur le plan international.

3561. PORTALES, Carlos – « Zona de paz : una alternativa a los desafíos estratégicos de América latina ». *Cuadernos semestrales* (15), 1er sem. 85 : 113-127 ; tabl.

Le retrait des forces militaires étrangères, la dénucléarisation et le contrôle des armements apparaissent comme les conditions d'une nouvelle politique latino-américaine de défense qui remplace le système interaméricain de sécurité, aujourd'hui en crise, en évitant ses coûts politiques et économiques.

3562. La crise en Amérique centrale

a. « The crisis in Central America ». *Orbis* 28 (4), hiv. 85 : 665-696.
Trois articles consacrés aux tensions politiques en Amérique centrale dans la région.

b. AGUILAR ZINSER, Adolfo ; PAREDES, Carlos Federico – « El debate sobre Centroamérica en el congreso norteamericano y su interrelacion con el debate en América latina ». *Cuardernos semestrales* (15), 1er sem. 85 : 29-63.
Analyse des débats sur la question centraméricaine aux Etats-Unis et en Amérique latine dans le but de dégager les consensus qui sous-tentent leur position à l'égard d'une solution de la crise.

3563. PRADILLA COBOS, Emilio – « Crisis económica, políticas de austeridad y degradación de las condiciones de vida en las ciudades latinoamericanas ». *Revista interamericana de planificación* 19 (73), mars 85 : 5-42 ; tabl.

Evaluation des effets des politiques de stabilisation sur les conditions de vie et de travail des masses urbaines, sur la planification urbaine en général.

3564. « Santé et politique en Amérique latine ». *Sciences sociales et santé* 3 (1), fév. 85 : 5-115 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Numéro spécial consacré au rôle des processus proprement politiques dans la gestion de la reproduction de la force de travail, que ce soit au Mexique au niveau du planning familial et des hôpitaux, ou en Argentine des politiques sanitaires. Voir notamment : MARQUEZ, Viviane (n° 3342) ; BELMARTINO S ; BLOCH, C (n° 3022) ; MERCER, Hugo (n° 3343) ; COSIO, Mana-Eugenia (n° 3342).

3565. ONUFRIEV, Ju. G. – « Osobennosti agrarnoj ekonomiki i prodovol'stvennaja problema v regione » (Les particularités de l'économie agricole et le problème alimentaire dans la région). *Latinskaja Amerika* (3), mars 85 : 59-72 ; tabl.

Le problème alimentaire et le retard qu'accumule l'agriculture dans les pays latino-américains s'expliquent par plusieurs causes profondes : mauvaise productivité des terres due à une structure foncière archaïque, politique d'industrialisation forcée pratiquée par les cercles dirigeants, expansion des compagnies transnationales sur le marché agro-alimentaire en Amérique latine.

3566. VON LAZAR, Arpad ; Mc NABB, Michèle – « The politics of inter-American energy relations : prospects and pitfalls ». *Journal of Interamerican Studies and World Affairs* 27 (1), fév. 85 : 123-143 ; tabl. ; bibliogr.

Les chocs pétroliers de 1973 et 1979 ont eu un profond impact en Amérique latine en divisant la région entre pays producteurs et pays consommateurs. Si le Venezuela et le Mexique, grâce à leurs importantes réserves, parviennent à sortir de la crise, les pays importateurs continuent d'être très vulnérables aux forces extérieures : marché mondial du pétrole, politiques des pays exportateurs et surtout les politiques monétaire et d'importation du « colosse du Nord ».

3567. LAMBERT, Denis Clair – « L'Amérique latine et les choix industriels des années quatre-vingt ». *Notes et études documentaires* (1), 1985 *Problèmes d'Amérique latine* (75), 1er trim. 85 : 4-26 ; tabl. ; bibliogr.

Depuis les années trente, l'industrialisation en Amérique latine se caractérise par une forte protection et la prédominance des équipements lourds. Dans les années soixante-dix, une politique de substitution d'exportations a succédé à la substitution d'importations. Dans les années quatre-vingt, la crise s'est aggravée d'une mauvaise maîtrise des techniques aboutissant au gigantisme, au gaspillage des ressources naturelles et au vieillissement industriel. L'Amérique latine, dont les pays adoptent des politiques économiques différentes, doit réfléchir notamment aux problèmes de la concurrence internationale, de l'intégration, du rôle de l'Etat dans la vie économique et miser sur des atouts tels que les ressources naturelles, l'ampleur du marché national et l'existence d'un secteur « informel ».

3568. « L'industrie automobile en Amérique latine ». *Etudes économiques – Banque Sudameris* (1), 1985 : 23 p. ; tabl.

Numéro spécial. La production automobile latino-américaine était jusqu'en 1982 en pleine évolution avant qu'elle ne soit affectée par une crise sévère dont elle essaie actuellement de sortir grâce à l'exportation. Les principaux pays producteurs (Brésil, Argentine, Mexique) réorganisent leurs structures productives : les entreprises, souvent contrôlées par des multinationales, tendent à accroître leur rôle de montage et renoncent à certaines fabrications assurées par des entreprises locales.

Asie

Voir aussi : n° 3234, 3436

3569. GRAFF, Violette – « L'Islam dans le sous-continent indien ». *Hérodote* (35), 4e trim. 84 : 80-110 ; tabl., carte ; bibliogr.

Avec 100 millions de musulmans en Union indienne, c'est plus du quart de l'Umma qui se trouve ainsi rassemblée en Asie du Sud. La partition de 1947 a été une catastrophe pour la plupart des communautés musulmanes indiennes réduites à ne plus représenter que 10 % de la population de l'Inde, à partager le pouvoir et à être cocitoyens. La répartition des musulmans dans l'espace indien est très inégale avec près de 50 % dans la vallée du Gange et la tentation communiste demeure vivace.

3570. VALENCIA, Mark J. ; BAKAR JAAFAR, Abu – « Environmental management of the Malacca/Singapore straits : legal and institutional issues ». *Natural Resources Journal* 25 (1), janv. 85 : 195-232 ; tabl., graph., cartes.

Les détroits de Malacca préoccupent la Malaisie pour des raisons de navigation et de pollution, l'Indonésie pour des raisons de sécurité (revendications territoriales) et Singapour pour des raisons commerciales (transit libre). Un tableau complet de la situation juridique et économique de ces détroits met en évidence le grand nombre d'intérêts en présence, l'attention que porte l'ASEAN à ce problème et l'urgence de la création d'une autorité de contrôle multinationale.

3571. CALVO-PLATERO, Marion – « La neutralisation de l'Asie du Sud-Est : entre le rêve et la réalité ». *L'Afrique et l'Asie modernes* (145), été 85 : 56-66.

Après de nombreuses et vaines tentatives de neutralisation de l'Asie du Sud-Est, qui visaient principalement l'Indochine, la création de la ZOPFAN (Zone de Paix, de Liberté et de Neutralité), en 1971 à l'initiative de la Malaisie, reste aujourd'hui encore la poutre maîtresse de la politique extérieure des pays de l'ASEAN, même si les liens privilégiés avec l'Occident à travers l'ASEAN, la « troisième guerre d'Indochine » et la course aux armements entre les super-grands dans la région font paraître utopique une réelle neutralisation de l'asie du Sud-Est.

3572. WIRSING, Robert G. – « The arms race in South Asia : implications for the United States ». *Asian Survey* 25 (3), mars 85 : 265-291.

A travers leurs principaux clients, le Pakistan pour les Etats-Unis, l'Inde pour l'URSS, les deux grands se livrent à une course aux armements effrénée en Asie du Sud. Les Etats-Unis ne pourront longtemps mener ce jeu dangereux qui ne prend en compte que l'importance stratégique de la région et laisse de côté la situation locale, et ses risques de conflit, ainsi que les nombreuses implications de cette politique.

3573. NAKAMARU, Tomoichiro – « Export performance and export promotion policies in Indonesia, Thaïland, Philippines and Malaysia ». *Exim Review* 5 (2), mars 85 : 69-119 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Alors que depuis les années 60 le pouvoir d'achat de l'Indonésie et de la Thaïlande a crû rapidement, celui des Philippines et de la Malaisie a décru. Des dispositions fiscales et monétaires ont alors été prises pour relancer leurs exportations. Bilan de la politique économique dans le cadre de l'ASEAN.

3574. VIGARIÉ, André – « La montée surprenante du Sud-Est asiatique dans la vie océanique mondiale ». *Défense nationale* 41, mai 85 : 85-105 ; tabl., graph.

La progression de la participation maritime des cinq pays de l'ASEAN, de la Chine, de Taïwan, et de la Corée du Sud est récente et très rapide. Elle est due à l'évolution des commerces extérieurs et de la qualité et à l'adaptation des flottes marchandes. Quelques influences dominantes ont permis cette évolution : le comportement incitatif du Japon dans la sphère de co-prospérité asiatique, le rôle dynamisant de Hong-Kong et la remarquable poussée des ZIP (Zones industrielles portuaires) asiatiques.

3575. SHOME, Parthasarathi – « Is the corporate tax shifted ? Empirical evidence from ASEAN ». *Public Finance Quarterly* 13 (1), janv. 85 : 21-46 ; tabl. ; bibliogr.

La part de l'impôt sur les sociétés dans les ressources fiscales globales est aussi élevée dans les pays de l'ASEAN qu'aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne. L'impôt sur les sociétés est supporté entièrement par les détenteurs du capital, sans que son coût soit répercuté sur le facteur travail ou les consommateurs.

Communauté atlantique

Voir aussi : n° 3264

3576. TOW, William T. – « NATO's out-of -region challenges and extended containment ». *Orbis* 28 (4), hiv. 85 : 829-855.

La vision qu'a l'Europe de la sécurité atlantique est limitée à la zone géographique de l'OTAN alors qu'au-delà de cette zone les intérêts de l'Alliance sont menacés par l'URSS. Une menace rend nécessaire une révision du partage du poids de la défense et la mise en place d'organismes de consultation nouveaux.

3577. BETTS, Richard K – « Conventional deterrence : predictive uncertainty and policy confidence ». *World Politics* 37 (2), janv. 85 : 153-179.

Le débat est toujours ouvert sur le type de dissuasion que l'OTAN doit avoir face aux forces du pacte de Varsovie ; la thèse préconisant une dissuasion conventionnelle accorde trop de place aux arguments techniques et pas assez aux arguments politiques.

3578. GRAPIN, Jacqueline – « Le partage des additions : les finances de l'Alliance ». *Revue internationale de stratégie* (24), 1er trim. 85 : 5-17.

Le financement des charges de la sécurité atlantique, militaires ou civiles, pose problème au sein de l'OTAN depuis sa création. A l'heure actuelle, les Etats-Unis, dont les engagements ont augmenté, demandent une nouvelle répartition et une participation accrue de leurs partenaires européens, alors que ceux-ci, en particulier la RFA, ont des velléités de fabriquer eux-mêmes les matériels militaires jusqu'à présent importés des Etats-Unis. Pour maintenir la standardisation des armements, la coopération européenne s'impose donc, mais elle sera difficilement compatible avec la coopération transatlantique.

Europe occidentale

Voir aussi : n° 3461, 3476, 3500, 3525

3579. GINER, Salvador – « Partiti socialisti e nuove democrazie nel Sud Europa ». *Rivista italiana di scienza politica* 15 (1), avr. 85 : 3-34 ; résumé en anglais.

En 1985, les gouvernements des pays méditerranéens sont tous dirigés par les socialistes. Leur fortune politique, notamment en Grèce, en Espagne et au Portugal, où elle signale l'aboutissement de la transition démocratique, est due à l'abandon de leur radicalisme idéologique, et à leur programme axé sur la modernisation sociale et économique.

3580. SICHERMAN, Harvey – « Europe's role in the Middle East : illusions and realities ». *Orbis* 28 (4), hiv. 85 : 803-828.

La recherche d'une politique collective de l'Europe occidentale au Moyen-Orient s'inscrit dans le cadre de la coopération avec les Etats-Unis pour trouver une solution au conflit israélo-arabe, comme le montrent les exemples des forces multinationales dans le Sinaï et à Beyrouth. Les deux exemples illustrent d'ailleurs les limites de l'indépendance de l'Europe par rapport aux Etats-Unis, même si les relations bilatérales avec certains pays du Moyen-Orient sont florissantes.

3581. SEVAISTRE, Olivier – « L'Europe face à l'initiative de défense stratégique ». *Défense nationale* 41, mai 85 : 23-33.

Il y a dans l'opinion publique mondiale et chez les spécialistes des différents pays de très violentes oppositions à l'IDS : fiabilité de la couverture, désir des Etats-Unis d'une protection partielle ou beaucoup plus complète, programme de recherches ou changement scientifico-industriel qualitatif, souhait américain de supprimer à terme toute arme nucléaire ? Face à toutes ces questions, les Européens restent dans une position d'attente. Ils doivent cependant s'entendre pour marquer leur désaccord avec toute solution totale, c'est-à-dire une protection étanche contre les missiles balistiques couvrant les sanctuaires nationaux des superpuissances et l'Europe.

3582. SAVAGE, James – « Postmaterialism of the left and right : political conflict in postindustrial society ». *Comparative Political Studies* 17 (4), janv. 85 : 431-451 ; tabl. ; bibliogr.

La génération post-matérialiste, née après 1945, telle que l'a définie Ronald Inglehart, ne forme pas un groupe homogène ; on constate un profond clivage idéologique entre post-matérialistes de droite et post-matérialistes de gauche.

3583. BEKEMANS, Léonce – « Social security and employment : an instrumental link ». *The International Journal of Sociology and Social Policy* 5 (1), 1985 : 19-28 ; bibliogr.

L'expansion économique et l'habitude de l'Etat-providence ont accru les exigences de sécurité sociale des populations des pays européens. Or, il apparaît qu'il existe une limite à l'effort des gouvernements en matière de sécurité sociale quand il faut, en même temps, tenter d'assurer la hausse de l'emploi et lutter contre le chômage. Au-delà d'un minimum de sécurité sociale auquel tout citoyen a droit, l'Etat ne peut intervenir davantage. Mais il doit avant tout veiller à un maximum de rationalisation du système de la sécurité sociale.

3584. « Péninsule ibérique et Pyrénées ». *Revue géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest* 55 (4), déc. 84 : 421-542 ; tabl., graph., cartes ; bibliogr. ; résumés en anglais, en espagnol, en portugais et en catalan.

Suite d'articles consacrés à la haute montagne pyrénéenne et aux problèmes de l'immigration, de l'agriculture et de l'espace rural et urbain en Andorre, France, Espagne et au Portugal.

Europe communautaire

Voir aussi : n° 3037, 3079

3585. LAPRAT, Gérard – « Les groupes politiques au Parlement européen : la dialectique de l'unité et de la diversité ». *Revue du Marché commun* (286), avr. 85 : 220-230.

Au Parlement européen, les groupes politiques bénéficient de prérogatives importantes, obligeant ainsi les députés à se regrouper. De ce fait, une contradiction apparaît entre l'unité obligatoire au sein du groupe et la diversité poitique croissante des partis constitutifs. Les groupes doivent concilier l'indépendance politiques et l'unité d'action. L'exemple du groupe communiste et apparentés.

3586. GURUSWAMY, Lakshman – « Environmental management in a North Sea coastal zone : law, institutions and policy ». *Natural Resources Journal* 25 (1), janv. 85 : 233-242.

La CEE se préoccupe de réglementer l'utilisation des fonds marins en mer du Nord et de surveiller l'aménagement harmonieux des zones côtières. Le Parlement européen a proposé l'adoption d'une nouvelle Convention et d'une Charte à l'occasion d'une conférence sur la mer du Nord. Les institutions nationales concernées et déjà en place doivent être utilisées pour mettre au point une stratégie de conservation satisfaisante pour tous.

3587. « La politique de la recherche de la Communauté européenne ». *Documentation européenne* (2), 1985 : 45 p.

La nécessité de la coopération dans le domaine de la recherche ; les objectifs à atteindre pour une meilleure compétitivité agricole et industrielle et une meilleure gestion des matières premières et des ressources énergétiques ; les principaux moyens mis en oeuvre par la CEE.

3588. BÖLTKEN, Ferdinand ; JAGODZINSKI, Wolfgang – « In an environment of insecurity : postmaterialism in the European Community, 1970 to 1980 ». *Comparative Political Studies* 17 (4), janv. 85 : 453-484 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Selon Ronald Inglehart, la prospérité de l'après-guerre a conduit les Occidentaux à se tourner vers des valeurs post-matérialistes (expression de la personnalité, besoins culturels...) ; la crise économique ne les a pas détournés de ces valeurs. Un réexamen des données utilisées par Inglehart et portant sur les pays d'Europe occidentale, permet de nuancer sa théorie post-matérialiste.

3589. STEINER, Joséphine – « The right to welfare : equality and equity under Community law ». *European Law Review* 10 (1), fév. 85 : 21-42.

L'uniformisation de la législation concernant la sécurité sociale est une tâche de longue haleine au sein de la CEE et il est encore difficile d'obtenir des gouvernements qu'ils accordent aux résidents étrangers (d'origine communautaire) les mêmes droits et protections qu'à leurs ressortissants. Une étude des bases juridiques qui permettent de revendiquer une égale protection met en évidence le rôle de la Cour de justice dans l'approfondissement du droit applicable dans ce domaine et la distance qui sépare encore la théorie de la réalité.

3590. LAURENT, Pierre-Henri – « Renaissance through technology : the European Community decision on ESPRIT ». *The Fletcher Forum* 9 (1), hiv. 85 : 155-165.

La récente décision de la Communauté européenne de mettre sur pied un nouveau programme de développement de la haute technologie – ESPRIT (European Strategic Program for Research and Technology) – représente un grand pas en avant vers l'unité de l'Europe dans un domaine dont l'importance devient chaque jour plus grande. La réalisation de ce programme devrait permettre de combler le fossé qui, sur le plan de la technologie, sépare la CEE des Etats-Unis et du Japon.

3591. LEENEN, A.T.S. – « Extraterritorial application of the EEC-competition law ». *Netherlands Yearbook of International Law* 15, 1984 : 139-166.

Les articles 85 et 86 du traité de Rome relatifs à la concurrence s'appliquent non seulement aux entreprises dont le siège se trouve dans les pays de la Communauté, mais aussi aux entreprises de pays-tiers dont l'activité peut porter atteinte à la concurrence dans la Communauté. Les décisions de la Commission et les Jugements de la Cour de Justice des Communautés européennes à l'encontre d'entreprises étrangères ne doivent cependant pas être contraires aux règles du droit international concernant la territorialité.

3592. BOURGEOIS, J.H.J. ; LAURENT, P. – « Le nouvel instrument de politique commerciale : un pas en avant vers l'élimination des obstacles aux changements internationaux ». *Revue trimestrielle de droit européen* 21 (1), mars 85 : 41-63.

Le Conseil des Communautés européennes a adopté en septembre 1984 un nouvel Instrument de Politique commerciale. Celui-ci dote la Communauté de procédures spécifiques qui lui permettent, dans le strict respect des obligations et procédures internationales, de répondre à toute pratique commerciale illicite dans le but d'éliminer le préjudice en résultant et d'assurer le plein exercice des droits de la Communauté eu égard aux pratiques commerciales des pays tiers.

3593. RONGA, Clara – « La Communità economica europea e l'economia mondiale ». *Il mulino* 34 (2), avr. 85 : 263-297 ; bibliogr.

Bien que composée en majeure partie des échanges commerciaux mondiaux, la politique extérieure de la CEE présente de graves lacunes : inexistence d'instruments institutionnels adéquats ; retard dans la stratégie de recherche et de technologie qui permettrait de surmonter la crise subie par tous les secteurs industriels traditionnels ; difficulté à concilier les principes du libre-échange avec des nécessités protectionnistes dans certains secteurs ; impossibilité d'utiliser la politique commerciale comme instrument de politique extérieure dans les domaines de l'énergie, l'armement... Toutes ces carences proviennent d'un manque d'instruments de commandement qui permettraient de mobiliser forces et ressources internes, mais aussi de l'indécision quant aux objectifs à poursuivre.

3594. KOLODZIEJ, Tadeusz – « Le concours de la CEE à l'industrialisation des pays en voie de développement ». *Zaïre-Afrique* 25 (191), janv. 85 : 43-60 ; tabl.

Par une combinaison d'actions mondiales et d'accords régionaux (Yaoundé, Lomé...) la CEE participe au développement des pays du Tiers-Monde. Cependant, il faut apporter quelques réserves : le montant de l'aide est insuffisant, l'aide ne concerne que certains pays, les orientations de l'aide sont choisies et enfin, l'Europe tend à développer en Afrique les industries qui ne marchent plus chez elle.

3595. La troisième Convention de Lomé

a. « Lomé III : une nouvelle étape dans la coopération entre la CEE et les pays ACP ». *Actualités BFCE* (202), mai 85 : 21-35 ; tabl.
Pas d'innovation spectaculaire pour la troisième Convention de Lomé : les caractéristiques dominantes semblent être efficacité et coopération financière et technique élargie à de nouveaux secteurs. Bien que le montant de l'aide distribuée soit plus important que lors des Conventions précédentes, il reste en dessous des ambitions exprimées. Bilan de 10 années de coopération entre la CEE et 65 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

b. SHANDA TONME, J. Claude – « La Convention de Lomé III ». *Peuples noirs – peuples africains* 8 (44), avr. 85 : 5-10.

La Convention de Lomé III relève la dotation financière aux pays ACP de 60 %, encourage les accords d'investissement et de pêche entre la CEE et les ACP, veut promouvoir les droits de l'homme et prend en considération certaines données socio-culturelles et écologiques. En fait c'est une cristallisation de l'exploitation.

c. FRISCH, Dieter – « Lome III – Das neue Abkommen zwischen der Europäischen Gemeinschaft und den AKP Staaten » (Lome III – Le nouvel accord entre la Communauté européenne et les Etats ACP). *Europa Archiv* 40 (3), 10 fév. 85 : 57-68.
A la différence des deux premiers accords de Lomé, l'accord de Lomé III, signé le 8 décembre 1984, commence par une déclaration fondamentale et n'est pas simplement un catalogue de mesures, outre la coopération dans le domaine commercial et financier, il s'enrichit de mesures dans le domaine socio-culturel.

Europe orientale

Voir aussi : n° 3068, 3417, 3501

3596. « A l'Est du nouveau ? » *Esprit* (5), mai 85 : 29-62.

Suite d'articles sur les possibilités ou non d'un changement des sociétés d'Europe orientale. Voir : YANOV, Alexandre (n° 3423) ; TAMAS, Gáspár Miklós (n° 3270).

3597. SVETLOV, A. – « Varšavskij Dogovor na službe mira i bezopasnosti » (Le traité de Varsovie au service de la paix et de la sécurité). *MEMO* (5), 1985 : 24-36 ; résumé en anglais.

Depuis trente ans, le Traité de Varsovie constitue le facteur unificateur de millions de personnes sur tous les continents dans la lutte pour la paix et le désarmement. Si les peuples européens vivent depuis 40 ans sans guerre, c'est en particulier, grâce au socialisme, à ses succès économiques et culturels, à sa capacité de résister aux forces du militarisme et de la réaction.

3598. « Agriculture in socialist development ». *World Development* 13 (1), janv. 85 : 1-150.

Numéro spécial consacré au rôle du secteur agricole dans les économies de type socialiste du Tiers-Monde et de l'Europe de l'Est, aux liens entre productivité agricole, régime foncier et mode de gestion, à l'importance des cultures destinées à l'exportation qui modifient le rôle de l'agriculture dans une économie, en la rendant plus sensible au contexte économique international. Voir : AUSTIN, James et al. (n° 3349) ; MUNSLOW, Nany (n° 3454) ; BARKER, Jonathan (n° 3552) ; MACKINTOSH, Maureen (n° 3553) ; WHITE, Christine (n° 3442) ; BLECHER, Marc (n° 3057) ; HARTFORD, Kathleen (n° 3274).

3599. GLADNEV, O.A. – « Novyj ētap ēkonomičeskoj integracii stran socialističeskogo sodruzestva » (Une nouvelle étape de l'intégration économique des pays de la communauté socialiste). *Voprosy istorii KPSS* (3), mars 85 : 48-62.

Le sommet économique des pays du CAEM, tenu en juin 1984 à Moscou, est une immense contribution à la théorie et à la pratique de l'édification socialiste et communiste et au développement de la coopération entre les Partis frères. Les décisions du sommet reflètent la volonté inébranlable des pays frères d'agir en commun en vue d'un renforcement des positions du socialisme dans le monde.

3600. La coopération économique

a. BAKOVECKIJ, O.D., GRINEV, V.S. – « Problemy razvitija, prjanyh proizvodstvennyh svjazej v socialstičeskom sodružestve » (Les problèmes concernant le développement des relations de production directes dans la communauté socialiste). *Izvestija Akademii nauk SSSR. Serija ekonomičeskaja* 15 (2), avr. 85 : 97-106.
Il est nécessaire d'assouplir les législations existantes dans les différents pays – membres du CAEM afin de permettre aux unions de production et aux entreprises de promouvoir des échanges et de mesurer les effets de leur accentuation sur leur propre développement.

b. LADYGIN, B. ; CUKANOV, O. – « Strategija nglublenija kooperacii stran SEV » (La stratégie du renforcement de la coopération des pays du CAEM). *Kommunist (Moskva)* (4), mars 85 : 93-103.
Pour éliminer l'obstacle structurel qui ralentit à l'heure actuelle, le processus de la division internationale du travail socialiste, les pays du CAEM doivent s'attaquer à la structure même de la division du travail, en privilégiant la spécialisation et la coopération à l'intérieur des secteurs.

3601. CSABA, Laszlo – « Joint investments and mutual advantages in the CMEA-retrospection and prognosis ». *Soviet Studies* 37 (2), avr. 85 : 227-247 ; tabl.

La pratique des investissements conjoints entre pays du CAEM s'est développée à partir des années cinquante, principalement dans le secteur minier et de l'industrie lourde. Mais elle a fait l'objet de nombreuses critiques à partir de 1970 et cette coopération en matière d'investissements a sensiblement décliné de 1978 à 1983.

Méditerranée

Voir aussi : n° 1336, 1421, 1585, 2621

3602. « Itinéraires d'écritures ». *Peuples méditerranéens. Mediterranean Peoples* (30), mars 85 : 198 p.

Numéro spécial consacré aux littératures de la Méditerranée, aux échanges d'écritures et de cultures que suscite cet espace voué au dialogue de Tétouan à Istambul.

3603. SECCOMBE, I.J. ; LAWLESS, R.J. – « Some new trends in Mediterranean labour migration : the Middle East connection ». *International Migration* 23 (1), mars 85 : 123-148 ; tabl. ; bibliogr. ; résumés en français et en espagnol.

Avec la fermeture des marchés du travail européens à partir de 1973, les pays méditerranéens fournisseurs de main-d'oeuvre ont dû trouver de nouveaux débouchés pour celle-ci en l'orientant en particulier vers le Proche Orient : ce sont la Turquie et la Yougoslavie qui ont le mieux réussi cette percée.

Océanie-Australasie

3604. « Australasia. Stop the world, we want to get off ». *Far Eastern Economic Review* 127 (9), 7 mars 85 : 14-26.

Suite d'articles sur la stratégie nucléaire de défense envisagée par l'Australie et la Nouvelle-Zélande et la remise en cause de l'ANZUS par la Nouvelle-Zélande. Les réactions du Japon et de l'ASEAN.

3605. NIKOLAEV, Ju. A. – « Zona mira v Indijskom okeane : pozicija Vašingtona » (La zone de paix dans l'Océan Indien : la position de Washington). *SŠA* (4), avr. 85 : 55-62.

La création d'une zone de paix dans l'Océan Indien va à l'encontre des projets militaro-stratégiques des Etats-Unis dans cette région. Dans les discussions internationales consacrées à cette question la position américaine varie entre l'obstruction et le refus.

Pays arabes et Moyen-Orient

Voir aussi : n° 3019, 3074, 3133, 3457, 3580, 3603

3606. BOUACHBA, Taoufleti – « Le conseil de coopération des Etats arabes du Golfe ». *Revue générale de droit international public* 89 (1), 1985 : 29-82.

Créé en 1981, le Conseil de coopération des Etats du Golfe (CCG) apparaît comme une organisation fermée excluant toute nouvelle adhésion mais dont la structure et les pouvoirs des organes : Conseil suprême, Conseil ministériel,

ministériel, Secrétariat général et Organe de règlement des différends sont très classiques. Les objectifs principaux sont la coopération économique, administrative et scientifique, mais le Conseil joue également un rôle dans la sécurité de ses Etats membres.

3607. « Le mouvement communiste au Moyen-Orient ». *Communisme* (6), 1984 : 11-152.

Numéro consacré à l'émergence, à l'implantation et aux échecs des partis communistes au Moyen-Orient depuis les années 20. Voir : KAMINSKY, Catherine ; KRUK, Simon : « L'émergence du mouvement communiste au Proche-Orient, études chronologiques 1919-1948 » ; GREILSAMMER, Ilan : « La disparition du communisme juif en Israël » ; BARTOSEK, Karel : « Le pouvoir communiste en Tchécoslovaquie et la naissance de l'Etat d'Israël » ; GRESH, Alain : Communistes et nationalistes au Proche-Orient : « Le cas palestinien depuis 1948 » ; YANNAKAKIS, Ilios : « Aux origines du communisme égyptien (1920-1940) » ; NEHME, Majed : « Le parti communiste syrien : de la stratégie « internationaliste » à la contestation « nationaliste » ; DUMONT, Paul : « Aux origines du mouvement communiste turc : le groupe " Clarté " d'Istambul (1919-1925) ».

3608. LEBOVIC, James H. – « Capabilities in context : national attributes and foreign policy in the Middle East ». *Journal of Peace Research* 22 (1), 1985 : 47-67 ; tabl., graph. ; bibliogr.

C'est la puissance économique qui fournit aux Etats du Moyen-Orient la puissance politique et permet d'en faire des Etats leaders. On ne peut cependant comprendre leur comportement politique que si l'on comprend le fonctionnement de l'ensemble du système dont ils font partie. Les idéologies ne sont plus les principaux moteurs de l'action politique.

3609. « Jérusalem ». *Proche Orient et Tiers-Monde* 4 (15), juin 85 : 3-158 ; bibliogr.

Suite d'articles sur les aspects politiques et religieux du statut de Jérusalem.

3610. Les territoires occupés par Israël

a. DIECKHOFF, Alain – « Le rôle stratégique des implantations israéliennes dans les territoires occupés ». *Stratégique* (26), 2e trim. 85 : 135-157 ; cartes.
Les implantations israéliennes créées depuis 1967 dans les territoires occupés remplissent deux fonctions dans le cadre de la sécurité de l'Etat d'Israël : préserver le pays de toute invasion d'envergure et assurer une protection efficace face aux populations arabes autochtones.

b. NEWMAN, David – « The evolution of a political landscape : geographical and territorial implications of Jewish colonization in the West Bank ». *Middle Eastern Studies* 21 (2), avr. 85 : 192-205 ; bibliogr.
Malgré les changements de gouvernement depuis 1967, la politique israélienne d'occupation de la rive occidentale du Jourdain a poursuivi les mêmes buts : établissement de populations civiles afin de contrôler le territoire, les ressources et les infrastructures, et à terme, le pouvoir.

Pôles

3611. « Polar politics ». *International Journal* 39 (4), aut. 84 : 695-961 ; tabl., cartes.

Numéro spécial consacré aux régions polaires, dans une perspective politique et stratégique : le régime de l'Arctique et la traité de l'Antarctique ; la stratégie soviétique dans l'Arctique ; la Nouvelle-Zélande et l'Antarctique ; le Groenland.

ISSN 0007-4071

13 NOV. 1985

BULLETIN ANALYTIQUE DE DOCUMENTATION POLITIQUE, ÉCONOMIQUE ET SOCIALE CONTEMPORAINE

40e ANNÉE • 1985 • NUMÉRO - 10

FONDATION NATIONALE
des SCIENCES POLITIQUES
SALLE DE SCIENCE
ÉCONOMIQUE

RESSES DE LA FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

Publié mensuellement par la

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

sous la direction de Jean MEYRIAT
avec le concours
du Centre National de la Recherche Scientifique

RÉDACTION

27, rue Saint-Guillaume, PARIS VIIe — 260-39-60

Prière d'envoyer à cette adresse
toute correspondance concernant la rédaction et les échanges,
ainsi que les périodiques en service de presse

Rédacteur en chef :
Nicole RICHARD

Rédacteurs :
Béatrice AUZOUY, Nadine DADA,
Claudine EVEN, Marie FERRAZZINI,
Arlette GAUTIER, Juan JORNET,
Sylvie JOSSET, Sylvie Le MOAL,
Corinne Le ROCH, Michèle MAUSSION,
Bruno MENON, Geneviève MILLON,
Jean-Claude MOURET, Françoise PORTENSEIGNE,
Jacqueline PORTIER, Sylvie THORÉ

VENTES ET ABONNEMENTS

PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

27, rue Saint-Guillaume, 75341 PARIS Cedex 07 FRANCE
Tél. 260-39-60 — C.C.P. PARIS 2467022 B

TARIF DES ABONNEMENTS 1985

FRANCE		*ÉTRANGER*	
Tarif normal institutions	*Tarif réduit* particuliers	*Tarif normal* institutions	*Tarif réduit* particuliers
500 F	265 F	525 F	290 F

Prix du numéro : 55 F

BULLETIN ANALYTIQUE DE
DOCUMENTATION
POLITIQUE, ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
CONTEMPORAINE

40e ANNÉE • 1985 • NUMÉRO – 10

Ce numéro est une sélection des articles des périodiques analysés entre le 8 juillet et le 9 août 1985 par le Centre de Documentation contemporaine.

I
PROBLÈMES NATIONAUX

Algérie

3612. ZERGUINE, R. – « Droit pénal et évolution sociale ». *Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques* 21 (4), déc. 84 : 867-875.

L'objectif essentiel du droit pénal étant la protection de l'ordre social, il doit tenir compte de tous les changements sociaux auxquels il va s'adapter, cette adaptation correspond à sa fonction répressive. Mais par ailleurs en pesant sur l'évolution sociale comme facteur de moralisation et de changement, le droit pénal joue un rôle « directeur » qui se concrétise dans l'aspect préventif de la loi pénale.

3613. DE VILLERS, Gauthier – « Acheter le développement ? Le cas algérien ». *Politique africaine* (18), juin 85 : 28-43.

Le modèle du développement choisi par le gouvernement algérien, dirigé par H. Boumediène, visait à construire une économie indépendante et autocentrée. Pour ce faire, il a élaboré des contrats « produits en main » ; or ceux-ci, en raison du juridisme et de l'économisme qui les accompagnent, sont très mal adaptés au contexte local et n'ont pas réussi à promouvoir l'indépendance souhaitée.

© Fondation nationale des Sciences politiques, 1985

Allemagne (Rép. fédérale)

Institutions et vie politique

Voir aussi : n° 3889, 3961

3614. « Le 35e anniversaire de la RFA ». *Revue d'Allemagne* 17 (1), mars 85 : 2-117 ; tabl. ; bibliogr.

Numéro spécial consacré à l'Allemagne fédérale à l'occasion de son 35e anniversaire. Bilan de la situation politique après deux ans de pouvoir de la coalition chrétienne-libérale ; place sur l'échiquier politique du SPD et des Verts et relations inter-allemandes. Voir notamment : FALBISANER, C. ; DREYFUS, F.-G. : n° 3619.

3615. KIRCHGASSNER, Gebhard – « Causality testing of the popularity function : an empirical investigation for the Federal Republic of Germany, 1971-1982 ». *Public Choice* 45 (2), 1985 : 155-173 ; tabl., graph. ; bibliogr.

L'analyse, selon les méthodes de Box-Jenkins et Granger, de données électorales fournies par l'Institut für Demoskopie et Infratest et portant sur la popularité du SPD et de la CDU-CSU de janvier 1971 à avril 1982, confirme l'hypothèse selon laquelle la façon dont l'électeur perçoit la situation économique a une grande influence sur son vote.

3616. GRAF, William – « Anti-communism in the Federal Republic of Germany ». *Socialist Register* 1984 : 164-213.

L'anticommunisme est pratiquement le fondement idéologique de l'Etat ouest-allemand. Il n'est pas seulement l'apanage des partis de droite ; le SPD, avec la politique des interdits professionnels, s'en est également fait le héraut.

3617. BILLIG, Otto – « The lawyer terrorist and his comrades ». *Political Psychology* 6 (1), mars 85 : 29-46 ; bibliogr.

Les interviews accordées par Horst Mahler, cofondateur de la Fraction Armée Rouge, et ses luttes en prison permettent de comprendre les motivations et l'itinéraire des terroristes ouest-allemands. Fils d'un nazi contraint de quitter l'Allemagne de l'Est en 1949, ayant lui-même appartenu à une organisation étudiante néo-nazie, Horst Mahler, dans l'impossibilité de s'identifier à une image positive du père, a rejeté tout à la fois le modernisme, le capitalisme et l'autoritarisme et adopté vis à vis du système politique et social une attitude de plus en plus hostile et extrêmiste.

3618. STEINIGER, Rolf – « Das Scheitern der EVG und der Beitritt der Bundesrepublik zur NATO » (L'échec de la CED et l'accession de l'Allemagne fédérale à l'OTAN). *Aus Politik und Zeitgeschichte* (17), 27 avr. 85 : 3-18.

Deux ans après sa signature en 1952, le traité de la CED fut annulé sous le gouvernement de Mendès-France. Il fallait donc trouver une autre solution sinon on courait le risque que la RFA soit trop indépendante, ce qui était un danger pour la Fance, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis à cause des intérêts politiques de l'URSS. En Europe l'accession à l'OTAN fut donc possible à condition que la RFA renonce à toutes armes ABC et nucléaires.

3619. Relations inter-allemandes

a. FALBISANER, C. ; DREYFUS, F-G. – « La RFA, la RDA et les relations inter-allemandes ». *Revue d'Allemagne* 17 (1), mars 85 : 70-89.
La politique que la RFA essaye de pratiquer vis-à-vis de la RDA est la même que celle qu'avait présentée Willy Brandt en 1970, devant le Bundestag. Mais depuis la double décision de l'OTAN, un nombre croissant de membres du SPD se sont opposés à la stratégie américaine de « flexible response » mais contrairement aux Verts, ils ne sont pas d'accord entre eux sur la reconnaissance de la RDA. La RDA de son côté, tient beaucoup à une amélioration de ses rapports avec la RFA mais sa tentative d'une Westpolitik autonome a échoué. Quoi qu'il en soit, le sentiment national renaît avec acuité, la réunification demeure sans doute un rêve mais dont on parle de plus en plus.

b. REINHOLD, Manfred – « Deutsch-deutsche Beziehungen nach dem Bonner Regierungswechsel » (Les relations inter-allemandes après le changement de gouvernement à Bonn). *Rissener Jahrbuch* 1985 : 12 p. ; tabl.

Deux ans après le changement de gouvernement à Bonn, le dialogue avec la RDA semble être devenu plus ouvert, grâce à une plus grande souplesse de la part de Berlin-Est, à un renforcement des relations commerciales et sportives et une amélioration des liaisons téléphoniques et télégraphiques. Cette légère détente n'a pu être véritablement détériorée par la vague d'émigration en provenance de la RDA et qui pose certains problèmes d'intégration en RFA.

3620. HORNUNG, Klaus – « Wohlfahrtsstaatliche Demokratie und sicher heitspolitische Selbstbehauptung : der Fall der Bundesrepublik Deutschland » (La démocratie de l'Etat-providence et l'autonomie de la politique de défense : le cas de la République fédérale d'Allemagne). *Beiträge zur Konfliktforschung*15 (1), 1985 : 5-30 ; bibliogr.

Les Allemands de l'Ouest, comme l'ensemble des Européens, sont davantage préoccupés par leur bien être économique, comme en témoigne l'augmentation des dépenses publiques de la RFA passées de 269,5 milliards de DM en 1971 à 750,9 milliards de D.M. en 1981, que par l'indépendance de leur système de défense ; de fait, pour assurer leur défense en cas d'agression, ils comptent surtout sur les Etats-Unis.

3621. PEARSON, Frederic A. – « Of Leopards and Cheetehs : West Germany's role as a mid-sized arms supplier ». *Orbis* 29 (1), print. 85 : 165-181.

La RFA peut être classée dans la catégorie des vendeurs d'armes de moyenne importance. L'essentiel des ventes s'effectuait dans les pays de l'OTAN, mais au cours des années 1970, les exportations en direction du Tiers-Monde ont beaucoup augmenté. Les ventes d'armes aux pays du Moyen-Orient restent un sujet de controverses politiques.

3622. FRANÇOIS, Etienne – « L'Allemagne fédérale se penche sur son passé ». *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* (7), sept. 85 : 151-163.

L'amnésie n'a plus cours en Allemagne fédérale. Le désir d'histoire, enjeu de la mémoire collective ne va pas sans polémiques où l'érudition se politise. La demande sociale jette la corporation des historiens dans la mêlée de la dérision et de la lucidité.

3623. HABERMAS, Jürgen – « A philosophico-political profile ». *New Left Review* (151), juin 85 : 75-105.

Interview du philosophe allemand, héritier de l'Ecole de Francfort, consacrée à ses divers centres d'intérêt philosophiques, sociologiques et politiques.

Situation et politique sociales

3624. BRANDTS, Evelyne – « Un autre syndicalisme : le DGB. Une comparaison franco-allemande ». *Allemagnes d'aujourd'hui* (92), juin 85 : 7-30 ; bibliogr.

Les Français ont une vision sceptique et manichéenne du syndicalisme allemand. Ce dernier a, pour des raisons historiques, sociales et idéologiques, connu une évolution spécifique. Dans son action, le DGB souhaite sauvegarder, certes, l'outil de travail et les entreprises, mais sans devenir pour autant l'otage du partenaire social. La démonstration de force à l'occasion de la grève pour les 35 heures a été concluante et a mis en évidence l'importance du rôle joué par le DGB dans la vie ouest-allemande.

3625. La durée du travail

a. FURSTENBERG, Friedrich – « Les règlementations de la durée du travail en République fédérale d'Allemagne ». *Travail et société* 10 (2), mai 85 : 141-160 ; tabl., graph.
L'aménagement de la durée du travail obéit de nos jours à un vif souci de favoriser l'emploi. Le thème des nouvelles réglementations de la durée du travail doit être envisagé aussi bien sous l'aspect des exigences de la technique économique que sous celui de la formation d'un consensus possible et de la marge de manœuvre sur le plan de l'organisation sociale.

b. « Arbeitszeit : Betriebe unter Druck » (Durée du travail : les entreprises sous pression). *Wirtschaftswoche* 39 (14), 29 mars 85 : 38-39 et pag. discont., tabl.
Suite d'articles sur l'assouplissement nécessaire de la durée du travail. C'est par là que passe la réforme du monde du travail et en particulier dans la sidérurgie.

3626. GROSS, Peter – « Liebe, Mühe, Arbeit. Abschied von den Professionen ? » (Amour, peine, travail. Adieu aux professions ?). *Soziale Welt* 36 (1), 1985 : 60-82 ; graph.

Réflexions sur la professionalisation ou la non-professionalisation de certains métiers, sur l'évolution de la signification sociale de toutes les professions « d'aide » ou à caractère social : médecins, psychologues, psychothérapeutes, travailleurs sociaux et sociopédagogues.

3627. « Minderheiten im Geschichtsunterricht » (Les minorités dans l'enseignement de l'histoire). *Geschichtsdidaktik* 10 (1), 1985 : 1-89 ; tabl. ; bibliogr.

Numéro consacré au problème des minorités tel qu'il est enseigné en RFA mais aussi tel qu'il a évolué au cours de l'histoire allemande et tel qu'il se présente aujourd'hui sur le plan culturel et social, avec en particulier l'exemple de la minorité turque.

3628. NEIPP, Joachim – « Die Organisation des Gesundheitswesens in der Bundesrepublik Deutschland » (L'organisation de la santé en République fédérale d'Allemagne). *WIST. Wirtschaftswissenschaftliches Studium* 14 (3-4), mars et avr. 85 ; 145-147 et 199-202 ; tabl. ; bibliogr.

Suite de deux articles consacrés à l'organisation de la Santé : Organisation de la médecine ambulatoire et de la médecine hospitalière ; structures hospitalières et personnel. Organisation et coût de l'assurance-maladie pour la sécurité sociale.

Economie et finances

Voir aussi : n° 3746, 3880

3629. MÖLLER, Uwe – « Wie steht es um die Wettbewerbsfähigkeit unserer Wirtschaft ? » (Qu'en est-il de la compétitivité de notre économie ?). *Rissener Jahrbuch* 1985 : 12 p. ; tabl.

L'économie de la RFA est étroitement dépendante de celle de l'ensemble des pays occidentaux dont la balance commerciale est globalement excédentaire. Face aux autres économies, celles de la RFA souffre du poids du chômage et de charges sociales très lourdes qui rendent le défi de la concurrence japonaise encore plus difficile à relever. La RFA n'a aucune raison de se reposer sur ses lauriers et elle doit continuer à montrer qu'elle est un partenaire économique fiable.

3630. « GmbH und Co. KG und Rechnungslegungsreform » (Les SARL et les sociétés en commandite simple et la réforme comptable). *Betriebswirtschaftliche Forschung und Praxis* (2), avr. 85 : 93-134.

Suite d'articles sur la réforme de la comptabilité des entreprises en RFA et notamment des SARL et des sociétés en commandite simple avec mise en évidence des objectifs de cette réforme et de ses aspects fiscaux et juridiques.

3631. « Mitbestimmung » (Cogestion). *Gewerkschaftliche Monatshefte* 36 (3), mars 85 : 129-183.

Numéro spécial sur la cogestion en RFA, les tendances actuelles de la recherche en sciences sociales en la matière et les fondements de la démocratie dans l'entreprise.

3632. GUMPEL, Werner – « Die Wirtschaftsbeziehungen zwischen der Bundesrepublik Deutschland und Jugoslawien und ihre Entwicklungschancen » (Les relations économiques entre l'Allemagne fédérale et la Yougoslavie et leurs chances de développement). *Südosteuropa. Zeitschrift für Gegenwartsforschung* 34 (5), 1985 : 235-245 ; tabl., graph.

Le problème des relations commerciales entre la Yougoslavie et la RFA ne se situe pas sur le plan politique, mais sur celui de la qualité des produits yougoslaves, qui ne correspondent souvent pas à la capacité du marché mondial.

Belgique

Voir aussi : n° 3718, 3884

3633. DEWEERDT, Mark – « Overzicht van het Belgische politiek gebeuren in 1984 » (Aperçu des événements politiques en Belgique en 1984). *Res publica* 27 (2-3), 1985 : 181-227.

Les thèmes politiques de 1984 n'ont guère différé de ceux de l'année précédente. Le gouvernement Martens a poursuivi sa politique de redressement ; les questions linguistiques ont continué à passionner les discussions ; la question de l'implantation des missiles américains a fait monter les tensions ; par contre le dossier de la sidérurgie a été traité avec sérénité.

3634. Van de VOORDE, Aloïs – « De functie van de Kabinetschef (La fonction de chef de cabinet). *Res publica* 27 (2-3), 1985 : 297-310 ; résumé en anglais.

En Belgique, le chef de cabinet est le plus proche collaborateur du ministre. Ses tâches comprennent l'organisation et la coordination du cabinet, la liaison avec le ministre et l'exercice d'un certain contrôle interne, politique et administratif.

3635. VANPOL, I. – « De politicke opiniepeilingen in Belgie in 1984 » (Les sondages d'opinion en politique en Belgique en 1984). *Res publica* 27 (2-3), 1985 : 397-417.

Vue d'ensemble des sondages d'opinion en Belgique en 1984 classés par thèmes. Politique étrangère, politique sociale, politique économique, politique financière, politique intérieure et politique culturelle.

3636. VANPOL, Ivo – « Morfologie van de Vlaamse politieke partijen in 1983 en 1984 » (Morphologie des partis politiques flamands en 1983 et 1984). *Res publica* 27 (2-3), 1985 : 311-367 ; tabl.

Tableaux et schémas représentant tous les partis politiques belges : instances dirigeantes, secrétariats, représentation au Parlement, noms des principaux membres.

3637. DRUMEAUX, Anne et al – « Finances publiques et environnement : le cas de la Belgique ». *Revue française de finances publiques* (10), 1985 : 105-128 ; tabl.

Les communes belges consacrent proportionnellement plus d'argent à l'environnement que le pouvoir central. De fortes disparités régionales existent dans le montant des dépenses et le type d'opérations financées.

3638. QUEVIT, Michel – « Economie multinationale et contrôle gouvernemental : le cas de la Belgique ». *Etudes internationales* 16 (2), juin 85 : 323-342 ; tabl. ; résumé en anglais.

La multinationalisation est devenue une caractéristique majeure de la structure économique de la Belgique. La longue tradition d'économie ouverte de la Belgique a empêché l'Etat de jouer un rôle de catalyseur du développement économique. L'implantation non contrôlée des multinationales étrangères a eu des effets déstabilisants majeurs sur l'équilibre régional. De leur côté, les multinationales belges ont profité du paradis fiscal luxembourgeois.

3639. DONNEA, François-Xavier de – « La politique belge d'aide aux pays en voie de développement ». *Mondes en développement* 13 (49), 1985 : 37-50 ; résumés en anglais et en espagnol.

Les principes et réalisations concrètes du Secrétariat d'Etat belge à la coopération au développement montrent que la Belgique essaie de tout mettre en œuvre pour accroître l'efficacité de sa politique, qui vise non seulement le développement économique et social des PVD, mais son propre développement, car seule une véritable croissance des économies du « Sud » permettra aux pays développés de sortir de la crise actuelle.

3640. VERMINCK, Mieke – « Le Parlement européen de 1979 à 1984. La perte en potentiel de pouvoir d'une institution faible ». *Res publica* 27 (2-3), 1985 : 287-296 ; tabl., graph. ; résumé en anglais.

D'après des recherches effectuées auprès des représentants belges au Parlement européen, il apparaît que cette institution importante pour l'intégration européenne, attire des candidats faibles. Les élections de 1984 n'ont visiblement pas stimulé les efforts vers l'intégration européenne.

3641. DE GRAUWE, Paul – « De politieke economie van de overheidsuitgaven in België (1960-1983) » (La politique des dépenses puliques en Belgique (1960-1983)). *Res publica* 27 (2-3), 1985 : 269-286 ; tabl. ; résumé en anglais.

Analyse de la croissance et de la structure des dépenses publiques en Belgique par rapport à la composition politique des gouvernements successifs. Si l'on classe les gouvernements en deux catégories (centre gauche et centre droit), on constate que la croissance des dépenses publiques, n'est pas liée à l'orientation des gouvernements.

Cameroun

3642. WILLAME, Jean-Claude – « Cameroun : les avatars d'un libéralisme planifié ». *Politique africaine* (18), juin 85 : 44-70.

Le « miracle » camerounais correspondait à la projection brusque, grâce à la rente pétrolière, de l'économie dans une pseudo-industrialisation génératrice de surchauffe, en 1975-80, d'une croissance rapide de la dette extérieure, d'un appauvrissement dramatique des campagnes. L'administration de P. Biya réussira-t-elle à redresser la situation et à freiner l'essor inquiétant de l'affairisme ?

3643. FODOUOP, Kengne – « Les transports " clandestins " autour de Yaoundé ». *Les cahiers d'Outre-mer* 38 (150), juin 85 : 175-195 ; tabl., graph. ; résumé en anglais.

Yaoundé et sa ceinture proche sont reliés par les « OPEB », camions et camionnettes légers, transportant voyageurs et marchandises dans des conditions de sécurité et de confort déplorables. Créé il y a 8 ans, à l'initiative de la population, ce système est toléré par les pouvoirs publics, malgré son illégalité, car ils ne peuvent faire face eux-mêmes à la demande.

Colombie

3644. CEPEDA ULLOA, Fernando – « Poder judical y estabilidad democràtica ». *Nueva sociedad* (77), juin 85 : 65-74.

Le développement démocratique requiert non seulement la rationalité de l'ordre juridique mais aussi l'efficacité de l'organisation judiciaire car, dans le cas contraire, l'insécurité nourrit fatalement la violence : l'exemple colombien.

3645. EDWARDS, Sébastien – « Coffee, money and inflation in Colombia ». *World Development* 12(11-12), déc. 84 : 1107-1117 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Une hausse du prix du café en Colombie accroîtra le rythme de l'inflation et réduira la compétitivité des autres produits colombiens. Analyse d'un modèle mettant en évidence les relations entre les prix du café, la création de monnaie et la compétitivité de l'économie en Colombie.

Chine

Institutions et vie politique

Voir aussi : n° 3889

3646. Les minorités

a. GRUNFELD, A. Tom – « In search of equality : relations between China's ethnic minorities and the majority Han ». *Bulletin of Concerned Asian Scholars* 17 (1), mars 85 : 54-64 ; cartes.
La politique du gouvernement chinois à l'égard des minorités n'a guère changé au cours des années. Le Parti communiste chinois n'a pas résolu le problème des inégalités ethniques entre la majorité Han et les 55 autres ethnies. La pratique ne suit pas la théorie égalitaire officielle.

b. HEBERER, Thomas – « Das neue Gesetz über die Gebietsautonomie der Nationalitäten der Volksrepublik China » (La nouvelle loi sur l'autonomie régionale des nationalités en République populaire de Chine). *Osteuropa Recht* 31 (1-2), avr. 85 : 89-105.
Il existe 55 minorités ethniques en RPC qui représentent 68 millions d'habitants (6,7 % de la population chinoise) mais occupent 60 % du territoire. 116 régions

sont ainsi devenues autonomes, bénéficiant d'une nouvelle législation fondée sur la constitution de 1982. Différents types d'autonomie sont à distinguer.

3647. MANION, Mélanie – « The cadre management system, post-Mao : the appointment, promotion, transfer and removal of party and State leaders ». *The China Quarterly* (102), juin 85 : 203-233 ; tabl.

La réforme du système de gestion des cadres du Parti date de janvier 1983. Un guide très détaillé recense la réglementation sur ce sujet, les critères de récrutement et de formation des cadres, des gestion du personnel, les règles disciplinaires. Le système tel qu'il fonctionne dans la pratique n'est en fait ni aussi centralisé, ni aussi institutionnalisé qu'il semble l'être à première vue.

3648. HERSCHEDE, Fred – « Economics as an academic discipline at Nanjing University ». *The China Quarterly* (102), juin 85 : 304-316 ; tabl.

L'enseignement des sciences économiques à l'Université de Nankin : organisation, programmes, corps enseignant.

3649. CLARKE, Donald C. – « Political power and authority in recent Chinese literature ». *The China Quarterly* (102), juin 85 : 234-252.

Les thèmes du pouvoir politique et de l'autorité dans la littérature chinoise depuis 1979 : comment sont perçus les détenteurs de l'autorité, comment sont-ils légitimés ?

Problèmes sociaux et économiques

3650. HANDKE, Werner – « Schanghai – altes neues Tor zum Reich der Mitte » (Shanghai – une nouvelle ancienne porte ouverte sur le Royaume du Milieu). *Aussenpolitik* 36 (1), 1er trim. 85 : 69-79.

Shanghai est un pôle de modernisation et d'ouverture aux technologies occidentales, comme en témoignent notamment l'accord signé avec Volkswagen pour la création d'une usine à Shanghai, ainsi que plusieurs grands projets dans le domaine des transports.

3651. BRINKMANN, Peter C. – « Towards decentralization : energy planning in Guangdong, PR China ». *Energy Policy* 13 (3), juin 85 : 204-214.

La province chinoise de KuangTung jouit d'une autonomie de développement supérieure à celle des autres provinces, mais encore insuffisante, en particulier dans le domaine de la politique de l'énergie. Les structures administratives n'ont pas encore été adaptées à la nouvelle politique de planification décentralisée et trop d'inerties freinent les communications, l'information et la coordination des politiques économiques.

3652. QIWEI, Jiang – « The basis for socialist production price : a reassessment ». *Chinese Economic Studies* 18 (2), hiv. 85 : 23-38.

Les prix à la production dans une économie socialiste ne résultent pas du même processus qu'en économie capitaliste où ils sont liés à la concurrence. Analyse marxiste de la formation de ces prix dans l'économie chinoise.

3653. WALTER, Carl E. – « Dual leadership and the 1956 credit reforms of the People's bank of China ». *The China Quarterly* (102), juin 85 : 277-290.

Depuis la réforme du crédit de 1956, la Banque populaire de Chine avait deux fonctions : le contrôle de la masse monétaire et le contrôle financier des entreprises d'Etat. Cette dernière fonction est peu à peu tombée en désuétude du fait de l'opposition des cadres des entreprises et du Parti, jusqu'à la chute de la Bande des Quatre, en 1976, lorsque la Banque a retrouvé son indépendance.

3654. « Chine (Rép. Pop. de) : le régime des investissements étrangers dans les zones économiques spéciales ». *Actualité BFCE* (203), juin 85 : 23-34 ; carte.

Depuis 1979, la politique chinoise à l'égard des investissements étrangers s'est traduite par une grande souplesse et une certaine prudence, comme en témoignent la création de zones économiques spéciales et, plus récemment, l'ouverture de quatorze villes côtières à ce type d'investissement.

Corée

3655. HALLIDAY, Jon – « Anti-communism and the Korean war, 1950-1953 ». *Socialist Register* 1984 : 130-163.

Aux Etats-Unis et dans l'ensemble du monde occidental, l'anticommunisme a été particulièrement virulent pendant la guerre de Corée. Cet anticommunisme s'est même transformé en une véritable négation de la culture et de la nation coréennes.

Danemark

Voir aussi : n° 3458, 3611

3656. HAGEL-SORENSEN, Karsten – « Les relations entre l'administration danoise et l'administration des Communautés européennes ». *Revue française d'administration publique* (34), juin 85 : 235-251 ; tabl.

L'administration danoise a fait d'importants efforts pour répondre au défi que constituait la participation du Danemark à la Communauté. L'expérience acquise grâce à la coopération inter-ministérielle fut précieuse sur le plan des techniques particulières de mise en œuvre de la politique communautaire et du processus de décision.

3657. PERTERSEN, Nikolaj – « Dänemarks Sicherheitspolitik : Von der Konfrontation zum Kompromiss ? » (La politique de défense du Danemark : de la confrontation au compromis ?) *Europa Archiv* 40 (10), 25 mai 85 : 287-296.

Le gouvernement de coalition, dirigé par le Premier ministre conservateur Paul Schlüter, ne dispose pas d'un soutien parlementaire suffisant, face à l'opposition social-démocrate, pour mener une politique réellement nouvelle en matière de défense : il en est réduit à des compromis et, en particulier, il n'a pas réussi à augmenter le budget militaire autant qu'il le souhaitait.

Espagne

Voir aussi : n° 3982

3658. BAR CENDON, Antonio – « Normalidad o excepcionalidad ? Para una tipologia del sistema de partidos espanol, 1977-1982 ». *Sistema* (65), mars 85 : 3-37 ; tabl., graph.

L'analyse de l'évolution du système espagnol montre un processus de formation et non pas les traits distinctifs qui permettraient déjà de l'inscrire dans une classification typologique des sytèmes de partis.

3659. COURTOT, Roland – « La population de l'Espagne et du Portugal : évolution générale et dynamique spatiale » *Profils économiques* 19 (3), 1985 : 5-13 ; tabl., graph., cartes ; bibliogr.

Comparaison de l'évolution démographique, issue de l'évolution politique et économique récente des deux pays ; les migrations extérieures ont pesé plus lourd au Portugal, moins peuplé, et sans villes moyennes pour absorber l'exode rural.

3660. FOURNEAU, Francis – « Les politiques d'aménagement du territoire en Espagne : de l'Etat franquiste à l'Etat des autonomies ». *Profils économiques* 19 (3), 1985 : 59-69 ; cartes.

La « Ley del Suelo » du 12 mai 1956 a introduit en Espagne une notion d'aménagement du territoire destiné à construire une économie nationale puissante au service d'un Etat centralisé et autoritaire. Le « modèle espagnol » se trouve maintenant bouleversé par la démocratie politique et la décentralisation « autonomique » établies par la constitution de 1978.

3661. CALVO, Francisco – « L'agriculture espagnole ». *Profils économiques* 19 (3), 1985 : 77-108 ; tabl., cartes.

L'agriculture espagnole, routinière et ankylosée, marquée par de profonds contrastes géographiques, techniques et fonciers va devoir affronter, avec l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun, la nécessité d'une rapide modernisation et d'une transformation de ses structures de production.

3662. GARCIA, Eloy – « La æronáutica civil y el nuevo ordenamiento constitucional de los transportes ». *Revista de estudios politicos* (44), avr. 85 : 167-187.

D'après le décret-loi de 1981 corroboré par une décision du tribunal constitutionnel de 1984, les aéroports qualifiés d'intérêt général dépendent exclusivement de l'administration centrale ; cette loi et cette décision portent atteinte aux compétences régionales en matière de transports et réaffirment fâcheusement une conception militariste de l'aviation civile héritée du franquisme.

Etats-Unis

Institutions et vie politique

Voir aussi : n° 3618, 3655, 3864, 3884, 3889, 3890, 3893

3663. La lettre des évêques sur l'économie

a. HUG, James E. – « Les évêques américains jugent l'économie ». *Etudes* août 85 : 15-28.

Les évêques américains ont publié une première lettre pastorale sur l'enseignement social catholique et l'économie des Etats-Unis. Les critiques et les réactions que celle-ci a provoquées les a incité à préparer une deuxième rédaction. Mais, par le premier texte, ils ont réussi à lancer un défi à la mythologie de la liberté du marché, à faire resurgir dans la conscience nationale la souffrance des pauvres et à juger comme moralement inacceptable les inégalités de revenus et de richesses.

b. CALVEZ, Jean-Yves – « Courants de la pensée sociale catholique ». *Projet* (194), août 85 : 32-40.

Le débat ouvert par la publication en novembre 1984 du projet de lettre pastorale des évêques américains sur l'économie fait apparaître un nouveau courant de pensée des catholiques s'opposant à ce texte « engagé » de l'épiscopat et constituant une minorité intellectuelle reaganienne.

3664. COHEN, Kitty O. – « Black-jewish relations in 1984 : a survey of Black US Congressmen ». *Patterns of Prejudice* 19 (2), avr. 85 : 3-18.

Les relations entre Juifs et Noirs américains se sont dégradées en 1984 comme le révèlent les interviews de 19 parlementaires noirs ; la communauté juive espère que la détérioration de cette relation n'aura qu'un temps, en raison de l'entente traditionnelle entre les deux communautés.

3665. TOINET, Marie-France ; TOINET, Marileine – « Les hispano-américains : succès et limites d'un autre creuset ». *Vingtième siècle. Revue d'histoire* (7), sept. 85 : 85-101 ; tabl.

Communauté nombreuse, à la fois ancienne et récente, la communauté hispanique, parce que moins identifiable, passe pour être bien assimilée. Cette intégration a ses limites, d'autant plus que cette minorité est particulièrement hétérogène.

3666. HERNANDEZ, Guillermo E. – « El México de fuera : notas para su historia cultural ». *Cuadernos americanos* 45 (2), avr. 85 : 101-119.

L'histoire culturelle des Chicanos ; la littérature chicano contemporaine.

3667. ARCHER, J. Clark – « Political geography of contemporary events : some geographical aspects of the American presidential elections of 1984 ». *Political Geography Quarterly* 4 (2), avr. 85 : 159-172 ; tabl., carte ; bibliogr.

Les élections de 1984 sous l'angle des différences régionales.

3668. MOTLEY, James B. – « Terrorist warfare : a reassessment ». *Military Review* 45 (6), juin 85 : 45-57 ; tabl.

Les actes terroristes dirigés contre les Etats-Unis sont actuellement beaucoup plus meurtriers que ceux des années 1960 et 1970. Une directive d'avril 1984 (NS DD 138) définit la politique de lutte contre le terrorisme adoptée par Reagan.

3669. WHITESIDE, Thomas – « Cable television ». *The New Yorker* 20, 27 mai et 3 juin : 45-49, 43-44, 82-105 et pag. discont.

Au début des années 80, l'industrie du cable aux Etats-Unis est entrée dans une phase de coopération avec les éditeurs de presse pour pouvoir concurrencer efficacement ATT. Cette coopération a porté ses fruits puisqu'elle a contribué au démantèlement d'ATT. La télévision par câble avait à l'origine pour ambition de libérer les téléspectateurs des contraintes de la télévision commerciale traditionnelle. Le câble a effectivement fourni des services spécialisés mais la diversité des programmes n'a pas été aussi large que prévu compte tenu de la concentration croissante du secteur.

3670. WOLFE, Alan – « The irony of anti-communism : ideology and interest in post-war American foreign policy ». *Socialist Register* 1984 : 214-229.

La rhétorique de la guerre froide et l'antisoviétisme du gouvernement américain s'adressent à l'opinion publique et non à l'Union soviétique. En définitive, l'idéologie tient une plus grande place dans la politique étrangère des Etats-Unis que dans celle de l'Union soviétique, ce qui constitue un facteur d'instabilité et de conflit.

3671. HACKE, Christian – « Triumph und Tragik der amerikanischen Iran Politik » (Triomphe et tragédie de la politique américaine à l'égard de l'Iran). *Beiträge zur Konfliktforschung* 15 (1), 1985 : 63-87.

La politique extérieure du Président Carter, mélange de néo-isolationnisme et d'internationalisme en matière de droits de l'homme, a été, dans le cas de l'Iran, un échec : le gouvernement américain n'a réussi ni à soutenir le régime du Shah, ni à faire pression sur lui pour mettre fin aux violations des droits de l'homme dans le pays.

3672. SAUVIGNON, Edouard – « Les Etats-Unis au Liban, dans la deuxième force multinationale 1982-1984 ». *Arès défense et sécurité* 7, 1984 : 453-466.

La participation américaine à la deuxième force multinationale à Beyrouth, du 29 septembre 1982 au 26 février 1984, est un échec à peu près total. Destinée à aider le gouvernement libanais à rétablir son autorité et la sécurité dans Beyrouth après les massacres de Sabra et Chatila, cette opération s'est transformée à partir de septembre 1983 en un affrontement armé direct américano-syrien, qui a dépassé l'objet du mandat de la force multinationale.

3673. RUTAN, Gerard F. – « British Columbia-Washington State governmental interrelations : some findings upon the failure of structure ». *The American Review of Canadian Studies* 15 (1), print. 85 : 97-110.

Une enquête effectuée auprès des différents organismes concernés par les questions de relations entre l'Etat de Washington et la province de la Colombie Britannique met en évidence la nature particulière des rapports entre le Canada et les Etats-Unis ainsi que les différents niveaux et secteurs dans lesquels ils s'effectuent. La plupart des contacts sont d'ordre technique, et informels. Aucune politique déterminée à l'avance n'est mise en pratique.

3674. Les relations avec l'Amérique centrale et les Caraïbes

a. MOREAU DEFARGES, Philippe – « Les Etats-Unis face à l'Amérique centrale et aux Caraïbes (1981-1985) ». *Notes et études documentaires* (7), 1985 *Problèmes d'Amérique latine* 76, 2e trim. 85 : 5-23.
Contrairement à celle de Carter, la politique du premier mandat du président Reagan vis à vis de l'Amérique centrale et des Caraïbes, est plus proche de la politique du « gros bâton » que de celle du bon voisinage. Mais le président Reagan doit compter avec l'opinion publique et les craintes du Congrès devant un risque d'engrenage « à la vietnamienne ». Les nécessités officiellement reconnues du développement économique de cette zone viennent progressivement renforcer le plaidoyer en faveur d'une augmentation substantielle de l'aide militaire.

b. MAC DONALD, Scott B. – « The future of foreign aid in the Caribbean after Grenada : Finlandization and confrontation in the Eastern tier ». *Inter-American Economic Affairs* 38 (4), print. 85 : 59-74.
L'examen de l'aide étrangère dans le bassin des Caraïbes depuis l'invasion par les Etats-Unis de la Grenade met en évidence un processus de « finlandisation » de ces pays par rapport aux Etats-Unis. Certains pays l'ont difficilement acceptée comme la Guyane, d'autres s'en sont, au contraire, très bien accomodés tels

Trinité et Tobago. Les Etats-unis cherchent à maintenir leurs intérêts dans cette région en renforçant l'aide militaire et l'assistance financière.

c. HABEL, Jeannette – « La politique US en Amérique centrale ». *Inprecor* (199), 24 juin 85 : 20-28.
La pression militaire et économique de l'impérialisme ne cesse de s'accentuer sur le régime nicaraguayen dont l'avenir est crucial pour toute la région. L'aide apportée par la CEE et les gouvernements sociaux-démocrates est très insuffisante.

d. KREST'JANINOV, V.N. – « Kursom imperskoj politiki » (La ligne de la politique impériale). *Latinskaja Amerika* (4), avr. 85 : 32-37.
La politique hégémoniste des Etats-Unis en Amérique centrale suscite, à juste titre, une inquiétude croissante non seulement des pays de la région, mais aussi de toutes les forces pacifiques dans le monde. L'attitude envers le Nicaragua est particulièrement révélatrice des intentions de l'impérialisme américain.

e. BRENNER, Philip – « Waging ideological war : anti-communism and US foreign policy in Central America ». *Socialist Register* 1984 : 230-260.
Le gouvernement américain ne justifie pas ses interventions en Amérique centrale par des motifs stratégiques ou commerciaux. Il s'agit avant tout de combattre le communisme, en luttant sur tous les fronts : idéologique, économique et militaire.

f. PETRAS, Janos F. ; MORLEY, Morris H. – « Anticommunism in Guatemala : Washington's alliance with generals and death squads ». *Socialist Register* 1984 : 261-277.
Les Etats-Unis se sont servis de l'anticommunisme pour déstabiliser des régimes démocratiques et nationalistes, qui essayaient de mettre en œuvre des réformes qui auraient pû porter atteinte aux intérêts américains ; c'est ainsi qu'ils ont soutenu la prise du pouvoir par les militaires au Guatemala en 1954.

g. DUSAL, Paul J. – « Accelerating dependent development and revolution : Nicaragua and the Alliance for Progress ». *Inter-American Economic Affairs* 38 (4), print. 85 : 75-96.
L'alliance pour le progrès créée en 1961 à l'initiative des Etats-Unis, n'a pas entrainé des réformes de structures importantes au Nicaragua. L'aide financière étrangère a contribué au développement économique et social du pays mais les bénéficiaires en ont été la bourgeoisie au pouvoir et les entreprises américaines. Exaspérés par la dépendance de plus en plus grande du Nicaragua par rapport aux Etats-Unis, tous ceux qui ont été laissés de côté ont donc opté pour la révolution.

3675. JACQUIER, B. – « L'intervention des Etats-Unis à Grenade ». *Arès défense et sécurité* 7, 1984 : 409-425 ; bibliogr.

L'intervention des Etats-unis à Grenade en octobre-novembre 1983 a été une opération politiquement réussie, en particulier vis à vis de l'opinion publique nord-américaine. Toutefois, cette intervention est contestable au niveau juridique, sa légitimité internationale soulève beaucoup de problèmes.

3676. L'initiative de défense stratégique

a. GUERTNER, Gary L. – « What is " proof " ? » *Foreign Policy (New York)* (59), été 85 : 73-84.
Les scientifiques américains doivent convaincre l'opinion publique que le programme de défense stratégique est bien un programme de recherche destiné à rendre les Etats-Unis invulnérables. La preuve en sera apportée si l'objectivité scientifique l'emporte sur les débats politiques partisans.

b. PAPADAKIS, Mari C. – « Ballistic missile defence and the nuclear dilemma ». *Third World Quarterly* 7 (3), juil. 85 : 553-572.
Le projet « high frontier » et l'initiative de défense stratégique s'insèrent dans la même approche d'ensemble : un système de défense à plusieurs niveaux reposant sur des missiles balistiques basés dans l'espace dont le but est de rendre l'arme nucléaire obsolète. Si le projet « high frontier » est une solution irréaliste au dilemme nucléaire, l'IDS constitue une approche beaucoup plus équilibrée mais laisse plusieurs questions stratégiques sans réponse : une stratégie à la fois offensive et défensive ne semble pas pouvoir conduire à une dissuasion efficace.

3677. L'arme nucléaire

a. GARFINKLE, Adam M. – « The unmaking of nuclear freeze ». *The Washington Quarterly* 8 (2), print. 85 : 109-120.
Le Parti démocrate a fait du gel de l'armement atomique un de ses arguments électoraux lors de la campagne pour l'élection présidentielle. Il entretenait des relations étroites avec le Mouvement anti-nucléaire qui s'était développé depuis

1979, prenant une grande ampleur à partir de 1982. A terme, ces liens ont été préjudiciables aux deux parties.

b. VICK, Alan J. – « Post-attack strategic command and control survival : options for the future ». *Orbis* 29 (1), print. 85 : 95-117.
Une guerre nucléaire prolongée implique que le système américain de commandement, de contrôle de communications et de renseignement (C3I) survive à une première attaque. Ce système est actuellement très vulnérable et devrait être modifié dans le sens d'une plus grande mobilité.

3678. EASTON, David – « Passato e presente della scienza politica negli Stati Uniti ». *Teoria politica* (1), 1985 : 95-114 ; bibliogr.

La science politique américaine est passée par plusieurs phases correspondant à des centres d'intérêt successifs : fonctionnement des institutions, processus de décision, behaviorisme très mathématisé, phase actuelle où les politistes sont plus sensibles à l'engagement moral, plus attentifs aux critères théoriques et aux déterminismes sociaux.

3679. « H. Miller ». *L'arc* (97), 1985 : 2-94.

Numéro spécial consacré à Henry Miller.

Situation et politique sociales

Voir aussi : n° 3729, 3960

3680. HILL, Martha S. – « The changing nature of poverty ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science* (479), mai 85 : 31-47 ; tabl., graph.

L'analyse sur 10 ans des revenus de certaines catégories de population pauvre permet de constater que l'idée de pauvreté évolue, ainsi que la population qui la subit. Elle n'est pas nécessairement persistante ou recurrente et touche de plus en plus les femmes chefs de famille.

3681. La politique sociale

a. « The welfare State in America : trends and prospects » *The Annals of the American Academy of Political and Social Science* (479), mai 85 : 9-155.
La protection sociale aux Etats-unis et le rôle de l'Etat providence confronté à la pauvreté et au problème de tous les pays occidentaux du financement de la Sécurité sociale. Voir : SPIVEY, Allan : 3904 ; HILL, Martha S : 3680 ; GARFINKEL, Irwin : 3686 ; ROOT, Lawrence S. : 3684.

b. KONDRATAS, S. Anna – « Poverty and equity : problems of definition ». *The Journal of the Institute for Socioeconomic Studies* 9 (4), hiv. 85 : 37-48 ; tabl.
La « pitié » ne peut être le seul fondement du système d'aide sociale américain. Or, celui-ci devient de plus en plus coûteux et paraît de moins en moins efficace, voire de moins en moins équitable. Les statistiques sur la pauvreté aux Etats-unis ne concordent d'ailleurs pas et il n'existe pas de définition absolue de celle-ci. Une claire détermination des objectifs de la politique d'aide sociale gouvernementale doit être préalable à toute appréciation de son efficacité.

3682. BODY-GENDROT, Sophie – « Réalité et imaginaire de l'insécurité ». *Projet* (194), août 85 : 19-31.

La tradition de violence est inscrite dans l'histoire américaine et, aujourd'hui amplifiée par les médias, elle nourrit le sentiment d'insécurité. Face à la peur, la population tend à accorder une légitimité aux pratiques d'auto-défense individuelle et collective et cette action des citoyens est ensuite récupérée et institutionnalisée par les autorités.

3683. PARRISH, John B. – « US labor relations in revolution » *The Journal of the Institute for Socioeconomic Studies* 9 (4), hiv. 85 : 23-36 ; tabl.

Depuis 1975, les syndicats américains sont entrés dans une phase de déclin, après quarante années de puissance incontestée. C'est la crise économique qui a sonné l'heure de la crise du syndicalisme. Si la reprise économique se réinstalle aux Etats-Unis, la puissance syndicale devrait réapparaître, mais les rapports entre patronat et ouvriers auront été approfondis et modifiés.

3684. ROOT, Lawrence S. – « Employee benefits and social welfare : complement and conflict ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science* (479) mai 85 : 101-118 ; tabl., graph.

Les prestations versées aux salariés sous forme de primes et compléments salariaux constituent l'essentiel de la sécurité sociale des Américains, à la différence des autres pays occidentaux dans lesquels l'Etat assure l'essentiel de la protection. Ce système est défavorable aux bas salaires et aux emplois instables.

3685. La discrimination sexuelle dans l'emploi

a. « Comparable worth ». *Society* 22 (5), août 85 : 28-86 ; bibliogr.
Suite d'articles consacrés à la discrimination sexuelle dans l'emploi et plus particulièrement au problème de l'inégalité des salaires entre hommes et femmes pour un travail de valeur comparable.

b. SAPE, George P. – « Coping with comparable worth ». *Harvard Business Review* (3), juin 85 : 145-152.
La campagne autour du thème à travail égal, salaire égal pour les femmes a donné lieu à de nombreux procès souvent gagnés par les employés. Les dirigeants doivent engager des études dans leur entreprise afin d'éviter d'être confrontés à ce problème.

3686. GARFINKEL, Irwin – « The role of child support insurance in antipoverty policy ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science* (479), mai 85 : 101-118 ; tabl., graph.

Les obligations des parents et celles de l'Etat dans la prise en charge des enfants : pension alimentaire, allocation de parent unique : la juridiction américaine.

3687. SIDER, Hal – « Unemployment duration and incidence : 1968-82 ». *The American Economic Review* 75 (3), juin 85 : 461-472 ; tabl. ; bibliogr.

Etudes des variations cycliques du chômage aux Etats-Unis de 1968 à 1982 d'après les statistiques du Bureau du travail.

3688. TRACHTE, Kent ; ROSS, Robert – « The crisis of Detroit and the emergence of global capitalism ». *International Journal of Urban and Regional Research* 9 (2), juin 85 : 186-217 ; tabl., bibliogr. résumés en français, en allemand et en espagnol.

C'est un modèle qui tient compte de la position particulière de l'industrie automobile dans le capitalisme contemporain qui permet d'expliquer la crise de la ville de Detroit. Chômage, perte de revenus, dépendance des paiements de transferts et diminution du budget de la ville expliquent la situation caractéristique d'une nouvelle forme de capitalisme et symptomatique de l'érosion de la position du travailleur de l'industrie automobile vis à vis des autres travailleurs.

3689. « Immigrants : The changing face of America ». *Time* 126 (1), 8 juil. 85 : 16-74 ; tabl., graph.

Suite d'articles consacrés à la composition de la nouvelle vague d'immigration aux Etats-Unis et à l'impact des immigrants sur tous les aspects de la vie américaine.

3690. ROSENBLUM, Robert W. – « Medicare revisited : a look through the past to the future ». *Journal of Health Politics, Policy and Law* 9 (4), hiv. 85 : 669-681 ; tabl.

Une comparaison entre les différents types de soins médicaux aux Etats-Unis permet de mesurer l'utilité du programme « Medicare » et les conditions de son succès auprès des personnes âgées.

Economie et finances

Voir aussi : n° 3794, 3880, 3907, 3924

3691. SQUIRES, Gregory D. et al – « Will entrepreneurs be America's economic saviors ? ». *Business and Society Review* (53), print. 85 : 4-14 ; tabl.

Même si la recherche et l'innovation peuvent permettre la relance de l'économie américaine et rétablir la compétitivité des produits et entreprises américains sur les marchés internationaux, certains secteurs industriels – à moins de profonds changements de politique industrielle – resteront en dehors de la reprise.

3692. VERNON, Raymond – « Le contrôle gouvernemental des entreprises multinationales : le cas des Etats-Unis ». *Etudes internationales* 16 (2), juin 85 : 303-322 ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Aux Etats-Unis, les pouvoirs publics ne jouent pas un rôle majeur dans le contrôle et le développement des multinationales américaines. Au cours des quarante dernières années, on ne discerne que quelques tentatives de régulation. Même dans le secteur pétrolier, le gouvernement américain a évité de jouer un rôle officiel direct dans les transactions de l'industrie.

3693. FLAIM, Theresa – « Avoided costs for solar facilities » *Energy Policy* 13 (3), juin 85 : 267-282 ; tabl., graph.

L'utilisation de nouvelles sources d'énergie, comme l'énergie solaire, peut se faire au moindre coût, à condition d'évaluer avec précision le coût des différentes procédures et technologies et de tirer les conséquences des résultats des recherches antérieures. Le PURPA (Public Utility Regulatory Policies Act) de novembre 1978 stimule aux Etats-Unis ce type de recherches.

3694. JOHNSON, Merrill L. – « Postwar industrial developement in the Southeast and the pioneer role of labor-intensive industry ». *Economic Geography* 61 (1), janv. 85 : 46-65 ; tabl., cartes ; bibliogr.

Les industries employant une main d'œuvre nombreuse, en particulier le textile et la mécanique ont joué, après la guerre, un rôle moteur dans le développement industriel du Sud-Est des Etats-Unis. Voir à la suite pp. 66-78 : WHEELER, James D. ; BROWN, Catherine L. : « The metropolitan corporate hierarchy in the US South, 1960-1980 ».

3695. SCHERPENBERG, Jens van – « Die Aussenhandelspolitik der USA zwischen Freihandel und Protektionismus » (La politique du commerce extérieur des Etats-Unis entre la liberté de commerce et le protectionisme). *Aus Politik und Zeitgeschichte* B (17) 27 avr. 85 : 19-35 ; bibliogr.

Les règlements du GATT représentent toujours la concentration des efforts de la politique du commerce extérieur des Américains. Ils essayent de conclure un accord d'auto-restriction des exportations avec leurs partenaires commerciaux en utilisant comme alibi la « pression protectionniste » du Congrès.

3696. BITAR, Sergio – « La inversión norteamericana en el Grupo andino ». *El trimestre económico* 52 (2), juin 85 : 313-326.

Rapport sur l'investissement direct des Etats-Unis dans les pays du Groupe notamment sur ses perspectives d'évolution.

3697. EBERSTADT, Nick – « The perversion of foreign aid ». *Commentary* 79 (6), juin 85 : 18-33.

La politique d'aide des Etats-Unis est en crise non parce qu'elle manque de générosité, mais parce qu'elle paraît ignorer les problèmes réels auxquels sont confrontés les peuples et les pays pauvres. Les fonds américains sont utilisés dans des projets ne stimulant aucunement les initiatives nationales de développement et créant même parfois des nouveaux types de pauvreté.

3698. PERRY, John Curtis – « Asia's telectronic highway ». *Foreign Policy (New York)* (59), été 85 : 40-58.

Le nord Pacifique devient le nouveau centre mondial de la production industrielle et partage la même avance technologique que les Etats-Unis. Les liens entre les deux régions doivent continuer à se renforcer pour favoriser l'émergence d'un axe de pouvoir, de savoir, de richesse et de culture.

3699. LE CACHEUX, Jacques – « Les finances publiques non-fédérales des Etats-unis : un assainissement durable ? » *Observations et diagnostics économiques* (12), juil. 85 : 177-184.

La reprise de l'activité économique aux Etats-Unis a permis aux Etats et collectivités locales d'enregistrer en 1983 et 1984 des surplus budgétaires substantiels mais ces surplus ont tendance aujourd'hui à amorcer une décroissance en raison d'un nouvel accroissement des dépenses locales et du ralentissement de la progression des recettes.

3700. « The five paces of American Express ». *Euromoney* juil. 85 : 35-54.

Suite d'articles consacrés aux activités des diverses sociétés composant le groupe financier American Express.

3701. ZUCCHELLA, Antonella – « I fondi comuni di investimento immobiliare negli Stati Uniti ». *Il risparmio* 33 (1), fév. 85 : 109-143 ; tabl., graph.

Les fonds communs de placements immobiliers américains sont apparus en 1960, et la souplesse de la règlementation les concernant a permis leur développement et leur diversification, et leur performance n'a cessé de s'améliorer.

3702. SLOAN, Frank A. – « State responses to the malpractice insurance " crisis " of the 1970s : an empirical assessment ». *Journal of Health Politics, Policy and Law* 9 (4), hiv. 85 : 629-646 ; tabl.

Une abondante législation est liée au cours des années 70 à la suite d'une multiplication des recours contre des médecins et chirurgiens à la suite d'accidents. La législation varie dans ce domaine selon les Etats américains et semble néanmoins sans véritables effets sur les systèmes d'assurances contactés par les médecins.

France

Institutions et vie politique

Voir aussi : n° 3618, 3884, 3889, 3898, 3985

3703. « Regards sur la communauté juive de France ». *Combat pour la diaspora* (16), 2e trim. 85 : 5-56.

Suite d'articles consacrés à une analyse des forces et faiblesses de la communauté juive française, de ses problèmes d'assimilation ou de renforcement d'appartenance à une communauté à l'heure où la montée du racisme véhiculé par l'extrême droite ne peut laisser cette communauté indifférente.

3704. MOREAU, Jean-Louis – « La fonction d'inspection générale dans les administrations ». *L'actualité juridique. Droit administratif* (7-8), août 85 : 387-393.

L'inspection générale qui se présente sous la forme d'un ensemble extrêmement hétérogène, cloisonné et peu attractif répond imparfaitement aux besoins d'une administration en mutation. Pour donner plus d'efficacité aux inspecteurs dans leur rôle de « conseillers du gouvernement » et rapprocher sur le terrain la fonction de contrôle des acteurs de la décentralisation, il semble nécessaire de créer, au niveau national, un corps d'inspection générale des administrations et au niveau régional, un corps de contrôleur régional.

3705. CHEVALLIER, Jacques – « Administration et développement local en France ». *Revue française d'administration publique* (34), juin 85 : 333-352 ; bibliogr.

La promotion du développement local a contribué à faire bouger l'administration française en impliquant une vision nouvelle de la politique économique, la construction de nouveaux territoires et l'apparition de nouveaux équilibres administratifs. Cependant, l'impact de ces changements reste limité par l'effet de certaines pesanteurs administratives.

3706. AUBY, Jean-Bernard – « Le personnel départemental et la réforme de la fonction publique territoriale ». *Revue française de droit administratif* 1 (3), juin 85 : 332-352.

Le personnel départemental dispose aujourd'hui d'un statut national d'ensemble d'origine législative, qui s'appuie sur les titres I et III du nouveau statut général, à quoi est venue s'ajouter la loi du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale, savant mélange de dispositions centralisatrices et de dispositions développant l'autonomie locale.

3707. FAVOREU, Louis – « Les sources du droit de la fonction publique territoriale ». *Revue française de droit administratif* 1 (3), juin 85 : 309-321.

La question des sources de droit applicable à la fonction publique territoriale a évolué dans le sens d'un renforcement constant de l'importance de la source nationale au détriment de la source locale (importance grandissante des sources constitutionnelles et place prépondérante de la source législative).

3708. BROUSSOLLE, Denis – « Les lois déclarées inopérantes par le juge constitutionnel ». *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger* (3), juin 85 : 751-784.

Le droit processuel constitutionnel voit se succéder aux mécanismes binaire du type valide-nul ou permis-interdit, une ample modulation de sanctions, de mises en garde, de recommandations et d'interventions diverses. Le droit y gagne une souplesse et une mobilité plus adaptées à l'extrême complexité de la société industrielle moderne.

3709. TERNEYRE, Philippe – « La procédure législative ordinaire dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel ». *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger* (3), juin 85 : 691-749.

La jurisprudence constitutionnelle relative à la procédure législative ordinaire cherche à concilier les prérogatives respectives du Parlement et du Gouvernement tant au stade de l'initiation législative que du déroulement des travaux législatifs et à ébaucher une théorie des vices de procédure dont certains éléments s'apparentent à ceux du droit administratif.

3710. CAYROL, Roland – « L'état d'esprit des jeunes français en temps de crise ». *CFDT aujourd'hui* (74), août 85 : 7-18.

L'examen de plusieurs sondages effectués de 1981 à 1983 fait apparaître le conformisme social de la majorité des jeunes français qui se réfèrent cependant à des modèles sociaux différents. S'ils approuvent l'engagement, ils manifestent un net rejet de la politique et une méfiance envers les organisations.

3711. SUR, Serge – « Un bilan du référendum en France ». *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger* (3), juin 85 : 591-602.

Depuis la Révolution, la procédure référendaire n'appartient à aucune tradition régulière et tend à être un simulacre de démocratie. Son utilisation depuis une quarantaine d'années est loin de lui avoir conféré banalisation et institutionnalisation ; les obstacles subsistent même si le parcours est intéressant.

3712. DAVILLE, Denis – « La politique pénale de la gauche ». *Etudes* août 85 : 43-53.

Il est permis de penser que depuis 1981, M. Badinter a défendu en matière de politique pénale des idées justes avec des arguments erronés. Cette politique de la gauche s'articule autour de trois idées : la délinquance constitue un fait de société qui ne doit pas être isolé du contexte dans lequel il se trouve ; les efforts des pouvoirs publics doivent prioritairement porter sur la prévention : la prison constitue le plus souvent un remède pire que le mal. Contrairement à ce que pensait M. Badinter, le surpeuplement des prisons n'est pas dû à une proportion trop importante des détenus non encore jugés et les peines de substitution instaurées ne semblent pouvoir remplacer la détention que dans une proportion assez limitée.

3713. CHATIN, L. – « La Convention franco-égyptienne du 15 mars 1982 et l'évolution contemporaine des relations d'entraide judiciaire internationale ». *Bulletin du Centre de documentation d'études juridiques, économiques et sociales* 13 (16), nov. 84 : 72-88.

L'accord de coopération franco-égyptien en matière civile marque une étape importante dans les relations judiciaires des deux pays. Il vient opportunément privilégier les relations de deux Etats que tout rapproche au plan judiciaire et juridique. Il constituera un instrument de référence au plan international.

3714. CHAPAL, Philippe – « L'intervention militaire de la France au Tchad ». *Arès défense et sécurité* 7, 1984 : 267-285 ; carte ; bibliogr.

Etude des raisons et des modalités de l'intervention militaire de la France au Tchad, limitée à une mission d'interposition entre les factions tchadiennes ; problèmes posés par cette action.

3715. GARNIER, Jean-Pierre ; LEW, Roland – « From the wretched of the Earth to the defence of the West : an essay on left disenchantment in France ». *Socialist Register* 1984 : 299-323.

Le tiers-mondisme semble passé de mode dans les milieux de gauche français. Ce désenchantement, qu'explique l'évolution politique totalitaire de pays comme Cuba ou le Vietnam, est lié également au déclin des idées maoïstes.

3716. Le pacifisme

a. COLARD, Daniel – « Le pacifisme à la française ». *Arès défense et sécurité* 7, 1984 : 15-40 ; bibliogr.
Le mouvement français pour la paix est un mouvement minoritaire, de caractère marginal, sans véritable organisation ni thème mobilisateur. Toutefois si la France a été épargnée par la vague euro-pacifiste des années 1980, elle n'est pas à l'abri d'une poussée neutraliste ou pacifiste, car elle n'est pas isolée de l'environnement international et le consensus national est en fait très fragile.

b. FONTANEL, Jacques ; SMITH, Ron – « Economie et pacifisme ». *Arès défense et sécurité* 7, 1984 : 43-73 ; bibliogr.
Les économistes ont souvent négligé l'analyse économique de la paix. Ils n'en ont pas moins émis des théories montrant l'hétérogénéité voire les contradictions de la pensée économique sur la guerre et la paix. De même, il est difficile de mettre en évidence la cohérence économique des idées pacifistes. Pourtant de manière indirecte, les mouvements pacifistes ont développé certaines idées d'organisation économique qui pourraient être intéressantes pour les économistes. Résultats d'une enquête réalisée auprès de pacifistes français.

3717. EKERT-JAFFE, Olivia – « La scolarisation entre 17 et 20 ans. Démocratisation ou poursuite des inégalités ? » *Population* 40 (3), juin 85 : 491-505 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en anglais et en espagnol.

Si le mouvement de démocratisation de l'enseignement est indéniable pour les enfants de 17 ans, une part importante de la scolarité après 18 ans est due à l'évolution des facteurs socio-démographiques.

3718. « Conceptions divergentes de la laïcité ? » *Réseaux* (44-45), 1984 : 122 p.

Numéro consacré à une analyse du contenu de la laïcité, différente aujourd'hui selon les pays où le problème se pose ; les exemples de la France et de la Belgique. Voir notamment : MARCHAND, Jacqueline : « la laïcité en 1984 » ; HAARSCHER, Guy : « Y a-t-il une ou des philosophies de la laïcité ? » ; POULAT, Emile : « Liberté scolaire, laïcité républicaine » ; BOUCHAREISSAS, Michel : « Laïcité, l'autre nom de la liberté » ; JOLY, Robert : « La hiérarchie catholique face à l'enseignement pluraliste ».

3719. MÉMETEAU, Gérard – « Le premier avis du Comité consultatif national d'éthique (prélèvement sur embryons et fœtus) ». *La semaine juridique* 59 (20 et 21), 5 et 22 mai 85 *Doctrine* 4 p. et 5 p.

Il est indispensable que les pouvoirs publics limitent l'utilisation thérapeutique ou scientifique des embryons et fœtus aux établissements agréés, compétents et dotés d'un comité d'éthique défini par voie réglementaire et soumis pour avis au Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie : c'est ce qui découle du principe de la « qualité de personne humaine potentielle de l'embryon et du fœtus dès sa conception », affirmé par le Comité national d'éthique.

3720. DELWIT, Pascal ; DEWAELE, Jean-Michel – « The stalinists of anticommunism ». *Socialist Register* 1984 : 324-348.

Les milieux intellectuels français sont imprégnés d'anticommunisme. Les plus virulents se recrutent parmi les anciens membres du PCF, comme Annie Kriegel et Pierre Daix.

Situation et politique sociales

3721. La jeunesse

a. « Culture " jeunes ", emplois " jeunes " ». *Projet* (194), août 85 : 42-78.
La culture « jeunes » a sans doute plus de réalité que les emplois « jeunes », inégalitaires et remplis d'embûches. Quatre articles sur l'offre politique et l'offre économique en direction des jeunes. Voir : DJIAN, J.-M. : « L'offre politique et la demande des jeunes » ; ROSE, J. : « Le jeune et l'emploi » ; « Insérer, qualifier les jeunes mais comment ? » ; DUBOIS, J. : « Trente-cinq heures ou même moins ».

b. « Avoir 20 ans ». *CFDT aujourd'hui* (74), août 85 : 1-83 ; tabl., graph.
Numéro spécial consacré à la jeunesse, française et immigrée, à son état d'esprit, à ses aspirations, à ses relations avec le monde politique et syndical. Voir

notamment : CAYROL, Roland : n° 3710 ; JAZOULI, Adil : n° 3730 ; BLEUSSE, Michel : n° 3726.

3722. DENOIST, Daniel – « Les problèmes médicaux et sociaux posés par les personnes âgées dépendantes ». *Journal officiel de la République française. Avis et rapports du Conseil économique et social* (11), 1er août 85 : 99 p. ; tabl., cartes.

L'accroissement du nombre des personnes âgées devenant dépendantes ne fait que s'accélérer et pose des problèmes d'hébergement et de soins. Les aides publiques et privées actuelles doivent être repensées dans le sens d'un maintien à domicile le plus longtemps possible, accompagné de services spécialisés sur place.

3723. DIRN, Louis ; JASLIN, Jean-Pierre – « Crise ou renforcement du syndicalisme ? » *Observations et diagnostics économiques* (12), juil. 85 : 185-214 ; tabl. ; résumé en anglais.

Le syndicalisme français connaît aujourd'hui une double mutation : d'une part une désaffection des adhérents et des militants due à la transformation du système productif et à l'évolution des structures sociales et du mode de vie, d'autre part une participation de plus en plus affirmée des syndicats à la gestion des institutions économiques et culturelles et une reconnaissance quasi unanime de la légitimité des syndicats.

3724. COURTHEOUX, Jean-Paul – « Quelques obstacles à la productivité du système de santé en France ». *Humanisme et entreprise* (151), juin 85 : 18 p.

Quatre types d'obstacles peuvent être dégagés : les obstacles naturels (les effets de l'autonomie de l'activité médicale), les obstacles psychologiques (les effets des systèmes d'appréciation), les obstacles sociologiques (les effets des systèmes d'organisation) et les obstacles financiers (les effets des systèmes de recette).

3725. GRODOS, Daniel ; TONGLET, René – « Médecins sans frontières ; de la morale de l'urgence à la stratégie de l'impatience ». *La revue nouvelle* 41 (7-8), août 85 : 31-51.

Il est utile de s'interroger sur l'utilisation que Médecins sans frontières fait des médias, sur la conception du développement qui sous-tend le travail de cette organisation, sur les conséquences de l'utilisation sans nuances d'une idéologie et d'une pratique de l'urgence comme base de réflexion à des projets de longue haleine et sur les contradictions d'un discours occidentalo-centriste.

3726. BLEUSE, Michel – « Les TUC font-ils partie de la classe ouvrière ? » *CFDT aujourd'hui* (74), août 85 : 47-55.

L'hostilité aux TUC exprimée par les salariés est une réaction corporatiste destinée à protéger les avantages acquis. Elle exclue les TUC de la classe ouvrière et en fait des boucs émissaires ce qui permet d'éviter les remises en cause douloureuses.

3727. SAINT-JULIEN, Thérèse – « La crise et la division interurbaine du travail : les chances inégales des villes françaises ». *Revue d'économie régionale et urbaine* (1), 1985 : 73-100 ; tabl. ; résumé en anglais.

Dès 1975, l'inégale qualification du travail urbain est un fondement essentiel de la diversité des villes françaises. La crise a contribué à légèrement accentuer les disparités initiales.

3728. LERIDON, Henri – « La baisse de la fécondité depuis 1965 : moins d'enfants désirés et moins de grossesses non désirées ». *Population* 40 (3), juin 85 : 507-525 ; tabl., graph. ; résumés en anglais et en espagnol.

La baisse rapide de la fécondité qui a été observée en France de 1965 à 1975 est imputable pour un peu moins de la moitié au renforcement des pratiques de régulation des naissances, l'autre moitié résultant de la baisse de la fécondité désirée.

3729. « Etrangers, immigrés, Français ». *Vingtième siècle. Revue d'histoire* (7), sept. 85 : 3-150.

Numéro spécial consacré à l'immigration en France, son histoire, sa place dans le débat politique ; l'immigration hispanique aux Etats-Unis comme élément de

comparaison. Voir notamment : MILZA, Pierre : « Un siècle d'immigration étrangère en France » ; AGERON, Charles-Robert : « L'immigration maghrébine en France : un survol historique » ; LEVEAU, Remy ; WIHTOL DE WENDEN, Catherine : « L'évolution des attitudes politiques des immigrés maghrébins » ; TOINET, Marie-France ; TOINET, Marileine : n° 3665 ; MILZA, Olivier : « La gauche, la crise et l'immigration, années 1930 – années 1980 » ; NOIRIEL, Gérard : « Immigration : le fin mot de l'histoire ».

3730. JAZOULI, Adil – « Les jeunes maghrébins en France entre la galère et le conflit ». *CFDT aujourd'hui* (74), août 85 : 29-36.

Revendiquant l'égalité tout en cultivant la spécificité et la différence, enjeu politique et social incontournable, les jeunes maghrébins veulent tenir leur place à part entière dans ce débat national qui les concerne en premier lieu.

Economie et finances

Voir aussi : n° 3880, 3907

3731. Les perspectives économiques pour 1985-86

a. « Perspectives de l'économie française en 1985/1986 ». *Observations et diagnostics économiques* (12), juil. 85 : 5-48 ; tabl., graph. ; résumé en anglais.
Les années 1985 et 1986 seront marquées par la désinflation et le rétablissement de la situation financière des entreprises, ce dernier n'entraînant pas une forte reprise de l'investissement. La croissance sera due à une reprise de la consommation, conséquence de la politique de réduction de la fiscalité. Quant au redressement de la balance commerciale, il demeure fragile, étroitement conditionné par les hypothèses de baisse du dollar et d'un ralentissement limité de la demande mondiale.

b. « Perspectives pour l'économie française en 1985 et 1986 ». *Revue de l'IPECODE* (8), juin 85 : 1-92 ; tabl. ; annexes statistiques.
Le poids de l'environnement international et ses principales incertitudes : essoufflement de la croissance américaine et repli du dollar ; les hypothèses de politique économique : pour 1985 la baisse fiscale et le relèvement de certaines prestations ; pour 1986 hypothèse de la continuité de la politique précédente ; les résultats de cette projection sur les prix, les salaires, les marges des entreprises, la demande intérieure et le commerce extérieur.

3732. « Environnement et finances publiques ». *Revue française de finances publiques* (10), 1985 : 1-139 ; tabl., graph., cartes ; bibliogr.

Suite d'articles consacrés aux relations entre finances publiques, fiscalité et environnement : les flux financiers qui caractérisent les politiques de l'environnement, la finalité d'une politique de gestion de l'environnement nouvelle. Voir notamment : HERTZOG, Robert : n° 3749 ; ISAIA, Henri ; SPINDLER, Jacques : n° 3752 ; CHESHIRE, Paul : n° 3990 ; BRICOUT, Jean-Luc et al. : n° 3750.

3733. « La nomenclature des opérations et celle des institutions financières dans la nouvelle base de comptabilité nationale ». *Bulletin trimestriel de la Banque de France* (55), juin 85 : 39-54 ; tabl.

La révision de ces deux nomenclatures a été entreprise dans le but de permettre une bonne articulation entre le Tableau des opérations financières et les statistiques monétaires, d'actualiser la délimitation des sous-secteurs financiers, de maintenir un passage simple aux systèmes internationaux de comptes. Présentation des deux nomenclatures.

3734. FONTENEAU, Alain ; GUBIAN, Alain – « Comparaison des relances françaises de 1975 et 1981-1982 ». *Observations et diagnostics économiques* (12), juil. 85 : 123-156 ; tabl., graph. ; résumé en anglais.

Des prestations sociales exceptionnelles, de grands projets publics et industriels, des aides aux entreprises limitées dans le temps, caractérisent la politique chiraquienne en 1975, alors que des créations massives d'emplois publics, de fortes augmentations des prestations familiales et du SMIC et des transferts durables aux entreprises nationalisées, marquent la relance des années 1981-82. Si la première relance semble plus importante que la seconde, elle est cependant beaucoup plus conjoncturelle alors que les mesures de 1981-82, structurelles, ne peuvent qu'être difficilement remises en cause par la suite.

3735. ROUILLEAULT, Henri – « Groupes publics et politique industrielle ». *Regards sur l'actualité* (112), juin 85 : 3-27 ; tabl.

Etude consacrée à une analyse-bilan des nationalisations industrielles de 1982 et de leur contribution au développement industriel. Quelques conclusions s'imposent, la reprise de l'investissement des groupes publics pose, plus qu'un simple problème quantitatif, un problème d'affectation sectorielle : l'originalité de ces groupes en matière d'emploi peut davantage tenir à la qualité des relations du travail qu'à un objectif global de maintien des effectifs. L'ampleur des pertes dans certains secteurs de biens intermédiaires risque de déséquilibrer l'ensemble du financement public de la politique industrielle au détriment du développement de la filière électronique et de la rénovation des industries de transformation.

3736. PITOL-BELIN, Jean-Pierre – « Les rôles du conseil d'administration ». *Revue française de gestion* (52), août 85 : 23-35 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

La loi française laisse une assez large marge de manœuvre aux entreprises (sociétés anonymes) en ce qui concerne l'utilisation de leur Conseil d'administration, d'où la diversité de leurs fonctions selon les entreprises. Leurs principaux rôles sont le maintien de la discipline, le conseil à la décision, l'approbation des décisions et le contrôle, qui est d'autant plus effectif que la séparation propriété-décision est prononcée.

3737. « L'approche socio-économique de l'entreprise ». *Revue française de gestion* (52), août 85 : 45-83 ; tabl. ; résumés en anglais.

Dossier. L'approche socio-économique conduit à repérer des coûts cachés qui affectent la performance de l'entreprise. L'adoption de ce type de gestion peut contribuer à améliorer la diffusion des nouvelles technologies dans l'entreprise et propose une méthode de choix d'investissement intégrant la technique, le social, l'organisation et l'économique. L'enjeu des actions de développement socio-économique est double : défendre ou conquérir des parts de marchés et dégager de nouvelles marges de rentabilité.

3738. DUPORT, Claude – « Le crédit-bail ». *Journal officiel de la République française. Avis et rapports du Conseil économique et social* (9), 24 juil. 85 : 55 p. ; tabl.

Le statut des entreprises de crédit-bail mobilier et immobilier, les Sofergie ; l'activité de ces entreprises ; le recours au crédit-bail par les entreprises ; les sociétés de crédit-bail et la politique du crédit.

3739. « Les PMI face aux technologies nouvelles ». *Revue française de gestion* (52), août 85 : 102-119 ; résumé en anglais.

Deux articles consacrés au devenir des petites et moyennes industries face à la mutation technique et technologique. Leur avenir n'est pas bloqué à condition que des moyens soient mis en œuvre pour qu'elles adaptent leurs structures et que leurs dirigeants croient aux nouvelles technologies.

3740. CLERE, Jacques – « Quarante ans de recherche agronomique tropicale française ». *Marchés tropicaux et méditerranéens* 41 (2068), 28 juin 85 : 1627-1659.

Les principaux centres de recherche, leur spécialisation ; leur équipement en personnel et en matériel ; les retombées de ces recherches pour les pays africains.

3741. HARVEY FINAZZER, Gabrielle – « Francia : l'autoconsumo in crisi ? » *Rivista di economia agraria* 40 (2), juin 85 : 217-240 ; tabl.

En France, l'autoconsommation de denrées agricoles produites par les ménages est un phénomène encore largement répandu, qu'on peut estimer à 8,5 % de l'ensemble de la consommation alimentaire. Mais son évaluation qualitative est malaisée : fruits et légumes restent les produits les plus concernés, avec les produits de basse-cour, mais les autres produits d'élevage, le pain et le vin sont de moins en moins destinés à l'autoconsommation. Ces pratiques restent en faveur, mais sont plus perçues comme un facteur de qualité de la vie que comme un moyen de limiter les dépenses alimentaires.

3742. « Le redéploiement industriel en France ». *Analyse financière* (61), 2e trim. 85 : 3-75.

Suite d'articles consacrés aux aspects stratégiques, aux moyens et aux acteurs du redéploiement industriel, les secteurs clés de l'industrie française et ceux qui ont le plus de difficultés.

3743. GUELLEC, A. – « Le textile en Bretagne : points de repères ». *Norois* 32 (125), mars 85 : 87-100 ; tabl., graph. ; résumé en anglais.

En dépit de quelques spécialités, le poids de la Bretagne est limité dans l'industrie textile française. L'avenir de l'industrie textile bretonne pose des problèmes d'adaptation aux changements technologiques d'une main-d'œuvre essentiellement féminine et peu qualifiée.

3744. Les revenus individuels

a. BOURGUIGNON, François ; MORRISSON, Christian – « Une analyse de décomposition de l'inégalité des revenus individuels en France ». *Revue économique* 36 (4), juil. 85 : 741-777 ; tabl., graph. ; bibliogr.

L'analyse de l'évolution des revenus des actifs depuis 1955 permet de dégager certaines conclusions. L'inégalité des revenus a diminué et la variable catégorie socio-professionnelle est beaucoup plus déterminante que celle concernant le sexe et l'âge. Mais d'autres facteurs tels que l'évolution de la structure professionnelle de la population active depuis l'après-guerre sont tout aussi importants.

b. « Constat de l'évolution récente des revenus en France (1981-1984) ». *Documents du Centre d'étude des revenus et des coûts* (76), 3e trim. 85 : 197 p. ; tabl., graph.

Evolution des revenus salariaux et non salariaux, des revenus du patrimoine de rapport et des revenus sociaux.

3745. « Les 100 marchés de la France ». *L'expansion* (266-266 bis), 5 sept. 85 : 199 p. ; tabl., cartes.

Numéro spécial consacré aux relations commerciales de la France. Présentation de la conjoncture pays par pays, position de la France dans chaque pays : son rang parmi les fournisseurs, sa part de marché, le montant de l'évaluation de ses ventes.

3746. BENECKE, Lars ; KRAFFT, Ulrich – « Gemeinsam vor der technischen Herausforderung. Bonn-Paris : Kooperation in Rüstung und Technologie » (Ensemble face au défi technologique. Bonn-Paris : coopération dans l'armement et dans la technologie). *Dokumente* 42 (2), juin 85 : 109-121 ; bibliogr.

Depuis la fin des années cinquante, la France et la RFA collaborent dans le domaine de la technologie de l'armement (dernier projet : Eureka). Cette coopération est surtout le résultat d'une nécessité économique ; aujourd'hui la plupart des contrats sont signés directement entre les entreprises. Il faudrait atteindre une relation équilibrée sur le plan de la collaboration bi-nationale et créer une concurrence d'économie libre entre les entreprises pour garder un dynamisme technologique.

3747. CASTELLA, Pierre – « Infratechnologies, technologies de pointe : la politique française de coopération au développement ». *Mondes en développement* ». 13 (49), 1985 : 27-35 ; résumés en anglais et en espagnol.

L'opposition entre infratechnologies et technologies de pointe se résoud dans la notion d'appropriation technologique qu'illustrent les exemples des technologies solaires, des matériaux pour l'habitat et des industries mécaniques. La France a récemment mis en place deux nouveaux instruments de la coopération française : un programme mobilisateur national et une procédure d'aide à l'innovation technologique au profit des pays en développement.

3748. PHILIP, Loïc – « La constitutionnalité de la loi de finances pour 1985 ». *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger* (3), juin 85 : 651-689 ; tabl., graph.

Les saisines et la décision relatives à la loi de finances pour 1985 fournissent un excellent exemple de leur caractère politique : régularité du bugdet annexe des postes et télécommunications, inconstitutionnalité de l'article relatif aux modalités de l'aide financière de l'Etat à l'enseignement privé et dispositions relatives aux droits de perquisition et de saisie des agents du fisc.

3749. HERTZOG, Robert – « Finances locales et environnement quelques réflexions sur un couple méconnu ». *Revue française de finances publiques* (10), 1985 : 23-47.

Considérables, les dépenses locales en faveur de l'environnement dépassent de loin celles de l'Etat. Les ressources correspondantes sont abondantes et diverses. La fiscalité locale directe entretient des rapports complexes avec l'environnement :

conçue dans un but purement budgétaire, elle a des conséquences multiples sur la manière dont les biens enrivonnementaux sont exploités.

3750. BRICOUT, Jean-Luc et al. – « Quinze ans de dépenses publiques pour l'environnement ». *Revue française de finances publiques* (10), 1985 : 5-22 ; tabl., graph., cartes.

Les dépenses publiques d'investissement consacrées à l'environnement après avoir crû régulièrement au début des années 1970 se sont sérieusement ralenties du fait de l'achèvement de travaux importants et de la crise économique. On constate par contre une augmentation notable des dépenses de fonctionnement. Depuis quinze ans la participation financière de l'Etat décroît, relayée par celle des collectivités locales.

3751. [Budget de la défense 1984]. *Arès défense et sécurité* 7, 1984 : 247-266 ; graph.

Deux articles. Dans un environnement général d'austérité le budget de la défense pour 1984 forme un domaine préservé qui tient toutefois compte des objectifs retenus par le IXe Plan. Il traduit la fidélité aux principes qui gouvernent la politique stratégique de la France mais un certain nombre de points de rupture ont été introduits par rapport aux années précédentes. Voir : MERCIER, Jean-Pierre : « Chronique budgétaire » ; PERCEBOIS, Jacques : « Le budget militaire de 1984 : fidélité et rupture ».

3752. ISAIA, Henri ; SPINDLER, Jacques – « Fiscalité, environnement et régulation du système économique ». *Revue française de finances publiques* (10), 1985 : 69-85.

La position de la fiscalité par rapport à l'environnement peut se concevoir de deux façons : dans la logique d'une économie productiviste qui conduit à privilégier la croissance au détriment des ressources naturelles, ou dans une optique de gestion, la fiscalité spécifique à l'environnement intervenant de façon contradictoire dans la régulation du système économique suivant que l'on est en période de croissance ou de crise.

3753. DUCHE, Annick ; PONTAGNIER, Christian – « Taxe d'habitation, revenu et impôt sur le revenu en 1980 : un constat ». *Economie et prévision* (1), 1985 : 3-44 ; tabl., graph., cartes ; résumé en anglais.

Etude, à partir du modèle Taxhab, de la taxe d'habitation payée en 1980 au titre des résidences principales en France métropolitaine. On constate de grandes divergences selon le lieu, et à l'intérieur des départements et régions, une grande hétérogénéité en fonction des caractéristiques du redevable ou des ménages, une forte disparité selon le revenu du contribuable.

3754. CATINAT, Michel et al. – « Les incidences d'une dévaluation du franc ont-elles varié depuis vingt ans ? » *E & [et] S* (178), juin 85 : 3-20 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en anglais et en espagnol.

Un ajustement de la parité du franc est devenu plus inflationniste, mais aussi plus expansionniste ; il induit un déficit extérieur plus important à court terme, mais un redressement plus marqué à moyen terme.

3755. FLORNOY, Yves – « SICAV et fonds communs de placement à court terme dits de " trésorerie " ». *Journal officiel de la République française. Avis et rapports du Conseil économique et social* (10), 30 juil. 85 : 56 p. ; tabl., graph.

Le développement très rapide des OPCVM (organismes de placement collectif en valeurs mobilières) à court terme n'est pas sans un certain nombre de risques. Le rapport Marjolin-Sadrin-Wormser qui les analyse, préconise un assouplissement des règles d'emploi des fonds, une meilleure information des souscripteurs et la mise en place du marché des certificats de dépôts négociables.

3756. ARNAUD-AMELLER, Paule – « Investissements directs et flux commerciaux compléments ou substituts ? Le cas français, 1968-1978 ». *Revue d'économie politique* 95 (3), juin 85 : 299-319 ; tabl. ; résumé en anglais.

S'appuyant sur l'analyse statistique des échanges entre la France et cinq partenaires, pour six secteurs industriels, vérification des différentes théories sur les relations entre les flux d'investissement direct, le commerce extérieur et la production industrielle.

Outre-mer

3757. BONNEMAISON, Joël – « Un certain refus de l'Etat : autopsie d'une tentative de sécession en Mélanésie ». *International Political Science Review* 6 (2), 1982 : 230-247 ; bibliogr.

En juillet 1980, à la veille de l'indépendance des Nouvelles Hébrides, deux îles tentèrent de faire sécession au nom de la coutume, en récusant l'existence du nouvel Etat. Cette tentative a une signification culturelle spécifique. Ici existe une idée de nation qui se compose de liens égaux et solidaires, de groupes autonomes librement alliés et en cas d'absence de consensus, il y a refus d'alliance, donc sécession. Ici la négation de l'histoire humaine (qui est « malheur ») au profit du Temps sacré va de pair avec la revalorisation de l'espace des origines. L'Etat moderne est rejeté.

Grande-Bretagne

Institutions et vie politiques

Voir aussi : n° 3618, 3884

3758. AGNEW, John – « Models of spatial variation in political expression : the case of the Scottish National Party ». *International Political Science Review* 6 (2), 1985 : 171-196 ; tabl., carte ; bibliogr.

L'évolution des résultats électoraux obtenus par le Parti nationaliste écossais depuis 1966 permet d'élaborer un type d'analyse du régionalisme qui ne soit fondé ni sur l'approche structurelle, ni sur le développement inégal, ni sur l'approche individualiste de sociologie politique, mais sur un faisceau de caractéristiques spatiales et culturelles.

3759. BELL, John – « Droit public et droit privé : une nouvelle distinction en droit anglais (l'arrêt O'Reilly v. Mackman : un arrêt Blanco ?) ». *Revue française de droit administratif* 1 (3), juin 85 : 399-409.

Cet arrêt marque une véritable révolution de pensée dans le droit anglais. Après des années de méfiance à l'idée de traiter le droit public d'une manière différente du droit privé, notamment d'un point de vue des voies de recours, le droit anglais semble se rapprocher d'idées bien établies en droit français.

3760. Le thatchérisme

a. HANLEY, David – « Le thatchérisme : de la révolution économique à la défense des biens ». *Projet* (194), août 85 : 7-18.
Le gouvernement de Margaret Thatcher représente plus une évolution de la tradition politique anglaise qu'une réussite économique : celle-ci se fait attendre malgré la désétatisation amorcée systématiquement et le regroupement des possédants s'est substitué à la révolution économique annoncée en 1979.

b. HALL, Stuart – « Authoritarian populism : a reply ». *New Left Review* (151), juin 85 : 115-124.
Réponse aux critiques formulées par Jessop, Bonnat et al. (*New Left Review*, n° 147) contre la notion de « populisme autoritaire » pour caractériser le thatchérisme. Or elle n'a pas le monolithisme dont parlent ces auteurs et n'est pas une analyse purement idéologique.

c. LITTLE, Graham – « Ambivalence, dilemma, and paradox : the nature and significance of leader-follower ties, with comments on the leadership of Margaret Thatcher ». *Political Psychology* 5 (4), déc. 84 : 553-571.
On peut distinguer trois sortes de leaders politiques, selon le type de relations qui les lie à leur base : structure, groupe, ensemble. Dans le cas d'une « structure », le leader doit être fort et incarner les convictions profondes de ses supporters : c'est exactement le cas de Margaret Thatcher.

3761. ČERNECKIJ, S.A. – « Britanskie lejboristy na pereput'e » (Les travaillistes britanniques à la croisée des chemins). *Rabočij klass i sovremennyj mir* (2), avr. 85 : 149-162.

Les facteurs qui se trouvent à l'origine du recul du Parti travailliste britannique sont de longue durée, mais non irréversibles. Tout dépend de la tournure que prendra la restructuration du parti.

3762. BUTT-PHILIPP, Alan – « La mise en œuvre des règles communautaires au Royaume-Uni ». *Revue française d'administration publique* (34), juin 85 : 253-263 ; tabl.

Dans la pratique quotidienne, l'organisation administrative de la mise en œuvre des règles communautaires au Royaume-Uni semble bien fonctionner. Le Civil Service avec la grande majorité de la classe politique acceptent la légitimité de la Communauté et de ses règles. La préférence du Civil Service pour la mise en œuvre des réglementations communautaires par voie de décisions administratives, discrétionnaires, permet de préserver l'illusion de la souveraineté nationale et n'a jamais été attaquée par la Commission.

3763. BURNSIDE, Alec – « La mise en œuvre de l'article 177 au Royaume-Uni ». *Cahiers de droit européen* (1-2), 1985 : 4-29.

Alors qu'ils se sont montrés méfiants envers les renvois préjudiciels, les tribunaux britanniques ont fait preuve dès le début d'une parfaite volonté d'appliquer pour eux-mêmes le droit communautaire. Etude de la jurisprudence anglaise relative à l'article 177 et de l'appliction de l'article 177 aux tribunaux anglais.

3764. MITCHELL, R.A. – « La campagne pour le désarmement nucléaire en Grande-Bretagne : ses membres, ses engagements moraux, ses politiques ». *Revue internationale d'action communautaire* 13 (53), print. 85 : 165-177 ; bibliogr. ; résumés en anglais et en espagnol.

Les résultats d'enquêtes portant sur les membres de la campagne pour le désarmement nucléaire en Grande-Bretagne montrent d'importants changements survenus au cours de ses 26 années d'existence. Ils mettent en lumière les affiliations politique et religieuse de ses membres. Sur le plan de sa structure politique, la CDN apparaît plus réformiste que radicale. Voir à la suite, pp. 179-186 : LEVIN, Michaël : « La campagne pour le désarmement nucléaire : une vue de la base ».

Problèmes sociaux et économiques

3765. CLARK, Robert – « Law and the unemployed ». *Administration (Dublin)* 32 (4), 1985 : 413-447 ; tabl.

La législation britannique ne fournit pas un cadre juridique suffisamment coordonné pour relever le défi du chômage et permettre de maintenir les revenus des victimes du chômage. Il faut un système d'aide sociale plus souple, comme celui de l'« Entreprise Allowance Scheme » et une politique de l'emploi qui encourage davantage la formation continue et le recyclage.

3766. O'DOWD, Liam ; ROLSTON, Bill – « Bringing Hong Kong to Belfast ? The case of an entreprise zone ». *International Journal of Urban and Regional Research* 9 (2), juin 85 : 218-231 ; bibliogr. ; résumés en français, en allemand et en espagnol.

La « zone d'entreprise » créée autour de Belfast devait stimuler le renouveau urbain et encourager le petit commerce. Les responsables d'entreprises, les fonctionnaires et les économistes ont cependant une vue déformée de la province de Belfast et de sa crise. Cette économie périphérique en déclin ne pourra peut -être pas être relancée à l'aide de la seule création de la « zone d'entreprise » puisque le capital subventionné y a déjà échoué.

3767. LEYS, Colin – « Thacherism and British manufacturing : a question of hegemony ». *New Left Review* (151), juin 85 : 5-25.

La politique économique suivie depuis 1979 a étrangement peu favorisé l'industrie britannique, on peut même considérer qu'elle a accentué son déclin au profit du commerce mondial et des entreprises multinationales. Il y a là un problème traditionnel d'hégémonie au sein du bloc social au pouvoir à Londres, et ceci depuis le 19e siècle. En effet le capital industriel y a toujours été dominé et n'a jamais réussi à unifier politiquement ses intérêts propres.

3768. JOLOWICZ, J.A. – « L'indemnisation des victimes d'accidents de la circulation en droit anglais ». *Revue internationale de droit comparé* 37 (2), juin 85 : 275-302 ; résumé en anglais.

Les principes de la responsabilité civile, de l'assurance obligatoire et du calcul des dommages intérêts concernant les accidents de la circulation.

3769. BOTTIGLIA, Roberto – « Evoluzione del cambio e manovra dei tassi di interesse nel Regno Unito ». *Il risparmio* 33 (2), avr. 85 : 345-363 ; graph.

La hausse des taux d'intérêt britanniques dans la période récente s'explique à la fois par des facteurs exogènes, comme la dépréciation de la livre face au dollar et l'évolution des prix du pétrole, et par des facteurs internes, notamment par la politique monétaire de la Banque centrale.

Italie

Institutions et vie politiques

3770. CURI, Umberto – « Gli scenari istituzionali del settennato Pertini ». *Democrazia e diritto* 25 (3-4), août 85 : 69-103.

Le septennat Pertini (1978-1985) a été marqué par deux faits : d'une part, il correspond aux « années de plomb » du terrorisme italien ; d'autre part, dès l'accession au Quirinal de Pertini suite à la démission de Giovanni Leone, il se trouve caractérisé par la relation politique-groupe d'intérêts privés. Occultation et militarisation politiques ont miné la vie politique et sociale italienne pendant ce septennat et l'échec de la commission Bozzi pour l'étude d'une réforme institutionnelle devenue indispensable assombrit les perspectives de changement.

3771. ATRIPALDI, Vincenzo ; FICHERA, Franco – « Oltre la commizzione Bozzi ». *Democrazia e diritto* 25 (3-4), août 85 : 15-34 ; bibliogr.

Analyse des travaux de la commission Bozzi sur les réformes institutionnelles : constat d'échec dû à un déséquilibre entre exigences de continuité et volonté de changement ; conditions à réunir pour obtenir à l'avenir de meilleurs résultats : nécessité d'un consensus préalable et d'une relégitimation de la politique et des institutions.

3772. BECCARIA, Gian Luigi – « Il setaccio a maglie larghe : questioni di italiano, burocratese, economese e altro » *Rivista milanese di economia* 14, juin 85 : 38-51 ; bibliogr.

En Italie, si les dialectes perdent du terrain, tout en laissant des traces dans le lexique de l'italien, les jargons manifestent beaucoup de vitalité.

3773. STAASSOLDO, Raimondo – « Regionalism and ethnicity : the case of Friuli ». *International Political Science Review* 6 (2), 1985 : 197-215 ; bibliogr.

La région italienne du Frioul, partagée entre les influences autrichienne et yougoslave, connait un renouveau d'agitation politique. L'absence de violence ne devrait pas permettre au mouvement autonomiste d'obtenir satisfaction.

3774. CASTELLINA, Luciana – « Il Manifesto and Italian communism ». *New Left Review* (151), juin 85 : 26-42.

Interview d'une ancienne dirigeante du groupe du Manifesto, exclue du PCI en 1969, et qui l'a réintégré en 1984. L'itinéraire politique du groupe, son rapport au parti communiste, au compromis historique, au mouvements des Verts, au terrorisme.

3775. Radio-télévision : problèmes et réglementation

a. SPADA, Celestino E. – « Mass-media e istituzione ». *Democrazia e diritto* 25 (3-4), août 85 : 115-135.
Bilan structurel de la communication de masse en Italie : la juxtaposition d'un service de radio-télévision public soumis légalement au pouvoir exécutif et à la vigilance du parlement, d'un service parallèle privé soumis à la juridiction de la Cour constitutionnelle et d'une presse d'information dont la concentration est limitée, répond théoriquement à des exigences de pluralité et de transparence. Le fonctionnement concret – manque d'institutions publiques et influence partisane au parlement en ce qui concerne le secteur public ; action extra-légale du secteur privé – montre en fait la nécessité d'une reprise en main du secteur de la communication par le pouvoir législatif.

b. BINI, L. – « Verso la regolamentazione del sistema radiotelevisivo italiano ». *Aggiornamenti sociali* 36 (7-8), août 85 : 523-542.

Après le rejet par le Parlement du décret-loi devant légaliser les réseaux de télévisions privées en Italie, une série de dispositions transitoires ont été adoptées (décret-loi n° 807 du 6 décembre 1984, puis décret-loi en prorogeant les dispositions) qui maintiennent le statu quo, cependant qu'une loi définitive est en préparation.

3776. CASSESE, Sabino – « La règle et les dérogations. Le système politico-administratif italien et les directives communautaires ». *Revue française d'administration publique* (34), juin 85 : 265-272.

Les caractéristiques du système politico-administratif italien font que la transcription des directives communautaires, en droit interne italien, est ou lente, ou absente. Ce phénomène s'impose par sa durée et par ses dimensions et est contraire non seulement aux intérêts communautaires, mais aussi aux intérêts nationaux. Voir à la suite, pp. 273-281 ; CONDORELLI, Luigi : « Les compétences des régions : l'expérience italienne ».

3777. SCURATI, C. – « I " nuovi programmi " per la scuola elementare ». *Aggiornamenti sociali* 36 (7-8), août 85 : 509-522.

La réforme des programmes de l'enseignement primaire italien doit entrer en vigueur à la rentrée de 1987. Cette réforme, élaborée démocratiquement, mais à grand peine, innove substantiellement, surtout en tant qu'elle essaie d'adapter l'école à l'évolution culturelle contemporaine. Sa mise en œuvre dépend largement de la bonne préparation des enseignants.

Situation et politique sociales

3778. « Recenti tendenze del welfare state in Italie ». *Stato e mercato* (14), août 85 : 283-350.

Suite d'articles consacrés à l'évolution des politiques sociales et de leurs instruments en Italie : la problématique de la Sécurité sociale, de la santé, des retraites, de la politique fiscale est marquée par la double contrainte des effets pervers engendrés par les dispositions prises dans le passé, sur lesquelles il est difficile de revenir, et par la nécessité de limiter les dépenses publiques. Plutôt que d'un démantèlement de l'Etat-providence, on assiste aujourd'hui à la naissance d'une « providence-austérité ».

3779. Les rapports Etat-syndicats

a. MASTRAGOSTINO, Nevio – « Spunti per una disciplina dei rapporti sindacali nel quadro della riforma istituzionale dello Stato ». *Previdenza sociale* 41 (1), fév. 85 : 79-87 ; résumés en français, en anglais, en espagnol et en allemand. En Italie, les rapports entre l'Etat et les syndicats se sont progressivement reserrés : ceux-ci ont vu leur rôle s'étendre à une collaboration avec les autorités gouvernementales dans la détermination des politiques publiques. La loi-cadre sur la fonction publique sanctionne cette évolution en institutionnalisant la négociation collective dans la fonction publique. Il appartiendra à une ultérieure réflexion sur les institutions de déterminer dans quelle mesure le pouvoir discrétionnaire de l'administration peut se concilier avec ce nouvel espace de liberté voire d'autorité syndicale.

b. GIAMPAOLINO, Luigi – « Legge-quadro sul pubblico impiego. Considerazioni sul suo significato e la sua portata nel nostro ordinamento ». *Previdenza sociale* 41 (1), fév.85 : 73-78 ; résumés en français, en anglais en espagnol et en allemand. La loi-cadre sur la fonction publique italienne définit pour la première fois de façon homogène et détaillée les relations entre l'Etat-patron et les syndicats de fonctionnaires. Elle élargit la base consensuelle et contractuelle du statut de la fonction publique ; il ne faut pas qu'elle reste lettre morte.

3780. CAVAZIERE, A. – « L'evoluzione e la crisi della contrattazione collettive nel settore del pubblico impiego ». *L'amministrazione italiana* 40 (6), juin 85 : 856-870.

Le cas de Milan est emblématique de la tendance à la décentralisation de la négociation collective dans la fonction publique italienne, après les impasses de la politique contractuelle centralisée et la crise des syndicats.

3781. AGOSTINELLI, Mario et al – « La contrattazione aziendale nel settore tessile in Lombardia (1980-84) ». *Rassegna sindacale. Quaderni* 22 (112), fév. 85 : 60-76 ; tabl., graph.

L'évolution des contrats et accords d'entreprise dans le secteur textile lombard depuis 1980, témoigne d'une double tendance : l'abandon d'accords fondés sur

de larges plates-formes homogènes et impliquant la stratégie future de l'entreprise, et le maintien d'une vive activité de négociation. S'il y a eu recul, c'est sur le projet global, qui fait aujourd'hui défaut.

3782. Santé publique

a. ROSSANDA, Marina ; D'ALBERGO, Salvadore – « Sanità : uno scontro istituzionale non risolto ». *Democrazia e diritto* 25 (3-4), août 85 : 137-162.
La loi du 23 décembre 1978 instituant le « service sanitaire national » suscite, quant à son actualisation, un vaste débat entre composantes syndicales et politiques. Bilan de ses 7 années d'application.

b. GARRI, F. – « La gestione finanziaria della tutela della salute ». *L'amministrazione italiana* 40 (6), juin 85 : 871-877.
La gestion financière de la santé publique italienne a abouti à un déficit élevé, alors même qu'on y introduisait la nécessité d'équilibrer les comptes : séparation du moment administratif et du moment financier dans la gestion et inadéquation des contrôles en sont à l'origine.

Economie et finances

Voir aussi : n° 3880, 3982

3783. La protection de l'environnement

a. POSTIGLIONE, Amedeo – « Ambiente : suo significato giuridico unitario ». *Rivista trimestrale di diritto pubblico* 35 (1), 1985 : 32-60.
La perception unitaire que l'homme a aujourd'hui de son environnement demanderait que le système juridique s'y conformât. En Italie, les incohérences législatives et juridictionnelles subsistent en la matière, malgré certains progrès de la législation et l'institution d'études d'impact sur l'environnement.

b. GIAMPIETRO, Franco – « Legislazione statale e tutela delle risorse naturali degli inquinamenti : ricognizione e prospettive ». *Rivista trimestrale di diritto pubblico* 35 (1), 1985 : 61-88.
En Italie, la protection de l'environnement souffre des insuffisances de la législation nationale, et de l'application limitée des législations régionales, paralysée par le manque de contrôles administratifs et l'inertie judiciaire.

3784. TRIGILLIA, Carlo – « La regolazione localistica : economia e politica nelle aree di piccola impresa ». *Stato e mercato* (14), août 85 : 181-228 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

La croissance économique italienne a emprunté essentiellement la voie de l'industrialisation diffuse, c'est-à-dire du développement des PME. Leurs régions d'implantation sont caractérisées par des sub-cultures politiques spécifiques, qui ont influencé les relations industrielles et favorisé les compromis à l'échelon local, amenant un degré élevé de flexibilité économique. Mais ce « néo-localisme », faute de savoir passer à l'échelon régional, manque à régler les problèmes d'échelle liés à la modernisation.

3785. La liquidation de la « Cassa per il Mezzogiorno »

a. ZAPELLA, Luisa – « L'intervento nel Sud dopo la Casmez ». *Democrazia e diritto* 25 (3-4), août 85 : 59-68 ; tabl.
Après une longue agonie, la Casmez (Cassa per il Mezzogiorno) a cessé d'exister par le décret de liquidation du 17 novembre 1984. Quels seront les nouveaux modes d'intervention en faveur du Sud ? L'incertitude risque d'être longue, la question de « l'intervention extraordinaire » étant en cause, à moins que des impératifs financiers n'exigent une décision rapide.

b. ANNESI, Massimo – « La " cessazione " della Cassa per il Mezzogiorno e la riforma normativa dell'intervento straordinario ». *Riviste trimestrale di diritto pubblico* 35 (1), 1985 : 3-31.
La liquidation de la Caisse pour le Mezzogiorno n'a pas modifié la substance de l'intervention des pouvoirs publics dans la région, et les mesures transitoires n'ont fait que substituer un flou juridique total à une institution qui avait au moins le mérite d'être légale, si elle n'était guère efficace.

3786. LECCISOTTI, Mario et al – « Incentivi all'industrializzazione e convenienza ad investire nel Mezzogiorno : 1975-1983 ». *Rivista di politica economica* 75 (5), mai 85 : 539-569 ; tabl., graph.

Un investissement de valeur égale réalisé dans les régions centre-nord de l'Italie ou dans le Mezzogiorno a une valeur finalement supérieure dans cette dernière

région, du fait des incitations fiscales et de dégrèvements de charges sociales consentis par le gouvernement.

3787. TESTORE, Paolo ; CATALDI, Maria Grazia – « L'intervento dei pubblici poteri nel governo della politica energetica ». *Rivista trimestrale di diritto pubblico* 35 (1), 1985 : 185-245.

Depuis le début des années 60, lorsque le pouvoir italien a pris conscience de l'importance de l'énergie comme facteur du développement industriel, la politique énergétique du pays a connu trois phases : jusqu'en 1964, création de structures de gestion de l'énergie (ENEL, CNEN) ; de 1965 à 1973, le tout-pétrole et la dépendance ; l'époque des chocs pétroliers et de l'option nucléaire, puis la diversification (charbon, gaz naturel).

3788. AZEGLIO CIAMPI, Carlo – « I nodi da sciogliere per sospingere la ripresa ». *Bancaria* 41 (3), mars 85 : 265-280.

Les résultats encourageants de la lutte contre l'inflation, rendus possibles par la limitation de la croissance des déficits publics, le régime des prix administrés, une politique plus rigoureuse des revenus, de la monnaie et des changes, doivent être consolidés, et la rigueur poursuivie, car des signes de dégradation se font jour depuis quelques mois.

3789. BAGNOLI, Augusto – « Le banche di fronte alle recenti evoluzioni del sistema finanziario italiano ». *Il risparmio* 33 (2), avr. 85 : 317-335 ; bibliogr.

Le système financier italien connaît depuis quelques années une phase de développement : l'affirmation du secteur parabancaire a créé un climat de concurrence, et les banques ont dû s'y adapter en instituant, à travers des holdings, des structures aptes à intervenir sur ce marché. Il importe à l'avenir de définir les limites des compétences de chaque type d'institution, surtout si l'on veut introduire le « merchant banking » en Italie.

3790. DI ANTONIO, Marco – « Il mercato dei certificati di deposito a breve termine in Italia ». *Il risparmio* 33 (2), avr. 85 : 285-315 ; tabl.

La réforme de la réglementation sur les réserves obligatoires a conduit les institutions bancaires italiennes à émettre des certificats de dépôt, mais le développement ultérieur de ces nouveaux instruments suppose une baisse de la rémunération des dépôts bancaires et une discipline raisonnable de la dette publique.

Japon

Voir aussi : n° 3961

3791. MUTA, Hiromitsu – « The economics of the university of the air of Japan ». *Higher Education* 14 (3), juin 85 : 269-296 ; tabl., graph. ; bibliogr.

L'« University of the Air of Japan » est un système d'enseignement supérieur télévisé, destiné à toucher un maximum d'auditeurs et constitue, comme des cours du soir, une formation complémentaire. Près de 30 000 étudiants doivent s'y inscrire dans des départements structurés sur le modèle de l'université classique. Le coût de cet enseignement est très inférieur à celui de l'enseignement universitaire traditionnel.

3792. SIGOGNE, Philippe ; SCHWOB, Thierry – « Le Japon à l'âge mûr ». *Observations et diagnostics économiques* (12), juil. 85 : 49-122 ; tabl., graph. ; résumé en anglais.

Depuis le début des années 1980, l'économie japonaise se caractérise à la fois par d'importants excédents commerciaux et par des emprunts à l'étranger tandis que l'excès d'épargne intérieure sur l'investissement provoque des sorties massives de capitaux. Le Japon est donc devenu une importante plaque tournante financière et économique. La modernisation économique, particulièrement forte dans les entreprises de haute technologie, s'est effectuée en réduisant les salaires et la consommation intérieure.

3793. « Small business in Japan ». *Journal of Japanese Trade and Industry* 4 (4), août 85 : 10-23 ; tabl., graph.

Suite d'articles : les petites entreprises représentent au Japon 99 % de l'effectif total. L'internationalisation et les nouvelles technologies ne sont pas des obstacles réels, car elles savent faire preuve de flexibilité et d'innovation. Quelques études de cas.

3794. FUKUSHIMA, Kiyobiko – « Japan's real trade policy ». *Foreign Policy (New York)* (59), été 85 : 22-39.

La politique commerciale du Japon est caractérisée par des investissements à l'étranger considérables et par une bonne intégration à l'économie mondiale mais les tensions survenues en mars 1985 avec les Etats-Unis montrent que le pays doit s'ouvrir davantage aux étrangers, ce qui sera possible par un changement de mentalité des Japonais.

3795. ANDROUAIS, Anne – « Les investissements japonais en Asie du Sud-Est : compléments ou concurrents de l'industrie au Japon ». *Revue d'économie politique* 95 (3), juin 85 : 320-345 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Les investissements directs japonais en Asie du Sud-Est ont eu un effet d'entrainement économique généré à partir de la différenciation des industries au Japon et de la différence des niveaux économiques de la région. Ce phénomène industriel explique en partie la position concurrentielle du Japon en Asie et l'industrialisation continue de la région.

Kampuchea

Voir aussi : n° 296, 674, 691

3796. SANTOLI, Al. – « Endless insurgency : Cambodia ». *The Washington Quarterly* 8 (2), print. 85 : 61-72.

Malgré la résistance intérieure de plus en plus grande et l'opposition des trois mouvements de résistance qui ont créé en 1982 un gouvernement de coalition à Kuala Lumpur, la « vietnamisation » du Kampuchéa se poursuit, la répression est de plus en plus forte. Pour que le Cambodge retrouve sa liberté, ses alliés doivent rapidement et directement intervenir dans le conflit.

Koweit

3797. ISHOW, Habib – « L'évolution de la population du Koweit et ses conséquences socio-économiques et politiques ». *L'Afrique et l'Asie modernes* (145), été 85 : 33-55 ; tabl.

Le quatre recensements koweitiens de 1957, 1961, 1969 et 1975 révèlent quelques caractéristiques de la population : très forte augmentation (la population a quadruplé entre 1957 et 1975), prédominance des hommes, importance de la population immigrée, qui représente 52,5 % de la population totale en 1975 et domine la vie économique. Les conséquences socio-économiques et politiques néfastes (dépendance, xénophobie et discrimination) ont conduit le gouvernement koweitien à mener, à partir de 1962, une politique d'immigration très sévère, ce qui rend encore plus difficile l'intégration des étrangers dans la société koweitienne.

Liban

Voir aussi : n° 3672

3798. KASSIS, Hanna E. – « Religious ethnicity in the world of Islam : the case of Lebanon ». *International Political Science Review* 6 (2), 1985 : 216-229 ; bibliogr.

L'Islam est une idéologie universaliste sans véritable assise territoriale, mais qui concourt dans le même temps à fonder l'identité de groupes ethniques ou régionaux au Liban. Cette situation est à l'origine de tensions et de la multitude des clivages qui passent au sein de la communauté musulmane.

3799. I KHALIDI, Rashid – « Lebanon in the context of regional politics : Palestinian and Syrian involvement in the Lebanese crisis ». *Third World Quarterly* 7 (3), juil. 85 : 495-514.

De toutes les interventions extérieures qui caractérisent le conflit libanais depuis dix ans, ce sont celles de l'OLP et de la Syrie qui ont été les plus déterminantes, par leur longévité d'une part, et d'autre part, par le fait que l'influence syrienne et palestinienne reste forte aujourd'hui contrairement à celle des autres intervenants.

Madagascar

Voir aussi : n° 1608

3800. RABEMORA, Félix – « Dix années de socialisme à Madagascar ». *Etudes* mai 85 : 581-591.

Dix ans après la ratification de la Charte de la révolution socialiste malagasy définie par le président Ratsiraka, l'échec du régime est latent : effondrement économique, chute de la production, répression sociale, appauvrissement de la population, détérioration de l'enseignement et du système de santé ; le socialisme malgache qui connaît toutes les difficultés d'un modèle importé ne semble pas en mesure de se régénérer lui-même.

Malaisie

Voir aussi : n° 3570, 3573

3801. LIM MAH HUI – « Contradictions in the developpement of Malay capital : state, accumulation and legitimation ». *Journal of Contemporary Asia* 15 (1), 1985 : 37-63 ; bibliogr.

Depuis 1970, en Malaisie, l'Etat, après avoir favorisé l'accumulation du capital, s'est mis à jouer un rôle actif dans ce processus (banques, plantations et mines sont passés au secteur public), ce qui a entrainé l'apparition d'une bourgeoisie et d'une plus forte coercition de la part de l'Etat, sans toutefois aller jusqu'à un régime militaire.

3802. EMERSON, Craig – « Mining taxation in Malaysia ». *The Singapore Economic Review* 30 (1), avr. 85 : 34-55 ; tabl. ; bibliogr.

Le secteur minier en Malaisie contribue pour 30 % aux revenus fiscaux du gouvernement. Celui-ci n'a cessé, au cours des dernières années, d'accroître son emprise sur ce secteur, afin d'augmenter encore ses recettes fiscales. Une analyse du système de taxation actuel met en évidence ses distorsions et les réformes souhaitables.

Mali

3803. GIMPEL, Jean – « La technologie appropriée : quelques expériences au Sénégal et au Mali ». *Mondes en développement* 13 (49), 1985 : 181-191 ; résumés en anglais et en espagnol.

Au lieu de réaliser des transferts de techniques de prestige Nord-Sud, on peut aussi faire des transferts de techniques Sud-Sud en utilisant le savoir accumulé depuis des millénaires dans les différents pays du Tiers-Monde. Illustration de ce propos à l'aide de la description d'équipements de technologies simples utilisés par les populations rurales du Sénégal et du Mali.

3804. SIVINI, Giordano – « Stratégie alimentaire, intérêts sociaux et dépendance : le cas du Mali ». *Africa (Roma)* 40 (2), juin 85 : 255-286 ; graph. ; résumés en italien et en anglais.

La stratégie alimentaire du Mali est conditionnée par les circuits gouvernementaux d'approvisionnement en céréales. A travers les aides alimentaires et les fonds de contrepartie, un projet de restructuration du marché céréalier a été réalisé, qui favorise l'approvisionnement de catégories sociales politiquement privilégiées sans réels bénéfices pour les producteurs. Les prix du marché libre sont en rapide

augmentation ; l'importance acquise par le riz modifie les habitudes alimentaires. Au total, l'auto-suffisance alimentaire semble hors de portée.

Maroc

Voir aussi : n° 2693, 2909, 2930

3805. SEHIMI, Mustapha – « Les élections législatives au Maroc ». *Maghreb-Machrek* (107), mars 85 : 23-51 ; tabl., carte ; bibliogr.

Les élections parlementaires du 14 septembre et du 2 octobre 1984 au Maroc se sont déroulées après une campagne électorale morose et étriquée et avec une faible participation. Les partis issus du mouvement national sont minoritaires par rapport à des partis créés par l'administration, ce qui conserve au Roi toute sa liberté d'action.

Maurice (île)

Voir aussi : n° 3530

3806. N'CHO SOMBO ; TABUTIN, Dominique – « Tendances et causes de la mortalité à Maurice depuis 1940 ». *Population* 40 (3), juin 85 : 435-453 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en anglais et en espagnol.

L'île Maurice a connu une chute brutale de la mortalité à la suite des campagnes d'éradication de la malaria puis une décroissance régulière. Les causes de la mortalité se sont profondément transformées.

Mexique

3807. SLOAN, John W. – « The Mexican variant of corporatism ». *Inter-American Economic Affairs* 38 (4), print. 85 : 3-18.

L'étude des différentes formes de corporatisme en Amérique latine montre que la plupart des expériences réalisées ont été un échec, à l'exception du système politique mexicain. Combinant un système bureaucratique très centralisé et autoritaire avec une certaine flexibilité, le régime mexicain fait accepter une politique élitiste aux ouvriers et aux paysans. L'analyse du fonctionnement du système, du rôle du président et du parti permet de comprendre les raisons d'un tel succès.

3808. DURAN, Esperanza – « Mexiko unter Präsident de la Madrid. Wirtschaftlicher Realismus und politische Effizienz » (Le Mexique sous le Président de la Madrid. Réalisme économique et efficacité politique). *Europa Archiv* 40 (10), 25 mai 85 : 297-306.

A son arrivée au pouvoir en décembre 1982, le Président de la Madrid s'est trouvé confronté à une économie en perdition. En prenant de sévères mesures d'économie, au risque de créer des mécontentements, il a réussi à redresser la situation.

3809. MATEO, Fernando de – « Industría y comercio exterior. Pautas para la aplicación de políticas ». *Investigación económica* 43 (170), déc. 84 : 95-128 ; tabl.

L'évaluation des orientations et des résultats de l'industrialisation mexicaine jusqu'en 1982 invite à lui fixer maintenant trois objectifs : la substitution sélective des biens d'équipement et intermédiaires, le soutien des exportations non pétrolières et, complément des précédents, le développement du secteur pétrolier.

3810. KIM, Kwan S. ; TURRUBIATE, Gerardo – « Structures of foreign trade and income distribution : the case of Mexico ». *Journal of Development Economics* 16 (3), déc. 84 : 263-278 ; tabl. ; bibliogr.

Leur impact sur la répartition du revenu peut constituer un critère supplémentaire de choix des différentes politiques commerciales qui accompagnent les stratégies de développement. Un modèle basé sur le tableau input-output de l'économie mexicaine permet d'évaluer cet impact. Les revenus des groupes les plus défavorisés sont davantage accrus par l'augmentation de la production de biens non échan-

geables ou par celle de la production de biens exportables que par celle des productions concurrencées par les importations.

3811. RODRIGUEZ, Federico ; SALAS, Javier – « Estructura y funcionamiento del mercado de crédito interbancario en México ». *El trimestre económico* 52 (2), juin 85 : 293-312 ; tabl., graph. ; bibliogr.

L'organisation, les fonctions et le comportement du crédit interbancaire, notamment les changements intervenus dans ce marché en 1979-1983. Voir aussi, pp. 465-497, PENALOZA WEBB, Tomas : « La productividad de la banca de México » ; pp. 589-615 : « Documentos ».

3812. FRIEDEN, Jurg – « Endeudamiento y fuga de capital. Los flujos financieros internacionales en la crisis de México, 1981-1983 ». *Investigación económica* 43 (170), déc. 84 : 241-281 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Analyse des balances trimestrielles des paiements de la période en vue de préciser d'une part l'évolution et les composantes – la fuite de capitaux en particulier – de la dette et d'évaluer d'autre part les conditions de la renégociation imposée au pays par la banque internationale.

Monaco

3813. COCCODORO, Enrico ; SAVIANO, Leonardo – « Le istituzioni del Principato di Monaco : profilo politico e costituzionale di uno Stato minimo ». *Studi parlamentari e di politica costituzionale* 17 (66), 4e trim. 84 : 83-94.

Monaco est une monarchie constitutionnelle, où le Prince dispose du pouvoir exécutif et de l'initiative législative ; ses institutions sont influencées par sa situation géographique et géopolitique (la France y joue un rôle important en fournissant par exemple le Ministre d'Etat, second personnage de la Principauté, mais aussi par sa dimension (le conseil municipal et l'Etat y rencontrent des problèmes de compétence liés à la coïncidence des territoires communaux et nationaux). La faiblesse de l'Etat et la tradition dynastique contribuent à renforcer l'autorité du Prince.

Nicaragua

3814. Les élections du 4 novembre 1984

a. BURIN des ROSIERS, Philippe – « Les élections au Nicaragua (4 novembre 1984) ». *Notes et études documentaires* (7), 1985 *Problèmes d'Amérique latine* (76), 2e trim. 85 : 41-73 ; tabl., carte.
Les élections présidentielles et législatives de 1984 dans un pays d'inspiration marxiste-léniniste, mais où s'affrontent idéologies et partis divers, sont paradoxales. Elles participent de deux logiques ou de deux légitimités apparemment contradictoires : celle d'une démocratie électorale et pluraliste et celle d'une démocratie populaire au travers des organisations de masse. Les résultats, contestés par l'opposition, ont donné une majorité de 62,9 % des suffrages exprimés au Front sandiniste. Mais la controverse et les espoirs d'ouverture passent maintenant au second plan en raison du bruit fait autour d'une possible intervention nord-américaine et de la priorité à la défense nationale.

b. NIESS, Frank – « Nicaragua nach den ersten freien Wahlen » (Le Nicaragua après les premières élections libres). *Blätter für deutsche und international Politik* 29 (12), déc. 84 : 1472-1485.
En remportant une large majorité aux élections du 4 novembre 1984, le Parti sandiniste a prouvé que sa base électorale comprenait non seulement les forces de gauche mais aussi les libéraux. Mais la guerre et les difficultés économiques rendent néanmoins sa position fragile.

Nigeria

3815. EKWE-EKWE, Herbert – « The Nigerian plight : Shagari to Buhari ». *Third World Quarterly* 7 (3), juil. 85 : 610-625 ; tabl.

Depuis le coup d'Etat militaire qui a renversé le gouvernement Shagari et qui avait été bien accueilli par la population, la déception croît dans l'opinion publique, alimentée par l'incapacité du nouveau régime à améliorer la situation sociale et économique et par les atteintes aux libertés publiques. En fait, le coup d'Etat de 1983 n'a pas été une intervention militaire traditionnelle, mais une intervention politique d'une fraction armée de la classe dirigeante destinée à sauver l'appareil d'Etat.

3816. OKPAKO ENAOHWO, J. – « Emerging issues in Nigerian education – the case of the level and scope of growth of Nigerian universities ». *Higher Education* 14 (3), juin 85 : 307-319 ; tabl. ; bibliogr.

C'est le coût du développement du système universitaire qui est le frein majeur de son expansion au Nigéria, expansion nécessaire en raison de l'augmentation de la demande qui ne peut être actuellement satisfaite.

Ouganda

3817. PRUNIER, Gérard – « Gestion économique et société en crise : l'Ouganda depuis la chute du maréchal Idi Amin Dada ». *Afrique contemporaine* 24 (134), juin 85 : 26-34 ; bibliogr.

Il faut reconnaître au régime du président Obote d'assez réels succès économiques, même si ceux-ci doivent beaucoup à l'aide étrangère et à des moyens d'action plus que discutables. Sur le plan politique interne, le régime doit faire face à l'hostilité larvée des populations bantoues du Sud et de l'Ouest et à la lutte de certaines minorités ethniques ce qui a amené le gouvernement à faire un appel croissant à l'aide militaire de l'Est. Des élections législatives sont prévues pour 1985 dont on peut mettre en doute le caractère totalement démocratique.

Pakistan

Voir aussi : n° 3534

3818. AYOOB, Mohammed – « Deteline Pakistan : a passage to anarchy ? ». *Foreign Policy (New York)* (59), été 85 : 154-173 ; carte.

Les dirigeants militaires pakistanais conduisent leur pays à la faillite comme le montrent les divisions internes dûes à la répression politique et à la négligence à l'égard des revendications des minorités et les pressions subies de l'extérieur.

3819. HASSAN, Riaz – « Islamization an analysis of religious political and social change in Pakistan ». *Middle Eastern Studies* 21 (3), juil. 85 : 263-284 ; tabl. ; bibliogr.

La prise de pouvoir par les militaires en 1977 a été suivie d'une islamisation intense, destinée à fournir une légitimité au nouveau régime ; mais d'autres forces sociales et politiques ont favorisé cette islamisation pour servir leurs propres intérêts.

3820. VICTOR, Jean-Christophe – « Le Pakistan dans la crise afghane ». *Politique étrangère* 50 (1), print. 85 : 187-197 ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Bien que devenu allié stratégique des Etats-Unis depuis l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS, le Pakistan connaît de nombreux problèmes liés au conflit afghan : divisions internes sur l'attitude à adopter vis-à-vis de ce problème, rôle de l'armée face aux violations de l'espace aérien du pays, importance à accorder aux conversations indirectes de Genève et absorption des réfugiés afghans.

3821. « Papers and proceedings of the first annual general meeting of the Pakistan Society of Developpement Economists, March 17-20, 1984 ». *The Pakistan Development Review* 23 (2-3), aut. 84 : 105-508 ; tabl., graph.

Numéro spécial consacré à l'économie pakistanaise. Voir les thèmes principaux : « Management of the public sector » ; « Population growth and economic development » ; « Problems of rural transformation » ; « International trade, industrial

growth and economic change » ; « Economic growth, income distribution and employment generation » ; « Economics of education » ; « Economics of energy ».

Papouasie – Nouvelle-Guinée

Voir aussi : n° 4000

3822. AXLINE, W. Andrew – « Decentralization, provincial policy making and the law in Papua New Guinea ». *Public Administration and Development* 4 (4), 1984 : 305-323 ; bibliogr.

L'indépendance de la Papouasie-Nouvelle Guinée en 1975 a été accompagnée par une loi organique sur le gouvernement provincial et la délégation des pouvoirs par l'exécutif national. Une étude des pouvoirs des gouvernements des provinces et de leurs fondements juridiques met en évidence les incohérences du processus de décentralisation des pouvoirs mis en place. Une coordination s'impose.

Pays-Bas

3823. ODINK, J.G. – « Rendementen, lonen en ATV in historisch perspectief » (Rendements, salaires et réduction du temps de travail dans une perspective historique). *Maandschrift economie* 49 (1), 1985 : 19-34.

L'évolution sur une longue période des rendements, des salaires et du temps de travail aux Pays-Bas. Qu'en est-il de l'hypothèse selon laquelle le niveau de vie serait descendu à celui des années 1930 ?

3824. OSSTERHAVEN, J. ; STOL, K. – « De positie van de provincies in het regionale stimulerings-en ontwikkelingsbeleid » (La position des provinces dans la politique régionale d'encouragement et de développement). *Maandschrift economie* 49 (1), 1985 : 3-18 ; tabl.

La politique socio-économique régionale aux Pays-Bas est marquée, depuis plusieurs années, par deux volets : une politique d'encouragement et une politique de développement ; chaque région apporte sa contribution à l'économie nationale, mais elle a en même temps son besoin individuel de mesures pour renforcer les faiblesses et exploiter les forces.

3825. DE VRIES, Bert ; DIJK, Daan – « Electric power generation options for the Netherlands to 2000 : an evaluation of government's and environmentalists' scenarios » *Energy Policy* 13 (3), juin 85 : 230-242 ; tabl., graph.

D'ici 2000 le coût des programmes énergétiques fondés sur l'énergie électrique et le pétrole ne variera guère pour les Pays-Bas. Leur richesse énergétique (gaz naturel) leur permettra de développer une politique indépendante en matière d'électricité pour les vingt années à venir.

Pérou

3826. FRANCO, Carlos – « Nación, Estado y clases : condiciones del debate en los años 80 ». *Socialismo y participación* (29), mars 85 : 1-18.

Analyse du processus de construction de l'Etat national en cours au Pérou et des changements qui concernent les formes de la dépendance externe, des inégalités socio-économiques et de l'hétérogénéité ethnico-culturelle et sous-tendent ce processu depuis les années vingt.

3827. BUSTAMANTE BELAUNDE, Luis – « Explorando el parlamento en el Perú ». *Nueva sociedad* (77), juin 85 : 36-46 ; graph.

Le parlement et les parlementaires au Pérou d'après une enquête de 1983, auprès des sénateurs et des députés.

3828. TULAEV, P.V. – « Struktura naemnogo truda v Peru i problema profsojuznogo edinstva » (La structure du travail salarié au Pérou et le

problème de l'unité syndicale). *Rabocij klass i sovremennyj mir* (2), avr. 85 : 141-148 ; tabl.

Les conditions de travail particulièrement difficiles des ouvriers péruviens sont dues à l'existence de plusieurs types de travail salarié dans le pays, qui provoque une division de la classe ouvrière et empêche la création d'une centrale syndicale unique. Cette situation n'est cependant pas irréversible.

3829. BRISSEAU-LOAIZA, Jeanine – « Les limites de l'intégration des communautés paysannes du Pérou depuis les réformes de 1969-1970 ». *Notes et études documentaires* (7), 1985 *Problèmes d'Amérique latine* (76), 2e trim. 85 : 113-136 ; tabl. ; bibliogr.

Le développement capitaliste, l'urbanisation, la politique indigéniste de l'Etat, semblaient devoir favoriser l'intégration complète des communautés paysannes péruviennes. En fait, on doit constater que celles-ci y ont trouvé, et notamment dans les villages, leurs éléments de résistance et de survie. Toutefois, c'est dans les campagnes et tout particulièrement dans les communautés que se développent actuellement des luttes agraires et politiques qui restent l'éternel moteur de toute la vie du pays.

Pologne

Voir aussi : n° 3845, 3898

3830. JAROSZ, Zdzislaw – « Prawo wyborcze a koalicyjny system sprawowania wladzy w PRL » (La loi électorale et la coalition gouvernementale en RPP) *Panstwo i prawo* 40 (4), avr. 85 : 33-44.

Les événements socio-politiques en Pologne dans les années 80 ont joué un rôle important dans la collaboration entre les différents partis politiques. Tous les acteurs de la coalition participent activement à la réalisation du programme des activités nationales. La nouvelle loi électorale doit définir la plate-forme politique des élections et les programmes électoraux.

3831. MICHNIK, Adam – « Dalla Kurkowa ». *Mondoperaio* 38 (6), juin 85 : 68-78.

Lettre du dirigeant de Solidarité, depuis la prison de la Kurkowa à Gdansk : le point sur l'action du syndicat, sur la résistance après le 13 décembre 1981, sur la répression, sur le rôle de l'Union soviétique.

3832. MURZYNOWSKI, Andrzej – « Ocena i prespektywy rozwoju prawa karnego procesowego w Polsce » (L'évaluation et les perspectives du développement du droit pénal en Pologne). *Panstwo i prawo* 40 (4), avr. 85 : 15-33.

La Pologne utilisait jusqu'en 1970 le code pénal de 1928. Le nouveau code pénal établi en 1969 a été fondé sur les principes démocratiques et socialistes. Depuis 1969 le code pénal est mis à jour quotidiennement et adapté aux nouvelles situations et exigences de la loi.

3833. MOJSIEWICZ, Czeslaw – « Polska w sotusunkach Wshod-Zachod » (La Pologne dans les relations Est-Ouest). *Sprawy miedzynarodowe* 38 (2), fév. 85 : 23-55.

La Pologne populaire participe activement à la vie internationale et entretient des relations diplomatiques avec 127 pays. La Pologne coopère avec tous les pays occidentaux et lutte pour que les relations Est-Ouest soient pacifiques et conformes à ses intérêts.

3834. MULTAN, Wojwieh – « Rozbrojenie w polityce zagranicznej Polski » (Le désarmement dans la politique étrangère polonaise). *Sprawy miedzynarodowe* 38 (2), fév. 85 : 7-23.

Le désarmement occupe une place importante dans la politique étrangère de la Pologne. La Pologne populaire lutte depuis 40 ans pour la paix dans le monde et pour le désarmement. La Pologne, comme tous les pays socialistes, est contre la course aux armements, l'arme bactériologique et la militarisation des fonds marins.

3835. PADOWICZ, Wojciech – « Uwarunkowania polityki zatrudnienia w Polsce w latach osiemdziesatych » (Les conditions de la politique de l'emploi en Pologne dans les années 80). *Praca i zabezpieczenie spoleczne* 27 (2), fév. 85 : 13-27 ; tabl.

On observe actuellement en Pologne un déficit de la main-d'œuvre qui va s'aggraver à cause de la chute démographique. Ce déficit a été provoqué aussi par les préretraites et la durée des congés de maternité (3 ans). Pour sortir de cette crise, il faut changer l'organisation du travail et nationaliser l'emploi.

3836. MINK, Georges ; TIRASPOLSKY, Anita – « Nouvelle manœuvre pour l'économie polonaise : la propagande de l'échec ». *Le courrier des pays de l'Est* (295), mai 85 : 44-56 ; tabl.

Le discours économique extrêmement pessimiste des dirigeants polonais s'explique par le décalage entre la réalité actuelle (dette extérieure, investissements anarchiques, pénuries, faible productivité), et les projets de réforme de 1981, qui indiquent la nécessité de retrouver des équilibres dans les rapports marchands et monétaires.

3837. KOWALEWSKI, Eugeniusz ; LOPUSKI, Jan – « Nowe prawo ubezpieczen gospodarczych » (Le nouveau droit des assurances économiques). *Panstwo i prawo* 400 (3), mars 85 : 17- 31 ; résumés en anglais, en russe et en français.

Le nouveau droit des assurances modifie l'organisation de l'activité d'assurance fondée en Pologne jusque là sur le monopole des institutions socialistes. Actuellement, pourront exercer une activité dans ce domaine, des établissements coopératifs ou des sociétés commerciales, ce qui doit contrecarrer les tendances monopolistes dans les nouvelles conditions économiques.

Portugal

Voir aussi : n° 3659, 3982

3838. « Economie de l'Espagne et du Portugal ». *Profils économiques* 19 (3), 1985 : 4-113 ; tabl., cartes, graph. ; bibliogr.

La situation économique, démographique, agricole des deux pays à la veille de leur entrée dans le Marché Commun. Voir notamment : COURTOT, Roland : n° 3659 ; FOURNEAU, Francis : n° 3660 ; CALVO, Francisco : n° 3661.

Roumanie

3839. GHERMANI, Dionisie – « Der XIII. Parteitag der RKP » (Le 13e Congrès du Parti communiste roumain). *Südosteuropa. Zeitschrift für Gegenwartsforschung* 34 (1), 1985 : 1-9.

Le XIIIe Congrès du Parti communiste roumain s'est tenu, en novembre 1984, dans une période de crise politique et économique. Le Président Ceaucescu a profité de ce Congrès pour renforcer encore son influence à travers sa femme et son fils, placés à des postes-clefs dans le Parti. Aucune révision fondamentale de la politique économique ni de la politique extérieure n'a été décidée.

3840. GHERMANI, Dionisie – « Jugend, Schul-und Ausbildungspolitik in Rumänien » (La politique pour la jeunesse, l'école et la formation en Roumanie). *Südosteuropa. Zeitschrift für Gegenwartsforschung* 34 (5), 1985 : 279-286 ; bibliogr.

Il y a un décalage en Roumanie entre les objectifs fixés dans le programme du Parti communiste et la réalité, dans le domaine scolaire, universitaire et de la formation. Le système éducatif n'a pas été modernisé depuis longtemps, les élèves sont peu motivés et leurs résultats aux examens sont modestes. Pour manifester son engagement pour la jeunesse, le gouvernement roumain va organiser le Congrès mondial de la jeunesse au mois de septembre 1985.

3841. DOH, Rainer – « Bevölkerungspolitik und generatives Verhalten in Rumänien » (La politique démographique et le comportement des géné-

rations en Roumanie). *Südosteuropa. Zeitschrift für Gegenwartsforschung* 34 (1), 1985 : 33-43 ; tabl.

D'après une enquête nationale sur la fécondité en Roumanie, le taux de fécondité est influencé de façon négative par trois facteurs : la vie urbaine, un niveau d'instruction supérieur des femmes, l'étroitesse des habitations.

Sénégal

Voir aussi : n° 3552, 3803

3842. EGAN, Mary Lou – « Setting priorities in African urban development : the case of secondary cities in Senegal ». *Planning and Administration* 12 (1), print. 85 : 61-74 ; cartes.

L'essor urbain au Sénégal doit être contrôlé et ses conséquences démographiques et sociales mieux gérées. Le gouvernement a donc adopté une stratégie de relance des centres urbains secondaires, adaptée aux réalités concrètes des villes choisies pour relancer en même temps le développement des zones environnantes. Le gouvernement ne doit pas néanmoins freiner brutalement l'essor de Dakar.

3843. NASCIMENTO, Jean-Claude ; RAFFINOT, Marc – « Politique de prix agricoles et comportement des producteurs : le cas de l'arachide au Sénégal ». *Revue économique* 36 (4), juil. 85 : 779-796 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

La fixation du prix de l'arachide reste pour le Sénégal une importante variable de politique économique, compte tenu de son impact sur les recettes budgétaires, les recettes d'exportation et l'équilibre ville/campagne. Au Sénégal, l'Etat n'a pas tenu suffisamment compte des réactions des producteurs et a surtout cherché une fixation des prix à un niveau très bas maximisant ses revenus immédiats au détriment des recettes budgétaires futures, des recettes d'exportation et du monde rural.

Somalie

3844. ODODA, Harry – « Somalia's domestic politics and foreign relations since the Ogaden war of 1977-1978 ». *Middle Eastern Studies* 21 (3), juil. 85 : 285-297 ; bibliogr.

La défaite de la Somalie dans la guerre de l'Ogaden a entraîné des bouleversements sur la scène intérieure – une opposition puissante au régime du Président Barre – et sur la scène diplomatique – essentiellement la rupture avec l'URSS et Cuba.

Soudan

Voir aussi : n° 2008

3845. D'SOUZA, Frances ; SHOHAM, Jeremy – « The spread of famine in Africa : avoiding the worst ». *Third World Quarterly* 7 (3), juil. 85 : 515-531 ; tabl., graph.

La famine au Soudan s'explique par l'échec des pouvoirs publics dans leur lutte contre la dégradation de l'environnement, l'insuffisance des investissements dans le secteur agricole traditionnel et l'absence de tout système de détection préventive. La plupart des pays d'Afrique se trouvant dans la même situation, il conviendrait de mettre sur pied un système d'informations météorologiques et agricoles qui permettrait de détecter les riques, et d'organiser l'aide internationale avant qu'il ne soit trop tard.

Salvador

3846. HANDAL, Schafik Jorge – « Mener l'offensive révolutionnaire continue ». *La nouvelle revue internationale* 28 (4), avr. 85 : 48-63.

La révolution salvadorienne continuera de progresser jusqu'à la conquête du pouvoir par les masses. Pour mener une offensive résolue dans tous les domaines, les forces progressistes et patriotes combinent les formes de lutte armée, politique et diplomatique.

Suède

3847. GAILLARD, Jacques – « L'aide suédoise à la recherche pour le développement des PED ». *Mondes en développement* 13 (49), 1985 : 51-63 ; graph. ; résumés en anglais et en espagnol.

L'Agence suédoise pour la coopération en matière de recherche avec les pays en développement (SAREC) a développé quatre programmes visant à renforcer les capacités nationales de recherche des PED. Historique, organisation et présentation des activités de la SAREC.

Suisse

Voir aussi : n° 2542, 3458

3848. ELSASSER, Hans ; LEIBUNDGUT, Hans – « La contribution d'activités touristiques et non-touristiques au développement endogène des régions alpines ». *Revue de géographie alpine* 73 (3), 1985 : 259-271 ; graph. ; bibliogr. ; résumé en allemand.

Les Alpes suisses permettent de saisir le rôle fondamental joué par le tourisme dans l'économie montagnarde et la nécessité de protéger ces régions des inconvénients que peut apporter un développement trop grand de l'activité touristique.

Tchécoslovaquie

Voir aussi : n° 3845

3849. GAGLIARDI, Paolo – « La Cecoslovacchia nell'era Gorbaciov : lo sviluppo tecnologico e le incognite del suo avvenire ». *Est-Ovest* 16 (2), 1985 : 7-14 ; tabl.

Malgré une volonté affichée d'intensifier le développement économique, la production tchécoslovaque reste encore à un faible niveau qualitatif et technologique. Les dirigeants semblent attendre, pour mettre en œuvre des innovations, que se confirment les nouvelles orientations de Moscou. Dans un avenir proche, le statu quo devrait prévaloir, permettant aux exportations occidentales à haut niveau technologique de continuer à pénétrer le marché tchécoslovaque.

3850. BLAHA, Jaroslav – « 1984 : la Tchécoslovaquie face au défi de la modernisation ». *Le courrier des pays de l'Est* (295), mai 85 : 37-44 ; tabl.

Après trois ans de stagnation (1981-1983), l'économie tchécoslovaque donne des signes de reprise : record historique de la production céréalière, croissance de la production industrielle et du montant global des investissements ; la poursuite de la reprise passe par une modernisation de l'appareil productif et une coopération industrielle plus affirmée avec l'Ouest, mais celle-ci se heurte à l'absence de volonté politique.

Tunisie

3851. RAULIER, Anne – « Stratégies de développement économique en Tunisie ». *Les cahiers du CEDAF* (3-4), 1985 : 172 p. ; tabl., graph.

Alors que le pouvoir affirme opérer un déblocage global de l'économie, l'analyse de l'urbanisation, de l'industrialisation, de la création d'emplois et de la répartition des revenus, indique que le pays est coupé en deux et ce, tant sur le plan économique que social ou culturel. L'analyse des techniques de conception et des applications du plan est à cet égard particulièrement révélatrice

Turquie

Voir aussi : n° 3627, 3982

3852. « Turkey ». *Middle East Economic Digest* 29 (27), 12 juil. 85 *Supplément* : 28 p.

Dossier consacré à l'économie turque : la politique du gouvernement Ozal, les résultats des principaux secteurs, les relations économiques avec le Moyen-Orient.

URSS

Institutions et vie politique

Voir aussi : n° 3618, 3670, 3844, 3889, 3890, 3891, 3893, 3894

3853. « Le système soviétique : consensus dans la dictature ». *Les temps modernes* 41 (468-469), août 85 : 1-238.

Numéro spécial consacré au débat sur le système soviétique provoqué par le livre de Heller, Fehér et Markus : « La dictature sur les besoins », qui, se réclamant d'une vision socialiste et démocratique, entreprend une critique radicale du système de pouvoir soviétique. Voir HELLER, Agnès et al. : n° 3994 ; ZASLAVSKY, Victor : n° 3865 ; COHEN, Jim : n° 3863 ; SOCHOR, Lubomir : n° 3854.

3854. SOCHOR, Lubomir – « Le socialisme réel : une idéologie tournée vers le passé ». *Les temps modernes* 41 (468-469), août 85 : 158-238.

Le « socialisme réel » ou « socialisme existant » répercute la transformation importante de l'idéologie soviétique en exprimant l'abandon de toute utopie au profit de la volonté de l'élite au pouvoir de perdurer dans l'immobilisme institutionnel et idéologique, d'empêcher tout changement et de maintenir le statu quo social.

3855. RAMET, Pedro – « Innenpolitische Determinanten der sowjetischen Interventionspolitik. Zu den Auswirkungen der tschechoslowakischen und polnischen Krise auf den Westen der USSR » (Le rôle des problèmes politiques intérieurs dans la politique d'intervention soviétique. Les conséquences de la crise tchécoslovaque et polonaise à l'Ouest de l'URSS). *Osteuropa* 35 (3), mars 85 : 181-197 ; tabl.

Au moment de la crise tchécoslovaque en 1968 et de la crise polonaise en 1980-1981, le gouvernement soviétique a eu à faire face à des revendications et même à des troubles dans les républiques baltes et en Ukraine. La crainte d'une révolte dans ces régions explique en grande partie la fermeté de l'URSS à l'égard de la Tchécoslovaquie et de la Pologne.

3856. BARABASEV, G.V. ; SEREMET, K.F. – « Konstitucija SSSR i teoretičeskie problemy razvitija Sovetov » (La Constitution de l'URSS et les problèmes théoriques du développement des Soviets). *Sovetskoe gosudarstvo i pravo* (5), mai 85 : 33-42 ; résumé en anglais.

L'Etat soviétique doit rechercher, d'une manière impérative et urgente, la solution de tous les problèmes et contradictions dialectiques qui s'opposent à la réalisation effective par les Soviets de tous leurs pouvoirs en tant qu'organes représentantifs du peuple soviétique.

3857. Gorbatchev

a. SIMIS, Konstantin – « The Gorbachev generation ». *Foreign Policy (New York)* (59), été 85 : 3-21.

Contrairement aux vues optimistes de certains soviétologues occidentaux, le chef du Parti communiste d'Union soviétique, qui représente la nouvelle génération dirigeante des moins de 60 ans, ne tentera pas de réformes audacieuses. L'éducation dans le Parti, la carrière et les discours de Gorbachev montrent que son intérêt principal est de conserver le statu quo à l'intérieur et de continuer à maintenir une pression militaire en Europe et dans le Tiers-Monde.

b. BRAHM, Heinz ; VOGEL, Heinrich – « Gorbatschow vor grossen Aufgaben » (Gorbatchev face à des tâches importantes). *Aus Politik und Zeitgeschichte* (21-22) 25 mai 85 : 3-13 ; bilbiogr.

Un nouveau secrétaire général du comité central du PCUS n'est pas une garantie de changement de cap de la politique soviétique. Avant d'aborder la politique intérieure Gorbatchev a la tâche de renforcer l'efficacité économique. La croissance du produit national est estimée à environ 2 ou 3 %.

3858. KULIKOVA, G.B. ; MUROMCEVA, L.P. – « Nekotorye voprosy partijnogo rukovodstva sovetami v sovremennyh uslovijah » (A propos de la direction des Soviets par le Parti dans les conditions actuelles). *Voprosy istorii KPSS* (4), avr. 85 : 19-31.

La direction des Soviets par le Parti est une direction multidimensionnelle, complexe, visant à ne négliger aucune des potentialités démocratiques des Soviets, à développer leurs initiatives, à renforcer leurs liens avec les masses. L'augmentation du rôle dirigeant du Parti dans les Soviets est la source d'une réalisation plus complète de toutes les possibilités inépuisables de la démocratie socialiste dans les activités des Soviets.

3859. JUNG, Lothar – « Bestimmungsfaktoren und Tendenzen sowjetischer Aussenpolitik in den achtziger Jahren ». (Les éléments déterminants et les tendances de la politique extérieure en URSS dans les années quatre-vingt). *Aus Politik und Zeitgeschichte* (21-22), 25 mai 85 : 14-31.

Deux directions différentes déterminent toujours la stratégie du gouvernement soviétique : une orientation vers la politique intérieure qui avait comme objectif de maîtriser les problèmes internes et une orientation vers une politique de puissance pour défendre et assurer l'équilibre stratégique. Pour pouvoir moderniser l'industrie de son pays, Gorbatchev ne peut pas se permettre d'avoir des problèmes de politique extérieure.

3860. GINSBURGS, George – « Soviet Austrian cooperation in legal matters, 1924-1970 ». *Osteuropa Recht* 31 (1-2), avr. 85 : 27-40.

Dès 1920, l'Autriche avait repris des relations juridiques avec l'URSS. En suivant les contacts juridiques entre ces deux pays et en analysant les méthodes de travail retenues, il est possible de tirer un grand nombre d'enseignements concernant la diplomatie des deux pays ainsi que les techniques de négociation.

3861. L'URSS en Afghanistan, cinq ans après le début du conflit

a. « The war in Afghanistan ». *Orbis* 29 (1), print. 85 : 5-71 ; carte.
Suite d'articles : cinq ans après l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS, aucune solution au conflit ne semble en vue. La résistance à l'occupation se renforce tandis que les forces soviétiques répondent par une répression de plus en plus brutale. Voir notamment : ALEXIEU, Alex R. : « Soviet strategy and the Mujahidin » ; CANFIELD, Robert L. : « Islamic sources of resistance ».

b. KRAKOWSKI, Elie D. – « Defining success in Afghanistan ». *The Washington Quarterly* 8 (2), print. 85 : 37-46.
Actuellement, l'URSS semble dans une impasse en Afghanistan. Son objectif n'est pas de vaincre rapidement la résistance, mais de la miner, en la coupant de ses soutiens tant intérieurs qu'extérieurs. L'issue d'une telle tactique n'est pas certaine et si la résistance des rebelles se maintenait, l'Union soviétique se verrait contrainte d'accroître ses troupes et de donner plus d'ampleur à son intervention. Les conséquences d'une telle démarche seraient graves pour elle et il est probable qu'elle choisirait de se retirer en sauvant la face.

c. COLLINS, Joseph J. – « The Soviet military experience in Afghanistan ». *Military Review* 45 (5), mai 85 : 16-28 ; tabl., carte.
Cinq ans après être entrées en Afghanistan, les troupes soviétiques ne contrôlent qu'une petite part du territoire. La stratégie soviétique consiste essentiellement à se maintenir dans les villes et à contrôler les moyens de communication.

d. BARIALY, Mahmud – « Le gage de la victoire sur la contre-révolution ». *La nouvelle revue internationale* 28 (6), juin 85 : 37-48.
Victime d'une offensive acharnée de la contre-révolution intérieure soutenue par les puissances impérialistes et leurs alliés dans la région, l'Afghanistan démocratique défend, grâce à une aide généreuse de l'Union soviétique, son indépendance et son pouvoir révolutionnaire.

3862. GONZALEZ, Edward – « The Cuban and Soviet challenge in the Caribbean Basin ». *Orbis* 29 (1), print. 85 : 73-94 ; tabl.

Depuis 1979, les intérêts de Cuba et de l'URSS convergent en ce qui concerne le Bassin des Caraïbes, et leur capacité d'influer sur l'évolution politique de la région s'est accrue. Cette convergence pourrait s'atténuer dans l'avenir surtout si les risques d'une confrontation militaire directe avec les Etats-Unis (comme à la Grenade) se précisent, ce que l'Union soviétique tient par-dessus tout à éviter.

3863. COHEN, Jim – « Expansionnisme soviétique dans le Tiers-Monde ? Questions aux auteurs de la dictature sur les besoins ». *Les temps modernes* 41 (468-469), août 85 : 134-157.

Critique de l'analyse de l'expansionnisme soviétique telle qu'elle s'exprime dans l'ouvrage de Heller, Feher et Markus « La dictature sur les besoins » et qui occulte complètement la réalité de l'impérialisme occidental.

3864. La politique stratégique

a. JEANCLOS, Yves – « Le principe de congruence dans la pratique stratégique soviétique. Essai de restitution du discours soviétique sur les déploiements de missiles en Europe ». *Arès défense et sécurité* 7, 1984 : 343-369.
L'URSS répond trait pour trait aux actions militaires et diplomatiques américaines en recourant dans sa pratique stratégique au principe de congruence. Face aux Pershing II déployés en Europe, elle oppose une panoplie d'armes nucléaires tactiques. Elle procède à un encerclement naval rapproché pour rétablir une certaine stabilité militaire et elle cesse toute participation aux formes de négociations portant sur les armes nucléaires.

b. RIVKIN, David B. – « What does Moscow think ? ». *Foreign Policy (New York)* (59), été 85 : 85-105.
Tant que les Etats-Unis ne reconnaîtront pas la nécessité de réduire considérablement leurs forces offensives pour conduire à bien leur programme de défense, la politique soviétique sera menée par la crainte de la supériorité américaine et les deux puissances poursuivront leur course aux armements.

Problèmes sociaux et économiques

Voir aussi : n° 3907, 3997

3865. ZASLAVSKY, Victor – « Le régime et la classe ouvrière en Union soviétique ». *Les temps modernes* 41 (468-469), août 85 : 58-87.

Le système soviétique fonctionne grâce à un certain consensus social rendu possible par la création d'un grand nombre d'emplois « cols blancs » et donc, un espoir de promotion sociale chez beaucoup de travailleurs manuels, qui prime sur la conscience et la solidarité de classe.

3866. SCHLOGEL, Karl – « Okologiediskussion und Umweltschutzmassnahmen in der Sowjetunion » (La discussion sur l'écologie et les mesures contre la pollution en Union soviétique). *Aus Politik und Zeitgeschichte* (21-22), 25 mai 85 : 32-46 ; bibliogr.

Le retard technologique et le manque de responsabilité des individus freinent la réalisation des mesures prises pour la protection de l'environnement.

3867. DIETZ, Barbara – « Vertraglich geregelte Direktbeziehungen zwischen Lieferanten und Abnehmerbetrieben in der Sowjetunion » (Les relations directes contractuelles entre les entreprises qui fournissent et les entreprises qui sont acquéreuses en Union soviétique). *Osteuropa Wirtschaft* 30 (2), juin 85 : 129-139 ; tabl. ; bibliogr. ; résumés en anglais.

Les relations contractuelles directes sont utiles pour améliorer l'efficacité du système de l'offre, mais risquent d'échouer à cause d'un manque de possibilités des entreprises intéressées et à cause de l'intervention des bureaux d'études dans les relations contractuelles déjà existantes.

3868. DESAI, Padma – « Total factor productivity in postwar Soviet industry and its branches ». *Journal of Comparative Economics* 9 (1), mars 85 : 1-23 ; tabl. ; bibliogr.

C'est la fonction de production Cobb-Douglas qui explique le mieux le retard de la production industrielle soviétique après 1945, que l'on se base sur des statistiques soviétiques ou sur celles de la CIA. Des différences apparaissent néanmoins, les statistiques soviétiques étant souvent exagérées.

3869. WYZAN, Michael L. – « Soviet agricultural procurement pricing : a study in perversity ». *Journal of Comparative Economics* 9 (1), mars 85 : 24-45 ; tabl. ; bibliogr.

Les prix des produits agricoles en URSS varient en fonction de l'abondance des récoltes, des régions et de la qualité des produits. Analyse des conséquences des variations dans les prix pour les fermiers.

3870. IVANOV, Ju. – « 60 let Banku dlja vnešnej torgovli SSSR » (Les 60 ans de la Banque pour le commerce extérieur de l'URSS). *Vnešnjaja torgovlja* (4), 1985 : 8-15.

Toutes les opérations financières relatives au commerce avec l'étranger s'effectuent par l'intermédiaire de la Banque pour le commerce extérieur de l'URSS. En 60 ans d'existence, elle est devenue un organisme moderne, capable de fournir rapidement tous les services bancaires de qualité.

3871. ZINOV'EV, N.V. ; KLOČKOVSKIJ, L.L – « K novym rubežam vo vzaimnoj torgovle » (Vers de nouveaux horizons du commerce mutuel). *Latinskaja Amerika* (4), avr. 85 : 7-19.

Le développement accéléré du commerce soviéto-latino-américain constitue une voie importante de la suppression du retard économique des pays latino-américains. Les échanges avec l'URSS offrent l'avantage de respecter les intérêts de tous les partenaires et de privilégier les produits industriels.

Uruguay

Voir aussi : n° 3966

3872. La démocratisation

a. FINCH, Henry – « Democratisation in Uruguay ». *Third World Quarterly* 7 (3), juil. 85 : 594-609.

Des élections ont eu lieu en Uruguay en mars 1985, pour la première fois depuis 1973, mettant un terme au régime le plus répressif du Cône sud. La transition s'est effectuée grâce à un accord entre les militaires et les forces politiques. Les élections montrent que les éléments conservateurs restent forts ; les militaires restant sur la défensive, la stabilité politique n'est pas garantie d'autant plus que la situation économique n'est pas bonne.

b. DEMUSKINA, E.V. – « Pobeda antidiktatorskih sil v'Uruvæ » (La victoire des forces antidictatoriales en Uruguay). *Latinskaja Amerika* (4), avr. 85 : 20-31.

La dictature a été vaincue en Uruguay grâce à une action concertée de l'opposition politique et sociale et d'un mouvement de masse organisé.

Venezuela

3873. TORRES, Arístide – « Fe y desencanto democrático en Venezuela ». *Nueva sociedad* (77), juin 85 : 52-64 ; tabl.

L'évolution de l'opinion d'après les enquêtes de 1973-1983 rend évidente une attitude de plus en plus critique à l'égard des gouvernements et des hommes politiques ; l'analyse de cette évolution, certainement dangereuse, montre cependant que les critiques n'atteignent pour le moment ni les principes, ni les institutions du régime démocratique.

3874. BAPTISTA, Asdrúbal – « Gasto público petrolero y distribución del ingreso : una nota adicional ». *El trimestre económico* 52 (1), mars 85 : 225-236 ; tabl.

Les revenus pétroliers ont rendu atypique au Venezuela le rapport entre les variations de la productivité et des salaires : la hausse de ceux-ci a précédé et dépassé l'accroissement de celle-là.

3875. BOURGUIGNON, François – « Le choc pétrolier au Venezuela : 1973-1982 ». *Notes et études documentaires* (1), 1985 *Problèmes d'Amérique latine* (75), 1er trim. 85 : 29-71 ; tabl.

L'augmentation des prix pétroliers en 1973-1974 et en 1979-1980 a accru de façon spectaculaire le potentiel de développement vénézuelien. Mais la politique éco-

nomique menée par le gouvernement a été un échec ; elle n'a pas su limiter les dépenses publiques, contrôler l'endettement extérieur des secteurs privé et public et s'assurer d'une meilleure rentabilité des investissements publics.

Yougoslavie

Voir aussi : n° 3907

3876. REUTER, Jens – « Politik und Wirtschaft in Kosovo » (Politique et économie à Kosovo). *Südosteuropa. Zeitschrift für Gegenwartsforschung* 34 (1), 1985 : 10-23.

Le gouvernement yougoslave cherche actuellement à mettre fin aux troubles qui s'amplifient dans la région de Kosovo : mesures de répression pour imposer le retour au calme, arrêt de l'émigration des Serbes et des Monténégrins vers d'autres régions, relance de l'économie, amélioration des relations avec l'Albanie.

3877. KURPEJOVIC, Audrel – « Le progrès des républiques et provinces insuffisamment développées ». *Questions actuelles du socialisme* 31 (4), avr. 85 : 44-55.

Le système de stimulation du développement des régions retardataires et les résultats obtenus.

3878. ROBINSON, Sherman ; D'ANDREA TYSON, Laura – « Foreign trade, resource allocation and structural adjustment in Yugoslavia : 1976-1980 ». *Journal of Comparative Economics* 9 (1), mars 85 : 46-70 ; tabl. ; bibliogr.

Le commerce extérieur de la Yougoslavie a subi de profonds bouleversements entre 1976 et 1980, dûs à des erreurs de politique économique intérieure et au système artificiel de fixation des prix. La méthode d'analyse du mécanisme interne de cette crise des échanges serait également adaptable à une autre économie socialiste, comme celle de la Hongrie.

Zaïre

3879. BRUNEAU, Jean-Claude ; LOOTENS-DE-MUYNCK, Marie-Thérèse – « Dynamique démographique des quartiers de Lubumbashi des origines à nos jours ». *Les cahiers d'Outre Mer* 38 (150), juin 85 : 121-149 ; graph., cartes ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Histoire du peuplement et de l'évolution spatiale de Lubumbashi, 2e ville du Zaïre, selon de grandes étapes : 1924, 1948, 1957 et 1973. Actuellement, c'est une ville horizontale d'une densité modérée, mais présentant de forts contrastes entre les quartiers aisés aérés et les quartiers populaires très peuplés.

3880. VERHAEGEN, Benoît – « Les safaris technologiques au Zaïre ». *Politique africaine* (18), juin 85 : 71-87.

A partir de 1970, le Zaïre devient l'enjeu d'investissements importants en provenance des Etats-Unis, de RFA, de France et d'Italie. Ces dépenses spectaculaires ont donné lieu à un véritable gaspillage technologique du point de vue de l'économie globale, mais qui s'est révélé fort lucratif à la fois pour la classe dirigeante locale et pour les firmes occidentales.

II
RELATIONS INTERNATIONALES ETUDES COMPARATIVES

Etudes politiques

Problèmes intérieurs

3881. SUMBATJAN, Ju G. – « Nacional'no-demokratičeskaja revoljucija : problemy i perspektivy » (La révolution nationale démocratique : problèmes et perspectives). *Voprosy filosofii* (5), 1985 : 104-115.

La révolution nationale démocratique est une variante des révolutions de libération nationale qui, malgré ses nombreuses contradictions, participe au processus révolutionnaire mondial et crée les conditions nécessaires pour le passage au socialisme dans les pays libérés.

3882. « Ethnicity and regionalism ». *International Political Science Review* 6 (2), 1985 : 157-272.

Numéro spécial consacré à l'articulation entre les problèmes ethniques et ceux de leur assise territoriale, au rôle joué par les cultures, y compris celles qui sont par définition universelles, à l'évolution de la notion d'« ethnie » et au droit à l'autodétermination. Voir notamment : AGNEW, John : n° 3758 ; STAASSOLDO, Raimondo : n° 3773 ; KASSIS, Hanna E : n° 3798 ; BONNE MAISON, Joël : n° 3757.

3883. ABALOS, José – Introducción al estudio de los movimientos regionales ». *El trimestre económico* 52 (2), juin 85 : 379-410 ; bibliogr.

Etat actuel des questions que posent aujourd'hui le développement et la mondialisation du mouvement régionaliste, d'un point de vue économique, social et politique.

3884. « Les ambiguïtés du pouvoir local ». *Revue internationale d'action communautaire* 13 (53), print. 85 : 3-160 ; bibliogr., résumés en anglais et en espagnol.

Numéro spécial. Le pouvoir local recouvre et recoupe une multitude d'enjeux. Derrière les phénomènes tels que la restructuration de l'emploi ou les politiques de décentralisation, se définissent des stratégies entre les groupes d'acteurs qui s'affrontent sur la scène locale en vue d'améliorer leur position relative. Le pouvoir local apparait comme un pouvoir ambigü plus que jamais susceptible d'être accaparé par les forces du changement et les élites traditionnelles ou par la classe politique dominante. Exemples pris aux Etats-Unis, au Canada, en Grande-Bretagne, en France et en Belgique.

3885. MELUCCI, Alberto – « Movimenti sociali negli anni'80 : alla ricerca di un oggetto perduto ? » *Stato e mercato* (14), août 85 : 229-251 ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Plus que les sujets de l'action collective, les mouvements sociaux en sont les acteurs. Concentrés sur des objectifs spécifiques, ils connaissent successivement des moments de mobilisation et des moments de latence. Les conflits où ils interviennent n'ont pas pour issue la victoire ou la défaite, mais sont des moteurs de mutation. Enfin, ils n'empruntent pas les formes traditionnelles de représentation politique, mais transmettent leur message de façon plus souple, et sont à l'origine de nouveaux schémas culturels.

3886. GREWLICH, Klaus W. – « Freier elektronischer Informations – und Datenfluss ? » (Vers la liberté des flux de données et d'informations électroniques ?) *Aussenpolitik* 36 (1), 1er trim. 85 : 54-68.

Le développement des flux transnationaux de données : aspects économiques, politiques, juridiques et culturels.

3887. FEIWEL, George R. – « Some sources of disagreements in economics ». *Rivista internazionale di scienze economiche e commerciali* 32 (4), avr. 85 : 305-322 ; bibliogr. ; résumé en italien.

Diversité d'attitudes et de motivations, conceptions opposées des processus économiques et des méthodes de la science économique, présupposés politiques et philosophiques divergents, positions à l'égard du rôle de la théorisation sont les principaux points de friction entre économistes aujourd'hui. La discipline souffre aussi du manque d'une perception interdisciplinaire qui en élargirait les perspectives.

3888. COOMBS, Philip H. – « Suggestions pour une politique réaliste de l'éducation des adultes ». *Perspectives (Unesco)* 15 (1), 1985 : 29-43.

La mise en œuvre de l'éducation des adultes dans toutes les sociétés souffre de cinq problèmes fondamentaux : dispersion des responsabilités, relations inter-institutions, objectifs, priorités et motivations, ressources nécessaires, poids de l'enseignement scolaire.

Problèmes internationaux

3889. LEBOW, Richard Ned – « " Fenster der Versuchung ". Nutzen Staaten ihre militärische Überlegenheit bis zum letzten aus ? » (La « victoire de la tentation », les Etats profitent-ils de toutes les possibilités de leur supériorité militaire ?) *Beiträge zur Konfliktforschung* 15 (1), 1985 : 31-62.

La supériorité militaire ne garantit pas à un Etat la possibilité de mener une guerre préventive contre un autre Etat, sans risque d'être vaincu, comme l'illustrent trois exemples : l'Allemagne contre la Russie et la France dans les crises de 1905, 1909 et 1912, les Etats-Unis contre l'Union soviétique de 1945 à 1965, l'Union soviétique contre la Chine de la fin des années soixante au début des années soixante-dix.

3890. Les relations Est-Ouest

a. ZEEBROEK, Xavier – « Soviet expansionism and expansive anti-sovietism ». *Socialist Register* 1984 : 278-298 ; tabl.
Aux Etats-Unis, tout ce qui concerne l'Union Soviétique est toujours considéré sous un aspect négatif. L'évaluation de ses capacités militaires sert de prétexte à une augmentation des dépenses militaires américaines. Cet antisoviétisme est répandu non seulement dans les milieux politiques, mais aussi dans les médias de tous les pays occidentaux.

b. SMAIL, J. Kenneth – « Building bridges via reciprocal hostage exchange : a confidence-enhancing alternative to nuclear deterrence ». *Bulletin of Peace Proposals* 16 (2), 1985 : 167-177 ; tabl.
Pour accroître les conditions susceptibles de créer un climat de détente, pourquoi ne pas échanger un million environ de Russes contre un million d'Américains que l'on disperserait sur le territoire de l'adversaire envers lequel on serait ainsi moins tenté d'utiliser la force ? C'est la théorie de

l'« échange réciproque d'otages » qui devrait améliorer le climat de confiance entre l'Est et l'Ouest.

c. WHITAKER, Reg – « Fighting the cold war on the home front : America, Britain, Australia and Canada ». *Socialist Register* 1984 : 23-67.
Pendant la guerre froide, les Etats-Unis n'ont pas été le seul pays à pratiquer une répression politique à l'égard des communistes ou des personnes considérées comme telles ; les gouvernements australien et britannique de l'époque ont également pris des mesures de contrôle et d'épuration.

3891. Les mouvements pacifistes

a. « Aspects du pacifisme ». *Arès défense et sécurité* 7, 1984 : 15-92 ; bibliogr.
Suite d'articles consacrés à certains aspects peu étudiés jusqu'à présent du mouvement pour la paix tels que l'analyse économique de la paix, le rôle de l'ONU ou même le mouvement de paix français. Voir : COLARD, Daniel : n° 3716 ; FONTANEL, Jacques ; SMITH, Ron : n° 3716 ; GUILHAUDIS, Jean-François : n° 3891.

b. GUILHAUDIS, Jean-François – « Les Nations-Unies et le mouvement de paix ». *Arès défense et sécurité* 7, 1984 : 75-92 ; bibliogr.
L'étude des relations Nations-Unies – Mouvement de paix montre que les Nations-Unies appuient fortement le Mouvement de paix en le légitimant indirectement, en lui fournissant une tribune en l'aidant à diffuser l'idéologie et en introduisant l'opinion publique dans le débat du désarmement. De leur côté, les Occidentaux ne manifestent pas un grand enthousiasme pour la campagne mondiale pour le désarmement.

c. SILIN, E. – « Antivoennoe dvizenie na sovremennom etape » (Le mouvement pacifiste à l'étape actuelle). *MEMO* (6), 1985 : 21-32 ; résumé en anglais.
Après une montée spectaculaire dans tous les pays occidentaux au début des années 80, le mouvement pacifiste doit faire face aujourd'hui à une offensive concertée des ennemis de la paix, réunissant les moyens législatifs et les manœuvres politiciennes. Cependant, la propagande la plus puissante et la plus habile ne pourra jamais changer ce qui est l'évidence même : les intérêts fondamentaux du mouvement pacifiste coïncident avec la politique pacifique de l'URSS.

3892. Le commerce des armes

a. KRAUSE, Joachim – « Der internationale Handel mit Waffen und Rüstungsgütern. Strukturen, Entwicklungen und Perspektiven » (Le commerce international des armes. Structures, évolution et perspectives). *Europa Archiv* 40 (10), 25 mai 85 : 307-316.
Le commerce des armes représente environ 2 % du commerce mondial, mais il est inégalement réparti : 70 à 75 % sur le marché du Tiers-Monde, 15 à 20 % dans les pays occidentaux, 10 % dans les pays de l'Est. La vente massive d'armes aux pays du Tiers-Monde risque de provoquer des guerres et de créer des situations que les pays exportateurs d'armes ne seraient pas capables de controler.

b. NEUMAN, Stephanie G. – « Coproduction, barter, and countertrade : offsets in the international arms market ». *Orbis* 29 (1), print. 85 : 183-213 ; tabl.
Les accords de compensation dans le commerce des armes : importance, type d'accords, conséquences pour le commerce international et le système financier international.

3893. Le contrôle des armements

a. HOLST, Johan Jorgen – « On how to achieve progress in nuclear arms negotiations ». *Bulletin of Peace Proposals* 16 (2), 1985 : 87-97.
Les négociations sur la réduction des armements nucléaires ne progresseront que si les Etats renoncent à considérer leurs seuls intérêts nationaux. Une meilleure connaissance des causes des échecs antérieurs met en évidence les conditions d'une relance : réunions de sommets périodiques, reprise des négociations sur les expériences nucléaires et défense du traité ABM de 1972. Voir aussi : ARBESS, Daniel J. : « International law revisited : meeting the legal challenge of nuclear weapons ».

b. NYE, Joseph S. Jr. – « NPT : the logic of inequality ». *Foreign Policy (New York)* (59), été 85 : 123-131.
A la troisième conférence de Genève en septembre prochain, sur la révision du Traité de non-prolifération des armes nucléaires de 1968, les pays non-armés se plaindront sans doute de l'hypocrisie des super-puissances. En fait,

la plupart des Etats doivent accepter cette inégalité d'armement car une « égalité anarchique » serait plus dangereuse.

c. PETROVSKI, V. – « Magistral'nyj put'k bezopasnomu miru » (La voie magistrale vers un monde de sécurité). *MEMO* (6), 1985 : 3-17 ; résumé en anglais.
Le réalisme politique ne laisse pas d'autre choix à l'époque nucléaire que la recherche incessante de la limitation des armements et du désarmement. L'URSS, fidèle à la politique léniniste pacifique, accepte de participer à toutes les négociations sérieuses et honnêtes, susceptibles de faire progresser le monde sur la voie de la sécurité.

d. « Its arms control obsolete ? » *Harper's* 271 (1622), juil. 85 : 35-50.
Débat entre des personnalités politiques américaines (dont G. Ford, J. Carter, H. Kissinger...) et soviétiques (dont A. Dobrynin) : le contrôle des armements est-il un processus dépassé ? Quelles sont les chances de réussite des négociations de Genève ?

e. PIROTTE, Olivier – « Réflexions sur quarante ans d'expérience en matière de non-prolifération horizontale ». *Arès défense et sécurité* 7, 1984 : 149-179 ; bibliogr.
La mise en place progressive d'une réglementation internationale a conduit à une certaine canalisation du risque. Cette réglementation apparait comme fragmentaire et fallacieuse dans son argumentation. L'état actuel de la non-prolifération reste soumis à l'aléa du devenir des technologies et un climat de méfiance s'est installé.

f. HAMM, Manfred R. – « The umbrella talks ? » *The Washington Quarterly* 8 (2), print. 85 : 133-146.
Les négociations concernant la limitation des armements nucléaires ont repris à Genève, sans que la position et les objectifs de l'Union soviétique aient changé. Lors des nouvelles discussions, les Etats-Unis devront, dans le cadre de la politique de l'OTAN, faire face à trois problèmes importants : contenir les pressions de leurs partenaires européens qui veulent mettre sur le même plan les armes offensives et défensives ; refuser tout moratoire concernant le déploiement des euromissiles alors que les négociations en ce domaine se poursuivent ; refuser toute tentative de fusion des négociations INF et START.

3894. HAMM, Manfred R. – « Deterrence, cheminal warfare, and arms control ». *Orbis* 29 (1), print. 85 : 119-163.

L'OTAN n'a pas à ce jour de doctrine en matière d'armement chimique ni de capacités offensives et défensives suffisantes pour conduire des opérations dans un conflit ou ce type d'arme serait utilisé. Les progrès réalisés par l'URSS en ce domaine ont entraîné depuis 1973 une lente évolution des mentalités. L'OTAN doit redresser ce déséquilibre, ne serait-ce que pour amener l'URSS à des négociations équitables sur un contrôle de l'armement chimique.

Problèmes idéologiques

3895. « Islam : politica e rivoluzione ». *Politica internazionale* 13 (6), juin 85 : 57-94.

Dossier sur le phénomène islamique : depuis la flambée de l'intégrisme iranien en 1979, le renouveau islamique s'est étendu à tous les pays musulmans, particulièrement ceux qui connaissent une crise sociale.

3896. LAZZATI, G. – « La Chiesa nella comunità politica : riflessioni sui modi di una presenza ». *Aggiornamenti sociali* 36 (7-8), août 85 : 495-508.

L'Eglise catholique, présente dans le monde entier, est responsable, au-delà de sa mission de rédemption spirituelle, d'une mission temporelle. Ses fidèles doivent assurer, dans le pluralisme, la réalisation de ses valeurs de base. L'inscription dans la communauté politique peut certes s'effectuer à travers un parti spécifique, mais ce n'est pas obligatoire, et il est même nuisible qu'un tel parti reçoive l'étiquette de « Chrétien » ou « catholique ».

3897. HOUTARD, François – « Religion and anti-communism : the case of the Catholic church ». *Socialist Register* 1984 : 349-363.

L'opposition fondamentale de l'Eglise catholique à l'égard du communisme se situe à plusieurs niveaux : religieux et philosophique, moral, politique.

3898. TIMMERMANN, Heinz – « Demokratischer Zentralismus heute. Zur Diskussion über Organisationsprinzipien und Modellfunktion kommunistischen Parteien » (Le centralisme démocratique aujourd'hui. Le débat sur les principes d'organisation et la fonction de modèle des partis communistes). *Osteuropa* 35 (3), mars 85 : 169-180.

Le centralisme démocratique a été posé comme principe de base de l'organisation des Partis communistes, afin de contrer toute tendance anarchiste ou spontanéiste. Depuis quelques années, ce principe fait l'objet de débats à l'Est (Pologne) comme à l'Ouest (France) et est remis en cause par le Parti communiste italien.

3899. « The uses of anti-communism ». *Socialist Register* 1984 : 1-363.

Numéro consacré à l'anticommunisme, plus particulièrement dans les années cinquante. Voir notamment : WHITAKER, Reg : n° 3890 ; HALLIDAY, Jon : n° 3655 ; GRAF, William : n° 3616 ; WOLFE, Alan : n° 3670 ; ZEEBROEK, Xavier : n° 3890 ; Garnier, Jean-Pierre : n° 3715 ; BRENNER, Philip : n° 3676 ; PETRAS, Sanos F ; MORLEY, Morris H. : n° 3676 ; DELWIT, Pascal ; DEWAELE, Jean-Michel : n° 3720 ; HOUTARD, François : n° 3897.

Organisation internatinale

Voir aussi : n° 3891, 3893, 3894, 3946

3900. COLARD, Daniel – « Les relations Est-Ouest et la destruction du Boeing sud-coréen par l'URSS, le 1er septembre 1983 ». *Arès défense et sécurité* 7, 1984 : 319-342 ; carte.

La destruction en temps de paix d'un avion transportant 296 civils par une super-puissance soulève des questions qui interpellent l'ensemble de la Communauté internationale. Cet acte inqualifiable au regard de la morale, des règles humanitaires et de la défense des droits de l'homme permet de dégager des enseignements politiques, diplomatiques et juridiques.

3901. FINDLAY, Christopher – « The persistence and pervasiveness of the regulation of international trade in civil aviation ». *The Singapore Economic Review* 30 (1), avr. 85 : 77-89 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Le système actuel de l'aviation commerciale internationale a été mis en place en 1944, lors de la Convention de Chicago. Différents types d'explications peuvent être avancés pour justifier la réglementation actuelle qui combine les intérêts privés et les intérêts gouvernementaux, mais tente aussi de coordonner les intérêts nationaux contradictoires.

3902. USCHAKOW, Alexander – « Der völkerrechtliche " Gewaltverzicht " » (La renonciation à la violence selon le droit international). *Osteuropa Recht* 31 (1-2), avr. 85 : 59-88.

Les pays du Pacte de Varsovie ont déjà proposé divers pactes de non-agression et de renonciation à la guerre à l'Occident. La CSCE a stimulé ce courant qui a encore abouti à la déclaration du 28 juin 1983 suivie de l'Appel du 7 mai 1984 et du commentaire du 17 juin 1984, concernant une renonciation internationale à la guerre. Il s'agit d'aboutir au démembrement des alliances militaires et de réadapter la doctrine de la coexistence pacifique. Cela signifie en réalité, renoncer à un aspect agressif de l'idéologie marxiste-léniniste.

3903. SOEDJATMOKO – « United Nations University : dedicated to development ». *Mondes en développement* 13 (49), 1985 : 77-89.

L'Université des Nations-Unies a développé des programmes donnant priorité aux problèmes de la paix, du développement, de la science et de la technologie. Des efforts sont notamment faits dans le domaine de la micro-électronique, pour former des scientifiques dans les pays en développement.

Etudes sociales

3904. L'Etat providence

a. SPIVEY, Allen W. – « Problems and paradoxes in economic and social policies of modern welfare states ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science* (479), mai 85 : 14-30 ; tabl., graph.
L'analyse du rapport entre le taux de croissance et le budget social des nations occidentales fait apparaître que ce dernier n'a cessé de croître tandis que le PNB subissait un net ralentissement à partir de 1973. A long terme, les difficultés rencontrées par l'Etat-providence ne peuvent que s'accroître.

b. KORPI, Walter – « La croissance économique et l'Etat-providence : étude comparée de dix-huit pays de l'OCDE ». *Travail et sociétés* 10 (2), mai 85 : 209-222 ; tabl.
L'analyse empirique de la croissance économique et du développement de la productivité dans les pays occidentaux aboutit à des conclusions contraires à celles de l'école libérale. Les reproches formulés à l'égard de l'Etat-providence se sont avérés sans fondement.

3905. « Information in labour markets ». *Regional Studies* 19 (3), juin 85 : 183-256 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en français et allemand.
Numéro spécial sur l'état des recherches et connaissances concernant les marchés du travail, les déterminants de la demande d'emploi et ses liens avec la stagnation économique et les changements technologiques. La mobilité de la main-d'œuvre affecte également de façon variable le marché de l'emploi. Voir notamment : ALAO, Nurudeen : n° 3934.

3906. TSANG, Mun C. ; LEVIN, Henry M. – « The economics of overeducation ». *Economics of Education Review* 4 (2), 1985 : 93-104 ; tabl. ; bibliogr.
Il existe dans les sociétés industrielles un phénomène de sur-formation qui affecte de façon négative la productivité des individus. On peut construire un modèle pour mesurer avec précision cette sur-formation et en tirer les conséquences au niveau de la politique de l'emploi et de la politique du personnel des entreprises.

Etudes économiques

Problèmes intérieurs

3907. « Le néo-libéralisme ». *Après-demain* (276), sept. 85 : 40 p. ; bibliogr.
Numéro consacré à l'histoire du libéralisme économique depuis le XVIIIe siècle et à sa renaissance, après l'éclipse que la crise de 1929 et les idées de Keynes lui avaient fait subir. Illustrée par les pratiques de Ronald Reagan et de Mme Tatcher, cette doctrine trouve des défenseurs aussi en Yougoslavie ou en France, mais son application semble incompatible avec un réel libéralisme politique, même si certaines de ses critiques contre l'Etat-Léviathan sont justifiées.

3908. WENYI, Lin ; LURANG, Jia – « The law of supply and demand and its role in a socialist economy ». *Chinese Economic Studies* 18 (2), hiv. 85 : 3-22.
La loi de l'offre et de la demande a aussi un rôle régulateur en économie socialiste. Bien que jouant un rôle réduit en raison du caractère planifié de l'économie, elle permet de mieux ajuster la production à la demande des masses qui ne peut s'effectuer que sur le marché.

3909. FITOUSSI, Jean-Paul ; LE CACHEUX, Jacques – « De la stagflation à la dépression ». *Observations et diagnostics économiques* (12), juil. 85 : 157-178 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en anglais.
Le relatif succès de la lutte contre l'inflation dans les pays occidentaux ne doit pas cacher le déséquilibre global et structurel résultant des différents

chocs qui ne fait que s'aggraver dans un enchaînement d'ajustements quantitatifs à la baisse, engendrant stagflation et dépression. Seule la réaffirmation internationale de la primauté des objectifs de croissance et d'emploi permettrait d'inverser cet enchaînement pervers.

3910. « Les intelligences artificielles. Naissance des industries du savoir ». *Science et avenir* (53), [1985] : 100 p. ; tabl., graph. ; bibliogr.

Numéro spécial : les ordinateurs ne se contentent plus de traiter des données mais manipulent le savoir. La transformation des processus intellectuels en produits et services donne naissance à des industries du savoir : industrie de l'information, ingénieur de la connaissance, industrie de la langue, industrie de l'imagerie.

3911. AMORY, Bernard ; POULET, Yves – « Le droit de la preuve face à l'informatique et à la télématique ». *Revue internationale de droit comparé* 37 (2), juin 85 : 329-350 ; résumé en anglais.

L'usage croissant de la télématique et de l'informatique entraine un certain nombre de problèmes juridiques : le traitement et la conservation d'informations sous forme de documents informatiques constituent-ils la préconstitution valable d'une preuve à faire valoir en cas de litige ; les transactions qui peuvent aujourd'hui se réaliser par le biais d'indicateurs, répondent-elles aux exigences légales de preuve des actes juridiques ?

3912. URSEL, Laurent d' – « L'analyse économique du droit des contrats ». *Revue interdisciplinaire d'études juridiques* (14), 1985 : 45-88 ; bibliogr.

Le droit des contrats et principalement celui de leur rupture placent l'économiste aussi bien que les juristes « classiques » dans une impasse pour toutes les questions touchant les pouvoirs et la liberté des individus.

3913. OHMAE, Kenichi – « Becoming a trial power : the new global corporation ». *The McKinsey Quarterly* print. 85 : 2-25 ; tabl., graph.

Les grandes entreprises qui veulent être présentes sur les marchés européen, japonais et américain doivent veiller à quatre points : augmentation de l'intensité du capital, réduction des coûts de la recherche et du développement, adaptation aux goûts des consommateurs mondiaux et aux tendances protectionnistes croissantes.

3914. DE WOLF, Etienne – « Innovatie als ondernemingsstrategie » (L'innovation comme stratégie de l'entreprise). *Economisch en social tijdschrift* 39 (3), juin 85 : 285-296.

La stratégie d'entreprise est un concept fondamental pour améliorer la position concurrentielle de l'entreprise. Seules les innovations qui permettent l'amélioration de la position concurrentielle de l'entreprise sont valables. Une innovation, qui ne doit pas forcément faire appel aux technologies de pointe, peut, à terme, modifier l'ensemble de la branche d'activité.

3915. KAFKALAS, Grigor – « Location of production and forms of spatial integration : theoretical considerations and some examples from the non-fuel minerals sector ». *International Journal of Urban and Regional Research* 9 (2), juin 85 : 233-253 ; bibliogr. ; résumés en français, en allemand et en espagnol.

Dans le secteur des minéraux non combustibles, on assiste actuellement à une désarticulation des systèmes de production régionaux caractéristique du capitalisme contemporain. Parallèlement, le contrôle politiques sur ces minéraux augmente tandis que se multiplient les conflits au sujet des aspects spatiaux de la propriété et du contrôle des moyens de production.

3916. SECCHI, Carlo – « L'internazionalizzazione dei servizi e la teoria del commercio internazionale ». *Rivista internazionale di scienze economiche e commerciali* 32 (4), avr. 85 : 359-374 ; tabl. ; bibliogr., résumé en anglais.

L'importance croissante des services dans les flux commerciaux internationaux a conduit différentes instances intergouvernementales (GATT, CNUCED, OCDE) à se pencher sur la question ; mais en l'absence de recherches théoriques permettant une comparaison entre biens et services dans le commerce mondial on ne peut encore maîtriser le phénomène.

3917. LE PEN, Claude – « Emplois publics et distribution des revenus ». *Revue économique* 36 (4), juil. 85 : 715-738 ; tabl., graph. ; bibliogr., résumé en anglais

Analyse des effets redistributifs des politiques de création d'emplois publics à travers l'effet de la demande des administrations sur le marché du travail.

3918. « World top 500 ». *The Banker* 135 (713), juil. 85 : 77-224 ; tabl., graph.

Classement des 500 premières banques dans le monde.

3919. DEVELLE, Michel – « Réflexions sur le phénonème des taux d'intérêt réels dans la décennie 80 ». *Eurépargne* (7), juil. 85 : 1-12 ; tabl., graph.

Les taux d'intérêts réels fortement positifs résistent à la désinflation en raison du niveau d'endettement élevé et de l'insuffisance de l'épargne, dans un contexte de prudence monétaire. Si leurs effets sur la croissance ne sont pas aussi négatifs que l'on ne le craignait depuis Keynes, une détente des taux est cependant souhaitable, et un retour des Etats-Unis à une stricte discipline budgétaire le chemin le plus sûr pour y arriver.

3920. TONNEL-MARTINACHE, Mariette – « La délocalisation de l'activité financière bancaire ». *Revue d'économie politique* 95 (3), juin 85 : 346-376 ; tabl., graph. ; bibliogr., résumé en anglais.

Depuis les années 1960, les opérations internationales des banques se sont accrues à un rythme très rapide, parallèlement à l'émergence et au développement des euro-marchés : étude des mobiles de la délocalisation de l'activité financière bancaire.

Problèmes internationaux

3921. Les entreprises multinationales

a. « Les multinationales et l'Etat ». *Etudes internationales* 16 (2), juin 85 : 232-357 ; tabl. ; bibliogr., résumé en anglais.
Numéro spécial consacré au rôle de l'Etat dans le processus d'internationalisation des firmes. A partir de l'exemple des Etats-Unis, de la Belgique et de l'Inde, l'examen des multiples interventions des pouvoirs publics montre que le résultat direct ou indirect, recherché ou non, est l'expansion internationale des firmes. Voir notamment : BONIN, Bernard : n° 3922 ; VERNON, Raymond : n° 3692 ; QUEVIT, Michel : n° 3638.

b. PORQUET, Nicole – « Multinationalisation des firmes et avantages comparatifs des pays : une vue d'ensemble ». *Revue d'économie politique* 95 (3), juin 85 : 243-274 ; bibliogr., résumé en anglais.
On distingue deux types opposés de multinationales et l'analogie est réelle entre, d'une part, les caractéristiques des multinationales du Japon et du Tiers-Monde et, d'autre part, entre les multinationales américaines et européennes. Les différences de caractéristiques entre ces deux catégories de multinationales s'expliquent par la notion de hiérarchie des avantages comparés des pays d'origine.

3922. BONIN, Bernard – « Une boîte noire » à manipuler soigneusement : l'analyse des coûts et des bénéfices sociaux de l'entreprise multinationale ». *Etudes internationales* 16 (2), juin 85 : 261-279 ; résumé en anglais.

Les principaux coûts et bénéfices sociaux engendrés par les entreprises multinationales peuvent être identifiés malgré les difficultés d'évaluation dûes aux différents modèles conceptuels en présence. Si les pays d'origine sont favorisés au niveau des exportations et des importations, ils risquent par contre la perte de recettes fiscales, d'emplois, de capitaux, le déséquilibre de la balance des paiements et la spéculation contre leur monnaie. Les pays d'accueil peuvent bénéficier à court terme d'une contribution à la croissance économique et au développement régional. Toutefois, les effets peuvent être négatifs au niveau de la balance des paiements et des applications extra-territoriales des lois et politiques du pays d'origine.

3923. JACQUET, Jean-Michel – « La norme juridique extraterritoriale dans le commerce international ». *Journal du droit international* 112 (2), juin 85 : 328-405.

La norme extraterritoriale est celle qui tend à développer certains effets au-delà du territoire de l'Etat qui l'a émise. Son régime juridique varie en fonction du caractère, secondaire ou primaire de l'effet produit à l'étranger.

3924. Le commerce Est-Ouest

a. BIRO, Gerd – « Einige Aspekte der Rahmenbedingungen der Ost-West-Wirtschaftsbeziehungen in Europa : Aus ungarischer Sicht » (Quelques aspects des conditions présidant aux relations économiques Est-Ouest en Europe : d'un point de vue hongrois). *Osteuropa-Wirstchaft* 30 (2), juin 85 : 97-115 ; bibliogr. ; résumé en anglais.
Analyse des raisons pour lesquelles les relations Est-Ouest en Europe et les relations Sovieto-américaines ne correspondent pas toujours ces derniers temps : aux Etats-Unis, les considérations militaires sont prioritaires tandis qu'en Europe de l'Ouest des positions équilibrées sont prédominantes. Il n'y a pas de contradictions pour les Hongrois, en temps que membres du Comecon, d'avoir des relations avec les pays de la CEE et d'entrer dans les marchés de l'OCDE.

b. NÖTZOLD, Jürgen – « Politische Voraussetzungen der Wirtschaftsbeziehungen zwischen West und Ost » (Les aspects politiques des relations économiques entre l'Est et l'Ouest). *Aussenpolitik* 36 (1), 1er trim. 85 : 37-53.
Les relations économiques entre l'Est et l'Ouest depuis le début des années soixante-dix ont été influencées par des motivations politiques, tout en ayant, en même temps, des conséquences politiques. Dans ce passage de la détente à la confrontation, l'Europe occidentale, et en particulier la RFA, s'est démarquée de la position des Etats-Unis.

c. TIRASPOLSKY, Anita – « Optimisme prudent pour le commerce Est-Ouest ». *Le courrier des pays de l'Est* (295), mai 85 : 24-37 ; tabl.
Le commerce Est-Ouest caractérisé par un déséquilibre en faveur de l'Est, a progressé de 2 % en 1984, en raison de la croissance des importations en provenance de la Hongrie, de Pologne et de Roumanie. L'amélioration de la situation financière des économies est-européennes et soviétique permet d'envisager une reprise plus importante des échanges.

3925. SPRAOS, John – « La condizionalità del FMI : per un sistema migliore ». *Moneta e credito* 38 (149), 1er trim. 85 : 53-64 ; bibliogr.

Les conditions dictées par le FMI pour accorder des prêts sont actuellement fondées sur l'adoption par les pays emprunteurs de certains instruments de politique économique. Il serait plus rationnel et plus efficace de lier ces prêts aux résultats obtenus, notamment en matière de balance des paiements courants.

3926. TRIFFIN, Robert – « Squilibri finanziari, cambio del dollaro e politica monetaria internazionale ». *Moneta e credito* 38 (149), 1er trim. 85 : 3-19 ; tabl.

Malgré l'optimisme affiché par nombre d'analystes économiques, le niveau du dollar et le déséquilibre de la balance des paiements courants des Etats-Unis créent une situation périlleuse. Le panorama financier mondial risque d'être bouleversé bientôt, et les responsables des politiques économiques et financières mondiales doivent agir prudemment et courageusement. Il sera surtout nécessaire de réformer le système de Bretton Woods dans le sens de la décentralisation.

3927. BASILE, Antoine – « Les nouvelles formes d'investissement (NFI) : définition, contraintes et perspectives ». *Revue d'économie politique* 95 (3), juin 85 : 275-298 ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Les investissements internationaux tendent à emprunter des formes nouvelles mieux adaptées aux circonstances présentes du climat de l'investissement et des conditions de financement et qui démontrent une remarquable flexibilité. Il est nécessaire cependant que l'arrangement réalisé entre investissement et pays d'accueil soit équilibré, assorti de garanties et que des procédures de décision et de révision soient prévues.

Produits et marchés

3928. « Marchés et prix agricoles ». *Economie rurale* (167), juin 85 : 3-55 ; tabl., graph. ; résumés en anglais.

Au cours du 4e Congrès européen des économistes agricoles qui s'est déroulé à Kiel, en septembre 1984, les spécialistes se sont penchés sur les effets du développement des marchés et des prix. Un intérêt croissant est accordé aux interdépendances entre les différents marchés agricoles, au commerce international ainsi qu'aux implications internationales des différentes politiques nationales.

3929. FLEURY, Nicole – « Le gaz naturel dans le monde ». *Economie et prévision* (2), 1985 : 27-52 ; tabl. ; résumé en anglais.

Panorama de la situation du gaz naturel dans le monde depuis 1970 : consommation, réserves (quantités, localisation), le commerce international ; perspectives pour l'an 2000.

Développement et assistance internationale

Voir aussi : n° 3639, 3697, 3715, 3747, 3803, 3864, 3892

3930. ALIMOV, Ju. – « Svjaz'vremen i sobytij » (Le lien entre le temps et les événements). *MEMO* (6), 1985 : 33-47 ; résumé en anglais.

Au moment où l'impérialisme américain multiplie ses prétentions à gouverner le monde et menace de déclencher une guerre nucléaire, il est capital de rappeler et de diffuser largement les principes fondamentaux de la conférence de Bandoeng.

3931. MORENO, José Angel – « El " otro desarrollo " : una nota sobre su viabilidad ». *El trimestre económico* 52 (2), juin 85 : 327-356.

La génèse, l'orientation et les objectifs d'une analyse nouvelle, contestataire, du développement ; le débat sur la définition des besoins de base, clef de voûte de l'approche, et sur les conditions économiques et socio-politiques exigées par leur satisfaction ; les réactions de la gauche face au projet qu'elle juge, non sans précipitation, impraticable parce qu'utopique.

3932. ADELMAN, Irma ; HIHN, Jairus M. – « Crisis politics in developing countries ». *Economic Development and Cultural Change* 33 (1), oct. 84 : 1-22 ; tabl., graph.

Les bouleversements politiques dans les PVD, comme par exemple en Iran ou en Argentine, ont en grande partie leur origine dans les tensions créées par l'aspiration à une participation politique et économique plus importante, entrant en contradiction avec les objectifs de la politique des gouvernements. Ils sont également influencés par le niveau d'éducation de la population et le stade de développement socio-économique. Ces influences peuvent être évaluées plus précisément à l'aide d'un modèle dont les conclusions s'avèrent cohérentes avec les événements observés.

3933. HOUT, Wil – « Frank en vrij in het Zuiden ? – Een poging tot toetsing van de dependenciatheorie van Andre Gunder Frank » (Franc et libre dans le Sud ? Une tentative de test de la théorie de la dépendance de André Gunder Frank). *Acta politica* 20 (1) janv. 85 : 3-44 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

La théorie de Frank est basée sur un modèle de l'économie mondiale capitaliste, avec comme composantes la métropole (pays industrialisés) et les satellites (pays en développement). Frank surestime les facteurs extérieurs et ne tient pas suffisamment compte des relations internes de pouvoir et de dépendance.

3934. Le marché du travail

a. BERRY, Albert ; SABOT, R.H. – « Unemployment and economic development ». *Economic Development and Cultural Change* 33 (1), oct. 84 : 99-116.
La théorie des déséquilibres sur le marché du travail dans les PVD a considérablement évolué au cours des dernières années dans le sens d'une

meilleure adéquation aux phénomènes observés dans les PVD. Cette évolution peut être retracée en distinguant marché du travail urbain et marché du travail rural. A son terme, la réévaluation des coûts économiques et sociaux de ces déséquilibres parait plus fiable que les estimations qui en avaient été faites précédemment.

b. ALAD, Nurudeen – « Urban unemployment equilibrium in LDCs : a perspective ». *Regional Studies* 19 (3), juin 85 : 185-192 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en français et allemand

Le marché de l'emploi en milieu urbain dans les pays en voie de développement présente un certain nombre de caractéristiques que traduit le modèle Harris-Todaro. Une redistribution des revenus réels au profit des zones rurales est préférable aux subventions aux salaires d'autant plus que les subventions à la production agricole sont plus efficaces sur le plan économique.

3935. APPLEYARD, Reginald – « The impact of international migration on Third World development ». *Migrations internationales* 23 (2), juin 85 : 177-210 ; bibliogr. ; résumés en français et espagnol.

Une conférence réunie à Genève, en juin 1984, a permis de confronter les résultats des recherches effectuées sur l'influence des migrations internationales sur le développement des pays du Tiers-Monde et sur les différences entre l'« exode de compétence » et les autres types de mouvements de population.

3936. COLE, William E. ; SANDERS, Richard D. – « Internal migration and urban employment in the Third World ». *The American Economic Review* 75 (3), juin 85 : 481-494 ; tabl. ; bibliogr.

La théorie de Michael Todano est incomplète pour l'étude des migrations rurales-urbaines dans les pays en développement car elle se limite aux migrants possédant une qualification suffisante pour s'intégrer au marché de l'emploi urbain. Le modèle développé ici vient en complément pour expliquer que les personnes non-qualifiées, poussées par la dégradation des salaires ruraux, rejoignent la ville pour pouvoir y survivre.

3937. MENZEL, Ulrich ; SENGHAAS, Dieter – « Newly industrializing countries defined. A proposal for indicators evaluating threshold countries ». *Economics* 30, 1984 : 103-128 ; tabl., graph.

Les indicateurs statistiques usuellement retenus pour caractériser la situation économique des nouveaux pays industriels peuvent être regroupés en quatre catégories correspondant à autant de grands types de critères de développement : degrés d'intégration à l'économie mondiale, d'industrialisation, de développement socio-économique, d'importance géopolitique. Un ensemble d'indicateurs différents paraît pouvoir mieux rendre compte de tous les aspects du développement. Ces indicateurs mettent en jeu 6 critères : structure et productivité du secteur primaire, développement du marché domestique, homogénéité de la productivité du travail entre secteurs, cohérence des branches industrielles, intensité en capital et main d'œuvre qualifiée, compétitivité.

3938. SIMONIS, Udo Ernst – « Environmental crises. The missing dimension in the North-South dialogue ». *Economics* 30, 1984 : 48-64 ; tabl., graph. ; bibliogr.

L'aggravation de la crise écologique dans les PVD, alors que dans la plupart des pays industrialisés la prise de conscience des menaces pesant sur l'environnement a suscité un début de réponse, ajoute une nouvelle dimension à l'écart croissant entre PVD et pays industrialisés. Du fait de son ampleur, de ses implications économiques, mais aussi des circonstances de son développement, la crise écologique dans les PVD doit faire l'objet de mesures élaborées dans le cadre d'une coopération internationale et s'insérant dans le dialogue Nord-Sud.

3939. « Infratechnologies, technologies de pointe, investissements dans et pour les pays en développement ». *Mondes en développement* 13 (49), 1985 : 23-211 ; tabl. ; résumés en anglais et en espagnol.

Numéro spécial. Pour éviter tout colonialisme d'intervention technique, il est nécessaire de considérer l'aide au développement comme un moyen de renforcer les capacités d'entreprendre des PED en répondant à leurs véritables besoins et en essayant de mieux comprendre les encadrements sociaux, politiques et culturels de ces pays. Voir notamment : CASTELLA, Pierre :

n° 3747 ; DONNEA, François-Xavier : n° 3639 ; GAILLARD, Jacques : n° 3847 ; VAN DEN ABEELE, Michel : n° 3942 ; SOEDSATMOKO : n° 3903 ; GAILLARD, Jacques : n° 3952 ; SMETS, Paul F. : n° 3949 ; GIMPEL, Jean : n° 3803.

3940. MEAD, Donald C. – « Of contracts and subcontracts : small firms in vertically disintegrated production / distribution systems in LDCs ». *World Development* 12 (11-12), déc. 84 : 1095-1106 ; bibliogr.

Dans certaines conditions, de petites entreprises dans les pays en voie de développement peuvent participer aux activités de vastes systèmes de production grâce à des contrats qui réduiraient les coûts de production et faciliteraient la croissance des systèmes de production et de distribution. Il s'agit essentiellement d'un problème de coordination.

3941. DROHAN, Michael – « Energy futures for oil-importing developing countries ». *Energy Policy* 13 (3), juin 85 : 215-229.

Toute politique énergétique à court terme néglige, pour les pays pauvres importateurs de pétrole, les facteurs politiques et économiques généraux de la demande d'énergie et réduit les options ouvertes. Etude des perspectives énergétiques des pays en voie de développement importateurs de pétrole pour lesquels s'impose un meilleur équilibre des approvisionnements et plus d'équité dans la redistribution des différentes sources d'énergie.

3942. VANDEN ABEELE, Michel – « Le développement industriel des pays ACP : mythes et réalités ». *Mondes en développement* 13 (49), 1985 : 65-75 ; tabl. ; résumés en anglais et en espagnol.

Les pays ACP qui disposent de peu d'atouts pour l'industrialisation car ils n'ont ni marchés, ni infrastructures, sont amenés à revoir leurs stratégies et leurs priorités. La nouvelle Convention de Lomé III précise le rôle de la coopération dans le domaine industriel et définit le cadre général de la stratégie industrielle. L'industrialisation doit être réalisée dans le cadre d'un développement auto-centré, répondant aux véritables besoins des pays ACP.

3943. HEIDEMANN, Claus ; KAIRA, Charles K. – « Transport planning in rural regions in developing countries ». *Economics* 30, 1984 : 142-157 ; tabl.

La planification en matière de transports dans les PVD met en œuvre des méthodes d'analyse fondamentalement différentes de celles utilisées dans les pays industrialisés. La spécificité de la situation des régions rurales dans les PVD est illustrée par une étude des besoins de transports d'une région du Kenya. Ces derniers, essentiellement caractérisés par leur structure duale, sont très différents au niveau local et au niveau régional.

3944. STURMEY, S.G. – « Joint ventures and Third World maritime development : some reflections on a theme ». *Third World Quarterly* 7 (3), juil. 85 : 626-648.

Les accords de joint-ventures peuvent contribuer à la réalisation des objectifs des pays en développement en matière de transports maritimes, selon l'esprit de la déclaration de Caracas (1981), mais ils ne suffiront pas pour résoudre tous les problèmes qui se posent au Tiers-Monde dans ce secteur.

3945. LOVE, J. – « External market conditions, competitiveness, diversification and LDC's exports ». *Journal of Development Economics* 16 (3), déc. 84 : 279-291 ; tabl. ; bibliogr.

L'analyse des facteurs déterminant les performances à l'exportation d'un échantillon de PVD fait ressortir le rôle essentiel des conditions générales prévalant sur le marché mondial, mais surtout de leur compétitivité et de leur diversification. Les pays dont les exportations ont crû le plus rapidement, ont été ceux dont elles étaient les plus sensibles à leur niveau de compétitivité.

3946. CANTUARIAS, Orlando – « A diez años de la Carta de derechos y deberes económicos de los Estados : vigencia y actualidad ». *Cuadernos americanos* 44 (1), fév. 85 : 63-75.

L'exemple de la dette extérieure latinoaméricaine rend évidente l'urgence du nouvel ordre économique international que les Nations-Unies visaient en 1974 ; l'expérience a cependant montré que la réalisation de cet objectif

dépendra d'abord et surtout de la volonté du Tiers-Monde, plus concrètement, d'un élargissement de la coopération Sud-Sud.

3947. GARAVELLO, Oscar – « La svalutazione nei PVS con estese rigidità dell'offerta : un'analisi settoriale ». *Rivista internazionale di scienze economiche e commerciali* 32 (5), mai 85 : 427-452 ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Dans les PVD caractérisés par l'inélasticité de l'offre de produits d'exportation (matières premières) et de produits de substitution aux importations (produits alimentaires, industries légères, produits de luxe et biens intermédiaires), une dévaluation n'a pas d'effets positifs sur le niveau d'activité, et contribue à ralentir l'investissement. Elle ne peut affecter favorablement la balance des paiements qu'au prix d'une baisse de l'activité intérieure.

3948. ROTHGEB, John M. – « Investment penetration in manufacturing and extraction and external public debt in Third World States ». *World Development* 12 (11-12), déc. 84 : 1063-1075 ; tabl. ; bibliogr.

Il existe un lien aisément quantifiable entre les investissements étrangers et l'accumulation de la dette extérieure. L'effet de ces investissements varie selon les pays et les secteurs, ceux qui concernent les industries minières étant moins source d'endettement que ceux qui concernent les industries manufacturières.

3949. SMETS, Paul F. – « Problèmes et perspectives des investissements internationaux directs dans les pays en voie de développement ». *Mondes en développement* 13 (49), 1985 : 155-171 ; bibliogr. ; résumés en anglais et en espagnol.

Après une période de forte croissance, les investissements internationaux directs connaissent depuis 1982 un net déclin, largement attribuable à l'accroissement des risques politiques et financiers qui les entourent. Pourtant, la mise en place d'un nouveau consensus rétablissant la confiance mutuelle semble possible. Cela permettrait de relancer une source non négligeable de financement pour les PVD et contribuerait à la reprise de l'économie mondiale.

3950. BENECKE, Dieter W. – Die Auslandsverschuldung der Entwicklungsländer. Uberblick über Entstehungsursachen, Dimensionen und Lösungsvorschläge » (L'endettement extérieur des pays en voie de développement. Survol des causes, dimensions et propositions de solutions). *Internationales Afrika Forum* 21 (1), 1er trim. 85 : 59-70, tabl. ; bibliogr.

L'endettement du Tiers-Monde s'élèverait en 1985 à 812 milliards de dollars. Il s'explique partiellement par la crise pétrolière et la surévaluation de la capacité économique des pays du Tiers-Monde. La politique économique de ceux-ci est à réviser, mais également celle des pays industrialisés. Analyse des moyens commerciaux pour réduire l'endettement.

3951. KEBSCHULL, Dietrich – « New structures and perspectives of official development assistance ». *Economics* 30, 1984 : 7-39.

Tandis que les besoins de financement des PVD restent toujours aussi importants, la part de l'aide dans le PNB des pays industrialisés a décru pour l'ensemble de ces pays depuis le début des années 1970. Différents plans d'aide au développement ont été élaborés au cours des dernières années : plan de la commission Brandt, diverses propositions de transferts massifs de ressources, programmes de grands travaux à l'échelle mondiale, création dans le cadre de l'UNIDO d'un fonds de financement du développement industriel, création et distribution de DTS aux PVD, instauration dans les pays industrialisés d'impôts spéciaux. Les lacunes et les faiblesses de ces différentes propositions sont successivement mises en lumière.

3952. GAILLARD, Jacques – « L'aide à la recherche aux jeunes chercheurs des pays en développement et le rôle de la Fondation internationale pour la science (FIS) ». *Mondes en développement* 13 (49), 1985 : 91-104 ; tabl. ; résumés en anglais et en espagnol.

Créée en 1970, la Fondation internationale pour la science aide les jeunes chercheurs des pays en développement à mettre en œuvre des programmes

de recherches dans les domaines de la technologie et de la biologie dans leur propre pays et au sein des structures nationales. Présentation des activités de la FIS.

Etudes régionales

Afrique

3953. BOAFO, S.T. Kwame – « Utilizing development communication stragegies in African societies : a critical perspective (development communication in Africa) ». *Gazette* 35 (2), 1985 : 83-92.

Une utilisation rationnelle des nouvelles technologies de communication en Afrique sub-saharienne peut permettre une stratégie des communications conforme aux besoins des sociétés en voie de développement. Il faudra éviter que ces technologies n'accroissent encore les différences entre les catégories socio-culturelles et veiller à ce qu'elles contribuent réellement au développement du niveau culturel du plus grand nombre.

3954. « Gaspillages technologiques ». *Politique africaine* (18) juin 85 : 3-92.

Dossier consacré au problème du rapport entre les transferts de technologie et le mode de développement qu'ils engendrent sur le continent africain. Ces transferts se sont le plus souvent opérés dans l'ignorance du milieu naturel et social, d'où la multiplication de gaspillages plus ou moins occultés. Les choix effectués ont, de fait, traduit le poids des illusions du déterminisme technologique. Voir notamment : WILLAME, Jean-Claude : n° 3957 ; DE VILLIERS : n° 3613 ; VERHAGEN, Benoit : n° 3880 ; WILLAME, Jean-Claude : n° 3642

3955. BASLER, Alois – « Cassava for human consumption. A sectoral analysis focussing on Africa South of the Sahara ». *Economics* 30, 1984 : 65-102 ; tabl., graph ; bibliogr.

Dans le cadre d'une étude d'ensemble de la production mondiale de tubéreux et en particulier de manioc et d'ignames, par régions et par pays, sur la période 1960-1980, est en particulier évaluée la contribution de ces productions à l'équilibre alimentaire des différents pays. Les conditions de production, de transport, les caractéristiques des marchés correspondants permettent d'apprécier les possibilités de développement de ces productions. L'accent est mis sur les pays d'Afrique subsaharienne et sur ceux dans lesquels la consommation de manioc est particulièrement importante.

3956. DI VECCHIA A. et al. – « Evaluation des disponibilités de bois de feu dans les pays du Sahel ». *Africa (Roma)* 40 (1), mars 85 : 41-80 ; tabl. ; bibliogr.

La mauvaise gestion du patrimoine forestier est une des causes du drame écologique du Sahel. Quelles sont les ressources dans ce secteur et quelles formes d'intervention peut-on mettre en œuvre ?

3957. WILLAME, Jean-Claude – « Chères technologies : des liens inavoués de l'endettement et des nouvelles formes d'investissement ». *Politique africaine* (18), juin 85 : 16-27.

Contrairement à ce qui est souvent écrit, ce ne sont pas les chocs pétroliers qui ont le plus affecté les comptes des pays africains, mais bien l'importation de biens « d'ingénierie ». Les gouvernements de nombreux Etats ont cédé au mirage technologique, encouragés en cela par les pays développés, sans se soucier du coût qu'il supposait.

Amérique

Voir aussi : n° 3696, 3871

3958. « Instituciones para la democracia ». *Nueva sociedad* (77), juin 85 : 21-99.

Suites d'articles sur différents aspects de la révolution démocratique, en Amérique latine : les difficultés, les échecs et les réussites. Voir notamment : BUSTAMANTA-BELAUNZE, Luis : n° 3873 ; CEPEDA ULLOA, Fernando : n° 3644.

3959. Théologie de la libération

a. BOGGIO, José Andrés – « Evolución de la Iglesia : catolicismo y liberación ». *Socialismo y participación* (29), mars 85 : 53-62.
La pensée et la pratique, spécifiquement chrétiennes, de la libération, ne pouvaient que se développer en Amérique latine : le peuple, exploité et dominé, y était prêt à vivre avec ardeur le renouveau catholique annoncé par le Concile.

b. BOERO, Mario – « La teología de la liberación ». *Cuadernos hispanoamericanos* 140 (420), juin 85 : 45-90 ; bibliogr.
Analyse historique et doctrinale de la théologie de la libération et des réactions, de récupération et d'étouffement, qu'elle suscite de la part du Vatican, concernant surtout l'originalité spécifiquement latino-américaine de la christologie et de l'ecclésiologie libératrices énoncées par cette théologie.

3960. Le groupe de Contadora et les conflits en Amérique centrale

a. GILHODES, Pierre – « Caractéristiques et racines des conflits en Amérique centrale ». *Notes et études documentaires* (7), 1985 *Problèmes d'Amérique latine* (76), 2e trim. 85 : 25-40 ; tabl.
Dans l'analyse des conflits en Amérique centrale, il faut tenir compte des spécificités nationales, régionales, ou locales, des problèmes économiques et démographiques et de la culture politique de cette zone, même s'il y existe aussi une composante du conflit Est-Ouest. L'effort fait depuis le début de 1983 par le « groupe de Contadora » (Colombie, Mexique, Panama et Vénézuela) est digne d'être souligné et a déjà obtenu certains résultats. L'une des grandes difficultés toutefois dans la recherche d'une solution réside dans la décision de Washington de ne pas permettre la consolidation du régime sandiniste au Nicaragua.

b. FARER, Tom J. – « Contadora : the hidden agenda ». *Foreign Policy (New York)* (59), été 85 : 59-72.
Bien qu'ils soient d'accord avec les objectifs recherchés, les pays du groupe Contadora s'opposent fermement à toute intervention militaire des Etats-Unis et ne veulent pas faire de leur région un lieu de confrontation Est-Ouest. Cette contradiction apparente s'explique en particulier par la fragilité politique de ces Etats qui sentent leur avenir menacé davantage par la conduite américaine que par les forces extrémistes de leurs petits voisins.

c. MORALES, Cesareo – « Contadora y la estrategía de Estados Unidos en Centroamérica : evaluación y perspectivas ». *Cuadernos americanos* 44 (1), fév. 85 : 45-62.
Le plan de paix du groupe de Contadora par sa clairvoyance à l'égard des intérêts des parties concernées, apparaît comme la seule solution possible de la crise centraméricaine ; le plan contrarie sans doute les ambitions hégémoniques des Etats-Unis mais il peut cependant réussir si les pays latino-américains lui accordent massivement leur appui. Voir aussi, pp. 7-33, MIGUEL INSULZA, José : « Continuidad y cambio en la politica exterior de los Estados Unidos ».

3961. « Central'naja Amerika v mežimperialističeskih protivorečijah » (L'Amérique centrale dans les contradictions inter-impérialistes). *Latinskaja Amerika* (4), avr. 85 : 32-62.
Suite d'articles consacrés aux divergences tactiques entre les différents centres de l'impérialisme face à la situation en Amérique centrale. La politique du Japon, de la RFA et des pays scandinaves.

3962. AGUILAR, Alonso M. – « Krise und Strategien der Entwicklung in Lateinamerika ». (La crise et les stratégies du développement en Amérique latine). *Das Argument* 27 (151), juin 85 : 384-397 ; bibliogr.
Actuellement on constate dans la quasi totalité des pays de l'Amérique latine une crise économique, accompagnée d'une crise politique. Les problèmes de sous-développement ne peuvent pas être résolus par une méthode capitaliste.

3963. SALAZAR-CARRILLO, Jorge ; TIRADO DE ALONSO, Irma – « Comparaciones de productos reales y precios entre la América

latina y el resto del mundo ». *El trimestre económico* 52 (2), juin 85 : 357-377 ; tabl. ; bibliogr.

Estimation du pouvoir d'achat des monnaies latino-américaines en 1975, à travers une comparaison internationale du prix du produit interne brut et de ses composantes.

3964. GOMEZ, Victor Manuel – « Informática y desarrollo económico. Elementos para la formulación de una politica nacional de investigación y desarrollo en informática » *El trimestre económico* 52 (2), juin 85 : 531-551.

Face à la révolution informatique, les pays latino-américains doivent réaliser un double effort concernant d'une part leur capacité industrielle dans ce domaine, et d'autre part l'adaptation rigoureuse de leurs programmes aux besoins de leur développement national.

3965. BOISIER, Sergio – « Un difícil equilibrio : centralización y descentralización en la planificación regional ». *El trimestre económico* 52 (1), mars 85 : 195-224 ; bibliogr.

Qu'est-ce que la planification décentralisée du développement régional ? Approche politique et technique des questions qu'elle soulève en Amérique latine

3966. MANN, Arthur J. ; SANCHEZ, Carlos E. – « Labor market responses to Southern Cone stabilization policies : the cases of Argentina, Chile, Uruguay ». *Inter-American Economic Affairs* 38 (4), print. 85 : 19-39 ; tabl.

Depuis une dizaine d'années, les gouvernements militaires d'Argentine, d'Uruguay et du Chili ont choisi un nouveau modèle économique monétariste. L'application de ce modèle économique a eu d'importantes répercussions au niveau économique et social, en particulier sur le marché du travail.

3967. QUIJANDRÍA SALMON, Jaime – « El sector agropecuario en la integración latinoamerica : ALADI 1980-1982 ». *Socialismo y participación* (29), mars 85 : 31-44 ; tabl.

Données par pays et par produits sur les échanges agricoles entre les pays membres de l'Association et examen des obstacles techniques et financiers qui freinent leur développement.

3968. COHEN, Alvin ; DUELFER, Chris – « Quantifiable elements in dependency theory : sources of savings and rates of growth ». *Inter-American Economic Affairs* 38 (4), print. 85 : 41-58 ; tabl.

A partir des statistiques officielles utilisées pour les vingt dernières années, on constate une augmentation de l'épargne étrangère dans les pays d'Amérique latine, ainsi qu'un taux de croissance du PIB insuffisant pour financer l'épargne nationale, à l'exception de l'Equateur, pays exportateur de pétrole. Ces éléments montrent que le niveau de dépendance de ces pays par rapport à l'extérieur s'est accru.

3969. DORNBUSCH, Rudiger – « Dealing with debt in the 1980s ». *Third World Quarterly* 7 (3), juil. 85 : 532-551 ; tabl., graph.

La dette extérieure est essentiellement un problème latino-américain et un problème pour les grandes banques, surtout américaines. La situation s'est améliorée en 1984, à la surprise générale, puisque les pays endettés ont payé l'essentiel de leurs intérêts considérablement réduit leurs importations, rééchelonné leurs dettes, tout en maintenant la stabilité politique intérieure.

Asie

Voir aussi : n° 3698, 3795

3970. LENT, John A. – « Women and mass communications : the Asian literature ». *Gazette* 35 (2), 1985 : 123-142 ; bibliogr.

Une étude sur les femmes et les médias en Asie révèle l'importance de la presse féminine, son caractère idéaliste et la multiplication des postes de

journalistes-femmes. Les médias reflètent une image traditionnelle de la femme, à l'exception de la télévision dont les programmes sont de type plus familial et les programmes « féminins » moins sexistes.

3971. DOWLING, J. Malcolm et al – « Income distribution, poverty and economic growth in developing Asian countries ». *The Singapore Economic Review* 30 (1), avr. 85, 1-13 ; tabl.

Il n'existe que peu de relations entre l'inégalité des revenus et la croissance économique quand on considère le cas particulier des pays d'Asie, contrairement à ce qu'affirme la théorie de Kuznets. La diminution de la pauvreté s'effectue d'ailleurs dans des conditions plus efficaces quand la croissance est plus rapide.

3972. « South Special Project : East Asia 450 ». *South* 56, juin 85 : 29-40 ; tabl.

La Birmanie, l'Indonésie, Hong-Kong, les Philippines, la Corée du Sud, Taïwan, la Thaïlande et l'Océanie sont des puissances économiques de plus en plus actives dont la stratégie de conquête des marchés ne peut plus être négligée. Présentation des principales entreprises par pays.

3973. « Asia Pacific. The cost of rapid growth ». *Euromoney* juil. 85 : 66-107 ; tabl.

Suite d'articles : la situation financière et les activités bancaires à Hong-Kong, aux Philippines, à Singapour, en Indonésie, en Corée du Sud.

Europe

3974. BODIGUEL, Jean-Luc – « La fonction publique locale en Europe : spécificité et autonomie ? » *Revue française d'administration publique* (34), juin 85 : 307-332 ; tabl.

L'étude comparative de la fonction publique locale (volume, composition) et des sources du statut la régissant permet de cerner l'état des rapports entre pouvoir local et pouvoir central (intégration ou différenciation) en Europe de l'Ouest et de l'Est.

3975. GHEBALI, Victor-Yves – « La dynamique de la confiance militaire dans le processus de la CSCE : des MDC aux MDCS ». *Arès défense et sécurité* 7, 1984 : 469-489.

Le concept de « mesures de confiance » (MDC) dans le domaine militaire remonte à l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe signé en 1975. Toutefois, la problématique d'Helsinki étant peu élaborée et insatisfaisante, une nouvelle problématique, axée sur le concept plus large de mesures de confiance et de sécurité (MDCS), inspirée par les conceptions françaises, fut agréée en 1983. Trois catégories de MDCS sont proposées à la Conférence de Stockholm sur le désarmement en Europe : MDCS d'information et de communication, MDCS de restriction ou de contrainte et MDCS déclaratoires.

3976. SCHIERUP, Carl-Ulrik – « The immigrants and the crisis ». *Acta sociologica* 28 (1), 1985 : 21-33 ; tabl., graph. ; bibliogr.

En Europe, le chômage frappe surtout la seconde génération des immigrés ce qui freine considérablement leur insertion sociale et témoigne de la crise des politiques d'intégration. Le système industriel européen devra aussi être restructuré compte tenu des perspectives d'emploi des immigrés. Il faudra veiller à une meilleure éducation des enfants d'immigrés leur permettant une meilleure insertion dans le monde du travail.

3977. BRIDEL, Laurent – « Les Alpes, espace cloisonné ou solidaire ? » *Revue de géographie alpine* 73 (3), 1985 : 273-296 ; tabl., graph. ; résumés en italien et en anglais.

En dépit de grandes diversités régionales, on peut mettre en valeur un certain nombre de typologies spatiales dans l'ensemble des Alpes, ce qui peut servir de base à une mise en valeur globale de la région.

Europe occidentale

Voir aussi : n° 3618, 3864

3978. QUERMONNE, Jean-Louis – « Le référendum : essai de typologie prospective ». *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger* (3), juin 85 : 577-590.

Cette typologie a été ordonnée autour d'un enjeu principal qui est le pouvoir d'initiative conféré par la Constitution aux différentes autorités appelées à déclencher la procédure référendaire, ce qui conduit à distinguer, outre l'existence des référendums obligatoires, les consultations d'origine gouvernementale, d'origine parlementaire et d'origine populaire.

3979. BLANPAIN, Roger – « Ajustement structurel et relations professionnelles : aspects de droit du travail ». *Travail et société* 10 (2), mai 85 : 187-207.

Les relations professionnelles et le droit du travail sont profondément affectés par la crise et ses conséquences. Le droit du travail n'est plus adapté à la situation nouvelle.

3980. « Les changements des structures économiques en Europe et leurs effets sur les relations professionnelles ». *Travail et société* 10 (2), mai 85 : 173-235 ; tabl., graph.

Suite d'articles consacrés aux défis lancés aux systèmes de relations professionnelles par les changements structurels et technologiques dans les pays développés. Voir notamment : BLANPAIN, Roger : n° 3979 ; KORPI, Walter : n° 3904.

3981. LIMAGE, Leslie J. – « Policy aspects of educational provision for children of migrants in Western European schools ». *Migrations internationales* 23 (2), juin 85 : 231-262 ; bibliogr. ; résumés en français et en espagnol.

Trois types de mesures en faveur des enfants de migrants sont destinées à faciliter leur insertion dans le pays d'accueil : enseignement dans la langue du pays d'accueil, enseignement de leur langue maternelle (grâce à des accords culturels bilatéraux) et services de formation spéciaux pour les jeunes particulièrement défavorisés. Ces dispositions n'auront de succès que si les deux pays concernés coordonnent leur politique de l'emploi.

3982. FUA, Giorgio – « Les voies diverses du développement en Europe ». *Annales. Economies. Sociétés. Civilisations* (3), juin 85 : 579-603 ; tabl., graph. ; résumé en anglais.

L'Espagne, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Portugal et la Turquie, qui ont connu un développement plus récent que les autres pays européens, présentent des caractéristiques structurelles particulières ; bas niveau de la capacité de production et du revenu, dualisme de la productivité et des salaires.

3983. « Les ambitions d'Eureka ». *Le monde diplomatique* 32 (377), août 85 : 1 et 17-21.

Suite d'articles sur les atouts et les faiblesses de l'Europe dans la course au progrès technologique. La coopération scientifique et industrielle entre pays européens est indispensable.

Europe communautaire

Voir aussi : n° 3656, 3661, 3924

3984. « Mises en œuvre nationales des politiques communautaires. Les directives de la Communauté Economique Européenne ». *Revue française d'administration publique* (34), juin 85 : 177-306 ; tabl.

Suite d'articles consacrés à la mise en œuvre des politiques communautaires en tant que processus bureaucratique impliquant de multiples niveaux et acteurs, en tant que management de systèmes et également comme moment de conflits et de négociations entre partenaires. Voir notamment : VITRY,

Emmanuel : n° 3990 ; HAGEL-SORENSEN : n° 3656 ; CASSESE, Sohero : n° 3776 ; BUTT-PHILIPP, Alan : n° 3762.

3985. POISSON, Jacques – « Les questions de défense et de sécurité dans les élections européennes des 14 et 17 juin 1984 ». *Arès défense et sécurité* 7, 1984 : 427-442 ; bibliogr.

Au cours de la campagne pour les élections européennes des 14 et 17 juin 1984, les problèmes de défense et de sécurité ont été bien souvent traités à travers les enjeux nationaux. Chez nos partenaires européens, elles se sont déroulées dans un contexte politico-stratégique tendu dû à l'installation des fusées nucléaires intermédiaires américaines. En France, la campagne est restée terne mais a néanmoins permis de mieux préciser la position des différents partis sur la sécurité en Europe à travers les propositions du Parti socialiste, du Parti communiste et des partis de l'opposition.

3986. HILL, Tony – « Whither Lomé ? A review of the Lomé III negotiations ». *Third World Quarterly* 7 (3), juil. 85 : 660-681 ; tabl.

Lomé III préserve dans l'ensemble des acquis de Lomé II, y apporte des améliorations mineures et constitue un accord honnête pour les pays ACP au regard des relations Nord-Sud. Par rapport aux exigences initiales des pays ACP, l'accord est évidemment insuffisant.

3987. GORI, Paolo – « Il principio della parità di trattamento dell'uomo e della donna nella giurisprudenza della Corte di Giustizia delle Comunità europee ». *Rivista di diritto europeo* 25 (1), mars 85 : 3-33.

Les normes communautaires sur l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes ne concernent que la rémunération. Dans sa pratique juridictionnelle, la Cour de justice a étendu au maximum cette notion, tout en la dépassant lorsqu'il s'agissait de l'organisation interne des services communautaires. Mais elle a fait preuve de modération en laissant le soin aux Etats membres d'appliquer eux-mêmes le principe de l'égalité des sexes, en tenant compte des particularismes locaux.

3988. FOSSANEANU, Lazar ; ELSEN, Patricia – « Le droit de la concurrence face à la crise : la Commission des Communautés européennes à la recherche d'une solution pour temps difficiles ». *Revue du Marché commun* (287), mai 85 : 271-281.

De 1972 à 1982, la Commission n'a pas tenu compte de la crise, lors de la prise de décision concernant les ententes entre les entreprises. A partir de 1983, son attitude a été plus nuancée, la décision de la Commission du 19 juillet 1984, « BPCL-ICI », marque une étape décisive dans cette évolution.

3989. FITOUSSI, Jean-Paul ; TARANTELLI, Ezio – « Una politica dei redditi contro i guasti del monetarismo » *Politica ed economia* 16 (6 et 7-8), juin et août 85 : 49-54 et 49-56.

Les politiques restrictives poursuivies actuellement dans les pays de la CEE sont erronnées, à la fois parce qu'elles reposent sur un monétarisme impossible à mettre en œuvre, et qu'elles se fondent sur une conception idéale de l'économie de marché. Il est souhaitable de revenir à des politiques économiques actives. Jusqu'à présent, les combinaisons de politiques des revenus et de politiques monétaires retenues pour lutter contre l'inflation ont eu des résultats inégaux et de coûts variables en termes d'emplois. Ces difficultés sont au moins en partie dûes aux structures plus ou moins centralisées des relations industrielles. Les syndicats ont donc leur rôle à jouer dans les politiques macro-économiques, et doivent soutenir des politiques de croissance et une centralisation démocratique des négociations sociales.

3990. La politique agricole commune

a. VITRY, Emmanuel – « Les relations entre l'administration française et la Commission des Communautés dans le domaine agricole ». *Revue française d'administration publique* (34), juin 85 : 225-234.

Ce sont les administrations nationales de chacun des Etats membres qui sont chargées de la mise en œuvre de la politique agricole commune puisqu'il n'existe pas d'administration communautaire. La crise profonde que traverse la PAC du fait de l'hétérogénéité croissante des agricultures européennes, pourrait conduire à une mutation fondamentale par rapport aux conceptions

et aux principes du début des années soixante et multiplier les sources de conflits dûs à cette double articulation.

b. CHESHIRE, Paul – « Les effets économiques et écologiques de la politique agricole commune ». *Revue française de finances publiques* (10), 1985 : 87-103 ; tabl.

L'érosion des campagnes européennes est dûe de façon significative aux excès de la politique agricole commune : les mécanismes de soutien des prix poussent à la surproduction, les dégrèvements fiscaux favorisent une mécanisation intensive et l'usage excessif d'engrais et de pesticides. La PAC fonctionne en fait de manière totalement contradictoire avec ses intentions déclarées.

3991. GOEBEL, Roger J. – « The uneasy fate of franchising under EEC antitrust laws ». *European Law Review* 10 (2), avr. 85 : 87-118.

La multiplication des pratiques de « franchising » dans la CEE rend une législation communautaire de plus en plus urgente dans ce domaine. La Cour de justice aura à prendre des arrêts, mais il faut espérer qu'elle ne les prendra pas dans un esprit trop étroit. Rappel du cas « Pronuptia ».

3992. BERR, Claude J. ; REBOUD, Louis – « Pour une politique communautaire des services ». *Revue du Marché commun* (287), mai 85 : 264-270.

La Communauté européenne des services est loin d'être réalisée, les actions communautaires en la matière n'ont jusqu'ici porté que sur l'harmonisation des législations nationales. Il faut aujourd'hui s'y consacrer, étudier les obstacles (leurs raisons, leur légitimité, leur possible suppression) à la libre-circulation des services tant à l'intérieur de la Communauté que face aux pays tiers.

3993. LAUBIER, Dominique de – « L'Europe intéresse-t-elle les entreprises européennes ? » *Economie prospective internationale* (20), 4e trim. 84 : 73-89 ; tabl. ; résumé en anglais.

L'évolution de la part des investissements directs réalisés par les firmes de la CEE à l'intérieur de la communauté montre que les entreprises européennes ont plutôt porté leurs efforts en matière d'investissement directs sur les marchés extérieurs (notamment les Etats-Unis) au détriment de leurs partenaires.

Europe orientale

3994. HELLER, Agnès et al. – « Les sociétés est-européennes et la gauche occidentale : le spectre vivant du communisme ». *Les temps modernes* 41 (468-469), août 85 : 5-57.

Le système de type soviétique n'est ni un capitalisme d'Etat, ni un socialisme, mais un mode de gestion du pouvoir politique qui vise non pas à développer l'économie mais à reproduire les privilèges de la classe dirigeante. Le socialisme occidental a adopté une attitude de mauvaise foi en refusant de se livrer à une critique sans équivoque des conditions et pratiques sociales de l'Europe de l'Est.

3995. GATZKA, Rajmund – « Grundzüge der Entwicklung der wissenschaftlich-technischen Zusammenarbeit (WTZ) der Mitgliedsländer des RGW » (Les grandes lignes de l'évolution de la coopération scientifique et technique entre les membres du Comecon). *Osteuropa Recht* 31 (1-2), avr. 85 : 41-58.

Les revendications de souveraineté des membres du Comecon rendent actuellement un renforcement de la coopération scientifique et technique incompatible avec le système de la planification centralisée. Cette coopération est déjà très poussée au niveau de la recherche appliquée, de la constitution de laboratoires collectifs et d'organismes scientifiques communs.

3996. Le Traité de Varsovie

a. KULIKOV, V.G. – « Varšavskij Dogovor na straže mira i socialističeskih zavoevanij » (Le traité de Varsovie défend la paix et les conquêtes socialistes). *Novaja i novejsaja istorija* (2), avr. 85 : 3-17 ; résumé en anglais.

Créée voici trente ans dans le but de défendre la paix et les conquêtes des pays socialistes, l'organisation du Traité de Varsovie s'acquitte avec dignité de cette tâche. Elle continuera à le faire tant que persistera la menace impérialiste contre le socialisme.

b. KLIMOV, V. – « Nadežnyj instrument obespečenija mira meždu narodami » (Un instrument prometteur de la garantie de la paix entre les peuples). *Političeskoe samoobrazovanie* (5), 1985 : 45-52.

Durant les trois décennies de son existence, le Traité de Varsovie s'est révélé comme un facteur de stabilité et de paix en Europe, contribuant activement au règlement de nombreuses situations conflictuelles dans le monde. La coopération dans le cadre du Traité de Varsovie joue par ailleurs un rôle immense dans le renforcement de la cohésion des pays frères.

3997. GLOBOKAR, Tatjana ; KAHN, Michèle – « Le travail à l'Est : des réalités contrastées ». *Le courrier des pays de l'Est* (295), mai 85 : 3-24 ; tabl.

Dans les pays d'Europe de l'Est, les politiques du travail, réglementation, organisation ou rémunération présentent de grandes disparités liées à des niveaux économiques inégaux. Un seul point commun entre ces divers pays : les problèmes de discipline et de participation des travailleurs rendus plus aigüs par l'augmentation impérative de la productivité du travail dans un contexte de crise mondiale. Les solutions, toutes autoritaires, oscillent entre la différenciation des salaires pour favoriser la stimulation en Hongrie, l'organisation du travail en Brigades en URSS, ou l'achat de « parts sociales » dans les entreprises en Roumanie.

3998. ROLFO, Secondo – « L'automazione delle lavorazioni meccaniche nei paesi dell'Est europeo ». *Est-Ovest* 16 (2), 1985 : 15-25 ; tabl.

Les caractéristiques des industries mécaniques en Europe de l'Est – production de grande série, orientations quantitatives plus que qualitatives, manque d'incitations aux dirigeants, centres de recherche coupés de la production – font que c'est un modèle rigide d'automatisation qui est adopté dans ce secteur. La RDA et la Hongrie, toutefois, commencent à se tourner vers l'atelier flexible, avec l'aide de l'Occident.

3999. MULLER, Friedmann – « East Europe's economic prospects and the future of East-West trade ». *Osteuropa Wirtschaft* 30 (2), juin 85 : 147-158 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en allemand.

Les pays de l'Europe de l'Est ont perdu des parts de marché dans leur commerce extérieur avec des pays de l'OCDE. Néanmoins, on peut observer des efforts qui sont faits pour résoudre le problème de l'endettement.

Pacifique

Voir aussi : n° 3972

4000. FLEMING, E.M. ; PIGGOTT, R.R. – « Analysis of export earnings instability in the South Pacific region ». *The Singapore Economic Review* 30 (1), avr. 85 : 14-33 ; tabl. ; bibliogr.

C'est l'instabilité des ressources provenant du commerce extérieur pour les pays du Pacifique Sud comme la Papouasie-Nouvelle Guinée, les Iles Solomon, Tonga et la Samoa occidentale, qui freine leur croissance économique. Les variations dans les exportations diffèrent selon les produits. Une meilleure connaissance de celles-ci permettrait de formuler une politique de stabilisation des prix adéquate.

Achevé d'imprimer en 1985 sur les presses
de l'IMPRIMERIE CHIRAT, 42540 Saint-Just-la-Pendue
Dépôt légal N° 0669
Le Directeur-Gérant de la Publication : Louis BODIN
Commission Paritaire des Papiers de Presse : n° 50510

ISSN 0007-4071

FONDATION NATIONALE
DES SCIENCES POLITIQUES
SALLE DE SCIENCE
ECONOMIQUE
13 DEC. 1985

BULLETIN ANALYTIQUE DE DOCUMENTATION POLITIQUE, ÉCONOMIQUE ET SOCIALE CONTEMPORAINE

40e ANNÉE • 1985 • NUMÉRO - 11

PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

Publié mensuellement par la

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

sous la direction de Jean MEYRIAT
avec le concours
du Centre National de la Recherche Scientifique

RÉDACTION

27, rue Saint-Guillaume, PARIS VIIe — 260-39-60

Prière d'envoyer à cette adresse
toute correspondance concernant la rédaction et les échanges,
ainsi que les périodiques en service de presse

Rédacteur en chef :
Nicole RICHARD

Rédacteurs :
Béatrice AUZOUY, Nadine DADA,
Claudine EVEN, Marie FERRAZZINI,
Arlette GAUTIER, Juan JORNET,
Sylvie JOSSET, Sylvie Le MOAL,
Corinne Le ROCH, Michèle MAUSSION,
Bruno MENON, Geneviève MILLON,
Jean-Claude MOURET, Françoise PORTENSEIGNE,
Jacqueline PORTIER, Sylvie THORÉ

VENTES ET ABONNEMENTS

PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

27, rue Saint-Guillaume, 75341 PARIS Cedex 07 FRANCE
Tél. 260-39-60 — C.C.P. PARIS 2467022 B

TARIF DES ABONNEMENTS 1985

FRANCE		*ÉTRANGER*	
Tarif normal institutions	*Tarif réduit* particuliers	*Tarif normal* institutions	*Tarif réduit* particuliers
500 F	265 F	525 F	290 F

Prix du numéro : 55 F

BULLETIN ANALYTIQUE DE
DOCUMENTATION
POLITIQUE, ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
CONTEMPORAINE

40e ANNÉE • 1985 • NUMÉRO – 11

Ce numéro est une sélection des articles des périodiques analysés entre le 9 août et le 20 septembre 1985 par le Centre de Documentation contemporaine.

I
PROBLÈMES NATIONAUX

Afrique du Sud

4001. DECRAENE, Philippe – « Afrique du Sud. Montée des extrêmes et tentation putschiste ». *Géopolitique* (10), été 85 : 77-86 ; carte.

Les tensions ne cessent de croître en Afrique du Sud ; la montée de la violence est le fait des extrémistes qu'ils soient Blancs ou Noirs. L'inefficacité de la police, le peu de portée des réformes engagées par P. Botha, l'absence de personnalités noires marquantes au niveau national risquent de créer les conditions favorables à l'éclosion d'un coup d'Etat militaire si des mesures urgentes ne sont pas prises pour enrayer ce processus.

4002. WATTS, Jane – « Literature and liberation : black consciousness in recent South African writing ». *Ethnic and Racial Studies* 8 (2), avr. 85 : 277-290.

Les écrivains noirs sud-africains se sont tournés vers leur peuple. Il se sont concentrés sur la nécessité d'augmenter leur conscience raciale et d'aider à la lutte de libération. Aussi révolutionnent-ils les formes littéraires qu'ils utilisent.

4003. CUKIERMAN, Maurice – « Derrière l'apartheid, la lutte des classes ». *Cahiers du communisme* 61 (9), sept. 85 : 82-92 ; carte.

L'apartheid traduit la domination coloniale dont est victime le peuple noir, spolié de sa terre. Il est aujourd'hui confronté à une accumulation de contradictions tant externes qu'internes ainsi qu'au développement de la révolte populaire et de la mobilisation internationale.

© Fondation nationale des sciences politiques, 1985

4004. COBRETT, William et al. – « Regionalisation, federalism and the reconstruction of the South African State ». *South African Labour Bulletin* 10 (5), avr. 85 : 87-116 ; cartes.

Une fraction de l'élite politique réformiste sud-africaine tente de réorganiser le système économique sud-africain fondé sur un régime fédéral qu'il convient de restructurer. C'est une stratégie à long terme qui s'impose.

4005. SHARP, John S. ; SPIEGEL, Andrew S. – « Vulnerability to impoverishment in South African rural areas : the erosion of Kinship and neighbourhood as social resources ». *Africa (London)* 55 (2), 1985 : 133-152 ; bibliogr. ; résumé en français.

La pauvreté est générale dans toutes les régions périphériques rurales d'Afrique du Sud et donc dans tous les bantoustans mais son degré est variable. Ces variations tiennent d'abord à l'origine des populations déplacées vers les bantoustans (rurales ou urbaines) mais aussi aux possibilités qui existent pour la main-d'œuvre ouvrière de se procurer un revenu liquide sûr par un travail salarié.

4006. ERCOLESSI, Maria Cristina – « Strategia di movimento in Africa australe ». *Politica internazionale* 13 (6), juin 85 : 33-42.

Les accords de Lusaka (février 1984) entre l'Afrique du Sud et l'Angola, et ceux de non-agression entre l'Afrique du Sud et le Mozambique (mars 84) ont semblé préluder à une stabilisation de l'Afrique australe. En fait, le résultat espéré n'a pas été atteint : le problème namibien n'est toujours pas réglé et « l'engagement constructif » des Etats-Unis sur ce point est en conflit avec la stratégie de Prétoria ; de plus, des mouvements armés anti-gouvernementaux se sont développés au Mozambique et en Angola.

Albanie

4007. SCHMIDT-NEKE, Michael – « Führungswechsel in Tirana : Ende ohne Wende » (changement de direction à Tirana : une fin sans changement). *Südosteuropa. Zeitschrift für Gegenwartsforschung* 34 (5), 1985 : 287-301.

La mort d'Enver Hodja, qui dirigea l'Albanie pendant 40 ans, n'aura très probablement pas de suite en ce qui concerne l'ouverture du pays vers l'extérieur. Ramiz-Alia, successeur de Hodja, va rester fidèle à l'autonomie économique, à l'interdiction totale de toute activité religieuse.

4008. JANDOT, Gabriel – « La statégie albanaise dans l'évolution mondiale ». *Stratégique* (26), 2e trim. 85 : 107-134 ; bibliogr.

Les grandes lignes de la politique étrangère de l'Albanie sont définies dans l'article 15 de la Constitution de 1976, date de l'indépendance idéologique de l'Albanie qui rejette alors à la fois l'impérialisme américain et les révisionnismes soviétique et chinois. Si le vocabulaire est souvent virulent et manichéen, les actions réelles d'aide aux mouvements révolutionnaires sont inexistantes : c'est l'appui idéologique et l'exemplarité socio-économique qui constituent le fondement de la stratégie albanaise.

Allemagne (Rép. démocratique)

Voir aussi : n° 3619, 4436

4009. BORIS, Peter – « Satire in der DDR – über Jahrzehnte hinweg nur Varianten gleicher Themen » (La satire en RDA. Tout au long d'un siècle, seulement quelques variantes autour des mêmes thèmes). *Beiträge zur Konfliktforschung* 15 (1), 1985 : 105-126 ; graph.

La satire et la caricature politiques sont appréciées en RDA, mais leur portée est limitée : le marxisme léninisme, les dirigeants est-allemands, la politique de l'Union soviétique et l'armée sont des sujets tabous. La plupart des dessins paraissent dans l'hebdomadaire *Eulenspiegel*.

4010. DANYLOW, Peter – « Der aussenpolitische Spielraum der DDR. Wechselnde Grenzen der Handlungsfreiheit im östlichen Bündnissystem » (la

marge de manœuvre en politique extérieure de la RDA. Limites changeantes de liberté d'action dans le système d'alliance oriental). *Europa Archiv* 40 (14), juil. 85 : 433-440.

Il est certain que la marge de manœuvre des petits Etats d'Europe de l'Est dépend des relations Est-Ouest et est d'autant plus grande que la situation est à la détente. Actuellement on peut constater que la RDA – si ses objectifs ne vont pas à l'encontre de la politique de sécurité soviétique – peut agir assez librement dans ses relations avec des Etats occidentaux et neutres.

4011. KUHNS, Woodrow J. – « The German Democratic Republic in Africa ». *East European Quarterly* 19 (2), juin 85 : 219-240.

La présence en Afrique du bloc socialiste a d'abord été assurée par une politique soviétique appropriée et par le stationnement des troupes cubaines, mais le rôle que commence à y jouer la RDA devient de plus en plus important. Soutenue par l'URSS, la RDA s'est tournée vers les nouveaux Etats indépendants d'Afrique à la recherche à la fois d'une reconnaissance internationale qui lui manquait et d'une coopération économique fructueuse.

4012. PETIT, Benoît – « Le non-exode rural en RDA » ? Un terme « oublié » dans le langage socio-économique officiel de la RDA, au début des années 1980 ». *Allemagnes d'aujourd'hui* (92), juin 85 : 31-54 ; tabl. ; bibliogr.

La RDA se classe elle-même parmi les pays urbanisés. Le discours officiel tend à prouver que l'industrialisation et les rapports sociaux qui en découlent sont le résultat de l'action des hommes, d'une volonté politique d'alliance de classes, des réformes agraires de 1945 à 1960, des efforts d'éducation et de culture et du rapprochement des conditions de vie et de travail entre la ville et la campagne. Mais l'industrialisation apporte avec elle des tendances nouvelles que, derrière le discours officiel, le langage peut d'ores et déjà signaler à demi-mot.

4013. KEREN, Michael – « Wirtschaftsreformen in der DDR : 20 Jahre später » (Les réformes économiques en RDA : 20 ans après). *Europäische Rundschau* 13 (2), 1985 : 109-130 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Le « NOS » (nouveau système économique) fut la réforme la plus radicale de l'Europe de l'Est. 20 ans après il faut maintenant analyser les conséquences de cette réforme et sa mise en pratique.

4014. « Ökonomie – Hauptfeld unseres Kampfes » (L'économie – domaine majeur de notre combat). *Einheit* 40 (1), 1985 : 7-43.

Suite d'articles sur le rôle de l'économie dans le programme de construction socialiste selon le XIe congrès du SED et sur la spécificité de l'organisation économique socialiste dans le contexte actuel et de l'effort en vue d'une production renforcée de biens de consommation.

Allemagne (Rép. fédérale)

Institutions et vie politiques

4015. Neue Aktualität des Marxismus (Nouvelle actualité du marxisme). *Die neue Gesellschaft, Frankfurter Hefte* 32 (8), août 85 : 682-725.

Dossier consacré à la nouvelle actualité du marxisme, tel qu'il est perçu en Allemagne fédérale, qui ne correspond plus pour personne au marxisme officiel d'Etat (pas même pour Gorbatchev). Le marxisme en question aujourd'hui serait plutôt celui de J. Schumpeter, R. Hilferdings, A. Gramsci et O. Bauer. Il convient de réfléchir aux nouvelles valeurs proposées à la gauche socialiste ou marxiste allemande.

4016. SCHWERDTNER, Eberhard – « Illusionslos in die Zukunft ? Die permanente Enttäuschung der Beamten » (sans illusion sur l'avenir ? La déception permanente des fonctionnaires). *Die Verwaltung* 18 (2), 1985 : 141-172.

La fonction publique a été dénigrée avant d'être critiquée ou accusée de dévorer l'Etat. Ces critiques sont excessives même si modernisation et aménagement sont toujours possibles.

4017. LÖSCHE, Peter – « Über das Geld in der Politik » (A propos de l'argent dans la politique). *Gewerkschaftliche Monatshefte* 36 (5), mai 85 : 280-292 ; bibliogr.

L'affaire « Flick » en RFA permet de réfléchir sur l'histoire du financement des partis politiques ; les effets du financement sur le parlementarisme et la démocratie pour proposer à la fin un nouveau règlement de financement.

4018. MÜLLER-ROMMEL, Ferdinand – « Social movements and the Greens : new internal politics in Germany ». *European Journal of Political Research* 13 (1), mars 85 : 53-67 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Le succès électoral des Verts et leur entrée au Bundestag en mars 1983 s'expliquent par la mobilisation électorale en leur faveur des adeptes des « nouveaux mouvements sociaux » (pacifisme, écologie, lutte anti-nucléaire) déçus du SPD. Cependant, l'impact de ce changement sur le système des partis allemand reste sujet à controverse : il peut être source de déstabilisation ou au contraire de renforcement de l'un des grands partis en place si celui-ci détournait à son profit les votes des supporters des nouveaux mouvements sociaux en adoptant un programme susceptible de les attirer.

4019. Les Verts

a. « Wohin treiben die Grünen ? » (Les Verts : dans quelle direction ?) *Politische Studien* 36 (282), août 85 : 337-399 ; tabl.
Suite d'articles. Même s'il y a, à l'intérieur du mouvement des Verts des utopistes irresponsables, la société politique ouest-allemande évolue au contact de ce mouvement et intègre certaines de ses valeurs.

b. SOUTHCOTT, Chris ; PEDERSEN, Joyen – « The Greens : nationalism or anti-nationalism ? ». *Our Generation* 16 (3-4), été 85 : 23-36.
Le contexte social particulier dans lequel se développe le mouvement des « Verts » en RFA est essentiel pour comprendre sa spécificité. Il est erroné de le considérer tout simplement comme un mouvement de gauche anti-américain. Il est plus profondément ancré dans la conscience allemande dont il cherche une nouvelle expression, comme s'il voulait faire pardonner les crimes passés. Il est une nouvelle forme du romantisme allemand et c'est cette tentative de réhabilitation d'un nationalisme allemand qui peut expliquer son succès.

c. SCHEUCH, Erwin K. – « Immer unter Dampf. Über die real existierenden Grünen » (Toujours sous pression. A propos des Verts, tels qu'ils existent réellement) *Die politische Meinung*, 30 (221), août 85 : 27-36.
Les Verts en RFA sont un parti politique avec une stratégie anarchiste, souvent non-démocrate et toujours à la recherche du chaos. Leur présence au parlement fait ralentir le travail à effectuer parce qu'ils posent trop de questions au nom d'une minorité.

d. MAYER TASH, Peter C. ; MALUNAT, Berndt M. – Le mouvement écologique allemand ». *Futuribles* (89), juin 85 : 94-98.
Né d'une multitude d'initiatives locales spontanées, le mouvement écologique a réussi en quelques années à faire irruption dans la quasi totalité des assemblées politiques, régionales et fédérales.

4020. MENUDIER, Henri – « Les élections régionales de 1985. Le recul de la CDU ». *Documents* 40 (3), juil. 85 : 16-26 ; tabl.

Les résultats des élections régionales du premier semestre 1985 sont pleins d'enseignement. En effet, parvenue au milieu de la législature du Bundestag, la CDU s'essouffle et subit le contrecoup de la politique de rigueur qu'elle a menée ; par ailleurs, les libéraux ont remonté la pente, mais sont encore fragiles. Mais le fait marquant est la remontée du SPD, qui, avec en particulier J. Rau, peut espérer revenir sur le devant de la scène politique dans un avenir assez proche.

4021. BECKER, Jorg – « Activities in foreign countries and new technologies of a transnational corporation : the example of Bestermann ». *Media, Culture and Society* 7 (3), juil. 85 : 313-330 ; tabl. ; bibliogr.

Premier groupe d'édition allemand, Bertelsmann est loin de limiter son activité à cette seule production. C'est en fait une multinationale comparable au géant américain CBS, dont les activités touchent toutes les nouvelles technologies et les nouveaux médias.

4022. WILLIAMS, Arthur – « Pluralism in the West German media : the press, broadcasting and cable ». *West European Politics* 8 (2), avr. 85 : 84-103.

Les trois premières décades de l'après-guerre ont été marquées par un rétrécissement du spectre d'opinion exprimée par la radio-télévision et il est plus que probable que l'introduction des nouvelles technologies ne fera que renforcer ce phénomène.

4023. STOCK, Martin – « Marktmodell kontra Integrationsmodell ? » (Le modèle du marché contre le modèle d'intégration ?). *Archiv des öffentlichen Rechts,* 110 (2) juin 85 : 219-254 ; bibliogr.

Les questions et problèmes qui se posent face au projet de privatisation de chaînes de radio et de la télévision. Les radios privées, en ce qui les concerne, exigent une autre législation pour garantir la liberté des médias que celle actuellement appliquée aux chaînes publiques.

4024. GEISS, Imanuel – « German Ostpolitik and the Polish question ». *East European Quarterly* 19 (2), juin 85 : 201-218.

La « nouvelle Ostpolitik » ouest-allemande, lancée par le gouvernement de Willy Brandt, a constitué un des éléments les plus spectaculaires de la détente de la dernière décennie. En ce qui concerne la Pologne, le résultat de cette politique a été la reconnaissance de fait par la RFA de la frontière occidentale polonaise Oder-Neisse comme frontière définitive, d'un côté, et le renforcement des rapports économiques entre la RFA et les pays communistes, y compris la Pologne.

4025. Israël et l'Allemagne ». *Documents* 40 (3), juil. 85 : 51-107.

Le 20e anniversaire de l'établissement de relations diplomatiques entre Israël et l'Allemagne fédérale est l'occasion d'un bilan sur les relations des deux Etats en particulier entre 1969 et 1984, avec la visite de H. Kohl en Israël, vue à travers la presse israélienne et la venue peu après des Verts allemands ; visites qui suscitent déception pour l'une et malaise pour l'autre. Les problèmes culturels et religieux sont également abordés.

Situation et politique sociales

4026. LANE, Christel – « White-collar workers in the labour process : the case of the Federal Republic of Germany ». *The Sociological Review* 33 (2), mai 85 : 298-328 ; tabl. ; bibliogr.

En dépit de certains éléments de convergence, la situation professionnelle et les conditions de travail des cadres et employés en RFA diffèrent profondément de celles des ouvriers. Leur place dans les relations du travail, et en particulier dans les procédures de négociation, est beaucoup plus importante que celle des « cols-blancs » britanniques ou américains.

4027. KESSLER, Francis – « Histoire de la réduction du temps de travail en Allemagne ». *Revue française des affaires sociales* 39 (2), juin 85 : 39-54 ; tabl. ; bibliogr.

Alors que seuls 69 % des salariés travaillaient 40 heures en 1973, 92,6 % des salariés étaient soumis à cette règle en 1978. En 1977 l'IG Metal fait de la semaine de 35 heures une revendication essentielle, cependant la grève des métallurgistes en 1984 se soldera par la semaine de 38,5 heures.

4028. Le travail des femmes

a. « Frauenarbeit » (Le travail des femmes). *Leviathan* 13 (2), 1985 : 151-218. tabl., graph. ; bibliogr.
Suite d'articles consacrés au travail des femmes.

b. FERREE, Myra Marx – « Between two worlds : German feminist approaches to working – class women and work ». *Signs* 10 (3), print. 85 : 517-536.
Les travailleuses allemandes, ne pouvant transformer le patriarcat ou le capitalisme, choisissent la double journée de travail comme un moyen de trouver malgré tout une certaine liberté individuelle. Cependant elles restent marginalisées dans la sphère du privé comme dans celle du public.

4029. VAILLANT, Jérôme – « L'indemnisation sociale du chômage en RFA ». *CLES* (5), 1er sem. 85 : 17-24 ; tabl. ; bibliogr.

Le système ouest-allemand d'indemnisation du chômage, longtemps considéré comme un modèle du genre, se révèle ne pas être à la hauteur d'une crise de longue durée. La réduction des prestations (allocation-chômage et aide aux chômeurs) frappe d'abord les plus défavorisés qui en sont réduits à l'assistance sociale qui est du ressort des communes.

4030. O'LOUGHLIN, John – « The geographic distribution of foreigners in West Germany ». *Regional Studies* 19 (4), août 85 : 365-377 ; tabl. ; résumés en allemand et en français.

La répartition spatiale des immigrés en RFA a varié entre 1964 et 1981, s'effectuant d'abord en fonction des possibilités d'emplois puis en fonction de l'attirance des principaux centres urbains. Aujourd'hui, l'effet de contagion et l'influence des conditions économiques locales dominent.

Economie et finances

4031. [Entreprise publique et privatisation). *Aus Politik und Zeitgeschichte* (29-30), 20 juil. 85 : 3-46.

Dossier consacré aux entreprises publiques, à leur place dans l'économie sociale de marché, à leur gestion et aux stratégies de dénationalisation actuelles.

4032. CABLE, John – « Capital market information and industrial performance : the role of West German banks ». *The Economic Journal* 95 (377), mars 85 : 118-132. tabl. ; bibliogr.

Les entreprises allemandes sont très dépendantes du secteur bancaire pour leur financement : les banques sont la source principale des emprunts et l'intermédiaire inévitable pour l'accroissement des fonds propres. Les banques sont largement représentées dans les conseils d'administration et bien qu'elles nient contrôler l'industrie, on constate une corrélation positive entre le degré d'engagement des banques dans une entreprise et les résultats financiers de celle-ci.

4033. BÖHLE, Fritz – « Betriebliche Informationspolitik und Interessenvertretung » (La politique d'information dans les entreprises et la représentation des intérêts). *Soziale Welt* 36 (2) ; 1985 : 242-260 ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Une étude empirique permet d'analyser les stratégies d'information de la part de l'entreprise en ce qui concerne les transformations techniques, l'organisation ou les mouvements personnels et les différentes tactiques pour y répondre de la part des différentes instances représentant les intérêts du personnel.

4034. RÜRUP, Bert ; FÄRBER, Gisela – « Kontrollorientierte Ansätze einer Budgetreform » (Mesures visant au contrôle dans le cadre d'une réforme budgétaire). *Die Verwaltung* 18 (2), 1985 : 173-200 ; graph.

Le secteur des finances, sous le coup de la crise économique, se trouve dans l'obligation de mettre en place un système de contrôle des finances publiques par les cours des comptes afin de juger des résultats et des mesures à prendre. Ce contrôle pour être bien perçu doit prendre la forme d'un dialogue entre experts.

Arabie saoudite

Voir aussi : n° 4149, 4437

4035. « Saudi Arabia ». *Middle East Economic Digest* 29 (30), 2 août 85 *Supplément* juil. 85 : 132 p.

Dossier : les relations économiques extérieures, la situation financière, l'industrie et l'agriculture, les infrastructures et les services.

4036. BOUTEILLER, Georges de – « Un autre regard sur l'Arabie saoudite. Révolution verte et pétrochimie ». *Défense nationale* 41, janv. et avr. 85 : 45-59 et 35-49. tabl.

Les pétrodollars ont permis à l'Arabie saoudite de développer l'agriculture et l'élevage avec des techniques modernes et de créer de nouvelles activités industrielles. Les résultats sont assez spectaculaires pour les produits vivriers dont les achats à l'Occident ont été réduits mais combien de pays en voie de développement peuvent dépenser autant d'argent pour faire pousser ces produits sur un sol ingrat ? Quant aux bons résultats des produits chimiques et raffinés ils ont rendu le royaume très dépendant des débouchés extérieurs.

Argentine

Voir aussi : n° 3932, 3966, 4245, 4405, 4411, 4414

4037. GRAHAM-YOOLL, Andrew – « Argentina : the state of transition, 1983-85 ». *Third World Quarterly* 7 (3), juil 85 : 573-593 ; bibliogr.

Le manque d'esprit communautaire et de maturité politique des Argentins explique les difficultés de la transition démocratique : la classe moyenne, qui a pourtant voté pour Alfonsin, constitue la menace la plus sérieuse car elle est d'abord attachée au gains matériels et son patriotisme se situe essentiellement au niveau symbolique.

4038. « Argentina en búsqueda de la democracia ». *Cristianismo y sociedad* 23 (1), 1985 : 5-90.

Numéro consacré à une réflexion sur les problèmes de la construction de la démocratie en Argentine : comment y effacer les séquelles de la dictature militaire ? Voir notamment : « Panorama de la Iglesia católica en Argentina »

4039. ROMERO, Luis Alberto – « Sectores populares, participación, y democracia : el caso de Buenos Aires ». *Pensamiento iberoamericano* (7), juin 85 : 59-91 ; bibliogr.

L'analyse des formes successives de la participation populaire à Buenos Aires permet de serrer l'interprétation de l'évolution politique argentine depuis 1880. Elle éclaire notamment les questions que suscite aujourd'hui l'instauration d'une démocratie.

4040. CANTON, Dario et al. – « La consulta por el Beagle en la capitale federal y la Matanza ». *Desarrollo económico* 25 (97), juin 85 : 25-45 ; tabl.

Les Argentins ont largement soutenu le projet de réglement du différend avec le Chili ; deux enquêtes comparant les résultats du référendum de novembre 1984 et ceux de l'élection présidentielle de 1983 montrent que l'appui au gouvernement a débordé, parmi les ouvriers en particulier, les clivages partisans traditionnels.

4041. YUJNOVSKY, Oscar – « Estado y politica metropolitana : el caso de Buenos Aires ». *Pensamiento iberoamericano* (7), juin 85 : 93-104.

Aspects socioéconomiques et politiques de la croissance urbaine de Buenos Aires : les conditions de vie dans les faubourgs sous la dictature militaire.

4042. ROFMAN, Alejandro B. – « Crisis estructural de las economias extrapampeanas y su reciente evolución ». *Desarollo económico* 25 (97), juin 85 : 115-124 ; tabl.

Les provinces de l'intérieur ont été plus sensibles que la région pampéenne aux effets de la politique néolibérale adoptée par l'Argentine en 1976 ; leur économie dépend exclusivement d'une agriculture qui, minifondiaire, n'est pas en mesure de moderniser sa production ou de maîtriser la transformation et la commercialisation de ses produits.

Australie

4043. « Australie : terra incognita ? ». *Daedalus* 114 (1), hiv. 85 : 441 p.

Numéro spécial consacré aux divers aspects de la réalité australienne contemporaine : sa culture politique, la problématique du pouvoir, le personnel politique, la défense, les relations avec la Grande Bretagne et avec les Etats-Unis, la situation économique, la situation des femmes.

4044. WILLIAMS, Chris – « The concept of bureaucratic neutrality ». *Australian Journal of Public Administration* 44 (1), mars 85 : 46-58 ; tabl.

La neutralité de l'administration et de la bureaucratie est un mythe qui cherche à dissimuler la véritable répartition des pouvoirs au sein de la fonction publique australienne. Les différentes théories de la neutralité administrative ne sont pas fondées et les réformes administratives actuelles sont un premiers pas vers la reconnaissance de l'absence de neutralité de la bureaucratie en Australie.

4045. HALLIGAN, John ; O'GRADY, Michael – « Public sector reform : exploring the Victorian experiences ». *Australian Journal of Public Administration* 44 (1), mars 85 : 34-45.

La réforme de l'administration publique dans l'Etat de Victoria (Australie) fait largement appel à l'opinion des différents groupes concernés. La procédure engagée diffère de celle adoptée dans d'autres Etats australiens plus « avancés » sur le plan administratif ce qui ne rend les réformes que plus profondes

4046. PRASSER, Scott – « Public inquiries : an overview ». *Australian Journal of Public Administration* 44 (1), mars 85 : 1-15.

La multiplication des enquêtes gouvernementales révèle, dans une certaine mesure, la méfiance existant à l'encontre de la fonction publique mais également le désir permanent des gouvernants de paraître rationnels. Malgré le fréquent « classement » rapide des enquêtes, celles-ci ont le mérite d'exercer une influence sur la pratique administrative australienne.

4047. BYRNES, Andrew ; CHARLES-WORTH, Hilary – « Federalism and the international legal order : recent developments in Australia ». *American Journal of International Law* 79 (3), juil. 85 : 622-640 ; bibliogr.

Si dans de nombreux pays la signature des traités appartient à l'exécutif et la ratification au législatif, les Etats fédéraux connaissent une difficulté, puisque le pouvoir législatif appartient à l'Etat fédéral et aux régions fédérées, dont les propres intérêts divergent volontiers du droit international ; cependant deux exemples récents (Koowarta et le barrage de Tasmanie) ont montré que l'Australie était capable de faire face à cet antagonisme et de ne pas se couper du droit international.

4048. LANSBURY, Russell D. – « L'accord conclu entre les syndicats et le gouvernement australiens : une nouvelle expérience en matière de relations professionnelles ? » *Travail et société* 10 (2), mai 85 : 237-251.

Analyse et extraits de l'Accord sur la politique économique et sociale, conclu entre le Parti travailliste australien et le Conseil australien des syndicats.

Autriche

Voir aussi : n° 3773, 3860

4049. KHOL, Andras – « Katholikentag und Papstbesuch 1983 : Eine Kritische Würdigung » (Le congrès des catholiques et la visite du Pape en 1983 : Une appréciation critique) *Österreichisches Jahrbuch für Politik* 1984 : 401-435 ; bibliogr.

Réflexion à l'occasion de la visite du Pape en septembre 1983, sur le rôle de l'Eglise et de la religion catholique en Autriche ; le pluralisme et les rapports du catholicisme avec l'Etat et les partis.

4050. Le parti populaire autrichien

a. KUKACKA, Helmut – « Anpassung oder Abgrenzung ? Anmerkungen zur " Grün-Stratégie " der ÖVP » (Appropriation ou délimitation ? Quelques propos concernant la « stratégie-verte » de l'ÖVP parti populaire d'Autriche). *Österreichisches Jahrbuch für Politik* 1984 151-162.
Actuellement l'ÖVP est un parti d'opposition en Autriche et n'a donc pas de moyen d'action politique notamment dans le domaine de l'écologie. Pour ne pas perdre des électeurs l'ÖVP est obligé d'intégrer des idées des Verts dans son programme politique.

b. DEMBLIN, Alexander – « Die ÖVP in internationalen Organisationen – EDU, IDU » (Le parti populaire autrichien dans les organisations internationales EDU (L'Union démocrate européenne) et IOU (l'Union démocrate internationale). *Österreichisches Jahrbuch für Politik* 1984 : 243-259 ; tabl. ; bibliogr.
L'UDE et l'UDI sont d'une grande importance pour les relations extérieures du Parti populaire autrichien, ce qui se manifeste notamment dans la collaboration de quelques dirigeants du parti autrichien dans les réunions internationales.

4051. KLENNER, Fritz – « Die Soziakpartnerschaft als Pfeiler des wirtschaftlichen Aufstiegs der Zweiten Republik » (les partenaires sociaux

comme piliers de la croissance économique de la deuxième République). *Europäische Rundschau* 13 (2), 1985 : 35-52 ; tabl., graph.

La « Sozialpartnerschaft » est une collaboration volontaire des organisations des employeurs et des employés en Autriche, créée après 1945 et elle a garanti jusqu'à présent le fonctionnement relativement stable de l'industrie autrichienne.

4052. OFNER, Günther – « Wie demokratisch ist der ÖGB ? » (L'ÖGB – à quel point est-il démocratique ?) *Österreichisches Jahrbuch für Politik* 1984 : 187-215 ; graph., tabl. ; bibliogr.

En Autriche, les syndicats connaissent aussi une crise à l'intérieur des différentes organisations. Il faut donner plus de pouvoir aux cellules locales et petit à petit démonter le centralisme, qui, ne correspond plus à la réalité de la politique des syndicats.

4053. CHRISTIAN, Reinhold ; WELAN, Manfried – « Umweltpolitik in Österreich. Eine Lage und Problemskizze » (La politique de l'environnement en Autriche. Une esquisse de la situation et du problème). *Österreichisches Jahrbuch für Politik* 1984 : 285-305 ; tabl., graph. ; bibliogr.

La situation dramatique de l'environnement en Autriche a renforcé l'engagement de la part de la population dans ce domaine, en outre tous les partis politiques s'occupent de ces problèmes. Selon les régions il y a entre 250 et 500 lois pour protéger l'environnement, cependant il y a un grand décalage entre la législation et son application.

4054. CHRISTIAN, Reinhold – « Energie in Österreich » (L'énergie en Autriche). *Österreichisches Jarbuch für Politik* 1984 : 113-132 ; tabl. ; bibliogr.

La situation des ressources énergétiques en Autriche, la consommation globale de l'énergie et notamment celle de l'électricité et les pronostics sur l'avenir.

Bangladesh

Voir aussi : n° 3534

4055. RAHMAN, Syedur – « Issues and agenda for South Asian Regional Cooperation ». A Bangladeshi perspective ». *Asian Survey* 25 (4), avr. 85 : 405-414

La SARC, née de l'initiative du président du Bangladesh Ziaur Rahman dès 1977, semble tenir à la volonté de ce pays de continuer à couver l'organisation, comme il l'a fait depuis sa création.

Belgique

4056. « L'expérience Martens V : le rétro-changement ». *La revue nouvelle* 41 (9), sept. 85 : 115-172.

Suite d'articles faisant le bilan des objectifs et des échecs du gouvernement.

4057. « La Belgique, partenaire de l'Afrique : une dimension plus large ». *Europe Outre mer* (661-662), mars 85 : 56 p.

Numéro consacré à la politique africaine de la Belgique : l'évolution de l'aide publique, des investissements industriels et des échanges commerciaux : le cas particulier du Zaïre.

4058. BLAISE, Pierre – « Les élections syndicales de 1983 ». *Courrier hebdomadaire du CRISP* (1082/1083), 14 juin 85 : 3-66 ; tabl., graph., carte.

Analyse des résultats et des principales tendances des élections syndicales qui ont eu lieu en avril et mai 1983 ; notamment dans la province de Hainaut et le Brabant wallon. Analyse de la participation au scrutin.

4059. CLERCQ, M. de ; NAERT, F. – « Regional economic disparities in Belgium and regional, national and supra-national policies : an analysis of collective failure ». *Planning Outlook* 28 (1), 1985 : 13-27 ; cartes ; bibliogr.

Les disparités qui frappent la Belgique ne concernent pas seulement l'antagonisme Flandre-Wallonie, mais résultent également du manque de coordination des politiques économiques à l'échelon régional, national et communautaire. Le manque de coordination s'explique en partie par la politisation excessive de la politique économique.

4060. ESCARMELLE, Jean-François – « Capitaux publics et régulation étatique en période de crise ». *Courrier hebdomadaire du CRISP* (1079), mai 85 : 3-38 ; tabl., graph.

Etant donné la crise que traverse depuis dix ans le système productif belge et l'impossibilité du capital privé à y faire face, les pouvoirs publics ont dû contrôler leurs interventions dans la vie économique.

Bolivie

4061. LAVAUD, Jean-Pierre – « Instabilité politique et pouvoir régional en Bolivie : l'émergence de Santa Cruz (1952-1982) » *Notes et études documentaires* (7), 1985 *Problèmes d'Amérique latine* (76), 2e trim. 85 : 99-114 ; tabl., carte.

L'analyse de la nouvelle oligarchie crucénienne permet de mettre en évidence les rapports du pouvoir politique national et local et du pouvoir économique. Principalement d'origine agricole, cette oligarchie étend son contrôle à l'industrie et au commerce, puis au secteur bancaire à la fin des années soixante. Et il faut attendre les années 70 pour que le pouvoir politique passe aux mains des nouveaux gestionnaires de l'économie locale.

4062. DIRMOSER, Dietmar – « Drogen und Politik : Kokainproduktion, Korruption und Macht in Bolivien » (Les drogues et la politique : la production de cocaïne, la corruption et le pouvoir en Bolivie). *Leviathan* 13 (2), 1985 : 238-270 ; tabl. ; bibliogr.

La Colombie, le Pérou, la Bolivie sont des pays producteurs de drogue, ce qui crée des systèmes économiques parallèles impliquant une interdépendance économique avec l'économie nationale. L'exemple de la Bolivie montre l'influence politique des puissances financières illégales.

Botswana

4063. LUCAS, Robert E.B. – « Migration among the Botswana ». *The Economic Journal* 95 (378), juin 85 : 358-382 ; tabl. ; bibliogr.

Etude des effets de la probabilité de trouver un emploi dans les centres urbains sur la décision de migration (interne ou vers l'Afrique du Sud) au Bostwana.

4064. CURRY, Robert L. – « Mineral-based growth and development-generated socioeconomic problems in Botswana : rural inequality, water scarcity, food insecurity, and foreign dependence challenge new governing class ». *American Journal of Economics and Sociology* 44 (3), juil. 85 : 319-336 ; tabl.

La croissance économique du Bostwana est fondée sur l'extraction des minéraux (diamant, cuivre, nickel, charbon). Le secteur agricole par contre, et surtout le secteur traditionnel où vit l'essentiel de la population, négligé par les pouvoirs publics, est sous développé. L'écart entre riches et pauvres constitue une sérieuse menace pour la stabilité politique du pays.

Brésil

Voir aussi : n° 4416, 4420

4065. ADRIANCE, Madeleine – « Opting for the poor : a social historical analysis of the changing Brazilian catholic church ». *Sociological Analysis* 46 (2), été 85 : 131-146 ; bibliogr.

L'engagement de l'Eglise brésilienne en faveur des pauvres, pour le changement social et contre la dictature militaire, est apparu comme le produit de l'approche catholique de l'évolution du pays : industrialisation, urbanisation, transformation des campagnes et apparition de mouvements sociaux ont été autant de défis à l'efficacité pastorale de l'Eglise, qui a dû institutionnaliser son engagement à travers les prises de positions de la Conférence épiscopale, les documents pastoraux et les communautés ecclésiales de base.

4066. OLIVEIRA, Francisco Eduardo Barreto de – « O custeio do sistema de previdência e assistência social ». *Conjuntura econômica* 39 (8), août 85 : 111-114.

Le fait que le problème du déficit de la sécurité sociale brésilienne devient pratiquement insoluble oblige à considérer la difficulté dans le cadre élargi d'une révision du système concernant à la fois son organisation, ses programmes et les modalités de son financement : examen des questions techniques et politiques posées par cette réforme.

4067. CASTRO, Antonio Barros de – « Ajuste por adaptación estructural. La experiencia brasileña ». *El trimestre económico* 52 (3), sept. 85 : 705-719 ; tabl.

Analyse critique des objectifs et de la pratique des politiques d'ajustement (1980-1984).

4068. ADDA, Jacques – « Conditions et limites de la croissance extravertie : comparaison des expériences brésilienne et sud-coréenne ». *Notes et études documentaires* (7), 1985 *Problèmes d'Amérique latine* (76), 2e trim. 85 : 75-96 ; tabl.

Une analyse concrète des modalités, internes et externes, de développement et des conditions communes à l'épanouissement des régimes de croissance extravertie permet d'affiner les modèles de développement. L'exemple du Brésil comme stratégie de substitution d'importations assez généralisées en Amérique latine, et celui de la Corée du Sud dans la promotion d'exportations de produits manufacturés, particulière à l'Asie du Sud-Est, servent à préciser ce schéma et l'impact de la crise internationale sur les deux économies et la nature de leurs contradictions internes.

Bulgarie

4069. REUTER, Jens – « Die Entnationalisierung der Türken in Bulgarien. Sofias Politik der Zwangsbulgarisierung aus jugoslawischer Sicht » (La dénationalisation des Turcs en Bulgarie. La politique de Sofia de bulgarisation imposée du point de vue yougoslave). *Südosteuropa. Zeitschrift für Gegenwartsforschung 34 (3-4), 1985 : 109-177.*

Les Turcs vivant en Bulgarie sud-orientale font l'objet de répressions périodiques et de représailles. Sont-ils 400.000 ou 1,2 million ? Les points de vue yougoslave et bulgare ne concordent pas, d'autant plus que Belgrade critique une politique d'assimilation qui touche aussi « ses » Macédoniens.

4070. TIRASPOLSKY, Anita – « L'économie bulgare à la veille du IXe plan ». *Le courrier des pays de l'Est* (296), juin 85 : 52-58 ; tabl.

Les principaux indicateurs économiques en Bulgarie sont positifs et les dirigeants envisagent pour les années 1986-1990 le développement prioritaire de certaines industries : électroniques, mécaniques, chimiques qui orienteront le pays vers la satisfaction des besoins du CAEM et de l'URSS. Dans le cadre de ses priorités traditionnelles la Bulgarie fera éventuellement appel aux techniques et savoir-faire occidentaux.

Burkina-Faso

4071. « Burkina : la volonté de vaincre ». *Actuel développement* (67), août 85 : 34-52 ; carte.

Dossier consacré à la politique de développement du pays dont le principal objectif est de vaincre la pauvreté : ses divers volets (mise en valeur des ressources,

construction de puits, politique de santé...) et les moyens (mobilisation de la population et notamment des femmes, la coopération franco-burkinabé).

4072. SAWADOGO, F.M. ; WATTEYNE, A. – « La cotisation obligatoire au profit de la caisse autonome d'investissements ». *Revue burkinabé de droit* (8), juin 85 : 165-176.

La CAI peut jouer un rôle positif dans le développement économique du pays, parce qu'elle est un instrument d'orientation des investissements. Mais elle fonctionne à partir d'une épargne de pays pauvre : de toute façon, il est encore trop tôt pour faire le bilan de son action.

Cameroun

4073. NDUE, Paul N. – « Cameroun and the EEC : increasing state of underdevelopment and occuring changes ». *Présence africaine* (133-134), 2e trim. 85 : 157-190 ; tabl.

Même si la convention de Lomé III est plus avantageuse que les précédentes, elle n'en sert pas moins au maintien de l'exploitation du Cameroun.

4074. GOMSU, J. – « Finalité de l'enseignement de l'allemand et de la germanistique en Afrique noire : le cas du Cameroun ». *Peuples noirs-peuples africains* (45), juin 85 : 94-115.

Malgré la rapide progression de l'enseignement de l'allemand au Cameroun, celui-ci ne touchait que 11 % des élèves en 1980 et les professeurs ne disposent pas d'une formation suffisante. Cette situation s'explique par le fait que l'enseignement de l'allemand est un legs du colonialisme.

Canada

Voir aussi : n° 3673, 3884, 4176, 4197, 4348

4075. « Projection internationale du Québec ». *Politique* (7), hiv. 85 : 9-86.

Suite d'articles consacrés au rôle international du Québec. Voir : PERRON, Bruno : n° 4176.

4076. CABATOFF, Kenneth ; IEZZONI, Massimo – « La professionnalisation de la fonction du personnel comme instrument de réforme de la fonction publique québécoise ». *Politiques & (et) management public* 3 (2), juin 85 : 33-42 ; résumé en anglais.

La gestion du personnel dans la fonction publique québecoise est caractérisée par la présence de moyens informels de coordination, après qu'ont échoué les tentatives d'établir un système centralisé et une coordination hiérarchique de cette gestion. On assiste aujourd'hui à la professionnalisation de la fonction d'administration du personnel et au règlement des conflits entre les organismes centraux et les ministères.

4077. PROSS, A. Paul – « Parliamentary influence and the diffusion of power ». *Canadian Journal of Political Science 18 (2), juin 85 : 235-266.*

Depuis le milieu des années soixante les groupes de pression ont manifesté un intérêt accru pour le Parlement et ont su exploiter à leur profit ses fonctions de légitimation et de diffusion. En retour, le Parlement a vu son rôle s'affirmer dans le processus de prise de décision.

4078. FRANKS, C.E.S. – « Debates and question period in the Canadian House of Commons : what purpose do they serve ? » *The American Review of Canadian Studies* 15 (1), print. 85 : 1-15.

Les questions et débats parlementaires à la Chambre des députés du Canada remplissent des fonctions multiples, malgré certaines faiblesses. Si l'ordre du jour était mieux respecté et si l'obstruction parlementaire était moins fréquente, cette procédure fonctionnerait mieux. Mais elle présente des qualités incontestables.

4079. ARCHER, Keith – « The failure of the New Democratic Party : unions, unionists, and politics in Canada ». *Canadian Journal of Political Science* 18 (2), juin 85 : 353-366 ; tabl.

En 1961 le nouveau parti démocratique a été créé au Canada à l'initiative des syndicats dont il devait constituer le bras politique à l'image du Labour britannique. En fait l'adhésion syndicale (c'est-à-dire l'affiliation explicite) est restée très faible et le NPD n'a eu qu'un faible succès sur le plan électoral.

4080. PALDA, K. Filip ; PALDA, Kristian S. – « Ceilings on campaign spending : hypothesis and partial test with Canadian data ». *Public Choice* 45 (3), 1985 : 313-331 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Au Canada, les assemblées fédérales et provinciales ont, au cours des dix dernières années, imposé des limites aux dépenses électorales. Un modèle permet d'évaluer les effets de cette nouvelle législation sur les résultats des élections, et, en particulier, de déterminer si elle favorise les candidats sortants.

4081. MANSELL, Robin E. – « Contradictions in national communication/information policies : the Canadian experience ». *Media, Culture and Society* 7 (3), juil. 85 : 331-353 ; bibliogr.

Dans la société médiatique actuelle, l'élaboration des politiques d'information/communication est un poste important de l'activité gouvernementale. L'exemple canadien montre la difficulté à développer de telles politiques en dehors des géants transnationaux : malgré une politique précoce et orientée vers la promotion de moyens et produits nationaux, le secteur canadien de l'information/communication est indissociable de celui de son grand voisin américain.

4082. SAMUEL, T.J. ; WOLOSKI, B. – « The labour market experiences of Canadian immigrants ». *Migrations internationales* 23 (2), juin 85 : 225-250 ; tabl. ; bibliogr. ; résumés en français et en espagnol.

Malgré la crise, il semble que les immigrés au Canada se soient bien adaptés, surtout s'ils connaissent la langue anglaise et n'ont pas charge de famille. Par rapport aux Canadiens, ils jouissent d'un niveau de vie satisfaisant, mais les femmes et ceux qui ont charge de famille son encore discriminées. Les francophones connaissent plus le chômage et un niveau de salaire inférieur.

4083. BORODAEVSKIJ, A.D. ; POPOV, V.V. – « O spécifike kanadskoj « modeli » gosudarstvennogo regulirovanija ekonomiki » (Sur la spécificité du « modèle » canadien de régulation étatique de l'économie). *SSA* (6), juin 85 : 29-39.

Traditionnellement, le modèle canadien de régulation étatique de l'économie implique une participation beaucoup plus active de l'Etat que le modèle américain. De ce fait, les tentatives de « désétatisation » de certaines entreprises canadiennes se heurtent à davantage de difficultés.

4084. REJTO, Laszlo et al. – Kanada gasdasaǵi fejlödese es a kanadai-magyar gazdasaǵi kapcsolatok » (Le développement économique du Canada et les relations économiques avec la Hongrie). *Közgazdasagi szemle* 32 (2), fév. 85 : 213-229 ; tabl., graph.

Les relations économiques entre la Hongrie et le Canada se sont développées favorablement au cours des dernières décennies. Les volumes d'échanges n'ont toutefois atteint de niveaux significatifs pour aucun des partenaires, et les possibilités de développement ultérieur sont importantes.

Chili

Voir aussi : n° 3966, 4040, 4405, 4411

4085. « Cristianismo y politica ». *Plural* (4), 1er trim. 85 : 3-102.

Numéro spécial sur l'engagement de l'Eglise et des catholiques latinoaméricains dans la résistance aux dictatures et sur la reconsidération solidaire des pratiques religieuses et politiques que cette expérience exige, au Chili notamment.

4086. JAKSIC, Ivań – « Philosophia perennis en tiempos pretorianos : la filosofiá chilena desde 1973 ». *Cuadernos americanos* 45 (2), avr. 85 : 59-87.

Les militaires ont tranché le débat qui opposait les philosophes académiques et critiques dans l'Université chilienne au profit d'une philosophie officielle aussi pauvre en idées et en résultats que le régime : l'évolution de ces trois courants depuis 1974, leurs représentants et leurs travaux.

4087. RODRIGEZ, Alfredo – « Santiago, viejos y nuevos problemas ». *Pensiamiento iberoamericano* (7), juin 85 : 119-138 ; tabl., graph.

La politique néolibérale devait inéluctablement aggraver les déséquilibres économiques et démographiques et la ségrégation sociale que connaissait déjà la croissance de Santiago ; elle a toutefois innové en provoquant dans les quartiers populaires l'organisation spontanée, autonome, de mouvements dont les revendications strictement locales débouchent sur un affrontement global avec l'Etat militaire.

4088. ARELLANO, José Pablo – « De la liberalizacion a la intervencioń : el mercado de capitales en Chile 1974-1983 ». *El trimestre económico* 52 (3), sept. 85 : 721-772 ; tabl., graph. ; bibliogr.

L'analyse des modalités de l'expansion du marché financier, conséquence de sa libéralisation depuis 1974, explique les pratiques spéculatives que celle-ci a déclenchées et leurs suites : d'abord la chute des investissements productifs et finalement la crise bancaire de 1982.

Chine (Taiwan)

Voir aussi : n° 3972

4089. « The future of Taiwan ». *Foreign Affairs* 63 (5), été 85 : 1050-1080.

Deux articles : SHAW, Yu-ming : « A view from Taipei » ; HUAN, Guo-cang : « A view from Beijing ».

4090. GREENHALGH, Susan – « Sexual stratification : the other side of " growth with equity " in East Asia ». *Population and Development Review* 11, (2), juin 85 : 265-314 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en espagnol et en français.

A Taiwan, comme dans d'autres pays asiatiques la croissance économique s'est faite au détriment des femmes, à cause principalement des choix des parents privilégiant leurs fils.

Chine

Institutions et vie politiques

Voir aussi : n° 4418

4091. HEBERER, Thomas – « Probleme der Nationalitätentheorie und des Nationsbegriffs in China » (Les problèmes de la théorie des nationalités et du concept de la nation en Chine). *Internationales Asienforum* 16 (1-2), mai 85 : 109-123 ; bibliogr.

Il y a plusieurs aspects dans la théorie des nationalités en Chine : la relation entre les nationalités dans le passé ; le terme " minzu " qui veut dire nationalité, peuple, hommes, groupes ethniques ; la définition du terme " nation " et le statut des minorités ethniques en Chine.

4092. ESTIVALS, Robert – « Le livre en Chine ». *Communication et langages* (64), 2e trim. 85 : 84-99 ; tabl.

Le modèle bibliographique chinois a certes suivi l'évolution politique, économique et démographique du pays. Mais il conserve, malgré l'économisme et le réformisme en vigueur aujourd'hui, une structure inspirée du modèle soviétique et un certain centralisme médiatique, et manifeste la volonté de conserver l'identité nationale, maintenue par l'écriture, même si celle-ci s'est modernisée.

4093. MOHAMMAD-REZA DJALLI ; HARISH KAPUR – « Pékin-Téhéran : les paradoxes d'une alliance ». *Politique internationale* (28), été 85 : 251-264 ; résumés en anglais et en espagnol.

Depuis 1920 les liens entre Pékin et Téhéran ont évolué en fonction et en sens inverse de ceux que Téhéran entretenait avec Moscou. Il existe entre les deux pays une convergence d'intérêts exploitée avec un pragmatisme qui laisse peu de place aux préoccupations d'ordre idéologique.

4094. LI, Chengrui – « China's experiences in the quality control of its 1982 population census ». *International Statistical Review* 53 (2), août 85 : 109-121 : tabl. ; bibliogr.

Le troisième recensement chinois effectué en 1982, malgré la taille monumentale des données recensées, comporte très peu d'erreurs que ce soit au niveau du recensement des données que de leur codification ou de leur traitement.

4095. Les réformes du système économique

a. PRYBYLA, Jan S. – « The Chinese economy : adjustment of the system or systemic reform ? » *Asian Survey* 25 (5) ; mai 85 : 553-586.
L'analyse des réformes réalisées dans 4 domaines : l'information, la coordination, la propriété, les mesures économiques d'incitation, conduit à penser que l'économie chinoise a été l'objet non pas d'une réforme systématique mais de simples réajustements.

b. « La Chine est-elle encore socialiste ? » *Croissance des jeunes nations* (275), sept. 85 : 19-26.
Interview de Jean Luc Domenach réalisée par Aimé Savard. Depuis quelques années le gouvernement chinois a entrepris des réformes de son système économique : réformes fondamentales en milieu rural, plus timides en ville. La libéralisation économique s'accompagne d'une certaine libéralisation politique mais la Chine conserve le noyau dur d'un système totalitaire.

4096. GIPOULOUX, François – « Les techniques japonaises en Chine : vers une crise du management mandarinal ? » *Sociologie du travail* 27 (2), 1985 : 176-190 ; tabl. ; résumé en anglais.

L'exemple de l'implantation de deux usines électroniques japonaises en Chine montre les difficultés de l'importation de technologie étrangère dans ce pays, dues essentiellement au retard des méthodes chinoises du « management mandarinal ».

4097. WANG, Nian – « L'agro-alimentaire en Chine ». *Le courrier des pays de l'Est* (296), juin 85 : 3-30 ; tabl. ; graph. ; bibliogr.

Depuis 1979 les autorités chinoises favorisent l'industrie agro-alimentaire et encouragent les investissements privés. De nets progrès ont été réalisés mais la production reste insuffisante pour les produits de seconde transformation (produits laitiers, boissons, nourriture pour enfants, conserverie...) d'autant plus que la demande augmente en raison de l'élévation du niveau de vie. La volonté de modernisation des industries laitières notamment amène l'Etat à se tourner vers l'étranger fournisseur de capitaux et de technologies nouvelles.

Colombie

Voir aussi : n° 4405

4098. WADE, Peter – « Race and class : the case of South American blacks ». *Ethnic and Racial Studies* 8 (2), avr. 85 : 233-249 ; bibliogr.

Alors que l'on prétend généralement qu'en Amérique latine les Noirs sont discriminés parce qu'ils sont pauvres et non parce qu'ils sont noirs, l'étude de la ville d'Unguio en Colombie montre le poids des stéréotypes racistes qui tendent à fixer l'identité et les possibilités des Noirs.

4099. « Se acabaron las exportaciones ? » *Revista javeriana* 103 (513), avr. 85 : 173-231.

Numéro spécial sur les exportations colombiennes et sur la politique commerciale qui encadre leur développement.

Corée du Sud

Voir aussi : n° 3972, 3973, 4068

4100. YOUNG CHOI – « Dynamic structures of international politics in South Korea and tripartite security cooperation among the United States, Japan

and South Korea ». *The Korean Journal of International Studies* 16 (2), print. 85 : 223-238.

Depuis l'élection de Reagan à la présidence, la Corée du Sud a avec les Etats-Unis des rapports meilleurs que jamais, tandis que depuis l'arrivée au pouvoir de Nakasone, un « nouveau chapitre » est ouvert dans ses rapports avec le Japon. C'est pourquoi la politique de sécurité sud-coréenne doit être fondée sur une coopération avec le Japon sous la tutelle des Etats-Unis.

4101. COROT, Pascal ; SCHWOB, Thierry – « Développement économique et libéralisation financière en Corée du Sud ». *Chroniques d'actualité de la SEDEIS* 33 (7), juil. 85 : 244-255 ; tabl., graph.

Le modèle de développement de la Corée du Sud orienté vers l'autosuffisance alimentaire, le recours important à l'épargne internationale et le rôle prédominant de l'Etat a permis au pays de se classer parmi les nouveaux pays industrialisés. Actuellement pour intégrer le groupe des grandes puissances économiques, le gouvernement doit opter pour une gestion plus souple caractérisée par le désengagement de l'Etat. Dans cet objectif, les dirigeants se sont engagés dans la libéralisation du système financier.

Costa-Rica

4102. CAZEBAS ESTEBAN, Antonio – « The Instituto Costarricense de Educación Radiofónica (ICER) ». *Gazette* 35 (2), 1985 : 109-121.

L'Institut d'éducation radiophonique du Costa-Rica reflète l'effort de renouvellement de la politique d'enseignement dans ce pays. Différents types de programmes éducatifs sont diffusés par 29 stations, mais l'avenir de cet organisme demeure incertain en raison d'un certain nombre de faiblesses, dont l'inexpérience du personnel n'est pas la moindre.

4103. « Implicaciones psico-sociales del envejecimiento de la población costarricense ». *Revista de ciencias sociales* (29), juin 85 : 9-58.

Numéro spécial sur le vieillissement et sur la politique de la vieillesse : orientations pour une approche pluridisciplinaires de la question.

4104. ROMERO, Carmen Maria – « Las transformaciones recientes del Estado costarricense y las políticas reformistas ». *Estudios sociales centroamericanos* 13 (38), août 84 : 41-53 ; bibliogr.

La pratique du réformisme a permis à la bourgeoisie d'assurer longtemps sa domination par le concensus. L'examen de cette pratique après avoir précisé ses formes successives et ses limites, montre que la crise actuelle, en accentuant ses contradictions économiques et sociales, pose d'urgence la question d'un changement politique.

Côte d'Ivoire

4105. SYLLA, Lancine – « Genèse et fonctionnement de l'Etat clientéliste en Côte d'Ivoire ». *Archives européennes de sociologie* 26 (1), 1985 : 29-57.

Le parti clientéliste a créé l'Etat clientéliste en Côte d'Ivoire, distribué le pouvoir et provoqué l'hypertrophie de l'administration et de l'appareil économique. La survie du système clientéliste dépend des ressources de l'Etat mais aussi de la vie du chef de l'Etat.

4106. « Abidjan ». *Cités africaines* (2), mars 85 : 18-50 ; cartes.

Dossier consacré aux quartiers populaires d'Abidjan : caractères et dynamique de l'habitat, actions étatiques d'aménagement, condition quotidienne des citadins.

Cuba

Voir aussi : n° 3108, 3844, 3862, 4166, 4329, 4407

4107. LARGUIA, Isabel ; DUMOULIN, John – « La mujer en el desarrollo : estrategia y experiencias de la revolución cubana ». *Casa de las Américas* 25 (149), avr. 85 : 37-53 ; tabl.

Le niveau atteint déjà par l'intégration des femmes aux activités économiques et politiques annonce la disparition rapide de toute discrimination sexuelle à Cuba. Ce sont évidemment la révolution et le militantisme féministe en son sein qui ont rendu possible un changement si radical.

4108. PAZ, Juan Valdès – « Cuba and the crisis in Central america ». *Contemporary Marxism* (10), 1985 : 38-67.

Alors que la politique américaine en Amérique centrale se fait plus interventionniste, Cuba est résolument à côté des forces du changement mais, faute de moyens, ne cherche nullement à entrer dans ces conflits.

4109. PEDRAZA-BAILEY, Sylvia – « Cuba's exiles : portrait of a refugee migration ». *International Migration Review* 19 (1), print. 85 : 4-34 ; tabl. ; bibliogr.

Les caractéristiques sociales des exilés Cubains en vingt ans de migration vers les Etats-Unis ont changé en fonction des différentes phases de la révolution cubaine.

4110. MAIN, Jeremy – « Castro tightens Cuba's belt ». *Fortune International* 112 (6), 16 sept. 85 : 104-114.

La situation économique de Cuba est aujourd'hui très dégradée : l'aide soviétique n'augmente plus et le prix du sucre baisse. Le gouvernement s'oriente vers une politique d'austérité, mais seule une décentralisation poussée et un assouplissement du système économique, auquel Castro est opposé, pourraient relancer la croissance.

4111. RABAZA PENALVER, Francisco – « Las relaciones contractuales en el marco del SDPE ». *Economía y desarrollo* (85), avr.85 : 140-153 ; bibliogr.

L'organisation et les fonctions du système de contrôle de l'exécution des obligations contractuelles qui lient les entreprises cubaines au plan de développement.

Dominicaine (Rép.)

Voir aussi : n° 2658

4112. « Haitianos en República dominicana ». *Estudios sociales (Santo Domingo)* 17 (59), mars 85 : 1-93.

Numéro spécial sur les conditions de vie et de travail des péons haïtiens dans les plantations dominicaines de canne à sucre : examen des questions politiques, culturelles et socio-économiques que soulève cette immigration.

Egypte

Voir aussi : n° 3713

4113. BOTMAN, Selma – « The rise and experience of Egyptian communism : 1919-1952 ». *Studies in Comparative Communism* 18 (1), print. 85 : 49-66.

Fondé en 1920, le Parti socialiste égyptien, devenu en 1922 le Parti communiste égyptien, après l'adhésion au Comintern, a joué, dans les années vingt, un rôle important dans le développement du mouvement syndical et du nationalisme. Interdit en 1924, le parti a connu un nouvel essor à la fin des années trente, en s'engageant dans le lutte contre le fascisme. Divisé en multiples tendances, il n'a jamais été un parti de masse, mais il a exercé une profonde influence sur les intellectuels égyptiens.

4114. SHEMESH, Moshe – « Egypt's commitment to the Palestinian cause ». *The Jerusalem Quarterly* (34), hiv. 85 : 16-31.

L'engagement de l'Egypte dans la défense de la cause palestinienne est devenu une partie intégrante de sa stratégie dans la recherche d'une solution au conflit arabo-israélien, mais sa démarche est pragmatique et souple dans la réalisation de son objectif. Cet objectif est l'établissement d'une entité palestinienne indépendante, ou d'un Etat palestinien sur la Rive occidentale et dans la Bande de Gaza.

4115. FATHI NAGUIB, Mohamed – « Les investissements étrangers en Egypte ». *Bulletin du Centre de documentation d'études juridiques, économiques et sociales* 13 (16), nov. 84 ; 18-41 ; tabl.

La vague actuelle d'investissements étrangers en Egypte possède de nombreux caractères communs avec l'expérience passée. La politique fiscale actuelle basée sur de larges exonérations accordées aux entreprises investissant dans le pays donne lieu à controverses.

Equateur

Voir aussi : n° 3968

4116. VIDAL RUCABADO, Luis – « Las realidades del Ecuador ». *Visión (México)* 65 (3), 12 août 85 : 8-16.

La situation politique et économique à travers différents entretiens, avec le président de la République en premier lieu.

4117. SAINT-GEOURS, Yves – « Equateur : l'alternative ». *Notes et études documentaires* (1), 1985 *Problèmes d'Amérique latine* (75), 1er trim. 85 : 121-134 ; tabl., carte.

Les élections de 1984 ont permis l'émergence d'une majorité parlementaire de gauche et d'un président de la République, Léon Febrès Cordero, représentant une coalition de droite qui sous-tend l'opposition traditionnelle entre la côte et la Sierra. Cette situation conflictuelle risque d'être encore aggravée par l'urgence des problèmes économiques.

Espagne

Voir aussi : n° 4348, 4408, 4421, 4427

4118. SOMMERMANN, Karl-Peter – « Der Defensor del Pueblo ein spanischer Ombudsmann » (Le défenseur du peuple un Ombudsmann espagnol). *Archiv des öffentlichen Rechts* 110 (2), juin 85 : 267-287 ; bibliogr.

La Constitution espagnole de 1978 prévoit une nouvelle institution, celle du défenseur du peuple d'après l'exemple des pays scandinaves. Ce médiateur est élu par le Sénat et le Congrès et doit traiter des pétitions que tout le monde peut faire gratuitement. Le premier médiateur espagnol à exercer cette fonction a reçu 30 000 pétitions durant la première année.

4119. LOPEZ-ESCOBAR, Esteban ; FAUS-BELAU, Angel – « Broadcasting in Spain : a history of heavy-handed state control ». *West European Politics* 8 (2), avr. 85 : 122-136 ; tabl.

Sous Franco, alors que le système de radio était mixte (privé/public), la télévision était un monopole d'Etat. Après une certaine libéralisation en 1977, le statut de 1980 a consacré le caractère étatique de la télévision et l'arrivée au pouvoir des socialistes n'a pas changé cet état de choses.

4120. « OTAN, guerra nuclear y supervivencia ». *Biblioteca Mundo obrero* (1), fév. 85 : 51 p.

Dossier : la position du parti communiste sur la politique espagnole de défense concernant en particulier l'appartenance à l'OTAN et le désarmement.

4121. ROJO TORRECILLA, E. ; PEREZ AMOROS, F. – « El acuerdo económico y social ». *Revista de política social* (145), mars 85 : 55-78.

Examen du texte de l'accord signé à Madrid le 9 octobre 1984 à la lumière de ceux des pactes sociaux qui l'ont précédé.

4122. ALONSO OLEA, Manuel ; TORTUERO PLAZA, José Luis – « El paro forzoso. Class y aseguramiento ». *Revista de política social* (145), mars 85 : 7-54.

Analyse systématique de la législation espagnole sur l'assurance chômage après sa révision en 1984.

4123. BORJA, Jordi – « Crisis y metropolización en España. El caso de Barcelona ». *Pensamiento iberoamericano* (7), juin 85 : 149-182 ; tabl.

Evaluation des effets de la crise économique sur la planification urbaine à l'échelon métropolitain en Espagne à partir de l'analyse socioéconomique et politique des problèmes de la croissance de Barcelone.

4124. BRANA, Francisco J. – « Structure des entreprises publiques, recyclage de l'industrie et autonomie de gestion : le cas de l'Espagne ». *Politiques & (et) management public* 3 (2), juin 85 : 153-177 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Les entreprises publiques espagnoles ont un poids économique qui est parmi les plus faibles d'Europe, et qui, de plus, n'a connu qu'une croissance modérée. Confrontées à des problèmes financiers graves, du fait des restrictions budgétaires, de leur appartenance à des secteurs très affectés par la crise, d'une gestion déficiente qui tend à socialiser les pertes, elles devront faire l'objet d'une restructuration sectorielle, mais surtout d'une réforme de leur gestion, notamment avec une conception plus rigoureuse des systèmes d'incitation des contrats de programme.

4125. [L'industrie de la pêche en Espagne]. *Revista de estudios agro-sociales* 34 (131), juin 85 : 7-166 ; résumés en français.

Suite d'articles consacrés aux divers problèmes de cette activité économique. Restructuration du secteur et ses conséquences, impact de l'entrée de l'Espagne dans la CEE. Quelle politique adopter face à ces diverses contraintes ?

4126. BRIZ, Julián ; CASARES, Javier – « Una revisión histórica del comercio español ». *Información comercial española* (623), juil. 85 : 129-140 ; tabl., graph. ; bibliogr.

L'évolution de la commercialisation des produits alimentaires en 1982, notamment les changements qui transforment depuis 1970 l'organisation et le fonctionnement de ce commerce et le contexte économique et social où s'inscrit la mise en train d'un système de distribution massive.

4127. LABATUT, Bernard – « Ceuta et Melilla : tensions sur la société et la politique de défense espagnoles ». *Studia diplomatica* 38 (4), 1985 : 409-427.

Le contentieux hispano-marocain concernant les possessions espagnoles au Maroc (les 2 villes de Ceuta et Melilla et 3 groupes d'îlots) conditionne les relations civilo-militaires en Espagne où le gouvernement socialiste doit ménager ses relations avec le Maroc tout en se gardant d'être accusé de faiblesse par les responsables militaires. D'autre part, le lien effectué par le Maroc entre ce contentieux et celui de Gibraltar, entre l'Espagne et la Grande-Bretagne, pèse sur toute la politique espagnole de défense : dans le cas où l'Espagne deviendrait maître des deux rives du Détroit, la radicalisation marocaine augmenterait la menace militaire.

Etats-Unis

Institutions et vie politiques

Voir aussi : n° 4040, 4100, 4260, 4361, 4362, 4366, 4413

4128. « Religion in America today ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science* (480), juil. 85 : 9-174.

Numéro spécial consacré à l'évolution, notable depuis dix ans, des différents mouvements et groupes religieux aux Etats-Unis, à leur rôle et à leur influence sur la société américaine : le poids respectif de chaque religion, l'évolution du judaïsme, du protestantisme (libéral et conservateur), du catholicisme, les femmes et les Noirs face à la religion.

4129. HEINZ, Donald – « Clashing symbols : the new christian right as countermythology ». *Archives de sciences sociales des religions* 39 (1), mars 85 : 153-173 ; bibliogr. ; résumé en français.

L'émergence de la nouvelle droite chrétienne dans la vie politique américaine doit s'interpréter comme la volonté de ces différents mouvements de remettre

en cause la signification de l'histoire et du mode de vie américains pour en proposer une autre lecture beaucoup plus droitiste.

4130. LOURY, Glenn C. – « The moral quandary of the Black community ». *The Public Interest* (79), print. 85 : 9-22.

Maintenant que leurs droits civiques sont reconnus, les Noirs des Etats-Unis doivent accorder la priorité à la solidarité et trouver eux-même les moyens de venir en aide aux plus pauvres d'entre eux, dans le cadre d'associations comme la National Urban League.

4131. WIRT, Frederick M. – « The dependant city ? External influences upon local control ». *Journal of Politics* 47 (1), fév. 85 : 83-112 ; tabl. ; bibliogr.

Aux Etats-Unis, on peut distinguer trois facteurs exogènes qui influent sur l'espace de décision des collectivités locales : les budgets, statuts et réglementations imposés par les échelons administrtatifs supérieurs, la tendance à la concentration économique du secteur privé, l'apparition de corps d'administrateurs professionnels. Mais il est difficile d'affirmer que ces trois éléments de centralisation – administrative, économique et idéologique – aboutissent à restreindre le pouvoir local.

4132. THYS, Patrice J. ; GOLUB, Martin J. – « Les marchés publics aux Etats-Unis et les accords internationaux ». *Journal de droit des affaires internationales* (2), 1985 : 199-215 ; résumé en anglais.

Malgré des progrès réels dans le sens d'une adéquation aux réglements et accords internationaux, la structure des marchés publics américains conserve une orientation protectionniste et discriminatoire à l'égard des soumissionnaires étrangers.

4133. CHELIMSKY, Eleanor – « L'évaluation de programmes aux Etats-Unis ». *Politiques & (et) management public* 3 (2), juin 85 : 199-214 ; résumé en anglais.

La pratique, croissante et suivie d'effets politiques, de l'évaluation de programmes destinés à informer les membres du Congrès américain sur les politiques et les programmes mis en œuvre par l'administration, évaluation généralement confiée au General Accounting Office, devrait entraîner la branche exécutive du pouvoir à se doter lui aussi d'une structure d'évaluation propre, afin d'améliorer les conditions d'élaboration de l'action publique et de préserver l'équilibre des pouvoirs.

4134. JONES, Charles O. – « Carter and Congress : from the outside in ». *British Journal of Political Science* 15 (3), juil. 85 : 269-298 ; tabl.

Le président Carter a fait preuve d'originalité et d'indépendance en s'obstinant à poursuivre des objectifs politiques qui ne plaisaient pas au Congrès. Les membres de son équipe chargés des relations avec le Congrès ont surtout cherché à trouver un large soutien dans l'opinion publique, afin de convaincre les membres du Congrès.

4135. LOWI, Theodore J. – Presidential power : restoring the balance ». *Political Science Quarterly* 100 (2), été 85 : 185-213.

Le peuple américain a tendance actuellement à exiger beaucoup de son Président à qui il confie des pouvoirs très étendus. Le système politique s'en trouve déséquilibré et des réformes doivent être envisagées : mandat de six ans, élection directe, réorganisation du système bipartite...

4136. MEINDL, James R. et al – « The romance of leadership ». *Administrative Science Quarterly* 30 (1), mars 85 : 78-102 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Aux Etats-Unis, le leadership a fait l'objet de très nombreuses études et articles qui ont contribué à en donner une image romantique et magique, plus qu'ils n'ont expliqué ce phénomène, comme l'illustre l'analyse de trois types de documents : la presse populaire de 1972 à 1982, les sujets de thèse et les revues d'affaires. Une série d'études expérimentales confirme que cette vision romantique du leadership est une réalité sociale et qu'elle constitue une entrave à une analyse scientifique du phénomène, en même temps qu'elle fait partie de ce phénomène.

4137. « Political women. Current roles in State and local government ». *'Sage Yearbook in Women's Policy Studies* 8, 1984 : 310 p. ; tabl., graph. ; bibliogr.

Numéro spécial : les Américaines sont en train de transformer les concepts et les paradigmes politiques traditionnels en tant que militantes dans les partis et les associations mais aussi en tant qu'élues dans les collectivités locales et les assemblées des Etats, où elle mènent des politiques différentes de celles des hommes.

4138. Mc CLOSKY, Herbert ; CHONG, Dennis – « Similarities and differences between the left-wing and right-wing radicals ». *British Journal of Political Science* 15 (3), juil. 85 : 329-363 ; tabl.

Selon diverses enquêtes menées au cours des vingt-cinq dernières années, les extrêmistes de gauche et les extrêmistes de droite, aux Etats-Unis, ont des avis opposés sur l'économie, la morale sociale et d'autres sujets sociaux ou politiques ; ils ont, en revanche, en commun, de nombreuses attitudes : intolérance, cynisme, goût de la conspiration, recours à la violence.

4139. HUNTINGTON, Samuel P. – « The visions of the democratic Party ». *The Public Interest* (79), print. 85 : 63-78.

Depuis quelques années, le Parti démocrate est dominé par la coalition des tenants de la « nouvelle politique », qui attachent plus d'importance à la défense des intérêts de certaines catégories sociales ou minorités qu'à une véritable vision politique. Si le Parti démocrate continue dans cette voie, il a peu de chances de remporter les prochaines élections présidentielles de 1988.

4140. DRESCHER, Anne ; FACH, Wolfgang – « Die teilbare Nation. Amerikas Wahl in der Wahl 1984 » (La nation partagée. Le vote à l'intérieur du vote aux Etats-Unis en 1984). *Politische Vierteljahresschrift* 26 (2), juin 85 : 129-145 ; tabl. ; bibliogr.

Dans les coulisses de l'élection présidentielle de 1984 était sous-tendu un vote caché entre deux projets stratégiques, l'un, celui de Mondale, avec des contours plutôt conventionnels qui n'avait donc que peu de chances ; l'autre, celui de Reagan, apparemment irrésistible par son « réactionnisme » radical. Les thèmes de la campagne électorale pouvaient s'opposer deux à deux : société équitable et société de la réussite individuelle ; qualité de la vie et patriotisme ; corporatisme et populisme ; administration et mobilisation ; centralisme et fédéralisme.

4141. ABRAMOWITZ, Alan I. – « Economic conditions, presidential popularity and voting behavior in midterm congressional elections ». *Journal of Politics* 47 (1), fév. 85 : 31-43 ; tabl. ; bibliogr.

Bien que traditionnellement les élections à mi-parcours soient marquées aux Etats-Unis par les questions locales plus que par les questions nationales, on constate, en 1974, 1978 et 1982 une nette influence de la situation économique, mais surtout de la popularité du président en place, sur le comportement des électeurs : ainsi les Républicains ont-ils beaucoup pâti en 1974 de l'extraordinaire impopularité de Nixon, à la suite du Watergate, et, dans une moindre mesure, en 1982 de la faible popularité de Reagan.

4142. MAITLAND, Jan – « Interest groups and economic growth rates ». *Journal of Politics* 47 (1), fév. 85 : 44-58 ; tabl. ; bibliogr.

Un examen des contributions des groupes d'intérêts américains au PAC (Comité d'action politique) tend à confirmer les hypothèses d'Olson, dans « The Rise and Decline of Nations » : alors que les groupes d'intérêts à base étroite sont un obstacle à la croissance économique en défendant exclusivement les préférences de leurs membres, les groupes à base plus étendue prennent aussi en compte l'intérêt national, et ont une action moins marquée par l'esprit de clocher.

4143. THEOHARIS, Athan – « The FBI and the American legion contact program, 1940-1966 ». *Political Science Quarterly* 100 (2), été 85 : 271-286.

L'ouverture récente d'une partie des archives du FBI permet de faire le bilan de l'action de cette organisation pendant et après la seconde guerre mondiale. Il apparaît que le FBI a acquis, au fil des années, une indépendance croissante et que son activité s'est fondée souvent plus sur des motivations idéologiques, principalement anti-communistes que sur des raisons de sécurité.

4144. CARROLL, Glenn R. – « Concentration and specialization : dynamics of niche width in population of organizations ». *American Journal of sociology* 90 (6), mai 85. : 1262-1283 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Analyse, dans une perspective écologique, des phénomènes de concentration et de spécialisation dans la presse locale américaine.

4145. « Interpreting television : some current research perspectives ». *Sage Annual Review of Communication Research* 12, 1984 : 7-289.

Suite d'articles présentant les tendances actuelles des recherches en cours aux Etats-Unis sur le rôle et la signification socio-culturels de la télévision. Une première partie regroupe des analyses théoriques : la télévision, forum culturel ou productive de « non-signifiant » qui ne prend sens qu'à travers le téléspectateur. L'application de ces modèles donne lieu, dans une seconde partie, à des interprétations de cas précis.

4146. LOUIS, William Roger – « American anti-colonialism and the dissolution of the British empire ». *International Affairs* 61 (3), été 85 : 395-420.

La chute de l'empire britannique a créé un vide politique que les Etats-Unis n'ont pas comblé : en dépit de leur « relation spéciale » avec la Grande-Bretagne, les Etats-Unis ont poussé à la décolonisation pour des raisons idéologiques liées à leur propre histoire mais n'ont pas remplacé la Grande-Bretagne comme garant de l'ordre international, ce qui explique une bonne part de l'instabilité politique que connaissent les pays décolonisés.

4147. Les relations avec l'URSS

a. SCHLESINGER, James – « The eagle and the bear ». *Foreign Affairs* 63 (5), été 85 : 937-961.
L'histoire de quarante années de relations entre l'Union soviétique et les Etats-Unis de 1945 à 1985 en fonction des présidents, de la conjonture internationale et des sujets particuliers d'affrontement.

b. SHULMAN, Marshall – « A rational response to the Soviet challenge ». *International Affairs* 61 (3), été 85 : 375-383.
L'élaboration d'une réponse rationnelle au défi soviétique est difficile, du fait de la compréhension limitée par l'Ouest des réalités soviétiques et de l'incohérence de la politique américaine. La politique à suivre doit être ferme mais non belliqueuse et comporter des incitations (notamment sur le plan commercial) autant que des contraintes. Le problème le plus urgent est celui des armes nucléaires, dont la limitation peut être obtenue par des négociations.

c. WILLIAMS, Phil – « Detente and US domestic politics ». *International Affairs* 61 (3), été 85 : 431-447.
L'administration Reagan fonde sa politique envers l'URSS sur une série de mythes relatifs aux relations entre les grandes puissances dans les années 1970 : la détente est ainsi présentée comme une expérience qui a échoué et qui a permis à l'URSS d'affirmer sa supériorité militaire. La politique actuelle se justifie donc comme une rectification des erreurs du passé. L'examen des relations américano-soviétiques depuis 1945 montre qu'en fait la politique de détente de Nixon-Kissinger constitue une aberration historique et que Reagan s'est simplement rapproché de la politique traditionnelle vis-à-vis de l'URSS.

d. « Dealing with the Soviet Union ». *AEI Foreign Policy and Defense Review* 5 (2), 1985 : 2-52.
Numéro spécial consacré à la politique de Reagan envers l'URSS au cours de son premier mandat, les relations politiques, les négociations sur la réduction et le contrôle des armements, les transferts de technologie et le commerce Est-Ouest.

4148. MAURER, Pierre – « United States-Yugoslav relations. A marriage of convenience ». *Studia diplomatica* 38 (4), 1985 : 429-451.

Les relations américano-yougoslaves, dans le cadre d'un triangle Washington-Belgrade-Moscou, sont un exemple intéressant pour cerner les limites des intérêts de sécurité nationale américains, qui peuvent être évalués selon le soutien apporté à la Yougoslavie dans sa recherche d'indépendance vis-à-vis de l'URSS. Historique des relations américano-yougoslaves depuis 1945.

4149. « American foreign policy in the Middle East ». *Middle East Review* 17 (2), hiv. 85 : 3-54.

Numéro spécial consacré à la politique américaine au Moyen-Orient sous les présidences Carter et Reagan. Le cas particulier des relations avec l'Arabie Saoudite. Voir notamment : WAXMAN, Chaim P. : n° 4450.

4150. DIXON, Marlene – « Overview : militarism as foreign policy – Reagan's second term ». *Contemporary Marxism* (10), 1985 : 23 p.

Depuis son accession au pouvoir, Reagan cherche non seulement à contenir mais aussi à attaquer le socialisme, et cela particulièrement dans l'Amérique centrale et les Caraïbes qui sont d'une importance stratégique essentielle pour les Etats-Unis.

4151. L'Initiative de défense stratégique

a. « Star wars ». *The Progressive* 49 (7), juil. 85 : 20-35.
Suite d'articles : l'Initiative de défense stratégique du Président Reagan va accélérer la course aux armements et accroître le risque de guerre nucléaire.

b. BARACCA, Angelo – « Guerre stellari : l'impero calpische aucara ». *Il ponte* 41 (3), juin 85 : 58-86 ; graph ; bibliogr.
La SDI (Strategic Defense Initiative) lancée par R. Reagan en 1983, est un des aspects d'un ambitieux projet de relance du système économique américain sur la base du rétablissement d'une suprématie technologique mondiale. Cette politique est due au poids du lobby scientifique sur les choix de l'administration américaine et la proposition de participation faite aux pays tiers n'est qu'un biais pour les subordonner.

c. MENCHIKOV, S. – « Les débats sur la guerre des étoiles et ce qui se cache derrière ». *La vie internationale* (6), juin 85 : 71-83.
Le projet IDS du gouvernement Reagan a stimulé les polémiques aux Etats-Unis. Il apparaît de plus en plus que ce projet n'a aucun caractère « défensif » comme l'affirment ses partisans et ne peut qu'avoir des conséquences catastrophiques pour la paix mondiale. L'hostilité à l'IDS ne cesse de s'accroître et touche même des personnalités américaines qui n'ont jamais été des « colombes ».

d. HAFNER, Donald L. – « Assessing the President's vision, the Fletcher, Miller and Hoffman panels ». *Daedalus* 114 (2), print. 85 : 91-107.
Le 23 mars 1984, Ronald Reagan bouleversait la doctrine stratégique américaine en lançant l'Initiative de défense stratégique. En fait, les trois commissions nommées pour étudier le problème et présidées respectivement par MM. Fletcher, Miller et Hoffman mettent en valeur deux contradictions de la vision présidentielle : d'une part, il est possible d'échapper à la logique dissuasion/représailles ; d'autre part, le moyen d'y échapper est technologique et non politique. Les rapports des commissions expriment donc un scepticisme fondamental vis-à-vis des projets de Reagan, tout en appuyant leur faisabilité.

4152. PETERSON, Kent D. ; FINN, Chester E. Jr. – « Principals, superintendents, and the administrator's art ». *The Public Interest* (79), print. 85 : 42-62.

Aux Etats-Unis, on compte moins de 100 000 directeurs d'établissements scolaires (principaux et surintendants) ; ce sont, pour la plupart, d'anciens enseignants, qui ont reçu, par la suite, une formation spéciale, dont le contenu varie beaucoup selon l'Etat et selon l'université. Cette formation est souvent insuffisante et aucun recyclage n'est prévu.

4153. « L'impérialisme culturel américain ? » *Revue française d'études américaines* 10 (24-25), mai 85 : 171-311 ; bibliogr., résumé en anglais.

Numéro spécial. L'hégémonie culturelle américaine s'explique par le fait que les Etats-Unis sont les héritiers et les continuateurs de la civilisation européenne et notamment anglo-saxonne qui a été et est toujours le fer de lance du capitalisme. Le combat est inégal entre une culture nationale sur la défensive et les assauts de la culture anglo-saxonne qui dispose de moyens économiques puissants et d'une idéologie « porteuse » fondée sur l'optimisme, la foi dans l'individu, le confort, l'efficacité et la modernité. Voir : BORDAT Francis : n° 4193 ; GARCIA RUIZ, Jesus : n° 4262 ; TOINET, Marie-France : n° 4202.

4154. BERUFF, Jorge Rodriguez – « Puerto Rico and the militarization of the Caribbean, 1979-1984 ». *Contemporary Marxism* (10), 1985 : 68-91 ; tabl.

Porto Rico a toujours joué un rôle militaire en fonction des intérêts américains qui s'est accru depuis 1979 à la suite de la nouvelle orientation régionale donnée par Reagan à la politique étrangère américaine.

4155. BONILLA, Franck – « Ethnic orbits : the circulation of capitals and peoples ». *Contemporary Marxism* (10), 1985 : 148-167 ; tabl.

Non seulement Porto Rico n'est plus qu'une extension régionale de l'économie et de la société américaines mais les Porto Ricains sont parmi les groupes les plus désavantagés de cette société.

Situation et politique sociales

Voir aussi : n° 4109, 4370, 4372

4156. DIMAGGIO, Paul ; MOHR, John – « Cultural capital, educational attainment, and marital selection ». *American Journal of Sociology* 90 (6), mai 85 : 1231-1261 ; tabl. ; bibliogr.

Selon une enquête en deux temps (en 1960 et en 1971) auprès d'un ensemble d'hommes et de femmes, le statut culturel, distinct de l'appartenance à une classe sociale, a une influence sur la réussite scolaire et sur le choix du conjoint.

4157. SCHULMAN, Michael D. et al. – « Race, gender, class consciousness and union support : an analysis of Southern textile workers ». *The Sociological Quarterly* 26 (2), été 85 : 187-204 ; tabl. ; bibliogr.

127 entretiens avec des ouvriers du textile en Caroline du Nord indiquent que les Noirs ont une conscience de classe plus forte et sont davantage pro-syndicats, alors qu'il n'y a pas de différences entre les sexes à se sujet.

4158. Les dépenses sociales

a. DEVINE, Joel A. – « State and state expenditure : determinants of social investment and social consumption spending in the postwar United States ». *American Sociological Review* 50 (2), avr. 85 : 150-165 ; tabl. ; bibliogr.
L'analyse des dépenses sociales aux Etats-Unis de 1949 à 1977 montre que les dépenses ne répondent pas seulement à une logique de l'industrialisation, selon une thèse très répandue, mais sont surtout le résultat d'une procédure budgétaire très politisée, qui reflète l'interaction entre les structures économiques et les forces politiques.

b. WINDHOFF-HERITIER, Adrienne. – « Politik für die Bedürfigsten und ehrlichen Armen. Ziele und Folgen der Sparpolitik Reagans im Sozialsektor » (La politique pour les « nécessiteux et les vrais pauvres ». Les buts et les conséquences de la politique d'économie de Reagan dans le secteur social). *Politische Vierteljahresschrift* 26 (2), juin 85 : 107-128 ; bibliogr.
Les budgets américains de 1982, 1983 et 1984 ont été placés sous le signe d'une réduction des dépenses sociales et d'une politique sociale destinée aux « vrais pauvres ». Malgré le succès relatif de la mise en place de programmes d'aide alimentaire, un nombre croissant d'Américains sont descendus en dessous du seuil de pauvreté. La faiblesse de l'opposition et des syndicats a permis cette évolution et la remise en question de la responsabilité de l'Etat dans le domaine social.

4159. PORRO, Nicola – « Tra teoria e pratica sociale. La controcultura ». *La critica sociologica* (73), mars 85 : 6-21.

Le terme de contre-culture utilisé par la sociologie radicale anglo-saxonne pour caractériser les comportements de la jeunesse américaine à la fin des années 60 est quelque peu trompeur : il s'agissait en fait de la manifestation d'une recherche d'identité des jeunes, créatrice d'une tension sociale plus que d'un conflit, enracinée dans le contexte culturel américain, et vecteur d'une utopie régressive plus que d'une réalité révolutionnaire.

4160. McCLENDON, Mc Kee J. – « Racism, rational choice and white opposition to radical change : a case study of busing ». *The Public Opinion Quarterly* 49 (2), été 85 : 214-233 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Le refus de la déségrégation scolaire s'explique par le préjugé traditionnel, par un nouveau racisme symbolique et par les coût supposés de la pratique du « busing » (transport des enfants).

4161. ESPENSHADE, Thomas J. – « Marriage trends in America : estimates, implications, and underlying causes ». *Population and Development Review* 11 (2), juin 85 : 193-245 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en espagnol et en français

Le nombre d'années passées dans le mariage à considérablement décrû depuis les années 1950, particulièrement pour les femmes noires. Quatre théories différentes tentent d'expliquer ce phénomène.

4162. « The economic status of the elderly in the United States ». *Population and Developpment Review* 11 (2), juin 85 : 363-375 ; tabl.

Le statut économique des personnes âgées est désormais meilleur que celui de l'ensemble de la population grâce à leur épargne. 15 % de leurs revenus viennent de salaires, 25 % de leur capital, 40 % de pensions de sécurité sociale.

4163. Les syndicats

a. « Quelques problèmes de syndicalisme aux Etats-Unis ». *Notes et documents du BRAEC* (32), juin 85 : 82 p. ; tabl.
Analyse de quelques problèmes qui se posent depuis une quinzaine d'années aux syndicalistes américains : désyndicalisation, relations syndicats-patronat, attitude du gouvernement Reagan vis-à-vis des syndicats, régression dans le domaine de la protection sociale.

b. PELLEGRINI, Claudio – « Il declino del sindacato negli Stati Uniti ». *Rassegna sindacale. Quaderni* 22 (113), avr. 85 : 49-69 ; tabl., graph.
Aux environs de 30 % dans les années 60, le taux de syndicalisation est actuellement de 18,8 % aux Etats-Unis. Ce déclin est en général lié à la reprise économique mais en fait, le « miracle reaganien » ne suffit pas à expliquer ce phénomène qui est aussi dû à un changement dans le management des entreprises. Pour y remédier, les caractéristiques de l'organisation syndicale doivent être repensées et adaptées à la nouvelle réalité des entreprises.

4164. PEARCE, Diana M. – « Toil and trouble : women workers and unemployment compensation ». *Sign* 10 (3), print. 85 : 439-459 ; tabl.

Aux Etats-unis, les allocations de chômage ne font que reproduire les inégalités du marché de l'emploi et profitent essentiellement aux travailleurs réguliers, au détriment des femmes et des membres des minorités ethniques.

4165. FEAGIN, Joe R. – « The global context of metropolitan growth : Houston and the oil industry ». *American Journal of Sociology* 90 (6), mai 85 : 1204-1230 ; tabl. ; bibliogr.

Le développement, depuis le début du XIXe siècle, de la ville de Houston, considérée comme la capitale du Sunbelt et comme la capitale pétrolière des Etats-Unis a été très rapide et spectaculaire. Cet exemple permet de tester les différentes théories de la croissance urbaine.

4166. L'intégration des immigrants

a. PORTES, Alejandro ; MOZO, Raphael – « The political adaptation process of Cubans and other ethnic minorities in the United States : a preliminary analysis ». *International Migration Review* 19 (1), print. 85 : 35-63 ; tabl.
Les demandes de naturalisation, la participation électorale et l'adaptation politique des Cubains présentent des différences importantes selon l'époque d'arrivée.

b. GREENFIELD, Sidney M. – « Barbadians in the Amazon and Cape Verdeans in New England : contrasts in adaptations and relations with homelands ». *Ethnic and Racial Studies* 8 (2), avr. 85 : 209-232 ; carte ; bibliogr.
Alors que les Barbadiens installés en Amazonie ont été intégrés, les Cap-Verdiens arrivés au Massachussets sont toujours considérés comme un groupe ethnique à part. Ce qui s'explique à la fois par la différence d'éducation, l'attitude de la société d'accueil et les politiques des pays de départ.

Economie et finances

Voir aussi : n° 3387

4167. BOZEMON, Barry ; LINK, Albert – « Public support for private R & D : the case of the research tax credit ». *Journal of Policy Analysis and Management* 4 (3), print. 85 : 370-382.

En 1981 sont venus s'ajouter aux mesures fiscales favorisant la recherche appliquée un crédit d'impôt spécial pour inciter à la recherche développement et un assouplissement de la réglementation anti-trust favorisant les joint-ventures. Plutôt que l'aide aux entreprises individuelles, c'est ce dernier type d'approche qui semble efficace.

4168. « Coastal management : planning on the edge ». *Journal of the American Planning Association* 51 (3), été 85 : 263-364 ; tabl., cartes ; bibliogr.

Suite d'articles consacrés à l'aménagement du littoral aux Etats-Unis : bilan des réalisations depuis 1972, date de la mise en place du cadre législatif fédéral qui fixait aux Etats deux objectifs : protection de l'environnement et développement.

4169. FELDSTEIN, Martin – « American economic policy and the world economy ». *Foreign Affairs* 63 (5), été 85 : 995-1008.

Les performances de l'économie américaine se sont améliorées récemment ; mais il importe, dans les mois qui viennent, de réduire le déficit budgétaire pour assainir l'économie.

4170. PETERSON, Wallace ; ESTENSON, Paul S. – « The recovery : supply-side or Keynesian ? » *Journal of Post Keynesian Economics* 7 (4), été 85 : 447-462 ; tabl., graph. ; bibliogr.

En dépit d'une rhétorique de l'offre, la politique économique de Reagan est devenue keynésienne par défaut en ce sens que le déficit budgétaire a été utilisé pour stimuler l'activité économique. La reprise actuelle n'est donc pas due à la « reaganomique ».

4171. « Antitrust and economic efficiency ». *The Journal of Law and Economics* 28 (2), mai 85 : 245-502 ; tabl., graph.

Numéro spécial : la législation anti-trust, même si elle a pour but de protéger et favoriser la concurrence, relève de la réglementation économique. De plus, les entreprises ont tendance à se servir des lois anti-trust pour réduire plutôt que pour accroître la concurrence, d'où la mise en cause de cette législation au regard de l'efficience économique.

4172. VOGE, Jean – « Crise, information et communication dans l'économie américaine ». *Futuribles* (90), août 85 : 39-47.

La « société d'information » se manifeste en réalité par une inflation des frais généraux informationnels, destinés à réguler les activités, qui rogne les profits des sociétés industrielles et à terme compromet le dynamisme de l'économie américaine. Une structure en réseau permettrait d'éviter ces inconvénients dus à une structure pyramidale.

4173. « Mise en œuvre des programmes nucléaires. Une première comparaison internationale France-Etats-Unis ». *Revue de l'énergie* 36 (374), juin 85 : 70 p. ; tabl., graph. ; bibliogr.

Numéro spécial. Le colloque franco-américain organisé à l'Université de Paris Dauphine, le 14 février 1985, a permis de faire le point sur les coûts de l'industrie nucléaire électrique et d'établir une comparaison entre la France et les Etats-Unis, les deux pays les mieux placés dans ce domaine.

4174. FISHER, Peter S. – « Corporate tax incentives : the American version of industrial policy ». *Journal of Economic Issues* 19 (1), mars 85 : 1-19 ; tabl. ; bibliogr.

Les Etats-Unis n'ont pas de politique industrielle explicite : la politique macro-économique suffit pour créer les conditions de la croissance et, depuis 1960, la politique fiscale est utilisée pour orienter l'investissement privé. Cette politique fiscale, compte tenu de son évolution depuis 1970, constitue une politique industrielle de facto.

4175. GRUNERT, Thomas – « Der Transatlantische Stahlstreit in den achtziger Jahren. Integrationsfortschritte über Aussenhandelskonflikte ? » (la querelle transatlantique sur l'acier pendant les années quatre-vingt : des progrès dans l'intégration à travers des conflits du marché extérieur ?) *Integration* 8 (1), janv. 85 : 28-38 ; bibliogr.

La querelle sur l'acier s'est conclue par le traité d'auto-restriction, solution acceptable par les deux parties : Etats-Unis et CEE. Il n'y a pas eu de désavantagés dans cette affaire et la commission du Marché commun a fait la preuve durant cette querelle de sa capacité d'agir et de négocier.

4176. PERRON, Bruno – « Les contraintes dans les relations entre le Québec et les Etats-Unis ». *Politique* (7), hiv. 85 : 9-32.

En dépit des contraintes structurelles et conjoncturelles imposées par le fait qu'il ne soit pas un Etat souverain, le Québec a des relations économiques avec les Etats-Unis qui ne passent pas par Ottawa.

4177. WATSON, Hilbourne A. – « The Caribbean basin initiative and Caribbean development : a critical analysis ». *Contemporary Marxism* (10), 1985 : 1-37 ; tabl. ; bibliogr.

L'initiative du bassin de la Caraïbe a pour but de renforcer l'hégémonie américaine en Amérique centrale et dans la Caraïbe. Elle veut faire de ces pays de nouveaux Taiwan alors que les bases économiques nécessaires à ce développement leur manquent totalement.

4178. « Budget deficit, trade and the dollar. The economics of foreign policy ». *Great Decisions* 1985 : 35-44 ; bibliogr.

Le déficit budgétaire des Etats-Unis contribue à la hausse des taux d'interêt et accroît les difficultés des pays endettés du Tiers-Monde qui ne peuvent faire face aux remboursements. Les taux d'intérêt élevés contribuent à la hausse du dollar et rendent les produits américains moins compétitifs sur les marchés extérieurs.

4179. ART, Robert J. – « Congress and the defense budget : enhancing policy oversight ». *Political Science Quarterly* 100 (2), été 85 : 227-248 ; tabl.

Selon une étude portant sur la période 1975-1984, le Congrès accorde une importance croissante au contrôle des dépenses militaires. Mais, faute de temps et de moyens, les représentants au Congrès ont trop souvent tendance à s'attacher aux détails et à négliger les analyses globales.

4180. CITRIN, Jack ; GREEN, Donald Philip – « Policy and opinion in California after proposition 13 ». *National Tax Journal* 38 (1), mars 85 : 15-35 ; tabl.

Divers sondages d'opinion réalisés en Californie montrent que depuis le vote de la Proposition 13, la politique fiscale locale correspond mieux aux sentiments de la majorité de la population ; le mécontentement a diminué bien que la baisse des impôts se soit traduite par une baisse de la qualité des services publics.

4181. « Foreign banks in America ». *Euromoney* août 85 : 150-182 ; tabl.

Les banques étrangères aux Etats-Unis : liste par pays.

4182. BERGSTEN, Fred C. – « The second debt crisis is coming ». *Challenge* 28 (2), juin 85 : 14-22.

A la fin de 1985, le pays le plus endetté du monde sera les Etats-Unis. Les conséquences du déséquilibre peuvent être catastrophiques pour l'économie mondiale ; réduire le déficit en augmentant les impôts et en diminuant le budget de la défense s'impose.

Ethiopie

Voir aussi : n° 4435

4183. VANGSI, S. – « Note sur l'appartenance religieuse en Ethiopie ». *Archives de sciences sociales des religions* 30 (1), mars 85 : 113-129 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en français.

Distribution ethnique et distribution religieuse coïncident en grande partie en Ethiopie. Malgré les difficultés d'estimations sérieuses, les dernières statistiques donnent une majorité chrétienne de 61,5 %, une population musulmane de 31,4 % et une population d'autres religions et de païens de 7,2 %. Depuis la révolution de 1974, le christianisme a perdu de son importance politique au profit de l'Islam.

Finlande

4184. THIBAUT, Françoise – « La Finlande : 175 ans de liberté. La commémoration de la Diète de Pörvoo ». *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger* (3), juin 85 : 633-650.

Cette commémoration de 175 années passées à établir les temps présents en acceptant l'inéluctable d'une situation tout en l'accommodant selon son besoin :

assurer une assise solide au pays dans le concert occidental, harmoniser et stabiliser les relations avec l'URSS et rester libre dans le monde occidental.

4185. « Littérature de Finlande ». *Europe* 63 (674-675), juil. 85 : 3-31.

Suite d'articles sur les caractéristiques de la littérature findanlaise : réalisme et/ou modernisme. Voir notamment : KLINGE, Matti : « Soyons donc finlandais, ou la question de la culture nationale » ; SIMONSUVRI, Kirsti : « Perspectives de la poésie finlandaise moderne ».

4186. HALTTUNEN, Hannu – « Factors behind Finland's successful economic performance ». *Economic Review – Kansallis Osake Pankki* (1), 1985 : 3-14 ; graph.

La Finlande a réussi à résister à la crise économique internationale, à créer de nouveaux emplois, à améliorer sa compétitivité internationale et à ne pas trop souffrir des problèmes monétaires internationaux.

France

Institutions et vie politiques

Voir aussi : n° 4261, 4365, 4421

4187. « Les réformes de la gauche : 1981-1984 ». *Revue politique et parlementaire* 87 (917), juin 85 : 3-187 ; tabl., graph.

Numéro spécial dressant le bilan de la politique et des réformes menées par la gauche depuis 1981. La politique économique, divisée en trois phases distinctes, a exprimé des objectifs différents : les nationalisations, l'économie sociale, la recherche de l'esprit d'entreprise et la maîtrise du commerce extérieur. Les domaines sociaux et culturels ont été privilégiés : lois Quilliot, loi Auroux, réforme de l'enseignement. Quant à la politique extérieure, on peut parler de continuité dans le changement. Voir notamment : BLONDEL, Claude : n° 4200 ; SOPPESA, Jacques : n° 4199 ; CARGAI, Claude : n° 4194 ; LIOU, Lucien : n° 4223.

4188. Les conséquences de la décentralisation

a. « Transferts de compétences ». *Les cahiers du CFPC* (16) juin 85 : 3-67.
Suite d'articles consacrés aux transferts de compétence de l'Etat vers les communes, les départements et les régions, opérés par la loi de décentralisation, et à leurs incidences en matière de responsabilité et d'équilibre financier.

b. « Décentralisation et formation professionnelle ». *Actualité de la formation permanente* (76), juin 85 : 23-62 ; carte ; bibliogr.
Dossier : présentation de la répartition des compétences entre l'Etat et la région, formation de la nouvelle fonction publique territoriale depuis les lois de 1984, bilan de l'expérience tentée en Provence-Alpes-Côte d'Azur et information sur la formation.

c. « Décentralisation an III ». *Inter-régions, les cahiers de l'expansion régionale* (63), fév. 85 : 1-17 ; tabl.
Bilan des changements intervenus dans le fonctionnement des institutions depuis la loi du 2 mars 1982 : transfert des compétences en matière financière, d'emploi, d'action sociale et de santé.

4189. Les mutations de l'administration

a. « Les fonctions publiques : ajustées ou contrariées ». *Economie et humanisme* (283), juin 85 : 5-51.
Suite d'articles consacrés aux enjeux économiques et sociaux qui mobilisent l'institution administrative et les agents publics, notamment la réforme du statut général dans le cadre de la décentralisation, le rôle du syndicalisme et la place des fonctionnaires non titulaires. Voir : BRAS, Jean-Philippe : n° 4352.

b. CROZIER Michel – « Les problèmes du management public face à la transformation de l'environnement ». *Politique et management public.* 3 (1), mars 85 : 9-23 ; résumé en anglais.
Face à l'accroissement de la complexité, à celui de la liberté des acteurs du jeu social, et à l'explosion des communications, l'administration publique française a plus de difficultés à s'adapter que les entreprises privées. Ses trois réactions devant ces pressions (accroissement des activités administratives et professionnalisation, raidissement des principes, rationalisation du management public)

échouent à prendre en compte la diversité des activités et des professions administratives, par une volonté de traitement uniforme des procédures et des personnels, que seule une mutation intellectuelle permettra de dépasser.

4190. « L'Assemblée ». *Pouvoirs* (34), 1985 : 3-142 ; tabl., graph. ; résumés en anglais.

Numéro spécial sur le fonctionnement actuel de l'Assemblée nationale qui n'est pas devenue une simple chambre d'enregistrement : fixation de l'ordre du jour prioritaire : groupes, commissions et initiatives parlementaires ; appareil et moyens d'actions de l'Assemblée ; relations majorité/opposition ; groupes de pression à l'Assemblée.

4191. Le parti socialiste à l'épreuve du pouvoir

a. « Le socialisme et le pouvoir en France ». *La rue* (35), 2e trim. 85 : 4-20.
Les trois courants idéologiques constitutifs du Parti socialiste – socialisme laïc traditionnel, marxisme, socialisme chrétien – n'ont guère survécu à la prise de pouvoir : le projet de contrôle étatique de la société, puis la pure et simple gestion capitaliste de la crise ont gommé l'idéologie au profit d'un discours « réaliste » qui n'a pas désarmé la droite, mais qui a pu cependant désamorcer les luttes sociales. Pour combien de temps ?

b. FROMONTEIL, Paul – « Parti socialiste : discours et pratiques de la social-démocratie française ». *Cahiers du communisme* 61 (7-8), août 85 : 22-33.
La politique du parti socialiste au pouvoir va au devant des vœux du grand capital en organisant une société à deux vitesses. Ce faisant, il ne fait que revenir à la vieille pratique de collaboration de classe de la social-démocratie que Rocard veut réhabiliter ouvertement.

4192. Les pouvoirs publics et l'audiovisuel

a. KUHN, Raymond – « France and the new media ». *West European Politics* 8 (2), avr. 85 : 50-66.
L'intérêt du gouvernement socialiste pour les nouveaux média (Canal plus, le « câble », la télévision par satellites) s'explique par des raisons économiques et industrielles. Cependant l'introduction de ces nouveaux media se traduit par l'expression de catégories autrefois exclues du monopole d'Etat et remet en question l'éthique du service public.

b. « Le petit écran au starting block ». *Economie et humanisme* (284), août 85 : 5-50.
Dossier consacré à l'avenir de la télévision en France. Les pouvoirs publics s'efforcent d'ouvrir le paysage audiovisuel en prônant le câblage volontariste par les collectivités locales et en cherchant à obtenir la création d'un secteur privé aux côté du secteur public. Cette politique devrait répondre aux aspirations de la société française : une télévision à la carte et mieux ancrée dans les réalités locales.

4193. BORDAT, Francis – « Evaluation statistique de la pénétration du cinéma américain en France ». *Revue française d'études américaines* 10 (24-25), mai 85 : 225-248 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Une étude statistique comparée de la performance des films français et américains dans les 40 dernières années met en évidence une relative stabilité de leur présence et de leur fréquentation. La forte pénétration du cinéma américain (30 % de la pénétration globale) ne semble pas menacer la cinématographie nationale. Les produits semblent plus complémentaires que concurrentiels et le cinéma français continue à affirmer sa suprématie (50 % de la fréquentation totale).

4194. Bilan de la politique étrangère

a. « 1981-1985 : un premier bilan de la politique étrangère de la France ». *Politique étrangère* 50 (2), été 85 : 317-461 ; tabl. ; bibliogr.
Un dossier consacré aux thèmes essentiels de la politique étrangère française vus à travers le prisme de sensibilités politiques différentes : relations Est-Ouest, position au Moyen-Orient, relations avec l'Afrique et le Tiers-Monde. Voir notamment : DELBOURG, Denis : n° 4195 ; SMOUTS, Marie-Claude : n° 4230 ; MOREAU-DESFARGES, Philippe : n° 4198 ; KODMANI-DARWISH, Bassura : n° 4196 ; GOMANE, Jean-Pierre : n° 4232 ; HEISBOURG, François : n° 4199 ;

b. CARGAI, Claude – « Le rôle de Matignon dans les relations extérieures ». *Revue politique et parlementaire* 87 (916-917), juin 85 : 97-110.

Lors de son passage à Matignon, Pierre Mauroy a eu un rôle considérable dans la conduite des relations extérieures. Ses objectifs étaient de renouer avec l'Europe du Nord, ensemble économique prospère où la France est peu présente ; renforcer les liens avec les socialistes du Sud de l'Europe ; préserver le dialogue avec Moscou et sceller la réconciliation avec l'Algérie.

c. GREMETZ, Maxime – « Le rôle de la France dans le monde ». *Cahiers du communisme* 61 (7-8), août 85 : 72-86.
Les orientations actuelles de la politique étrangère, au lieu de renforcer notre indépendance et diversifier nos échanges, vont dans le sens d'un affaiblissement de nos potentialités et d'un renforcement de la domination des multinationales sur la France.

d. FRANCOIS-PONCET, Jean – « Quatre ans de politique étrangère socialiste. Le mirage évanoui ». *Politique étrangère* 50 (2), été 85 : 437-447 ; tabl.
L'ancien ministre des Affaires étrangères de V. Giscard d'Estaing établit un bilan de quatre ans de politique étrangère socialiste dont il ressort que la France réduite à un rôle de figuration dans les rapports Est-Ouest, disparue de la scène du Proche-Orient et végétant dans une Europe aux ambitions médiocres, a perdu de sa crédibilité internationale.

e. CHARLOT, Michel – « Sur la politique extérieure de la France ». *Politique aujourd'hui* (10), juil. 85 : 19-23.
Une cohérence de conception caractérise la politique menée depuis 1981 : rapports clairs avec les Etats-Unis au sein de l'Alliance atlantique sans renoncer à un certain rôle mondial dont la France a les moyens militaires, politiques et culturels. Sa politique en Amérique centrale est probante à cet égard.

4195. DELBOURG, Denis – « Est-Ouest : contre vents et marées ». *Politique étrangère* 50 (2), été 85 : 321-337 ; résumé en anglais.

Depuis 1981, de par la situation internationale, le gouvernement français a dû faire face à un certain nombre de choix en matière de politique Est-Ouest qui l'ont exposé à des critiques venant de part et d'autre. Cependant cette politique a eu le mérite de marquer les frontières de l'indépendance nationale et d'ouvrir à l'Europe un espace de liberté lui permettant de s'affirmer entre les deux blocs.

4196. KODMANI-DARWISH, Bassura – « 1981-1985 : le recentrage de la politique française au Liban ». *Politique étrangère* 50 (2), été 85 : 399-409 ; résumé en anglais.

Le gouvernement socialiste qui a voulu assumer au Liban ses responsabilités historiques s'est trouvé en 1982 piégé dans une situation de participation à la Force multinationale avec une diplomatie lui échappant totalement au profit des Américains. Il est difficile de reprocher à la France ses erreurs, car elle a prouvé par sa politique spécifiquement française menée depuis 1984 qu'elle n'obéissait à aucun intérêt personnel au Liban.

4197. LATOUCHE, Daniel – « Une prospective des relations France-Québec ». *Politique* (7), hiv. 85 : 67-86.

Après 20 années d'état de grâce il faut songer à organiser les relations franco-québécoises sur un mode moins artificiel et les faire aboutir à un véritable espace géo-politique qui soit davantage que l'espace culturel actuel de la francophonie.

4198. MOREAU DEFARGES, Philippe – « J'ai fait un rêve... » Le président François Mitterrand, artisan de l'union européenne. *Politique étrangère* 50 (2), été 85 : 359-375 ; tabl. ; résumé en anglais.

Avec sa fonction de président de la CEE durant le premier semestre 1984, F. Mitterrand s'est définitivement départi de sa vision socialiste de l'Europe et s'est attaché à résoudre des problèmes plus concrets tels que le budget communautaire. Par ailleurs il s'attache à des questions comme l'Allemagne, la sécurité et l'approfondissement de la Comunauté.

4199. Défense et armement

a. LACAZE, Jeannou – « L'avenir de la défense française » *Défense nationale* 41, juil. 85 : 15-33.
Notre politique de défense doit s'articuler autour de trois axes : crédibilité maintenue de notre concept de dissuasion en surveillant avec vigilance le progrès des défenses spatiales, importance considérable du poids des technologies de pointe dans l'élaboration de nos systèmes d'armes et l'équipement de nos forces, nécessité enfin de renforcer la coopération européenne en matière de défense.

b. IMBOT, René – « Le choix des armements ». *Défense nationale* 41, juin 85 : 11-22.
Le choix des armements doit satisfaire deux exigences : une efficacité immédiate à court terme et une orientation qui doit permettre et préparer l'évolution future. Actuellement, l'armée de terre française est en mesure de participer efficacement à la stratégie de défense de notre pays. Les efforts consentis en matière de formation des hommes et dans le domaine de la recherche garantissent des possibilités d'évolution à la mesure des exigences d'une armée moderne soucieuse de rester compétitive.

c. CARLIER, Claude – « Le défi spatial français ». *Historiens et géographes* (205), août 85 : 1207-1230 ; bibliogr.
La France est devenue la troisième puissance spatiale mondiale : elle dispose de missiles sol-sol et mer-sol balistiques stratégiques, de ses propres satellites et de son propre véhicule lanceur : fusée Diamant puis fusée Ariane. Cet essor est dû en grande partie à l'action du Centre national d'études spatiales. D'autre part la Fance collabore au niveau européen aux recherches et expériences spatiales.

d. HEISBOURG, François – « Défense et sécurité extérieure : le changement dans la continuité ». *Politique étrangère* 50 (2), été 85 : 377-398 ; tabl. ; résumé en anglais.
Depuis 1981 on a assisté à d'importants changements en matière de politique de défense tels que l'accroissement de l'arsenal nucléaire et la réorganisation des forces terrestres, mais aussi à un renforcement du concensus national sur la politique de défense. La situation reste préoccupante en raison des contraintes intérieures d'ordre financier et extérieures imposées par les politiques respectives des deux grands.

e. HERNU, Charles – « Politique de défense : une prospective ». *Défense nationale* 41, juil. 85 : 5-14.
Allocution du ministre de la Défense à l'Institut des hautes études de défense nationale, le 21 mai 1985. La politique de défense française repose sur deux principes : autonomie de décision et solidarité avec nos alliés ; valorisation réciproque de nos moyens nucléaires et conventionnels dans le cadre d'une politique globale de dissuasion.

f. SOPPELSA, Jacques – « Défense : continuité dans le changement ». *Revue politique et parlementaire* 87 (916-917), juin 85 : 88-97.
Depuis 1981, la France fonde sa sécurité sur le maintien de l'indépendance nationale, la « statégie de non-guerre » et la coopération européenne.

4200. La réforme de l'enseignement

a. « L'enseignement au tournant ». *La quinzaine littéraire* (445), 31 août 85 : 40 p.
Numéro consacré à une analyse des causes, des principes et des conséquences de la réforme Chevénement qui, au-delà du débat entre « tête bien faite » et « tête bien pleine », pose un certain nombre de problèmes à tous les usagers de l'éducation nationale sur le rôle de l'enseignement dans l'évolution économique du pays. Voir notamment : « Entretien avec Jean-Pierre Chevènement » ; « Entretien avec Pierre Bourdieu » ; « Les projets de l'opposition si elle devenait majorité » ;

b. FRAPPAT, Bruno – « Monsieur Chevènement, rétro-pédagogue ». *Etudes* sept. 85 : 179-187.
Le message de Jean-Pierre Chevènement recouvre une certaine idée de l'école et une certaine idée de la France qui dépassent certainement les coïncidences biographiques. Le ministre, devenu très populaire, a réussi à désamorcer la querelle scolaire et à restaurer l'image de l'école publique. Reste à savoir quels seront les effets de l'image sur la réalité de l'école.

c. BLONDEL, Claude – « Enseignement : une rénovation générale » – « les deux écoles : histoire d'une crise ». *Revue politique et parlementaire* 87 (916-917), juin 85 : 57-68 et 69-81.
Deux articles. La volonté de rénover l'ensemble du système éducatif a amené la gauche à multiplier les postes d'enseignants, à engager une réforme de l'enseignement supérieur et à créer un grand service public unifié et laïque, projet qui a déclenché l'hostilité de l'opposition et de la hiérarchie catholique.

4201. « Eduquer les enfants de l'immigration : rapport préliminaire d'un collectif animé par M. le professeur Jacques Berque au ministre de l'Education nationale » *Hommes et migrations. Documents* (1082), 15 juin 85 : 27-41.
Les enfants d'immigrés représentent environ 10 % des effectifs scolaires. Depuis une quinzaine d'années, l'Education nationale a pris de nombreuses mesures

pour favoriser leur adaptation au système scolaire, il faut mettre en œuvre une nouvelle stratégie éducative en adaptant la pédagogie et améliorant la formation des personnels.

4202. TOINET, Marie-France – « Notes et concepts politiques : impérialisme culturel ? ». *Revue française d'études américaines* 10 (24-25), mai 85 : 279-289.

En 1975, 1/3 des publications des savants français était rédigé en anglais. Des exemples tirés des sciences politiques (fédéralisme, état, électeur) montrent que le sens des mots découle d'une conception politique sur-déterminée par l'environnement idéologique. Le monopole linguistique aboutit donc non seulement à une éventuelle perte d'identité nationale mais aussi à un appauvrissement de la culture scientifique.

4203. Les intellectuels

a. MONGIN, Olivier – « Dégénérescence intellectuelle ou régénération ? ». *Esprit* (8-9), sept. 85 : 109-118.
La vie intellectuelle française prend un tour inédit avec de nombreux soucis : exigence de clarté et souci de cohérence, retour à l'esprit encyclopédique, adhésion critique à la modernité, volonté d'approfondissement de la réflexion à propos des relations entre l'individualisme, la démocratie et l'altérité.

b. BLIN, Maurice – « L'intellectuel, la politique et le diable ». *Administration (Paris)* (127), mars 85 : 7-13.
L'intellectuel peut être un témoin de la politique, mais il doit rester en dehors de son monde au risque de devenir un pédagogue qui a échoué et un politicien qui échouera.

4204. La politique culturelle

a. LOUIS, Georges – « Culture : un budget doublé ». *Revue politique et parlementaire* 87 (916-917), juin 85 : 30-39.
Pour la gauche, le développement de la culture a toujours été une priorité qui s'est concrétisée par le doublement du budget du ministère, une nouvelle politique du livre et le soutien à la création musicale, cinématographique et théâtrale.

b. « Le partage de la culture ». *Politique aujourd'hui* (10) juil. 85 : 43-127.
Suite d'articles sur la définition des termes « culture » en politique culturelle et la signification politique d'un ministère ou secrétariat d'Etat à la Culture ; la politique culturelle depuis 1981, ses points forts et ses manques.

c. FRIEDBERG, Erhard ; URFALINO, Philippe – « La décentralisation culturelle : l'émergence de nouveaux acteurs ». *Politiques & (et) management public* 3 (2), juin 85 : 215-226 ; bibliogr. ; résumé en anglais.
A partir des données d'une enquête menée au printemps de 1984, auprès des responsables et acteurs des politiques culturelles locales, il est possible de dresser un premier bilan de l'impact de la décentralisation sur le domaine culturel : le rôle de Paris n'en est pas affaibli, mais l'émergence de nouveaux acteurs locaux, Directions régionales des Affaires culturelles et Conseils régionaux, a introduit une forte dose de concurrence autour des ressources financières nécessaires à l'action culturelle.

Situation et politique sociales

Voir aussi : n° 4370, 4373

4205. DAGNAUD, Monique ; MEHL, Dominique – « Décideurs et sous-élite : distance et connivence ». *Sociologie du travail* 27 (2), 1985 : 122-136 ; tabl. ; résumé en anglais..

L'élite dirigeante française évolue au sommet des grandes organisations et forme un monde clos dans lequel la sous-élite ne peut qu'exceptionnellement s'unifier par le biais de la politique. Mais cette fermeture professionnelle de la classe dirigeante n'implique pas son verrouillage intellectuel : l'innovation vient de la sous-élite qui exerce ainsi son rayonnement.

4206. « Inégalité et solidarité ». *NRS* (75), juin 85 : 3-63.

Numéro spécial consacré au discours anti-égalitaire actuel, aux divers aspects de la lutte contre les inégalités sociales en France et à l'action de la gauche dans ce domaine depuis 1981 (protection sociale, école, partage du travail).

4207. « A propos des nouvelles couches moyennes ». *Sociologie du travail* 27 (2), 1985 : 119-175 ; bibliogr. ; résumés en anglais.

Suite d'articles étudiant les « nouvelles couches moyennes » du point de vue sociologique : les auteurs soulignent leur diversité et analysent leur comportement au travail ou dans un champ social plus large. Voir : DAGNAUD, Monique ; MEHL, Dominique : n° 4205 ; ION, Jacques ; TRICART, Jean-Paul : n° 4212 ; DUBOST, Françoise : n° 4217 ;

4208. La CFDT

a. BROUSSAL, andré – « Le retour en arrière de la CFDT ou l'attraction du réformisme ». *Cahiers du communisme* 61 (9), sept. 85 : 52-66.
La CFDT depuis la seconde guerre mondiale est passée par trois étapes : la déchristianisation, l'unité d'action conflictuelle avec la CGT, puis le « recentrage » qui n'est qu'une nouvelle version de la collaboration de classe.

b. HARMEL, claude – « La CFDT et la réhabilitation du PCF et de la CGT ». *Est et Ouest* (20-21), août 85 : 6-11.
Le congrès de juin 1985 de la CDFT a entériné la coupure avec le PCF et CGT. Depuis 1970 en effet, l'unité d'action était totale avec les communistes ; la CFDT a ensuite ressenti un sentiment d'infériorité qui provoqua la rupture.

4209. « Le racisme au scanner ». *Critique socialiste* (50), 1er trim. 85 : 31 p.

Numéro consacré au phénomène raciste et au mouvement politique qui l'incarne (le Front National en particulier) : informations et réflexions, mais aussi volonté de déboucher sur l'action. Voir notamment ; DARMAU, Frédéric ; MATE, Pierre-Yves : « Corps à corps. Le racisme : de l'exclusion à la torture » ; DESBOIS, Gérard : « Les grands ensembles, une cible pour Le Pen ».

4210. La protection sociale

a. « Sécurité sociale. Défendre et développer la protection sociale : une grande question d'actualité ». *Cahiers du communisme* 61 (9), sept. 85 : 34-50.
La Sécurité sociale, acquis important des Français, est aujourd'hui menacée et avec elle le droit à la santé. Il est essentiel de lui redonner son sens de solidarité nationale et de répondre à des besoins individuels et collectifs toujours croissants.

b. FRIOT, Bernard – « La protection sociale et les professionnels de la santé. *Sciences sociales santé* (1), déc. 84 : 123 p. ; bibliogr. ; résumé en anglais.
L'évolution de la protection sociale vient de sa liaison avec la gestion de la main d'œuvre et principalement avec les formes prises par le rapport salarial. Voir à la suite pp. 153-162 : « La représentation des pratiques professionnelles ».

4211. PRETOT, Xavier – « La tutelle de l'Etat sur les organismes de Sécurité sociale : aspects juridiques ». *Droit social* (7), août 85 : 592-608.

Du domaine exclusivement du législatif jusqu'en 1958, la tutelle de l'Etat sur les organismes de Sécurité sociale a connu depuis 1945 deux réformes essentielles : celle du 12 mai 1960 et celle du 29 décembre 1971. A partir de 1958, les principes issus de la Constitution conduisent à opérer au sein du droit de la Sécurité sociale, une distinction entre les matières législatives et les matières réglementaires. Cette tutelle parfois excessive est cependant l'un des principes de base de l'organisation du système français de Sécurité social tiré de la nature du service public que l'étatisation des années trente et de la Libération lui a conféré.

4212. ION, Jacques ; TRICART, Jean-Paul – « Une entité professionnelle problématique : les travailleurs sociaux » *Sociologie du travail* 27 (2), 1985 : 137-153 ; tabl. ; résumé en anglais.

Membres par excellence des nouvelles classes moyennes, les travailleurs sociaux représentent une profession aux contours très flous : moins qu'un groupe professionnel structuré, ils forment un nouvel acteur de la scène sociale.

4213. Le droit du travail

a. PELISSIER, Jean – « La relation de travail atypique ». *Droit social* (7), août 85 : 531-539.
Le travail atypique, travail au noir, à domicile, contrat à durée déterminée, travail temporaire, pose plusieurs questions. La première : faut-il reconnaître un droit au travail atypique – et ceci dans la ligne des discussions sur la flexibilité de l'emploi pose le problème de licéité et des conditions du travail temporaire et des contrats à durée déterminée ; la seconde la licéité de certains contrats atypique engendre-t-elle un droit atypique du travail : la législation répond en

rapprochant autant que faire se peut, le travail atypique du travail typique dans l'organisation des droits individuels et collectifs.

b. « Dossier : droit du travail ». *Justice* (105), juin 85 : 7-16.
Dossier consacré au droit du travail en France et au problème de sa « flexibilité » : le droit à l'emploi, le droit de grève, le droit à la négociation collective, sans oublier l'exigence du droit à la santé.

4214. « Les politiques de l'emploi face à la crise ». *CLES* (5) ; 1er sem. 85 : 2-112 ; tabl.

Dossier consacré à certains aspects des politiques de l'emploi développées dans une situation durable de crise : système d'aide aux chômeurs, insertion des jeunes et développement de l'emploi. Rapports représentés à la journée d'études organisée par le Laboratoire d'analyses des systèmes et du travail, à Lille, le 7 décembre 1984. Voir notamment : VAILLANT, Jérôme : n° 4029.

4215. « L'emploi dans les secteurs tertiaires ; évolutions dans la crise et perspectives ». *Issues* (21), 2e trim. 85 : 99-135 ; tabl. ; bibliogr.

Comme tous les secteurs économiques, le tertiaire est profondément touché par la crise, ce que révèle l'évolution de l'emploi dans ses différentes branches. Cet emploi est également touché par les mutations technologiques : informatisation et bureautique. Un changement dans la politique industrielle et la gestion des entreprises est nécessaire pour défragiliser ce secteur.

4216. MARUANI, Margaret ; NICOLE, Chantal – « Quelques réserves sur l'armée de réserve : droit à l'emploi et politiques de gestion de la main d'œuvre féminine ». *Revue française des affaires sociales* 39 (2), juin 85 : 23-38 ; tabl.

Les politiques de gestion de la main d'œuvre féminine oscillent entre la non-reconnaissance du droit à l'emploi et l'intégration du nouveau rapport des femmes à l'emploi. Ainsi, dans trois entreprises, l'une applique les plans d'égalité prévus par la loi Roudy, l'autre impose le temps partiel aux femmes, la dernière utilise le rapport contradictoire des femmes à l'emploi.

4217. DUBOST, Françoise – « Les nouveaux professionnels de l'aménagement et de l'urbanisme ». *Sociologie du travail* 27 (2), 1985 : 154-164 ; résumé en anglais.

L'extension des emplois dans le domaine de l'aménagement et de l'urbanisme résulte de l'intervention de l'Etat qui a reconnu plusieurs diplômes spécialisés et des nouveaux professionnels eux-mêmes, issus de la fraction intellectuelle des nouvelles couches moyennes qui ont élaboré une idéologie en parfaite harmonie avec celle des associations et des mouvements locaux.

4218. Les handicapés

a. MOQUET, Claude – « Dix ans d'action en faveur des handicapés : acquis, déception, suggestions ». *Regards sur l'actualité* (113), août 85 : 3-19 ; tabl.
La crise et la décentralisation ont, à bien des égards, mis en porte à faux le système généreux mis en place par la loi d'orientation du 30 juin 1975 en faveur des handicapés. Si une réforme paraît difficilement envisageable à court terme, quelques axes de réflexion peuvent être utilisés pour une réforme à long terme : il convient de redéployer le dispositif vers le maintien à domicile, développer l'intégration professionnelle, éviter l'exclusion scolaire, adapter la loi de 1975 à la décentralisation, harmoniser les régimes de compensation du handicap et mieux évaluer le handicap.

b. HERNANDEZ, Christian – « Handicapés : un pari sur l'homme ». *Cahiers du communisme* 61 (7-8), août 85 : 56-63.
Si des progrès ont été réalisés dans la définition du concept de handicap, il reste encore beaucoup à faire pour que les handicapés bénéficient du statut de citoyen à part entière et de tous les droits afférents, en particulier celui du travail.

4219. « Le monde rural remis en culture ? ». *Pour* (101), juin 85 : 94 p.

Numéro spécial. Au cours des dernières décennies, plusieurs facteurs (modernisation, urbanisation) ont contribué à faire voler en éclats les anciens repères du monde rural. Pourtant, des actions culturelles se multiplient localement pour revitaliser le monde rural, qui est de plus en plus pris en compte dans la politique

de développement culturel engagée par l'Etat. Cette remise en culture du monde rural est très complexe : à l'ambiguïté de la notion de culture s'ajoute la diversité des acteurs et des situations locales.

Economie et finances

Voir aussi : n° 4173, 4427

4220. Les nouvelles technologies

a. « Technologies 85 ». *L'usine nouvelle, Numéro spécial* 1985 : 298 p. ; tabl.
Numéro consacré aux retombées industrielles du progrès technique en 1985 ; les secteurs en pointe ; le rôle de l'informatique dans cette évolution.

b. « Videotex 24 heures sur 24 ». *Metropolis* (67), 2e trim. 85 : 2-67 ; tabl., carte ; bibliogr. ; résumés en anglais.
Numéro spécial consacré aux utilisations du vidéotex (administration communale, entreprises, presse, particuliers...), aux possibilités de l'intégrer dans le système traditionnel de communications et de l'exporter.

c. ROMAN, Philippe – « Les OS et les nouvelles technologies ». *Revue française des affaires sociales* 39 (2), juin 85 : 55-68.
Trois entretiens successifs avec 97 ouvriers spécialisés révèlent les sentiments de ceux-ci face aux nouvelles technologies : celle-ci rétrécissent encore le pouvoir des OS sur leur travail, intensifient les cadences et rendent les postes plus précaires. Cependant, les OS n'ont pas de rejet en soi des nouvelles technologies.

4221. GERBAUX, Françoise – « La politique française de la montagne : les difficultés d'un compromis social ». *Politiques & (et) management public* 3 (2), juin 85 : 227-238 ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Depuis 1972, les gouvernements français affichent la volonté d'appliquer en zone de montagne, une politique spécifique et adaptée. Axée jusqu'en 1981 sur la nécessité d'une cohérence de l'aménagement, cette politique a mis en avant depuis, le droit à la différence et la maîtrise du développement, et a voulu instaurer une cohérence globale, s'appuyant par l'intermédiaire de la notion de massif, sur les initiatives locales et la concertation.

4222. Les entreprises publiques

a. ANASTASSOPOULOS, Jean-Pierre – « Les entreprises publiques entre l'autonomie et la dépendance : une analyse des divers instruments de régulation des entreprtises publiques par l'Etat ». *Politiques & (et) management public* 3 (2), juin 85 : 73-98 ; résumé en anglais.
Les relations entre les entreprises publiques et l'Etat sont marquées, en France comme dans d'autre contextes, par des conflits entre objectifs des premières et politiques nationales, au triple niveau économique, organisationnel et politique. Pour conjuguer efficience et intérêt général, il faudrait que l'Etat fixe les objectifs généraux de l'entreprise, sans intervenir ensuite dans sa gestion, qu'il exerce une tutelle unique et un contrôle a posteriori de caractère stratégique, et enfin qu'il limite l'interaction entre ministre et dirigeant à des engagements publics réciproques. Les contrats de plan pourraient aller dans ce sens.

b. RUFFAT, Jean – « L'entreprise publique dans la dialectique plan/marché ». *Politique & (et) management public* 3 (2), juin 85 : 99-114. résumé en anglais.
Le modèle d'économie mixte que la France expérimente tente de combiner efficacement la dynamisme espéré du marché avec la rationalité supposée d'une régulation systématique ; dans ce cadre, l'entreprise publique subit la dynamique du marché des biens et des services pour ses flux, mais elle y échappe pour sa structure, qui n'est soumise ni au marché financier, ni au marché du travail. La logique profonde du secteur public se situe hors du marché, mais l'entreprise public sera d'autant plus justifiée, qu'elle sera confrontée aux différents marchés.

4223. LIOU, Lucien – « La gauche à la recherche de l'esprit d'entreprise ». *Revue politique et parlementaire* 87 (916-917), juin 85 : 154-162 ; tabl., graph.

Depuis son arrivée au pouvoir, la gauche a adopté une approche moderniste de l'entreprise et lancé une série de mesures favorables au secteur privé : aides matérielles, création de professionnels nouveaux chargés du traitement des entreprises en difficultés, nouveau statut des commerçants et artisans.

4224. Le Leverage Management Buy Out

a. COURET, Alain – « La reprise par les salariés des entreprises prospères ». *Droit social* (6), juin 85 : 458-466 ; tabl., graph.

Le LMBO (Leverage Management Buy Out) dont l'introduction en France a été préconisée par le rapport Dautresme, impose la création d'une société holding et la loi du 9 juillet 1984 précise l'identité des divers apporteurs et fournit un certain nombre d'aides pour la constitution de l'apport. D'autre part, la loi facilite la prise en charge et le remboursement de l'endettement par des faveurs fiscales.

b. DUMAS, Gérard ; LE MOULLAC, Denis – « Le rachat d'entreprises par les salariés : le point de vue du banquier ». *Banque* (453), sept. 85 : 805-810.
Cette technique (connue aussi sous le nom de Leverage Management Buy Out) met des salariés ne disposant pas en propre des capitaux nécessaires en mesure de racheter leur entreprise. En donnant aux repreneurs la possibilité de recourir à l'emprunt dans des conditions fiscales privilégiées, elle permet d'exercer un effet de levier sur la mise de fonds initiale, rendant l'opération financièrement attrayante tant pour ceux-ci que pour d'éventuels investisseurs associés.

c. COURET, Alain ; IGALENS, Jacques – « Le LMBO ou comment transmettre une entreprise à son personnel ». *Revue française de gestion* (52), août 85 : 93-101 ; graph. ; résumé en anglais.
Le LMBO, rachat d'une entreprise par tout ou partie de son encadrement, grâce à un effet de levier facilitant le financement de l'opération, concerne une transmission d'entreprises sur deux aux Etats-Unis. Il est désormais possible en France bien que son cadre juridique soit incertain et restrictif selon la loi du 9 juillet 1984 sur l'initiative économique.

4225. Entreprise en difficulté et droit du travail

a. « Entreprise en difficulté et droit du travail ». *Liaisons sociales* (9521), 11 juil. 85 : 64 p.
Numéro spécial consacré à l'analyse des textes de mars 1984, janvier et mars 1985 relatifs à la prévention, au règlement de difficultés des entreprises et à leur liquidation judiciaire : l'information des salariés, le rôle du comité d'entreprise, la protection de l'emploi et de la créance salariale.

b. « Entreprises en difficulté et droits des travailleurs » *Le droit ouvrier* (442), juin 85 : 153-194.
Colloque du 11 mai 1984 à Montreuil, dont les participations contribuent à montrer les possibilités et l'intérêt des nouvelles lois relatives à la prévention et au traitement des entreprises en difficulté et la nécessité d'une réforme des tribunaux de commerce ; cela conformément au programme d'action de la CGT.

c. BLAISE, Henry – « La sauvegarde des intérêts des salariés dans les entreprises en difficulté ; loi du 25 janvier 1985, relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises ». *Droit social* (6), juin 85 : 449-457.
La nouvelle loi qui s'applique aux entreprises reconnues viables a un double objectif : sauvegarde de l'emploi, les représentants du personnel étant associés à la procédure du plan de redressement et des licenciements et sauvegarde de créance des salariés par le biais de la détermination exacte du montant de leurs créances et des garanties déstinées à en assurer le paiement.

4226. LINHART, Danièle – « Le droit d'expression des travailleurs : un point de vue syndical (CGT) ». *Revue française des affaires sociales* 39 (2), juin 85 : 87-103.

Des débats internes à la CGT montrent l'existence de deux logiques distinctes. Pour les syndicalistes œuvrant dans des établissements de forte tradition CGT la méfiance règne vis-à-vis de cette disposition des lois Auroux alors que dans les établissements où la CGT est faiblement implantée, leur utilité est fortement ressentie.

4227. L'agriculture

a. JEAN, Yves – « Développement inégal de l'agriculture française et disparité de revenus entre agriculteurs ». *Issues* (21), 2e trim. 85 : 45-70 ; tabl., graph.
En 40 ans, l'agriculture française a connu une croissance très rapide de la production, de la productivité et des investissements nécessaires à l'entreprise agricole, ce qui a creusé une disparité croissante entre les différentes catégories d'agriculteurs. D'autre part, l'intégration de l'agriculture à l'industrie et sa soumission aux contraintes européennes ont accentué ce phénomène.

b. GIRODROUX, Patrick – « L'année agricole 1984 ». *Les cahiers du BAC* (4), avr. 85 : 4-49 ; tabl., graph.
La situation de l'agriculture française : l'évolution des revenus, la production et les échanges, les rapports de prix. La situation de l'agriculture européenne : développement des céréales, termes de l'échange, résultats d'exploitation.

4228. DELATTRE, Michel – « La chimie française : des atouts pour sortir d'une crise grave ». *E & (et) S* (179), août 85 : 3-17 ; tabl., graph. ; résumés en anglais et en espagnol.

Les deux chocs pétroliers ont créé des difficultés croissantes pour la chimie. Dans la chimie lourde particulièrement, l'endettement et les frais financiers sont élevés, les investissements insuffisants. Mais l'excédent commercial est important et en aval la demande est dynamique.

4229. TOULON, Claude – « Capital commercial : mouvement historique et changements récents ». *Issues* (21), 2e trim. 85 : 71-98 ; tabl., graph.

Le capital commercial contemporain se caractérise en France par un alourdissement sensible de sa composition organique, une autonomie relative par rapport au capital industriel et financier, l'intégration de fonctions productives ou financières nouvelles dans le cadre d'un partage du profit et d'un drainage vers l'accumulation qui lui est plus profitable.

4230. SMOUTS, Marie-Claude – « La France et le Tiers Monde ou comment gagner le Sud sans perdre le Nord ». *Politique étrangère* 50 (2), été 85 : 339-357 ; résumé en anglais.

Depuis 1981 le gouvernement français a tenté de persuader le Nord qu'aider le Sud à sortir de son sous-développement était non seulement une nécessité morale, mais également de l'intérêt économique du Nord lui-même. Lâchée par le Nord, ayant échoué dans la création d'un grand ministère du développement, la France, malgré une importante augmentation de ses aides multilatérales, n'a pas les moyens matériels de son discours.

4231. FREVILLE, Yves ; GUENGANT, Alain – « L'Etat exerce-t-il une tutelle macro-économique sur les finances locales ? (le cas de l'investissement communal) ». *Politiques & (et) management public* 3 (1), mars 85 : 159-189 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

La théorie du fédéralisme financier assigne à l'Etat la fonction de stabilisation globale de l'économie. Or l'investissement local représente en France 75 % des dépenses d'équipement des administrations. Depuis un quart de siècle, l'Etat contrôle l'investissement des communes, principalement à travers la variable de commande que constitue l'offre de prêts de la Caisse des Dépôts, ses modalités de rationnement (lien prêt-subvention, globalisation des emprunts) et ses fluctuations. Mais l'efficacité de cette politique est atténué par les comportements financiers des communes, notamment en matière de gestion de trésorerie, et par l'existence d'un cycle électoral autonome.

Outre-mer

4232. La France Outre-mer

a. GOMANE, Jean-Pierre – « Perspectives de la France outre-mer ». *Politique étrangère* 50 (2), été 85 : 419-435 ; résumé en anglais.
Les départements et territoires d'Outre-mer constituent pour la France un problème national, par leur poids démographique et économique et un problème international par l'enjeu stratégique qu'ils représentent. Pour l'instant c'est en Nouvelle-Calédonie que la situation est la plus épineuse.

b. « L'Outre-mer entre pôles et tropiques ». *Bulletin d'information du CENADDOM* 15 (77), 1er trim. 85 : 3-75 ; cartes ; bibliogr.
La France possède un « Outre mer du froid » : Saint-Pierre et Miquelon, où vit une petite société qui pratique surtout la pêche et le tourisme ainsi que les terres australes, à souveraineté limitée, et les terres antarctiques, à pleine souveraineté, qui servent surtout aux activités scientifiques françaises.

4233. La question calédonienne

a. SANGUINETTI, Antoine – « Nouvelle Calédonie : summum jus, summa injuria ». *Politique aujourd'hui* (10), juil. 85 : 25-36 ; carte.
Ni l'argument de défense des intérêts des Caldoches, ni celui d'une prétendue importance militaro – stratégique de la Nouvelle Calédonie n'ont de valeur face à la revendication légitime des Canaques d'accéder à leur indépendance.

b. « Dossier Nouvelle-Calédonie ». *Libération Afrique, Caraïbe, Pacifique* (25), mai 85 : 9-24.
La Nouvelle Calédonie, colonie de peuplement marquée par la ségrégation raciale, voit aujourd'hui sa revendication d'indépendance arriver à maturité. La question

foncière, la situation statégique du Pacifique sud, l'importance du nickel permettent de comprendre les convulsions actuelles et les tergiversations du gouvernement français.

c. SAUSSOL, Alain – « Systèmes de production et types d'organisation spatiale induits par les formes de colonisation rurale en Nouvelle Calédonie ». *Journal de la Société des océanistes* 40 (78), juin 84 : 5-15 ; résumé en anglais.
Les trois types de colonisation qui se sont juxtaposés : grand élevage extensif, petite agriculture microfondiaire issue du bagne et plantations de café, ont modelé des types de société et d'espace particuliers qui ont été affectés différemment par les mutations qui se sont produites depuis 1945.

4234. « Habitat ». *Les dossiers de l'Outre-mer* 15 (78-79), 2e trim. 85 : 1-250 ; tabl., graph., cartes ; bibliogr.

Malgré l'importance des fonds dégagés dans les DOM par la puissance publique pour la résorption de l'habitat insalubre, la créativité de la politique du logement social (notamment avec la construction de « logements très spéciaux ») et de l'aménagement de territoire, la situation du logement reste très mauvaise et l'architecture traditionnelle a trop souvent été sacrifiée.

4235. « Les terres australes et antarctiques françaises ». *Bulletin d'information du CENADDOM* 15 (77), 1er trim. 85 : 29-75 ; cartes ; bibliogr.

D'après le traité de l'Antarctique signé en 1959 la France exerce dans les terres australes une souveraineté pleine et entière tandis qu'elle a accepté une limitation de celle-ci dans l'Antarctique proprement dit. Ces îles servent surtout de siège à des activités scientifiques.

Ghana

Voir aussi : n° 3530

4236. BOAFO, S.T. Kwame – « Ghana's press under the PNDC : performance under confinement ». *Gazette* 35 (2), 1985 : 73-82.

La révolution proclamée en décembre 1981, par le Conseil national provisoire de défense (PNDC), a mis fin à la démocratie constitutionnelle instaurée précédemment. Le gouvernement militaire a instauré un régime de la presse qui en renforce le contrôle au nom des principes théoriques fondés sur la priorité du développement national et l'interdiction de tout esprit critique démobilisateur. En réalité, le PNDC n'a fait que rétablir les structures autoritaires mises en place par Nkrumah et la presse est devenue un simple instrument de diffusion de l'idéologie officielle.

4237. AHIAKPOR, James C.W. – « The success and failure of dependency theory : the experience of Ghana ». *International Organization* 39 (3), été 85 : 535-552.

En 1982, le gouvernement du Ghana a élaboré une politique économique dans la logique de la théorie de la dépendance. Les différentes actions du gouvernement n'ont pas entraîné l'indépendance de l'économie de grande dépendance par rapport à l'aide internationale. Cet échec s'explique par la trop grande importance donnée au passé par rapport au présent, ce qui ne permet pas de mettre en œuvre des politiques économiques viables.

Grande-Bretagne

Institutions et vie politiques

Voir aussi : n° 4040, 4146, 4348, 4366

4238. BOOTH, Heather – « Which « ethnic question » ? The development of questions identifying ethnic origin in official statistics ». *The Sociological Review* 33 (2), mai 85 : 254-274.

En Grande-Bretagne, depuis le recensement de 1841, le lieu de naissance de la personne recensée est indiqué ; en revanche, l'indication du lieu de naissance des parents, qui permet de savoir si la personne recensée est descendant d'immigrés,

n'est pas encore autorisée. En effet, toute question sur les origines ethniques est difficile à déterminer, car elle risque de heurter la sensibilité des minorités.

4239. SHARPE, L.J. – « Devolution and celtic nationalism in the UK ». *West European Politics* 8 (3), juil. 85 : 82-100 ; tabl.

La montée du nationalisme celte dans les années 1960 a conduit aux lois de 1978 concernant l'Ecosse et le pays de Galles, qui n'ont jamais été mises en œuvre. En fait le système politique britannique reste unitaire et les aspirations celtiques semblent avoir été comblées par des concessions linguistiques et le renforcement des administrations régionales.

4240. HOOD, Christopher et al. – « Scale economies and iron laws : mergers and demergers in Whitehall 1971-1984 ». *Public Administration* 63 (1), print. 85 : 61-78 ; tabl., graph. ; bibliogr.

De 1971 à 1984, dix regroupements de services ou éclatements ont eu lieu dans l'administration centrale britannique, la plus importante étant la séparation du ministère du commerce et de l'industrie en trois ministères différents en 1973. Les réorganisations n'ont pas entraîné de hausse importante des coûts de fonctionnement mais pas non plus d'amélioration notable quant au fonctionnement de la bureaucratie.

4241. HUTCHINSON, Allan C. – « The rise and ruse of administrative law and scholarship ». *The Modern Law Review* 48 (3), mai 85 : 293-324.

Depuis le jugement de 1964 dans l'affaire Ridge contre Baldwin, le droit administratif est en plein essor en Grande-Bretagne. Cependant, la doctrine qui sous-tend le contrôle judiciaire de l'administration est encore floue et insuffisante. Pour l'instant le droit administratif sert plus à légitimer qu'à contrôler l'action administrative.

4242. LAFFIN, Martin ; YOUNG, Ken – « The changing roles and responsabilities of local authority chief officers ». *Public Administration* 63 (1), print. 85 : 41-59.

Les relations entre les fonctionnaires et les élus dans les collectivités locales en Grandes-Bretagne se sont détériorées au fil de l'évolution politique récente : l'écart idéologique entre les partis s'est creusé, la récession a aggravé les divergences, la neutralité des fonctionnaires est devenue plus difficile à respecter.

4243. SEATON, Jean – « Politics, parties and the media in Britain ». *West European Politics* 8 (2), avr. 85 : 9-26.

La versatilité accrue des votes accroît le pouvoir des media et particulièrement de la télévision mais elle rend aussi plus complexe l'interaction entre vote et information.

4244. KAVANAGH, Denis – « Power in British political parties : iron law or specialpleading ? » *West European Politics* 8 (3), juil. 85 : 5-22.

Selon McKenzie la distribution du pouvoir est identique au sein du parti conservateur et du parti travailliste. Cette thèse était juste dans les années 1950 et 1960 mais depuis le contrôle du groupe parlementaire sur le parti travailliste a été remis en cause.

4245. Le conflit des Malouines

a. SEXTON, Thomas R. ; YOUNG, Dennis R. – « Game tree analysis of international crises ». *Journal of Policy Analysis and Management* 4 (3), print. 85 : 354-369 ; tabl.
La théorie des jeux permet souvent une description utile des crises internationales : ainsi le conflit des Malouines peut-il être représenté sous forme d'un arbre à trois embranchements, où la décision des acteurs est déterminée par leurs préférences, mais surtout par la prévision qu'ils font du choix de l'adversaire.

b. CHEHABI, H.E. – « Self-determination, territorial integrity, and the Falklands islands ». *Political Science Quarterly* 100 (2), été 85 : 215-225.
En envahissant les îles Falklands, l'Argentine a contesté non seulement la souveraineté territoriale de la Grande-Bretagne, sur ces îles, mais aussi le droit à l'autodétermination de leurs habitants, les Kelpers. Les arguments du gouvernement argentin n'étaient pas sans fondement sur le plan du droit international, et la Grande-Bretagne a eu tort de s'être désintéressée trop longtemps de ce petit territoire lointain.

4246. MITCHELL, R.A – « La campagne pour le désarmement nucléaire en Grande-Bretagne : ses membres, ses engagements moraux, ses politiques ». *Revue internationale d'action communautaire* 13 (53), print. 85 : 165-177 ; bibliogr. ; résumés en anglais et en espagnol.

Les résultats d'enquêtes portant sur les membres de la campagne pour le désarmement nucléaire en Grande-Bretagne montrent d'importants changements survenus au cours de ses 26 années d'existence. Ils mettent en lumière les affiliations politique et religieuse de ses membres. Au niveau de sa structure politique, la CDN apparaît plus réformiste que radicale.

Situation et politique sociales

Voir aussi : n° 4370, 4372

4247. HILL, Michael J. – « Quelques aspects du contrôle central et de la mise en œuvre de politiques nationales au niveau local : l'exemple des politiques gouvernementales de garantie de ressources en Grande-Bretagne » *Politique & (et) management public* 3 (1), mars 85 : 191-214 ; bibliogr. ; résumé en anglais.

En dépit du développement d'un système de garantie de ressources géré par le gouvernement central, les autorités locales conservent, en Grande-Bretagne, la responsabilité de certains services qui ont un impact sur les revenus individuels (avantages en matière de logement, aides matérielles). Des anomalies résultent évidemment de l'interaction des deux systèmes, mais le gouvernement, plutôt que de chercher à y porter remède, et à instaurer un système décentralisé de garantie de ressources, tend plutôt à favoriser un contrôle central tout en laissant la responsabilité de la couverture financière au niveau local.

4248. EDWARDS, Christine ; HEERY, Edmund – « The incorporation of workplace trade unionism ? Some evidence from the mining industry » *Sociology* 19 (3), août 85 : 345-363 ; tabl. ; bibliogr.

Les représentants syndicaux dans 35 mines de charbon sont de plus en plus souvent des permanents mais ils n'agissent pas contre les intérêts de leurs mandants au profit des dirigeants du syndicat ou des mines.

4249. GREEN, Francis et al. – « Fringe benefit distribution in Britain ». *British Journal of Industrial Relations* 23 (2), juil. 85 : 261-280 ; tabl. ; bibliogr.

Selon un ensemble de données concernant les revenus et les salaires en Grande-Bretagne, les salariés qui bénéficient du plus grand nombre d'avantages financiers (retraites, assurances...) ou d'avantages en nature (voitures de fonction, logements...) sont en général des hommes, travaillant à temps plein, ayant des salaires élevés et une assez grande ancienneté. La part de ces avantages dans le salaire est de plus en plus importante, puisqu'elle est passée de 11,1 % en 1964 à 19,4 % en 1981.

4250. MARSHALL, J.N. – « Business services, the regions and regional policy ». *Regional Studies* 19 (4), août 85 : 353-363 ; tabl. ; bibliogr. ; résumés en allemand et français.

Pour enrayer le déclin de l'emploi industriel en Grande-Bretagne, il existe des possibilités d'emplois dans le domaine des services aux entreprises, mais la création d'emplois dans le tertiaire en régions défavorisées est difficile. Une décentralisation de services industriels vers le Sud-Est de l'Angleterre reste lente et une politique régionale axée sur le tertiaire exige une trésorerie importante.

4251. BEECHEY, Veronica – « Emploi des femmes : les études récentes en Grande-Bretagne ». *Sociologie du travail* 27 (2), 1985 : 206-222 ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Revue critique des récents travaux théoriques et empiriques réalisés en Grande-Bretagne sur l'emploi des femmes.

4252. PIKE, Maureen – « The employment response to equal pay legislation ». *Oxford Economic Papers* 37 (2), juin 85 : 304-318 ; tabl. ; bibliogr.

Les effets de la loi de 1970 sur l'égalité des salaires entre hommes et femmes pour un travail identique se sont fait sentir à partir de 1973, lorsque le différentiel de salaire s'est réduit. Par contre, dans le secteur manufacturier, les possibilités

d'emplois offerts aux femmes se sont réduites et la loi sur la discrimination sexuelle n'a pu enrayer ce déclin.

Economie et finances

Voir aussi : n° 4382

4253. CHISHOLM, Michael – « De-industrialization and British regional policy ». *Regional Studies* 19 (4), août 85 : 301-313 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en allemand et français.

La croissance industrielle de la Grande-Bretagne ne pourra être plus soutenue que si l'on augmente les restrictions aux importations et si la compétitivité industrielle est accrue. Mais il faut également tenir compte des variables de l'offre et de la politique régionale en tant que moteur de la croissance économique nationale en plus de son rôle traditionnel de rééquilibrage.

4254. HEALD, David – « Will the privatization of public entreprises solve the problem of control ? » *Public Administration* 63 (1), print. 85 : 7-22 ; bibliogr.

Le rythme du programme du privatisation du gouvernement conservateur s'accélère. L'incapacité des décideurs publics à élaborer un cadre viable pour le contrôle économique et financier des entreprises publiques a renforcé les motivations idéologiques des Conservateurs, qui en concluent qu'une gestion efficace n'est possible que dans le cadre du privé. Bien des questions pourtant restent en suspens : les relations entre les entreprises dénationalisées et les pouvoirs publics, le coût de la réglementation qui devra être mis en place, l'équilibre entre les politiques publiques et les intérêts privés.

4255. « Government borrowing and economic policy ». *National Institute Economic Review* (113), août 85 : 50-97 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Suite d'articles : essai statistique sur la position fiscale du gouvernement britannique de 1965 à 1984 ; les implications des emprunts du secteur public ; la conduite de la politique fiscale ; l'impact des chocs économiques sur la croissance de la masse monétaire et le lien entre politique fiscale et monétaire à travers l'effet des fluctuations des emprunts publics sur le marché financier.

Grèce

Voir aussi : n° 3982, 4421, 4427

4256. AXT, Heinz-Jürgen – « Wandel und Kontinuität in Griechenland. Zur wirtschaftlichen und politischen Entwicklung seit 1981 » (Changement et continuité en Grèce. A propos du développement économique et politique depuis 1981). *Aus Politik und Zeitgeschichte* 29 juin 85 : 21-37.

La Grèce se trouve dans une phase de transition profonde comme l'ont montré les élections législatives de juin 1985. Le mouvement socialiste panhéllénique, parti fondé en 1974 et actuellement au gouvernement, doit son succès à une politique moderniste tout en étant attaché aux traditions politiques grecques.

4257. TACHOS, Anastase – « Grèce : la coordination administrative ». *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger* (3), juin 85 : 603-632.

Les problèmes ressortissant à la coordination administrative sont examinés dans le cadre du régime politique de la démocratie parlementaire et du régime économique libéral-capitaliste qui prévalent en Grèce. Les tendances actuelles de renforcement de l'administration technocratique et d'interventionnisme supranational risquent d'altérer le fonctionnement de la démocratie parlementaire.

4258. TSOUDAS, Dimitrios – « Greece : a politically controlled state monopoly broadcasting system ». *West European Politics* 8 (2), avr. 85 : 137-151.

Malgré des essais de réforme, de réorganisation structurelle et les changements intervenus dans le système politique, les relations entre l'Etat et le système de radio télévision sont caractérisées par la continuité dans l'utilisation à des fins partisanes par les gouvernements successifs.

4259. PAPADEMETRIOU, Demetrios G. – « Illusions and reality in international migration : migration and development in post-world war Greece ». *Migrations internationales* 23 (2), juin 85 : 211-224 ; résumés en français et en espagnol.

Bien que l'émigration après 1945 ait permis de réduire le chômage en Grèce et ait contribué à des transferts de capitaux, l'« investissement » de la Grèce dans la migration ne lui a pas procuré d'importants dividendes. Davantage de profits pourraient être tirés de la politique d'émigration.

Guatémala

Voir aussi : n° 593, 1219

4260. GARCIA RUIZ, Jesus – « Le religieux comme lieu de pénétration politique et idéologique au Guatémala ». *Revue française d'études américaines* 10 (24-25), mai 85 : 265-277 ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Incapables maintenant d'utiliser l'Eglise catholique ou les Eglises protestantes comme leviers du pouvoir, les néo-conservateurs américains s'appuient sur les sectes « fondamentalistes », qui exercent une influence croissante en Amérique latine, pour combattre la théologie de la libération, casser la solidarité de classe et détruire la culture traditionnelle pour les remplacer par l'idéologie individualiste nord-américaine.

Guinée équatoriale

Voir aussi : n° 1616

4261. LINIGER-GOUMAZ, Max – « Journal d'un renversement d'alliance. Guinée équatoriale 1983-85 » *Peuples noirs – peuples africains* (45), juin 85 : 8-34.

L'étude de trente-huit périodiques montre le silence fait sur les atteintes aux droits de l'homme en Guinée équatoriale malgré le changement de régime en 1979. Elle met également en évidence le renversement d'alliance opéré depuis 1982, la France remplaçant l'Espagne.

4262. « La situation économique, monétaire et financière de la Guinée équatoriale à la veille de son adhésion à la zone BEAC ». *Etudes et statistiques – Banque des Etats de l'Afrique centrale* (118), janv. 85 : 17-32 ; tabl.

L'évolution défavorable des principaux produits d'exportation agricoles, l'industrie restant embryonnaire, soit le cacao, le café et le bois, a accentué à partir de 1970 le déficit commercial guinéen. La situation monétaire est marquée par une dégradation des avoirs extérieurs nets, un accroissement des créances sur l'Etat, une forte progression des crédits à l'économie et de la masse monétaire.

Guyane

4263. SHAW, Anthony B. – « Contraints on agricultural innovation adoption ». *Economic Geography* 61 (1), janv. 85 : 25-45 ; tabl., graph. ; bibliogr.

L'adoption par les agriculteurs de Guyane de nouvelles variétés de riz à haut rendement dépend plus de facteurs structurels et institutionnels que de facteurs personnels ou de l'information reçue.

4264. SHAW, Anthony B. ; DA COSTA, Richard C. – « Differential levels of technology adoption and returns to scale in the Guyanese rice industry ». *Canadian Journal of Agricultural Economics* 33 (1), mars 85 : 99-110 ; tabl. ; bibliogr.

Analyse des effets de la modernisation technologique et du rapport input-output dans le secteur rizicole de la Guyane.

Hongrie

Voir aussi : n° 3878, 3997, 4084, 4436

4265. BARTA, Bamabas – « A tarsadalmi folyamatok alakvlasa a felszabadvlastol napjainkig » (La formation des rapport sociaux de la libération à nos jours). *Statisztikai szemle* 63 (4-5), mai 85 : 357-369.

A partir de 1945, et plus spécialement après 1949, la société hongroise a subi une mutation fondamentale. Ce processus a été conduit et accéléré par des mesures gouvernementales précises dans les domaines de l'éducation, de la santé et des assurances sociales, dont les effets ont été importants sur les comportements économiques, démographiques et culturels.

4266. FAZEKAS, Karoly ; KOLLO, Janos – « Munkaeröpiaci kampanyok a hetvenes években » (La politique de la main-d'œuvre dans les années 70). *Közgazdasagi szemle* 32 (5), mai 85 : 545-559 ; tabl., graph. ; bibliogr.

La politique de l'emploi en Hongrie au cours des années 70, a été marquée par de fréquents changements d'orientation et de priorités. Des tensions se sont manifestées en 1969/70 et en 1974/75, suivies d'initiatives destinées à les apaiser qui, même si beaucoup d'entre elles ont échoué, ont néanmoins permis d'atteindre les principaux objectifs fixés.

4267. SILLINCE, J.A.A. – « The housing market of the Budapest urban region 1949-1983 ». *Urban Studies* 22 (2), avr. 85 : 141-149 ; tabl. ; bibliogr.

La part des fonds publics alloués à la constitution de logements dans la région de Budapest a varié depuis 1945 en fonction des conditions économiques et des objectifs politiques nationaux : priorité accordée aux zones industrialisées jusqu'en 1960 ; limitation de l'urbanisation trop rapide de la ville de 1960 à 1975. Le manque de logements se faisant malgré tout sentir dans la capitale, un plan de 15 ans a été lancé en 1975 qui vise à accroître sensiblement le stock de logements.

4268. SOOS, Karoly Attila – « Planification impérative, régulation financière. " Grandes orientations " et campagnes ». *Revue d'études comparatives Est-Ouest* 16 (2), juin 85 : 45-62.

L'exemple de la Hongrie et de la Yougoslavie démontre qu'en économie socialiste, même si les entreprises ont une certaine autonomie de gestion, l'activité économique réagit avec lenteur et indécision aux modifications des régulations financières mais que d'autre part la gestion impérative est souvent incertaine. C'est en fait le mécanisme des « campagnes » qui est le plus propice à la réalisation des objectifs économiques.

4269. DUDAS, Janos – « A bervhazasok alakulasa, 1945-1984 » (La structure des investissements de 1945 à 1984). *Statisztikai szemble* 63 (4-5), mai 85 : 389-411 ; tabl.

En liaison avec le développement socio-économique de la Hongrie depuis 1950, la politique d'investissement a été déterminée en relation étroite avec l'évolution du revenu national au cours des plans quinquennaux successifs. La structure des ressources de financement et les modalités concrètes de leur emploi et de leur destruction.

Inde

Voir aussi : n° 3921, 4435

4270. SHACKLE, C. – « The Sikhs before and after independence ». *Asian Affairs (London)* 16 (2), juin 85 : 183-193 ; bibliogr.

Les graves événements de ces dernières années, en Inde, notamment l'assaut contre le Temple d'or, à Amritsar, et l'assassinat de Mme Gandhi, à New Delhi, montrent à quel point les rapports entre les Sikhs et le pouvoir central sont devenus tendus. Mais comme par le passé, les difficultés seront vraissemblablement surmontées, car les extrémistes sikhs ne représentent qu'une faible minorité au sein de leur communauté.

4271. LEAF, Murray J. – « The Punjab crisis ». *Asian Survey* 25 (5), mai 85 : 475-498.

La crise du Punjab n'est pas seulement religieuse, elle trouve une explication différente selon les niveaux d'observation. Crise économique pour les foyers, crise constitutionnelle au niveau de l'Etat du Punjab. Ce n'est qu'au niveau national sous l'influence d'Indira Gandhi que la crise a un caractère religieux.

4272. MUKHERJEE, Prithwindra – « L'héritier, Rajiv ». *Défense nationale* 41, juin 85 : 109-126.

Portrait du nouveau Premier ministre indien et perspectives de l'après-Indira.

4273. SHARMA, Miriam – « Caste, class and gender : production and reproduction in North India ». *The Journal of Peasant Studies* 12 (4), juil. 85 : 57-88 ; tabl. ; bibliogr.

Les changements technologiques et organisationnels de l'agriculture dans le Nord de l'Inde ont rendu encore plus précaire la situation des femmes, cantonnées dans les tâches non-productives et astreintes aux tâches domestiques dont les statistiques ne tiennent pas compte.

4274. OTT, David H. – « Bhopal and the law : the shape of a new international legal regime ». *Third World Quarterly* 7 (3), juil. 85 : 648-660.

Les problèmes juridiques que pose l'indemnisation des victimes de la catastrophe de Bhopal montrent qu'un régime juridique international est nécessaire pour codifier les suites judiciaires des catastrophes.

4275. BHARADWAJ, Krishna – « A view on commercialisation in Indian agriculture and the development of capitalism ». *The Journal of Peasant Studies* 12 (4), juil. 85 : 7-25 ; bibliogr.

Il existe actuellement en Inde des obstacles à un passage de la commercialisation des produits agricoles à un stade capitaliste. L'Etat pourrait pallier cette carence en agissant en priorité sur la structure foncière et les relations de production.

4276. IODHA, N.S. – « Population growth and the decline of common property resources in Rajasthan, India ». *Population and Development Review* 11 (2), juin 85 : 247-264 ; tabl. ; résumés en espagnol et en français.

La privatisation à grande échelle des biens fonciers détenus en commun, liée à la pression démographique, conduit à la dégradation de ces biens et à la diminution de l'avantage comparatif de l'élevage dans cette région.

Indonésie

Voir aussi : n° 3972, 3973

4277. CAREY, Peter – « Indonesia in the 1980s : a time of transition ». *Asian Affairs (London)* 16 (2), juin 85 : 125-136.

Depuis l'indépendance, et surtout au cours des dix-huit années du régime actuel du général Suharto, de profondes transformations ont eu lieu en Indonésie. Mais la stabilité politique a été trop cher payée : le mécontentement est à présent général, la crise économique très grave, tandis que la corruption existe à tous les niveaux et que l'« Ordre nouveau » n'a fait qu'approfondir le fossé qui sépare les riches et les pauvres.

4278. KARCHER, Wolfgang – « Zwischen Modernisierung und Entfremdung. Stand und Tendenzen der Hochschulausbildung in Indonesien » (Entre la modernisation et l'alinéation : la situation et les tendances de la formation universitaire en Indonésie). *Internationales Asienforum* 16 (1-2), mai 85 : 59-81 ; bibliogr.

Depuis l'indépendance de l'Indonésie, le nombre des étudiants a considérablement augmenté (706 000 en 1982/83). Le niveau d'instruction est caractérisé par une sélection sévère, une efficacité réduite et un budget insuffisant. Même si leur nombre a augmenté les étudiants ne représentent que l'élite de la classe privilégiée.

Irak

4279. TAVERNIER, Paul – « La guerre du Golfe : les grandes puissances et les autres... ou le triomphe de l'ambiguïté ». *Arès défense et sécurité* 7, 1984 : 529-560 ; bibliogr.

L'attitude des puissances extérieures à l'égard des belligérants se caractérise par l'ambiguïté et l'absence de clarté. A l'attentisme des deux super-puissances répond le choix discret des Etats arabes. Seule une très faible minorité d'Etats, dont la France et Israël, semble avoir pris parti alors que la majorité des gouvernements se veulent non engagés qu'il s'agisse de voisins proches comme la Turquie ou d'Etats éloignés qui sont intéressés par le maintien de la libre navigation dans le Golfe, comme le Japon.

Iran

Voir aussi : n° 3671, 3895, 3932, 4093, 4279

4280. VALI, Abbas ; ZUBAIDA, Sami – « Factionalism and political discourse int the Islamic Republic of Iran : the case of the Hujjatiyeh society ». *Economy and Society* 14 (2), mai 85 : 139-173 ; bibliogr.

Les factions internes à l'establishment religieux au pouvoir en Iran se regroupent en deux tendances : les partisans du populisme révolutionnaire et ceux de l'ordre, de la normalisation de la révolution. Un épisode particulier illustre ce conflit : la lutte entre les Maktabis (les éléments radicaux) et les Hujjatis (société secrète) du juin 81 à juillet 83, qui s'est terminée par la dénonciation de la société hujjatiyeh par Khomeiny.

4281. HIGGINS, Patricia J. – « Women in the Islamic Republic of Iran : legal, social and ideological changes ». *Signs* 10 (3), print. 85 : 447-494.

L'abolition de la loi de protection de la famille et la réinstitution de la sharia ont renforcé le pouvoir masculin dans la famille et la ségrégation dans l'espace. Les Iraniennes ont peu protesté parce que cela ne changeait pas la réalité de leurs vies.

4282. AHRARI, Mohammed E. – « Theological insurgency : Iran in the region ». *The Washington Quarterly* 8 (2), print. 85 : 47-60 ; tabl.

Pour atteindre son objectif politique principal (la création d'une Union islamique). Khomeiny prône la lutte contre les « ennemis de l'Islam » (les deux super-puissances, Israël, les pays arabes modérés). L'extension de la révolution islamique aux pays du Golfe semble possible, aussi ces pays tentent-ils de par leur politique extérieure modérée, de l'éviter.

Irlande

Voir aussi : n° 3238, 3982

4283. D'HALPIN, Eunan – « The Dail Committee of public accounts, 1961-1980 ». *Administration (Dublin)* 32 (4), 1985 : 483-511.

Le « Dail Committee of Public Account » (PAC) est une commission du Parlement irlandais créée en 1961 pour remplacer le contrôle des finances par le gouvernement ; il ne s'agit en réalité que d'une nouvelle organisation pour un travail effectué depuis 1923 par le « Comptroller and Auditor General ». Il s'agit en outre d'une réplique du « PAC » de la Chambre des communes où la rotation des membres assure une parfaite neutralité politique. Une analyse des méthodes de contrôle met en évidence la dépendance du PAC face au « Comptroller and Auditor General » et le manque de compétence de ses membres.

4284. BELLE, Desmond – « Proclaiming the Republic : broadcasting policy and the corporate state in Ireland ». *West European Politics* 8 (2), avr. 85 : 27-49 ; tabl.

Malgré la crise des dépenses publiques et l'offensive libérale, la télévision irlandaise reste un monopole d'Etat parce que celui-ci est légitimé par les idéologies de la souveraineté nationale et de l'identité irlandaise.

4285. TONER, Bill – « The unionisation and productivity debate : an employee opinion survey in Ireland ». *British Journal of Industrial Relations* 23 (2), juil. 85 : 179-202 ; tabl. ; bibliogr.

Selon des études récentes de l'Ecole de Harvard, les ouvriers syndiqués seraient plus motivés, plus écoutés par la direction et plus consciencieux que les non-syndiqués, donc les entreprises où les syndicats sont bien implantés enregistreraient une plus forte productivité du travail. Une enquête menée auprès de 248 ouvriers irlandais ne confirme pas cette théorie.

Israël

Voir aussi : n° 4025

4286. TOUMA, Emile – « The political coming of age of the " national minority " ». *Journal of Palestine Studies* 14 (54), hiv. 85 : 74-83.

A la suite de la politique sioniste seuls 150 000 Palestiniens sur 800 000 sont restés dans le nouvel Etat d'Israël. Cependant leur taux élevé de natalité fait que le problème arabe garde toute son acuité. Les Palestiniens se sont organisés d'abord au sein du parti communiste puis de l'OLP.

4287. FALAH, Cerazi – « How Israeli controls the Bedouin ». *Journal of Palestine Studies* 14 (54), hiv. 85 : 35-51 ; tabl., carte.

La politique de sédentarisation forcée des Bédouins a profondément transformé leur mode de vie. Des services sociaux et des logements leur ont été fournis, mais certains Bédouins s'opposent toujours à cette occidentalisation imposée.

4288. LE MORZELLEC, Joëlle – « Les vicissitudes de l'accord israélo-libanais du 17 mai 1983 ». *Arès défense et sécurité* 7, 1984 : 515-527 ; bibliogr.

L'accord signé le 17 mai 1983, par le Liban et Israël est davantage un texte réglant des rapports de bon voisinage, qu'un véritable traité de paix entre les deux Etats. L'effervescence politique, internationale et interne au Liban, ont conduit à l'annulation de cet accord, le 5 mars 1984.

4289. OUHICHI, Kamel – « Israël et la non-prolifération au Moyen-Orient ». *Arès défense et sécurité* 7, 1984 : 131-148 ; bibliogr.

Israël dispose d'une capacité technique avancée pour fabriquer des armes atomiques. Bien que le gouvernement israélien ait adopté une position de principe en faveur de la non-prolifération et de la dénucléarisation de la région, il bloque la réalisation de cet objectif. Cette politique ambiguë suscite des interrogations sur les incidences possibles au niveau de la sécurité nationale, mais aussi régionale et internationale.

4290. MAR'I, Sami Khalil – « The future of Palestinian Arab education in Israël ». *Journal of Palestine* Studies 14 (54), hiv. 85 : 52-73.

Les autorités éducatives israéliennes n'ont pas su tenir compte de la croissance démographique des Arabes israéliens. De plus l'éducation donnée est idéologique et sur les intérêts hégémoniques sionistes alors qu'elle devait viser à l'unité et à l'égalité en tenant compte des différences.

4291. CHERMESH, Ran – « Strikes as social problems : a social problem matrix approach ». *British Journal of Industrial Relations* 23 (2), juil. 85 : 281-307 ; tabl. ; bibliogr.

Les grèves en Israël, en tant que problèmes sociaux : causes, caractéristiques, fréquence, acteurs (Histadrut, gouvernement, associations patronales, Tribunal du travail).

4292. VAN VLIET, Willem – « Housing policy as a planning tool ». *Urban Studies* 22 (2), avr. 85 : 105-117 ; tabl., carte ; bibliogr.

En Israël, la politique du logement, outre le but d'assurer une offre suffisante, vise des objectifs plus larges : une répartition géographique équilibrée de la population et une meilleure intégration sociale. Les aides apportées aux jeunes couples qui s'installent dans les villes nouvelles sont l'élément-clé de cette politique. Elles ont effectivement permis de mieux répartir la population mais ne favorisent pas l'intégration sociale.

4293. WOLFFSOHN, Michaël – « Limites économiques de la belligérance israélienne ». *Maghreb-Machrek* (108), juin 85 : 23-37 ; tabl., graph. ; bibliogr.

L'économie pose des limites à la capacité de belligérance d'Israël, car ses structures mettent en question l'organisation politique : reposant sur une base binationale (juive et arabe), elle ne correspond pas à la superstructure uni-nationale juive. Le besoin de conserver un solde migratoire positif, les pressions des fournisseurs de capitaux et partenaires commerciaux retiennent également Israël sur la voie de la guerre.

4294. NAKKARA, Hanna Dib – « Israeli land seizure under various defense and emergency regulations ». *Journal of Palestine Studies* 14 (54), hiv. 85 : 13-34.

De 1948 à 1953 diverses lois ont permis aux Israéliens de s'approprier la terre appartenant à des Arabes et de la transférer à une agence de développement. De plus la notion de zone de sécurité a permis l'expulsion de nombreux autres Arabes.

Italie

Institutions et vie politiques

4295. ZARISKI, Raphaël – « Approaches to the problem of local autonomy : the lessons of Italian regional devolution ». *West European Politics* 8 (3), juil. 85 : 64-81.

Désormais le système italien ne peut plus être pensé en terme de centre de périphérie. En effet les régions sont venues s'intercaler entre les administrations locales et centrales, aussi l'on assiste à un jeu multilatéral où les alliances changent et où chaque niveau territorial est lui-même divisé.

4296. MOTTA, Riccardo – « L'attività legislativa dei governi (1948-83) ». *Rivista italiana di scienza politica* 15 (2), août 85 : 225-292 ; tabl. ; résumé en anglais.

L'examen de l'activité législative des gouvernements italiens depuis 1948 met en évidence une fracture : à partir de 1968, les projets de loi gouvernementaux approuvés par le Parlement sont de moins en moins nombreux, comme si l'instabilité gouvernementale ébranlait tout le système politique. Il apparaît aussi que les coalitions les plus larges sont celles qui ont l'action législative la moins fructueuse, illustrant ainsi la distance entre l'évolution du système partisan et les demandes de la société civile.

4297. COMPAGNA, Luigi – « La Malfa, Moro e il centro-sinistra ». *Nuova antologia* 554 (2154), juin 85 : 166-190.

Ugo la Malfa, secrétaire du parti radical italien à partir de 1959 et Aldo Moro, tête de la démocratie chrétienne jusqu'à son assassinat par les Brigades rouges, en 1978, ont contribué, entre ces deux dates, à la construction du centre-gauche italien, malgré de fortes différences entre les personnalités et des divergences politiques. Voir à la suite, pp. 191-194 ; SPADOLONI, Giovanni : « Due uomini, una crisi ».

4298. GIOVANNINI, Paolo ; TRIGILIA, Carlo – « Il ciclo politico-elettorale del PCI et la divisione della sinistra ». *Il ponte* 41 (3), juin 85 : 10-22 ; tabl.

Les élections administratives du 12 mai 1985 et le référendum de juin marquent la fin d'un cycle électoral débuté en 1975. Le bilan de ces 10 années montre l'extraordinaire lenteur du PCI à s'adapter aux mutations sociales. Il semble que la persistance d'une stratégie dépassée, conçue à la fin des années 70, soit surtout le fait des composants traditionnels du parti, cadres et militants. Pour éviter le déclin électoral et politique, ces résistances doivent être combattues, par l'émergence d'un groupe dirigeant qui saura légitimer de nouvelles orientations. L'alternative est importante, non seulement pour le PC, mais pour toute la gauche italienne, et notamment le PS, qui devra choisir l'alliance ou la confrontation.

4299. BARDI, Luciano – « Il voto di preferenza in Italia e la legge elettorale europea ». *Rivista italiana di scienza politica* 15 (2), août 85 : 293-313 ; tabl. ; résumé en anglais.

La pratique du vote de préférence en Italie, pour les élections à la chambre des députés et au Parlement européen ne permet pas de confirmer que ce système entraîne clientélisme, factionnalisme et corruption. En réalité, il permet de compenser une excessive influence des appareils partisans en instaurant une compétition à l'intérieur des partis, et il apparaît d'autant plus efficace que les circonscriptions sont étendues. Il serait donc envisageable de l'inclure dans un système électoral européen unifié.

4300. SASSOON, Donald – « Political and market forces in Italian broadcasting ». *West European Politics* 8 (2), avr. 85 : 67-83 ; tabl.

Jusqu'en 1975, la radio-télévision italienne a largement été contrôlée par la démocratie-chrétienne. A partir de 1976, de multiples télévisions et radios locales se sont développées, avec la bénédiction des partis politiques, mais les trois plus importantes chaînes appartiennent maintenant à Berlusconi.

4301. La PERGOLA, Antonio ; DEL DUCA, Patrick – « Community law, international law and the Italian Constitution ». *American Journal of International Law* 79 (3), juil. 85 : 598-621.

Analyse de la façon dont le droit communautaire et le droit constitutionnel italien rentrent parfois en concurrence, et des modifications que cela pourrait apporter au traitement du droit international dans son ensemble en Italie.

4302. ATZEI, Fiammetta – « La neutralità di Malta e l'Italia. Cronistoria dei rapporti italo-maltesi, 1976-1985 ». *Rivista di studi politici internazionali* 52 (507), sept. 85 : 409-440.

A partir de 1976, le gouvernement maltais à cherché à faire garantir la neutralité de l'île. L'Italie s'est montrée favorable à cette initiative et des contacts bilatéraux, puis multilatéraux (avec la France, la RFA, la Libye) s'établissent. Après une interruption en 1979, lorsque Malte opère un rapprochement avec la Libye, les consultations reprennent, et la reconnaissance de la neutralité par l'Italie entre en vigueur en 1981. Mais l'accord est dénoncé en 1984, cependant que la Valette noue des liens plus étroits avec l'URSS.

4303. PALIDDA, Salvatore – « La politica di difesa in Italia ». *Il ponte* 41 (3), juin 85 : 87-109 ; bilbiogr.

Depuis l'immédiat après-guerre, l'Italie a reconquis sa souveraineté nationale et, à travers son développement économique, une autonomie accrue vis-à-vis des Etats-Unis. Dans ce cadre, l'affirmation d'une politique de défense active, qui serait en accord avec le nouveau rôle joué par l'Italie sur la scène internationale, se heurte au maintien de la supprématie américaine dans ce domaine, alors que l'Europe communautaire ne parvient pas à mettre au point un projet stratégique susceptible de la remettre en question.

4304. FRASER, John – « La sociologia italiana di fronte agli anni'80 : appunti per una discussione ». *La critica sociologica* (73), mars 85 : 22-32.

A la recherche de sa légitimation, qu'elle ne peut trouver ni dans une assise théorique inexistante, ni dans son détachement du politique, la sociologie italienne la trouve dans les classes moyennes, après s'être tournée dans les années 70 vers les catégories marginalisées. Elle risque de créer ainsi une série de mythes et un obscurantisme anti-ouvrier et a-critique.

Situation et politique sociale

4305. FASSARI, Luciano – « Rilancio dell'occupazione e politica previdenziale ». *Previdenza sociale* 41 (2), avr. 85 : 253-278 ; tabl., graph. ; résumés en français, en anglais et en allemand.

Alors que les forces politiques italiennes s'affrontent sur les projets gouvernementaux de relance de l'emploi, il apparait qu'une politique de valorisation maximale du potentiel productif, à travers une plus grande souplesse dans l'utilisation de la ressource humaine, aura des conséquences à ne pas négliger sur l'organisation de la sécurité sociale.

4306. VITALI, Ornello – « Migrazioni e urbanizzazione nell' ultimo trentennio ». *Rassegna economica* 49 (2), avr. 85 : 377-404 ; tabl.

L'évolution des migrations intérieures en Italie de 1951 à 1981 : à une dynamique campagne-grandes villes s'est substitué, toujours dans le cadre des migrations

du Sud vers le Nord, un mouvement montagne-villes moyennes, puis, depuis quelques années, un solde négatif pour les villes les plus importantes.

Economie et finances

4307. MAZZEI, Lapo – « L'agricoltura italiana e le sue prospettive : ristagno o sviluppo ? » *Rivista di studi politici internazionali* 52 (207), sept. 85 : 353-373.

L'agriculture italienne se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins : marquée par des productions excédentaires, par une consommation intérieure stationnaire et par des prix insuffisamment rémunérateurs, elle doit s'adapter par une vigoureuse action sur les coûts, les débouchés, la qualité des produits et les circuits de distribution, mais aussi par une modernisation de la structure des entreprises, de la formation de la main-d'œuvre, des moyens de financement et de la technologie.

4308. DENARDIS, Sergio ; FORTUNA, Claudio – « Alcune considerazioni sul problema del vincolo esterno ». *Rivista di politica economica* 75 (6), juin 85 : 719-735 ; tabl. ; graph.

Le resserrement de la contrainte extérieure sur les comptes de l'Italie est certes dû en partie à la perte de sa compétitivité à l'exportation, mais aussi aux taux élevés du dollar, à une demande intérieure déphasée par rapport aux autres pays communautaires, et à l'évolution du contrôle des changes. Une plus grande élasticité de la politique des taux de change, voire un réajustement de la lire dans le SME apparaissent souhaitables.

4309. PISANA, Sergio Maria – « Il quadro giuridico della cooperazione italiana allo sviluppo ». *Affari sociali internationali* 13 (3), 1985 : 91-107.

La loi n° 38 du 9 février 1979 fixe le cadre de l'aide publique italienne au développement : il s'agit d'une coopération à caractère global, dont les priorités sont établies par un comité interministériel (CIPES), dont la programmation de masse est effectuée par un comité de direction, après avis d'un comité consultatif, et dont la mise en œuvre est confiée à une direction générale du ministère des affaires étrangères. L'administration financière est attribuée au Fonds pour la coopération au développement, soumis au contrôle externe de la Cour des Comptes.

4310. MODIGLIANI, F. et al – « L'impatto della politica fiscale e dell'inflazione sul risparmio nazionale : il caso italiano » *Moneta e credito* 38 (150), 2e trim. 85 : 123-162 ; tabl., graph. ; bibliogr.

En contraste avec l'hypothèse ricardienne de neutralité, qui implique que, pour un niveau de consommation donné, la politique fiscale n'a aucune influence économique, l'étude de l'épargne nationale italienne depuis l'après-guerre montre que les déficits publics importants surtout depuis le début des années 60, réduisent d'autant l'épargne et que leur correction par l'inflation n'agit que sur certains choix de consommation.

4311. TESSERA, Giuseppe – « Note sul controllo della base monetaria e del credito nell'esperienza degli ultimi anni ». *Il risparmio* 33 (3), juin 85 : 463-479 ; bibliogr.

Dans le contexte italien, le crédit intérieur total joue un rôle majeur parmi les objectifs intermédiaires de la politique monétaire. C'est pourquoi la coordination de la politique fiscale et budgétaire avec la politique monétaire et la manœuvre des taux d'intérêt doivent être les axes de la politique financière du pays.

4312. CAPRIGLIONE, Francesco ; MEZZACAPO, Vincenzo – « Evoluzione del sistema finanziario italiano e attività di " merchant banking " ». *Bancaria* 41 (34), mars et avr. 85 : 288-304 et 419-437.

Les problèmes de financement des entreprises et la nouvelle physionomie des marchés financiers rendent nécessaire, en Italie, la définition d'un modèle adapté de « merchant banking ». Le développement de l'activité de « merchant banking » suppose que ce soit une philosophie du marché, plutôt que du soutien, qui inspire le système de financement des entreprises, que le système du crédit soit dans une certaine mesure déréglementé et que des dispositions fiscales permettent de diriger l'épargne privée vers les investissements en capital-risque.

Kampuchéa

Voir aussi : n° 4415

4313. MARTIN, Marie-Alexandrine – « Cambodge : une nouvelle colonie d'exploitation ». *Politique internationale (28),* été 85 : 177-193 ; résumés en anglais et en espagnol.

Depuis 1982 l'armée vietnamienne réquisitionne et utilise massivement la population cambodgienne pour des travaux d'ordre militaire, aggravant encore la situation économique et démographique du pays.

Maroc

Voir aussi : n° 4127

4314. NESTERENKO, Georges – « L'élargissement de la CEE. Maghreb : le grand tournant ». *Géopolitique* (10), été 85 : 33-43 ; tabl.

L'élargissement de la Communauté européenne est une menace pour tous les pays du Maghreb ; en effet avec l'entrée de l'Espagne et du Portugal la CEE atteindra l'autosuffisance pour presque toutes les cultures méditerranéennes. Les conséquences de l'élargissement seront graves surtout pour le Maroc qui dépend fortement de la Communauté, il dispose cependant de quelques atouts (phosphates pêche, importance stratégique et politique) pour négocier de nouveaux accords.

Mexique

Voir aussi : n° 4385, 4410, 4414

4315. « Mexique : des choix difficiles ». *Amérique latine* (22), juin 85 : 35-76.

Suite d'articles sur les problèmes politiques et économiques du Mexique confronté tout à la fois à une crise du régime, aux problèmes des inégalités sociales et à ceux du développement agricole et industriel.

4316. RINCOŃ GALLARDO, Eduardo – « México : en la buśqueda de una reordenacioń urbana ». *Pensamiento iberoamericano* (7), juin 85 : 107-115 ; bibliogr.

Les orientations et le contenu de la nouvelle planification de Mexico.

4317. LOPEZ, Julio – « En torno a una estrategia de crecimiento agrícola ». *Investigacioń económica* 44 (171), mars 85 : 131-168 ; tabl., graph.

Orientation pour une politique de croissance agricole à partir de l'analyse de deux questions concernant ses objectifs à court terme : le choix de techniques intensives en main-d'œuvre et le renversement en faveur du secteur paysan de l'aide prioritaire accordée actuellement au secteur capitaliste. Voir aussi, pp. 85-129, AGUILERA, G. Manuel : « La agricultura mexicana hacia el año 2000 : opciones, límites y desafios ».

4318. ASPE, Pedro ; JARQUE, Carlos M. – « Expectativas racionales : un modelo trimestral para la economía mexicana ». *El trimestre económico* 52 (3), sept. 85 : 649-682 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Présentation et résultats d'un modèle économétrique pour 1972-1983 incluant comme variables explicatives les anticipations concernant l'inflation et la croissance.

4319. SOSA, Sergio – « Elementos para una reinterpretación de la crisis del proteccionismo en México ». *Investigación económica* 44 (171), mars 85 : 289-303 ; tabl.

Le protectionnisme qui soutient depuis 1939 l'industrialisation du pays est devenue certainement inefficace à partir des années soixante-dix ; les critiques de cette politique exigent néanmoins une mise au point par leurs faiblesses économiques ou techniques et surtout par leur oubli des conditions sociales dont dépendaient le succès et l'échec du système.

Népal

4320. SOLA, Richard – « Népal : les faiblesses du pouvoir absolu ». *Défense nationale* 41, juil. 85 : 111-125 ; cartes.

Les difficultés économiques du Népal ont entrainé la chute du gouvernement Thapa en juillet 1983. Conscient de ces difficultés, le roi a entrepris d'« arrimer » le Népal à un type de développement, certes capitaliste, mais avant tout bien adapté aux réalités locales en s'appuyant au maximum sur l'aide internationale. Le véritable danger pour la stabilité de ce pays, qui a décidé de jouer un rôle international accru, est à l'intérieur.

4321. KHATRI, Sridar K. – « « South Asian Regional Cooperation : its implications for Nepal ». *Asian Survey* 25 (4), avr. 85, 426-442 ; tabl.

Les implications de la participation du Népal à la SARC restent encore assez floues. Petit pays, le Népal doit veiller à rester maître de sa diplomatie, à éviter les pièges et à tirer bénéfice de cette coopération..

Pakistan

4322. RANGOONWALA, M.A. – « Pakistan today ». *Asian Affairs (London)* 16 (2), juin 85 : 137-144.

Le Pakistan n'est pas un Etat théocratique, mais ses dirigeants se sont toujours efforcés d'incorporer les principes fondamentaux de l'Islam dans le fonctionnement de leurs gouvernements, dans le développement de l'économie planifiée du pays, dans l'organisation de ses partis politiques et aussi, dans ses rapports avec l'étranger. C'est pourquoi, malgré les difficultés de toutes sortes, le régime actuel du général Zia-ul-haq a réussi à maintenir l'ordre dans le pays.

4323. RAIS, Rasul B. – « Pakistan's nuclear program : prospects for proliferation » *Asian Survey* 25 (4), avr. 85 : 458-472.

La volonté manifestée par le Pakistan de se doter d'un armement atomique reste limitée par sa dépendance économique et technologique. La menace indienne qui la motive peut être contrebalancée par un programme d'assistance militaire.

Pays-Bas

4324. BRANTS, Kees – « Broadcasting and politics in the Netherlands : from pillar to post ». *West European Politics* 8 (2), avr. 85 : 104-121.

La radio-télévision néerlandaise est de moins en moins dépendante du système politique fondé sur des clivages religieux et idéologiques, alors que les intérêts privés profitent du développement des nouveaux media et notamment des radios et des télévisions pirates.

Portugal

Voir aussi : n° 4421, 4427

4325. PORTAS, Nuno – « Areas metropolitanas en Portugal. Lisboa y Oporto ». *Pensamiento iberoamericano* (7), juin 85 : 185-192.

Orientations pour un débat sur les objectifs et sur les méthodes de la planification urbaine compte tenu de l'exemple des conurbations de Lisbonne et de Porto.

Trinité et Tobago

4326. SEBASTIEN, Raphael – « State-sector development in Trinidad and Tobago, 1956-1982 ». *Contemporary Marxism* (10), 1985 : 110-127 ; tabl.

Le développement du secteur public à Trinité et Tobago a eu pour cadre idéologique la volonté d'empêcher tout mode socialiste de développement. Pourtant la par-

ticipation étatique dans l'économie est passée de 21 % en 1972 à 66 % en 1983 et l'Etat-providence s'est développé.

Tunisie

4327. MZALI, Mohamed – « La Tunisie et le Maghreb sont pour l'Europe des partenaires de qualité destinés à l'être davantage à l'avenir ». *Géopolitique* (10), été 85 : 7-19.

Interview du Premier Ministre tunisien : la politique économique et de développement menée par la Tunisie, les conséquences de l'élargissement de la Communauté pour le pays.

URSS

Institutions et vie politiques

Voir aussi : n° 4147, 4151, 4184, 4345, 4365, 4415

4328. BLANKOFF-SCARR, G. – « The Russian language as an inter-ethnic medium in the Soviet Union ». *Revue des pays de l'Est* 26 (1), 1985 : 1-33 ; tabl. ; bibliogr.

La politique linguistique de l'URSS vis-à-vis des minorités ethniques est fondée sur le fait que leur « russification » leur permettra d'atteindre un meilleur niveau professionnel au plan individuel et créera un climat de rapprochement entre les diverses ethnies. Cette politique passe tout d'abord par un enseignement en russe.

4329. SLIDER, Darrell – « Party-sponsored public opinion research in the Soviet Union ». *Journal of Politics* 47 (1), fév. 85 : 209-227 ; bibliogr.

Conscient des manques de son appréhension de l'opinion publique, traditionnellement fondée sur l'analyse des lettres et des réclamations reçues, le Parti communiste de l'URSS a tenté d'instituer un dispositif de recherche sociologique : d'abord, dans les années 60, au niveau local, avec des objectifs limités et sans coordination, puis, à partir de 1983, avec un projet de centre d'études sur l'opinion publique, inspiré de l'expérience menée en Georgie, où les enquêtes d'opinion constituent une aide à la décision.

4330. SCHNEIDER, Eberhard – « Michail Sergejewitsch Gorbatshow » (M.S. Gorbatchev). *Osteuropa* 35 (6), juin 85 : 396-404.

Après des études en droit et en agronomie, après son engagement au sein du Komsomol (jeunesses communistes) Gorbatchev a fait carrière au sein de la direction du parti. Aujourd'hui, Secrétaire général, Gorbatchev est un homme politique modéré, décidé à une ouverture vers l'Ouest et la Chine.

4331. HELLER, Michel – « Union soviétique. Les illusions du changement ». *Géopolitique* (10), été 85 : 50-61.

L'arrivée au pouvoir de M. Gorbatchev a été accueillie avec enthousiasme et espoir par nombre de spécialistes occidentaux. Ils y voyaient une promesse de réformes et de libéralisation, cependant il ne faut pas s'y tromper, les points forts de la politique soviétique resteront inchangés : rôle prépondérant du Parti, importance d'une armée forte et bien équipée.

4332. MAKINSKY, Michel – « La fonction propagande et la stratégie globale de l'URSS ». *Défense nationale* 41, juil. 85 : 75-91.

L'URSS conduit une politique de propagande/persuasion découlant directement d'une stratégie globale. Les moyens de la propagande et autres mesures actives ne sont pas limités aux seuls pays occidentaux et visent également le Tiers-Monde. La persuasion comporte deux aspects : la stratégie déclaratoire et les actes eux-mêmes.

4333. MEISSNER, Boris – « Wandlungen in den Bündnisformen und der Vormachtpolitk der Sowjetunion in Ostimttel – und Südosteuropa » (Les changements dans les formes des alliances et dans la hiérarchie politique entre l'URSS et les pays d'Europe centrale et sud-orientale). *Südosteuropa. Zeitschrift für Gegenwartsforschung* 34 (3-4), 1985 : 145-168.

L'URSS stalinienne avait instauré la suprématie soviétique en Europe centrale et orientale, cette suprématie s'est progressivement affaiblie d'autant plus que Moscou mène une politique expansionniste internationale épuisante. Le pacte de Varsovie demeure néanmoins le pivot central d'une alliance que nul ne songe à remettre en cause mais au sein de laquelle des velléités autonomistes sont sensibles.

4334. PILLET, Corinne – « L'URSS et les mouvements de libération nationale en Asie du Sud Est ». *Studia diplomatica* 38 (4), 1985 : 453-469.

L'élaboration de la politique soviétique en Asie du Sud-Est dépend de deux facteurs : une démarche idéologique, liée à la décolonisation et un intérêt stratégique dans la compétition avec les grandes puissances rivales : Etats-Unis, Chine. Sur le terrain, l'intérêt stratégique semble primordial, en particulier lorsqu'il s'agit de garantir la sécurité des frontières orientales de l'URSS ; mais le soutien au mouvement de libération nationale dans les pays de l'ASEAN reste un objectif important.

4335. NJOROGE, Lawrence M. – « The Japan – Soviet Union territorial dispute : an appraisal ». *Asian Survey* 25 (5), mai 85 : 499-511.

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, le Japon réclame en vain à l'URSS la souveraineté sur 4 îles du Nord du Pacifique. Le règlement de ce litige, qui serait profitable aux deux pays, ne pourra se faire que si le Japon change de stratégie.

4336. MAC FARLANE, S. Neil – « The Soviet conception of regional security ». *World Politics* 37 (3), avr. 85 : 295-316.

Le fait que l'Union soviétique ait des conceptions complètement différentes de celles du bloc occidental au sujet des conflits dans les Tiers-Monde, du rôle des autres puissances, et des relations Est/Ouest à l'égard du Tiers-Monde est un obstacle considérable à la coopération Est/Ouest sur les problèmes de sécurité dans le Tiers-Monde.

4337. MACKINTOSH, Malcolm – « The Russian attitude to defence and disarmament ». *International Affairs* 61 (3), été 85 : 385-394.

L'histoire et les traditions qui ont marqué le peuple russe influent encore aujourd'hui sur la conception soviétique de la défense et du désarmement : le rôle de grande puissance européenne tenu sous le tsarisme explique la volonté soviétique de domination et de supériorité militaire en Europe.

4338. Mc CONNEL, James M. – « Shifts in Soviet news on the proper focus of military development ». *World Politics* 37 (3), avr. 85 : 317-343.

L'URSS a effectué plusieurs virages en matière stratégique : accent sur l'armement conventionnel sous Khroutchev, retour au nucléaire en 1965 et depuis 1877, développement simultané des armes conventionnelles et des armes nucléaires, pour répondre aux changements stratégiques effectués par les Etats-Unis : on peut conclure à un schéma de type action-inaction, inaction-action, impliquant des ripostes asymétriques.

4339. BEKAREVICH, Anatoli ; SOKOLOVA, Soya – « Tendencias básicas de las investigaciones soviéticas sobre Cuba después del triunfo de la revolucíon cubana ». *Economia y desarrollo* (85), avr. 85 : 11-23.

Evolution et bilan de la recherche soviétique sur la révolution et sur la construction du socialisme à Cuba.

Economie et finances

Voir aussi : n° 4436

4340. ZIEGLER, Charles E. – « Soviet images of the environment ». *British Journal of Political Science* 15 (3), juil. 85 : 365-380.

Pour les Soviétiques, les problèmes de l'environnement sont secondaires, voire sans intérêt. Il n'existe pas de mouvement écologiste en URSS et quelques spécialistes qui s'intéressent à la protection de l'environnement se contentent de proposer une utilisation plus rationnelle des ressources sans remettre en cause ni la croissance, ni les structures économiques.

4341. BRADA, Joseph C. ; HOFFMAN Dennis L. – « The productivity differential between Soviet and Western capital and the benefits of technology imports to the Soviet economy ». *The Quarterly Review of Economics and Business* 25 (1), print. 85 : 6-18 ; tabl. ; bibliogr.

La productivité du capital importé de l'Occident et employé dans l'industrie soviétique n'est pas plus grande que celle du capital produit en URSS. Les transferts de technologie sont en fait utilisés pour combler les lacunes technologiques dans la production.

4342. MILLER, Roger, F. – « Agrarpolitik von Breshnew bis zu Tschernenko » (La politique agricole de Brejnev à Tchernenko). *Osteuropa* 35 (6), juin 85 : 405-424 ; bibliogr. ; tabl.

Avant la mort de Brejnev il a été décidé en URSS d'augmenter la quantité et la qualité de la production de vivres, ce qui pose beaucoup de problèmes d'organisation, d'autant plus que la direction du parti essaye d'ouvrir et de rendre plus souple la production privée. D'autre part, il y a un manque de main-d'œuvre et de machines agricoles et des problèmes de climat.

4343. ROWEN, Henry S. – « Du beurre ou des canons et autres choix difficiles pour Moscou ». *Revue d'études comparatives Est-Ouest* 16 (2), juin 85 : 63-74.

Compte tenu des mauvais résultats de l'économie soviétique au cours des deux dernières années et de la morosité des prévisions, la nécessité d'un véritable changement, soit des priorités, soit du mode de fonctionnement du système s'impose. Les choix économiques à opérer dans cette perspective de faible croissance ont des répercussions sur la sécurité internationale : maintien ou non d'un important budget militaire, importations ou non de produits alimentaires.

4344. NOORZOY, M.S. – « Long-term economic relations between Afghanistan and the Soviet Union : an interpretative study ». *International Journal of Middle East Studies* 17 (2), mai 85 : 151-173.

Poursuivant la même politique expansionniste que la Russie à l'égard de l'Afghanistan, l'URSS, depuis son invasion de l'Afghanistan, cherche à créer des liens économiques étroits entre les deux pays ; cette politique n'a pas vraiment abouti parce que les soviétiques ne contrôlent pas les moyens de production ni les transports et qu'ils n'ont pas fait d'investissements à grande échelle.

Vietnam

Voir aussi : n° 3104, 3796, 4313, 4415

4345. THAI QUANG TRUNG – « La décomposition du pouvoir vietnamien ». *Politique internationale* (28), été 85 : 137-151 ; résumés en anglais et en espagnol.

Contrairement à Ho Chi Minh qui s'était maintenu à égale distance de la Chine et de l'URSS, Le Duan, Secrétaire du PC vietnamien soutenu part Le Duc Tho a choisi l'alliance avec l'URSS. Mais, à la veille de la relève, le Parti traverse une grave crise de confiance.

4346. STERN, Lewis M. – « The overseas Chinese in the socialist Republic of Vietnam, 1979-82 ». *Asian Survey* 25 (5), mai 85 : 521-536.

Après l'avoir jugé incompatible avec l'économie socialiste, le PC vietnamien a reconnu entre 1979 et 82 l'utilité du petit commerce chinois dans le redémarrage économique. Depuis décembre 1982, il est de nouveau résolu à éliminer toute structure commerciale bourgeoise, autant que les Chinois sont déterminés à maintenir leur commerce.

II
RELATIONS INTERNATIONALES ET ETUDES COMPARATIVES

Etudes politiques

Problèmes intérieurs

4347. ROSE, Richard – « La fierté nationale dans une perspective comparative ». *Revue internationale des sciences sociales* 37 (1), 1985 : 95-108 ; tabl. ; bibliogr.

Une étude conduite en 1981 dans 15 pays développés fait apparaître la vivacité du sentiment national : l'immense majorité des personnes interrogées se déclare fière ou très fière de son pays (de 96 % pour les Etats-Unis à 59 % pour la RFA). Toutefois des variations dans l'ampleur du phénomène reflètent l'histoire récente et l'évolution des systèmes de valeurs : les vaincus de 1945, les jeunes, les électeurs de gauche se montrent moins attachés au patriotisme.

4348. WALDMANN, Peter – « Gewaltsamer Separatismus. Am Beispiel der Basken, Franco-Kanadier und Nordiren » (Séparatisme violent. L'exemple des Basques, des Franco-canadiens et des Irlandais du nord). *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie* 37 (2), 1985 : 203-229 ; bibliogr.

L'exemple du séparatisme violent des Basques, des Franco-canadiens et des Irlandais du nord permet une analyse de la situation historique de ces trois minorités avec leurs particularités. Il faut se poser les questions suivantes : qui sont les séparatistes violents ? Quelle différenciation y-a-t-il entre l'aspect social et l'aspect ethnique des conflits ? Quelle est la relation entre la légitimité et le mythe ?

4349. « Le management public entre les politiques nationales et les stratégies des organisations publiques ». *Politiques & (et) management public* 3 (1 et 2), mars et juin 85 : 221 et 245 p. ; résumés en anglais.

Deux numéros spéciaux consacrés aux actes du premier colloque international de la revue, tenu à Paris les 26, 27 et 28 septembre 1984, qui se donnait pour but d'étudier les modalités de coordination et de conciliation entre les politiques décidées par le « centre » et les stratégies des organisations « périphériques », qui sont en quête permanente d'autonomie. Les relations

et interactions entre Etat et collectivités territoriales, entre administrations centrales et services extérieurs, entre Etat et entreprises publiques, les jeux de l'intégration et de l'autonomie des organisations publiques sont examinés successivement au travers de l'analyse des politiques. Voir dans le n° de mars : CROZIER, Michel : n° 4189 ; LAUFER, Romain : n° 4351 ; ROSE, Richard : n° 4347 ; ASHFORD, Douglas E. : n° 4370 ; FREVILLE, Yves ; GUENGANT, Alain : n° 4231 ; HILL, Michaël : n° 4247. Et dans le n° de juin : CABATOFF, Kenneth ; IEZZONI, Massimo : n° 4076 ; ANASTASSOPOULOS, Jean-Pierre : n° 4222 ; RUFFAT, Jean : n° 4222 ; LAFAY, Jean Dominique : n° 4379 ; WICKHAM, Sylvain : n° 4379. BRANA, Francisco J. : n° 4124 ; CHELIMSKY, Eleanor : n° 4133 ; FRIEDBERG, Erhard ; URFALINO, Philippe : n° 4204 ; GERBAUX, Françoise : n° 4221.

4350. DUNLEAVY, Patrick – « Bureaucrats, budgets and the growth of the State ». *British Journal of Political Science* 15 (3), juil. 85 : 299-328 ; tabl., graph.

Les modèles de « maximisation budgétaire » proposés par les théoriciens du « public choice » reposent sur une méconnaissance du fonctionnement de l'administration et du comportement des décideurs. Une approche rationnelle devrait plutôt être fondée sur un autre modèle : le modèle « bureau-shaping », qui accorde la priorité à la formation, au sein des administrations, de véritables équipes, motivées et concurrentielles.

4351. LAUFER, Romain – « Gouvernabilité et management des systèmes administratifs complexes ». *Politiques & (et) management public* 3 (1), mars 85 : 25-48 ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Gouverner un sytème administratif demande de disposer d'une autorité légitime et d'un savoir légitime, et de les articuler. L'histoire de ces légitimités et de leur remise en cause recouvre celle des systèmes administratifs et de la distinction entre secteur public et secteur privé : au critère de la puissance publique succède celui du service public, puis la crise des critères, correspondant à l'apparition de systèmes administratifs complexes, et à la difficulté croissante d'articuler politiques nationales et stratégies organisationnelles. Le management apparait alors, après l'organisation et méthode et la RCB, comme l'ultime et incontournable tentative d'adaptation.

4352. BRAS, Jean Philippe – « Les fonctions publiques étrangères dans la crise économique mondiale, retranchement ou rationalisation ». *Economie et humanisme* (283), juin 85 : 41-50.

Suite à la crise économique mondiale, avec des méthodes divergentes, les pays industrialisés et les pays en voie de développement ont adopté une politique de retranchement c'est-à-dire de réduction des effectifs de la fonction publique et des rémunérations ou, ainsi que le préconise l'administration Reagan la performance devient le critère déterminant de l'évolution dans les carrières et les rémunérations au détriment de l'ancienneté.

4353. STROM, Kaare – « Governi di minorenza e democrazie parlamentari ». *Rivista italiana di scienza politica* 15 (2), août 85 : 167-206 ; tabl. ; résumé en anglais.

Les gouvernements de minorité sont un phénomène assez répandu dans les démocraties parlementaires ; bien qu'on les associe en général aux idées de crise politique, d'instabilité du système, de polarisation, etc., ils représentent plutôt des réponses rationnelles à certaines situations, où les partis d'opposition peuvent influencer le processus législatif et où la participation au gouvernement n'est pas électoralement rentable. Moins durables que les coalitions majoritaires, ces cabinets s'avèrent le plus souvent récompensés par d'ultérieures consultations électorales.

4354. « Women in politics ». *International Political Science Review* 6 (3), 1985 : 277-396 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en français.

Suite d'articles. En Afrique francophone, au Brésil, en Italie, en Pologne, en Yougoslavie, en Turquie, les femmes ne sont que faiblement représentées dans les élites politiques, du fait de leurs tâches ménagères et de l'ostracisme masculin, et la crise aggrave encore cette situation. En Europe, le vote féminin a maintenu au pouvoir les conservateurs. Cependant les stratégies politiques féminines se transforment sous l'effet du féminisme.

4355. GOL, Jean – « Aspects internationaux du terrorisme et de sa répression ». *Studia diplomatica* 38 (4), 1985 : 379-389.

A travers un historique des conventions internationales de lutte contre le terrorisme, de celle de Genève en 1937 à la convention européenne signée à Strasbourg en 1977, apparaît une évolution fondamentale du concept de droit d'asile, invoqué par certains pour s'opposer à la convention européenne de répression du terrorisme.

4356. La société d'information

a. « The information society : unveiling some contradictions ». *Media, Culture and Society* 7 (3), juil. 85 : 267-383.
Suite d'articles sur les implications réelles de la « société de l'information », thème souvent étudié d'une manière trop simpliste et superficielle. Voir notamment : ARRIAGA, Patricia : « Toward a critique of the information economy » ; JUSSAWALLA, Meheros : « Constraints on economic analysis of transborder daa flows » ; BECKER, Joy : n° 4021 ; MANSELL, Robin E : n° 4081 ; SALINAS BASCUR, Raquel : n° 4389.

b. « La société d'information en question ». *Futuribles* (90), août 85 : 39-59.
Trois articles sur le rôle grandissant de l'information dans nos sociétés, les évolutions impliquées (la crise, les « emplois du futur ») et les risques encourus. Voir : VOGE, Jean : n° 4172 ; BLANC, Gérard : « Attention information ! » ; SOUPIZET, Jean-François : « Informatique et information. Introduction à une typologie de l'information ».

4357. Recherche biologique et médicale

a. JACQUARD, Albert – « La tentation eugénique ». *Futuribles* (90), août 85 : 61-71.
L'eugénisme ne permettra pas de supprimer la misère ou d'améliorer l'intelligence humaine. L'être humain dans son patrimoine génétique conserve une grande liberté et aucun gène, ne peut à lui seul, en faire un monstre ou un génie : l'homme se fabrique lui-même.

b. « Aspects éthiques de la technologie génétique ». *Objectif Europe* (28), mars 85 : 7-57.
Suite d'articles consacrés aux problèmes juridiques et éthiques posés par les manipulations génétiques, la fécondation extracorporelle et le génie génétique en général.

Problèmes internationaux

4358. BEBLER, Anton – « Les marxistes et le désarmement ». *Etudes polémologiques* (34), 2e trim. 85 : 87-107.

De Marx à Brejnev, en passant par Lénine, bien des textes traitent du désarmement : plusieurs courants se dessinent, marqués par les réalités historiques des diverses périodes, qui font du désarmement plus un thème tactique qu'une orientation stratégique.

4359. « Dissuasion infra-nucléaire : principes de dissuasion civique ». *Cahiers d'études stratégiques* (6), janv. 85 : 5-79.

Numéro consacré au retour dans la pensée stratégique du principe d'une dissuation classique acentrée, purement défensive : le débat doctrinal, la conceptualisation de la doctrine, les scénarios de l'institutionalisation de la dissuasion civique.

4360. BONIFACE, Pascal – « Mesures de confiance et maîtrise des armements ». *Etudes polémologiques* (34), 2e trim. 85 : 67-86 ; bibliogr. ; résumé en anglais et en espagnol.

Les mesures de confiance peuvent se définir comme tout échange d'information ou tout moyen permettant ou prévoyant un échange d'informations portant sur des postures militaires sans pour autant réglementer le niveau d'armement ; il ne s'agit donc ni de contrôle ni de maîtrise des armements, mais de moyens préparatoires à ce contrôle et cette maîtrise.

4361. ORFEI, Ruggero – « Le incognite dell'innovazione tecnologica nelle relazioni internazioli ». *Politica internazionale* 13 (7-8), août 85 : 5-22.

Les causes invoquées alors ne justifient pas l'interruption des négociations de Genève en 1983 : c'est la prise de conscience par les parties en présence de la profonde mutation de la technologie militaire qui en est la cause. La limitation du nombre de têtes nucléaires perd toute signification devant les armes « intelligentes », et les nouvelles technologies, exposées dans l'IDS américaine, pourraient même rendre obsolète l'arme nucléaire.

4362. « Weapons in space ». *Daedalus* 114 (2 et 3), print. et été 85 : 9-189 et 193-394.

Deux numéros spéciaux consacrés aux nouvelles armes de l'espace, alors que l'Initiative de défense stratégique lancée par R. Reagan remet en question toutes les précédentes théories de dissuasion nucléaire, en introduisant un concept défensif autre que la destruction mutuelle assurée. Leur contexte légal vis-à-vis du traité ABM de 1972, les réactions des alliés des Etats-Unis. Voir notamment : dans le n° 2, print. 85 : HAFNER, Donald C. n° 4151 ; dans le n° 3, été 85 : BERTRAM, Christophe, n° 4432.

4363. L'arme nucléaire

a. « The atomic age ». *Bulletin of the American Scientists* 41 (7), août 85 : 38-75.
Suite d'articles sur les préjugés des masses à propos de l'ère atomique, la réalité de la menace d'une guerre nucléaire et l'expérience concrète du Japon en matière de conflit nucléaire. Aujourd'hui, ce pays dont la population a été élevée dans le pacifisme le plus absolu depuis 1945, tente d'oublier les expériences de l'histoire.

b. « Symposium on ethics and nuclear deterrence ». *Ethics* 95 (3), avr. 85 : 441-739.
Numéro spécial consacré à la déontologie des politiques d'armement nucléaire à travers des articles de philosophes et de stratèges. Des divergences d'opinion apparaissent parmi ces deux groupes mais la vision hobbesienne du monde qui prévaut chez les stratèges justifie intrinsèquement l'arme nucléaire alors que les philosophes sont divisés entre les déontologues et les utilitaristes.

c. NOYER, Jean Max – « Regards critiques sur le continuum dissuasif ». *Etudes polémologiques* (34), 2e trim. 85 : 109-148 ; résumé en anglais et en espagnol.
L'arme nucléaire a engendré la nucléarisation de la politique internationale, des relations internationales tant entre les nations détentrices de cette arme qu'entre celles-ci et les autres nations du fait de l'hégémonie mondiale des superpuissances. Dans ce contexte la dissuasion apparaît comme une mise sous tension généralisée.

d. WOHLSTETTER, Albert – « Between an unfree world and none ». *Foreign Affairs* 63 (5), été 85 : 962-994.
On sait désormais qu'une guerre nucléaire, même limitée, détruirait l'espèce humaine, mais on ne doit pas pour autant préférer être « rouge », car rien n'empêcherait un Etat totalitaire de recourir à l'arme atomique et aussi d'entraîner toutes les civilisations dans la mort.

Problèmes idéologiques

4364. MELUCCI, Alberto – « Movimenti sociali negli anni'80 : alla ricerca di un oggetto perduto ? » *Stato e mercato* (14), août 85 : 229-251 ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Plus que les sujets de l'action collective, les mouvements sociaux en sont les acteurs. Concentrés sur des objectifs spécifiques, ils connaissent successivement des moments de mobilisation et des moments de latence. Les conflits où ils interviennent n'ont pas pour issue la victoire ou la défaite, mais sont des moteurs de mutation. Enfin, ils n'empruntent pas les formes traditionnelles de représentation politique, mais transmettent leur message de façon plus souple, et sont à l'origine de nouveaux schémas culturels.

4365. TIMMERMANN, Heinz – « The Cominform effects on Soviet foreign policy ». *Studies in Comparative Communism* 18 (1), print. 85 : 3-23.

Fondé en 1947, dissous en 1956, le Kominform a joué un rôle négatif dans l'évolution du communisme dans le monde. Au cours de cette période, le soutien apporté par les partis communistes européens au PCUS devait être inconditionnel, sous peine d'exclusion : ce fut le cas de la Yougoslavie dès

1948. Cette conception des relations entre partis communistes n'a pas été totalement abandonnée depuis.

4366. « Die neuen Konservativen » (Les nouveaux conservateurs) *Das Argument* 27 (152), août 85 : 490-542 ; bibliogr.

Suite d'articles sur le « néo-conservatisme », projet de renouvellement de la droite politique qui voit dans les nouvelles technologies la possibilité de sortir de la crise et dont différentes variantes apparaissent aux Etats-Unis, en France et en Grande-Bretagne.

Organisation internationale

4367. FORSYTHE, David P. – « The United Nations and human rights, 1945-1985 ». *Political Science Quarterly* 100 (2), été 85 : 249-269.

Bilan de l'action des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme, au cours de la période 1945-1985, qui peut être divisée en trois phases : de 1945 à 1954, élaboration de textes et normes fondamentaux ; de 1954 à 1967, recherches et études, dans un climat d'optimisme ; depuis 1967, actions ponctuelles, dans une perspective plus réaliste.

4368. MEYROWITZ, Henri – « Le protocole additionnel I aux Conventions de Genève de 1949 et le droit de la guerre maritime ». *Revue générale de droit international public* 89 (2), 1985 : 243-298.

Contrairement aux thèses avancées par M. Rauch dans son rapport rédigé en 1984 pour la Société internationale de droit pénal militaire et de droit de la guerre terrestre, le protocole additionnel I qui est consacré au droit de la guerre terreste ne modifie pas les règles relatives à la guerre économique maritime en raison de la différence fondamentale et absolue entre ces deux droits en particulier la non-discrimination entre les combattants et la population civile sur terre et entre les biens sur mer. Quant aux règles relatives aux actes de violence contre les navires marchands, le Protocole I les a laissées dans l'état où elles se trouvaient.

4369. GONNOT, Pierre Charles – « L'ONU et le maintien de la paix ». *Défense nationale* 41, juil. 85 : 59-74.

En étudiant l'évolution du concept de force de maintien de la paix de l'ONU, on constate qu'aujourd'hui la FINUL se caractérise par un niveau d'engagement politique qui aurait été inconcevable dans le passé pour les grandes puissances. Pour l'avenir, on peut penser que les enseignements tirés de l'expérience en cours seront intéressants quand sera créé un nouvel instrument militaire onusien comme par exemple le GANUPT préparé depuis 1979 pour intervenir en Namibie.

Etudes sociales

4370. ASHFORD, Douglas E. – « Les apects politiques des politiques de solidarité sociale ». *Politiques & (et) management public* 3 (1), mars 85 : 107-133 ; tabl. ; résumé en anglais.

Malgré leur immense importance dans la vie politique de toutes les démocraties modernes, les aspects politiques de la solidarité sociale sont liés aux circonstances historiques, constitutionnelles et politiques qui ont modelé chaque démocratie. Ainsi, la manière dont certains services sociaux locaux sont fournis, comme les services sociaux personnels en Grande-Bretagne, l'aide sociale en France et les centres de soins communautaires aux Etats-Unis, s'est-elle conformée aux données nationales et à la pratique budgétaire qui caractérisent chaque système.

4371. HAGAN, John et al. – « The class structure of gender and delinquency : toward a power-control theory of common delinquent behavior ». *American Journal of Sociology* 90 (6), mai 85 : 1151-1178 ; tabl. ; bibliogr.

Analyse néo-marxiste de la relation entre délinquance d'une part, classe et sexe, d'autre part.

4372. BERNARDES, John – « " Family ideology " : identification and exploration ». *The Sociological Review* 33 (2), mai 85 : 275-297 ; bibliogr.

La spécificité du concept d'« idéologie de la famille » à travers les travaux consacrés à ce thème aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne.

4373. CIBORRA, Claudio ; MAGGIOLINI, Piercarlo – « Il telelavoro : organizazione e implicazioni sindacali ». *Rassegna sindacale. Quaderni* 22 (113), avr. 85 : 39-48 ; bibliogr.

Le « télétravail » est de plus en plus considéré comme une solution d'avenir, déjà expérimenté, par exemple par la DGT en France. Particulièrement adapté aux catégories de travailleurs hautement qualifiés, il pose cependant des problèmes quant à la protection syndicale des travailleurs faiblement qualifiés.

4374. La conférence de Mexico

a. FINKLE, Jason L. ; CRANE, Barbara B. – « Ideology and politics at Mexico city : the United States at the 1984 International conference on population ». *Population and Development Review* 11 (1), mars 85 : 1-28 ; résumés en français et en espagnol.
Alors que la Conférence de Bucarest en 1974 avait été dominée par les discussions sur le Nouvel ordre économique international, celle de Mexico en 1984 a surtout débattu de la position américaine, anti-planning familial, pour des raisons purement internes.

b. DEMENY, Paul – « Bucarest, Mexico city, and beyond ». *Population and Development Review* 11 (1), mars 85 : 99-106 ; résumés en français et en espagnol.
Il semble probable que les recommandations de la Conférence de Mexico en 1984 ne seront pas plus mises en œuvres par les pays qui les ont acceptées que celles de la Conférence de Bucarest en 1974.

Etudes économiques

Problèmes intérieurs

4375. WALKER, Richard A. – « Is there a service economy ? The changing capitalist division of labor ». *Science and Society* 49 (1), print. 85 : 42-83.

Selon des théories largement répandues aujourd'hui, les économies avancées sont entrées dans l'ère post-industrielle, le secteur des services ayant remplacé le secteur manufacturier comme moteur de la croissance. Un examen critique de la notion de services, à la lumière de la théorie marxiste du capital, montre qu'en fait l'essentiel de cette nouvelle économie de services peut s'analyser selon les termes classiques de l'industrialisation capitaliste, le cadre de base de l'économie reste d'une constance remarquable, bien que les formes du capitalisme évoluent constamment.

4376. HIBBS, Douglas A. Jr. – « Performances et politiques macroéconomiques et politique électorale dans les démocraties industrielles ». *Revue internationale des sciences sociales* 37 (1), 1985 : 69-81 ; tabl., graph.

Les politiques macroéconomiques des gouvernements démocratiques obéissent à des pressions politico-électorales plus qu'aux normes idéales de la rationalité économique. Leurs options constituent la solution d'un problème d'optimisation dont la fonction objective serait un modèle de la popularité politique et où les contraintes seraient représentées par une formalisation économétrique de la macro-économie.

4377. KEMAN, Hans – « Economic decline, cold war structure and the trade-off between welfare and warfare in 17 capitalist democracies ». *Current Research on Peace and Violence* 8 (1), 1985 : 24-36 ; tabl., graph.

Il semble que ce n'est que depuis 1973 que l'effort militaire effectué dans 17 pays capitalistes ait été réalisé aux dépens du développment économique général et qu'il y ait eu un choix en faveur des « canons » aux dépens du « beurre ». Ceci s'explique par la crise économique mondiale et la relance de la guerre froide.

4378. ARCHIBUGI, Franco – « Un nuovo modello di occupazione : l'économie associative ». *Rassegna sindacale. Quaderni* 22 (113), avr. 85 : 13-38 ; bibliogr.

Dans les pays industrialisés, certaines mutations structurelles de l'économie, en particulier un nouveau modèle de consommation lié à la société post-industrielle, ont contribué à largement bouleverser le marché du travail et de l'emploi. Or, les secteurs traditionnels de l'emploi (public et privé) ne peuvent faire face à cette nouvelle demande, ni à la crise de l'emploi qu'elle engendre. Des politiques favorisant de « nouveaux modèles d'occupation » à travers la mise en place d'un tiers secteur doivent être élaborées ; la promotion d'un secteur associatif, dans le cadre d'une planification globale, est la première solution à envisager.

4379. Les entreprises publiques

a. ROSE, Richard – « La responsabilité devant les électeurs et devant le marché : les choix offerts aux organisations publiques ». *Politiques & (et) management public* 3 (1), mars 85 : 49-77 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en anglais.
Les gouvernants des Etats marqués par la solidarité sociale et l'économie mixte doivent faire des arbitrages entre leur responsabilité de gestion de l'économie. Si l'Etat est responsable politiquement des biens collectifs qu'il produit (défense, police, santé) et les entreprises publiques responsables devant le marché des produits publics qu'elles commercialisent, les responsabilités des organisations fournissant des biens tutélaires (éducation), sont plus difficiles à déterminer, alors qu'elles croissent plus vite que les autres.

b. LAFAY, Jean-Dominique – « Les entreprises publiques selon la théorie économique de la politique ». *Politiques & (et) management public* 3 (2), juin 85 : 115-140 ; graph. ; bibliogr. ; résumé en anglais.
La théorie économique de la politique permet de combler les lacunes de l'économie politique traditionnelle quant à l'explication des raisons positives de l'approbation publique (les motifs de revenu, de distribution et de stabilisation prennent alors le pas sur les motifs d'affectation des ressources), et quant à l'analyse du fonctionnement effectif des entreprises publiques (en se concentrant sur le comportement des groupes qui en sont parties prenantes).

c. WICKHAM, Sylvain – « Biais marketing international des entreprises publiques ». *Politiques & (et) management public* 3 (2), juin 85 : 141-151 ; bibliogr. ; résumé en anglais.
Les entreprises publiques, généralement créées pour des raisons d'économie intérieure, voient dans les opérations internationales l'ultime refuge de leur autonomie. Leurs stratégies internationales se caractérisent par des démarches empiriques et peu systématiques, des politiques des prix souvent agressives sur le marchés occidentaux, et l'excellence dans les grands contrats et les opérations de coopération technologiques avec le Tiers-Monde.

4380. « Les institutions financières et les grandes mutations de l'épargne ». *Eurépargne* 14 (8-9), sept. 85 : 1-87.

Numéro consacré aux actes des 11e journées d'études du Bischenberg, les 10 et 11 mai 1985 : face à la multiplication des besoins de financement et à la diversification des produits offerts, la concurrence dans l'offre des produits d'épargne s'est accrue tandis que la demande ne progressait guère : si les épargnants deviennent de plus en plus calculateurs, l'effort d'épargne diminue d'année en année ; l'épargne immobilière fléchit, mais l'épargne financière se maintient. Les intitutions financières doivent s'adapter à ces évolutions.

Problèmes internationaux

4381. DELL, Edmund – « Interdependence and the judges : civil aviation and antitrust ». *International Affairs* 61 (3), été 85 : 355-373.

L'action civile intentée en 1982 par le liquidateur de Laker Airways aux Etats-Unis, combine deux éléments d'ordre juridique qui ont chacun été dans le passé source de conflits ; les accords de service aérien conclus entre gouvernements (en l'occurence l'accord des Bermudes de 1977 entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis) et l'application par les Etats-Unis de la législation anti-trust aux entreprises étrangères : pour la Grande-Bretagne, l'application des lois anti-trust constitue une violation de l'accord des Bermudes, ce que contestent les Etats-Unis.

4382. LEFF, Nathaniel H. – « The use of policy-science tools in public sector decision making : social benefit cost analysis in the World Bank ». *Kyklos* 38 (1), 1985 : 60-76 ; résumés en allemand et français.

Pour ses choix en matière d'investissements dans les pays du Tiers-Monde, la Banque mondiale utilise le critère des priorités inter-sectorielles. Il serait souhaitable qu'une autre approche soit également adoptée : l'analyse en termes de bénéfices et de coûts sociaux.

4383. KAHLER, Miles – « Politics and international debt : explaining the crisis ». *International Organization* 39 (3), été 85 : 357-382.

La plupart des explications de la crise de la dette internationale sont économiques. Pourtant une explication politique de cette crise est d'autant plus nécessaire que, depuis 1982, l'intervention politique des gouvernements et des organisations internationales est devenue plus ouverte. Les gouvernements des pays développés conduits par les Etats-Unis, les banques commerciales et les organisations cherchent à assurer la stabilité du sytème financier international.

4384. WELLONS, Philip A. – « International debt : the behavior of banks in a politicized environment ». *International Organization* 39 (3), été 85 : 441-471.

d'origine est un aspect peu étudié dans le débat sur la crise de la dette internationale. L'examen des relations entre les grandes banques multinationales et leur pays Certains pays tels que la France, l'Allemagne fédérale, le Japon, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne sont des acteurs importants au sein du système de la dette internationale et les banques multinationales tiennent compte de leurs politiques pour prendre des décisions concernant la répartition du crédit et des coûts.

4385. HAGGARD, Stephan – « The politics of adjustement : lessons from the IMF's Extended Fund Facility ». *International Organization* 39 (3), été 85 : 505-534.

Les programmes d'ajustement du FMI sont en général considérés comme politiquement déstabilisants, notamment pour les régimes démocratiques ou « corporatistes » (Jamaïque, Sri Lanka, Mexique), les régimes autoritaires semblant mieux adaptés à ces programmes (Zaïre, Haïti). Toutefois, en dehors du rôle que joue le régime politique, trois autres facteurs sont importants pour expliquer la capacité d'un régime à opérer des ajustements économiques : la cohésion et l'orientation idéologique des élites bureaucratiques, la disponibilité des ressources et l'importance des structures administratives.

Produits et marchés

4386. GUILLEMIN, Claude – « Matières premières minérales et énergétiques : quels enjeux ? » *Futuribles* (90), août 85 : 3-36 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Après avoir été l'objet d'une soudaine inquiétude quant aux risques de pénurie, les ressources minérales ont surtout servi de bouc émissaire à la crise. Le bilan de la situation des ressources fait apparaître non pas un problème de pénurie mais de coût et montre la nécessité d'une politique rationnelle d'exploitation et de recyclage.

4387. TOUSCOZ, Jean – « Les nouveaux contrats d'exploration-production pétrolière ». *Journal de droit des affaires internationales* (2), 1985 : 151-170 ; résumé en anglais.

Les contrats d'exploration d'hydrocarbures conclus depuis 1980 reflètent l'évolution de la situation énergétique mondiale et de l'économie internationale : à l'antagonisme entre pays d'acceuil et compagnies se substitue souvent un esprit de coopération tenant compte des exigences des interdépendances en matière énergétique.

Développement et assistance internationale

Voir aussi : n° 4230, 4309, 4336, 4383, 4435

4388. BROCK, Lothar – « Menschenrechte und Entwicklung » (Les droits de l'homme et le développement). *Aus Politik und Zeitgeschichte*, (27), 6 juil. 85 : 3-16 ; bibliogr.

Sous l'influence des pays en développement la notion de droits de l'homme a été élargie en y introduisant le terme de droits collectifs. Pendant que la discussion des droits de l'homme aux Nations Unies a ainsi évolué, la réalité des droits de l'homme au sein des pays en développement s'est aggravée.

4389. SALINAS BASCUR, Raquel – « Information in the Third World : adjusting technologies or strategies ? » *Media, Culture and Society* 7 (3), juil. 85 : 355-368.

L'établissement d'un « nouvel ordre international de l'information » a soulevé de larges débats dans les années 70. L'un des principaux succès de la lutte des pays en voie de développement pour entrer dans la « société de l'information » fut l'établissement d'agences de presse nationales et de réseaux d'échanges des informations. Pourtant, actuellement, le gouffre entre les pays riches et les pays pauvres en information devient de plus en plus profond et aggrave le problème de l'endettement des pays du Tiers-Monde : dans les négociations avec les organismes financiers internationaux, l'information est un atout stratégique dont les pays débiteurs ne peuvent pas bénéficier.

4390. ALLEN, Julia C. ; BARNES, Douglas F. – « The causes of deforestation in developing countries ». *Annals of the Association of American Geographers* 75 (2), juin 85 : 163-184 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Dans les pays du Tiers-Monde, déjà très touchés par la hausse des prix du pétrole, la déforestation risque de compromettre une importante source d'énergie (bois et charbon de bois). Cette déforestation est directement liée à la croissance démographique et à l'expansion agricole.

4391. PRECHEL, Harland – « The effects of exports, public debt, and development on income inequality ». *The Sociological Quarterly* 26 (2), été 85 : 213-234 ; tabl. ; bibliogr.

Des données portant sur 46 pays confirment que les politiques orientées vers l'exportation se traduisent par une augmentation des inégalités de revenus, notamment dans les pays en développement.

4392. WICKHAM, Peter – « The choice of exchange rate regime in developing countries. A survey of the literature ». *Staff Papers* 32 (2) juin 85 : 248-288.

Analyse des divers éléments à prendre en considération pour la détermination de la politique relative aux taux de change dans les pays du Tiers-Monde. Quel est le coût qu'entraîne la fluctuation de ces taux, comment le réduire, quelle valeur de référence adopter ?

4393. FOLKERTS-LANDAU, David – « The changing role of international bank lending in development finance ». *Staff Papers* 32 (2), juin 85 : 317-363.

Au cours des années 70, la source essentielle des capitaux privés destinés à financer le développement a changé. Le marché obligataire international et

l'investissement direct ont été progressivement remplacés par le marché des crédits bancaires internationaux. Etude des modifications qu'ont connues les institutions financières et de leur effet sur ce nouveau mode de financement.

4394. FOSCANEANU, Lazar – « Endettement extérieur, renégociation des dettes, contrôle du crédit transnational ». *Revue générale de droit international public* 89 (2), 1985 : 299-352 ; tabl., bibliogr.

Causes et conséquences du surendettement international ; les mesures de restructuration de la dette extérieure des pays déficitaires ; les mesures nationales et internationales destinées à éviter l'apparition ou l'aggravation des crises de surendettement par le contrôle du crédit transnational.

Etudes régionales

Afrique

Voir aussi : n° 4011, 4057, 4431

4395. NKONDO, Mukendi – « Eglise et changement social en Afrique ». *Peuples noirs – peuples africains* (45), juin 85 : 35-45.

L'Eglise africaine demeure par sa structure extravertie et dépendante un élément important du système de domination impérialiste sévissant sur ce continent. Pourtant l'Eglise représente une force sociale importante, elle devrait donc se mettre au service des masses populaires.

4396. MUNZIHIRWA, Mzee – « Aux racines du développement, le rôle de la femme ». *Zaïre-Afrique* (196), août 85 : 349-361.

En Afrique, la femme reste avant tout perçue comme mère malgré son rôle économique, religieux et politique. La promotion du droit de la femme passe par celle du développement humain global.

4397. RONDOT, Pierre – « Le grand Maghreb arabe : espoirs et contradictions ». *Défense nationale* 41, juil. 85 : 93-109.

Dans l'histoire du monde arabe, le rassemblement régional des seuls pays du Maghreb peut paraître plus naturel. Cependant ce regroupement partiel et limité n'est pas non plus donné, l'histoire l'a rarement réalisé. Différentes initiatives, tentatives, traités (Tunis en mars 1983 ; Oujda en août 1984) n'ont pas réussi à venir à bout du principal obstacle qui semble bloquer toute évolution diplomatique en vue de la construction du grand Maghreb arabe : l'obstacle sahraoui.

4398. LUCKHAM, Robin – « Riarmo e militarizzazione in Africa ». *Politica internazionale* 13 (7-8), août 85 : 107-126 ; tabl., graph.

Sur 50 pays africains, 25 sont dirigés par des gouvernements militaires. Ce chiffre ne fait que souligner le renforcement et la consolidation de la militarisation de l'Afrique, zone de conflits privilégiée, fortement importatrice d'armes et où les interventions de troupes étrangères font partie des programmes stratégiques des grandes puissances. Ce réarmement général, malgré les clauses du traité de l'OUA ou de l'ECOWAS, est parallèle à une diminution des revenus per-capita et une dramatique augmentation des problèmes alimentaires.

4399. La littérature africaine

a. MASA-PEARCE, Adewale – « Cultural half-castes ». *Présence africaine* (133-134), 2e trim. 85 : 46-54.
Les Africains continuent à écrire dans la langue des anciennes puissances coloniales, au nom du concept d'universalité qui ne renvoie en fait qu'à la domination occidentale. Il est temps qu'ils écrivent pour leurs peuples. Voir aussi, p. 19-27 : Omari, Cuthbert K. : « Writing in African languages : towards the development of a sociology of literature ».

b. OKE, Olusola – « La littérature africaine moderne : forme et contenu ou art et réalité ». *Peuples noirs – peuples africains* (45), juin 85 : 76-93.

Les critiques occidentaux jugent souvent que les écrivains africains se préoccupent trop de l'utilité sociale de leurs œuvres au détriment de leurs qualités esthétiques. Ces idées formalistes risquent de banaliser la littérature.

4400. La crise économique

a. SCHATTEN, Fritz – « Afrikanische Macht – Afrikanische Ohnmacht » (La puissance africaine – l'impuissance africaine). *Aus Politik und Zeitgeschichte* (27), 6 juil. 85 : 27-39 ; carte ; bibliogr.
L'OUA va traiter au prochain sommet surtout des questions économiques. La crise économique en Afrique est considérée aussi comme une faute africaine. Ni les pays africains socialistes, (Tanzanie) ni les pays « Free Entreprise » (Kenya, Nigéria) n'ont été aptes à affronter ces problèmes. L'élite africaine est confrontée a un double conflit culturel : (refus des traditions africaines, mais en même temps une adaptation très vague des normes européennes).

b. COQUERY-VIDROVITCH, Catherine – « Les conditions de la dépendance : histoire du sous-développement africain ». *Review. A Journal of the Fernand Braudel Center for the Study of Economies, Historical Systems and Civilizations* 9 (1), été 85 : 81-110 ; graph. ; bibliogr.
Le sous-développement de l'Afrique a une longue histoire ; il semble en voie de s'aggraver avec l'abandon à leur sort de toutes les zones non-pétrolières et non minières, soit toute l'Afrique noire sauf la Guinée et le Nigéria.

4401. « Science and technology in Africa ». *Science and Public Policy* 12 (4), août 85 : 162-222 ; tabl. ; bibliogr.

Suite d'articles sur les transferts de technologie, les conséquences sur l'industrialisation, les obstacles auxquels se heurtent leur utilisation en Afrique.

4402. « Le nouvel ordre mondial et les ONG en Afrique ». *Transnational Associations* (2), avr. 85 : 68-104.

Numéro spécial consacré aux rapports du Colloque organisé par l'Union des associations internationales, à Bruxelles en 1984. Examen des problèmes et des résultats de la participation des ONG au développement de l'Afrique en ce qui concerne les problèmes alimentaires, les droits de l'homme, et les relations entre l'Europe et l'Afrique.

4403. JACKSON, Henry F. – « The African crisis : drought and debt ». *Foreign Affairs* 63 (5), été 85 : 1081-1094.

La dette extérieure représente pour l'Afrique un mal encore plus grave que la famine, car cela lui interdit pour des années d'arriver à une croissance économique saine et par conséquent, de parvenir à l'autosuffisance alimentaire.

Amérique

Voir aussi : n° 4108, 4150, 4173, 4423

4404. MARS, Perry – « Political mobilization and class struggle ». *Contemporary Marxism* (10), 1985 : 128-147.

Les structures politiques héritées du colonialisme et le fait que les élites politiques viennent des classes moyennes rendent hautement instables les systèmes politiques de la Caraïbe et font tendre les luttes politiques de gauche vers un certain bureaucratisme.

4405. DIX, Robert H. – « Populism : authoritarian and democratic ». *Latin American Research Review* 20 (2), 1985 : 29-52 ; tabl.

La comparaison du péronisme argentin, de l'« ibañezisme » chilien et du « rojisme » colombien, permet de vérifier l'opposition théorisée par Ditella entre populisme autoritaire et populisme démocratique.

4406. « Islands of discontent. The Caribbean today ». *Contemporary Marxism* (10), 1985 : 186 p.

Numéro spécial sur l'offensive tant économique que politique et militaire lancée par les Etats-Unis dans les Caraïbes qui se traduit par une militarisation de ces sociétés et notamment de Puerto Rico. Pourtant la nature petite-bourgeoise de l'élite politique et les structures politiques héritées du colonia-

lisme sont un obstacle à de véritables transformations révolutionnaires. Voir : Dixon, Marlène : n° 4150 ; Watson, Hilbourne A. : n° 4177 ; Paz, Juan Valdes : n° 4108 ; Beruff, Jorge Rodriguez : n° 4154 ; Phillips, Dion E. : n° 4413 ; Sébastien, Raphaël : n° 4326 ; Mars, Perry : n° 4404 ; Bonilla, Franck : n° 4155.

4407. DEBRAY, Régis – « Le refus des hégémonies ». *Politique internationale* (28), été 85 : 89-103 ; résumés en anglais et en espagnol.

Répondant aux questions de Jackie Simon, Régis Debray expose sa vision de la Realpolitik, analysant la situation à Cuba et au Nicaragua et plus généralement les liens entre les petits pays et les grandes puissances. Il insiste sur le rôle à jouer par l'Europe dans ce refus des hégémonies.

4408. « El reto de las metrópolis ». *Pensamiento iberoamericano* (7), juin 85 : 11-241.

Suite de communications présentées au colloque de Rio de Janeiro (4-7 septembre 1984) consacré aux problèmes du gigantisme des concentrations urbaines en Amérique latine, et dans la péninsule ibérique, à leurs effets sur la structure de l'emploi, les déséquilibres démographiques régionaux, les difficultés croissantes de gestion de telles zones et à ses relations avec la démocratisation des régimes politiques et les formes de participation populaire. Voir : ROMERO, Luis, Alberto : n° 4039 ; YUJNOVSKY, Oscar : n° 4041 ; RINCÓNGALLARDO, Eduardo : n° 4316 ; RODRIGUEZ, Alfredo : n° 4087 ; BORJA, Jordi : n° 4123 ; PORTAS, Nuno : n° 4325.

4409. GUTMAN, Pablo – « Teoría económica y problemática ambiental : un dialogo difícil ». *Desarrollo económico* 25 (97), juin 85 : 47-70 ; graph. ; bibliogr.

L'analyse concrète des rapports société-nature qui rendrait possible l'intégration du problème écologique à la planification économique exige au préalable une révision critique des approches de la question, néoclassiques en particulier, aujourd'hui dominantes.

4410. La dépendance économique

a. SCALETSKY, Eduardo C. ; OLIVEIRA, Ana Lúcia V. de Santa Cruz – « Teorias do desemvolvimento : uma nova abordagem da teoria da dependência ». *Revista do Instituto de filosofia e ciências humanas da Universidade federal do Rio Grande do Sul* 11-12, 1984 : 217-241 ; bibliogr.
L'analyse de la dépendance latino-américaine doit parvenir à dégager les traits spécifiques de l'évolution du capitalisme monopoliste dans les formations sociales de la région, démarche qui exige au préalable une révision critique des théories du développement à la lumière des thèses léninistes sur l'impérialisme.

b. EVANS, Peter – « After dependency : recent studies of class, state and industrialization ». *Latin American Research Review* 20 (2), 1985 : 149-160 ; bibliogr.
Malgré les affirmations de leurs auteurs, cinq livres sur le Pérou, le Brésil et le Mexique confortent la théorie de la dépendance, mais ce terme est devenu trop chargé de concepts théoriques et d'hypothèses sur le déterminisme pour pouvoir continuer à être employé.

4411. Les politiques économiques

a. IRIGOYEN MULEN, Ivan – « Neoliberalismo y monetarismo. Politicas económicas de " estabilización " ». *Economia y desarrollo* (85), avr. 85 : 106-117.
Les résultats des politiques de stabilisation appliquées sous la houlette du Fonds monétaire au profit du capital monopoliste ont été partout néfastes ; le problème des pays latino-américains ne concerne plus la discussion de ces politiques, mais les décisions qu'exige maintenant leur remplacement. Voir aussi, p. 130-139, Odio Ayala Mayda : « Algunas consideraciones acerca del método de investigación de Milton Friedman ».

b. KHAN, Mohsin S. ; ZAHLER, Roberto – « Trade and financial liberalization given external shocks and inconsistent domestic policies ». *Staff Papers* 32 (1), mars 85 : 22-55.
Analyse des politiques de libéralisation financière et commerciale appliquées au cours des années 70 et 80 en Amérique du Sud (Argentine, Chili, Uruguay). Leur échec semble dû à la dégradation des termes de l'échange et aux hausses des taux d'intérêt sur les marchés internationaux qui ont

particulièrement éprouvé ces pays. Mais il est dû aussi aux choix effectués à l'intérieur de ces pays (budget, salaires, taux de change) qui se sont révélés tout à fait inadaptés au nouvel environnement international.

4412. FAJNZYLBER, Fernando – « Reflexiones sobre el futuro de los países de industrialización reciente ». *Foro internacional* 25 (3), mars 85 : 242-262.

Les nouveaux pays industriels, menacés déjà par des déséquilibres internes et par la récession mondiale, doivent s'imposer d'urgence un changement de politique axé sur le développement de leur aptitude à l'innovation technique : examen du cas latinoaméricain.

4413. PHILLIPS, Dion E. – « Militarization for the Caribbean : a response to the crisis ». *Contemporary Marxism* (10), 1985 : 92-109 ; tabl.

La politique interventionniste des Etats-Unis a eu pour conséquence une forte croissance des dépenses militaires dans la Caraïbe et l'emploi dans les forces militaires d'un nombre limité des chômeurs ; ces deux phénomènes tendent à maintenir en place le système politique actuel.

4414. La dette extérieure

a. KAUFMAN, Robert R. – « Democratic and authoritarian responses to the debt issue : Argentina, Brazil, Mexico ». *International Organization* 39 (3), été 85 : 473-503.
Pour essayer de résoudre le problème de la dette extérieure, les gouvernements d'Amérique latine (Mexique, Brésil et Argentine) adoptent des politiques de stabilisation qui soulèvent souvent une forte opposition de la part de la classe ouvrière. Le système mexicain semble avoir été le plus efficace. En Argentine, et au Brésil, les gouvernements militaires autoritaires n'ont réussi qu'à soutenir des politiques de stabilisation, à court terme. Les expériences précédentes des gouvernements démocratique de ces deux pays ayant été des échecs, les gouvernements actuels doivent trouver des solutions qui tiennent compte de la situation internationale et notamment du commerce international.

b. ALVA CASTRO, Luis – « La deuda externa latinoamericana : en la hora decisiva ». *Socialismo y participación* (30), juin 85 : 47-59 ; tabl.
La crise de l'endettement latinoamericain traduit celle de l'ordre économique mondial ; sa solution exige une décision politique et passe par un accord sans contrainte entre les débiteurs, les créanciers, et les institutions financières multilatérales.

Asie

Voir aussi : n° 4321, 4334

4415. Les tensions en Indochine 10 ans après la chute de Saïgon

a. PERONNE, Louis P. – « Le Sud-Est asiatique, dix ans après la fin de la guerre du Vietnam ». *Etudes* sept. 85 : 163-177 ; carte.
L'époque de la débâcle américaine et du retrait des Etats-Unis du Sud-Est asiatique est très lointaine. La prise de conscience régionale paraît plus positive et la discrétion des ex-puissances coloniales se fait remarquer.

b. [« 10 ans d'Indochine communiste »]. *Politique internationale* (28), été 85 : 39 p. résumés en anglais et en espagnol.
Quatre articles sur la situation en Indochine dix ans après la chute de Saïgon. Voir : Thai Quang Trung : n°4347 ; Martin, Marie Alexandrine : n° 4315.

4416. « SARC : four views and a comparative perspective ». *Asian Survey* 25 (4), avr. 85 : 371-457 ; tabl.

Numéro consacré à la South Asian Regional Cooperation, à son évolution depuis le projet de création en 1981, ses chances de réussite. Voir : Rahman, Seydur : n° 4055 ; Khatri, Sridar K. : n° 4321.

4417. MIHALEV, V. – « Promyšlennoe razvitie i ekonomičeskie sdvigi v stranah ASEAN » (Le développement industriel et les mutations économiques dans les pays de l'ASEAN) *Memo* (7), 1985 : 73-85 ; tabl. ; résumé en anglais.

L'industrialisation est appelée à jouer le rôle clé dans le développment des pays de l'ASEAN. Localisée dans un secteur relativement restreint de l'économie et dominée par les compagnies transnationales, elle ne permet pas de résoudre les problèmes structurels et sociaux des économies périphériques.

4418. BONWETCH, Bernd ; KUHFUS, Peter : « Die Sowjetunion, China und der Koreakrieg » (L'Union Soviétique, la Chine et la guerre de Corée). *Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte* 33 (1), janv. 85 : 28-87 ; bibliogr.

Analyse des différentes interprétations de la guerre de Corée et des stratégies et intérêts de l'URSS et de la Chine.

Communauté atlantique

Voir aussi : n° 3618, 4282

4419. RAVENAL, Earl C. – « Europe without America : the erosion of NATO ». *Foreign Affairs* 63 (5), été 85 : 1020-1035.

L'Alliance atlantique traverse une nouvelle crise qui traduit un manque de confiance entre les alliés ; mais malgré des faiblesses elle reste un engagement des Etats-Unis envers l'Europe, tous deux liés par le partage de valeurs culturelles, politiques, sociales et économiques.

4420. KANTER, Arnold – « Thinking about the strategic defence initiative : an alliance perspective ». *International Affairs* 61 (3), été 85 : 449-464.

Les réactions européennes à l'initiative de défense stratégique vont du soutien enthousiaste à une forte opposition. En ce qui concerne les implications de l'IDS sur la stratégie de l'OTAN et la sécurité européenne, elles sont dans l'ensemble perçues comme négatives.

Europe occidentale

Voir aussi : n° 4151

4421. « I socialismi mediterranei alle prova del potere ». *Politica internazionale* 13 (7-8), août 85 : 45-106.

Dossier. L'avènement au pouvoir des partis socialistes francais, grec, espagnol et portugais entre 1981 et 1983 a fait naître l'idée de « socialisme méditerranéen ». Aujourd'hui, le bilan de leur action, à la moitié en plus de leurs mandats respectifs, il semble que la rose de ce socialisme soit quelque peu fanée. Voir notamment : BRERA, Paulo : n° 4427.

4422. « Broadcasting and politics in Western Europe ». *West European Politics* 8 (2), avr. 85 : 1-171 ; tabl.

Suite d'articles. Les systèmes nationaux de télévision se sont profondément transformés en quelques années et cette évolution va se poursuivre. Déterminée en partie par les systèmes politiques, elle intervient aussi sur leur fonctionnement. Voir aussi : SEATON, Jean : n° 4243 ; BELL, Desmond : n° 4284 ; KUHN, Raymond : n° 4192 ; SEASSOON, Donald : n° 4300 ; WILLIAMS, Arthur : n° 4022 ; BRANTS, Kees : n° 4324 ; LOPEZ-ESCOBAR, Esteban ; FAUSBELAU, Angel : n° 4119 ; KATSOUDAS, Dimitrios : n° 4258.

4423. GRABENDORFF, Wolf – « La crisi dell'America centrale e le responsabilità dell'Europa ». *Politica internazionale* 13 (7-8), août 85 : 29-39 ; bibliogr.

L'accord interrégional signé en septembre 1984 entre la CEE et les pays d'Amérique centrale à San José de Costa Rica montre l'intérêt de l'Europe occidentale pour cette zone conflictuelle. Cependant, les opinions européennes sont partagées : la gauche, privilégiant injustice sociale et violence politique comme causes des conflits est favorable à une solution « régionale » alors que la droite, dans le cadre des problèmes de sécurité dans les rapports Est/Ouest, voudrait une solution « globale ».

4424. MOREAU DEFARGES, Philippe – « L'Europe des douze ou la Communauté III ». *Défense nationale* 41, juin 85 : 135-164.

La Communauté à six fut fondamentalement française ; à neuf, elle tendait à ressembler à un club anglo-saxon ; l'élargissement à douze déplace le centre de gravité de l'Europe vers la Méditérranée. Trois voies s'ouvrent à cette nouvelle Communauté, qui les essaiera sans doute tour à tour : la plus ambitieuse, celle de l'union européenne ; la plus pragmatique celle de la pluralité s'en tenant à la plus petite entité commune : la voie intermédiaire enfin de l'Europe à géométrie variable.

4425. BERTRAM, Christoph – « Strategic defense and the Western alliance ». *Deadalus* 114 (3), été 85 : 275-296.

L'initiative de défense stratégique est essentiellement axée sur la défense des Etats-Unis seuls alors que celle-ci est intimement liée à l'alliance occidentale. Or, les alliés européens des Etats-Unis voient avec scepticisme, si ce n'est inquiétude, tout effort militaire dans l'espace, qui menace la stratégie classique de dissuasion nucléaire. L'initiative américaine bouleversera-t-elle l'Alliance atlantique ? Voir à la suite : p. 297-313 : WILKINSON, John et al. : « Foreign perspectives on the SDI ».

4426. « Prospective de l'environnement en Europe ». *Futuribles* (89), juin 85 : 3-117 ; tabl.

Numéro spécial consacré à l'état de l'environnement et à ses conséquences économiques et politiques : l'environnement et la crise, éco-industries, mouvements écologiques. Voir notamment : MAYER TASH, Peter C. ; MALUNAT, Berndt M. : n° 4019.

4427. BRERA, Paolo – « Le rose e il rigore : la dura realtà dell'economia ». *Politica internazionale* 13 (7-8), août 85 : 72-85 ; tabl. ; bibliogr.

Les politiques économiques des gouvernements socialistes au pouvoir en France, Grèce, Espagne et Portugal : leur cadre macroéconomique ; l'échec de la relance keynésienne en France et le retour à la rigueur : la « démocratie économique et sociale » du PASOK grec ; la modernisation et la restructuration accompagnées d'un chômage massif en Espagne ; le programme de stabilisation classique au Portugal. Voir à la suite, p. 85-87 : D'ERAMO, Marco : « Il caso delle nazionalizzazioni in Francia » ; p. 87-88 : GALLETTI, Mario : « Le ceneri della riforma agraria in Portogallo ».

Europe communautaire

Voir aussi : n° 4073, 4175, 4198, 4299, 4301, 4314, 4327

4428. DULL, Klaus – « L'analisi delle nuove forme di organizzazione del lavoro elementi di confronto a livello internazionale (risultati degli studi su casi tedeschi francesi et italiani) ». *Economia & (e) lavoro* 19 (2), juin 85 : 49-64 ; résumé en anglais.

L'analyse de certaines variables influençant la mise en place de nouvelles formes d'organisation du travail permet de dégager quelques traits généraux aux trois pays considérés : l'utilisation élargie et intensifiée de la capacité de travail à travers la flexibilité de l'emploi est vérifiée partout sans impliquer pourtant automatiquement une hausse des salaires ; les résultats de ces nouvelles formes d'organisation du travail ne sont encore nettement définis dans aucun pays considéré.

4429. VERCELLINO, Enrico – « I sindacati e il rilancio in Europa dell'azione per i diritti degli emigrati ». *Affari sociali internazionali* 13 (3), 1985 : 11-22 ; bibliogr.

La situation des quelque 17 millions d'immigrés en Europe va en s'aggravant du fait de tensions nationales et sociales croissantes. Un certain immobilisme des Communautés européennes et des pays membres en matière de droits des immigrés, malgré les avis contructifs du Comité économique et social de la CEE. Les syndicats européens, comme ceux des pays ACP, luttent activement contre la xénophobie et le racisme, et pour promouvoir une participation accrue des immigrés à la vie politique et sociale de l'Europe.

4430. « Les économies des Etats membres ». *Economie européenne* (23), mars 85 : 37-122 ; tabl., graph.

Problèmes de politique économique et tendances et perspectives pour chacun des pays membres de la communauté européenne.

4431. « Variations sur le Maghreb et l'élargissement de la CEE ». *Géopolitique* (10), été 85 : 6-49 ; tabl.

Suite d'articles consacrés aux conséquences pour les pays du Maghreb de l'entrée du Portugal et de l'Espagne dans le marché commun et à l'importance du Maghreb pour la CEE. Voir : MZALI, Mohamed : n° 4329 ; NESTERENKO, Georges : n° 4316.

Europe orientale

Voir aussi : n° 4333

4432. WHITE SELL, Robert S. – « The influence of central planning on the economic slowdown in the Soviet Union and Eastern Europe : a comparative production function analysis ». *Economica (London)* 52 (206), mai 85 : 235-244 ; tabl., bibliogr.

Le ralentissement de la croissance économique en URSS depuis les années 50 est dû à la baisse du taux de croissance de la productivité des facteurs de production, et notamment du capital. Dans les autres pays d'Europe de l'Est, on constate simplement une baisse du taux de croissance des facteurs de production. Il n'y a donc pas de contraintes technologiques particulières inhérentes au système économique de type soviétique.

4433. WOLF, Thomas – « Economic stabilization in planned economies : toward an analytical framework ». *Staff Papers* 32 (1), mars 85 : 78-131 ; résumés en français et en espagnol.

Analyse des divers déséquilibres macroéconomiques surgissant dans les économies est-européennes, que celles-ci soient de type « classique » ou de type « modifié » (Hongrie), et des politiques d'ajustement visant à les dépasser.

4434. WINIECKI, Jan – « Planification centrale et exportation des produits manufacturés (considérations théoriques sur l'impact du système centralement planifié sur la spécialisation) ». *Revue d'études comparatives Est-Ouest* 16 (2), juin 85 : 81-106 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Les échecs répétés des économies planifiées, incapables d'augmenter la part des produits manufacturés dans leurs exportations vers l'Occident sont dus aux traits fondamentaux de leur planification centrale, que le problème soit examiné en s'intéressant à la spécialisation fondée sur les coûts ou à partir des théories actuelles du commerce international qui analysent les échanges en terme de qualité ou de niveau technologique.

4435. Les relations économiques entre le CAEM et le Tiers-Monde

a. ZEVIN, L. – « Ekonomičestvo sotrudničestvo stran'SEV s razvivajuščimisja gosudarstvami-vymysly i dejstvitel 'nost " » (La coopération économique des pays du CAEM et des Etats en voie de développement : inventions et réalités). *MEMO* (7), 1985 : 60-72 ; résumé en anglais.
La coopération économique entre les pays du CAEM et les pays en voie de développement édifiée sur les principes d'égalité et d'avantages mutuels, suscite un intérêt croissant des économistes et politologues occidentaux, qui s'emploient, à l'aide de divers moyens « scientifiques », à en diminuer la portée. La convergence de vues entre les pays socialistes et les pays en voie de développement au sein du mouvement pour le NOEI constitue, depuis la fin des années 70, la principale cible des critiques bourgeoises.

b. BERRIOS, Rubén – « La economía política de las relaciones Este-Sur ». *Foro internacional* 25 (3), mars 85 : 263-279 ; tabl.
Les avantages économiques et politiques pour le Tiers-Monde de ses rapports avec les pays du Comecon sont encore incertains : données sur l'évolution de ces rapports concernant les échanges commerciaux et la coopération technique.

c. GASPARINI, Emilio – « Les relations économiques Est-Sud ». *Revue de l'OTAN* 33 (2), avr. 85 : 24-32 ; tabl.

Les programmes d'aide économique de l'URSS et des pays de l'Est sont majoritairement destinés aux pays communistes ; pour les pays non-communistes en développemet, ils traduisent une volonté d'obtenir un maximum d'avantages politiques et économiques en utilisant des ressources limitées : appui aux Etats clients marxistes (Ethiopie, Afghanistan), crédits favorables à quelques pays privilégiés (Inde), utilisation croissante de crédits commerciaux pour promouvoir les ventes d'équipement dans le Tiers-Monde.

4436. WOLF, Thomas – « Exchange rate systems and adjustment in planned economies ». *Staff Papers* 32 (2), juin 85 : 211-247.

Analyse du rôle joué par le taux de change dans la détermination des prix et la planification du commerce extérieur en URSS, RDA, Pologne, Hongrie. Celui-ci joue un rôle croissant, surtout si les unités de production disposent d'une certaine autonomie.

Pays arabes et Moyen-Orient

Voir aussi : n° 4114, 4149, 4282, 4289

4437. « Arab banking and finance. Investment banking : the race is on ». *Middle East Economic Digest* 29 (35), 6 sept. 85. *Supplément* : 32 p.

Dossier : depuis 1984 et la baisse des revenus pétroliers, les établissements financiers des pays arabes ont dû faire face à de sérieux problèmes structurels : les exemples de Bahrein et de l'Arabie saoudite. Les investissements en Suisse et au Japon. Les nouvelles technologies bancaires.

4438. OZBUDUN, Ergun – « Etudes régionales et politique comparative : l'exemple du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord ». *Revue internationale des sciences sociales* 37 (1), 1985 : 83-93.

Les études comparatives portant sur les systèmes politiques des pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, zone homogène par l'histoire, la religion et le niveau de développement, ne sont pas encore très répandues. Pourtant, il serait fécond d'approfondir les problèmes de la dépendance du développement, l'évolution des régimes autoritaires, de l'autonomie de l'Etat par rapport aux classes sociales, de l'apparition et du rôle d'une nouvelle classe moyenne, etc.

4439. NORDQUIST, Kjell-Åke – « Contradicting peace proposals in the Palestine conflict ». *Journal of Peace Research* 22 (2), 1985 : 159-173 ; bibliogr.

Quatre solutions sont envisageables pour le problème palestinien : création d'un Grand Etat d'Israël, d'un Etat canton, d'Etats séparés et d'une Palestine. La solution des Etats séparés semble la plus réaliste car la plus durable et respectant le mieux les droits de l'homme. La création d'un Grand Etat d'Israël dans la ligne d'interprétation israélienne de l'accord de Camp David est, de toutes, celle qui produirait le règlement du conflit le moins durable.

4440. « Le conflit du Moyen-Orient ». *Politique internationale* (28), été 85 : 7-63 ; résumés en anglais et en espagnol.

Cinq articles contribuant à évaluer les chances et les conditions de paix au Moyen-Orient au moment où s'embrase le Liban. Voir notamment les interviews de Shimon Perez et de Yasser Arafat.

4441. « Conflit israélo-arabe et champ économique ». *Maghreb-Machrek* (108), juin 85 : 7-71 ; bibliogr.

Suite d'articles sur les coûts économiques du conflit, l'importance économique de l'enjeu et le problème du poids de ce conflit dans l'économie de chacun des pays. Voir notamment : WOLFFSOHN, Michael : n° 4293 ; FOUCHER, Michel : n° 4444.

4442. WAXMAN, Chaim I. – « American Israelis in Judea and Samaria : an empirical analysis ». *Middle East Review* 17 (2), hiv. 85 : 48-54 ; tabl.

En Judée et en Samarie, les Israëliens d'origine américaine figurent sur le plan politique parmi les colons les plus extrêmistes et sur le plan religieux,

parmi les plus fanatiques. Ils ne représentent que 10 à 15 % de l'ensemble des colons dans les territoires occupés, soit environ un millier de familles.

4443. « The Palestinians in Israël and the occupied territories ». *Journal of Palestine Studies* 14 (54), hiv. 85 : 13-196 ; tabl., carte ; bibliogr.

Numéro spécial sur les arabes mais aussi les Bédouins et les Druzes en Israël et dans les territoires occupés. Ils sont soumis à des législations qui les expulsent de leurs terres, diminuent leur accès à l'eau, réduisent leur liberté de mouvement et n'ont qu'une éducation au rabais. Les Palestiniens voient l'éventail de leurs activités réduit. Les Bédouins sont sédentarisés de force. Dans ce contexte difficile les organisations privées volontaires américaines tiennent compte des volontés des Palestiniens dans le cadre de l'aide au développement. Voir notamment : NAKKARA, Hanna dib : n° 4294 ; FALAH, Gerazi : n° 4287 ; MAR'I, Sami Khalil : n° 4290 ; TOUMA, Emile : n° 4286.

4444. FOUCHER, Michel – « L'" intersection " cisjordanienne ». *Maghreb-Machrek* (108), juin 85 : 38-58 ; tabl., cartes ; bibliogr.

Il n'est pas évident que la Cisjordanie soit le support géographique du règlement de la question palestinienne : du bilan de l'insertion de cet espace dans l'ensemble israélien se dégage l'image d'une économie bloquée et d'une contre-implantation palestinienne voulant y demeurer, et de nombreux éléments manifestent son appartenance à un ensemble spatial associant la Jordanie.

Achevé d'imprimer en 1985 sur les presses
de l'IMPRIMERIE CHIRAT, 42540 Saint-Just-la-Pendue
Dépôt légal N° 0735
Le Directeur-Gérant de la Publication : Louis BODIN
Commission Paritaire des Papiers de Presse : n° 50510

ISSN 0007-4071

FONDATION NATIONALE
des SCIENCES POLITIQUES
SALLE DE SCIENCE
ÉCONOMIQUE

21 JAN. 1986

BULLETIN ANALYTIQUE DE DOCUMENTATION POLITIQUE, ÉCONOMIQUE ET SOCIALE CONTEMPORAINE

40e ANNÉE • 1985 • NUMÉRO - 12

PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

Publié mensuellement par la

FONDATION NATIONALE
DES SCIENCES POLITIQUES

sous la direction de Jean MEYRIAT
avec le concours
du Centre National de la Recherche Scientifique

RÉDACTION

27, rue Saint-Guillaume, PARIS VIIe — 260-39-60

Prière d'envoyer à cette adresse
toute correspondance concernant la rédaction et les échanges,
ainsi que les périodiques en service de presse

Rédacteur en chef:
Nicole RICHARD

Rédacteurs:
Béatrice AUZOUY, Nadine DADA,
Claudine EVEN, Marie FERRAZZINI,
Arlette GAUTIER, Juan JORNET,
Sylvie JOSSET, Sylvie Le MOAL,
Corinne Le ROCH, Michèle MAUSSION,
Bruno MENON, Geneviève MILLON,
Jean-Claude MOURET, Françoise PORTENSEIGNE,
Jacqueline PORTIER, Sylvie THORÉ

VENTES ET ABONNEMENTS

PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE
DES SCIENCES POLITIQUES

27, rue Saint-Guillaume, 75341 PARIS Cedex 07 FRANCE
Tél. 260-39-60 — C.C.P. PARIS 2467022 B

TARIF DES ABONNEMENTS 1985

FRANCE		*ÉTRANGER*	
Tarif normal institutions	*Tarif réduit* particuliers	*Tarif normal* institutions	*Tarif réduit* particuliers
500 F	265 F	525 F	290 F

Prix du numéro: 55 F

BULLETIN ANALYTIQUE DE
DOCUMENTATION
POLITIQUE, ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
CONTEMPORAINE

40e ANNÉE • 1985 • NUMÉRO – 12

Ce numéro est une sélection des articles des périodiques analysés entre le 21 septembre et le 21 octobre 1985 par le Centre de Documentation contemporaine.

I
PROBLÈMES NATIONAUX

Algérie

Voir aussi : n° 4789

4445. TALEB, Adberrahim – « Les rapports parti-syndicat en Algérie à travers l'application de l'article 120 des statuts du FLN ». *Annuaire de l'Afrique du Nord* 21, 1982 : 183-196 ; tabl.

Un aperçu historique sur les rapports entre le FLN et l'UGTA montre que, malgré l'accord signé en décembre 1962 qui reconnaissait son autonomie, il y a toujours eu subordination du syndicat par rapport au parti. Elle a été officialisée par l'article 120 des nouveaux statuts du FLN votés en 1980. Voir à la suite, pp 197-207 : BENDHEIRA, Mohammed Hocine : « Etat et mouvement ouvrier dans l'Algérie indépendante ».

4446. VATIN, Jean-Claude – « Pour une sociologie politique des nouveaux désenchantements ». *Annuaire de l'Afrique du Nord* 21, 1982 : 815-841.

Le roman de Mouloud Mammeri « La traversée », paru en 1982, vise à la démystification. La société algérienne fait l'objet d'un portrait tantôt féroce, tantôt burlesque. Voir à la suite, pp. 849-859 : BONN, Charles : « Itinéraires d'écriture en Méditerranée ».

© Fondation nationale des sciences politiques, 1985

4447. SEMMOUD, Bouziane – « Contribution à l'étude de la structure et de la formation des collectifs de travail dans l'industrie algérienne ». *Annuaire de l'Afrique du Nord* 21, 1982 : 123-132 ; tabl.

Le secteur industriel public introduit des modifications notables de la force de travail algérienne. Les modalités de constitution du nouveau salariat industriel déterminent partiellement les capacités des collectifs à assimiler un mode de travail et de vie et à penser leur statut de producteur. Voir à la suite, pp. 133-145 : BERNARD, Chantal : « Les résistances ouvrières dans l'Algérie en voie d'industrialisation ».

4448. BENKHEIRA, Mohammed Hocine – « Despotisme au quotidien : l'ordre urbain de l'Algérie indépendante ». *Projet* (193), juin 85 : 53-66.

En Algérie, le nationalisme a produit un discours de culpabilisation des populations urbaines : la ville est « malade » et, pour y rétablir l'ordre, les pouvoirs publics vont la « purifier » en éliminant tout ce qui introduit le trouble (mixité, pluralisme religieux...) et en aliénant les espaces publics.

4449. ADDI, Lahouari – « L'Etat politique devant l'état économique ». *Projet* (193), juin 85 : 40-52.

Le groupe politique qui a investi l'Etat algérien au lendemain de l'indépendance a fait jouer au secteur public un rôle de soutien clientèliste et, par sa volonté d'auto-conservation au pouvoir, a négligé la rigueur de la logique économique d'où la faible productivité de ce secteur et le renforcement du capital privé.

4450. SAADI, Noureddine – « Syndicats et relations du travail dans les entreprises publiques en Algérie ». *Annuaire de l'Afrique du Nord* 21, 1982 : 95-121 ; tabl.

Malgré le Code de la gestion socialiste (GSE) destinée à doter l'Algérie d'une technique révolutionnaire de la redistribution du pouvoir politique et économique dans l'entreprise, les institutions de la participation restent secondaires dans la décision économique qui reste dominée par une structure hiérarchique et subordonnée à l'Etat.

4451. FERGUENE, Améziane – « Désarroi des politiques industrielles ». *Projet* (193), juin 85 : 67-78.

La stratégie d'investissement intensive suivie en Algérie depuis 1967 a permis de doter le pays d'un appareil productif moderne, mais trois problèmes cruciaux demeurent et handicapent la poursuite de l'industrialisation : la stagnation de la production agricole consécutive à la baisse des moyens alloués à ce secteur ; le chômage urbain suite à l'exode rural massif et incontrôlé ; la faible efficacité des capitaux investis dans l'industrie, conséquence de la non-maîtrise de l'appareil de production installé.

Allemagne (Rép. fédérale)

Institutions et vie politiques

Voir aussi : n° 4511, 4737, 4849

4452. « La République fédérale d'Allemagne après la crise ». *Revue d'Allemagne* (2), juin 85 : 134-235 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en français et en allemand.

Alors que l'Allemagne fédérale connaît depuis 1982 une certaine reprise économique, la multiplicité de ses problèmes structurels incite à la prudence. Bilan des succès et des erreurs passés de la politique économique ainsi que des changements de valeurs de la société depuis 1973 en particulier en matière de travail, environnement et identité nationale. Voir notamment : HARSTER, Patrice (n° 4463) ; KUMAR, B. et al. : (n° 4465) ; LIOUVILLE, Jacques : (n° 4464) ; JAEGER, C. : (n° 4468).

4453. « Führen alle Wege zum Staat ? » (Tous les chemins mènent-ils à l'Etat ?). *Vorgänge* 24 (5), sept. 85 : 31-101.

Suite d'articles consacrés à la question de l'intervention de l'Etat dans les différents domaines de la société ; intervention que l'opinion publique souhaite voir diminuer au profit de l'initiative individuelle. Examen en particulier du rôle joué par l'Etat

dans le monde du travail, comme instance d'appel pour le citoyen, dans l'enseignement et dans la politique criminelle.

4454. LAUVAUX, Philippe ; ZILLER, Jacques – « Trente-cinq ans de parlementarisme rationalisé en République fédérale d'Allemagne : un bilan ». *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger* (4), août 85 : 1023-1073.

Le Constituant de la République de Bonn a poussé la rationalisation des règles parlementaires relatives à la responsabilité politique jusqu'à un point extrême. Ces mécanismes n'ont guère eu l'occasion de jouer en 35 ans. Il a fallu attendre 1983 pour voir le Tribunal constitutionnel fédéral donner son interprétation de certains parmi les plus importants de ces mécanismes de rationalisation.

4455. KIRCHGASSNER, Gebhard – « Rationality, causality, and the relation between economic conditions and the popularity of parties. An empirical investigation for the Federal Republic of Germany, 1971-1982 ». *European Economic Review* 28 (1-2), juil. 85 : 243-268 ; tabl., graph. ; bibliogr.

L'étude empirique de la période 1977-1982 en RFA fait apparaître une relation de causalité nette entre les variables économiques (chômage, inflation, revenus) et la popularité des partis politiques au pouvoir ; parmi toutes les variables, c'est le niveau du chômage qui exerce l'impact le plus significatif.

4456. HÜLSBERG, Werner – « The Greens at the crossroads ». *New Left Review* (152), août 85 : 5-29.

L'émergence des Verts allemands, première opposition radicale et parlementaire au consensus idéologique de la Bundesrepublik, résulte à la fois de l'affrontement des gauchistes classiques, de la politique très modérée et atlantiste suivie par le SPD, de la relance de la guerre froide et de la dégradation brutale de l'environnement dans le pays. Son électorat est majoritairement constitué de membres de la petite bourgeoisie intellectuelle et croît régulièrement depuis 1977. Mais le mouvement est aujourd'hui divisé en plusieurs courant, des « fondamentalistes » aux « éco-socialistes » et le problème des rapports avec le SPD reste ouvert. Une coalition « rouge-verte » en RFA pourrait modifier sérieusement la carte politique de l'Europe.

4457. LETOURNEAU, Paul – « Les Allemagnes et la division Est-Ouest : une ambivalence politique ». *Etudes internationales* 16 (3), sept. 85 : 547-559.

Depuis quelques années, on assiste à une détente inter-allemande. Certains redoutent une éventuelle réunification, d'autres parlent d'une responsabilité envers le maintien de la paix et de la sécurité en Europe. Le changement d'allégeance politique de l'une ou l'autre des deux Allemagnes détruirait l'équilibre Est-Ouest. Les super-puissances et les Etats européens s'entendent pour maintenir la division de l'Allemagne. Dans le système bi-polaire actuel, l'autonomie allemande est donc limitée.

4458. BRICK, Philip – « The politics of Bonn-Beijing normalization, 1972-84 ». *Asian Survey* 25 (7), juil. 85 : 773-791 ; tabl.

La position particulière de la RFA, entre l'Est et l'Ouest est fondamentale pour la compréhension de ses relations avec Pekin. Tandis que l'Allemagne s'emploie à assurer la stabilité des relations Est-Ouest, la Chine est consciente que la sécurité de la RFA conditionne la sienne. Toutefois les deux pays ne peuvent se permettre de considérer leurs relations comme un succédané de liens constructifs avec Moscou.

4459. BODEMER, Klaus – « German development policy for Latin America. A policy without a profile ? » *Law and State* 31, 1985 : 64-88.

Trois phases peuvent être distinguées dans les relations entre la RFA et l'Amérique latine à partir de 1956. Une phase d'improvisation jusqu'en 1969-70, une phase active jusqu'en 1973-74 et une phase pragmatique depuis lors. Cette dernière se caractérise par une plus grande différenciation dans les relations avec chaque pays, une plus grande prise en considération des intérêts politiques mais également l'absence de toute politique de développement clairement définie.

4460. MALANCZUK, Peter – « European affairs and the " Länder " (States) of the Federal Republic of Germany ». *Common Market Law Review* 22 (2), juin 85 : 237-272.

Les traités des Communautés européennes ignorent l'existence juridique des Länder et seul le gouvernement fédéral est en relation directe avec les institutions communautaires. Néanmoins, les Länder peuvent donner leur avis sur les affaires européennes par l'intermédiaire des « Bundesrat » et des délégués des Länder auprès des Communautés.

4461. [L'histoire des relations internationales en RFA]. *Relations internationales* (42), été 85 : 145-165 ; bibliogr.

Deux articles. La faiblesse de l'histoire des relations internationales en RFA s'explique par un enseignement centré sur l'Allemagne et par le système de l'enseignement universitaire qui fait des relations internationales un domaine des sciences politiques ; malgré cela des études intéressantes mais dispersées existent. Présentation d'une bibliographie.

Problèmes sociaux et économiques

Voir aussi : n° 4861

4462. WEGENER, Bernd – « Gibt es Sozialprestige ? » (Le prestige social existe-t-il ?) *Zeitschrift für Soziologie* 14 (3), juin 85 : 209-235 ; tabl., graph., cartes ; bibliogr.

L'essai d'une explication du terme de prestige social et la présentation d'une échelle de prestige pour les différentes professions.

4463. HARSTER, Patrice – « Le travail à temps partiel en République fédérale d'Allemagne ». *Revue d'Allemagne* 17 (2), juin 85 : 156-172 ; résumé en allemand.

2,8 millions de salariés travaillent aujourd'hui à temps partiel en RFA. Il s'agit en majorité de femmes, entre 30 et 45 ans, dans le secteur tertiaire. Cette forme de travail pour laquelle l'offre est très inférieure à la demande est perçue diversement par les partenaires sociaux : aide à la résorption du chômage pour les uns, précarisation de l'emploi pour les autres ; quels que soient ses avantages et inconvénients, il est indéniable que le temps partiel est amené à se développer.

4464. LIOUVILLE, Jacques – « Continuités et changements dans la politique de recherche en RFA ». *Revue d'Allemagne* 17 (2), juin 85 : 201-214 ; tabl., graph. ; resumé en allemand.

Si le gouvernement Kohl a depuis 1983 conservé pour sa politique de la recherche les mêmes buts que ceux du gouvernement précédent, il a pris des mesures pour promouvoir la recherche et lui redonner un élan qu'elle avait perdu ; cette politique établit un compromis entre une volonté politique de tendance libérale et les besoins de l'industrie nationale en proie à la concurrence internationale.

4465. KUMAR, B. et al. – « Erfolgsgrundlagen deutscher Mittelbetriebe in Frankreich – Ergebnisse einer empirischen Befragung » (Principes du succès des entreprises moyennes allemandes implantées en France – Résultats d'une enquête empirique). *Revue d'Allemagne* 17 (2), juin 85 : 173-187 ; résumé en français.

Critères de décision des PME allemandes qui viennent s'implanter en France. Choix des investissements. Forme de propriété et lieu d'implantation. Problèmes de management et rapports avec l'environnement français.

4466. BLACK, Andrew P. – « Technical change, product quality and market structure in the West German automobile industry ». *Studi economici* 40 (26), 1985 : 41-63 ; tabl., graph. ; bibliogr.

La structure oligopolistique du marché de l'automobile en RFA conduit à un type de concurrence où le facteur prix devient moins essentiel que le facteur technologie et la qualité des produits. Standardisation des composants et différenciation des modèles sont deux éléments majeurs de cette neutralisation.

4467. KIM, Youn-Soo – « The status and future prospects of trade between the divided nations Germany and Korea ». *Korea and World Affairs* 9 (2), été 85 : 320-337 ; tabl.

Un tableau des relations économiques entre les deux Corées et les deux Allemagnes met en évidence le peu d'intérêt du commerce entre la RDA et la Corée du Nord qui profite davantage du commerce avec la RFA dont les perspectives

économiques et politiques sont avantageuses. Le commerce entre la RDA et la Corée du Sud est également peu développé alors que celui entre la RFA et la Corée du Sud est en telle expansion qu'il se pose pour Bonn un problème urgent de contrôle des importations.

4468. JAEGER, C. – « Crédit Lombard et refinancement des banques en République fédérale d'Allemagne ». *Revue d'Allemagne* 17 (2), juin 85 : 215-235 ; graph. ; bibliogr. ; résumé en allemand.

Le Crédit Lombard est un crédit accordé aux banques par la Banque Centrale contre nantissement de titres, cela en cas de difficultés passagères et imprévues de trésorerie. Il joue un rôle fondamental dans le système monétaire et financier allemand et constitue un problème pratiquement insurmontable pour les autorités monétaires, n'étant pas contingenté.

Canada

Voir aussi : n° 4541

4469. RUSSELL, Peter H. – « The Supreme Court and federal-provincial relations : the political use of legal resources ». *Canadian Public Policy* 11 (2), juin 85 : 161-170 ; bibliogr. ; résumé en français.

La Cour suprême canadienne continue de jouer un rôle important en tant qu'arbitre judiciaire du système fédéral canadien. Il faut cependant distinguer entre les résultats purement juridiques et l'utilisation que les chefs politiques en font par la suite. Généralement c'est le gouvernement fédéral qui est le mieux placé pour utiliser ces résultats lors de négociations fédérales-provinciales.

4470. ANDREW, Caroline et al. – « Le pouvoir local et les stratégies de réalignement dans les centres urbains du Québec ». *Anthropologie et sociétés* 9 (2), 1985 : 117-149 ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Montréal, Québec et Hull adoptent certaines stratégies de réalignement au cours des années 1980 : nationalisation administrative et budgétaire, rentabilisation des équipements existants, réorganisation des rapports sociaux mettant en cause l'Etat municipal, les groupes économiques et les résidents. Ces stratégies renouvellent l'alliance politique entre les représentants de la petite bourgeoisie locale et les investisseurs.

4471. BARITEAU, Claude – « Crise et stratégie locales : Plessisville, St Georges, Thetford Mines ». *Anthropologie et sociétés* 9 (2), 1985 : 57-84 ; bibliogr. ; résumé en anglais.

L'analyse des stratégies déployées face à la crise dans trois centres industriels québécois de dimension restreinte montre que la divergence qui existe n'est que le reflet des différences caractérisant l'organisation des classes sociales dans chacun d'eux. Les éléments de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie traditionnelle et nouvelle ont réussi à maintenir voire à renforcer leur hégémonie locale. Par contre l'influence du prolétariat sur le pouvoir localement exprimé s'est trouvé affaiblie.

4472. ATKINSON, Michael M. ; COLEMAN, William D. – « Bureaucrats and politicians in Canada. An examination of the political administration model ». *Comparative Political Studies* 18 (1), avr. 85 : 58-80 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Etude comparative des liens et interractions entre le personnel politique et le personnel administratif au niveau du processus de décision politique au Canada et autres Etats démocratiques.

4473. FRANK, J.A. – « Protest, repression and civil conflict : components and relationships ». *Conflict* 5 (4), 1985 : 355-372.

Une bonne connaissance des éléments qui composent et motivent les mouvements de protestation est nécessaire pour leur contrôle ou leur répression. Le succès de toute manifestation dépend cependant de sa bonne organisation et de la confiance qu'elle inspire aux autorités qui craignent avant tout les débordements. Le gouvernement canadien a réalisé, au cours de ces dernières années, de grands efforts, pour éviter les mobilisations de masse.

4474. NOVEK, Joel – « University graduates, jobs and university – industry linkages ». *Canadian Public Policy* 11 (2), juin 85 : 180-195 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en français.

Le renforcement de la collaboration entre l'industrie et les universités au Canada est d'autant plus difficile que l'expansion récente des universités était destinée à servir davantage les besoins du secteur public que ceux du secteur privé où seule une minorité de diplômés trouvent à s'employer. Ce secteur est comparativement moins développé au Canada et n'offre que peu de débouchés aux diplômés, bien que de récentes restrictions dans le public ouvrent de nouvelles perspectives qu'il est encore trop tôt pour apprécier.

4475. BENEDICT, Daniel – « The 1984 GM agreement in Canada. Significance and consequences ». *Relations industrielles* 40 (1), 1985 : 27-47 ; tabl. ; résumé en français.

La grève des ouvriers de General Motors au Canada en 1984 a été décisive pour le syndicalisme canadien. La position des syndicats canadiens paraît ainsi bien plus rigide que celle des syndicats GM et Ford des Etats-Unis, et rend sensibles les différences d'approches et de priorité entre les syndicalistes des deux pays.

4476. SHAW, R. Paul – « The burden of unemployment in Canada ». *Canadian Public Policy* 11 (2), juin 85 : 143-160 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en français.

La menace de longues périodes de chômage ne pèse pas également sur tous les travailleurs. Le chômage chronique prévaut surtout dans les industries primaires (pêche, forêts, construction, transports, manutention), chez les ouvriers à bas salaire et chez les jeunes peu instruits. Il vaut donc mieux identifier les groupes menacés afin de bien adapter la lutte contre le chômage.

4477. MARR, William – « The Canadian temporary visa programme as an alternative to the European guest worker scheme ». *Migrations internationales* 23 (3), sept. 85 : 381-395 ; tabl. ; résumés en français et en espagnol.

C'est à cause des faiblesses de la politique d'émigration européenne que le Canada a dû adopter une politique de travailleurs migrants bénéficiant d'un statut de résidence temporaire en vue de limiter l'entrée d'immigrants permanents. De grandes différences apparaissent ainsi dans la politique d'immigration entre l'Europe et le Canada.

4478. MANSFIELD, Edwin ; SWITEER, Lorne – « The effects of R and D tax credits and allowances in Canada ». *Research Policy* 14 (2), avr. 85 : 97-107 ; tabl. ; bibliogr.

Suivi par de nombreux pays occidentaux, le Canada a adopté des mesures incitatives en faveur de la recherche / développement au niveau de la fiscalité et de l'amortissement. L'efficacité de telles mesures est un sujet de controverses. Analysée à partir de sondages et d'enquêtes auprès de chefs d'entreprise canadiens, cette efficacité semble finalement bien modeste dans ce pays. En fait la même conclusion pourrait être faite pour la plupart des pays développés.

4479. LANGDON, Frank – « La politique économique du Japon à l'égard du Canada ». *Etudes internationales* 16 (3), sept. 85 : 525-545 ; résumé en anglais.

Dans ses relations économiques avec le Canada, le Japon cherche à garantir l'approvisionnement en produits essentiels à des prix raisonnables, en particulier dans le secteur de l'énergie. Il adopte une politique d'investissements plutôt prudente, quelques projets ambitieux ayant été des échecs retentissants. Si le marché canadien est intéressant pour les exportations de produits manufacturés japonais (automobiles), c'est un véritable champ de bataille pour essayer de limiter le protectionnisme et garder ouvert tout le marché nord-américain.

4480. BOUCHER, Michel – « Le régime d'épargne-actions du Québec : mal réellement nécessaire ? » *Canadian Public Policy* 11 (2), juin 85 : 196-205 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Un régime d'épargne-actions a été mis en place au Québec en raison de l'insuffisance de capital-risque (justification qui ne s'est d'ailleurs pas matérialisée) et de la réduction conditionnelle d'impôts pour les contribuables à très hauts revenus.

En baissant le prix relatif après impôt de cette forme d'épargne, le nouveau régime d'épargne-actions modifie le portefeuille des contribuables. Il en résulte un instrument fiscal souple et peu coûteux à court terme et pour 1982 la réduction des impôts a été évaluée à 50 millions de dollars canadiens.

Chine

Institutions et vie politiques

Voir aussi : n° 4458, 4775

4481. THURSTON, Anne F. – « Victims of China's cultural revolution : the invisible wounds ». *Pacific Affairs* 57 (4) et 58 (1), hiv et print. 85 : 599-620 et 5-27.

Une enquête sur les victimes de la Révolution culturelle en Chine est difficile et suscite souvent des réactions peu diversifiées. La révolutin culturelle en Chine n'est pas, pour ses victimes, « une chose du passé » car les blessures qu'elle leur a causées ne se fermeront pas de si tôt, surtout sur le plan psychologique. C'est pourquoi les Chinois, en particulier les jeunes, contestent parfois les décisions du Parti tout en mettant en avant leurs sentiments patriotiques.

4482. GOODMAN, David S.G. – « The Chinese political order after Mao : " socialist democracy " and the exercise of State power ». *Political Studies* 33 (2), juin 85 : 218-235.

Depuis 1976, modernisation, démocratisation et ordre politique ont été les maîtres mots des dirigeants chinois. Mais la campagne décidée par les instances dirigeantes du Parti communiste pour la « démocratie socialiste » s'est heurtée à la résistance d'une grande partie des cadres du Parti.

4483. MILLS, William De B. – « Leadership change in China's provinces ». *Problems of Communism* 34 (3), juin 85 : 24-40 ; tabl.

En mars-avril 1983, 950 des 1350 dirigeants régionaux chinois furent démissionnés par le pouvoir central et remplacés par 160 nouveaux fonctionnaires. Ce rajeunissement du pouvoir régional ne s'est pas fait sans heurt avec les autorités de Pékin, comme on témoigne l'exemple de la province de Hunan, mais la réussite de l'opération montre la volonté du gouvernement de composer avec les leaders locaux et d'édifier un système politique stable, garant de la réussite économique.

4484. KOSINSKI, Françoise – « Les pays ouest-européens dans la stratégie chinoise ». *L'Afrique et l'Asie modernes* (146), aut. 85 : 76-89.

Historique, état actuel et perspectives des relations économiques et politiques entre la Chine et l'Europe communautaire : la Chine souhaite se rapprocher d'une Europe qu'elle espère forte pour jouer un rôle dans l'équilibre entre les deux Grands ; l'Europe veut une Chine prospère, mieux intégrée dans les échanges internationaux.

4485. CHUL KOH, Byung – « China and the Korean peninsula ». *Korea and World Affairs* 9 (2), été 85 : 254-279 ; tabl.

La Corée occupe une situation stratégique d'une grande importance pour la Chine qui manifeste son intérêt d'une façon croissante comme le montre l'augmentation des échanges entre 1970 et 1972. Par souci de sécurité et face à l'emprise de l'URSS sur la Corée du Nord, Pékin entretient des relations de plus en plus amicales avec la Corée du Sud.

4486. FOUQUOIRE, Elisabeth – « Professionnalisme dans l'armée chinoise ». *Défense nationale* 41, oct. 85 : 105-118.

La modernisation de la défense chinoise se traduit par un professionnalisme militaire accru : l'armée met l'accent sur la formation des hommes, le rajeunissement des cadres et l'importance de l'entraînement militaire. La milice populaire, longtemps opposée à la modernisation de la défense, apparaît aujourd'hui complémentaire de l'ALP (armée populaire de libération).

4487. LYONS, Thomas P. – « China's cellular economy : a test of the fragmentation hypothesis ». *Journal of Comparative Economics* 9 (2), juin 85 : 125-144 ; tabl. ; bibliogr.

La croissance économique de la Chine depuis les années cinquante se caractérise par une tendance à l'auto-suffisance au niveau local et par la fragmentation en petites unités, comme le prouve l'étude du commerce intérieur et des transports de marchandises.

4488. ZAFANOLLI, Wojtek – « A brief outline of China's second economy ». *Asian Survey* 25 (7), juil. 85 : 715-736.

Bien que l'économie souterraine ait existé en Chine avant 1976, prenant différentes formes et souvent organisée par les enfants des cadres du régime ce n'est que récemment qu'une vaste campagne a été lancée afin de dénoncer les crimes économiques. On ne sait si c'est en réponse à une progression spectaculaire ou pour les besoins de la réforme économique.

4489. BACULO, Liliana – « La politica di modernizzazione in Cina ». *Rassegna economica* 49 (1), fév. 85 : 7-29 ; tabl.

La réforme économique chinoise de 1984 représente une tentative pour assurer à une population pléthorique un niveau de vie et des conditions de travail plus satisfaisants, et une expérience de combinaison entre planification centralisée et décentralisation à divers niveaux.

4490. La politique agricole

a. « Une Chine rurale " responsabilisée " : décollectivisation et contractualisation coopérative dans deux districts de Chine populaire ». *Communautés* (71), mars 85 : 7-154 ; tabl.
Numéro spécial consacré au changement de ligne politique dans l'agriculture, décidé par le troisième plénum du XIe Congrès du Parti communiste chinois en décembre 1978.

b. PANNEL, Clifton W. – « Recent Chinese agriculture ». *The Geographical Review* 75 (2), avr. 85 : 170-185 ; tabl., graph., cartes ; bibliogr.
Les mesures récentes prises en Chine pour améliorer la production en instaurant un système de responsabilité dans les décisions, pour les agriculteurs, a porté ses fruits, mais de nombreuses différences régionales demeurent, qui relèvent de variations d'environnement.

4491. LAI SING LAM – « Singapore's role in China's offshore oil venture ». *Asia Pacific Community* (28), print. 85 : 119-142 ; bibliogr.

Grâce à sa situation, son port, sa stabilité politique, son nœud de communications, Singapour est devenu pour la Chine un centre de raffinement de pétrole, un lieu d'industries pétrochimiques offshore et une place commerciale irremplaçable.

Egypte

4492. RAAFAT, Waheed – « The Taba case (between Egypt and Israel) ». *Revue égyptienne de droit international* 39, 1983 : 1-22.

Historique du conflit frontalier entre l'Egypte et Israël, de 1905 à nos jours.

4493. SHAKER, Mohammed I. – « Egypt's ratification of the treaty on the non-proliferation of nuclear weapons ». *Revue égyptienne de droit international* 39, 1983 : 23-34.

L'Egypte qui a été un des premiers pays à signer le traité de non-prolifération des armes nucléaires, a participé activement à l'Agence internationale de l'énergie atomique, afin que ce traité soit appliqué et s'efforce de convaincre Israël de le signer.

4494. ABDEL FADIL, Mahmoud – « Les effets de l'émigration de main d'œuvre vus sur la distribution des revenus et les modèles de consommation dans l'économie égyptienne ». *Tiers-Monde* 26 (103), sept. 85 : 507-522 ; tabl.

Par l'ampleur de leurs remises effectuées lors du retour en Egypte (temporairement ou définitivement), les émigrés modifient profondément la structure des revenus, de l'épargne et de la consommation, les salaires touchés à l'étranger étant nettement supérieurs aux salaires égyptiens.

4495. GED, Anne – « Migrations et transformations économiques et sociales en Egypte ». *Tiers-Monde* 26 (103), sept. 85 : 493-506 ; tabl.

Présentée souvent comme « révolutionnaire », l'infitah, politique d'ouverture à l'extérieur, n'a eu que des résultats marginaux sur la transformation économique et sociale de l'Egypte, alors que l'émigration très importante depuis 1973 a eu de graves conséquences sur la structure du marché du travail et à long terme sur la cohésion nationale.

4496. ROUSSILLON, Alain – « Continuités et rupture dans l'Egypte de l'Infitah : le secteur public en question ». *Annuaire de l'Afrique du Nord* 21, 1982 : 413-453.

La faillite du système socialiste hérité de Nasser a engendré un processus de dénationalisation et d'ouverture sur le marché de l'économie mondiale, désigné sous le nom d'Infitah, qui a permis à des groupes, jusque là bloqués dans leur ascension sociale, par le bas niveau des rémunérations de la fonction publique, d'obtenir une promotion.

4497. ADAMS, Richard, H, Jr. – « Development and structural change in rural Egypt 1952 to 1982 ». *World Development* 13 (6), juin 85 : 705-723 ; tabl. ; bibliogr.

Le développement de l'agriculture égyptienne consiste à lutter contre la pauvreté et à améliorer la productivité du travail et du sol. Depuis 1952, ces trois domaines ont connu des succès incontestables, mais les changements des structures ne se font que lentement.

4498. NASSAR, Saad ; IMAN, Shawky – « Agricultural price policy, implications in Egypt ». *L'Egypte contemporaine* 76 (399), janv. 85 : 13-37 ; tabl.

Etant donné que la politique des prix a des répercussions importantes sur le choix des récoltes, la quantité produite et les ventes de la part des agriculteurs, il est nécessaire que les pouvoirs publics agissent avec discernement : les prix de certains produits devraient être augmentés, et les prix d'autres, abaissés.

Espagne

Voir aussi : n° 4849

4499. LABATUT, Bernard – « Le gouvernement socialiste espagnol et la participation à l'Alliance atlantique depuis novembre 1982 ». *Etudes internationales* 16 (3), sept. 85 : 575-588.

La question de la participation de l'Espagne à l'OTAN est très liée aux problèmes de politique intérieure. En 1982, le gouvernement de centre droit a précipité l'adhésion de l'Espagne, le Parti socialiste y étant alors fortement opposé. Actuellement au gouvernement, les socialistes se trouvent face à une situation difficile et ambiguë et ont opté pour une attitude prudente, qui n'a pas favorisé l'apparition d'un débat sur les questions stratégiques.

4500. SANTOS, Alberto – « Le basculement vers le Sud de la politique de défense de l'Espagne ». *Etudes internationales* 16 (3), sept. 85 : 589-609.

Un des éléments de la politique de défense du gouvernement socialiste espagnol est la réorientation du dispositif de l'Espagne vers le Sud. Ce basculement vers le Sud s'appuie essentiellement sur les accords bilatéraux hispano-américains et va permettre à l'Espagne de se doter d'une capacité d'intervention jusqu'alors inexistante en Méditerranée occidentale et de négocier sa place au sein de l'OTAN.

4501. FUENTES, E. – « L'histoire des relations internationales en Espagne : la fin de la léthargie ». *Relations internationles* (42), été 85 : 183-186.

Jusqu'à la mort de Franco, en raison de la désaffection intellectuelle à l'égard du régime et de l'isolement international du pays, l'histoire des relations internationales tenait peu de place en Espagne. Après 1975, l'accès aux archives a été facilité et on peut espérer dans les prochaines années un développement important des travaux consacrés à la dimension internationale de la politique espagnole.

4502. GARCIA DE BLAS, Antonio – « La protection en cas de chômage en Espagne et dans les autres pays européens de l'OCDE ». *Revue internationale du travail* 124 (2), avr. 85 : 159-174.

Une réforme importante du système espagnol de protection contre le chômage a été décidée en 1984. Elle permet d'assurer une durée de versement des prestations dorénavant supérieure à la moyenne des pays européens. En outre les prestations sont désormais étendues à des catégories qui en étaient partiellement exclues (saisonniers, chômeurs de plus de 55 ans). Mais le problème de la baisse des prestations avec le temps n'a pas été résolu.

4503. LOPEZ ANTON, Felix – « Establishment of foreign banks in Spain ». *The International Lawyer* 19 (2), print. 85 567-597 ; tabl.

Jusqu'en 1978, quatre banques étrangères seulement étaient autorisées à établir des filiales en Espagne. Depuis la modification de la législation en 1978, les banques étrangères peuvent opérer soit directement en ouvrant des établissements (36 l'avaient fait en 1983) soit indirectement, en prenant une participation dans les banques espagnoles.

Etats-Unis

Institutions et vie politiques

Voir aussi : n° 4585, 4649, 4753, 4845

4504. « Religion and the family ». *Journal of Marriage and the Family* 47 (2), mai 85 : 369-458 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Suite d'articles sur l'influence du facteur religieux sur la vie familiale aux Etats-Unis ainsi que sur l'attention croissante portée aux phénomènes religieux dans les sciences sociales.

4505. « Church activism and corporate America ». *Business and Society Review* (54), été 85 : 4-44.

Suite d'articles : la légitimité de l'intervention de l'Eglise catholique dans la vie économique est aujoud'hui devenue aux Etats-Unis un fait acquis.

4506. MESSNER, Francis – « La répression des déviances religieuses aujourd'hui : le cas de la déprogrammation aux USA ». *PJR Praxis juridique et religion* 2 (1), 1985 : 53-73 ; résumés en anglais et espagnol.

La prolifération des sectes aux Etats-Unis a entraîné de la part de parents blessés par la perte de leurs enfants le recours à la déprogrammation : les tribunaux des Etats ont souvent soutenu les parents et les déprogrammeurs, mais la Cour Suprême a réagi au nom de la liberté religieuse et des droits de l'individu.

4507. ROUBAW, Luc – « La réforme des " administrative law judges " aux Etats-Unis : vers la constitution d'un grand corps ? » *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger* (4), août 85 : 1075-1108.

A mesure que les ALJ ont joué un rôle central dans la pratique administrative leur statut est apparu particulièrement inadapté aussi bien pour des considérations d'efficacité que de juridicité. Leur remise en cause issue du débat sur la déréglementation oppose les minimalistes aux partisans d'une réforme visant à unifier le contentieux administratif.

4508. McKAY, David – « Theory and practice in public policy : the case of the new federalism ». *Political Studies* 33 (2), juin 85 : 181-202.

La décentralisation de l'administration fédérale au profit de l'administration des Etats, amorcée en 1981, se situait, selon le Président Reagan, dans la perspective d'un « nouveau fédéralisme », fondé sur la rationalité économique. En fait, la réduction des dépenses publiques s'est opérée de façon irrationnelle et n'a fait qu'accroître les inégalités entre les régions et entre les administrations.

4509. SIMONTON, Dean Keith – « The vice-presidential succession effect : individual or situational basis ? » *Political Behavior* 7 (1), 1985 : 79-99 ; tabl. ; bibliogr.

Il semblerait que l'accès « accidentel » au pouvoir de vice-présidents aux Etats-Unis affecterait leur autorité. Dépourvus de la légitimité que confère une élection présidentielle « en règle », d'une personnalité suffisamment marquée et d'une

expérience politique réelle, ces vice-présidents se trouvent souvent dans des situations dont ils ne savent pas tirer parti.

4510. THOMAS, Martin – « Election proximity and senatorial roll call voting ». *American Journal of Political Science* 29 (1), fév. 85 : 96-111 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Les votes des sénateurs américains, mesurés sur une échelle libéral / conservateur ont tendance à évoluer à l'approche des élections pour les sénateurs qui ont l'intention de se représenter devant leurs électeurs.

4511. CHRISTY, Carol A. – « American and German trends in sex differences in political participation ». *Comparative Political Studies* 18 (1), avr. 85 : 81-103 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Les variables socio-économiques (niveau d'éducation, rajeunissement des générations ou déclin de l'habitat rural) n'expliquent pas seules les variations de la participation électorale selon les sexes pour la période 1952-53 à 1980 en RFA et aux Etats-Unis. L'homogénéité serait plus le facteur des médias et de l'engagement politique.

4512. GIBSON, James L. – « Whither the local parties ? A cross-sectional and longitudinal analysis of the strength of party organizations ». *American Journal of Political Science* 29 (1), fév. 85 : 139-160 ; tabl. ; bibliogr.

Durant les 20 dernières années les sections locales des partis ont fait la preuve de leur activité et de leur organisation : leur pouvoir varie selon les régions et non selon les partis, mais il n'est en rien touché par la désaffection que connaissent les partis au niveau national.

4513. CRAIG, Stephen C. – « The decline of partisanship in the United States : a reexamination of the neutrality hypothesis ». *Political Behavior* 7 (1), 1985 : 57-78 ; tabl. ; bibliogr.

Si les citoyens américains se désintéressent des partis, ils ne se désintéressent pas pour autant de la vie politique mais ils voient simplement le manque d'efficacité des partis. Depuis 1964 les partis américains ne bénéficient plus du soutien massif des électeurs, mais cela ne signifie pas que le nombre des Américains politiquement « neutres » ait augmenté.

4514. ALT, James E. – « Party strategies, world demand and unemployment in Britain and the United States 1947-1983 ». *Political Behavior* 7 (1), 1985 : 7-36 ; tabl. ; bibliogr.

Divers modèles tentent de rendre compte de l'influence du chômage sur le comportement électoral en Angleterre et aux Etats-Unis entre 1947 et 1983, mettant en évidence l'importance du facteur ouverture de l'économie nationale sur l'économie mondiale, comme c'est plus particulièrement le cas aux Etats-Unis. On ne peut pas conclure unilatéralement que le chômage accroît les votes à gauche.

4515. LADD, Evarett Carll – « On mandates, realignments, and the 1984 presidential election ». *Political Science Quarterly* 100 (1), print. 85 : 1-25 ; tabl., carte.

L'analyse de l'élection présidentielle de 1984 traduit un réalignement qui diffère fondamentalement du précédent sous le New-Deal par le fait qu'il est dû à une distanciation croissante des électeurs par rapport à quelque parti que ce soit.

4516. HORN, Robert C. – « Southeast Asian perception of US foreign policy ». *Asian Survey* 25 (6), juin 85 : 678-691.

Les relations étroites que les Américains s'emploient à développer avec les Etats non communistes de l'Asie du Sud-Est, ainsi que la convergence des intérêts n'empêchent pas des divergences de points de vue en particulier en ce qui concerne la « menace sociétique » ou le rôle de la Chine. Les pays de l'ASEAN ont les moyens de faire valoir leur point de vue.

4517. DAVIES, John – « US foreign policy and the education of Black South Africans ». *Comparative Education Review* 29 (2), mai 85 : 171-188.

La relance de l'aide à l'éducation dans le Tiers-Monde par l'administration Reagan a concerné la communauté noire d'Afrique du Sud. Il s'agit, au-delà des mesures anti-apartheid, d'encourager la promotion sociale des Noirs d'Afrique du Sud

et de détacher du prolétariat une classe moyenne qui, de ce fait, échappe au radicalisme politique. Il s'agit enfin de contribuer à la lutte contre les contradictions du système social sud-africain.

4518. FELDMAN, David Lewis – « The United States role in the Malvinas crisis, 1982 : misguidance and misperception in Argentina's decision to go to war ». *Journal of Interamerican Studies and World Affairs* 27 (2), été 85 : 1-22 ; bibliogr.

En établissant des relations plus étroites avec leur pays, le gouvernement Reagan a laissé croire aux Argentins qu'il soutiendrait leur action pour reconquérir les îles Malouines. Les Etats-Unis ont ainsi donné aux Argentins une conception exagérée de leur importance stratégique et ils n'ont pas été capables de les dissuader d'entrer en guerre ou d'accepter des solutions de compromis. Voir à la suite, pp. 23-24 : « Reply by former Secretary of State, Alexander M. Haig Jr ».

4519. AMOS, John W. ; MAGNUS, Ralph H. – « Regional perceptions of the American Central Command – (CENTCOM) ». *Conflict* 5 (4), 1985 : 337-353.

La « force commune de déploiement rapide » (RDJTF) américaine qui servait à des interventions d'urgence pour la défense des intérêts américains, rebaptisée « Commandement central » (CENTCOM), ne peut exister sans le soutien de certains gouvernements dans les régions d'intervention. Ce soutien dépend des modes de perception de la légitimité de ces interventions et de l'intérêt que leur portent les pays « amis ». Ceux-ci craignent souvent les contre-mesures soviétiques et une relance de la confrontation est-ouest à leurs dépens.

4520. L'Initiative de défense stratégique

a. MARGERIDE, Jean-Baptiste – « L'initiative de défense stratégique ». *Stratégique* (27), 3e trim. 85 : 117-143 ; graph.
Alors que l'IDS fait la une des médias et connaît les commentaires les plus contradictoires, il est nécessaire d'étudier en quoi consiste très exactement le projet et de voir quelles peuvent en être les perspectives à moyen et long terme. Il est certain que si l'IDS n'est pas déployée, elle aura entraîné des développements en matière de défense, que tout Etat soucieux de conserver son indépendance devra s'efforcer d'acquérir.

b. ROSSEL, Henri – « La " guerre des étoiles " : un défi incontournable ». *Revue politique et parlementaire* 87 (918), août 85 : 35-41.
L'Initiative de défense stratégique est loin de faire l'unanimité européenne mais pose cependant un problème qui ne pourra être occulté car aucune stratégie n'est immuable. L'attentisme des Français risque de conduire, devant la menace soviétique, à une solution qui s'imposerait brutalement : rejoindre une organisation militaire intégrée plus que jamais sous l'hégémonie américaine.

c. HOFFMAN, Stanley – « Les inquiétudes américaines ». *Le débat* (36), sept. 85 : 175-183.
Les Etats-Unis connaissent actuellement un débat très vif au sujet des problèmes de défense, ravivé par l'initiative de défense stratégique et les changements qu'elle apporte, particulièrement au sujet de l'OTAN et de la défense européenne.

4521. « Federal block grants to education ». *Economics of Education Review* 4 (3), 1985 : 163-269 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Numéro spécial : le chapitre 2 de la loi de 1981 sur l'éducation introduit le mécanisme de la subvention globale (laquelle remplace diverses subventions spécifiques) dans le financement par l'Etat fédéral de l'enseignement aux Etats-Unis. Bilan de l'application de ces dispositions dans plusieurs Etats.

4522. CROUSE, James – « Does the SAT help colleges make better selection decisions ? » *Havard Educational Review* 55 (2), mai 85 : 195-219 ; tabl.

La plupart des collèges américains utilisent le test d'aptitudes scolaires (SAT) pour sélectionner leurs étudiants. Pourtant, ce test ne constitue en aucun cas une garantie de validité des choix, que l'on examine les résultats universitaires des admis ou leur taux d'obtention des diplômes.

Situation et politique sociales

Voir aussi : n° 4475

4523. « The food stamp program ». *The Journal of Human Resources* 20 (3), été 85 : 382-436.

Suite d'articles sur le « Food stamp program » américain, distribution de bons-alimentaires aux plus démunis. Ce programme a donné lieu à des critiques en raison des avantages injustifiés qu'il procurait à certains.

4524. « Health care for an aging population ». *Socio-Economic Planning Sciences* 19 (4), 1985 : 225-293 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Numéro spécial : l'accroissement considérable du nombre de personnes de plus de 65 ans vivant aux Etats-Unis rend nécessaire une planification de leurs besoins spécifiques en matière de santé.

4525. BRAND, H. – « The decline of workers' incomes, the weakening of labor's position ». *Dissent* été 85 : 286-298 ; tabl.

Le mouvement syndical américain est en net déclin (39 % de membres en 1958, 27 % en 1984) ; les changements dans la gestion et la structure des industries, la politique économique du gouvernement sont à l'origine de ce repli qui correspond à une période de baisse des revenus des travailleurs, que l'actuelle situation économique, qui place les managers en position de force, renforce encore. Un renouveau syndical est nécessaire, d'autant plus qu'il pourrait contribuer à régénérer la vie politique américaine comme en témoigne le soutien de l'AFL-CIO au candidat démocrate pour les présidentielles de 1984.

4526. SNIPP, C. Matthew ; TIENDA, Marta – « Chicano career mobility ». *Research in Social Stratification and Mobility* 4, 1985 : 177-194 ; tabl. ; bibliogr.

La mobilité professionnelle des Chicanos ne semble pas très différente de celle des Anglos à l'exception cependant des travailleurs agricoles qui ont très peu de possibilités de promotion.

4527. MAJORS, Bruce Powell – « Comparable worth : the new feminist demand ». *The Journal of Social, Political and Economic Studies* 10 (1), print. 85 : 55-67.

Aux Etats-Unis, les féministes demandent que les femmes reçoivent le même salaire que les hommes pour un travail de « valeur comparable ». Cette notion de « valeur comparable » est fallacieuse et dangereuse et risque d'entraîner des négociations salariales qui ne satisferont que les intérêts d'une minorité de cadres et d'intellectuels.

4528. SMITH, Michael Peter ; TARDANICO, Richard – « Réactions locales à la crise économique. Les villes américaines et la nouvelle division internationale du travail ». *Anthropologie et sociétés* 9 (2), 1985 : 7-23 ; bibliogr. ; résumé en anglais.

La réorganisation spatiale de la production, qui résulte de la crise économique mondiale, a entraîné un certain nombre de changements politiques, économiques et sociaux dans les villes des Etats-Unis, tels que la croissance d'une économie parallèle, la réapparition d'ateliers insalubres, une nouvelle vague de migrations vers les villes, la vulnérabilité du mouvement syndical ou encore la propagation de revendications locales dans les quartiers urbains. Les liens entre ces différents processus sont illustrés par l'exemple de la migration des hispanophones vers les villes du Sun-belt.

4529. « Urban economic development ». *Urban Affairs Annual Reviews* 27, 1984 : 1-287 ; tabl. ; bibliogr.

Numéro consacré au développement économique des villes aux Etats-Unis, dans un contexte marqué par la récession économique et un nouveau partage des responsabilités locales dans le cadre du nouveau fédéralisme de Reagan.

4530. CARLSON, A.W. – « One century of foreign immigration to the United States : 1880-1979 ». *Migrations internationales* 23 (3), sept. 85 : 309-334 ; tabl., cartes ; résumés en français et en espagnol.

Toute la politique d'immigration des Etats-Unis depuis le XIXe a profondément marqué la composition de la population américaine. L'immigration continue de jouer un rôle important car elle compte pour environ un quart du taux de croissance annuel et serait égale à 40 % s'il était tenu compte de l'immigration illégale. Sans l'immigration le taux de fécondité de ce pays serait en déclin rapide.

4531. « Children with special needs ». *Law and Contemporary Problems* 48 (1 et 2), hiv. et print. 85 : 1-219 et 1-294.

Deux numéros spéciaux consacrés aux problèmes spécifiques des enfants handicapés dans l'enseignement public.

Economie et finances

4532. WIELAND, Joachim – « Die Entwicklung der Wirtschaftsregulierung in den Vereinigten Staaten von Amerika ». (L'évolution de la régulation de l'économie aux Etats-Unis). *Die Verwaltung* 18 (1), 1985 : 84-115.

Si les Etats-Unis sont par excellence le pays de l'économie de marché, l'Etat est néanmoins intervenu durant certaines périodes et dans certains secteurs, quand le besoin s'en est fait sentir soit pour les secteurs concernés, soit pour les consommateurs. La navigation aérienne, les transports routiers ont ainsi fait l'objet de réglementations qui, depuis peu, ont été adoucies.

4533. DARDIS, Rachel ; YOUNG, Carol – « The welfare loss from the new sugar program ». *The Journal of Consumer Affairs* 19 (1), été 85 : 163-176 ; tabl., graph.

La fixation de quotas aux importations de sucre en mai 1982 aux Etats-Unis crée un système inefficace et injuste. L'aide à l'industrie pourrait être fournie directement par le gouvernement, et non indirectement à l'aide des quotas. Ce sont des motifs politiques et non économiques qui justifient cette mesure qui portera surtout préjudice aux consommateurs à faible revenus qui doivent ainsi porter le maximum de poids de la protection de la production de sucre nationale.

4534. DEBARBIEUX, Bernard – « IBM à la campagne : l'évolution du Dutchess County (Etat de New York) (1940-1984) ». *Annales de géographie* 94 (523), juin 85 : 270-297 ; tabl., graph., cartes ; résumé en anglais.

Le Dutchess County est devenu depuis 1940, le fief de la société IBM. L'implantation du leader mondial de l'informatique a entraîné une certaine prospérité de la région mais aussi de nombreux déséquilibres économiques, sociaux et spatiaux en raison de la mauvaise intégration de l'entreprise dans le milieu local.

4535. TURKEL, Gerald ; COSTELLO, David – « Laid-off workers, the Chrysler loan guarantee and corporatist legitimacy : a thematic analysis » ; *Contemporary Crises* 9 (3), juil. 85 : 229-254.

En 1980, le gouvernement américain a signé un accord avec Chrysler, aux termes duquel la firme automobile bénéficiait de prêts fédéraux, en échange de la promesse d'un assainissement financier. Cet accord est, typiquement, une solution corporatiste à une situation de crise. Les syndicats ont accepté l'accord, mais non sans une certaine réticence, comme en témoignent une série d'interviews d'ouvriers licenciés.

4536. « Competition in marketing ». *Journal of Marketing Research* 22 (3), août 85 : 229-349 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Numéro spécial : La concurrence entre les entreprises de marketing et son impact sur les décisions relatives à la gestion.

4537. FRIEDMAN, Monroe – « Consumer boycotts in the United States, 1970-1980 : contemporary events in historical perspective ». *The Journal of Consumer Affairs* 19 (1), été 85 : 96-117 ; tabl.

Il y a eu aux Etats-Unis entre 1970 et 1980 près de 90 boycotts de consommateurs dans l'ensemble du pays. Leur nombre semble en accroissement, touchant toujours davantage de groupes sociaux, surtout ceux qui sont les moins organisés. Il peuvent prendre une dimension rapidement nationale grâce aux moyens de communication modernes.

4538. LUCKETT, Charles A. ; AUGUST, James D. – « The growth of consumer debt ». *Federal Reserve Bulletin* 71 (6), juin 85 : 389-402 ; tabl., graph.

La hausse du taux de crédit aux Etats-Unis en 1983-84 au cours de la phase de reprise de l'économie américaine a fait apparaître les éventuels effets inhibiteurs de l'accroissement de l'endettement des ménages.

4539. HERANDER, Mark G. – « The relative impact of US specific tariffs on manufactured imports from developing and developed countries ». *The Quarterly Review of Economics and Business* 25 (2), été 85 : 91-108 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Les tarifs douaniers, les restrictions quantitatives et les tarifs douaniers spéciaux affectent d'une manière inégale les importations américaines en provenance des pays développés et celles en provenance des pays sous-développés. En fait, ces dernières sont constituées de produits d'une moindre qualité, d'où l'existence de barrières douanières plus importantes à l'égard de ces produits. Mais la qualité n'est pas le seul critère de discrimination dans ce domaine.

4540. PUGEL, Thomas A. ; WALTER, Ingo – « US corporate interests and the political economy of trade policy ». *The Review of Economics and Statistics* 67 (3), août 85 : 465-473 ; tabl. ; bibliogr.

Les attitudes des entreprises américaines face aux problèmes relevant de la politique commerciale dans les années 1970 sont liées à certaines caractéristiques des entreprises elles-mêmes et de leur secteur d'activité. Une entreprise est d'autant plus protectionniste qu'elle est exposée à la concurrence des importations, a une gamme de produits peu diversifiée et pénètre peu les marchés étrangers.

4541. SARNA, A.J. – « The impact of a Canada-US free trade area ». *Journal of Common Market Studies* 23 (4), juin 85 : 299-318 ; tabl. ; bibliogr.

En 1983, le commerce entre le Canada et les Etats-Unis a représenté 118,7 milliards de dollars canadiens, les exportations du Canada atteignant 64,5 milliards et les importations 54,2 milliards. Le Sénat canadien a proposé l'instauration progressive d'une zone de libre échange entre les deux pays pour les produits industriels, sous réserve de l'application des réductions tarifaires prévues dans le cadre du GATT.

4542. « The economy in deficit ». *Essays in Contemporary Economic Problems* 8, 1985 : 1-336 ; tabl., graph.

Numéro consacré au déficit budgétaire : les dimensions du problème ; les déficits aux échelons locaux et à l'échelon fédéral ; les conséquences sur les relations économiques extérieures, l'investissement, les taux de change et d'intérêt ; le financement du déficit et la réforme fiscale ; comparaisons avec d'autres pays industrialisés.

4543. HOGAN, Joseph J. – « Ten years after : the US Congressional budget impoundment control Act of 1974 ». *Public Administration* 63 (2), été 85 : 133-149 : bibliogr.

Une réforme de la procédure budgétaire au Congrès américain a été effectuée en 1974 pour répondre à un désir d'amélioration, mais elle est loin d'avoir réussi.

4544. NATHAN, Richard P. ; DOOLITTLE, Fred C. – « Federal grants : giving and taking away ». *Political Science Quarterly* 100 (1), print. 85 : 53-74 ; tabl.

Etude comparative des conséquences des réductions des subventions d'Etat opérées par l'administration Reagan pour 14 Etats par rapport aux années 1970 où elles avaient été accrues.

4545. MORAN, Michael J. – « The federally sponsored credit agencies : an overview ». *Federal Reserve Bulletin* 71 (6), juin 85 : 373-388 ; tabl., graph.

Le gouvernement américain a mis en place cinq intermédiaires financiers privés pour canaliser des fonds destinés à aider plus spécialement certains secteurs économiques en détresse. L'importance de ces institutions est signe de leur efficacité et de la grande diversité de leurs techniques financières. Certains analystes prévoient néanmoins une diminution de leurs activités.

4546. HULTMAN, Charles W. – « International banking and U.S. commercial policy ». *Journal of World Trade Law* 19 (3), juin 85 : 219-228.

Malgré leur déficit commercial croissant et les acquisitions nombreuses de leurs banques par des acheteurs étrangers, les Etats-Unis doivent conserver une politique extérieure ouverte et libérale envers les banques étrangères mais encourager les pays concernés à agir de la même façon à leur égard.

France

Institutions et vie politiques

Voir aussi : n° 4649

4547. « Demain la France ». *L'expansion* (269), nov. 85 : 7-443.

Numéro consacré à un bilan général, politique, social et économique de la France depuis 1945 ; les atouts actuels et les problèmes conjoncturels et structurels ; l'horizon 2000.

4548. La communauté juive

a. KAPLAN, Jacob – « La religion israélite face aux menaces qui pèsent sur la France et sur le monde. » *Revue des sciences morales et politiques* 140 (1), 1985 : 135-149.
La religion juive s'appuie sur les principes de paix, d'égalité et de tolérance réunis dans les textes sacrés. C'est pourquoi la communauté israélite peut aider à l'avènement de ces principes dont la plupart sont bafoués.

b. COHEN, Erick – « L'éducation juive informelle en France ». *Sillages* (11), été 85 : 91-103.
Le niveau de conscience de leur judéité est en train de s'affaiblir chez les jeunes juifs français. Il est urgent de mettre sur pied un projet de formation à court, moyen et long termes par le biais de l'animation, des mouvements de jeunes et des écoles.

c. « Les 13 questions que se posent les Juifs de France ». *L'arche* (343), oct. 85 : 67-153.
Les réponses aux questions sur les institutions juives, la diaspora, les liens avec Israël, l'antisémitisme et l'antisionisme, les relations avec le judaïsme, la tolérance.

4549. « Les grands textes de la pratique institutionnelle de la Ve République ». *Notes et études documentaires* (11), 1985 : 1-259 ; tabl.

Numéro spécial constitué de documents sur les décisions et événements survenus en application de la Constitution de 1958 et des controverses qu'elle a suscitées, l'utilisation des diverses procédures, les textes et les décisions du Conseil constitutionnel.

4550. Les droits de l'homme

a. « Les droits de l'homme ». *Droits* (2), 1985 : 3-106.
Dossier consacré à une histoire des droits de l'homme depuis la Déclaration de 1789, à l'évolution de leurs conceptions (apparition des droits économiques et sociaux, du droit à la vie) et de l'interprétation des juristes. Voir notamment : CORNAVIN, Thierry : N° 4567.

b. TURPIN, Dominique – « Le traitement des antinomies des droits de l'homme par le Conseil constitutionnel ». *Droits* (2), 1985 : 85-97.
Le Conseil constitutionnel a progressivement dégagé différentes strates entre les « principes de valeur constitutionnelle » relatifs aux droits de l'homme. Des antinomies peuvent exister entre ceux de la deuxième génération (droits sociaux) et ceux issus des principes de 1789. Entre le premiers et les seconds, existe une hiérarchie que le Conseil s'applique à faire très scrupuleusement respecter.

c. « Libertés et sécurités ». *Hommes et libertés* (3), 1985 : 21-35.
Dossier sur l'abus du thème de la sécurité pour justifier une réduction des libertés.

4551. MICHALON, Thierry – « Sur la question corse : dualisme et utopie ». *Revue française de science politique* 35 (5), oct. 85 : 892-908 ; tabl. ; résumé en anglais.

Le problème de la Corse semble être celui d'une société agro-pastorale restée à la périphérie des bouleversements économiques mais qui en a subi la plupart des contrecoups. L'utopie consiste à vouloir concilier une culture du passé et l'économie de demain.

4552. DION, Stéphane – « La politique municipale française et la banlieue rouge de Paris ». *Anthropologie et sociétés* 9 (2), 1985 : 85-115 ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Les grands partis français se révèlent trop faibles dans leurs structures pour jouer un rôle direct dans la gestion des villes, à l'exception du Parti communiste, qui

a développé un modèle d'implantation locale fondé sur une étroite collaboration entre les organisations militantes et la mairie. Toutefois, l'exemple de la banlieue parisienne montre que ce modèle ne fonctionne plus.

4553. La fonction publique

a. SUEUR, Jean-Jacques – « Les situations d'absence temporaire dans la fonction publique ». *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger* (4), août 85 : 981-1021.
Les réformes intervenues en 1982-84 prennent en compte une part importante de ces situations exceptionnelles telle que l'absence temporaire révèlant ainsi les capacités d'adaptation du statut général des fonctionnaires. Parallèlement à cette banalisation du droit positif on assiste à une maximisation des protections et des avantages consentis aux agents.

b. BALDOUS, André – « L'intérêt du service dans le droit de la fonction publique ». *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger* (4), août 85 : 913-980.
La notion d'intérêt du service est devenue une norme de légalité. Mais malgré les progrès accomplis, deux obstacles demeurent : l'intérêt du service n'est pas l'intérêt général et dans son objet il est moins globalisant.

4554. Les sondages

a. ANTOINE, Jacques – « L'industrie des sondages ». *Projet* (193), juin 85 : 90-102 ; tabl.
L'industrie des sondages est une activité économique importante et la profession est soumise à une réglementation élaborée d'abord par les professionnels eux-mêmes, puis par les pouvoirs publics. Les techniques informatiques contribuent à faire évoluer les sondages et il faudrait maintenant se préoccuper de conserver la mémoire de l'opinion publique et en analyser les tendances.

b. STOETZEL, Jean – « Les sondages d'opinion ». *Revue des sciences morales et politiques* 140 (1), 1985 : 81-95.
Les sondages qui ont été longtemps mal connus ou méprisés font aujourd'hui partie de la scène politique française.

4555. PERCHERON, Annick – « Le domestique et le politique. Types de familles, modèles d'éducation et transmission des systèmes de normes et d'attitudes entre parents et enfants ». *Revue française de science politique* 35 (5), oct. 85 : 840-891 ; tabl., graph. ; résumé en anglais.

En France les types de familles sont très fortement structurés et contrastés mais ils ne recouvrent pas la morphologie des groupes sociaux et sont liés au système organisé des préférences idéologiques des parents. Quant à la transmission des valeurs, des attitudes et des pratiques au sein de la famille, le degré de réussite relève plus de la catégorie des valeurs à transmettre que du mode d'éducation utilisé.

4556. BECHTOLD, Martine ; LE MEN, Jean-François – « Du bon packaging des hommes politiques à " L'heure de vérité " d'Antenne 2 ». *Revue française de marketing* (103), juil. 85 : 60-74 ; résumé en anglais.

Une étude des réactions de téléspectateurs à la suite du passage à l'« heure de vérité » de R. Barre, L. Fabius, M. Rocard et H. Krasucki permet d'affirmer que le bon « packaging » (l'allure générale et un certain nombre de prestations) doit être « cool », « clean » et « rond », car il crée, par sa synergie, le service que les Français attendent d'un homme politique : de ce fait, L. Fabius et R. Barre « passent » bien, mais M. Rocard est trop lié à ses états d'âme, et M. Krasucki à un parti et un syndicat en crise.

4557. Le parti communiste

a. « Sociologie du Parti communiste français ». *Communisme* (7), 1985 : 5-134.
Suite d'articles analysant la composition et l'importance des effectifs du PCF, les mutations qu'il subit et les problèmes majeurs qui se posent à lui : crise ou déclin, phénomène temporaire ou irréversible. Voir aussi : GROPPO, Bruno : n° 4640.

b. PLATONE, François – « Les adhérents de l'apogée. La composition du PCF en 1979 ». *Communisme* (7), 1985 : 31-64 ; tabl., cartes.
A partir des réponses à un questionnaire distribué aux adhérents au moment du XXIIIe Congrès, il est possible de dresser une photographie du PCF en 1978 : les effectifs du parti atteignent leur plus haut niveau des trois dernières décennies, ses zones de force sont le Nord, la périphérie de Paris et le Midi méditerranéen ;

peu d'étrangers et peu de femmes malgré une présence croissante de celles-ci : le PC est également un parti d'actifs étant donné sa composition par âge où les ouvriers dominent et qui est particulièrement implanté dans le secteur public.

c. ANTONIAN, Armen ; WALL, Irwin – « The French communists under François Mitterrand ». *Political Studies* 33 (2), juin 85 : 254-273.
Après avoir accordé un soutien total aux réformes de 1981, le Parti communiste français a peu à peu durci son attitude à l'égard du gouvernement Mauroy, à mesure qu'il amorçait une politique d'austérité, tout en continuant cependant à en faire partie. Le mauvais résultat obtenu aux élections européennes de juin 1984 (11,2 %) a confirmé l'échec de la politique ambivalente du Parti, à la fois solidaire et critique, et a décidé les communistes à quitter le gouvernement.

4558. YSMAL, Colette – « Les embarras d'un parti au pouvoir. Le PS à la veille du Congrès de Toulouse ». *Etudes* 363 (4), oct. 85 : 329-341.

Cinq années de pouvoir ont transformé le parti socialiste sûr de lui et conquérant en un parti en quête d'identité, sans stratégie offensive ni capacité de mobilisation des électeurs. Les problèmes majeurs sont liés à son manque de cohérence interne et à sa place dans le système politique. Il lui est en effet difficile de garder son autonomie par rapport au gouvernement, ceci se traduisant par exemple au niveau du projet économique et social qu'il doit présenter lors de la prochaine campagne électorale.

4559. PERRINEAU, Pascal – « Le Front National : un électorat autoritaire ». *Revue politique et parlementaire* 87 (918), août 85 : 24-31 ; tabl., graph., cartes.

L'analyse électorale et les sondages révèlent le profil de l'électeur du Front National : héritier du poujadisme et du boulangisme, le Front National séduit un électorat hétérogène mais autoritaire qui trouve là l'occasion d'une protestation politique, exutoire d'une vision pessimiste de son propre destin.

4560. La leçon des cantonales

a. LANCELOT, Alain – « L'insupportable majorité : les cantonales de mars 85 ». *Projet* (193), juin 85 : 19-28 ; tabl.
Bel exemple du système majoritaire, les cantonales de 1985 ont dégagé une majorité de gouvernement dans tous les départements et ont réduit la représentation des extrêmes en leur donnant une chance de s'exprimer au premier tour.

b. « Dossier : cantonales 1985 ». *Revue politique et parlementaire* 87 (918) août 85 ; 4-34.
Dernière consultation avant les législatives de 86, les cantonales permettent aux analystes politiques de mesurer les forces électorales et d'observer le comportement des électeurs. Voir : PERRINEAU, Pascal : n° 4559.

c. PARODI, Jean Luc – « La répétition des européennes ». *Revue politique et parlementaire* 87 (918), août 85 : 5-18 ; tabl., graph.
Une analyse précise des résultats des élections cantonales de mars 85, accompagnée de sondages sur la justification des votes confirme la « délocalisation » des élections locales, le déséquilibre du rapport de force droite-gauche constaté lors des européennes et un net refus des extrêmes. Elle laisse entrevoir des mouvements cachés du corps électoral et la victoire de R. Barre. Voir à la suite, p. 19-23 : LE GALL, Gérard : « Une élection de confirmation ».

4561. BRESSON, Jean-Jacques de – « Inflation des lois pénales et législations ou règlementations " techniques " ». *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé* (2), juin 85 : 241-258.

La multiplication des dispositions pénales de législations et réglementations techniques (dans le domaine fiscal et d'urbanisme particulièrement) pose des problèmes de cohérence puisque la plupart des dispositions de nature pénale se trouvent dans ces textes et non dans le code pénal. La réforme du code pénal en cours doit inclure le cas de ces nouvelles infractions.

4562. MARCAIS, Marcel – « Penser le Maghreb ». *Défense nationale* 41, sept. 85 : 75-84.

Depuis leur indépendance, la politique de la France vis-à-vis du Maroc, de la Tunisie et de l'Algérie a mis davantage l'accent sur la bilatéralité ou sur la globalité de ses relations. Tout en adaptant ses actions, la France doit penser le Maghreb dans sa globalité.

4563. « Armes ». *Autrement. Série mutations* (73), oct. 85 : 251 p. ; tabl., graph., cartes.

Numéro consacré à la production et à la vente d'armes en France : les chercheurs, les ingénieurs et les ouvriers de ce secteur, qui en sont tous également les acteurs, présentent un paysage méconnu du grand public mais qui demeure une donnée industrielle et commerciale permanente, quelle que soit la majorité au pouvoir.

4564. CHARLOT, Bernard – « Modernisation et démocratisation du système scolaire, de J. Berthoin à J.P. Chevènement ». *Connexions* (45), 1985 : 123-138.

En réponse à une demande sociale de démocratisation et pour moderniser la formation des jeunes, les réformes Berthoin et Fouchet ont créé le collège et réorganisé l'enseignement technique. Mais dès lors deux problèmes se posent : celui de l'échec scolaire dans un système non adapté à sa nouvelle clientèle et celui de l'adaptation de la formation aux besoins en main d'œuvre. Démocratisation et modernisation demeurent aujourd'hui les deux problèmes pour lesquels Alain Savary a voulu combattre en donnant la priorité à la rénovation des méthodes et des contenus de l'enseignement et que J.P. Chevènement entend résoudre par la modernisation technologique et l'élitisme républicain.

4565. DELANNOI, Gil – « Qui a gagné la bataille de Marignan ? Peut-on changer l'enseignement ? L'exemple de l'enseignement de l'histoire ». *Revue française de science politique* 35 (4), août 85 : 705-726 ; tabl. ; résumé en anglais.

La succession ininterrompue de réformes portant sur le tout ou les parties du système scolaire incite à considérer trois dimensions : la décision d'agir, la possibilité et l'efficacité de l'action. L'enseignement de l'histoire fournit un exemple récent de réforme bien engagée. La conjugaison des pressions interne et externe à l'école, une pression politique sans politisation et une tentative d'évaluation avant la réforme expliquent le succès de sa mise en route.

4566. GISORS, Hélène de – « Apprendre à s'autoformer à l'école ». *Education permanente* (78-79), juin 85 : 187-197 ; résumé en anglais.

Une réforme des collègues français fondée sur l'auto-formation aurait l'avantage de permettre aux jeunes de gérer partiellement leur processus éducatif et celui d'entraîner automatiquement l'obligation de modifier les contenus et les temps scolaires.

4567. Ethique et biotechnologies

a. CORNAVIN, Thierry – « Théorie des droits de l'homme et progrès de la biologie ». *Droits* (2), 1985 : 99-106.
Les progrès de la biologie posent le double problème de la détermination des bénéficiaires des droits à naître, à mourir et de l'analyse de ces droits qui sont tout à la fois une revendication vers une autonomie de la personne et un besoin accru de protection.

b. « Le droit, la médecine et la vie ». *Le débat* (36), sept. 85 : 4-40.
Suite d'articles consacrés au débat éthique que suscitent aujourd'hui les développements de la biologie. Voir notamment : BADINTER, Robert : « Les droits de l'homme face aux progrès de la médecine, de la biologie et de la biochimie » ; BAULIEU, Etienne : « Des progrès mal entendus » ; DINECHIN, Olivier de : « Le fait et le droit » ; HERITIER-AUGE, Françoise : « L'individu, le biologique et le social » ; YONNET, Paul : « Mères porteuses, père écarté ».

c. « Vers la " procréatique " : une société où les enfants viennent par la science ». *Projet* (195), oct. 85 : 170 p. ; bibliogr.
Numéro spécial consacré aux nouvelles techniques liées à la procréation humaine et aux réflexions éthiques qu'elles soulèvent. Les articles sont regroupés autour de quatre thèmes : « Vaincre la stérilité » ; « Savoir avant la naissance » ; « Dilemmes éthiques et politiques » ; « Questions à un imaginaire éclaté ».

d. BOMPARD, Jean-Pierre ; RENARD, Jean-Paul – « Biologie et morale ». *CFDT aujourd'hui* (75), oct. 85 : 69-84.
L'historique de la prise de conscience des problèmes moraux que posent les recherches en biologie et leur application témoigne d'une nette évolution ainsi que des configurations différentes que prennent les débats selon les pays. Les questions soulevées retomberont si aucune force sociale ne les rassemble, en relation avec les organismes spécialisés en France et en Europe. Voir aussi, pp. 55-68 : « Ethique et biotechnologies ».

Situation et politique sociales

Voir aussi : n° 4789

4568. « La crise de la planification sociale ». *Recherche sociale* (95), sept. 85 : 3-71 ; résumés en anglais.

Numéro spécial consacré à la crise de la planification sociale, elle-même liée à une crise très sérieuse et de longue durée de la planification économique. Trois éléments concourent à cette crise : la décentralisation, la modernisation, l'évolution démographique. Voir notamment : JOIN-LAMBERT, Marie-Thérèse : « Le " social " dans les plans » ; CLERC, Denis : « Le social face à la crise ».

4569. GAYMUN, Joëlle – « Les populations âgées en France au recensement de 1982 ». *Population* 40 (4-5), oct. 85 : 699-724 ; tabl., graph., cartes ; résumés en anglais et en espagnol.

Entre 1975 et 1982, la proportion des personnes âgées a diminué en France du fait du passage des générations creuses de la guerre de 1914. Les personnes âgées se caractérisent de plus en plus par leur isolement, l'inconfort de leur logement et leur concentration géographique.

4570. « 42e Congrès CGT ». *Le peuple* (1196-1197 et 1198-1199), 27 juin et 4 juil. 85 : 136 p. et 96 p. ; tabl.

Deux numéros spéciaux consacrés au 42e Congrès de la CGT, qui se tiendra a Montreuil du 24 au 29 novembre 1985 : rapport d'activité, bilan financier, projet, programme d'action.

4571. JALLADE, Jean-Pierre – « Redistribution and the Welfare State : an assessment of the French socialists' performance ». *Government and Opposition* 20 (3), été 85 : 343-355.

La réforme du mode de financement de la Sécurité sociale décidée par le gouvernement socialiste français n'a pas eu les effets escomptés sur le plan de la redistribution des revenus, l'élargissement de l'assiette contributive étant contre-carrée par une sélectivité accrue des ayants-droit aux prestations.

4572. JOBERT, Annette ; ROZENBLATT, Patrick – « Aménagement et réduction du temps de travail : l'enjeu de la mobilisation des salariés, dans la recherche de nouveaux compromis ». *Critiques de l'économie politique* (32), sept. 85 : 83-113.

Analyse, à partir d'enquêtes monographiques, des stratégies patronales et syndicales de gestion différenciée de la main d'œuvre à travers les temps de travail. Ces enquêtes montrent la grande diversité des réponses apportées par les acteurs sociaux et la grande difficulté que chacun rencontre à articuler l'individuel et le collectif dans l'entreprise, alors même que la demande d'aménagement du temps de travail est très forte chez les salariés.

4573. La représentation des salariés

a. « Elections des représentants du personnel ». *Liaisons sociales – Législation sociale* (9569), 26 sept. 85 : 107 p.
Numéro spécial consacré aux modalités de désignation des membres de Comités d'entreprise et des délégués du personnel : le champ d'application, conditions d'éligibilité et d'électorat, déroulement du vote, contentieux.

b. « Une étape dans la démocratisation du secteur public. L'élection de représentants des salariés aux conseils d'administration. *Travail et emploi* (24), juin 85 : 43-50.
L'étude du déroulement des campagnes qui ont précédé les élections des représentants des salariés aux conseils d'administration et les enjeux qu'elles révèlent pour les organisations syndicales met en évidence la démocratisation des conseils d'administration, un des points forts de la loi relative à la démocratisation du secteur public.

4574. GARRAUD, Philippe – « Insertion professionnelle des jeunes. Action volontaire et régulation publique ». *Revue française de science politique* 35 (4), août 85 : 683-704 ; tabl. ; résumé en anglais.

Depuis 1981, la politique visant à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes n'a eu que des effets limités tant au regard des qualifications acquises que de l'emploi. La finalité réelle de l'opération peut être perçue comme destinée à

agir sur le nombre recensé de jeunes chômeurs, ou comme mal conçue, sans prise en compte des contraintes tant interne qu'externe et des logiques d'action des acteurs.

4575. RAMOND, Claudie – « Désir et demande de formation dans le monde du travail ». *Education permanente* (78-79), juin 85 : 109-123 ; tabl. ; résumé en anglais.

La faible demande de formation constatée chez les salariés de bas niveaux de qualification dans les entreprises françaises contraste avec l'existence de fait de nombreux désirs de formation. Cette autocensure semble dépendante, d'une part des rapports sociaux dans l'entreprise, d'autre part des conditions légales du droit au congé de formation.

4576. BOURJOL-FLECHER, Dominique – « Les habitations à loyer modéré : jurisprudence judiciaire et administrative 1983-1984 ». *L'actualité juridique. Propriété immobilière* (10), oct. 85 : 583-595.

Au cours des années 1983-1984, les juridictions de l'ordre judiciaire et de l'ordre administratif sont intervenues dans des litiges concernant le fonctionnement des organismes d'HLM, leur contrôle, leurs rapports avec leur personnel et leurs locataires ainsi qu'en matière de responsabilité.

4577. « Banlieues ». *Actions et recherches sociales* 19 (2), juin 85 : 7-114.

Numéro consacré aux aspects économiques, sociologiques et psychologiques de la vie en banlieue, lieu de multiples contradictions : habitat soit individuel, soit « concentrationnaire » ; isolement et foule, tentatives d'expérience d'ouvertures, de vie de quartier et réflexe de repli individuel.

4578. « PDU ». *Metropolis* (68-69), 3e trim. 85 : 1-115 ; tabl., graph. ; résumés en anglais.

Numéro spécial consacré aux Plans de Déplacements Urbains (PDU), tels qu'ils découlent de la politique des pouvoirs publics et tels qu'ils ont été appliqués dans plusieurs villes françaises.

4579. « Quatorzième rapport sur la situation démographique de la France ». *Population* 40 (4-5), oct. 85 : 587-655 ; tabl., graph.

L'année 1984 est marquée par une hausse légère de la natalité, une diminution des décès, une imigration nette de 14 000 personnes et un taux de mortalité infantile qui n'a jamais été aussi bas.

4580. Le statut des immigrés

a. SIMON-DEPITRE, Marthe – « Le séjour en France des étrangers depuis la loi du 17 juillet 1984 ». *Journal du droit international* 112 (3), sept. 85 : 603-619.
La loi du 17 juillet 1984 opère une distinction entre les étrangers établis en France, dont la condition est améliorée, et les nouveaux arrivants à l'égard desquels la rigueur est renforcée. Pour les uns comme pour les autres, la loi a fait un effort de simplification en limitant le nombre des titres de séjour.

b. GRANGES, Claude – « Les droits culturels des travailleurs immigrés ». *L'Afrique et l'Asie modernes* (146), aut. 85 : 34-51.
L'accord bi-latéral franco-portugais de 1977 offre le premier exemple de dispositions visant à préserver l'identité culturelle des travailleurs immigrés. Cette reconnaissance du droit à la différence passe par le maintien des liens avec la culture du pays d'origine (par exemple l'apprentissage de leur « langue maternelle » pour les jeunes de la seconde génération) mais aussi l'accès à la culture du pays d'accueil et en particulier l'alphabétisation. Le maintien du contact avec la culture d'origine pose cependant certains problèmes : n'est-il pas, d'une part, un frein à l'insertion dans le pays d'accueil ? d'autre part, est-il vraiment possible dans le cas des jeunes de la « seconde génération » ?

4581. COMARMOND, Jean-Marc de – « La communauté française de Pondichéry. L'oubli en l'espérance ». *L'Afrique et l'Asie modernes* (146), aut. 85 : 3-19 ; tabl., carte.

Le traité de cession des établissements français de l'Inde, signé en 1956 puis ratifié par le parlement français en 1962, fait de Pondichéry « la fenêtre de la culture française en Inde », en stipulant le maintien des institutions françaises d'ordre scientifique ou culturel et en donnant le choix de nationalité aux nationaux français qui s'y trouvaient ; ces dispositions sont à l'origine d'une forte communauté

de nationaux français d'origine indienne (14 946 personnes en 1983), qui de plus augmente sensiblement chaque année. Mais leur situation socio-économique est précaire et une coopération franco-indienne sur leur sort est nécessaire.

4582. GODT, Paul J. – « Doctors and deficits : regulating the medical profession in France ». *Public Administration* 63 (2), été 85 : 151-169.

Depuis 1945 et malgré le combat des médecins, les pouvoirs publics jouent un rôle de plus en plus important dans la politique de la santé et la définition du statut des médecins, essentiellement pour des raisons financières.

4583. « Les droits des handicapés ». *Revue pratique de droit social* (483-484), août 85 : 195-233.

En l'absence de recensement officiel on peut évaluer à trois millions le nombre de personnes handicapées en France dont la moitié le sont fortement. Examen de la situation des jeunes handicapés, de la protection sociale des handicapés adultes, de leur travail, de leur statut juridique et de leur fiscalité.

Economie et finances

Voir aussi : n° 4465, 4861

4584. DUBOIS, Paul – « Ruptures de croissance et progrès technique ». *E & [et] S* (181), oct. 85 : 3-31 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en anglais et en espagnol.

Une analyse quantitative approfondie montre que le rythme du progrès technique s'est à peine ralenti après 1973, un peu plus après 1979. Ce ralentissement n'a qu'une faible responsabilité dans les ruptures de croissance économique survenues à ces dates.

4585. KISS, Alexandre – « L'affaire de l'« Amoco Cadiz » : responsabilité pour une catastrophe écologique ». *Journal du droit international* 112 (3), sept. 85 : 575-601.

Rappel des données fondamentales de l'affaire de l'Amoco Cadiz : propriété du navire, les événements, la répartition des dommages ; les dispositions de l'arrêt de la Cour de l'Illinois qui a jugé l'affaire.

4586. L'informatique dans la société française

a. « Informatique : la montée des délires ». *L'informatique professionnelle* (36), sept. 85 : 3-120.
Numéro spécial consacré à l'enthousiasme et l'engouement excessifs suscités par l'informatique et aux idées fausses qui en sont la cause : le volontarisme et l'incohérence de la politique française en la matière, les attentes souvent irrationnelles des utilisateurs, la fascination-répulsion exercée par l'informatique sur le public, les craintes et les pieux mensonges des professionnels, les critiques formulées par le rapport Lemoine, tout rend urgent un rappel à la raison.

b. « Informatique, démocratie et culture ». *La pensée* (246), août 85 : 3-74.
Suite d'articles sur les mutations de l'information qu'entraîne l'informatique, sur les difficultés économiques et humaines d'une informatisation de la société et sur l'accélération technique que devrait entraîner l'informatique. Voir : SEVE, Lucien : « Concepts d'une exposition » ; PELACHAUD, Guy : « L'information, mutations et enjeux culturels et institutionnels » ; NIVAT, Maurice : « De l'informatique considérée comme un outil » ; KAHANE, Jean-Pierre : « Les mathématiques et leur enseignement face à l'informatique » ; JACOBI, Daniel : « Diffusion et vulgarisation des savoirs scientifiques » ; LE GUEN, René : « Pour combattre la crise, la technologie au service des hommes ».

c. « Informatique et finances publiques ». *Revue française de finances publiques* (11), 1985 : 1-115 ; tabl., graph.
Suite d'articles consacrés à l'utilisation de l'informatique dans la gestion des finances publiques. Voir : MEHL, Lucien : « Les enjeux du développement de l'informatique dans les finances publiques » ; BELTRAME, Pierre : « Quelques réflexions sur l'informatique et la gestion des finances publiques » ; DUMAS, Philippe : « L'impôt et l'informatique : l'informatisation de la direction générale des impôts » ; DUBOURDIEU, Pierre : « L'informatique dans les services extérieurs du Trésor » ; CODINE, Jean Pascal : « Spécificités de l'informatique douanière » ; ARTRU, Yves ; CAMOIN, Pierre : « Défense, finance, informatique » ; SAUMADE, Gérard : « Les applications locales de l'informatique : l'exemple

de la politique informatique du département de l'Hérault » ; BEETTERIE, René ; STUDER, Jean : « Nouvelles technologies en agriculture ».

4587. « Alpes et Bourgogne : études géographiques ». *Actes des 108e et 109e congrès nationaux des sociétés savantes. Section de géographie* 108-109, 1984 : 7-287 ; tabl., graph., cartes ; bibliogr.

Les actes de ces deux congrès classés selon quatre thèmes : histoire de la géographie et de la cartographie, géographie physique, géographie de la population et du peuplement, paysages et aménagement du territoire. Voir notamment : CHABIN, Jean-Pierre et al. : « Les climats de Bourgogne » ; BILLET, Jean : « La répartition des hommes dans les Alpes » ; DEREYMEZ, R. ; DEREYMEZ, W. : « Notes sur la croissance urbaine en Saône et Loire » ; FICHESSER, Bernard : « Le paysagisme d'aménagement au service de la valorisation de la montagne ».

4588. « L'économie sociale : entre étatisation et capitalisme ». *Les cahiers français* (221), juin 85 : 2-72 et 32 p. ; tabl., graph., cartes.

Numéro consacré à l'économie sociale en France : son historique, sa philosophie, sa place entre l'Etat-producteur et le marché capitaliste, ses composantes (mutuelles, coopérative, associations), le problème de son financement et son avenir.

4589. « Les établissements nationaux. Catégories et spécificités ». *Notes et études documentaires* (9), 1985 : 7-135.

Etude adoptée par la Commission du rapport et des études du Conseil d'Etat entreprise sous la direction de M. François Gazier. Description du cadre juridique et des spécialités de cette formule ; conséquences de la notion de catégories et de la distinction entre les établissements publics de caractère administratifs et les établissements publics industriels et commerciaux.

4590. « Formes d'entreprises et gestion de l'emploi ». *Critiques de l'économie politique* (32), sept. 85 : 156 p.

Numéro spécial consacré à une réflexion sur l'évolution récente du rôle de l'entreprise en France, en particulier sur les modalités d'articulation entre la nouvelle « communauté du travail » et la gestion classiquement capitaliste de l'emploi. Analyse des textes sur le redressement et la liquidation des entreprises, la pratique des coopératives de production, du droit d'expression des salariés, la notion de contre-proposition industrielle. Voir : INBS, Pia : 512/51 ; JOBERT, Rozenblatt : 433 ; CANPAON, AC : 514/122.

4591. BOCCARA, Paul – « Pour une transformation des instruments d'analyse et des procédures des gestions autonomes des entreprises ». *Issues* (22), 3e trim. 85 : 3-68 ; tabl., graph.

Les instruments et procédures d'analyse de rentabilité, tels que les graphiques de point mort de profitabilité, montrent leurs limites dans la crise de structure actuelle. Il convient donc d'envisager de nouveaux instruments d'analyse ainsi que des procédures d'efficacité sociale dans les entreprises.

4592. « Entreprises : prospective et stratégie ». *Futuribles* (91), sept. 85 : 3-60.

Suite d'articles consacrés au nécessaire renouvellement, en période de crise, des méthodes de gestion et de prévision stratégique de l'entreprise. Voir : GODET, Michel : « Vieille prospective et flexibilité stratégique » ; CROZIER, Michel : « La sociologie des organisations et la stratégie d'entreprise » ; SERIEYX, Hervé : « Mobiliser l'intelligence dans l'entreprise : " le management participatif " » ; DURAND, Thomas : « Evolution de la pensée stratégique et pratique de l'entreprise » ; DUBOIS, Paul : « Vingt ans après : les projections 1985 confrontées à la réalité ».

4593. Le droit d'expression des travailleurs

a. [Le droit d'expression des salariés dans les entreprises]. *Travail et emploi* (24), juin 85 : 7-42 ; tabl.
Suite d'articles révélant la très grande diversité des situations en ce qui concerne les pratiques du droit d'expression des salariés. Là où ce nouveau droit a été vraiment mis en œuvre, il a permis aux salariés de disposer d'informations accrues et d'intervenir dans des domaines importants de leur vie de travail. Il est donc porteur de larges potentialités.

b. COROUGE, Christian ; PIALOUX, Michel – « Un témoignage : le droit d'expression aux usines Peugeot de Sochaux ». *Critiques de l'économie politique* (32), sept. 85 : 55-81.
Extraits d'interview d'un militant syndicaliste, OS dans la célèbre usine d'automobiles, relative aux conditions de mise en œuvre du droit d'expression dans un atelier de carosserie en 1983-84. Il apparait que les ouvriers qualifiés ont beaucoup de difficultés à se constituer en groupe organisé et apte à se doter de représentants qu'ils contrôlent véritablement. La direction et la maîtrise entravent évidemment cette possible évolution, de même que le formalisme des procédures, et les syndicats ne saisissent pas toujours ce qu'est la réalité du travail des OS.

c. CAMPAGNAC, Elizabeth et al. – « L'intervention des salariés dans le BTP : un enjeu dans les stratégies économiques ? » *Critiques de l'économie politique* (32), sept. 85 : 114-156 ; bibliogr.
Le bâtiment et les travaux publics est un secteur qui a connu, en France depuis une dizaine d'années, un bouleversement profond, au-delà de la très grave récession qu'il traverse. Les entreprises ont appliqué des stratégies très différentes pour faire face à la variabilité croissante de la demande : industrialisation du processus de construction, report sur les entreprises sous-traitantes ou valorisation de la main d'œuvre. La loi sur le droit d'expression est peu appliquée dans les secteurs des BTP mais cela ne signifie nullement que le patronat n'entend pas développer l'unification et la motivation des travailleurs.

4594. « L'endettement de l'agriculture française ». *Economie et finances agricoles* sept. 85 *Supplément* : 52 p. ; tabl., graph.

Suite d'articles : l'endettement de l'agriculture française est dû surtout au volume des investissements nécessaires pour toute modernisation ; le rôle du Crédit agricole dans les prêts aux agriculteurs.

4595. « Le marketing agro-alimentaire ». *Revue française du marketing* (2), avr. 85 : 3-107.

Numéro spécial consacré à l'évolution du secteur agro-alimentaire. Les comportements alimentaires des Français et l'attitude vis-à-vis des produits français à l'étranger se modifient. Face à cette évolution, l'offre va se concentrer et les innovations technologiques, notamment les biotechnologies, vont considérablement modifier les processus de fabrication.

4596. MATHIEU, Edouard – « Les résultats des entreprises industrielles en 1984 ». *E & [et] S* (181), oct. 85 : 33-44 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en anglais et en espagnol.

L'enquête annuelle d'entreprise dans l'industrie confirme la reprise de l'investissement, la baisse des effectifs et le déficit des grandes entreprises.

4597. HUMBERT, Marc – « L'électronique française sur le fil du rasoir ». *Revue d'économie industrielle* (32), 2e trim. 85 : 1-27 ; tabl. ; résumé en anglais.

La situation présente, extrêmement critique, de l'électronique en France résulte à la fois de l'évolution mondiale et des effets des décisions publiques et non des seules possibilités et comportements des acteurs industriels.

4598. GALMOT, Yves ; BIANCARELLI, Jacques – « Les réglementations nationales en matière de prix au regard du droit communautaire ». *Revue trimestrielle de droit européen* 21 (2), juin 85 : 269-311.

A partir de trois arrêts : « livre », « essence » et « cognac » il est intéressant d'examiner comment les dispositions des Traités communautaires et la jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes règlent le problème de la compatibilité de réglementations nationales en matières de prix avec le droit communautaire.

4599. « Les revenus des Français : la croissance et la crise (1960-1983). Quatrième rapport de synthèse ». *Documents du Centre d'étude des revenus et des coûts* (77) 1985 : 282 p. ; tabl., graph.

L'évolution du système productif, de l'expansion à la crise industrielle, et de la répartition du revenu national : part croissante des salaires et des transferts sociaux, sont des facteurs dominants de l'évolution des revenus du travail et du patrimoine. Evolution de ces revenus sur 24 ans selon les catégories socio-professionnelles.

4600. « Dossier tourisme social ». *Revue des études coopératives* (13), 1er trim. 85 : 9-92 ; tabl., graph.

Suite d'articles consacrés à l'essor du tourisme social en France et à sa capacité d'adaptation aux exigences d'aujourd'hui.

4601. CLUZEL, Jean – « Le rôle des Caisses d'épargne dans l'économie locale ». *Revue française de finances publiques* (11), 1985 : 117-130.

La loi Minjoz de 1950 a consacré le rôle éminent des Caisses d'épargne dans l'économie locale. La réforme du 1er juillet 1983 a confirmé ce rôle tout en compliquant cependant les procédures d'intervention.

Outre-mer

4602. RALLY, Jean-Louis – « La population de la Nouvelle-Calédonie ». *Population* 40 (4-5), oct. 85 : 725-744 ; tabl., graph., cartes ; résumés en anglais et en espagnol.

La démographie de la Nouvelle Calédonie se caractérise par l'importance des mouvements migratoires, la faiblesse de la nuptialité, la variété ethnique qui a pour corollaire une fécondité et une mortalité plus élevées des Mélanésiens.

4603. MARTEL, André – « Guerres inégales. Sur les véritables dimensions des guerres d'Indochine et d'Algérie 1952-1962 ». *Stratégique* (27), 3e trim. 85 : 37-56 ; tabl.

Les guerres de décolonisation conduites par la France en Indochine de 1945 à 1954, puis en Algérie de 1954 à 1962, permettent de définir les véritables dimensions de ce type de conflit et d'en tirer un enseignement pour les guerres limitées d'aujourd'hui. Malgré les nombreuses différences entre les données des deux conflits, il est intéressant de voir pourquoi une défaite militaire dans un cas, la maîtrise retrouvée des opérations dans l'autre cas sont arrivées à une même conclusion.

4604. BEN HAMIDA, Abdesselam – « Le syndicalisme tunisien et la question de l'autonomie syndicale de 1944 à 1956 ». *Annuaire de l'Afrique du Nord* (21), 1982 : 15-25.

Créé en 1944, l'UGTT a privilégié la lutte pour l'autonomie syndicale, menée sur trois fronts : contre les partis politiques, contre les syndicats français, contre le pouvoir colonial. En l'absence d'une synthèse théorique, il n'a pas réussi à garantir son indépendance vis-à-vis du Néo-Destour.

Grande-Bretagne

Institutions et vie politiques

Voir aussi : n° 4514, 4629, 4849

4605. BRYAN, Beverley et al. – « Chain reactions : black women organising ». *Race and Class* 27 (1), été 85 : 1-28.

Les femmes noires ont commencé à s'organiser en Grande-Bretagne entre 1950 et 1960, s'alliant ou s'inspirant du Black Power. Le Brixton Black Women's Group est un exemple d'un regroupement du début des années 70 mais qui n'est qu'une amorce de ce que le féminisme noir a produit dans les années 80, comme le OWAAD (Organisation of Women of Asian and African Descent).

4606. RADCLIFFE, James – « The role of politicians and administrators in departmental reorganization : the case of the department of the Environment ». *Public Administration* 63 (2), été 85 : 201-218 ; bibliogr.

L'histoire du ministère de l'Environnement créé en 1970 jusqu'à la formation du ministère des Transports en 1976 : le rôle du secrétaire permanent et du secrétaire d'Etat et des fonctionnaires les plus anciens, l'évolution du ministère, le fonctionnement, les structures.

4607. PICKVANCE, Chris G. – « Crise économique et transformation du pouvoir local en enjeu politique : Grande-Bretagne, 1979-1984 ». *Anthropologie et sociétés* 9 (2), 1985 : 25-55 ; bibliogr ; résumé en anglais.

Les conflits qui se sont déroulés entre 1979 et 1984 entre le gouvernement central britannique et les conseils portent sur les dépenses des conseils, leur droit de décider du taux d'imposition des propriétés locales et le projet d'abolition du Greater London Council et des conseils de comtés métropolitains. Ces conflits sont liés aux caractéristiques du système britannique du pouvoir local ainsi qu'aux nouvelles idéologies concenant les dépenses publiques et à la crise économique.

4608. BRAND, Elisabeth – « L'administration métropolitaine anglaise ». *L'actualité juridique. Droit administratif* (9), 20 sept. 85 : 475-487 ; tabl.

La loi de 1972 qui marque l'aboutissement d'une série de réformes donne à sept agglomératins dont celle de Londres, un statut particulier dit « métropolitain » ; mais la pratique de cette administration métropolitaine a mis en évidence les limites d'une réforme perpétuant en partie l'ancien système et instaurant une inégalité fonctionnelle entre les deux niveaux d'administration locale.

4609. LAYTON-HENRY, Zig ; STUDLAR, Donley T. – « The electoral participation of Black and Asian Britons : integration or alienation ? » *Parliamentary Affairs* 38 (3), été 85 : 307-318.

Analyse comparée de la participation électorale des Antillais et des Asiatiques en Grande-Bretagne. Les sondages effectués en 1979 et 1983 prouvent que les Antillais sont à la fois plus politisés et plus abstentionnistes que les Asiatiques. De plus la préférence marquée de chaque groupe pour le Labour n'a pas la même signification : vote de classe pour les « West Indians », vote de minorité ethnique pour les Asiatiques.

4610. DEVINE, Joel A. ; STEARNS, Timothy M. – « Class, party, and electoral mobilization : a reappraisal of the British experience ». *Social Science Quarterly* 66 (1), mars 85 : 90-104 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Les rapports entre classe sociale et parti politique sont généralement étudiés selon deux perspectives différentes : certains considèrent que le lien entre classe sociale et parti politique est le fruit de l'industrialisation et tend à se distendre ; d'autres, en revanche, estiment que les rapports entre les deux éléments se renforcent sous l'influence de l'institutionnalisation de la vie politique. Une étude portant sur la Grande-Bretagne montre qu'aucune de ces deux thèses n'est satisfaisante.

4611. PINTO-DUSCHINSKY, Michael – « Trends in British political funding 1979-1983 ». *Partiamentary Affairs* 38 (3), été 85 : 328-347.

Le succès politique des conservateurs ne s'est pas accompagné d'un afflux de ressources, ni d'ailleurs d'une hausse du militantisme. L'écart, autrefois très large entre les finances du parti travailliste et celles du parti conservateur s'est considérablement réduit. C'est le SDP qui semble avoir les meilleurs perspectives au plan des ressources.

4612. Mc ALLISTER, Ian ; MUGHAN, Anthony – « Attitudes, issues, and labour party decline in England, 1974-1979. » *Comparative Political Studies* 18 (1), avr. 85 : 37-57 ; tabl. ; bibliogr.

L'argument selon lequel la défaite électorale du parti travailliste en 1979 reflète à long terme la désaffection croissante de son électorat traditionnel au profit de la coalition SPD-Libérale pour des raisons idéologiques est à nuancer par le handicap pour ce parti d'avoir été longtemp au pouvoir.

4613. BOX, Steven ; HALE, Chris – « Unemployment, imprisonment and prison overcrowding ». *Contemporary Crises* 9 (3), juil. 85 : 209-228.

En 1982, le chômage et la population carcérale ont atteint des chiffres record en Grande-Bretagne. La relation entre les deux phénomènes est complexe, mais il est sûr que la crise économique favorise la délinquance et la criminalité. Les nombreuses réformes pénales et pénitentiaires lancées depuis la fin des années soixante-dix n'ont apporté à peu près aucun progrès, faute d'une volonté réelle de changement de la part des gouvernants et des magistrats.

Situation et politique sociales

4614. MARSHALL, Gordon et al. – « Class, citizenship, and distributional conflict in modern Britain ». *The British Journal of Sociology* 36 (2), juin 85 : 259-284.

Première étape d'une étude consacrée à l'influence de l'évolution économique depuis le début des années soixante (croissance, puis récession) sur la structure sociale en Grande-Bretagne (enquête auprès d'un échantillon représentatif de 2 000 personnes âgées de 16 à 64 ans).

4615. [Les licenciements économiques en Grande-Bretagne]. *The Sociological Review* 33 (3), août 85 : 449-494 ; tabl.

Deux articles consacrés aux licenciements économiques et à leurs conséquences sur la carrière des personnes concernées à travers deux exemples : des maîtres de conférences d'un établissement privé et des ouvriers de la British Steel Corporation. Voir : PORTWOOD, Derek : « Careers and redundancy » ; LEE, Raymond M. : « Redundancy, labour markets and informal relations ».

4616. BERNAS, Colette – « L'Etat, le patronat et la formation professionnelle : l'exemple britannique ». *La pensée* (245), juin 85 : 81-93.

La politique de développement de la formation permanente mise en place dans les années 60 pour faire face à la détérioration du marché de l'emploi a été brutalement réorientée par le gouvernement Thatcher. Dorénavant le patronat britannique dispose d'une liberté totale dans ce domaine, il peut diriger la formation des jeunes en fonction de ses seuls intérêts immédiats.

4617. Le logement

a. DOLING, John et al. – « How far can privatization go ? Owner-occupation and mortgage default ». *Quarterly Review – National Westminster Bank* août 85 : 42-52 ; tabl.
La privatisation du secteur du logement en Grande-Bretagne semble, a priori, être un succès puisque le nombre de propriétaires de résidences principales s'accroît depuis plusieurs années. Toutefois, cette évolution n'a pû être permise que par une multiplication des hypothèques qui deviennent de plus en plus difficiles à supporter pour ces nouveaux propriétaires. Le retrait de l'Etat du secteur du logement a aujourd'hui atteint une limite au-delà de laquelle les inconvénients de la privatisation l'emportent sur ses avantages.

b. BAILEY, Stephen J. – « The relationship between cities handing rents and block grant ». *Urban Studies* 22 (3), juin 85 : 237-248 ; tabl., graph. ; bibliogr.
Le déficit qui existe entre le montant des subventions gouvernementales pour les logements d'Etat et les rentrées de loyers dans l'organisme local responsable crée une situation difficile en Angleterre, en Ecosse et au Pays de Galles.

4618. RANADE, Wendy – « Motives and behaviour in district health authorities ». *Public Administration* 63 (2), été 85 : 183-200 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Etude du fonctionnement des autorités locales de santé pour mettre en évidence le rôle de leurs membres qui sont nommés et qui appartiennent à trois catégories : médecins, hommes politiques et généralistes, choisis pour leur expérience ou leur compétence.

4619. BRADLEY, Jony – « Rewording the quiet revolution ; industrial and labour market resructuring in village England ». *Sociologia ruralis* 25 (1), 1985 : 40-60 ; tabl. ; bibliogr. ; résumés en français et en allemand.

L'étude de cinq villages bien différents en Grande-Bretagne révèle les changements récents opérés sur la vie rurale : l'arrivée massive de population et la décentralisation des industries ont conduit à une différenciation et une spécialisation croissantes des marchés locaux de main d'œuvre. Typologie de ces marchés du travail.

Economie et finances

Voir aussi : n° 4861

4620. LLOYD, M.G. ; SHUCKSMITH, D.M. – « Economic development and land policies in the Highlands and Islands of Scotland ». *Land Use Policy* 2 (2), avr. 85 : 114-125 ; carte.

Le gouvernement ne semble tenir aucun compte des liens nécessaires entre développement économique et réforme rurale en Ecosse où les problèmes de développement locaux n'ont jamais été étudiés avec attention dans leur ensemble. Bilan des activités du Highlands and Islands Development Board.

4621. TELLER, Robert – « Le droit comptable en Grande-Bretagne ». *Fiscalité européenne* 16 (1 et 2), 1985 : 75-87 et 77-91 ; résumés en anglais.

Présentation du droit comptable britannique : les sources légales de ce droit et les principes comptables fondamentaux ; les schémas de bilan prévus pr le companies Act de 1981 et la IVe directive de la CEE.

4622. BAILEY, Richard – « UK energy options ». *Quarterly Review – National Westminster Bank* août 85 : 30-41.

1984 constitue une année noire pour le secteur énergétique de l'économie britannique. La grève des mineurs oblige le gouvernement de Londres à reconsidérer entièrement sa politique énergétique ; des choix vont devoir être faits, notamment entre le gaz dont la production trop faible nécessite un recours à l'importation, et le charbon dont l'extraction est devenue trop coûteuse. L'idée de fonder une politique des marchés complètement libres doit être écartée ; une telle politique mettrait en jeu l'existence de toute l'industrie charbonnière britannique.

4623. BARNES, Ian ; PRESTON, Jill – « The Scanthorpe enterprise zone : an example of muddled interventionism ». *Public Administration* 63 (2), été 85 : 171-181 ; tabl. ; bibliogr.

Le fait que la ville de Scanthorpe ait été déclarée « zone d'entreprises » a entraîné la création de nombreux emplois dans la ville et ses alentours, grâce à des fonds publics nationaux, ce qui va à l'encontre de la politique conservatrice, généralement très anti-interventionniste et soucieuse de laisser jouer la loi du marché.

4624. NOBLE, Trevor – « Inflation and earnings relativities in Britain after 1970 ». *The British Journal of Sociology* 36 (2), juin 85 : 238-258 ; tabl, graph.

Une étude portant sur l'évolution des revenus en Grande-Bretagne de 1970 à 1982 confirme en partie l'hypothèse selon laquelle un taux d'inflation élevé est le reflet de conflits entre différents groupes d'intérêt ; en fait, il s'agit davantage de conflits entre les différentes catégories socio-professionnelles à l'intérieur du marché du travail, que d'une lutte entre le capital et le travail.

4625. FROMMEL, S.-N. – « L'évasion fiscale et la Chambre des Lords : l'incertitude comme moyen de dissuasion ». *Fiscalité européenne* 16 (1 et 2), 1985 : 45-73 et 93-113 ; résumés en anglais.

Jusqu'en 1984, l'évasion fiscale en Grande-Bretagne était légale, contrairement à la fraude fiscale. L'affaire Gubay, examinée par la Chambre des Lords, mettait bien ce principe en application. Mais depuis, la Chambre Haute, par l'arrêt Dawson, a énoncé une nouvelle règle de droit destinée à combattre l'évasion fiscale. Elle semble néanmoins soulever des problèmes et être difficile à appliquer.

Inde

Voir aussi : n° 4581, 4680, 4789

4626. MORRIS-JONES, W.H. – « India after Indira : a tale of two legacies ». *Third World Quaterly* 7 (2), avr. 85 : 242-255.

L'héritage laissé par Indira Gandhi se caractérise par l'affaiblissement (surtout dans la dernière période) des institutions politiques héritiées de Nehru et l'érosion de la cohésion du système, que ce soit au niveau des relations entre le pouvoir central et les Etats ou au niveau du système des partis. Le Parlement, l'administration et le judiciaire n'ont pas non plus été épargnés.

4627. SATHYAMURTHY, T.V. – « Indian nationalism and the " national questions " ». *Millenium* 14 (2), été 85 : 172-194 ; bibliogr.

L'histoire de l'Inde depuis son accession à l'indépendance révèle l'affrontement de deux forces contraires : une force centripète d'un pouvoir central désireux de fusionner toutes les diversités de l'Inde en un Etat selon le modèle européen, et une force centrifuge désireuse de sauvegarder les identités culturelles et linguistiques du pays.

4628. SONDHI, M.L. – « The future of Indian foreign policy after Indira Gandhi ». *Asia Pacific Community* (28), print. 85 : 33-53.

Le Premier ministre indien R. Gandhi va opter pour une politique extérieure légèrement différente de celle de sa mère (coup de frein à la militarisation, relation plus cordiales avec les Etats-Unis) tout en poursuivant des objectifs communs : paix avec les voisins (Pakistan), renforcement du rôle économique de l'Inde dans les relations internationales.

4629. INDER SINGH, Anita – « Keeping India in the Commonwealth : British political and military arms, 1947-49 ». *Journal of Contemporary History* 20 (3), juil. 85 : 469-481 ; bibliogr.

Le 27 avril 1949, la conférence des Premiers ministres des pays du Commonwealth a accepté la demande de l'Inde, devenue République en janvier 1947, de demeurer membre du Commonwealth sans devoir allégeance à la Couronne britannique. De son côté, le Royaume Uni avait tenu à ce que, pour des raisons politiques et militaires, l'Inde conserve son statut d'Etat membre.

4630. « Review of the Cambridge Economic History of India and beyond ». *Modern Asian Studies* 19 (3), juil. 85 : 353-732.

Numéro spécial consacré aux exposés faits à la Conférence sur l'histoire économique et sociale de l'Inde, organisée à Cambridge en avril 1984 et consacrée à l'état des recherches actuelles sur l'évolution des structures économiques et sociales de l'Inde du XVIIe siècle à nos jours.

4631. KATRAK, Homi – « Imported technology, enterprise size and R & D in a newly industrialising country : the Indian experience ». *Oxford Bulletin of Economics and Statistics* 47 (3), août 85 : 213-229 ; tabl. ; bibliogr.

Les nouveaux pays industrialisés ont récemment développé une stratégie d'importation de technologies étrangères et d'adaptation de ces technologies aux conditions locales. L'exemple de l'Inde, où cette politique a été conduite avec succès, montre que les importations de technologie stimulent la recherche-développement mais dans une mesure relativement limitée, de sorte qu'on peut parler d'une sous-utilisation des technologies locales.

Irak

4632. BRENNER, Michael J. – « The Iraq-Iran war : speculations about a nuclear re-run ». *The Journal of Strategic Studies* 8 (1), mars 85 : 22-37 ; bibliogr.

Dans la guerre entre l'Iran et l'Irak, les deux Super Grands doivent non seulement refuser tout concours nucléaire à l'un des belligérants, mais prendre d'un commun accord des sanctions contre celui qui arriverait à se procurer une arme atomique. Ceci d'autant plus que cette arme sert de moyen de dissuasion aux Super Grands eux-mêmes.

4633. ROUSSILLON, Alain – « Migrations de main-d'œuvre et unité arabe : les enjeux unitaires du modèle irakien ». *Tiers-Monde* 26 (103), sept. 85 : 637-664.

L'Irak est le seul pays arabe importateur de main-d'œuvre qui n'oppose pas de restrictions légales et mette en œuvre une politique effective de libre circulation pour la totalité des ressortissants arabes ; ce faisant, il se démarque de la politique adoptée par tous les autres pays arabes.

4634. « Iraq ». *Middle East Economic Digest* 29 (41), 18 oct. 85 *Supplément* : 28 p.

Dossier : le gouvernement irakien estime que 1986 verra la fin de ses difficultés économiques issues du conflit avec l'Iran et de la baisse de ses ressources pétrolières. La situation des principaux secteurs de l'économie.

Italie

Institutions et vie politiques

Voir aussi : n° 4849

4635. La Cour constitutionnelle

a. ELIA, Leopoldo – « La giustizia costituzionale nel 1984 ». *Vita italiana* 35 (1-2), fév. 85 : 9-24 : tabl.

Conférence de presse du Président de la Cour constitutionnelle italienne, le 8 février 1985 : nette augmentation des saisines de la Cour, notamment sur les questions de réglementation des loyers, sur les contrats agraires, le système pénal, les questions fiscales, les conflits de compétence ; stabilisation du nombre des procédures en attente.

b. BARAU, Annie – « Cour constitutionnelle italienne et droit communautaire : le fantôme de Simmenthal ». *Revue trimestrielle de droit européen* 21 (2), juin 85 : 313-341.
Pays de tradition profondément dualiste, ayant une Constitution rigide, l'Italie est apparue comme l'Etat où l'ampleur des effets du droit communautaire sur l'ordre interne a connu le plus de relief. Avec l'arrêt Granital, la Cour constitutionnelle a considérablement réduit les hypothèses dans lesquelles elle pourrait intervenir, mais la possibilité d'un contrôle par la loi d'exécution constitue encore une remise en cause virtuelle du traité.

4636. BARILE, Paolo – « Il settennato di Pertini ». *Nuova antologia* 120 (2155), sept. 85 : 89-104.

Il est difficile d'éviter l'hagiographie pour évoquer le septennat de Sandro Pertini qui a agi non en homme de gouvernement, mais en véritable homme d'Etat, en exprimant, loin des préoccupations partisanes, des sentiments communs à toute la population italienne.

4637. KATZ, Richard S. – « Preference voting in Italy. Votes of opinion, belonging or exchange ». *Comparative Political Studies* 18 (2), juil. 85 : 229-249 ; tabl. ; bibliogr.

Le vote préférentiel, important dans le système italien, combine plus qu'il n'oppose les trois hypthèses d'analyse : traditionnalisme, vote d'opinion et vote d'appartenance.

4638. La politique de défense

a. PALIDDA, Salvatore – « L'évolution de la politique de défense italienne ». *Défense nationale* 41, oct. 85 : 39-56.
La défense italienne a connu un essor sans précédent depuis 1970 : croissance des dépenses militaires, augmentation des effectifs et modernisation de l'armement. Cependant, elle n'arive pas à résoudre la contradiction entre une alliance privilégiée avec l'OTAN et les Etats-Unis et une ligne de conduite parfaitement « autonome ».

b. FOLLI, Stefano – « Interrogativi sullo scudo spaziale ». *Nuova antologia* 120 (2155), sept. 85 : 186-200.
L'initiative de défense stratégique lancée par R. Reagan a placé l'espace au devant des préoccupations stratégiques mondiales. En Italie, la presse, le gouvernement et les partis sont le théâtre de débats qui soulignent la nécessité de participer au progrès technologique et de situer le problème dans le cadre européen, en particulier à travers une redéfinition des doctrines stratégiques de l'OTAN et de l'UEO.

4639. BRUSA, Antonio et al. – « I nuovi programmi di storia delle elementari ». *Italia contemporanea* (159), juin 85 : 105-118.

Par rapport au projet de la commission Fassino, le texte définitif du ministère sur les nouveaux programmes d'histoire à l'école primaire en Italie marque un net recul, et tous les éléments d'innovation en sont gommés au profit d'une vision rétrograde de l'histoire et de son enseignement.

4640. GROPPO, Bruno – « Les études sociologiques sur le Parti communiste italien ». *Communisme* (7), 1985 : 85-96 ; bibliogr.

Trois périodes caractérisent les études sur le PCI : les années 50 profondément marquées par la guerre froide, les années 60 caractérisées par une plus grande ouverture intellectuelle et une demande méthodologique nouvelle et les années récentes où c'est le PCI lui-même qui est demandeur de recherche sociologique.

4641. VIGEZZI, Bruno – « Quelques remarques sur l'histoire des relations internationales en Italie : formation et perspective ». *Relations internationales* (42), été 85 : 187-199.

Frederico Chabod est l'un des auteurs les plus représentatifs de l'histoire des relations internationales en Italie. Sa thèse repose sur l'importance des forces profondes telles que « sentiments », « idées », « passions », « opinions » qui peuvent influer sur le cours des relations internationales. Voir à la suite, pp. 201-

208 : DINOLFO, Ennio : « Quelques observations sur les tendances actuelles des études d'histoire des relations internationales en Italie ».

Economie et finances

Voir aussi : n° 4861

4642. « Endless tightrope : a survey of the Italian economy ». *The Economist* 296 (7411), 14 sept. 85 : 30 p.

La dévaluation de l'été 85, les entreprises, les exportations, les banques.

4643. TURCHETTI, Carlo – « Chi governa le leve del potere industriale ». *Espansione* (185), oct. 85 : 68-85 et pag. discont.

Enquête sur les changements intervenus au cours de l'été dans les allégeances entre grands groupes industriels italiens ; au-delà de la victoire de Mario Schimberni, au détriment de la famille Bonomi, c'est toute la sphère industrielle italienne qui a été refondue.

4644. FORCELLINI, Paolo – « Nucleare, l'inesauribile dilemma ». *Politica ed economia* 16 (9), sept. 85 : 16-27.

Est-il nécessaire de construire de nouvelles centrales nucléaires en Italie ? Alors que les « dangers » du nucléaire sont dépassés par l'argument de son « inutilité » causée par le déclin de la société « énergivore », différents spécialistes (universitaires, membres de l'ENEL...) tentent de résoudre ce dilemme.

4645. BOCCELLA, Nicola Maria – « Il differenziale di sviluppo industriale Nord-Sud nel decennio 1971-1981 ». *Rassegna economica* 49 (1), fév. 85 : 127-162 ; tabl., graph.

Les données de l'industrie italienne pour 1981 marquent par rapport à 1971 une évolution différenciée régionalement : le triangle Gênes – Turin – Milan connait une nette désindustrialisation, au profit des provinces limitrophes, et une tendance à la tertiarisation. Les régions du Nord-Est et du Centre poursuivent un processus de diffusion territoriale de l'industrie, et le Sud n'enregistre toujours pas de décollage industriel véritable.

4646. PASSARO, Renato – « Instabilità ambientale e dimensioni d'impresa : il caso dell'industria tessile ». *Rassegna economica* 49 (1), fév. 85 : 91-123 ; tabl. ; bibliogr.

Alors que l'industrie textile mondiale connaissait un déplacement vers les PVD, en ligne avec la théorie du cycle du produit et la division internationale du travail, l'Italie a conservé et développé ce secteur traditionnel. L'innovation technologique a permis la croissance des produits de haute qualité, la souplesse due à une structure de PME a autorisé le maintien des productions courantes.

4647. SPAVENTA, Luigi – « Adjustment plans, fiscal policy and monetary policy ». *Review of Economic Conditions in Italy* (1), avr. 85 : 9-36 ; tabl., graph.

L'aggravation de la dette publique en Italie a conduit le gouvernement à fixer une limite (pourcentage par rapport au PIB) que cette dette ne doit plus dépasser. Sa réduction passe nécessairement par une contraction de la capacité d'emprunt de l'Etat. En fait, cette action ne s'inscrit pas dans le cadre d'une seule politique ; des mesures parallèles doivent être prises de même que la politique monétaire doit servir d'accompagnement à cette réduction des déficits publics, notamment par une action sur les taux d'intérêt. Voir à la suite, pp. 37-74 : RUGGERI, Giovanni : « Notes on the control of the public deficit in the medium term » et pp. 75-98 : VALIANI, Rolando : « What solutions are there to Italy's public debt ? ».

Japon

Voir aussi : n° 4479

4648. STOCKWIN, J.A.A. – « Understanding Japanese foreign policy ». *Review of International Studies* 11 (2), avr. 85 : 157-168 ; bibliogr.

Depuis la fin de la 2e guerre mondiale, la politique étangère du Japon a été dominée par le fait que sa sécurité devrait être assurée par les Etats-Unis, aux termes du Traité d'alliance entre les deux payx. Mais devenu une grande puissance économique, le Japon a commencé, tout en restant fidèle à cette alliance, à déterminer les objectifs de sa politique étrangère en fonction du danger pour lui d'être coupé de ses sources d'approvisionnement et de ses marchés étrangers.

4649. YAMANE, Hiroko – « La défense du Japon : la « menace » japonaise vue par la presse occidentale ». *Défense nationale* 41, oct. 85 : 89-104 ; tabl.

Le nouveau gouvernement Nakasone se heurte, en novembre 1983, aux Etats-Unis à propos d'un effort plus substantiel qu'il veut fournir en matière de défense. Vu à travers la presse occidentale (*International Herald Tribune* et *Le monde*), cet effort ne revêt pas le même caractère : pour le quotidien américain, il s'agit là d'un élément positif aussi bien extérieur (position du Japon dans le monde) qu'intérieur (évolution de l'opinion publique) ; pour *Le monde*, il est plus réticent face à un nouvel impérialisme éventuel dans cette région d'Asie.

4650. « Japan's new popular culture ». *The Wilson Quarterly* 9 (3), été 85 : 47-79.

Portrait de la culture populaire actuelle du Japon. Trois articles : HALLORAN, Fumiko Mori : « Best sellers » ; SCHODT, Frederik L. : « Reading the comics » ; BAILEY, James : « At the movies ».

4651. SHIMADA, Harno ; HIGUCHI, Yoshio – « An analysis of trends in female labor force participation in Japan ». *Economia & (e) lavoro* 19 (2), juin 85 : 3-18 ; tabl. ; bibliogr.

Analyse des données japonaises sur la participation des femmes à la force de travail et sur les comportements familiaux ainsi que sur l'offre d'emploi féminin par rapport à l'élasticité des revenus et des salaires. La première analyse s'avère difficile, faute de données tenant compte de repères historico-sociaux importants et distinguant les différents types d'emploi féminin. Le rapport entre une élasticité des salaires plus étroite que celle des revenus montre une tendance à l'affaiblissement de la participation du travail féminin dans la croissance du revenu réel et du taux des salaires.

4652. La situation économique

a. SHUNZO, Nitta – « Japanese industry enters a new stage. Increasingly knowledge intensive industrial structure and changes in employment structure ». *Economic and Industrial Democracy* 6 (2), mai 85 : 139-160 ; tabl., graph.
C'est le Japon qui de tous les pays développés a le mieux fait face à la crise née du premier choc pétrolier et aux bouleversements structurels qu'elle a engendrés. A cette réussite existent deux raisons principales ; d'une part l'innovation technique dans laquelle se sont lancées les entreprises nipponnes, et d'autre part des mesures gouvernementales de restructuration du tissu industriel. Ceci a eu un effet indéniable, à la fois qualitativement et quantitativement sur le marché de l'emploi.

b. SANTUCCI, Gerald – « Ombres et lumières du " modèle " japonais ». *La note de l'IRES* (4), juin 85 : 23-37 ; tabl.
La réalité économique du Japon est rendue opaque par l'appareil statistique utilisé qui présente des incompatibilités très fortes avec celui des autres pays industrialisés et rend donc périlleuse toute comparaison. La réalité économique du pays subit deux influences majeures : celle des « dualismes » qui ont un caractère volontaire et dynamique et celle des « traditions » allant pour la plupart dans le sens des objectifs des entreprises.

4653. RAMSEYER, J. Mark – « The costs of the consensual myth : antitrust enforcement and institutional barriers to litigation in Japan ». *The Yale Law Journal* 94 (3), janv. 85 : 604-645.

Au Japon, les litiges de droit privé portant sur l'application de la législation anti-trust sont peu nombreux. En effet, ce type d'action judiciaire est découragé par toute une série de mesures administratives. Le mythe du consensus en est ainsi conforté.

4654. « Japan's corporations get smart ». *Euromoney* sept. 85 : 85-117 ; graph.

Suite d'articles consacrés aux conséquences de la déréglementation du système bancaire japonais, notamment sur le financement des entreprises.

Jordanie

4655. La situation économique

a. « Le développement économique en Jordanie durant la période 1980-1982 ». *Syrie et monde arabe* 31 (377), 25 juil. 85 : 10-28 ; tabl.

b. « L'économie jordanienne : une forte capacité d'adaptation à des situations régionales contrastées ». *Revue économique de la Banque Indosuez* (4), 2e trim. 85 : 13-19.

Dépendante de l'extérieur du fait de l'environnement géopolitique du pays, l'économie jordanienne, qui a su tirer profit des retombées de la rente pétrolière, connait aujourd'hui de nouvelles difficultés dues au retournement du marché pétrolier et à la poursuite de la guerre du Golfe.

4656. SHOUP, John – « The impact of tourism on the Bedouin of Petra ». *The Middle East Journal* 39 (2), print. 85 : 277-291 ; carte.

Depuis trente ans, le tourisme s'est considérablement développé dans la région du Petra et il est devenu la source majeure de revenus pour la population locale au détriment de l'agriculture et de l'élevage. L'impact des touristes venus des Etats du Golfe est le plus important comme en témoigne l'adoption de nouveaux vêtements et de nouveaux dialectes par les tribus bédouines locales.

Kenya

Voir aussi : n° 4659

4657. BERG-SCHLOSSER, Dirk – « Elements of consociational democracy in Kenya ». *European Journal of Political Research* 13 (1), mars 85 : 95-109 ; graph. ; bibliogr.

Le Kenya présente une version particulière et quelque peu limitée du modèle démocratique « consociationnel » : existence d'une large coalition des plus importants groupes ethniques au niveau gouvernemental, représentation proportionnelle au Parlement. Cependant, la faiblesse de certaines institutions, la présidence de la République par exemple, fait du Kenya un modèle inachevé, et montre la difficulté à l'appliquer dans un pays du Tiers-Monde.

4658. CURRIE, Kate ; RAY, Larry – « State and class in Kenya – notes on the cohesion of the ruling class ». *The Journal of Modern African Studies* 22 (4), déc. 84 : 559-593.

La lutte qui a eu lieu récemment entre le Président Daniel Arap Moi et l'ex-ministre des affaires étrangères, Charles Njonjo, pour le pouvoir au Kenya n'était pas une lutte entre des personnalités politiques. En réalité, il s'agissait d'un affrontement de classe opposant de larges fractions de la petite bourgeoisie du pays, les déclarations du régime sur l'engagement des masses ne relevant que du domaine de l'illusion.

4659. SALTER, D.R. ; OJWANG, J.G. – « Law reform in Africa : a comparative study of Tanzanian and Kenyan experiments ». *Verfassung und Recht in Übersee* 18 (2), 1985 : 123-138.

Etude comparative des deux réformes judiciaires en cours d'application au Kenya et en Tanzanie.

4660. BERNARD, Frank E. – « Planning and environmental risk in Kenya drylands ». *The Geographical Review* 75 (1), janv. 85 : 58-70 ; tabl., carte.

La migration continue des habitants des régions montagneuses du Kenya vers des terres arides ou semi-arides pose pour les autorités le problème de l'absorption d'une population en augmentation constante. Car, en dépit des mesures prises sur le plan du développement et de la planification pour faire face à la situation, les conditions de vie dans ces terres sont devenues de plus en plus aléatoires.

Koweit

4661. HOSNI, Djehane ; SIRAGELDIN, Ismaël – « La dynamique de la main-d'œuvre à Koweit : un dilemme pour un pays exportateur de pétrole ». *Tiers-Monde* 26 (103), sept. 85 : 621-635 ; tabl. ; bibliogr.

Le Koweit s'appuie fortement aujourd'hui sur la force de travail étrangère à la fois sur un plan qualitatif et quantitatif. Mais l'industrialisation en cours devrait entraîner une koweitisation de l'économie entraînant une autre politique de la main-d'œuvre, centrée sur la formation des ressortissants.

4662. NANCY, Michel – « Deux villages libanais dans le Golfe : filières villageoises et marchés du travail ». *Tiers-Monde* 26 (103), sept. 85 : 533-552.

L'exemple d'un village « libanais » au Koweit et d'un autre en Arabie saoudite, permet d'analyser les capacités de mobilité dans le temps et dans l'espace des migrants et leur grande faculté d'adaptation sur le marché du travail, grâce à la force de la solidarité des membres actifs de la communauté libanaise sur le marché du travail.

4663. « Focus on OPEC oil companies – Kuwait : KPC ». *OPEC Bulletin* 16 (4), mai 85 : 22-33 et 80 ; carte.

Entré dans l'ère des hydro-carbures en 1934, le Koweit, pays membre de l'OPEP, produit actuellement 900 000 barils de pétrole par jour, contre 3 280 000 en 1972, année record. A présent, sa politique pétrolière consiste principalement dans une exploitation optimum de ses réserves et leur conservation dans des réservoirs naturels, en attendant une amélioration de la situation sur le marché international.

4664. RIAD, Taric Fouad A. – « Host countries permanent sovereignty over national resources and protection of foreign investors ». *Revue égyptienne de droit international* 39, 1983 : 35-99.

La question de la souveraineté des Etats sur leurs ressources nationales et de la protection des investisseurs étrangers, à travers l'affaire Etat du Koweit contre Aminoil (Compagnie pétrolière américaine).

Malaisie

4665. Les minorités

a. DAUD, Fatimah – « Some patterns of ethnic relations in Malaysia ». *Asian Profile* 13 (2), avr. 85 : 117-128 ; bibliogr.
Les premiers immigrants chinois en Malaisie ont gardé leur identité ethnique mais perdu leur langue, pour former à présent le groupe de « Baba Melaka », qui ne s'est intégré ni dans la communauté chinoise, ni dans la communauté malaise. Les autres immigrés, Chinois et Indiens, ne se sont pas laissé absorber par les Malais, ont gardé leur langue et se sont groupés d'après leurs clans, castes, dialectes ou origine.

b. MAH HUI LIM – « Affirmative action, ethnicity and integration : the case of Malaysia ». *Ethnic and Racial Studies* 8 (2), avr. 85 : 250-276 ; tabl. ; bibliogr.
Les Britanniques puis la Constitution fédérale de 1957 ont accordé des droits spéciaux aux Malais qui, bien que supérieurs en nombre et au niveau politique, étaient désavantagés économiquement. Cette politique a permis aux Malais de progresser économiquement mais a aggravé les antagonismes entre ethnies.

Maroc

4666. BENHAL, Mohammed – « Le syndicat comme enjeu politique au Maroc (1955-1981) ». *Annuaire de l'Afrique du Nord* (21), 1982 : 217-258.

La société politique marocaine a été marquée par les conflits internes pour s'assurer le contrôle du champ syndical, tremplin d'une nouvelle légitimité, pour le contrôle ou le partage du pouvoir qui ont fait le jeu de la Monarchie. L'élite politique ou syndicale, incapable dans sa division de proposer une alternative, risque de laisser le terrain libre à l'Islam avec ses variantes intégristes.

Nicaragua

4667. « Côte atlantique ». *Nicaragua aujourd'hui* (13-14), mai 85 : 9-28.

Dossier consacré à la côte atlantique du Nicaragua. Cette région, peuplée de différentes ethnies, dont les indiens Miskitos, a subi un développement social,

historique et économique différent de la côte pacifique. Ces Indiens revendiquent le droit à un développement autonome, rendant la situation explosive dans leurs relations avec les Sandinistes. Pour résoudre le problème indien, il faudrait l'arrêt immédiat de la guerre qui oppose le Nicaragua à l'empire de Reagan.

4668. KAIMOWITZ, David ; STANFIELD, David – « The organization of production units in the Nicaraguan agrarian reform ». *Inter-American Economic Affairs* 39 (1), été 85 : 51-77 ; tabl. ; bibliogr.

La réforme agraire au Nicaragua fait partie des transformations économiques et sociales mises en place en 1979. De nouveaux modèles de production ont peu à peu été mis en place dans un système où coexistent secteur privé et secteur public. On assiste donc depuis six ans à l'évolution du développement de quatre principaux types d'entreprises agricoles : les coopératives de production, les fermes d'Etat, les terres communautaires des Indiens et les agriculteurs individuels qui ont pu plus facilement accéder à la propriété depuis la réforme agraire.

Nigeria

4669. OKAFOR, Edwin E. – « Hégémonie de l'anglais au Nigeria ». *Présence africaine* (133-134), 2e trim. 85 : 3-18 ; bibliogr.

La multiplicité des langues parlées au Nigéria et le refus de chaque ethnie de s'approprier la langue d'une autre ethnie explique que la pratique de la langue anglaise soit en plein essor. L'anglais devrait devenir la langue officielle, les autres langues continuant à être apprises dans l'enseignement élémentaire.

4670. AHMAD, Syed Salahuddin – « Political and diplomatic interactions between Nigeria and Niger ». *Pakistan Horizon* 37 (4), 4e trim. 85 : 54-67.

Le Nigéria et le Niger suivent une politique extérieure identique dans leurs relations intra-africaines, mais ailleurs leurs politiques propres divergent. Même si, dans certains cas, comme au Moyen-Orient, leurs politiques concordent, ceci est dû à des considérations qui sont particulières à chacun de ces deux pays.

4671. NWOKEDI, Emeka – « Strands and strains of " good neighbourliness " : the case of Nigeria and its francophone neighbours ». *Genève-Afrique* 23 (1), 1985 : 39-60 ; tabl. ; bibliogr. ; résumés en français et en allemand.

Le Nigéria et ses voisins limitrophes – Bénin, Cameroun, Niger et Tchad – déclarent pratiquer une politique de bonnes relations, mais le degré de coopération du Nigéria varie avec chacun de ses voisins et, désormais, ses intérêts nationaux l'emportent sur le souci de bon voisinage avec les pays francophone proches.

4672. OKAFOR, Francis C. – « The functional role of medium-sized towns in regional development : the case of South-Eastern Nigeria ». *Third World Planning Review* 7 (2), mai 85 : 143-159 ; tabl., graph., cartes.

Le déséquilibre urbain est particulièrement frappant au Nigéria où l'on constate l'absence de villes de taille moyenne, de sorte qu'il n'y a pas de diffusion équilibrée des bienfaits du développement. Un modèle de création de villes moyennes met en évidence les bénéfices qui seraient tirés d'une réorganisation spatiale sur une base régionale ou nationale.

4673. RIMMER, Douglas – « The over-valued currency and over-administered economy of Nigeria ». *African Affairs* 84 (336), juil. 85 : 435-446.

Le Nigéria est le pays le plus peuplé de l'Afrique au Sud du Sahara ; son PNB approche celui de l'Afrique du Sud. Cette « richesse » provient essentiellement, depuis 1973, de l'exportation de pétrole. Cette économie tournée vers l'exportation s'est accompagnée, à partir de 1974, d'une dissociation entre la valeur interne et externe de la monnaie nationale, le Naira qui a été surévaluée. La chute de la production pétrolière, à partir de 1980, associée à cette anomalie, a provoqué une forte dette extérieure que le régime militaire au pouvoir depuis 1983 tente d'enrayer par un dirigisme économique axé sur la réduction des dépenses de l'Etat.

4674. OHIORHENUAN, John F.E. – « The political economy of military rule in Nigeria ». *Review of Radical Political Economics* 16 (2-3), aut. 84 : 1-27 ; tabl. ; bibliogr.

Au Nigéria, le régime militaire a pu, grâce, en grande partie, aux revenus tirés du pétrole, renforcer l'appareil étatique et son rôle dans la vie économique. L'intervention de l'Etat dans l'économique est inséparable de la formation d'une bourgeoisie nationale et des pressions du capitalisme étranger et on ne peut donc parler, de façon simpliste, d'une autonomie de l'Etat dans le cas de ce pays, pendant la période post-coloniale.

4675. WORZ, Johannes – « Problems of rural productivity development in Nigeria ». *Economics* 31, 1985 : 97-125 ; tabl., graph. ; bibliogr.

La production agricole au Nigéria stagne depuis plusieurs années, malgré quelques fluctuations passagères, ceci s'explique notamment par une faible productivité agricole. Une meilleure productivité dans ce domaine est en fait entravée par l'existence de petites unités agricoles, une technologie mal répandue, des infrastructures agricoles inadaptées, des techniques de marché quasiment inexistantes dans l'industrie agro-alimentaire... Le gouvernement a alors réagi par l'élaboration d'un nouveau plan quinquennal (1981-1985) prévoyant un effort en matière d'investissements agricoles, permis par le développement des prêts, et illustré par l'élaboration de nouveaux programmes d'irrigation.

4676. AKINTOLA-BELLO, Olaseni – « Insurance industry and the Nigerian economy ». *Savings and Development* 9 (1), 1985 : 57-77 ; tabl. ; résumé en français.

Le rôle du secteur des assurances dans l'économie du Nigéria paraît, à priori, modeste et les prochaines années ne devraient pas démentir cette faiblesse. Ce secteur de l'économie ne contribue pas, en effet, d'une manière décisive, à un accroissement de la production du Nigéria. Des espoirs sont cependant permis ; le marché de l'assurance peut, par exemple, faciliter l'équilibre de la balance des paiements en attirant des capitaux étrangers, ou encore améliorer la santé du marché financier en y drainant de nouveaux capitaux.

Nouvelle Zélande

4677. HILL, Michael ; BOWMAN, Richard – « Religious adherence and religious practice in contemporary New Zealand : census and survey evidence ». *Archives de sciences sociales des religions* 30 (1), mars 85 : 91-112 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumé en français.

Le processus de sécularisation qui touche depuis trente ans la société néo-zélandaise a pour conséquences le déclin et le vieillissement des effectifs des Eglises méthodistes et presbyteriennes principalement et en parallèle la prolifération des groupes sectaires et des « cultes » recrutant une population relativement jeune. Cependant le facteur religieux continue à avoir une importance dans la vie sociale et certains engagements politiques.

4678. LANGE, David – « New Zealand's security policy ». *Foreign Affairs* 63 (5), été 85 : 1009-1019.

La Nouvelle Zélande poursuit une politique de défense sérieuse, résolument tournée vers le Pacifique-Sud, zone de ses intérêts de sécurité et de ses engagements ; l'alliance avec les Etats-Unis, l'Australie et l'ANZUS, constitue la base de cette politique.

4679. CASTLES, Francis G. – « Terra incognita Australis : a search for new directions in comparative public policy analysis ». *Government and Opposition* 20 (3), été 85 : 370-385.

Le développement des politiques sociales en Nouvelle-Zélande et en Australie est étroitement lié au système de régulation des salaires existant dans ces pays et à l'attitude défensive de la classe ouvrière plus intéressée à mantenir un haut niveau salarial qu'à obtenir une protection sociale accrue.

Oman

4680. LONGUENESSE, Elisabeth – « Travailleurs indiens à Oman ». *Tiers-Monde* 26 (103), sept. 85 : 567-582 ; tabl.

Originaires surtout de l'Etat de Kerala, ayant un niveau moyen d'éducation plus élevé que la moyenne nationale, les émigrés indiens à Koweit y connaissent de difficiles conditions de travail et de vie.

Pakistan

4681. KORSON, Henry J. ; MASKIELL, Michelle – « Islamisation and social policy in Pakistan : the constitutional crisis and the status of women ». *Asian Survey* 25 (6), juin 85 : 589-612.

Après 7 ans de suspension de la Constitution de 1973, une nouvelle Constitution est mise en œuvre en 1985 qui laisse au général Zia les pleins pouvoirs pour achever l'islamisation du Pakistan. Directement concernées, les Pakistanaises répondent à cette évolution soit par le canal de la Women's division établie par le général Zia, soit par des associations indépendantes.

4682. IMDAD, Naghma – « L'émigration pakistanaise dans le Golfe et ses répercussions sur le pays d'origine ». *Tiers-Monde* 26 (103), sept. 85 : 553-566 ; tabl. ; bibliogr.

Encouragée par le gouvernement, l'émigration vers les pays du Golfe qui représente 10 % de la main-d'œuvre masculine, est le phénomène le plus important de ces dix dernières années pour l'économie pakistanaise. Elle a des conséquences sur le marché interne du travail et sur la distribution des revenus par l'importance des remises effectuées lors du retour.

Pays-Bas

Voir aussi : n° 4849

4683. DUTTER, Lee E. – « Spatial preferences and voter choices in the Dutch electorate ». *Comparative Political Studies* 18 (2), juil. 85 : 252-263 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Analyse du vote préférentiel pour les élections de 1970 à 73 aux Pays-Bas ; variables idéologiques et corrélations.

4684. DRONKERS, J. – « The recruitment of directors of the largest Dutch firms : a special case ? » *Research in Social Stratification and Mobility* 4, 1985 : 197-215 ; tabl. ; bilbiogr.

Le recrutement des cadres dirigeants dépend plus de facteurs religieux ou politiques que de l'éducation, ce qui peut s'expliquer par l'absence de grandes écoles.

4685. « Tien jaar industrieel structuurbeleid » (Dix ans de politique industrielle). *Maandschrift economie* 49 (3), 1985 : 173-249 ; tabl. ; bibliogr.

Numéro spécial consacré à la politique industrielle aux Pays-Bas. Comparaisons avec la France et les pays de l'OCDE.

Pérou

4686. LIZARRAGA, Raúl – « Descentralización y desarrollo regional : retos immediatos ». *Socialismo y participación* (30), juin 85 : 33-46.

La décentralisation administrative et le développement régional se présentent au Pérou comme la voie la plus rapide et la plus efficace d'une démocratisation de l'Etat : propositions concernant les lois et l'organigramme exigés par la réalisation de cette politique.

4687. SCOTT, C.D. – « Strategies of technical choice in the Peruvian sugar industry, 1955-74 ». *The Journal of Peasant Studies* 12 (4), juil. 85 : 26-56 ; bibliogr.

Analyse du processus de sélection des machines à récolter la canne à sucre dans trois plantations péruviennes durant 20 ans : choix technique, contrôle du travail effectué, relations avec les fournisseurs américains, contraintes agro-climatiques... etc.

4688. MARTINEZ, Daniel ; TEALDO, Armando – « Estrategia para el desarrollo de la producción alimentaria : una propuesta ». *Socialismo y participación* (30), juin 85 : 1-21 ; tabl., graph.

Propositions pour une réorientation de la politique agricole péruvienne concernant les produits – blé, orge, maïs, quinoa, riz – qu'elle doit promouvoir et les moyens économiques et administratifs de cette promotion.

Philippines

4689. GOROSPE, Vitalino R. – « The Vatican instruction and liberation theology in the Philippines ». *Philippine Studies* 33, 2e trim. 85 : 151-163.

Les instructions du Vatican sur la théologie de la libération ont été acceptées part le Cardinal Sin et la Conférence des évêques catholiques philippins comme une ligne de conduite aux Philippines. Cependant, certains catholiques craignent que ce document ne soit utilisé pour discréditer le travail de l'Eglise au profit des pauvres et des opprimés.

4690. ROSENBERGER, Leif – « Philippine communism and the Soviet Union ». *Survey* 29 (1), print. 85 : 113-145.

Le communisme philippin est représenté par deux partis : le PKP, créé en 1930 et totalement soumis à l'Union Soviétique et le CPP pro-chinois, issu d'une scission des guerilleros du PKP dans les années 60 et qui apparait, à travers sa branche politique, le NDF et sa branche militaire, le NPA, comme le principal mouvement communiste d'opposition au président Marcos. D'abord préoccupé par la lutte armée, le CPP s'est orienté, depuis 1980, vers une opposition politique. Cette évolution coïncide avec un rapprochement vers l'URSS, qui voit d'un bon œil la radicalisation des mouvements modérés anti-Marcos et le développement du sentiment anti-américain. Les Philippins sauront-ils éviter l'écueil consistant à substituer un gouvernement totalitaire à un gouvernement arbitraire ?

4691. MYERS, Ramon H. – « The roots of the Philippines' economic trouble ». *Asia Pacific Community* (27), hiv. 85 : 28-39 ; bibliogr.

Depuis 1946, les Philippines ont eu du mal à concilier le développement économique et la stabilité politique ; puis un endettement public et privé excessif pour une période de dépression a mené le pays au bord de la crise ; aujourd'hui, le gouvernement tente de résoudre les problèmes de la dette extérieure et du développement industriel et rural.

4692. PINEDA-OFRENEO, Rosalinda – « Issues in the Philippine electronics industry : a global perspective ». *Economic and Industrial Democracy* 6 (2), mai 85 : 185-207 ; bibliogr.

Dans le cadre de la forte croissance internationale de l'industrie de l'électronique, l'économie philippine a su développer d'une manière considérable la fabrication des semi-conducteurs. Ce développement a surtout bénéficié de l'apport de la main d'œuvre féminine dont les conditions d'embauche et de travail sont bien spécifiques. Cette industrie a dès lors, fait l'objet d'une attention et de mesures particulières de la part des dirigeants économiques philippins.

4693. OFRENEO, René E. – « Philippine industrial debacle and the debt crisis ». *Economic and Industrial Democracy* 6 (2), mai 85 : 161-184 ; tabl. ; bibliogr.

Si la crise de l'endettement extérieur aux Philippines date de la dernière décennie, elle est principalement imputable aux politiques défavorables imposées par le FMI et la banque mondiale. Au delà de ce problème financier, l'histoire économique de ce pays dans l'après guerre, montre la succession de différents types de politiques économiques : politique de substitution des importations dans les années cinquante, de promotion des exportations dans les années soixante. C'est au cours de cette évolution que les Philippines se sont engagées dans les problèmes financiers d'aujourd'hui.

Pologne

4694. KRUK, Krzysztof – « Karli realizm » (Le réalisme du nain). *Kultura* (7-8), août 85 : 32-50.

La propagande socialiste du gouvernement populaire de Pologne vise à changer à tout prix les valeurs reconnues jusqu'à maintenant par les Polonais. Elle veut en outre détruire la solidarité nationale en inventant une fausse réalité, en manipulant le langage, la presse et les mass medias.

4695. DAOUDI, M.S. ; DAJANI, M.S. – « Poland : the politics of sanctions ». *The Polish Review* 30 (2), juin 85 : 149-166 ; bibliogr.

Les conséquences économiques des sanctions appliquées par les Etats-Unis et certains pays occidentaux à l'encontre de la Pologne sont difficiles à établir avec exactitude car les statistiques polonaises ne sont pas fiables. Sur le plan politique, les mesures que le gouvernement polonais a prises, et les réactions dans le bloc soviétique montrent que les sanctions ont eu des conséquences non négligeables.

4696. Classes et mouvements sociaux

a. MAGALA, Slaomir – « Double peripheralization ». *Review. A Journal of the Fernand Braudel Center for the Study of Economics, Historical Systems and Civilizations* 9 (1), été 85 : 139-151.
La double périphéralisation de la Pologne par rapport à l'économie occidentale, et par rapport au système politique soviétique se traduit par le développement d'une classe ouvrière sortie de la paysannerie et d'une classe dirigeante créée par l'URSS.

b. MALANOWSKI, Jan – « Polish workers ». *International Journal of Sociology* 14 (3), aut. 84 : 1-116 ; bibliogr.
Après la 2e guerre mondiale, la classe ouvrière polonaise, peu préparée à diriger le pays a dû, pour assumer ce rôle, compter sur les forces de sécurité et sur la présence des armées alliées. Ce n'est qu'après les événements de 1956, 1970 et 1976, qu'elle a réussi, en été 1980, à s'assurer le rôle principal dans la vie du peuple et la direction spirituelle de la société.

c. « La crise du mouvement social polonais ». *Inprecor, International Press* (200), 8 juil. 85 : 8-18.
Le mouvement ouvrier polonais, pourchassé par la répression et désorienté par la stratégie d'auto-limitation dominante en son sein, n'en continue pas moins de faire preuve d'une vitalité surprenante.

4697. PEZZINO, Paolo – « La difficile modernizzazione : Stato, contadini e ricercatori sociali nella Polonia socialista ». *Italia contemporanea* (159), juin 85 : 85-104.

Bien que la sociologie rurale polonaise ait toujours insisté sur la modernisation de la paysannerie, destinée à disparaître en tant que classe et à ne conserver que les valeurs compatibles avec le modèle socialiste, le monde rural reste en Pologne très attaché à son identité, que des rapports aussi bien économiques, que politiques ou culturels contribuent à affirmer au niveau local, en opposition avec l'Etat.

4698. La crise économique

a. ROSATI, Dariusz – « Produkcja a handel zagraniczny w warunkach niepelnego wykorzystania zdolnosci produkcyjnych » (La production et le commerce extérieur dans les conditions d'une mauvaise mise à profit de la capacité productive). *Ekonomista* (5), 1985 : 1027-1044 ; tabl.
La crise économique en Pologne se caractérise par le manque sensible de beaucoup de marchandises sur le marché national et par une mauvaise mise à profit de la capacité productive. Le développement du commerce extérieur et la diminution des importations peuvent aider le développement économique.

b. KAMINSKI, Bartolomiej – « The dying command economy : Solidarity and the Polish crisis ». *Journal of Contemporary Studies* 8 (1), print. 85 : 5-35.
L'actuelle crise économique en Pologne ne résulte pas de l'influence négative de la lutte de Solidarité mais de la désagrégation du système de gestion et de planification centralisé ainsi que du cynisme et de la corruption des fonctionnaires responsables de l'économie. Les quelques concessions contradictoires du gouvernement n'ont été accordées que pour tenter de dramatiser l'« influence négative » de solidarité sur l'économie.

c. MINK, Georges ; STRZELECKI, Jerzy – « Rapport des académiciens polonais : le pouvoir confronté à l'hypothèse d'un effondrement général ». *Le courrier des pays de l'Est* (296), juin 85 : 31-45 ; tabl., graph.
Le rapport rédigé en février 1985, à la demande du gouvernement polonais, par le comité « Pologne 2000 » chargé de prospective ne donne pas de vision stimulante pour l'avenir. La politique industrielle ne vise pas suffisamment à utiliser les

ressources du pays dans tous les secteurs, transports, protection de l'environnement, équipement des villes, le développement est menacé par l'usure du capital fixe et de plus la démotivation générale n'est pas favorable à un concensus conduisant à l'acceptation du système socialiste.

4699. CZARNIAWSKA, Barbara – « Oscillating between autonomy and control : the Polish economy, 1946-1981 ». *Economic and Industrial Democracy* 6 (3), août 85 : 325-347 ; graph. ; bibliogr.

En Pologne, les opinions se partagent en deux camps : celles qui défendent un contrôle centralisé, et celles qui, au contraire, préconisent la participation des agents économiques à la vie économique. Pour cette raison, la période de l'après-guerre a oscillé entre ces deux pôles. Ainsi, dans la période de reconstruction (1946-1956), l'économie fut-elle très dirigée alors que plus tard (1956-1970, puis 1970-1980), la volonté de permettre la participation des travailleurs, prévalut. Mais 1981 vit le retour d'un contrôle de l'économie par l'Etat, même si de nombreuses réformes économiques furent envisagées.

4700. La réforme économique

a. BAR, Ludwik – « Rola ustawy w realizacji reformy gospodarczej » (Le rôle de la loi dans la réalisation de la réforme économique). *Panstwo i prawo* 40 (5), mai 85 : 5-17 ; résumés en anglais, en russe et en français.
La réforme économique prévoit un rôle accru de la Diète dans la direction de l'économie nationale en reconnaissant aux lois un pouvoir fondamental dans l'organisation des entreprises d'état.

b. LIPINSKI, Jan ; WOJCIECHOWSKA, urszula – « Reforma w świetle badán » (La réforme à la lumière des recherches). *Nowe drogi* (6), juin 85 : 75-94.
La nouvelle réforme économique en Pologne est appliquée depuis trois ans. Les économistes polonais cherchent toujours les meilleures solutions pour que la réforme puisse réellement résoudre le problème de l'économie nationale. La réforme est un processus lent et à long terme.

4701. JONES, Derek C. – « The economic performance of producer cooperatives within command economies : evidence for the case of Poland ». *Cambridge Journal of Economics* 9 (2), juin 85 : 111-126 ; tabl. ; bibliogr.

Une comparaison effectuée à différents niveaux, production et rendement, permet d'établir que le secteur coopératif obtient de meilleurs résultats que les entreprises d'Etat. Elle relance le débat sur la participation des travailleurs et sur l'importance respective de l'organisation du travail et de l'investissement technologique.

4702. PIEKARA, Andrzej ; RAMBAUD, Placide – « Le débat entre l'autogestion et l'Etat socialiste. L'exemple de la campagne polonaise ». *Revue d'études comparatives Est-Ouest* 16 (2), juin 85 : 115-130.

Entre la conception socialiste de l'Etat et de son rôle au niveau local et le pouvoir local autogestionnaire, il y a ambiguïtés et oppositions qui se retrouvent avec acuité dans les organisations professionnelles agricoles et leurs revendications par rapport à la planification agricole.

4703. RAJSKI, Jerzy – « Le nouveau régime juridique des petits investissements étrangers en Pologne ». *Journal de droit des affaires internationales* (2), 1985 : 217-227 ; résumé en anglais.

Le nouveau régime juridique de l'investissement étranger en Pologne permet aux étrangers d'exercer des activités économiques autonomes sur le territoire polonais, et n'impose pas la participation majoritaire polonaise dans le cas d'entreprises communes. L'étendue de son application est cependant restreinte à la « petite production », notion encore mal définie.

Sahara occidental

4704. BARBIER, Maurice – « Les pays d'Afrique noire et le problème du Sahara occidental ». *Afrique contemporaine* (135), sept. 85 : 10-37 ; tabl. ; bibliogr.

C'est à partir de 1975 que les pays d'Afrique noire ont découvert l'extrême complexité de ce problème de décolonisation qui opposait vivement les Etats du Maghreb. Les principaux protagonistes de ce conflit – Maroc, Mauritanie,

Algérie et Polisario – ont cherché plus ou moins activement des soutiens auprès des différents pays d'Afrique noire, très divisés sur ce sujet, en utilisant leurs affinités politiques et leurs relations diplomatiques ou économiques.

4705. VERGNIOT, Olivier – « La question du Sahara occidental 1981-82 ». *Annuaire de l'Afrique du Nord* 21, 1982 : 331-387.

Les années 1981-82 ne laissent entrevoir aucune solution au conflit du Sahara. Tandis que la situation militaire se tend, la question de l'entrée de la RASD au sein de l'OUA est à l'origine d'une grave crise de l'organisation ; chronologie ; documents.

Sénégal

4706. BAILLEUL, André – « Le statut du personnel des universités au Sénégal ». *Penant* 95 (788-789), déc. 85 : 277-309 ; tabl.

Bien que l'Université sénégalaise soit devenue juridiquement indépendante en 1960, il a fallu attendre 1981 pour que soit promulgué un texte législatif nouveau et complet portant statut du personnel enseignant des universités. Les innovations les plus importantes concernent le mode de recrutement, l'avancement et la cessation de services, les obligations de service et les missions, les rémunérations et certains avantages. Pourtant certaines lacunes subsistent et un certain nombre de décrets d'application n'ont toujours pas été édictés.

4707. DIA, Amadou Lamine – « Choix stratégique de l'entreprise privée sénégalaise ». *Africa Development* 9 (4), déc. 84 : 33-48 ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Pour prospérer, les entreprises privées sénégalaises, qui, pour différentes raisons sont généralement de taille moyenne ou petite, doivent obligatoirement adopter et suivre une stratégie déterminée consistant dans une spécialisation, une diversification, un regroupement ou une internationalisation. Cependant, par suite d'une insuffisance de capitaux, c'est la stratégie de la sous-traitance qui leur est la plus profitable.

Suède

Voir aussi : n° 4849

4708. THUNBORG, Anders – « La politique de sécurité de la Suède dans une perspective nordique ». *Politique étrangère* 50 (2), été 85 : 479-490.

Texte d'une conférence prononcée par le ministre suédois de la Défense devant l'IFRI en février 1985 à propos de la neutralité suédoise et de la politique de sécurité de ce pays dans une optique nordique et internationale.

4709. WALTERS, Peter – « Distributing decline : Swedish social democrats and the crisis of the Welfare State ». *Government and Opposition* 20 (3), été 85 : 356-369.

Bilan des efforts du gouvernement social-démocrate suédois depuis 1982 pour concilier les contraintes économiques et le maintien du système de protection sociale.

4710. LASH, Scott – « The end of neo-corporatism ? The break-down of centralised bargaining in Sweden ». *British Journal of Industrial Relations* 23 (2), juil. 85 : 215-238 ; tabl., graph. ; bibliogr.

La fragmentation croissante du marché du travail a entraîné en Suède un affaiblissement des structures confédérales des syndicats, principalement de la LO (Landsorganisation), ce qui explique la désorganisation des relations du travail en 1983-1984 et la décentralisation des négociations collectives qui a suivi.

4711. AIMER, Peter – « The strategy of gradualism and the Swedish wage-earner fund ». *West European Politics* 8 (3), juil. 85 : 43-55.

Les fonds salariaux sont supposés permettre le passage graduel du capitalisme au socialisme. Cependant si le gouvernement élu en 1982 vise à leur institution pour 1990, l'opinion publique ne les apprécie guère et les partis « bourgeois » y sont très opposés.

4712. BODDEWYN, J.J. – « The Swedish consumer ombudsman system and advertising self-regulation ». *The Journal of Consumer Affairs* 19 (1), été 85 : 140-162.

Le système de protection des consommateurs en Suède repose sur un solide appareil de lois mais résulte également de la participation active des milieux industriels plutôt que de l'application autoritaire de réglementations. Il existe donc une véritable auto-réglementation de la publicité à côté d'une institution originale, celle de l'« ombudsman du consommateur » chargé de déceler les violations et de régler les différends.

Suisse

Voir aussi : n° 4849

4713. HAINARD, François et al. – « Le pouvoir local face à la crise économique. L'exemple des collectivités publiques locales et régionales de l'arc jurassien en Suisse ». *Anthropologie et sociétés* 9 (2), 1985 : 151-170 ; tabl., carte ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Seules quelques régions en Suisse subissent les effets de la crise économique, en particulier celles de l'arc jurassien. Pour contrer les effets de la crise, un effort a été fait pour susciter l'innovation dans les entreprises existantes et essayer de revaloriser le capital. Les initiatives mises sur pied par les pouvoirs publics depuis 1973-1974 ont eu des répercussions sur la structure et le profil des autorités locales. On assiste à l'apparition d'une catégorie d'acteurs politiques locaux se devant de proposer des stratégies de collaboration et de prendre plus d'initiatives.

4714. « Les politiques scolaires des cantons romands et du Tessin ». *Revue européenne des sciences sociales* 23 (70), 1985 : 5-198 ; bibliogr.

Numéro spécial consacré, à l'occasion du débat sur l'école, aux politiques scolaires des cantons suisses.

4715. FLEURY, Antoine – « Histoire des relations internationales en Suisse ». *Relations internationales* (42), été 85 : 209-219.

Dans la production historiographique la part revenant à la politique étrangère suisse et à l'histoire des relations internationales est marginale. Par ailleurs ce champ d'étude est partagé entre juristes, politologues, économistes et géographes, ce qui ne favorise pas la recherche.

4716. BLANC, Olivier – « Les ménages en Suisse. Quelques aspects de leur évolution de 1960 à 1980 à travers les statistiques de recensement ». *Population* 40 (4-5), oct. 85 : 657-674 ; tabl., graph. ; résumés en anglais et en espagnol.

Entre 1960 et 1980 le nombre de ménages a augmenté alors que le nombre moyen de personnes par ménage a diminué. Cette évolution tient à la décohabitation des jeunes célibataires et des veufs plus qu'à l'augmentation du nombre de divorces.

4717. Le nouveau droit du mariage

a. « Das neue Eherecht : Familienfreundlich, notwendig, überfällig » (Le nouveau droit du mariage : favorable à la famille, indispensable, tardif). *Politische Rundschau* 64 (2), 1985 : 1-65 ; tabl. ; articles en allemand et en français.
Numéro spécial sur les effets de la mise en pratique du nouveau droit du mariage en Suisse et sur ses conséquences sociales.

b. SPOERRY-TONEATTI, Vreni – « Das neue Eherecht. Eine sorgfältige, ausgewogene und überfällige Revision » (Le nouveau droit du mariage. Une révision minutieuse, équilibrée et tardive). *Schweizer Monatshefte* 65 (9), sept. 85 : 741-754.
Le nouveau droit du mariage suisse, même s'il fait l'objet de certaines critiques, tient compte de l'évolution actuelle de la société à laquelle ne correspondait plus du tout le droit de 1907 jusqu'alors en vigueur. Ce nouveau droit introduit l'égalité des deux partenaires, l'amélioration de la situation de l'époux survivant et la revalorisation de la femme au foyer.

Syrie

4718. CHEVRIER, Jean – « La Syrie de Hafez el Assad ». *Etudes* sept. 85 : 149-162.

Le régime au pouvoir à Damas s'est taillé un rôle à la mesure de sa puissance nouvelle et de ses ambitions. Le pouvoir du Général Assad s'appuie sur l'armée, le Parti Ba'th et la communauté alaouite. En politique extérieure, le président Assad puise sa force dans son aptitude à gérer les crises au Proche-Orient et dans son utilisation sans honte de la terreur.

4719. DRYSDALE, Alasdair – « The successions question in Syria ». *The Middle East Journal* 39 (2), print. 85 : 246-257.

Bien qu'Hafez-el-Assad ait été réélu président en janvier 1985, pour sept ans, la question de sa succession risque de se poser avant la fin de son mandat et son frère Rifaat est le seul candidat déclaré. Très impopulaire, son accession au pouvoir diviserait certainement la communauté alaouite et serait contestée par l'armée.

Tanzanie

Voir aussi : n° 4659, 4815

4720. HEINRICH, Thomas J. – « Adjustment of structural change in crisis management policy of Tanzania ». *Verfassung und Recht in Übersee* 18 (2), 1985 : 195-207 ; tabl.

Depuis 1978, la Tanzanie connaît une grave crise économique. En échange de son aide, la Banque mondiale fait pression sur le gouvernement tanzanien pour qu'il encourage l'intégration de l'économie nationale dans l'économie mondiale, réduise l'intervention de l'Etat dans la vie économique et renonce donc en grande partie au modèle socialiste « ujamaa ».

4721. CAMPBELL, Horace – « The budget and the people : reflections on the 1984 budget in Tanzania ». *Ufahamu* 14 (2), 1985 : 58-79 ; tabl. ; bibliogr.

Le budget 1984 de la Tanzanie reflète l'appauvrissement des masses rurales déjà démunies et le gonflement d'une bureaucratie socialiste improductive. Le parti au pouvoir semble renoncer à tout effort de développement, à toute tentative de coordination de l'industrie et même à toute fixation de priorités économiques. Le Programme économique national et son ajustement en 1981 témoignent de la reconnaissance de l'échec de la politique économique du régime et de faibles tentatives pour faire revenir les capitaux étrangers.

Tchécoslovaquie

4722. KŘIŽAN, Michal – « Národné výbory a komplexný ekonomický a sociálny rozvoj ich obvodov » (Les comités nationaux et le développement économique et social complexe de leurs districts). *Plánované hospodářství* (4 et 5), 1985 : 54-63 et 53-60.

Les récentes décisions du CC du PCT attribuent aux comités nationaux de nouvelles compétences dans le développement économique et social complexe de leurs districts. Le rôle des comités nationaux dans la planification territoriale devient beaucoup plus actif. L'exercice effectif de leurs nouvelles compétences dans le développement de leurs districts exige un perfectionnement qualitatif du mécanisme de planification régionale, des changements appropriés dans les comportements des organes impliqués, et des initiatives accrues de leur part.

4723. KAVLIK, Peter – « A comparison of purchasing power parity and consumption levels in Austria and Czechoslovakia ». *Journal of Comparative Economics* 9 (2), juin 85 : 178-190 ; tabl. ; bibliogr.

L'étude comparative de la parité des pouvoirs d'achat et de la consommation privée en Autriche et en Tchécoslovaquie dans les années 80 fait apparaître une aggravation des conditions de vie en Tchécoslovaquie depuis 1964 due à une croissance économique plus lente.

Thailande

Voir aussi : n° 4815

4724. MABRY, Bevars D. ; SRISERMBHOK, Kundhol – « Labor relations under martial law : the Thailand experience ». *Asian Survey* 25 (6), juin 85 : 613-637 ; tabl.

Bien que peu nombreuses les grèves continuent de se produire malgré leur illégalité et leur interdiction renforcée par la loi martiale qu'a connue la Thailande à plusieurs reprises jusqu'en 1981. Spontanées et de courte durée elles apparaissent principalement dans les périodes d'inflation ou de changement politique.

Tunisie

4725. [Le mouvement syndical tunisien]. *Annuaire de l'Afrique du Nord* (21), 1982 : 259-317.

Trois articles consacrés à l'évolution du syndicalisme tunisien depuis l'indépendance, à sa difficile autonomie, à son discours politique.

Turquie

4726. AHMAD, Feroz – « The transition to democracy in Turkey ». *Third World Quarterly* 7 (2), avr. 85 : 211-226.

La première étape du retour à la démocratie formelle en Turquie date de décembre 1983, lors de la dissolution du Conseil de sécurité nationale et de la nomination de Turgut Ozal comme Premier ministre. La plupart des lois sur les libertés publiques datant du régime militaire restent en vigueur et il reste encore beaucoup de chemin à parcourir vers la démocratie réelle.

4727. AVAKIAN, Albert – « Pouvoir et islam en Turquie de 1919 à 1960 ». *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale et des conflits contemporains* 35 (137), janv. 85 : 85-108.

Entre 1919 et 1960, pouvoir et islam sont face à face en Turquie. Si dans la période Kemalienne, 1919-1938, le pouvoir semble avoir la prééminence bien que l'on ne puisse pas taxer la politique du Mustapha Kemal d'anti-islamique, dans la période suivante l'islam apparaît de plus en plus comme une force morale à laquelle s'identifient les Turcs, entraînant ainsi un vif renouveau religieux ; le mouvement va en s'accentuant d'Ismet Inönü à Adnan Menderes.

4728. TEKELI, Sirin – « Les facteur de continuité et de discontinuité concernant le vote : considérations sur les élections du 6 novembre 1983 en Turquie ». *Equipe de recherche sur la Turquie* (2), mai 85 : 35-50 ; cartes.

Ce scrutin traduit la victoire incontestable et inattendue du PMP de M. Ozal. Cette formation, à la fois politiquement autoritaire, économiquement libérale et moderniste, et socialement conservatrice, devrait devenir le grand parti de droite, solidement assis, que la classe dominante turque cherche depuis quinze ans.

4729. VANER, Semih – « Etat, société et violence politique en Turquie (1975-1980) ». *Equipe de recherche sur la Turquie* (2), mai 85 : 1-34.

La culture politique ottomane puis turque a toujours été pétrie de violence et l'enracinement d'un régime démocratique et pluraliste en est rendu extrêmement difficile. Les années 70 ont été en outre pour ce pays une période de formidable bouleversement social qui ne s'est pas traduit politiquement. L'Etat resté despotique, noyauté par des éléments fascisants, pratique lui-même le terrorisme, ce qui encourage tant l'extrême-droite que les gauchistes.

4730. « Turkey and the Middle East ». *Middle East Review (New York)* 17 (3), print. 85 : 2-43.

Série d'articles consacrés à la politique extérieure de la Turquie et à ses relations avec les pays du Moyen-Orient. Le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures de ces pays lui permet de maintenir ses relations avec Israël tout en assurant son soutien à la cause arabe.

URSS

Institutions et vie politiques

Voir aussi : n° 4690, 4844

4731. STRODE, Rebecca V. – « The role of baptists in Soviet foreign policy ». *Survey* 29 (1), print. 85 : 146-172.

Après une existence difficile sous le tsarisme et les débuts du régime soviétique, l'Église baptiste russe fut finalement reconnue en 1944 et mise sous le contrôle de « l'Union des chrétiens évangélistes et des baptistes » (VSEKhB). Cette reconnaissance impliquait un compromis : soutien des baptistes au régime en contrepartie d'une liberté de culte accrue. Le VSEKhB a largement rempli son contrat, même pendant les périodes de répression, alors que l'Etat a fait emprisonner nombre de baptistes dissidents, représentés par le pasteur Georgi Vins.

4732. LEE, Sander H. – « The status of the debate on rights in the USSR ». *Studies in Soviet Thought* 30 (2), août 85 : 149-164.

L'incompréhension entre l'Est et l'Ouest en ce qui concerne les droits de l'homme tient au double sens de la notion de droit dans la philosophie soviétique. La Constitution garantit les mêmes droits-procéduraux que les pays occidentaux, mais leur associe des droits positifs, comme le droit au travail que la société se fait un devoir de respecter à condition que le bénéficiaire s'engage à ne pas nuire aux intérêts et au prestige du pays.

4733. EISFELD, Alfred – « Deutsche in der Sowjetunion – zwei Jahrzehnte nach der Rehabilitierung » (Les Allemands en Union Soviétique – deux décennies après la réhabilitation). *Osteuropa* 35 (9), sept. 85 : 653-669 ; tabl.

En 1964 la réhabilitation des Allemands d'Union soviétique fit l'objet d'un décret, réhabilitation partielle puisqu'on leur refusait toujours de retourner dans les régions où ils vivaient avant d'être déportés. La minorité allemande connaît des problèmes de langue, de religion et d'identité culturelle dont les dirigeants soviétiques semblent actuellement plus décidés à tenir compte, même si les demandes d'émigration restent dans l'ensemble ignorées.

4734. GORLIN, Alice C. – « The power of Soviet industrial ministries in the 1980s ». *Soviet Studies* 37 (3), juil. 85 : 353-370 ; tabl.

En URSS, les ministères de l'Industrie sont nombreux (36 en 1980) et puissants. Les tentatives de réformer leur organisation et de réduire leurs pouvoirs se sont heurtées à une forte résistance de la bureaucratie. La réforme la plus récente (1984) met l'accent sur la participation et l'efficacité, il n'est pas sûr qu'elle ait plus de chances d'aboutir que les précédentes.

4735. Gorbatchev

a. BROWN, Archie – « Gorbachëv : new man in the Kremlin ». *Problems of Communism* 34 (3), juin 85 : 1-23.
Gorbatchev deviendra sans doute le leader soviétique le plus puissant depuis Khrouchtchev, et tout, dans sa carrière, montre sa remarquable capacité de décision. Adhérant totalement au système soviétique, il reste néanmoins ouvert aux propositions de ses collaborateurs et est conscient des réformes à élaborer pour améliorer l'économie.

b. « And now Gorbachov ». *Survey* 29 (1), print. 85 : 1-18.
Deux articles sur le nouvel homme fort du Kremlin : son itinéraire politique, les nouveautés qu'il introduit dont, en particulier, la fin de la gérontocratie.

4736. MCEDLOV, M.P. – « Ideologičeskaja bor'ba na meždunarodnoj arene i političeskoe vospitanie mass » (La lutte idéologique sur la scène internationale et l'éducation politique des masses). *Voprosy istorii KPSS* (8), août 85 : 3-19.

La lutte idéologique entre les deux systèmes se développe à l'heure actuelle ; lors de la rencontre du CC du PCUS en avril 1985, toutes les organisations du Parti ont été conviées à améliorer les méthodes d'éducation politique des travailleurs, à la veille du XXVIIe Congrès.

4737. Les relations germano-soviétiques

a. MEISSNER, Boris – « Die deutsch-sowjetischen Beziehungen seit dem Zweiten Weltkrieg » (Les relations germano-soviétiques depuis la seconde guerre mondiale). *Osteuropa* 35 (9), sept. 85 : 631-652.
Les dissensions entre RFA et Union soviétique sont en partie de nature idéologique, mais elles découlent d'abord de l'historique de leurs relations : conférence de Genève, politique agressive de Khrouchtchev, traité de Moscou. Si pour l'instant l'URSS refuse l'idée d'une Nation allemande unie, il n'est pas exclu que l'Allemagne fédérale l'en persuade à long terme dans la perspective d'une Europe unie qui pourrait aller dans le sens de ses intérêts.

b. OLDENBURG, Fred – « Vierzig Jahre nach Kriegsende – zum aktuellen Stand der sowjetisch-deutschen Beziehungen » (Quarante ans après la fin de la guerre -- l'état actuel des relations soviéto-allemandes). *Deutsche Studien* 23 (90), juin 85 : 181-192.
La politique allemande de l'Union soviétique est liée d'une part à ses relations avec les Etats-Unis et d'autre part à son souci de maintenir son hégémonie sur le bloc socialiste. Le rôle d'interlocuteur privilégié qu'a pu jouer Bonn auprès de Moscou dépend du recul que le gouvernement ouest-allemand prendra par rapport à la politique de défense américaine. Quant au gouvernement est-allemand, tout laisse à penser que Gorbatchev ne lui accordera pas une plus grande marge de manœuvre face à la RFA que ne l'ont fait ses prédécesseurs.

4738. GABANYI, Anneli Ute – « Rumäniens Politik des nationalen Interesses » (La politique roumaine de l'intérêt national). *Südosteuropa. Zeitschrift für Gegenwartsforschung* 34 (7-8), 1985 : 410-421.

L'arrivée de M. Gorbatchev au pouvoir a ravivé la querelle idéologique entre l'URSS et la Roumanie. Les médias roumains ont vivement réagi aux qualificatifs de « révisionniste » et « nationaliste » attribués à leur régime par l'URSS, et N. Ceaucescu lui-même est intervenu pour réfuter la thèse du déviationnisme avancée à son encontre et pour développer sa théorie de la Nation, qui ne cadre pas avec celle de l'URSS. La durée de prolongation du Pacte de Varsovie a également fait l'objet d'un désaccord.

4739. DOMENACH, Jean Luc – « L'URSS et l'Asie ». *Le débat* (36), sept. 85 : 136-148.

Après 40 années qui ont vu le renforcement de la puissance soviétique en Asie, celle-ci est actuellement en net recul, tant par la séduction exercée par les Etats-Unis sur des pays comme le Japon et la Chine que par les erreurs de Moscou qui ont renforcé le camp de ses ennemis et rendu fragiles et coûteuses certaines de ses positions.

4740. RAMET, Pedro – « Soviet-Libyan relations under Qaddafi ». *Survey* 29 (1), print. 85 : 98-112.

Malgré la promptitude de l'URSS à saluer le coup à l'impérialisme occidental porté par l'accession au pouvoir de Khadafi en 1969, les relations entre l'URSS et la Libye ne se sont resserrées qu'au début des années 80. Depuis 1983, le colonel Khadafi recherche un accord de coopération avec Moscou. On peut trouver différentes explications à ce rapprochement : l'instabilité du « personnage Khadafi », une coïcidence d'intérêts ou la présence, dans les deux pays, d'un « syndrome révolutionnaire », impliquant la base d'une symbiose entre politiques extérieures, en particulier dans le soutien aux guérillas révolutionnaires.

4741. DEL AGUILA, Juan M. – « Central American vulnerability to Soviet/Cuban penetration ». *Journal of Interamerican Studies and World Affairs* 27 (2), été 85 : 77-97 ; bibliogr.

Seule l'émergence d'Etats démocratiques stables pourrait réduire la vulnérabilité de l'Amérique centrale à la pénétration soviétique qui s'exerce par l'intermédiaire de Cuba.

4742. THOMAS, John R. – « Militarization of the Soviet Academy of Sciences ». *Survey* 29 (1), print. 85 : 29-58.

L'Académie des sciences est le plus important réseau mondial de recherche et développement ; fondée en 1724 par Pierre Le Grand pour favoriser le développement industriel et militaire russe, elle s'est orientée, dès 1917, vers une participation de plus en plus active à la recherche militaire et stratégique. Après avoir largement concouru à la mise en place du programme d'armement nucléaire soviétique, elle s'intéresse actuellement aux projets de programmes spatiaux et

d'armes nouvelles, sous la pression d'un contrôle politique accru qui pourrait limiter sa créativité.

4743. La science historique

a. TIHVINSKIJ, S-L. – « Itogi i perspektivy issledovanij sovetskih istorikov » (Les résultats et les perspectives des recherches des historiens soviétiques). *Voprosy istorii* 59 (7), juil. 85 : 3-13.
De nombreux documents du PCUS ont été publiés au cours des années 1983 et 1984 ; afin que les idées qu'ils contiennent soient reprises dans la vie quotidienne, il a été nécessaire de mobiliser les énergies des historiens : différents projets ont été lancés par la section d'histoire de l'Académie des sciences de l'URSS et doivent se poursuivre.

b. « Les sciences historiques : thèmes d'actualité ». *Sciences sociales - Académie des sciences de l'URSS* (3), 1985 : 27-155.
A l'occasion du XVIe Congrès international des sciences historiques, suite d'articles consacrés à des points théoriques ou méthodologiques et à des périodes historiques particulières. Voir notamment : POLIAKOV, Youri : « L'histoire saisie sur le vif » ; TOUMANOV, Vladimir : « La comparaison des systèmes de droit de différents types ».

Situation et politique sociales

4744. MITROFANOVA, A.V. ; ROGACEVSKATA, L.S. – « Stakanovskoe dviženie : istorija i istoriografija » (Le mouvement stakhanoviste : histoire et historiographie). *Voprosy istorii* 59 (8), août 85 : 3-20.

Le mouvement stakhanoviste a cinquante ans : il s'est développé dans toutes les industries. Les analyses sur les avantages et inconvénients de ce système ont varié suivant les périodes historiques : elles permettent à l'heure actuelle de mettre au point de nouvelles méthodes de stimulation qui correspondent aux besoins actuels.

4745. PORKET, J.L. « Unemployment in the midst of labour waste ». *Survey* 29 (1), print. 85 : 19-28.

Dans l'idéologie soviétique officielle, le chômage est un mal endémique généré par le système capitaliste. Pourtant, il existe aussi en URSS, sous une forme paradoxale comprenant à la fois une pénurie de main-d'œuvre au niveau national, et un chômage « ouvert », dû à l'instabilité professionnelle et concernant les périodes « frictionnelles » entre deux emplois, mais surtout un chômage « caché », touchant 10 à 20 % de la main-d'œuvre à travers les sureffectifs dans la plupart des entreprises, et la sous-utilisation des capacités.

4746. ANDERSON, Barbara A. ; SILVER, Brian D. – « " Permanent " and " present " populations in Soviet statistics ». *Soviet Studies* 37 (3), juil. 85 : 386-402 ; tabl.

Lors des recensements de 1959, 1970 et 1979 en URSS, deux concepts différents ont été utilisés : celui de population « présente » (c'est-à-dire se trouvant, de facto, dans une région donnée, à un moment donné) et celui de population « permanente » (c'est-à-dire habitant de jure une localité). L'utilisation simultanée de ces deux notions explique les différences que l'on trouve dans diverses publications des recensements.

Economie et finances

4747. « Problemy ěffektivnosti obščestvennogo proizvodstva » (Problèmes concernant le rendement de la production sociale). *Voprosy ekonomiki* 56 (9), sept. 85 : 69-102.

Série d'articles consacrés à la réunion du CC du PCUS d'avril 1985 qui faisait un bilan de la situation économique et où trois points ont été soulignés : le rôle des brigades de production, la nécessité de développer le système des sanctions, et la priorité accordée à la modernisation des entreprises existantes plutôt qu'aux nouveaux projets.

4748. ABOUCHAR, Alan – « The time factor and Soviet investment methodology ». *Soviet Studies* 37 (3), juil. 85 : 417-427.

Depuis 1981, une nouvelle méthode d'évaluation des bénéfices et de détermination des investissements est utilisée dans les entreprises soviétiques ; elle devrait

permettre une optimisation des investissements et une rationalisation des processus de décision.

4749. GICQUIAU, Hervé – « Niveau technique, compétitivité et innovation dans l'industrie soviétique ». *Le courrier des pays de l'Est* (297), août 85 : 4-20 ; tabl.

Le manque de compétitivité de l'industrie soviétique apparaît dans un tableau de la compétitivité des secteurs industriels soviétiques et d'un échantillon varié de leurs produits constitué à partir de sources soviétiques et occidentales. Cette situation s'explique par un état d'esprit hostile à l'innovation dû à l'absence de la concurrence, aux insuffisances de la planification et à un système de production et d'intéressement qui n'a jamais permis à l'innovation d'être une composante « naturelle » de l'activité industrielle.

4750. DERJABIN, A. – « Cena : naučno-tchničeskij progress » (Les prix et le progrès scientifique et technique). *Voprosy ekonomiki* 56 (9), sept. 85 : 37-47.

La réforme des prix, notamment des méthodes de leur fixation doit se poursuivre, en tenant compte de deux objectifs : inciter les entreprises et centres de production à utiliser les techniques nouvelles les plus rentables et décourager les fabrications de produits obsolètes et « invendables ».

4751. TIRASPOLSKY, Anita – « Le commerce extérieur de l'URSS en 1984 ». *Le courrier des pays de l'Est* (297), août 85 : 36-48 ; tabl.

Le commerce extérieur de l'URSS en 1984 se caractérise par une reprise des échanges avec le CAEM, une stagnation des échanges avec l'Ouest mais avec un excédent commercial important pour l'URSS et des importations de pétrole en provenance du Moyen-Orient en augmentation.

4752. EVANSON, Robert K. – « Soviet political uses of trade with Latin America ». *Journal of Interamerican Studies and World Affairs* 27 (2), été 85 : 99-127 ; tabl. ; bibliogr.

L'accroissement du commerce de l'URSS avec les pays d'Amérique latine a été l'un des instruments majeurs de sa politique extérieure. L'étude par cas montre que c'est la volonté d'affaiblir l'influence des Etats-Unis dans la région qui a dominé et que les considérations idéologiques n'ont pas freiné la recherche des avantages économiques.

4753. Les dépenses militaires

a. MÜLLER, Friedemann – « Die Rüstungsaufwendungen der Sowjetunion. Umfang und Belastung für die Wirtschaft » (Les dépenses en armement de l'Union soviétique. Volume et poids pour l'économie). *Europa Archiv* 40 (18), 25 sept. 85 : 563-572.
Les informations fournies par la CIA sur les dépenses en armement de l'URSS, même si elles sont jugées par certains chercheurs comme en dessous de la réalité, permettent d'établir une comparaison avec les Etats-Unis – dont les dépenses de défense étaient encore inférieures d'un quart en 1984 à celles des Soviétiques – et d'évaluer le poids de ces dépenses sur l'économie soviétique.

b. LEE, Dwight R. – The Soviet economy and the arms control delusion ». *Journal of Contemporary Studies* 8 (1), print. 85 : 37-51.
Malgré sa moindre puissance économique, l'URSS arrive à maintenir un effort militaire comparable à celui des Etats-Unis et toute réduction des armements risquerait pour cette raison d'affaiblir le statut de super-puissance dont jouit encore l'URSS. Cependant, tout effort militaire accru s'y fait aux dépens de l'économie civile alors qu'aux Etats-Unis il passe inaperçu. Un ralentissement de l'effort militaire est cependant souhaitable de part et d'autre.

4754. CROSNIER, Marie-Agnès – « L'inflation à la soviétique ». *Le courrier des pays de l'Est* (297), août 85 : 21-35 ; tabl.

Les prix étant fixés de façon autoritaire en Union soviétique, la pénurie fonctionne comme instrument de régulation des distorsions entre l'offre et la demande. L'inflation prend alors des formes tout à fait spécifiques : accroissement de l'épargne oisive et augmentation des prix sur les marchés libres licites et illicites, exutoires pour une demande solvable non satisfaite.

Yougoslavie

4755. HÖPKEN, Wolfgang – « Jugoslawien – fünf Jahre nach Titos Tod » (La Yougoslavie – cinq après la mort de Tito). *Aus Politik und Zeigeschichte* (31), 3 août 85 : 14-27.

Depuis la mort de Tito, la Yougoslavie a connu beaucoup de crises (croissance de l'endettement, restrictions d'importation, baisse des revenus réels depuis 1980 de 34 %). Parallèlement sévissent de manière constante, les revendications des différentes minorités nationales, ce qui renforce les crises internes à la Yougoslavie.

4756. CVIIC, Christopher – « Religion and nationalism in Eastern Europe : the case of Yugoslavia ». *Millenium* 14 (2), été 85 : 195-206 ; bibliogr.

Malgré les politiques menées à leur égard en Europe de l'Est, les Eglises ont survécu et font preuve d'une grande vitalité : elles ont permis aux expressions nationalistes de voir le jour dans les Etats, et l'Eglise catholique, en Yougoslavie, a particulièrement su exercer cette fonction.

4757. « La province socialiste autonome de Voïvodine ». *Revue de politique internationale* juin 85 : 32 p.

Suite d'articles sur les réalités politiques et économiques de cette province.

4758. ORBE, Lawrence F. – « The multinational in Yugoslavia ». *The International Lawyer* 19 (2), print. 85 : 623-638.

Les investissements étrangers en Yougoslavie sont réglementés par la loi de 1978 sur les joint-ventures, qui en détermine les secteurs d'application et la forme administrative.

Zimbabwe

4759. « Zimbabwe five years on ». *Social Change and Development* (10), 1985 : 354 p. ; graph.

Numéro spécial : bilan des transformations politiques, économiques et sociales au Zimbabwe, cinq ans après l'indépendance. Le mouvement syndical, le monde rural, l'éducation, la santé, le secteur coopératif, les relations avec l'Afrique du Sud, la construction du socialisme, les femmes.

4760. GAULME, François – « Zimbabwe : la tentation du parti unique ». *Etudes* 363 (4), oct. 85 : 307-317 ; carte.

Cinq années après l'indépendance de l'ancienne Rhodésie, les premières élections législatives au Zimbabwe montrent que la démocratie n'est pas en péril. Le parti de Mugabe, le Zimbabwe African National Union, n'est pas parvenu à tirer tout le profit qu'il espérait des élections et doit remettre à plus tard la création d'un système politique à parti unique. Si les pièges d'une récente indépendance ont su être évités et si quelques bons résultats sur le plan économique sont à signaler, l'avenir politique est toutefois encore incertain.

4761. WEITZER, Ronald – « In search of regime security : Zimbabwe since independence ». *The Journal of Modern African Studies* 22 (4), déc. 84 : 529-557.

En remettant en vigueur la loi martiale de 1982 sous la forme de nouvelles mesures d'urgence, le gouvernement du Zimbabwe n'a fait que suivre la politique de renforcement de la sécurité menée depuis la proclamation de l'indépendance. Différentes raisons sont invoquées, comme le besoin de protéger le développement socialiste et de maintenir l'ordre, pour justifier cette politique.

II
RELATIONS INTERNATIONALES ET ÉTUDES COMPARATIVES

Etudes politiques

Problèmes intérieurs

4762. JOBERT, Bruno – « L'Etat en action. L'apport des politiques publiques ». *Revue française de science politique* 35 (4), août 85 : 654-682 ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Analyser les politiques publiques comme un moment de la lutte politique globale implique de se départir de deux postulats courants : celui de l'instrumentalité de la bureaucratie et celui de l'extériorité radicale de l'Etat face à la société civile.

4763. KOLM, Serge-Christophe – « Libres, égaux et fraternels : la logique profonde de la morale républicaine » *Revue française de science politique* 35 (4), août 85 : 639-653 ; tabl. ; résumé en anglais.

Les oppositions entre la liberté et l'égalité sont considérées comme le problème central de l'éthique sociale moderne, en application et en théorie. Les compromis entre les deux peuvent être le libéralisme à revenu minimum ou la justice pratique à libertés de base inviolables.

4764. « The nationalist challenge ». *Millenium* 14 (2), été 85 : 125-216 ; bibliogr.

Numéro spécial consacré à une étude sur le nationalisme tel qu'il peut s'expliquer dans de nombreux Etats à l'heure actuelle et aux défis qu'il implique pour l'ordre international. Voir notamment : SATHYAMURTHY, T.V. : n° 4627 ; CVIIC, Christopher : n° 4756.

4765. Sionisme et antisémitisme

a. SPRINZAK, Ehud – « Antisionisme : de la délégitimation à la déshumanisation ». *Sillages* (11), été 85 : 43-60.

Accepté, en 1947, comme idéologie légitime de libération nationale d'un peuple, le sionisme, au fil du temps a commencé a être ressenti comme une idéologie d'oppression nationale, étouffant de légitimes aspirations ; cette délégitimation, qui prend même pour tribune l'ONU, ne pourra être contrée que par une campagne d'information et une politique décisive de la part d'Israël.

b. WISTRICH, Robert S. – « The new war against the Jews ». *Commentary* 79 (5), mai 85 : 35-40.
Pour discréditer le peuple juif et refuser toute légitimité à l'Etat d'Israël, les pays communistes n'hésitent pas à parler d'une prétendue « collaboration » nazi-sioniste avant et pendant l'holocauste, tout en comparant Israël au 3e Reich. Il ont trouvé dans les pays arabes des alliés fidèles qui, dans leur propagande antisémite, vont jusqu'à se servir de toutes sortes de documents falsifiés, y compris le « Protocole des Sages de Sion ».

4766. Les luttes contre la discrimination sexuelle

a. EPSTEIN, Cyntia Fuchs – « Ideal roles and real roles or the fallacy of the misplaced dichotomy ». *Research in Social Stratification and Mobility* 4, 1985 : 29-51 ; bibliogr.
La différenciation sexuelle est maintenue par le déni des rôles effectivement tenus par les femmes au nom de ceux qu'elles devraient tenir selon l'idéologie.

b. HART, Mechthild – « Thematization of power, the search for common interests and self-reflection : towards a comprehensive concept of emancipatory education ». *International Journal of Lifelong Education* 4 (2), juin 85 : 119-124.
Quelles sont les conditions dans lesquelles l'éducation des adultes est réellement émancipatrice ? Appliquée plus particulièrement aux femmes, certaines formes d'éducation doivent permettre de surmonter les contradictions sociales. C'est un traitement collectif qui seul peut libérer les femmes.

4767. « Pouvoir local et crise économique ». *Anthropologie et sociétés* 9 (2), 1985 : 1-170 ; bibliogr. ; résumés en anglais.

Numéro spécial consacré aux perturbations que la crise a engendrées au niveau du pouvoir local dans différents pays industrialisés (Canada, Etats-Unis, Grande-Bretagne, Suisse et France). Voir : SMITH, Michael Peter ; TARDANICO, Richard : n° 4528 ; PICKVANCE, Chris : n° 4607 ; BARITEAU, Claude : n° 4471 ; DION, Stéphane : n° 4552 ; ANDREW, Caroline et al : n° 4470 ; HAINARD, François et al : n° 4713.

4768. « Les partis politiques » de Maurice Duverger

a. JANDA, Kenneth ; KING, Desmond S. – « Formalizing and testing Duverger's theories on political parties ». *Comparative Political Studies* 18 (2), juil. 85 : 139-169 ; tabl., graph. ; bibliogr.
« Les partis politiques » de Maurice Duverger, ouvrage de référence depuis plus de trente ans sur les partis et systèmes de partis fait l'objet d'un test positif au niveau de ses concepts-clés sur un échantillon de 147 partis politiques pris dans 53 pays pour les périodes 1950-56 et 1957-62.

b. SEILER, Daniel-Louis – « De la classification des partis politiques ». *Res publica* 27 (1), 1985 : 59-86 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en anglais.
Malgré les mutations subies par les différents systèmes de partis et le développement tant méthodologique que théorique que connaît la science politique, l'ouvrage classique de Maurice Duverger « Les partis politiques » reste irréfutable.

4769. Violence politique et terrorisme

a. « Rapport annuel sur la violence politique dans le monde : 1984 ». *Etudes polémologiques* (35), 3e trim. 85 : 81 p.
Numéro spécial consacré aux phénomènes de violence intra et inter étatique, les types de conflits, leur échelle, leur géographie, les contextes dans lesquels ils naissent et évoluent. Voir en particulier les réflexions méthodologiques de SUAREZ, Alexandre : « Quelques éléments d'analyse ».

b. WIEVIORKA, Michel – « Analyse de la violence politique » *Connexions* (45), 1985 : 195-216.
Autant les années 60 et 70 ont été dominées à gauche par une sympathie plus ou moins active à l'égard de l'action révolutionnaire, autant aujourd'hui s'imposent aussi bien le rejet de la violence que la critique de la lutte armée. Il appartient toutefois au chercheur de renouveler entièrement l'analyse de ces phénomènes en analysant en priorité les situations critiques dans lesquels ils se développent. L'exemple de l'Italie des années 70 est à cet égard, probant.

c. MAZRUI, Ali A. – « The Third World and international terrorism : preliminary reflections ». *Third World Quarterly* 7 (2), avr. 85 : 348-364.

Le terrorisme, qu'il soit le fait des individus ou des gouvernements, vise à créer la terreur parmi les civils à des fins politiques. Son objectif final est de populariser une cause qui autrement resterait méconnue, sa cible immédiate est la manipulation de la peur comme outil de combat.

4770. KLINGMÜLLER, Ernst – « Revival of the Shari'a. Some considerations on the legal developments in Islamic countries ». *Law and State* 31, 1985 : 89-101.

Le droit islamique traditionnel est remis à l'honneur dans de nombreux pays arabes avec ce qu'il comporte d'obligations morales, d'interdits même s'il n'a pas un caractère aussi « liant » que le droit romain. L'accent qu'il met sur les préceptes religieux le rend parfois très efficace mais également peu adapté à la vie économique moderne, notamment dans le domaine bancaire.

4771. SEIDL-HOHENVELDERN, Ignaz – « The Third World and geostationary satellites ». *Law and State* 31, 1985 : 117-133.

Parce que la technologie de la télévision par satellite est essentiellement un produit des pays développés, les pays du Tiers-Monde en craignent l'essor tout en la convoitant également. Car elle pourrait permettre l'avénement du nouvel ordre de l'information tant souhaité en permettant une pénétration accrue des pays pauvres dans les circuits de l'information. Etat actuel du régime juridique des télécommunications par satellite.

4772. GHEBALI, Victor Yves – « L'UNESCO à l'heure des réformes ». *Défense nationale* 41, sept. 85 : 47-64.

Le choc du retrait américain a été salutaire en ce sens que l'idée de réforme s'est maintenant imposée au sein de l'UNESCO. Des recommandations ont été émises par le Comité temporaire créé en mai 1984, concernant les organes directeurs, les procédures de décision, la décentralisation, le programme ; sa mise en œuvre et son évaluation et les questions administratives et budgétaires. Le processus de réforme suit son cours mais le débat sur la crise budgétaire, l'un des domaines les plus sensibles, s'est pour l'instant soldé par un échec.

4773. MARSHALL, Terence – « Leo Strauss, la philosophie et la science politique ». *Revue française de science politique* 35 (4 et 5), août et oct. 85 : 605-638 et 801-839 ; résumés en anglais.

A son origine, la philosophie politique se distinguait à la fois par sa nature et par son mode d'expression. Son mode de raisonnement diffère de ceux, analytiques ou synthétiques qui marquent les études contemporaines. Néanmoins, le language politique commun continue de refléter le logos de la prudence qu'élabore la philosophie politique à ses débuts. Les études de Léo Strauss sur l'histoire de la philosophie politique visent à découvrir cette logique. Tenter de saisir sa philosophie politique c'est chercher à comprendre le rapport entre ses mots écrits et la prudence silencieuse qui les informe, et, en ce sens, redécouvrir la prudence qui est l'expression même de la raison politique.

4774. « Vingt ans d'histoire des relations internationales » *Relations internationales* (41 et 42), print. et été 85 : 3-124 et 145-221.

Deux numéros consacrés à une analyse de la recherche en relations internationales, de ses résultats, de ses manques dans un certains nombre de pays ; – illustration de l'apport de J.B. Duroselle et P. Renouvin à l'étude des relations internationales voir dans le n° de printemps 85 : LACOSTE, Yves : n° 4775 ; dans le n° d'été 85 [L'histoire des relations internationales en RFA] : n° 4461 ; FUENTES, E : n° 4501 ; VICEZZI, Brunello : n° 4641 ; FLEURY, Antoine : n° 4715.

4775. LACOSTE, Yves – « Géographie, géopolitique et relations internationales ». *Relations internationales* (41), print. 85 : 39-58.

Le raisonnement géographique analysant systématiquement les intersections de diverses catégories d'ensembles spatiaux (géologiques, démographiques, ethnologiques, etc...) apporte un complément indispensable à l'ananlyse scientifique des relations internationales. Un exemple : esquisse d'analyse géopolitique des causes de l'invasion du Cambodge et de la rupture sino-vietnamienne en 1978-79.

Problèmes internationaux

4776. PETROVSKIJ, V.F. – « Strategicěskoe ravnovesie – neobhodimoe uslovie bezopasnogo mira » (L'équilibre statégique, condition indispensable de la sécurité dans le monde). *SŠA* (7), juil. 85 : 39-50.

L'équilibre statégique entre l'URSS et les Etats-Unis d'une part, l'OTAN et le Traité de Varsovie d'autre part, est, à l'époque nucléaire, la seule vision réaliste des relations politico-militaires internationales. Elle est incompatible avec la théorie de l'« équilibre de la terreur » et de la « supériorité nucléaire ». Elle suppose une réduction progressive des armements existants.

4777. BOZEMAN, Adda B. – « The nuclear freeze movement : conflicting moral and political perspectives on war and its relation to peace ». *Conflict* 5 (4), 1985 : 271-305.

Parce que la paix et la guerre sont des valeurs dont la signification est différente à l'Est et à l'Ouest, dans la tradition culturelle comme dans l'histoire et la politique, le mouvement de « gel nucléaire » n'a pas la même signification pour les occidentaux et les soviétiques. Les partisans du « gel » semblent avoir une vue déformée de la réalité internationale et surtout du mode de perception du phénomène guerre par les sociétés non-occidentales, moins attachées au droit, à la paix et à l'ordre.

4778. FONTANEL, Jacques – « L'intérêt d'un fonds international de désarmement pour le développement ». *Etudes internationales* 16 (3), sept. 85 : 561-573 ; tabl.

Les dépenses militaires constituent un détournement de ressources qui pourraient être utilisées pour l'amélioration du bien-être de l'humanité. La création d'un fonds international de désarmement pour le développement établirait une relation directe entre les dépenses militaires et la croissance économique. Ce fonds, collectant des ressources provenant des dividendes du désarmement, des contributions volontaires et obligatoires, serait chargé de les redistribuer aux pays les plus pauvres et les moins armés. Sa valeur symbolique est considérable mais sa mise en place se heurte à de nombreux problèmes.

4779. POWELL, Robert – « The theoretical foundations of strategic nuclear deterrence ». *Political Science Quarterly* 100 (1), print. 85 : 75-96.

La dissuasion nucléaire recouvre deux théories, l'une étant la réplique totale et massive et l'autre, la réplique graduée qui implique elle-même deux types d'escalade. Mais ces théories trouvent leurs limites dans celle des relations internationales.

Problèmes idéologiques

4780. L'Eglise catholique, vingt ans après Vatican II

a. « Vatican II : twenty years after ». *The Ecumenical Review* 37 (3), juil. 85 : 263-370.
Numéro spécial consacré au vingtième anniversaire de Vatican II et à ses répercussions dans le monde, tant sur le plan du catholicisme que de l'œcuménisme et de la mission globale de l'Eglise dans le monde.

b. VALADIER, Paul – « Vagues nouvelles dans l'Eglise ». *Etudes* 363 (4), oct. 85 : 383-397.
Si le débat actuel au sein de l'Eglise porte souvent sur le bilan de Vatican II, c'est surtout du rapport de l'Eglise au monde moderne qu'il devrait être question. Une nouvelle génération de chrétiens semble être sensible à d'autres urgences et à d'autres systèmes de vie chrétienne que ceux que l'Eglise proposait il y a une vingtaine d'années. Le mouvement de fond qui porte la vague actuelle semble être celui d'une recherche et d'une volonté d'identité.

4781. « XIIe Congrès mondial de la Quatrième Internationale ». *Quatrième internationale* (17-18), sept. 85 : 118 p.

Texte des interventions et des résolutions lors du XIIe Congrès tenu en janvier dernier.

4782. HYMAN, Anthony – « Muslim fundamentalism ». *Conflict Studies* (174), 1985 : 3-27 ; bibliogr.

Le fondamentalisme musulman représente une menace pour l'ordre international actuel car son expansion pourrait mettre en danger les ressources pétrolières, favoriser la prolifération des armes nucléaires, contribuer au renforcement de la violence politique d'Etat et rendre plus difficile la solution du problème du sous-développement. Avec ses dangereuses tendances internationalistes, il constitue un obstacle au développement moderne du monde musulman.

Organisation internationale

4783. DIGGINES, C.E. – « The problems of small States ». *The Round Table* (295), juil. 85 : 191-205.

Depuis la fin de la 2e guerre mondiale et en particulier depuis la décolonisation, le nombre de petits États a considérablement augmenté. La majorité d'entre eux font partie du Tiers-Monde et leur développement se heurte à des difficultés qu'ils ne sont pas toujours en mesure de surmonter, notamment en ce qui concerne leur indépendance et leur sécurité, comme c'est le cas dans les Caraïbes.

4784. Les droits de l'homme

a. GECK, Wilhelm Karl – « Diplomatic protection and the extension of individual rights through treaties ». *Law and State* 31, 1985 : 42-63.
Le droit international est de plus en plus préoccupé par les questions concernant les droits de l'homme. Ceux-ci sont le plus souvent protégés grâce aux traités bilatéraux signés entre les Etats, chacun tentant de défendre au maximum ses propres intérêts. Le cas des droits de l'homme dans le Traité de Rome.

b. LAUBIER, Patrick de – « Sociologie des droits de l'homme ». *Travail et société* 10 (1 et 2), janv. et mai 85 : 107-114 et 275-283.
Qu'ils s'agisse des sagesses et religions d'Asie (hindouisme et bouddhisme) ou des trois grandes religions monothéistes (judaïsme, christianisme et Islam), elles n'ont jamais été totalement favorables aux droits de l'homme en dépit des proclamations répétées. Guerre de religion, puis guerre idéologique, ont visé à exterminer l'adversaire. On y trouve trop souvent un mépris de la dignité humaine. La Déclaration universelle des droits de l'homme illustre bien dans ces Etats contemporains la double influence idéologique du libéralisme et du socialisme comme idéaux historiques avec toutefois l'apport d'une inspiration spécifiquement chrétienne.

4785. CRAWFORD, James – « International law and foreign sovereigns : distinguishing immune transactions ». *The British Yearbook of International Law* 54, 1983 : 75-118.

Dans l'état actuel du doit international, il est difficile, en théorie et en pratique, de faire la distinction entre les cas où les Etats ou bien leurs transactions peuvent bénéficier de l'immunité auprès des tribunaux d'autres Etats et les cas où ils ne le peuvent pas. On constate, dans la pratique une tendance à distinguer les actes privés, commerciaux et gouvernementaux, mais on n'est pas encore parvenu à un consensus sur cette distinction.

4786. Les fontières

a. KAIKOBAD, Kaiyan Homi – « Some observations on the doctrine of continuity and finality of boundaries ». *The British Yearbook of International Law* 54, 1983 : 119-141.
Le principe de la continuité, de la stabilité et de la finalité des fontières s'est imposé comme un des principes de base du droit international, depuis le début du XXe siècle. Ce principe implique que les modifications de fontière doivent être exceptionnelles et que la charge de la preuve incombe à l'Etat qui conteste les frontières.

b. GUILLEREZ, Bernard – « Requiem pour un mythe ». *Défense nationale* 41, oct. 85 : 147-156.
L'assise territoriale des Etats constitue, objectivement, l'élément essentiel de l'ordre international. Cependant, le postulat de l'inviolabilité des frontières n'exclut aucunement les arrangements bilatéraux ou les compromis territoriaux.

4787. MASHAYEKHI, Mina – « The present legal status of deep sea-bed mining ». *Journal of World Trade Law* 19 (3), juin 85 : 229-250.

La question de l'exploitation des ressources des fonds marins n'a pas été résolue de façon satisfaisante par la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et plusieurs exemples fournissent la preuve d'un conflit entre droit international et droits des Etats.

Etudes sociales

4788. « Welfare State and welfare society ». *Government and Opposition* 20 (3), été 85 : 287-421 ; tabl.

Numéro consacré à la crise de l'Etat providence et de ses politiques sociales qui, plus qu'une crise financière ou économique, traduit une crise plus profonde liée aux relations entre l'Etat et la société. Voir : JALLADE, Jean-Pierre : n° 4571 ; WALTERS, Peter : n° 4709 ; CASTLES ; Francis G. : n° 4679.

4789. « Stratégies de reproduction ». *Actes de la recherche en sciences sociales* (57-58 et 59) juin et sept. 85 : 3-94 et 3-77 ; tabl., graph. ; résumés en anglais et en allemand.

Deux numéros sur les déterminants économiques, symboliques, institutionnels et affectifs de stratégies matrimoniales en France, en Grèce, en Inde et en Algerie.

4790. KAMENS, David H. – « Youth and the State. A cross national analysis of the changing status of adolescence ». *Comparative Political Studies* 18 (1), avr. 85 : 3-36 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Le statut actuel de l'adolescence dans les sociétés industrialisées est influencé par le déclin des clivages liés au statut économique entre les jeunes et les adultes et par l'étatisation croissante de l'exercice de l'autorité (système éducatif national mouvements de jeunes...).

4791. CORDOVA, Efrén – « La grève dans la fonction publique : origines et évolution ». *Revue internationale du travail* 124 (2), avr. 85 : 175-190.

Contrairement à la tendance que connait depuis plusieurs années le secteur privé, on constate dans de nombreux pays une multiplication des grèves de fonctionnaires. Mais la législation reste très souvent restrictive même si les interdictions sont de plus en plus vaines. La solution des conflits passe par la participation des fonctionnaires aux choix qui les concernent directement.

4792. ROSSILLON, Claude – « L'OIT et l'élimination de la discrimination dans l'emploi ». *Relations industrielles* 40 (1), 1985 : 3-26 ; résumé en anglais.

La Convention 111 de 1958 sur l'élimination de la discrimination dans l'emploi est ratifiée par 107 pays. Progressivement complétée, elle précise les mesures concrètes à prendre pour promouvoir l'égalité des chances dans l'emploi et mieux contrôler l'application des conventions complémentaires.

4793. EBEL, Karl H. – « L'incidence sociale des systèmes de fabrication flexible ». *Revue internationale du travail* 124 (2), avr. 85 : 143-157.

L'introduction de l'informatique, des commandes numériques et de la robotique dans la production industrielle a d'importantes conséquences économiques et sociales. Celles-ci sont indissociables car la réussite de ces nouvelles technologies est conditionnée par la qualité des relations humaines qui les environnent. Participation, appel au savoir-faire des salariés et qualification accrue sont devenus des facteurs essentiels de la productivité.

4794. WISEMAN, Jacqueline P. – « Individual adjustments and kin relationships in the " new immigration " : an approach to research ». *Migrations internationales* 23 (3), sept. 85 : 349-368 ; graph. : bibliogr. ; résumés en français et en espagnol.

Dans le cas de la « nouvelle immigration », c'est-à-dire des immigrés de la seconde génération, l'appartenance familiale est une variable importante pour

l'étude du comportement puisqu'on divise la « carrière » du migrant en étapes affectant la famille. En y ajoutant des facteurs « universels », qualité de la vie, identité, rapports sociaux, on aboutit à un intéressant paradigme d'étude.

Etudes économiques

Problèmes intérieurs

4795. Mc LACHLAN, D.L. – « Discriminatory public procurement, economic integration and the role of the bureaucracy » *Journal of Common Market Studies* 23 (4), juin 85 : 357-372 ; tabl. ; bibliogr.

Dans tous les pays, l'Etat préfère s'approvisionner auprès des entreprises nationales plutôt que de recourir aux importations ; les achats de l'Etat, qui est en position dominante dans de nombreux secteurs (défense, santé, éducation, transports...), représentent en moyenne 10 à 20 % du PNB. En évitant d'acheter les produits importés, l'Etat accroît ses coûts et freine l'intégration économique.

4796. Le système économique islamique

a. GHAUSSY, A. Ghanis – « The Islamic economic ethic and economics ». *Economics* 31, 1985 : 71-96.
Religion monothéiste, l'islam fait figure d'idéologie qui imprègne toute la politique économique et sociale des pays musulmans. L'« ethique économique » qui en découle est dominée par l'idée selon laquelle les faits économiques sont déterminés par une certaine fatalité. L'impact de cette religion sur les politiques économiques s'apprécie le mieux dans les domaines de la fiscalité, de la monnaie et du crédit, de la législation foncière, et de la justice sociale. L'application de ces principes économiques pour juguler la crise économique dans les pays musulmans ne peut se faire sans tensions internes ni divergences idéologiques.

b. PRYOR, Frederic L. – « The Islamic economic system ». *Journal of Comparative Economics* 9 (2), juin 85 : 197-223 ; bibliogr.
Les éléments du système économique islamique, à travers plusieurs ouvrages publiés récemment sur ce sujet.

4797. « Betriebswirtschaftliche Überlegungen zur Gestaltung von Gesellschaftsverträgen » (Réflexions sur la mise au point des contrats de société du point de vue de l'économie de l'entreprise). *Betriebswirtschaftliche Forschung und Praxis* (3), juin 85 : 185-276 ; tabl.

Numéro spécial consacré aux problèmes juridiques et économiques posés par la conclusion de contrats entre entreprises et aux conséquences fiscales qui en découlent.

4798. MILLER, Roger – « La statégie de l'entreprise et la gestion des ressources humaines ». *Relations industrielles* 40 (1), 1985 : 68-86 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Il existe une relation dynamique entre la gestion des ressources humaines et la statégie des entreprises qui peut être diversement qualifiée. Elle peut être orientée dans un but de réorganisation de la production, de croissance ou de rajeunissement par l'achat de firmes dynamiques.

4799. VIMONT, Claude – « Emploi agricole et crise économique dans les pays développés ». *Chroniques d'actualité de la SEDEIS* 33 (8), août 85 : 266-278 ; tabl.

Dans les pays (Etats-Unis, Canada, Royaume-Uni) où la population active agricole était déjà très faible et la modernisation avancée, la diminution des effectifs d'agriculteurs s'est ralentie avec la crise. A l'opposé, en Italie, en Espagne, et en Irlande où l'agriculture est plus archaïque, la population agricole a continué à diminuer. La France apparaît dans une situation intermédiaire.

4800. GIBBS, Murray – « Continuing the international debate on services ». *Journal of World Trade Law* 19 (3), juin 85 : 199-218.

L'internationalisation des services devient de plus en plus importante en raison de l'informatique ; il faut que la communauté internationale poursuive le débat sur les échanges de services et prenne des mesures pour les organiser au mieux.

4801. FONTANEL, Jacques ; SMITH, Ronald – « Analyse économique des dépenses militaires ». *Stratégique* (27), 3e trim. 85 : 73-116 ; tabl. ; bibliogr.

Il est regrettable que les économistes considèrent bien souvent les dépenses militaires comme en dehors du champ économique, car la plupart des études macroéconomiques effectuées ont mis en évidence le rôle des dépenses militaires sur les économies nationales ou sur l'économie mondiale. Pour donner à l'économie de la défense une véritable crédibilité scientifique, il convient de fournir à l'analyse mésoéconomique les éléments statistiques nécessaires.

4802. MIEGRET, Philippe – « Le marché à terme des taux d'intérêt ». *Banque* (449-450-452-453), avr., mai, juil., sept. 85 : 361-366 ; 497-502 ; 699-703 ; 811-821.

Suite d'articles consacrés aux possibilités de couverture offertes aux banques par le marché à court terme des taux d'intérêt. Présentation des avantages et inconvénients des contrats de « financial futures » et analyse d'instruments parallèles ou concurrents tels que les « future rate agreements », les opérations à options et les opérations de « swap financing ».

Problèmes internationaux

4803. VAN DEN BULCKE, D. – Intragroepshandel van multinationale ondernemingen : empirische gegevens en handls politieke gevolgen » (Commerce intra-groupe des entreprises multinationales, données empiriques et conséquences en politique commerciale). *Maandschrift economie* 49 (2), 1985 : 113-131 ; tabl. ; bibliogr.

L'influence grandissante des sociétés multinationales en général et dans le commerce international n'est plus le point de départ idéal pour l'étude des flux internationaux de commerce. L'aspect le plus controversé du commerce intra groupes est qu'il entraîne des prix de transferts différents des prix du marché libre.

4804. SCHULTZ, Siegfried – « New protectionism and consequences in the industrial sector ». *Economics* 31, 1985 : 7-25 ; tabl. ; bibliogr.

Jamais dans l'après-guerre, la résurgence de pratiques protectionnistes n'a été aussi forte. Les manifestations de ce nouveau protectionnisme ne sont pas les tarifs douaniers ni les quotas mais plutôt les entraves administratives ou les accords de limitation des exportations. A moyen et long terme, ces pratiques entraînent une accentuation des politiques sectorielles et un interventionnisme étatique accru, en plus des conséquences spécifiques selon le niveau de développement des pays considérés.

4805. HAMILTON, Carl – « Voluntary export restraints and trade diversion ». *Journal of Common Market Studies* 23 (4), juin 85 : 345-355 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Deux pays qui entretiennent des relations commerciales peuvent, à titre réciproque, imposer à leurs entreprises de limiter leurs exportations. Dans le secteur du textile, de l'habillement et de la chaussure, les accords de ce type sont de plus en plus nombreux depuis les années soixante.

4806. LACHAUX, Claude – « Les conditions d'un renouveau du commerce Est-Ouest ». *Défense nationale* 41, oct. 85 : 27-37.

Plusieurs conditions sont nécessaires pour permettre une relance du commerce Est-Ouest : avant tout, une reprise de la croissance mondiale ; ensuite une diversification qui n'est possible qu'avec de profondes réformes économiques

à l'Est ; enfin et surtout des perspectives politiques favorables, c'est-à-dire un apaisement des tensions.

4807. COLOMBO, Antonio – « Un'interpretazione dell'andamento e delle prospettive del tassa di cambio del dollare ». *Rivista di politica economica* 75 (7), juil. 85 : 805-821 ; tabl., graph.

Les variables financières sont déterminantes pour l'évolution du taux de change du dollar et, en particulier, l'offre internationale de crédits en dollars. L'effet cumulé du déficit de la balance des paiements américaine et de l'érosion des financements en dollars pourrait provoquer une baisse du taux de change, mais la tendance reste à un taux élevé, à moins d'un changement total de la politique monétaire américaine.

Produits et marchés

4808. Western hemisphere energy perspectives ». *Contemporary Policy Issues* 3 (4), été 85 : 1-24 ; tabl.

Les perspectives énergétiques de l'hémisphère occidental dépendent de la prise de conscience des erreurs passées et de la coordination des politiques des pays acheteurs.

4809. « The big shake out ». *Euromoney* sept. 85 : 66-83 ; graph.

Trois articles consacrés aux relations entre les banques et l'industrie pétrolière et au financement de ce secteur dans un contexte marqué par la baisse des prix du pétrole et de la demande et des taux d'intérêt élevés.

Développement et assistance internationale

Voir aussi : n° 4769,4771,4783

4810. Le sous-développement

a. NAANEN, Ben – « Alternative theories to (under) development : how relevant to Africa ? ». *Ufahamu* 14 (2), 1985 : 23-56.
Ce sont les perspectives erronnées de certaines théories explicatives du sous-développement qui sont la cause de l'aggravation de ce dernier, en Afrique en particulier. Les entreprises multinationales, le FMI et la domination économique mondiale des pays capitalistes sont les causes majeures de l'aggravation du sous-développement. S'y ajoutent la corruption et l'incompétence du personnel politique et économique des pays du Tiers-Monde.

b. COMELIAU, Christian – « Perspectives du Tiers-Monde : la fin des illusions ? » *CFDT aujourd'hui* (75), oct. 85 : 13-26.

Loin d'avoir réalisé, comme d'aucuns l'avaient prédit, un renversement du pouvoir en sa faveur, le Tiers-Monde se maintient dans une interdépendance asymétrique. L'évolution actuelle – différenciation croissante entre les PVD, alinéation par l'économie mondiale, et effondrement des mythes qui puissent fonder l'avenir – ne pourra être enrayée que par une remise en cause radicale des conceptions et pratiques actuelles.

4811. JACOBY, Henry – « The bureaucratization of the Third World. The State class ». *Law and State* 31, 1985 : 102-116.

C'est le processus de centralisation du pouvoir dans la plupart des pays du Tiers-Monde à des fins de plus grande efficacité économique qui est à l'origine du développement d'appareils bureaucratiques lourds. L'absence d'une bourgeoisie dynamique stimulatrice de développement a été comblée par une bureaucratie peu efficace. Une nouvelle classe politique est au pouvoir, quand ce n'est pas l'armée elle-même, dont l'objectif est le renforcement du pouvoir de l'Etat et non le progrès national.

4812. Le nouvel ordre économique international

a. MARSHALL, Peter – « Reflections on North-South relations and the Commonwealth ». *Journal of World Trade Law* 19 (3), juin 85 : 191-198.

Alors que l'interdépendance entre pays ne fait que croître, l'organisation internationale piétine ; il faut retrouver la créativité des réunions internationales d'après 1945 pour réussir une véritable coopération mondiale, et le Commonwealth, avec ses 49 membres dont nombre sont du Tiers-Monde s'y emploie.

b. AKINSANYA, A. ; DAVIES, Arthur – « Third World quest for a new international economic order ». *Revue égyptienne de droit international* 39, 1983 : 101-115.

Pour tenter d'instaurer un nouvel ordre économique mondial, les pays du Tiers-Monde peuvent nationaliser les filiales des entreprises multinationales installées sur leur territoire, prendre une participation majoritaire dans ces entreprises ou bien encore former des cartels de production, mais tout cela n'est pas suffisant : il leur faut avant tout restructurer leur économie pour assurer leur indépendance.

4813. BRAILLARD, Philippe ; DJALILI, Mohammad-Reza – « Les organisations internationales du Tiers-Monde : vers l'élaboration d'un nouveau cadre d'analyse ». *Etudes internationales* 16 (3), sept. 85 : 493-504 ; résumé en anglais.

La prise en considération de la spécificité des organisations internationales du Tiers-Monde conduit à reconnaître le rôle primordial joué par les facteurs politiques dans l'apparition, le développement et parfois l'échec de ces organisations. Parmi les obstacles et les limites à la coopération dans le Tiers-Monde on peut citer l'hétérogénéité économique, la diversité idéologique et l'instabilité politique.

4814. « Le groupe ACP ». *Le courrier* (93), oct. 85 : 48-91 ; tabl., graph.

A l'occasion du dixième anniversaire de la création du groupe des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, description des caractéristiques et des réalisations de cette association.

4815. BRAY, Mark – « High school selection in less developed countries and the quest for equity : conflicting objectives and opposing pressures ». *Comparative Education Review* 29 (2), mai 85 : 216-231.

Le pourcentage d'élèves de l'enseignement primaire passant dans le secondaire est très variable selon les pays du Tiers-Monde. Il est de 30 % en Nouvelle-Guinée, 6 % en Tanzanie, mais 74 % en Thaïlande. Les critères de sélection sont donc très variables, ce qui pose un problème d'équité. L'étude des modifications de ces critères en Papouasie-Nouvelle-Guinée est également révélatrice de l'évolution du climat socio-politique, la plupart des enseignants étant de toute manière opposés au système des quotas.

4816. KOTTER, Herbert – « Labour market problems in the Third World ». *Economics* 31, 1985 : 26-37 ; tabl.

Le marché du travail revêt des caractéristiques bien particulières dans les pays en voie de développement à économie de marché, en comparaison avec les pays développés. Ainsi sa particularité essentielle tient-elle à l'état de sous-emploi de la population dans une proportion de 30 à 40 %. De plus, les caractéristiques du sous-emploi dans ces pays sont bien connues : domination du phénomène en milieu rural, fortes fluctuations saisonnières ; il en va de même pour ses causes : urbanisation de certains centres, structures socio-culturelles. Chômage et sous-emploi ont une dimension individuelle non seulement économique mais également sociale, qui explique certaines formes de marginalisation.

4817. Mc CALLUM, Douglas ; BENJAMIN, Stan – « Low-income urban housing in the Third World : broadening economic perspective ». *Urban Studies* 22 (4), août 85 : 277-288 ; bibliogr.

Si les pays du Tiers-Monde adoptaient des perspectives de politique économique plus globales, ils mesureraient mieux l'importance d'une politique du logement bon marché et affecteraient donc davantage de crédits à ce secteur.

4818. REPETTO, Robert – « Population policy after Mexico city : reality vs ideology ». *Challenge* 28 (3), août 85 : 41-53.

Une baisse de la croissance démographique dans les pays sous-développés requiert des changements économiques et sociaux mais aussi une politique gouvernementale centrée sur l'éducation des femmes et la multiplication des centres de planning familial.

4819. MORRISON, W.I. – « Micro-data and the preparation of national accounts in developing countries ». *Third World Planning Review* 7 (2), mai 85 : 119-129.

Les statistiques de comptabilité nationale doivent être établies en tenant compte des données concernant les revenus des particuliers dans les pays en voie de développement. Elles serviront à la mise au point des plans de développement à long terme. Analyse du problème des bases de micro-données pour la comptabilité nationale.

4820. PRAUSSELLO, Franco – « Il modo di produzione scientifico e i rapporti Nord-Sud ». *Economia internazionale* 38 (1), fév 85 : 66-90 : tabl. ; bibliogr.

L'automation et les nouvelles technologies qui se mettent en place dans les pays industrialisés introduisent un nouveau mode de production scientifique qui devra s'étendre aux pays en voie de développement. S'ouvre donc une phase de transition avant la réalisation de cet objectif, qui sera plus ou moins longue selon le degré d'action des pays industrialisés. L'établissement d'un « plan Marshall » pour le Tiers-Monde permettrait d'accélérer le processus.

4821. SINGH, Ram D. – « State intervention, foreign economic aid, savings and growth in LDCs : some recent evidence ». *Kyklos* 38 (2), 1985 : 216-232 ; tabl. ; bibliogr. ; résumés en allemand et en français.

L'analyse de données portant sur 73 pays en développement, dont 37 pays africains, pendant la période 1960-1980, permet d'évaluer les effets sur la croissance d'une politique économique interventionniste de l'Etat compte tenu de deux autres variables, l'aide étrangère et l'épargne intérieure.

4822. HEUDHUES, Franz – « Agricultural credit and agricultural development ». *Economics* 31, 1985 : 59-70 ; bilbiogr.

D'une manière générale, les capitaux étrangers ne peuvent satisfaire à eux seuls tous les investissements nécessaires dans les pays en voie de développement. Dans le cas particulier de l'Afrique, l'agriculture est le secteur dominant de l'économie, et par conséquent, celui où les investissements sont les plus importants. Or l'efficatité du système de crédit interne dans les pays africains n'est pas évidente dans le domaine agricole, malgré un récent développement des institutions financières. Les ressources financières gérées par un système éclaté ne semblent pas adaptées au besoins des agriculteurs, et notamment des petites unités agricoles.

4823. KOSTECKI, N.M. ; TYMOWSKI, M.J. – « Customs duties versus other import charges in the developing countries ». *Journal of World Trade Law* 19 (3), juin 85 : 269-286 ; tabl.

La plupart des pays en voie de développement exigent, en plus des droits de douane, des taxes sur les importations de diverse nature, qui sont un obstacle au commerce entre les pays en développement eux-mêmes et entre eux et les pays développés.

4824. DJONDANG, Paul – « Financement extérieur et dynamique macroéconomique des pays en développement ». *Revue d'économie politique* 95 (4), août 85 : 442-468 ; graph. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

L'approche multisectorielle est préférable pour évaluer l'effet favorable ou défavorable à long terme du financement extérieur sur la croissance économique des pays en développement. Le modèle de R. Cornes et A. Dixit permet du démontrer que la possibilité d'un besoin de financement accru découle des mouvements de prix relatifs intérieurs.

4825. SHIHATA, Ibrahim F. – « The new proposal for establishing a multilateral investment guarantee agency ». *Third World Quarterly* 7 (2), avr. 85 : 365-389.

La baisse des investissements étrangers dans les PVD remet à l'ordre du jour une proposition faite par la Banque mondiale en 1972, la création d'une agence internationale servant de garantie contre les risques politiques dans les PVD afin d'y encourager les investissements. Plusieurs modifications devraient être apportées à cette proposition.

Etudes régionales

Afrique

Voir aussi : n° 4562, 4671, 4704, 4810, 4822

4826. BIENEN, Henry – « Populist military regimes in West Africa ». *Armed Forces and Society* 11 (3), print. 85 : 357-377 ; bibliogr.

Au Ghana, au Libéria et en Haute Volta, les récents coups d'Etat militaires ont été qualifiés de « populistes », parce que, après la prise de pouvoir, les nouveaux dirigeants ont tenté d'établir un contact avec la population, directement, en ne tenant compte ni des institutions, ni des hiérarchies établies. Mais au Libéria, le régime est vite redevenu personnel du type militaire conventionnel.

4827. HOWARD, Rhode E. – « Legitimacy and class rule in Commonwealth Africa : constitutionalism and the rule of law ». *Third World Quarterly* 7 (2), avr. 85 : 323-347.

Malgré un héritage colonial incluant le respect supposé pour les principes constitutionnels et juridiques britanniques depuis l'indépendance, les droits de l'homme sont peu respectés dans les anciennes colonies britanniques d'Afrique. Le problème n'est pas seulement celui du conflit entre les valeurs indigènes et les valeurs occidentales imposées par la puissance coloniale, mais surtout celui de la manipulation de ce conflit par les classes dirigeantes à leurs propres fins.

4828. YAKEMTCHOUK, Romain – « Coups d'Etat militaires en Afrique dans leurs incidences internationales ». *Studia diplomatica* 38 (1), 1985 : 43-108.

L'armée en Afrique noire entend gouverner et exercer le pouvoir directement sans partage et à titre permanent et quand elle prend le pouvoir, c'est pour inaugurer un régime de présidentialisme totalitaire. Le Coup d'Etat au Congo en septembre 1960 a inauguré un style en Afrique. Chronologie des coups d'Etat dans les pays africains depuis 1961.

4829. BRIONNE, Bernard – « L'Afrique : un continent en mal de personnalité ? ». *Défense nationale* 41, oct. 85 : 69-88.

Le continent africain, divisé historiquement a vu se développer ses divergences après les indépendances : les interférences étrangères bloquent l'évolution des Etats, tandis que des problèmes locaux accentuent les divisions. Le fonctionnement de l'OUA étant faussé, l'unité africaine n'est qu'un vœu pieux : seule la neutralisation de l'Afrique lui donnerait une personnalité propre, mais le continent dépend encore beaucoup trop, économiquement et politiquement, de l'étranger.

4830. STARR, Harvey ; MOST, Benjamin A. – « The forms and processes of war diffusion. Research up date on contagion in African conflict ». *Comparative Political Studies* 18 (2), juil. 85 : 206-227 ; tabl. ; bibliogr.

Application à l'Afrique du modèle de diffusion spatiale des conflits utilisant comme variables les frontières, leur nature et le fait d'être contigu à un Etat en guerre.

4831. BREITINGER, Eckhard – « Naturwissenschaft, Technik und sprachliche Bildung in Afrika » (Sciences naturelles, technique et formation linguistique en Afrique). *Verfassung und Racht in Ubersee* 18 (2), 1985 : 181-193 ; résumé en anglais.

Dans les pays africains, l'enseignement des sciences sociales a été africanisé de façon prioritaire, dès l'accession à l'indépendance ; en revanche, les matières scientifiques sont encore souvent enseignées en anglais et les technologies traditionnelles africaines sont négligées au profits des techniques « modernes ».

4832. KI-ZERBO, Joseph – « Les identités culturelles africaines ». *Genève-Afrique* 23 (1), 1985 : 7-24 ; résumés en allemand et en anglais.

Loin d'être une stucture fossile statique ou abstraite, l'identité culturelle est un processus qui englobe le passé, le présent et l'avenir d'un peuple : en Afrique, cette identité prend la forme d'une lutte pour la défense de valeurs suprêmes, puisées dans le continent noir, mais également dans le contact avec l'extérieur.

4833. « Le mouvement ouvrier maghrebin ». *Annuaire de l'Afrique du Nord* 21, 1982 : 3-327.

Dossier : le mouvement ouvrier au Maghreb et dans la population maghrebine de l'émigration à l'époque actuelle, compte-tenu de l'importance de ses origines coloniales : comment garder ou acquérir une autonomie par rapport aux mouvements de libération nationale dont ils ont été l'allié et aux gouvernements qui en sont issus. Voir : « BEN HAMIDA, Abdesselam : n° 4604 ; SAADI, Noureddine : n° 4450 ; SEMMOUD , Bouziane : n° 4447 ; TALEB ; Atderrahin : n° 4445 ; BENHLAL, Mohammed : n° 4666 ; « Le mouvement syndical tunisien » : n° 4725.

4834. « War and famine in Africa ». *Review of African Political Economy* (33), août 85 : 1-58.

Dossier. Le problème de la famine en Afrique n'est pas uniquement le résultat d'une catastrophe naturelle. De nombreux facteurs rendent les pays africains de plus en plus vulnérables à la famine : des politiques de développement agricole pratiquement inexistantes à long terme, une production très dépendante de l'extérieur, une aide internationale inefficace et des dépenses militaires trop importantes. Exemple des politiques et des situations actuelles en Ethiopie, au Soudan et au Zaïre.

4835. BROCHART, François – « Exportation et croissance économique : application aux pays africains de la zone franc ». *Revue d'économie politique* 95 (4), août 85 : 469-483 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Il existe une relation positive entre l'expension des exportations et la croissance économique. Les pays africains de la zone franc à moyen ou bas revenu exportateurs de produits primaires, ne doivent pas négliger leur secteur d'exportations traditionnelles.

Amérique

Voir aussi : n° 4459, 4741, 4752, 4783

4836. « Latin America special ». *Planning and Administration* 12 (2), août. 85 : 5-78.

Numéro spécial consacré au rôle et aux pouvoirs accrus des pouvoirs locaux dans la plupart des pays d'Amérique latine. Voir notamment : URIBE-ECHEVARRIA, Francisco : « The decentralization debate in Colombia : lessons from experience » ; PINILLA HERRERA, Hector : « the participation of local government in the planning process of Panama » ; JICKLING, David : « The Iula centre in Quito : the first two years ».

4837. ARTHUR, Stanley – « Grenada and East Caribbean security ». *Conflict Studies* (177), 1985 : 3-24 ; carte ; bibliogr.

L'occupation provisoire de Grenade par les troupes américaines et celles de certains pays voisins montre toute l'importance stratégique des Caraïbes Orientales. La plus sérieuse menace pour la stabilité dans cette région étant ainsi écartée, les gouvernements des pays des Caraïbes devraient s'efforcer à ce que la sécurité et un développement pacifique y soient assurés afin que ne se détériore pas la situation sociale et économique.

4838. HOPE, Kempe Ronald – « Urban population growth and urbanization in the Caribbean ». *Inter-American Economic Affairs* 39 (1), été 85 : 31-49 ; tabl.

Depuis une vingtaine d'années, le taux de croissance de la population urbaine dans les pays les plus développés des Caraïbes (Bardades, Guyane, Jamaïque, Trinidad et Tobago) a augmenté très rapidement entraînant de nombreux problèmes économiques et sociaux interdépendants tels que le chômage ou

une infrastructure insuffisante. Des politiques nationales d'urbanisation devraient être mises en place pour essayer de réduire l'exode rural, et pour créer des emplois dans les villes en diversifiant l'économie.

4839. KIMMEL, Michael S – « Beyond dependency : development and resistance in Latin America ». *The Insurgent Sociologist* 12 (4) hiv. 85 : 67-69 ; bibliogr.

Le « développemnt dépendant » qui caractérise l'Amérique Latine offre aux chercheurs un riche terrain d'analyse autant qu'il suscite un nouveau type de résistance politique.

4840. COHEN, Youssef – The impact of bureaucratic authoritarian rule on economic growth ». *Comparative Political Studies* 18 (1), avr. 85 : 123-136 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Les régime autoritaires latino-américains de 1945 à 1973 ont été plus performants sur le plan de la croissance économique que les régimes démocratiques, mais cela s'accompagne d'un coût politique tel, que le gain économique n'est pas justifié.

4841. GRAYSON, Georges W. – « The San José oil facility : South-South cooperation ». *Third World Quarterly* 7 (2), avr. 85 : 390-409 ; tabl.

Le programme de coopération économique des pays d'Amérique centrale (ou Accord de San José) est un exemple de coopération Sud-Sud réussie. Il a été signé par les pays producteurs de pétrole de la région (Mexique et Vénézuela) et les autres pays de la région. Il porte sur le volume de livraison de pétrole et les facilités de crédit.

4842. « Top 100 Latin American banks ». *The Banker* 135 (716), oct. 85 : 79-99 ; tabl.

Classement des 100 premières banques d'Amérique latine.

4843. La dette extérieure

a. ROETT, Riordan – « Latin America's response to the debt crisis ». *Third World Quarterly* 7 (2), avr. 85 : 227-241.
A diverses reprises (déclarations de Quito et de Carthagène), les pays d'Amérique latine ont appelé en 1984 à une solution politique (négociée entre leurs gouvernements et ceux des principaux pays industrialisés) et collective au problème de leur endettement. Cet appel n'a pas été entendu : pour les pays créditeurs, la dette est un problème purement financier concernant exclusivement les banques privées créditrices et les pays débiteurs.

b. LAURENT, Philippe – « Le mal de l'Amérique latine : sa dette ». *Etudes* 363 (4), oct. 85 : 319-328.
L'Amérique latine ne peut plus rembourser ses dettes. Les gouvernements sont partagés entre les exigences de leur créanciers extérieurs, principalement le FMI, et des équilibres sociaux-politiques fragiles. La dette extérieure devient un enjeu politique entre les gouvernements en place et les forces sociales, syndicales et politiques. Les pays latino-américains se concertent pour essayer de trouver des solutions illustrées par les exemples du Mexique, du Brésil et de l'Argentine.

Asie

Voir aussi : n° 4516, 4739

4844. ALI, Tariq – « Strategic aspects of Asia in the global system ». *New Left Review* (152), août 85 : 30-41.

Texte d'une conférence donnée à Tachkent (URSS) en avril 1985 par un responsable de la *New Left Review*. L'Asie est depuis plusieurs années de théâtre de plusieurs graves conflits, soit classiques, soit sous forme de guerillas : Iran/Irak, Afghanistan, Philippines, Vietnam/Cambodge, Ceylan... Une nouvelle conférence de Bandoeng devrait aujourd'hui réaffirmer les principes de non ingérence, de relations pacifiques entre Etats, le droit à l'autodétermination. Cela suppose aussi que l'URSS reconnaisse que le régime afghan actuel est impopulaire et qu'elle cherche à définir, conjointement avec la Chine, les moyens d'assurer la paix sur ce continent.

4845. « The fourteenth international Conference : « Peace and stability in Northeast Asia ». *The Korean Journal of International Studies* 16 (3), été 85 : 253-334 ; bibliogr.

Suite d'articles consacrés aux relations internationales en Asie du Nord-Est. La coopération entre les Etats est peu développée dans cette zone où les Etats-Unis, de manière à conserver leurs intérêts statégiques, agissent pour maintenir l'équilibre.

4846. « Industrialization and Labour process in SE Asia ». *Economic and Industrial Democracy* 6 (2), mai 85 : 137-249 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Numéro spécial consacré à l'industrialisation et à la place du facteur travail dans les économies de l'Asie du Sud-Est. En fait, le développement économique de ces pays s'est réalisé d'une manière très différente pour chacun d'entre eux. Voir notamment : SHUNZO, Nitta : n° 4652 (Japon 500) ; OFRENEO, René E : n° 4693 ; PINEDA-OFRENEO, Rosalida : n° 4692.

4847. L'ASEAN

a. COUTAU-BEGARIE, Hervé – « L'ASEAN, puissance maritime ? » *Défense nationale* 41, oct. 85 : 119-130.
En 1976, les pays de l'ASEAN affirment leur volonté de renforcer leur coopération politique et économique. Si l'ASEAN devient effectivement une puissance maritime, c'est surtout afin d'augmenter le commerce entre les Etats membres. La coopération régionale, importante dans plusieurs domaines, se heurte à l'absence de concertation militaire au sein de l'ASEAN.

b. DRUMMOND, Stuart – « ASEAN : national policies versus economic cooperation ». *The Round Table* (295), juil. 85 : 263-271 ; tabl. ; bilbiogr.
Lors de la premiére réunion des chefs du gouvernement des pays de l'ASEAN, tenue à Bali en février 1976, plusieurs documents ont été signés, dont une déclaration sur la coopération économique au sein de cet organisme. Cependant, pour différentes raisons, dont le manque de volonté politique n'est pas la moins importante, les résultats dans ce domaine ont été médiocres.

Europe

4848. Bilan de la conférence d'Helsinki

a. JOPP, Mathias et al. – « Zhen Jahre KSZE-Prozess. Bilanz und Perspektiven gesamteuropäischer Entspassung und Zusammenarbeit » (Dix ans du processus de la CSCE. Bilan et perspectives de la détente et de la coopération européennes). *Aus Politik und Zeitgeschichte*, (37), 14 sept. 85 : 3-24.
Malgré les déceptions qu'il a pu susciter à l'Est comme à l'Ouest le processus de la CEE s'est cependant avéré être un important facteur de stabilité pour l'Europe. Voir à la suite pp. 25-38 ; BIRNBAUM, Karl E. : « Die KVAE als Spiegel der Grossmacht-politik » (La conférence sur la sécurité et le désarmment en Europe, miroir de la politique des grandes puissances).

b. KAMPELMAN, Max M. ; URBAN, George – « Peut-on négocier avec les Soviétiques ? (et si oui, comment ?) ». *Le débat* (36), sept 85 : 112-135.
En dépit des violations permanentes des Accords d'Helsinki, il faut poursuivre le dialogue et la négociation avec l'URSS, comme le seul moyen de pression sur elle, le seul soutien aux dissidents de l'Est, la seule manière de faire parler d'une seule voix les pays occidentaux face à l'Union soviétique.

Europe occidentale

4849. « Les pays d'Europe occidentale en 1984-85 ». *Notes et études documentaires* (8), 1985 : 6-335 ; tabl. ; carte.

Numéro spécial consacré à l'évolution politique, économique et sociale de ces pays en 1984. Etude sur le Royaume-Uni, la RFA, l'Italie, la Belgique, les pays-Bas, le Luxembourg, l'Irlande, la Suisse, l'Autriche, l'Espagne, le Portugal, la Grèce, le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède.

4850. RUZIE, David – « Les fonctionnaires internationaux et la crise économique : l'institution d'un prélèvement temporaire sur les rému-

nérations des agents des organisations européennes coordonnées ». *Journal du droit international* 112 (3), sept. 85 : 621-641.

Le 15 mai 1985, la commission de recours du Conseil de l'Europe à déclaré illégale l'institution du « prélèvement temporaire » sur les rémunérations de certains agents du Conseil de l'Europe, décidé en 1982, lequel prélèvement existe dans toutes les Organisations européennes coordonnées. Cette décision fait ainsi apparaître la nécessité d'un traitement harmonisé du contentieux de la fonction publique dans les organisations internationales.

4851. ERSSON, Svante et al. – « Ecology of party strength in Western Europe : a regional analysis ». *Comparative Political Studies* 18 (2), juil. 85 : 170-205 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Analyse des résultats électoraux obtenus par les différents partis politiques de 16 pays d'Europe de l'Ouest au niveau régional tenant compte des critères structurels et non structurels de détermination des votes établis par Lipset-Rokkan.

4852. SARANTIS, Nicholas – « Fiscal policies and consumer behaviour in Western Europe » *Kyklos* 38 (2), 1985 : 233-248 ; tabl. ; bibliogr. ; résumés en allemand et en français.

Contrairement à la thèse ricardienne, selon laquelle la fiscalité n'aurait pas d'effets sur la consommation en Europe occidentale, on constate, d'après une étude portant sur 9 pays ouest-européens de 1960 à 1980, que la fiscalité, ainsi que les dépenses de l'Etat et les transferts sociaux, influent sur l'ensemble de la demande.

4853. « Disinflation West European experiences : second coloquium of the Confederation of European Economic Associations, Frankfurt, FRG, May 9-12 1984 ». *Zeitschrift für Wirtschafts – und Sozialwissenschaften* 105 (2-3), 1985 : 117-430 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumé en allemand.

Numéro spécial consacré au ralentissement de l'inflation, dans les pays occidentaux, depuis la fin des années soixante-dix.

Europe communautaire

Voir aussi : n° 4460, 4484, 4598

4854. LEGRAND-LANE, Raymond – « Vers une relance institutionnelle de la Communauté européenne ». *Etudes* 363 (4), oct. 85 : 293-305.

La révision du cadre juridique et des dispositions institutionnelles de la Communauté européenne apparaît nécessaire. Deux initiatives – parlementaire et gouvernementale – doivent être prises en considération : l'une concerne le Projet de Traité instituant l'Union européenne ou Projet Spinelli, l'autre consiste en un ensemble de travaux et déclarations lancés par le Conseil européens qui ont pris forme dans la Déclaration solennelle sur l'Union européenne en juin 1983.

4855. VENIT, James S. – « The Commission's opposition procedure – between the Scylla of ultra vires and the Charybdis of perfume : legal consequences and tactical considerations ». *Common Market Law Review* 22 (2), juin 85 : 167-202.

En vertu du réglement 2349, adopté le 23 juillet 1984, la Commission européennes instaure une nouvelle procédure, la procédure d'opposition, en ce qui concerne l'application de l'article 85 (3) à des accords de licence de brevets. Cette innovation pose toute une série de problèmes juridiques.

4856. « Le Marché commun – 3 ». *Profils économiques* (20), 1985 : 7-124 ; tabl., graph.

Suite du dossier commencé avec les n° 10 et 14. Voir : BETEILLE, Roger :n° 4860 ; CRESPEAU, Michel : n° 4861 ; LOZATO, Jean-Pierre : n°4863.

4857. ARMSTRONG, H.W. – « The reform of the European Community regional policy ». *Journal of Common Market Studies* 23 (4), juin 85 : 319-343 ; tabl. ; bibliogr.

La réforme de 1984 apporte un profond changement à la politique régionale de la CEE, principalement en ce qui concerne les transferts financiers communautaires entre les régions. Mais tout progrès dans ce domaine est inséparable de l'amélioration de la politique agricole et de la politique industrielle communes.

4858. FOCSANEANU, Lazar – « Pour un droit conjoncturel de la concurrence. Essai de rapprochement des articles 85 et 103 du Traité CEE ». *Revue trimestrielle de droit européen* 21 (2), juin 85 : 343-364.

Le droit de la concurrence du Traité CEE est fondé sur une fiction économique, celle de la prospérité constante. Les règles de la concurrence en droit communautaire ignorant le cycle conjoncturel et leur application aux entreprises en difficulté est novice. L'article 103 et éventuellement 235 du Traité CEE pourraient être des fondements possibles d'une réglementation conjoncturelle de la concurrence.

4859. TUCCI, Gianrocco – « Regolamentazione e " contestabilità " nella formulazione di una politica comunitaria per il trasporto aereo ». *Rivista di politica economica* 75 (7), juil. 85 : 783-803.

Alors que des processus de dérégulation sont en cours dans de nombreux pays, la publication du mémorandum n° 2 de la commission de la CEE relatif à une politique communautaire des transports aériens pose le problème de la mise en place des règles de concurrence prévues par le traité de Rome. Celle-ci se heurte à la « contestabilité » de ce marché qui est soumis, outre la concurrence interne, à une concurrence externe et qui est composé de firmes de nature différente.

4860. BETEILLE, Roger – « Les industries agro-alimentaires dans la CEE ». *Profils économiques* (20), 1985 : 35-47 ; tabl.

Un tableau des industries agro-alimentaires fait apparaître une opposition entre les secteurs modernes exportateurs et les fabrications traditionnelles en difficulté, la disparité des entreprises, la variété des situations dans les IAA de chaque pays.

4861. CRESPEAU, Michel – « La sidérurgie européenne ». *Profils économiques* (20), 1985 : 49-64 ; tabl., graph.

Confrontés à une crise qui va croissant, les Etats-membres de la CEE ont réagi différemment. Tardif et limité en RFA et en Italie, l'interventionnisme a été violent en France et en Grande-Bretagne. Expression d'une prise de conscience des problèmes communs, la sidérurgie pourrait être la concrétisation d'un nouvel espace industriel.

4862. « Vers une politique commune des transports. Transports maritimes ». *Bulletin des Communautés européennes. Supplément* (5), 1985 : 72 p. ; tabl. ; graph.

Numéro spécial comprenant la communication et les propositions de la Commission transmises au Conseil le 19 mars 1985, à propos des transports maritimes en général et de questions particulières telles que le transport de ligne, le transport en vrac, la pollution et les ports.

4863. LOZATO, Jean-Pierre – « Le tourisme international dans la CEE : poids, localisation, ambiguités ». *Profils économiques* (20), 1985 ; 109-117.

Premier foyer d'accueil et émetteur du tourisme international, la CEE doit adopter des politiques et prendre des mesures adaptées aux problèmes spécifiques posés par l'équipement, l'emploi, les relations humaines.

4864. « Le budget de la Communauté européenne ». *Revue d'intégration européenne* 8 (2-3), print. 85 : 118-212

Numéro spécial. Depuis cinq ans les débats au sein de la Communauté européenne sont essentiellement concentrés sur les problèmes budgétaires :

l'élaboration du budget, son volume, les déséquilibres entre les pays membres, les relations entre les différentes institutions (Conseil, Parlement, Commission).

4865. Rapport de la commission au Conseil et au Parlement européen sur les activités d'emprunt et de prêt de la Communauté en 1984 ». *Economie européenne* (24), juil. 85 : 9-60 ; tabl., graph.

Numéro consacré à l'étude de l'ensemble des activités d'emprunt et de prêt des institutions communautaires, et à la situation de l'investissement dans la Communauté en 1984.

Méditérranée

4866. DUMAS-SOULA, Lucy M. – « Quelques données de la sécurité en Méditerranée ». *Stratégique* (27), 3e trim 85 : 15-36 ; carte.

Depuis 1980 avec un renforcement considérable de l'OTAN sur la rive nord on assiste à un retour du stratégique en Méditerranée. La Méditerranée, qui présente la particularité d'être au croisement des rapports Est-Ouest et des rapports Nord-Sud, constitue un enjeu fondamental pour les grandes puissances. Les développements à venir dépendront également des options prises par les deux rives, compte tenu de leur différentiel économique et démographique.

Pays arabes et Moyen-Orient

Voir aussi : n° 4730

4867. RAMAZANI, Nesta – « Arab women in the Gulf ». *The Middle East Journal* 39 (2), print. 85 : 258-276.

Le fondamentalisme religieux des Etats du Golfe renforcé par la révolution iranienne impose aux femmes les valeurs islamiques très strictes et le rejet de l'exemple occidental. Cependant, l'examen de leur situation dans chacun des pays montre le même progrès en ce qui concerne leur éducation et leur accès à la vie économique.

4868. « Les migrations internationales au Moyen-orient ». *Tiers-Monde* 26 (103), sept. 85 : 485-680.

Numéro consacré à une analyse du phénomène migratoire à l'intérieur du Moyen--Orient. Les pays producteurs de pétrole absorbent une part croissante de la main-d'œuvre des autres pays ; phénomène qui a des effets négatifs à long terme, tant sur l'économie des pays exportateurs de main-d'œuvre que sur celle des pays importateurs. Voir notamment : NANCY, Michel : n° 4662 ; HOSNI, Djahane, SIRAGELDIN, Ismael : n° 4661 ; ROUSSILLON, Alain : n° 4633 ; LONGUENESSE, Elisabeth : n° 4680 ; IMBAD, Naghma : n° 4682 ; GED, Anne : n° 4495 ; ABDEL FADIL, Mahmoud : n°4494.

4869. TUMA, Elias H. : « Comparative agricultural development in the Middle East : 1950-1980 ». *L'Egypte contemporaine* 76 (399), janv. 85 : 39-77 ; tabl.

Tous les pays du proche-Orient sont parvenus à développer leur agriculture, mais de façon très insuffisante par rapport à leur potentiel, et ce, par une politique délibérée des pouvoirs publics qui refusent les changements radicaux.

4870. FERRARI, Silvio – « The Vatican, Israel and the Jerusalem question (1943-1984) ». *The Middle East Journal* 39 (2), print. 85 : 316-331.

La position du Vatican à l'égard du Jérusalem n'a guère varié depuis 40 ans : le Pape a réaffirmé récemment sa volonté de sauvegarder son caractère sacré et de protéger les lieux saints tout en encourageant le dialogue entre les croyants des trois religions monothéistes. L'opposition avec Israël qui propose l'extra-territorialité des lieux saints reste donc entière.

4871. DIECKHOFF, Alain – « Le mouvement travailliste israélien et les territoires occupés ». *Revue française de science politique* 35 (5), oct. 85 : 909-929 ; résumé en anglais.

De 1967 à 1977, les travaillistes alors au pouvoir, ont développé à l'égard des territoires occupés une politique d'intégration stratégique et fonctionnelle. Après la défaite de 1977, victime de tensions internes et de pressions externes, les travaillistes se sont réfugiés dans l'immobilisme et ne parviennent pas à dépasser l'option jordanienne.

Pôles

4872. LEE, Seo-hang – « The Antarctic regime and the international community : future policy implications for Korea ». *Korea and World affairs* 9 (2), été 85 : 338-359 ; carte.

Les pays du Tiers-Monde ont intérêt à ce que le régime actuel de l'Antarctique soit maintenu mais complété par de nouvelles dispositions concernant l'utilisation et l'exploitation des ressources minières. Toute renégociation globale du régime sous les auspices des Nations-Unies avec prise en considération accrue des intérêts des pays du Tiers-Monde ou une négociation séparée pour chaque type de ressources pose des problèmes.

L'IMPASSE SOCIALE DU GAULLISME

Le RPF et l'Action ouvrière

Patrick Guiol

PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE
DES SCIENCES POLITIQUES

VIENT DE PARAITRE :

Serge
Berstein

ÉDOUARD HERRIOT OU LA RÉPUBLIQUE EN PERSONNE

PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE
DES SCIENCES POLITIQUES

PLAN DE CLASSEMENT

I. PROBLÈMES NATIONAUX
(par ordre alphabétique des pays)

La R.F.A., la Chine, les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et l'U.R.S.S. sont cités dans chaque livraison du Bulletin ; les autres pays, sur lesquels paraissent moins d'informations, ne sont pas cités dans chaque livraison.

Pour chaque pays, l'ordre de classement adopté est le suivant :

Institutions et vie politiques

Études générales.
Problèmes religieux.
Institutions politiques.
Administration.
Pouvoir exécutif.
Pouvoir législatif.
Activité politique.
Partis et élections.
Police et justice.
Information.
Politique extérieure et défense nationale.
Enseignement.

Économie et finances

Études générales.
Économie régionale.
Politique économique.
Agriculture.
Energie.
Industrie.
Transports et commerce.
Prix et revenus.
Relations commerciales internationales.
Problèmes financiers : études générales.
Budget et impôts.
Monnaie.
Banques et crédit.
Investissements.

Problèmes sociaux

Études générales.
Syndicalisme.
Sécurité sociale.
Problèmes du travail.
Problèmes urbains.
Population.
Campagne et vie rurale.

Territoires d'Outre-mer

II. RELATIONS INTERNATIONALES ET ÉTUDES COMPARATIVES

Études politiques

Problèmes intérieurs.
Problèmes internationaux.
Problèmes idéologiques.
Organisation internationale.

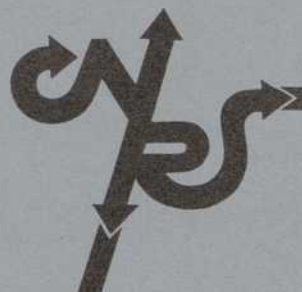
Études économiques

Problèmes intérieurs.
Problèmes internationaux.
Produits et marchés.

Développement et assistance internationale

Études sociales

Problèmes régionaux
(par ordre alphabétique des régions).



L'ÉVOLUTION DU STATUT CIVIL DE LA FAMILLE DEPUIS 1945

Jacqueline Rubellin-Devichi

• depuis 1945, véritable révolution du droit de la famille : droit nouveau faisant reposer la famille sur la volonté libre de ses membres • description des différentes étapes de cette évolution • couples : situation des personnes, patrimoniale • enfants : établissement de la filiation, condition juridique.

17 × 25 / 136 p./ dos collé

I tabl.

ISBN 2-222-03383-7 50 F

Editions du CNRS

15 quai Anatole France. 75700 Paris

CCP Paris 9061-11 - Tél 555 92 25

M _____ chez son libraire ☐
à défaut aux Éditions du CNRS (chèque joint) ☐
profession _____ et demande votre documentation
☐ Sciences humaines
adresse _____ ☐ Sciences exactes et naturelles
☐ Trésor de la langue Française
achète le livre _____ ☐ Revue de l'Art

INDUSTRIE SERVICE

P
no 7